Université Jean Moulin Lyon 3

École doctorale : Sciences sociales

Le gouvernement et l'armée polonaise en France de septembre 1939 à juin 1940

par Sylvain FRANCIA

Thèse de doctorat en Histoire, Histoire religieuse, politique et culturelle

sous la direction de Régis LADOUS

présentée et soutenue publiquement le 19 octobre 2009

Membres du jury :
Régis LADOUS, Professeur, Université Lyon 3
Eric BARATAY, Professeur, Université Lyon 3
Christine LEVISSE-TOUZE, Professeur,Université Montpellier 3
Daniel GRINBERG, Professeur, Université de Bialystok POLOGNE

Introduction

Alors que c'est un fait politique et militaire marquant de l'histoire de la Pologne, le séjour du gouvernement de Wladyslaw Sikorski et de l'armée qu'il a créée en France entre septembre 1939 et juin 1940 n'a fait l'objet ni en Pologne ni en France d'un travail de recherche global. Des travaux « partiels » comme ceux du Lieutenant-colonel Salesse sur le dépôt d'instruction de l'aviation polonaise de Lyon-Bron ou ceux d'Yves Beauvois sur : « les relations franco-polonaises pendant la drôle de guerre » ou bien encore Tadeusz Wyrwa dans : « la Résistance polonaise et la politique en Europe » ou, enfin, Jean Medrala avec : « l'armée polonaise dans les Deux-Sèvres » ont traité de façon particulièrement remarquable et documentée leurs sujets respectifs. Mais je n'ai trouvé ni en France, ni en Pologne, ni même en Grande-Bretagne d'ouvrage traitant de la question dans son ensemble.

Alors que le gouvernement et l'armée polonaise en France sont situés sur une échelle historique relativement courte (neuf mois) l'ampleur du travail de recherches archivistiques, de témoignages (de plus en plus rares), de journaux et revues de l'époque et de toute autre investigation a de quoi faire reculer. C'est dire s'il s'est passé beaucoup de choses durant ces neuf mois d'exil en France pour le Général Sikorski, son gouvernement et son armée. Pourtant force est de constater que les sources qu'elles soient manuscrites, imprimées ou orales sont finalement assez maigres. Il y a plusieurs raisons à cela : tout d'abord une grande partie des archives du gouvernement du Général Sikorski et des différentes unités combattantes polonaises ont été détruites intentionnellement lorsque la défaite française fut consommée. Avant le départ pour la Grande-Bretagne pour les membres du gouvernement et le départ pour l'Afrique du Nord française, Gibraltar, la Grande-Bretagne, l'Espagne, la Suisse, la démobilisation ou l'emprisonnement pour les militaires polonais, il fallait que rien ne tombe entre les mains des Allemands. Le peu d'archives restantes fut soit perdu soit versé bien après la fin de la Deuxième Guerre Mondiale au Service Historique de l'Armée de Terre (SHAT) et au Service Historique de l'Armée de l'Air (SHAA) à Vincennes (devenu aujourd'hui le Service Historique de la Défense), soit détenu aux archives des ministères français et polonais des Affaires étrangères à celui de l'Economie et des Finances français, ainsi qu'à la Biblioteka Narodowa (Bibliothèque nationale à Varsovie). Quant à la Marine polonaise, nous ne disposons d'aucune archive ni document, étant donné que le peu de navires

polonais ayant quitté leur port d'attache peu avant ou après la défaite de septembre 1939, firent route vers la Grande-Bretagne et non la France.

Avec peu d'ouvrages sur la question, un nombre restreint d'archives ayant échappé à la destruction ou à la perte, des travaux partiels mais fort intéressants en particulier ceux du Lieutenant-colonel Salesse pour l'Aviation polonaise et ceux de Jean Medrala pour l'Armée de Terre polonaise, il me restait les journaux et périodiques de l'époque, notamment ceux en polonais comme le « Kurier Warszawski », le « Kurier Polski », le « Glos Polski », le « Robotnik We Francji » ou le « Wadomosci Polski » ou bien encore le « Slowo » consultables pour la plupart au siège de la Société Historique et Littéraire polonaise (SHLP), quai d'Orléans à Paris. Outils précieux pour comprendre certaines phases de développement du gouvernement Sikorski plus que de son armée, ils étaient cependant loin d'être suffisants. Armé de toutes ces sources, il me fallait avant que le temps ne fasse son œuvre de manière irrémédiable travailler sur des sources extraordinairement éclairantes et passionnantes : les sources orales. Les anciens combattants polonais témoins de cette époque étaient chaque année moins nombreux. Grâce au soutien de la Fédération des Associations des Anciens Combattants, de l'Institut France-Pologne, de l'Ambassade de Pologne en France, des Consulats Généraux de Pologne de Lille et Lyon et de mes connaissances et amis personnels parmi les anciens combattants polonais, j'ai pu interroger pendant plusieurs centaines d'heures ces témoins dont la qualité de leur témoignage me fut extrêmement précieuse et à qui je veux rendre un hommage appuyé et ému.

En premier lieu, il convient de citer celui avec qui je fus le plus proche et dont les notes manuscrites prises durant cette période ainsi que les souvenirs d'une précision impressionnante ont été une référence constante : Tadeusz Julian Kalita. Né en 1912 à Stara Sol (sous occupation autrichienne), issu d'une famille de la haute bourgeoisie, il devient avocat et s'intéresse très tôt à la politique en adhérant au Stronnictwo Narodowe. Officier durant la campagne de septembre 1939, il parvient à rejoindre la France et s'engage dans la première division d'infanterie polonaise du général Duch. Officier, il prend constamment des notes (dont il perdra une partie au cours de son évacuation après ses graves blessures occasionnées par un pilonnage de l'artillerie allemande en juin 1940). Multi décoré, il est aussi un fin connaisseur de la vie politique en Pologne dans les années trente et du gouvernement Sikorski en France. J'ai interrogé Tadeusz Kalita pendant huit années et compulsé ses notes manuscrites. Regroupées sous le titre des « Entretiens Kalita », les centaines d'heures d'audition ont été à chaque fois que cela était possible vérifiées et

confrontées avec les archives, les sources imprimées, les travaux de Jean Medrala, les divers documents et les autres témoignages d'anciens combattants. Une seule fois, Tadeusz Kalita s'est trompé. C'est dire la qualité exceptionnelle de son témoignage. Disparu en 2002, à l'âge de 90 ans, il a tenu jusqu'au bout à raconter cette époque qui l'avait marqué, comme les autres témoins, de façon indélébile.

Un autre témoin privilégié polonais fut Julius Zalinski. Personnage haut en couleur que l'on pourrait qualifier d'aventurier, il n'en fut pas moins un combattant de grand mérite mû par des principes patriotiques infaillibles. Il est un témoin de grande valeur puisque membre du parti paysan en Pologne puis un temps du Stronnictwo Narodowe, il parvient en France après la défaite de septembre 1939 et, de par ses connaissances, intègre l'Etat-major de l'armée polonaise en cours de création. Il est donc au cœur des événements concernant la mise en place des Forces Militaires polonaises en France, ainsi que des relations entre le pouvoir politique polonais et son armée. En froid avec ses supérieurs, il intègre la deuxième division d'infanterie du Général Prugar-Ketling, puis la brigade Maczek en qualité d'officier. J'ai confronté à chaque fois que cela était possible, comme pour Tadeusz Kalita et les autres témoins, ses affirmations avec toutes les sources dont je disposais. Parmi les sources orales de cette thèse, Julius Zalinski occupe une place majeure.

Autre personnage incontournable des sources orales : Kajic Mlot. Lui aussi échappé de la défaite de septembre 1939 en Pologne, il gagne la France avec l'envie de continuer le combat contre les Allemands. Sous-officier spécialiste des transmissions, il sert à la première division d'infanterie polonaise du Général Duch. Il est un témoin essentiel dans la création de la première DIP et dans les combats de celle-ci. Enfin, parmi les témoignages majeurs, je dois citer Jean Medrala, que j'ai déjà présenté pour ses travaux sur l'Armée de Terre polonaise, dont le père et le beau-père furent engagés dans la deuxième division d'infanterie polonaise du Général Prugar-Ketling. Jean Medrala interrogea lui-même des anciens combattants de la dixième brigade blindée du Général Maczek et me fit part de leurs témoignages.

Ce fut grâce à la fois aux sources écrites et aux sources orales (à parité) que j'ai pu œuvrer à cette thèse sur le gouvernement et l'armée polonaise en France de septembre 1939 à juin 1940.

Face à la complexité des rapports franco-polonais dans les années trente (et avant l'attaque allemande du premier septembre 1939 et celle des Soviétiques le 17 septembre 1939), il convenait dans la première partie d'expliquer et de montrer combien l'action de la France avait été importante dans la phase diplomatique d'avant la guerre et dans celle d'après la

défaite polonaise pour en arriver au gouvernement du Général Sikorski exilé en France. Il fallait aussi tenter d'expliquer et de comprendre comment se sont nouées les relations franco-polonaises surtout durant les premiers mois de l'installation du gouvernement Sikorski à Angers. Le gouvernement français appréciait le Général Sikorski, grand francophile de longue date, mais souhaitait-il vraiment l'installation de son gouvernement sur son territoire ? Le Premier ministre polonais allait-il être un allié docile ou au contraire allait-il gêner le gouvernement français dans sa politique vis-à-vis de son homologue polonais ? La question mérite d'être posée, car si les moyens matériels mis à disposition du gouvernement Sikorski sont faibles, surtout en matière financière, celui-ci peut tout de même le cas échéant s'appuyer sur une population polonaise immigrée en France en plusieurs vagues successives et qui reste nombreuse.

Les relations entre la France et le gouvernement polonais d'Angers, notamment en ce qui concerne la politique étrangère de la Pologne, allaient être un excellent indicateur du niveau d'entente entre les deux gouvernements. La question de la création et de la montée en puissance des Armées de Terre et de l'Air polonaises est elle aussi centrale. D'une simple division à son arrivée en France, le Général Sikorski parvient à obtenir le feu vert français pour quatre divisions et trois brigades pour l'Armée de Terre, ainsi que pour une escadrille complète entièrement polonaise pour l'Armée de l'Air. La question centrale étant de savoir quel accueil réserve la France à toutes ces unités qui, dans le meilleur des cas, risquent d'atteindre les cent mille hommes.

Les moyens matériels et financiers alloués aux Polonais sont-ils suffisants ? Les chefs militaires français et leurs responsables politiques jouent-ils vraiment le jeu face à des besoins et des ambitions polonais particulièrement importants ? C'est ce que je souhaite examiner en analysant et en montrant la création, l'évolution et la participation aux combats des quatre unités les plus importantes de l'Armée polonaise en France, c'est à dire : la première division d'infanterie polonaise commandée par le Général Bronislaw Duch, la deuxième division de chasseurs polonais du Général Bronislaw Prugar-Ketling, la dixième brigade blindée du Général Stanislaw Maczek et la brigade des chasseurs du Podhale commandée par le Général Zygmunt Bohusz-Szysko. Les troisième et quatrième divisions d'infanterie polonaises commandées respectivement par le Colonel Tadeusz Zieleniewski et le Général Rudolf Dreszer, ainsi que la brigade autonome de chasseurs des Carpathes ou brigade du Levant stationnée en Syrie (sous mandat SDN de la France) et commandée par le Général Stanislaw Kopanski, ne prirent pas part aux combats. Faute d'avoir été constituées à temps pour les deux

premières, et parce que l'Armée française du Levant commandée par le Général Eugène Mittelhauser n'eut pas à combattre et que Kopanski refusa l'allégeance de Mittelhauser à Vichy. Les soldats et officiers de la brigade du Levant polonaise passèrent en Palestine pour rejoindre les Forces britanniques le 30 juin 1940. La participation des Forces polonaises aux combats livrés par l'Armée française est particulièrement intéressante pour comprendre comment les Français utilisent les Polonais durant la bataille de France.

La troisième partie traite de l'Aviation Militaire polonaise. Basée sur les archives du Service Historique de l'Armée de l'Air (SHAA de Vincennes) et sur les notes prises par le Lieutenant-colonel Salesse (officier de l'Armée de l'Air française au début de la Deuxième Guerre Mondiale, il s'intéresse au sort des aviateurs polonais surtout ceux du DIAP de Lyon-Bron qu'il côtoie et prend de nombreuses notes. Il rédige avec ses notes et des témoignages d'aviateurs polonais un Mémoire au début des années cinquante. Une partie de ce travail est conservée au SHAA et à la Société Lyonnaise d'Histoire de l'Aviation et de Documentation Aéronautique de Bron). La troisième partie marque la différence entre ce qui est prévu au départ par les Accords du 17 février 1940 et la réalité des choses, notamment lors des combats de juin 1940. Les informations livrées aussi bien par le SHAA que par le Lieutenant-colonel Salesse ont été confrontées chaque fois que cela était possible. Elles ont toutes été confirmées. Il est intéressant de noter que le lieutenant-colonel Salesse a utilisé de nombreux témoignages d'anciens pilotes polonais après la fin de la guerre. Tous ces témoignages lorsqu'ils furent vérifiables par des documents s'avérèrent exacts.

L'utilisation importante de sources orales (surtout pour la partie concernant l'Armée de Terre polonaise) a montré immanquablement la qualité et la précision des souvenirs des anciens combattants. Le fait qu'ils ont vécu parfois une rupture dans leur vie, souvent un traumatisme du fait de la guerre, les a peut-être aidés à conserver jusqu'à la fin de leur existence des souvenirs indélébiles. Les quelques témoignages cités dans la troisième partie n'échappent pas à ce constat.

Les moyens donnés par les Français aux Polonais et la question de savoir si les missions demandées aux aviateurs polonais par le commandement français sont en adéquation avec leurs capacités réelles lors des combats de juin 1940, est une question cruciale. Le titre de la troisième partie : « l'Aviation Militaire polonaise : promesses et vérités » est là pour confirmer le nœud gordien de la problématique concernant l'Aviation Militaire polonaise, mais aussi l'Armée de Terre polonaise.

A la lueur des archives et des témoignages des derniers survivants de cette époque extraordinaire, j'espère pouvoir comprendre et faire comprendre comment on en est arrivé là, quels ont été les buts avoués et secrets des Français comme des Polonais, quelles furent les relations politico-militaires entre les deux parties et quelles en furent les conséquences durant ces neuf mois de présence du Gouvernement et de l'Armée polonaise en France. Ce travail est aussi un hommage soutenu tellement mérité par tous ces combattants polonais déracinés par la guerre, meurtris par deux défaites successives et dont l'exil fut pour un grand nombre d'entre eux définitif à l'image notamment de Tadeusz Kalita et, bien entendu, du Général Wladyslaw Sikorski. J'ai eu la chance extraordinaire de côtoyer les derniers survivants de cette époque, de les écouter, d'entendre leurs confidences dont parfois même leur propre famille ignorait tout, de partager des moments uniques que je ne retrouverai plus. Il fallait avant que tout s'éteigne définitivement sauvegarder cette mémoire. Le courage et l'abnégation de ces hommes sont un exemple à méditer pour notre génération et celles à venir.

Première Partie : Le gouvernement polonais : comment en est-on arrivé là ?

Chapitre I

A°/ Le préambule d'une relation conflictuelle

Afin de mieux comprendre le « pourquoi du comment » de la difficile coopération entre les deux nations, à l'aube de la nouvelle confrontation, il nous faut regarder en arrière. Ce que l'on peut qualifier d'antinomie franco-polonaise des années trente a bien une racine, certes profonde, mais issue principalement de l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler le 30 janvier 1933.[1]

Cela peut paraître surprenant de prime abord. Mais lorsque l'on s'intéresse de plus près à la question, de nombreux faits et échos restent pour le moins curieux. En effet, la propagande nazie, pièce maîtresse du dispositif hitlérien d'accès et de contrôle du pouvoir, ne se lassait pas dès janvier 1933 de tresser des couronnes de laurier au gouvernement polonais.[2] La presse et la radio nazies vantaient cet esprit d'indépendance et ce démarcage vis-à-vis des politiques français qu'opéraient alors les responsables polonais.[3] Et puis, comment expliquer à l'automne 1932, le remplacement d'August Zaleski par son sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères : le colonel Josef Beck[4] ? Le colonel Beck, cet officier intrigant et ambitieux, qui dans l'ombre du Maréchal Pilsudski, manœuvrait avec ténacité contre Zaleski

[1] Victor Grosz, *La vérité sur le drame polonais de septembre*, éd. Pavillon, Paris, 1951, p. 25.
[2] Société historique et littéraire polonaise, Paris (archives journalistiques), Berliner Tageblatt (6 novembre 1933). Ci-après SHLP.
[3] Idem.
[4] Henry Rollet, *La Pologne au 20ème siècle*, éd. Pédone, Paris, 1984, p. 160.

le francophile.[5] Il avait réalisé un tel travail de sape depuis sa nomination au sous-secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères en décembre 1930, que déjà six mois après son arrivée, Zaleski son ministre de tutelle, se plaignait à son ami Jules Laroche, ambassadeur de France à Varsovie, des coups tordus et des manœuvres malhonnêtes à son égard de Beck.[6] Pourtant, malgré les lettres de Jules Laroche à Aristide Briand, indiquant que les magouilles du colonel Beck risquaient à moyen terme de « couler » la prédominance française en Pologne, rien ne fut à ce moment-là décidé par le gouvernement de la France. Beck n'était pas réputé pour sa francophilie. Loin de là. N'avait-il pas été expulsé de France en 1923 et ce, sur ordre exprès du Maréchal Foch[7] ? Il était à cette époque attaché militaire adjoint à l'ambassade de Pologne à Paris. Sur dénonciation, il fut accusé d'espionnage et d'atteinte à la sûreté de l'Etat français. Non pas qu'il ait eu des velléités d'assassiner un quelconque homme politique de l'époque ou de fomenter des troubles à Paris ou ailleurs, mais il fut accusé de soustraire des documents classés secret défense pour son pays.[8] Il y eut des rumeurs à ce moment-là (rumeurs non vérifiées), qu'il travaillait aussi pour la république de Weimar.[9] Rien ne permit à l'époque, ni aujourd'hui, de fonder une quelconque certitude quant à sa réelle participation dans un programme d'espionnage au profit de l'Allemagne. En revanche, ce qui est bien certain, est que Beck était un véritable germanophile. Ayant réussi à avoir la « peau » de Zaleski, il allait pouvoir établir, au grand jour, sa méfiance des politiques français, pour ne pas dire sa défiance.[10]

Beck est l'un des grands responsables de la détérioration des relations franco-polonaises. Aussi, la France prit sa revanche en l'écartant de tout poste politique en septembre 1939.[11] Mais avant cela, continuons notre examen de la politique beckiste. Admirateur de certaines particularités allemandes, comme la célèbre rigueur germanique, Beck voulait avant tout une Pologne forte, animée des traits caractéristiques d'une « grande puissance ». Il fallait que cesse cette ingérence française, cette prédominance du pouvoir parisien qui avait maintes fois imposé son diktat diplomatique à la pauvre Pologne rejetée au rang de puissance subalterne depuis 1918.[12] Pour Beck, c'en était fini « de jouer au petit frère qui doit demander à son aîné l'autorisation de parler à un simple voisin ».[13]

---

[5] Beck était un officier formé par le maréchal Pilsudski.
[6] Yves Beauvois, *Les relations franco-polonaises pendant la drôle de guerre*, éd. L'harmattan, Paris, 1989, p. 26.
[7] Y. Beauvois, ibidem.
[8] Y. Beauvois, ibidem.
[9] Cette accusation sans preuve lui resta jusqu'à sa mort en 1944.
[10] Entretien avec Julius Zalinski, (4 février 1997).
[11] Jozef Beck, *Dernier rapport*, éd. La Baconnière, Neuchâtel, 1951, p. 303.
[12] Le traité de Locarno en 1925 n'arrangea pas le problème.
[13] Entretiens avec Tadeusz Kalita, ci-après Entretiens Kalita, (25 août 1996).

Cette vision, certes schématique, n'est pas très éloignée d'une triste réalité pour le nouveau ministre des Affaires étrangères. Désormais, la Pologne, la « Grande Pologne », est une nation autonome et indépendante. Comme le voulait le maréchal Pilsudski, c'est une « grande puissance » !

Et la France dans tout cela ? La France auréolée du prestige de la « der des der », la France que l'on croit encore invincible, se proclame haut et fort grande puissance.[14] Elle pense sincèrement être « la » Grande Puissance de l'Europe continentale. Les erreurs et les malentendus allaient ainsi dangereusement s'accumuler non seulement jusqu'en septembre 1939, mais au-delà, jusqu'au 25 juin 1940.

Comme je l'écrivais plus haut, les médias allemands ont compris qu'avec la main-mise de Beck sur la rue Wierzsbowa[15], c'en était fini de la suzeraineté des Français. Ainsi, le Berliner Tageblatt daté du 4 novembre 1933[16] parle en première page de la sage politique polonaise de Beck, qui met un terme à l'époque où les « militaires français faisaient sonner leurs éperons à Varsovie », où la Pologne se devait d'acheter « des armes coûteuses » à la France et où elle n'occupait qu'un strapontin à Genève. La presse allemande paraît à l'entrée de l'hiver 1933 survoltée par l'exclusion de Zaleski. Beck voit d'un bon œil cette sarabande pateline que dansent les journaux allemands[17]. Pourtant, tout bon Polonais devrait se méfier de son voisin allemand. Dans l'imaginaire de son peuple, le teuton est un grand manipulateur et surtout un terrible « faux jeton ».[18] Mais Beck y croit, comme il croit à l'autoritarisme comme régime politique. N'est-il pas aussi un fervent admirateur de l'Italie mussolinienne ? Ses sympathies pour les fascistes italiens étaient notoires à ce moment-là.[19] Alors, engoncé dans son costume de chantre de l'indépendance nationale et de la puissance polonaise, Beck ne craint plus de défier la diplomatie française. Nous allons voir un peu plus loin de quelle manière il se retourna contre ses alliés de si longue date.

Il est intéressant d'appréhender ce glissement vers un régime autoritaire, déjà en vigueur depuis le coup d'état du Maréchal Pilsudski en 1926, mais pour lequel Beck donna une tournure nouvelle sur le plan diplomatique.[20] Le 24 mars 1935, la réforme constitutionnelle est

---

[14] Idem.
[15] La rue Wierzsbowa est le siège du ministère des Affaires étrangères polonais à Varsovie.
[16] Y. Beauvois, *Les relations franco-polonaises pendant la drôle de guerre*, op. cit., p. 21.
[17] Stanislaw Machiewicz, *Polityka Becka*, éd. Pax, Varsovie, 1964, p. 102.
[18] Entretiens Kalita, (10 juin 1997).
[19] Il avait rencontré Mussolini à plusieurs reprises.
[20] Josef Beck, *Dernier rapport*, op. cit., p. 48.

votée, une ère nouvelle que l'on peut qualifier de post-pilsudskienne entre en ligne de compte. Désormais, bien des choses changent.[21]

Tout d'abord, le président apprend vite à ses dépends ce que signifie « inaugurer les chrysanthèmes ». Il est alors très difficile de s'opposer aux décisions beckistes. Comme si en fait Josef Beck était le « propriétaire » de la nouvelle politique étrangère de la Pologne ![22] La nouvelle constitution donnait la primauté absolue à l'exécutif. En exagérant à peine, le parlement ne devenait plus qu'une « caisse enregistreuse ». Jusque-là, le système politique était calqué sur le modèle français de la troisième république[23] ; en renforçant les pouvoirs gouvernementaux et en affaiblissant l'assemblée législative, la nouvelle constitution était un véritable pied de nez à la France.

En effet, à l'issue de la guerre polono-soviétique de 1920, une constitution pour laquelle quelques juristes français avaient participé à l'élaboration fut promulguée (en 1921)[24]. Elle donnait au régime des partis, plein exercice du pouvoir. Le parlement était tout-puissant et le président de la république, le désignateur du président du conseil. L'assemblée législative pouvait, le cas échéant, faire tomber le gouvernement.[25] Le régime était à maints égards similaire à celui de la France. Mais seulement, Beck et le potentat de militaires de tous bords qui gravitaient autour du pouvoir (notamment à la mort de Pilsudski), voulaient d'une Pologne forte et dirigée de main de maître.[26] Aussi, cette nouvelle constitution de 1935 allait dans un sens totalement différent. De cette façon, les Polonais montraient à leurs alliés français, qu'ils s'affranchissaient de la tutelle du « grand frère » d'occident. Après tout, pensaient Beck et ses amis, de quel droit la France nous donnerait des conseils[27] ? En dix-sept ans d'indépendance, la Pologne s'était forgée une économie et une armée digne de ce nom.[28] Elle n'avait plus autant besoin des autres. Cette subordination du pouvoir législatif à l'exécutif devait, entre autres, être le moyen d'une politique encore plus ambitieuse dans le domaine de l'indépendance et de la liberté d'action. Ignacy Mosciski n'adhèrait pas de gaieté de cœur, mais l'influence du camp des militaires l'obligea finalement à signer cette nouvelle

[21] Beck est le principal artisan de ce changement post-pilsudskien.
[22] Stanislaw Machiewicz, op. cit., p. 111.
[23] Entretiens Kalita, (10 juin 1997).
[24] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, dossier Z Pologne. Institutions de la Pologne, n° 294.
[25] Idem.
[26] Entretiens Kalita, (10 juin 1997).
[27] Beck ne faisait pas mystère de ce qu'il pensait à ce sujet.
[28] Norman Davies, *Histoire de la Pologne*, éd. Fayard, Paris, 1986, p. 142.

constitution.[29] A partir de ce moment-là, la rue Wierzsbowa était tenue par l'empreinte assurée de Beck.

Le colonel Beck cherche très vite à promouvoir des actes d'indépendance, voire « d'anti-francisme ». Déjà l'accord germano-polonais du 26 janvier 1934 n'était pas spécialement fait pour faire plaisir à la France.[30] De plus, la presse polonaise pro-gouvernementale y allait de ses diatribes contre le gouvernement français, comme par exemple, la gazeta Polska qui se félicitait de cette prise de distance du gouvernement polonais vis-à-vis de son homologue français.[31] Dire que le torchon brûlait entre Paris et Varsovie ne serait pas tout à fait exact. Plus judicieusement, des dissentiments voyaient le jour et un virage était pris par le gouvernement polonais. En fait, ce que Beck parvint à faire adopter par la chambre des députés fut un aboutissement.[32] En effet, la diplomatie polonaise n'avait jamais vraiment digéré ce que l'on pouvait considérer non pas comme une négligence, mais bel et bien comme un premier abandon : le traité de Locarno, signé en octobre 1925.[33] Les Anglais et les Français n'apportaient aucune garantie de sécurité à la Pologne de par ce traité. Seules les frontières de l'Europe de l'ouest étaient réellement visées par cet accord. Depuis dix années la Pologne se sentait rejetée et pour certains, trahie. Beck ne pardonnait pas ce manquement, à ce qui aurait dû être un pacte de solidarité entre le « grand frère » ou pseudo grand frère français et le « petit frère polonais ».[34] De plus l'arrogance française avait blessé nombre de ministres et de diplomates polonais. Le colonel Beck voulait laver tous ces affronts. Il souhaitait avant tout une Pologne forte, libre, et ne dépendant de personne.[35] Vœu pieu ? Oui certainement, mais comment s'en sortir lorsque l'on avait comme voisin à l'Est « l'ogre soviétique » et à l'Ouest « la vipère allemande » ?[36] Déjà, dans les milieux beckistes, on se demandait si l'on pourrait vraiment compter sur la France au cas où l'un des deux prévaricateurs viendrait à s'en prendre à la Pologne.[37] De toute façon, la France avait déjà perdu beaucoup de son prestige chez les dirigeants polonais. Certes, parmi les couches profondes de la population, l'aura était quasiment intacte, mais plus auprès des politiques.[38] Quant à l'intelligentsia polonaise, elle était divisée entre pro- et anti-Français. Le colonel Beck avait quant à lui choisi son camp.[39]

---

[29] N. Davies, ibidem.
[30] SHLP, Paris, La Gazeta polska, février 1934.
[31] Y. Beauvois, *Les relations franco-polonaises pendant la drôle de guerre*, op. cit., p. 23.
[32] August Zaleski, son prédécesseur, ayant été résolument contre.
[33] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, série Europe, (traité de Locarno), n° 152.
[34] Entretiens Kalita, (10 juin 1997).
[35] J. Beck, *Dernier rapport*, op. cit., p. 161.
[36] Ces deux pays sont couramment décrits de cette façon à l'époque.
[37] J. Beck, *Dernier rapport*, op. cit., p. 162.
[38] SHLP, Paris, Kurier Warszawski, 24 mai 1935.
[39] Il n'a jamais fait partie des francophiles.

La baisse du potentiel et de la potentialité française en Pologne n'était pas que politique. Sur le plan économique, la dégradation était en marche depuis quelques années. Citroën avait été devancé par Fiat dans la mise en place d'une industrie automobile en Pologne.[40] Des contrats d'armements avaient été signés avec les Etats-Unis et l'Angleterre, alors que les négociations avec les Français étaient très avancées. Même le textile était touché. En bref, la France perdait des parts de marché en Pologne, avant peu à peu de perdre pied économiquement dans ce pays.[41] Et contrairement à ce que l'on aurait pu penser, le premier investisseur étranger en Pologne n'était autre que… l'Allemagne ![42] L'image économique de la France avait été passablement ternie par les agissements peu scrupuleux de la famille Boussac qui avait par ailleurs été la cible de la presse polonaise à maintes reprises.[43] Comme l'écrit en novembre 1935 l'ambassadeur Léon Noël à son ministre de tutelle : « par esprit d'intrigue et de vengeance, Boussac sabote toute collaboration économique avec la Pologne ».[44]

Avec ce mélange de déceptions économiques et de désagréments diplomatiques, la France et la Pologne empruntent des chemins différents. Ce qui peut paraître étrange, est cette inaction du gouvernement français devant la dégradation progressive des rapports franco-polonais.[45] Pourtant, ce ne sont pas les ambassadeurs français successifs, Jules Laroche et Léon Noël, qui ne font pas correctement leur travail. A maintes reprises, ils avertissent leurs « chefs » au quai d'Orsay.[46] Mais ils ne sont pas des décideurs et, en France, emmêlés dans leurs querelles politiques, les véritables décideurs laissent les choses aller. Pourquoi ce laisser-faire ?

Pour plusieurs raisons, dont la plus importante est sans doute cette idéologie prédominante à ce moment-là : il ne faut pas brusquer les événements. C'est-à-dire : il ne faut pas bousculer ni les Allemands ni les Soviétiques.[47] Quitte à se fâcher avec nos amis de l'Est vivant dans une certaine démocratie teintée d'autoritarisme politique : la Pologne. Ne pas s'opposer directement aux dictatures. Tout en se faisant le chantre de la démocratie seule garante des libertés individuelles et du bien-être du peuple. Croyant avoir une armée forte et combative propre à en assurer sa défense, au cas où. Mais contre les dictatures, on évite sérieusement

[40] Y. Beauvois, *Les relations franco-polonaises pendant la drôle de guerre*, op. cit., p. 24.
[41] Y. Beauvois, ibidem.
[42] SHLP, Paris, Kurier Polski, 13 mai 1935.
[43] Y. Beauvois, *Les relations franco-polonaises pendant la drôle de guerre*, op. cit., p. 24.
[44] Léon Noël, *La Pologne entre deux mondes*, éd. Sorbonne, Paris, 1984, p. 168.
[45] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, dossier Z Pologne, n° 373, Relations franco-polonaises, janvier 1930-février 1936.
[46] Léon Noël, *La Pologne entre deux mondes*, op. cit., p. 168.
[47] Le pacifisme a de nombreux supports en France.

l'affrontement, ne serait-ce que sur le plan politique[48] car, de toute évidence, les démocraties dont la France ont peur de ces régimes dictatoriaux.

Le gouvernement français n'a en revanche nullement peur de froisser l'amour-propre des dirigeants polonais. Non seulement la France ne veut pas indisposer les Soviétiques ou les Allemands, mais quelque part, elle se moque des réactions des Polonais. Un peu comme si le marché économique et industriel polonais était si peu important, que d'y perdre pied n'avait aucune espèce de gravité.[49] C'est ici que l'on retrouve ce sentiment de pseudo-supériorité française qui dressa, en grande partie, Beck contre la France.[50]

Il faut aussi considérer cette absence de réactions des politiques français, par une mollesse certaine. Non seulement ils se moquent pour la plupart du qu'en dira t-on polonais, mais en plus, ils « souffrent » d'une mollesse que Pilsudski lui-même aurait pu qualifier de « dangereuse ».[51] N'avait-il pas, en partie, décidé de son coup d'état en 1926, suite à la dangereuse dérive du régime d'alors ? Il est clair que cet immobilisme français fut à l'origine de profonds malaises diplomatiques entre les deux pays.[52] A maintes reprises, Léon Noël dut faire face à d'embarrassants silences de son gouvernement. La marge de manœuvre était alors très étroite. Et puis, avec Beck titulaire de la rue Wierzsbowa, toute espèce de francophilie qui avait quand même prévalu sous Zaleski, avait disparu.[53]

En analysant tous ces faits et gestes diplomatiques et notamment, la signature, le 7 juin 1933, de ce que la presse appela le « pacte à quatre » entre la France, l'Italie, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, on ne peut s'empêcher de penser que cette mollesse gouvernementale de la France n'était peut-être qu'une sorte d'alibi.[54] Un alibi pour se protéger des risques guerriers de l'arrivée au pouvoir d'Hitler, tout en laissant la porte ouverte à son bellicisme vis-à-vis de l'Europe de l'Est, dont la Pologne était membre à part entière.[55] La réaction polonaise à cet « accord de coopération dans le but de maintenir la paix » comme le soulignait Daladier, ne se fit pas attendre longtemps. Les journaux de l'époque ne se lassèrent pas de critiquer ouvertement cette politique égoïste et dangereuse. Seule globalement la presse française adhérait à ce pacte quadripartite. Et pour cause, la Pologne était mise de côté, oubliée,

---

[48] Entretiens Kalita, (10 juin 1997).
[49] Idem.
[50] Josef Beck, *Dernier rapport*, op. cit., p. 111.
[51] Pilsudski était plus un homme d'action qu'un homme politique.
[52] Ce thème est récurrent dans toutes les archives polonaises.
[53] Entretien avec Kajic Mlot, 25 septembre 1996.
[54] Entretiens Kalita, (10 juin 1997).
[55] Idem.

sacrifiée au nom des intérêts vitaux de la France.[56] C'est tout au moins dans ce sens-là que le colonel Beck le perçut.[57]

Ce que l'on reprochait aussi à la France était d'avoir traité seule, sans demander un quelconque avis à celle qui était pourtant son alliée, au même titre que l'Angleterre. En apparence, la Pologne n'avait pas eu connaissance de ce pacte.[58] Pourtant, certains documents laissent à penser que les services du colonel Beck étaient bel et bien au courant des négociations. Mais politiquement, les Polonais jouèrent les offusqués, ceux qui n'avaient pas été consultés, ni même prévenus, de la signature de ce pacte « à quatre ». De toute façon, prévenus ou pas, les Polonais n'ont, et cela est quasiment certain, pas été consultés.[59] Le simple fait que cet accord n'inclut en rien la Pologne, est déjà suffisant pour comprendre que les frontières orientales des démocraties occidentales ont été privilégiées, au détriment des frontières ouest de la Pologne. Où étaient donc passés les accords du traité de Locarno ? Ce fut ce que s'écrièrent bon nombre d'hommes politiques polonais[60] : « Ne devions-nous pas nous concerter avant de s'engager dans des négociations et des signatures de pactes et de traités avec nos ennemis potentiels ? » Visiblement la France avait du mal à se souvenir de ses engagements précédents. Il fallait donner une réponse à ce camouflet le plus rapidement possible. Beck s'en chargea.

Tout d'abord, il laissa courir le bruit d'une possible guerre préventive contre l'Allemagne.[61] Les forces armées polonaises étaient certes bien entraînées mais la qualité de l'armement et la quantité n'étaient pas à leur meilleur niveau.[62] Toutefois, le maréchal Pilsudski croyait dur comme fer en son armée. Elle était le pilier du régime, mais pour lui, elle était plus que cela. Les officiers, les sous-officiers et soldats de Pologne étaient d'une vaillance et d'une bravoure exemplaires.[63] Cette armée polonaise saurait à coup sûr tenir tête à la nouvelle armée du chancelier Hitler. La rue Wierzsbowa était devenue une véritable caisse de résonance.

« La Pologne ne se laissera pas faire. » « Notre armée saura réagir en conséquence. » « L'Allemagne ne nous fait pas peur. » Telles étaient les paroles que la diplomatie polonaise laissait filtrer. Après tout, cela n'était que des paroles. Certes, on fit manœuvrer les troupes

---

[56] S. Machiewicz, *Polityka Becka*, op. cit., p. 140.
[57] Ibidem.
[58] Beck persista à nier avoir eu vent des négociations aboutissant au pacte.
[59] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.
[60] Entretiens Kalita, (10 juin 1997).
[61] S. Machiewicz, op. cit., p. 141.
[62] Entretiens Kalita, (10 juin 1997).
[63] Idem.

polonaises à l'intérieur du pays.[64] Mais cela coïncida avec les manœuvres annuelles de l'Armée de terre ![65] Et puis, lancer une guerre préventive à ce moment-là aurait été extrêmement risqué pour les Polonais. En effet, qu'allaient faire les Français ? Allaient-ils attaquer l'Allemagne au-delà de leurs frontières communes ? Déjà, l'alliance de 1921 était restée très vague, pour ne pas dire très floue, quant à la participation française à l'effort de défense commun. De plus, toute application martiale aurait été très difficile, et pour cause, il n'y avait même plus de conversations d'Etat-major entre les deux armées.[66]

Pour Beck, tout ceci n'est que du vent. Il n'a pas confiance en la France et Pilsudski non plus.[67] Mais à ce moment-là, la France reste pour une immense majorité d'observateurs, « la » première puissance militaire continentale. Certes, on entend çà et là quelques voix s'élever et demander vainement que l'on modernise cette armée basée sur des concepts dépassés.[68] Le colonel De Gaulle n'est pas le seul sur ce chapitre. Mais, les caciques de l'Etat-major Interarmes laissent ces « pseudo visionnaires » dans un quasi anonymat. Et puis, la ligne Maginot est « infranchissable ».[69] Comme peut-être le « Titanic » était insubmersible ! Devant une telle assurance venant des militaires français, les Polonais, tout en cherchant à sauvegarder leur indépendance, leur autonomie et leur orgueil, ne peuvent décemment envoyer les Français sur « les roses ». Ce n'est certainement pas l'envie qui manquait à Beck, mais celui-ci n'était pas non plus partisan d'une rupture totale avec la France.[70]

La somme de critiques que le gouvernement polonais envoya à la France ne changea en rien le comportement des Français, qui feignirent d'ignorer les ressentiments polonais.[71] Toutefois, on peut noter l'exception à cette règle, formulée par Jules Laroche, ambassadeur de France à Varsovie qui, après des critiques acerbes venues de l'ancien ministre des Finances Matuszewski, concernant le fameux accord quadripartite, transmit une mise au point ferme au gouvernement polonais.[72] Il affirme que malgré les dires de Matuszewski, le colonel Beck avait bien été averti de tout ce qui se passait. Qu'ainsi à l'avenir, le gouvernement français souhaitait n'avoir plus à « relever explicitement et publiquement des inexactitudes de cette nature »[73]et que si cela devait se reproduire à nouveau, la France n'hésiterait pas à s'élever de

[64] Entretiens Kalita, (15 juin 1997).
[65] Idem.
[66] Entretiens Kalita, (15 juin 1997).
[67] J. Beck, op. cit., p. 140.
[68] Charles De Gaulle, *Vers l'armée de métier*, éd. Plon, Paris, 1937, p. 58.
[69] André Maginot n'était pas le seul à croire à son idée.
[70] S. Machiewicz, op. cit., p. 120.
[71] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.
[72] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, Z Pologne, n° 297, renseignements sur les personnalités politiques, janvier 1930-avril 1935.
[73] Idem.

« la manière la plus nette » contre ces faussetés.[74] Cette mise au point de Jules Laroche illustre bien « l'incompréhension qui régnait entre les deux diplomaties ». « Une incompréhension mêlée d'une certaine hypocrisie des deux côtés ».[75] Nous étions ainsi à ce moment-là dans une logique de blocage, où personne ne voulait réellement clarifier au grand jour la situation diplomatique. Chaque camp utilisait la presse pour s'échanger les coups.

Pendant ce temps-là, le nouveau chancelier allemand Adolf Hitler n'avait plus qu'à compter les points.[76] Cette mésentente franco-polonaise pouvait certainement lui profiter. Car, finalement, Pilsudski et Beck ne voyaient pas, au tout début, d'un si mauvais œil, l'arrivée au pouvoir d'Hitler.[77] C'est ainsi que des négociations allaient s'engager.

B°/ Le pacte germano-polonais de 1934 et ses conséquences vis-à-vis de la France

Ce que l'on peut qualifier d'affront fait à la Pologne ne pouvait rester sans réponse de la part du colonel Beck. En fait, dès la fin de l'année 1933, des démarches furent entreprises, sur ordre de Pilsudski, avec l'Allemagne nazie.[78] Il s'agissait avant tout de tâter le terrain avec les dirigeants d'un pays qui certes, rassemblait tous les ingrédients de la dictature, mais n'était pas encore tout à fait perçu par la Pologne pilsudskienne et beckiste, comme l'infernale machine de destruction que nous connûmes après. Même si l'on avait lu « Mein Kampf » et, interprété les signaux belliqueux extrêmement puissants qu'Hitler y avait déposés, comme il se doit, tout un chacun ne pensait pas forcément qu'il passerait aux actes.[79] Du moins qu'il passerait à l'action dans des délais aussi courts. Après tout, la Pologne de Pilsudski ressemblait bien à une dictature.[80] Si le parlement et les partis politiques existaient toujours, ils étaient constamment sous la menace directe ou indirecte des méthodes policières souvent très musclées des hommes de Pilsudski. De nombreux exemples d'arrestations arbitraires, de procès truqués, de lourdes peines d'emprisonnement, jalonnent les années Pilsudski.[81] L'un des exemples les plus frappants fut l'arrestation des chefs de l'opposition centre gauche en 1930, puis l'interdiction du camp de la Grande Pologne en mars 1933.[82] Autant de faits marquants, synonymes d'un régime autoritaire bel et bien dictatorial. Mais, la ressemblance avec le régime hitlérien s'arrête là. Pour Beck et Pilsudski, il faut profiter de la relative

[74] Id.
[75] Entretiens Kalita, (15 juin 1997).
[76] Adolf Hitler arrive au pouvoir légalement le 30 janvier 1933.
[77] Y. Beauvois, *Les relations franco-polonaises pendant la drôle de guerre*, op. cit., p. 29.
[78] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.
[79] Il existait aussi un courant pacifiste en Pologne.
[80] Entretiens Kalita, (10 juillet 1997).
[81] Idem.
[82] N. Davies, op. cit., p. 160.

« faiblesse » du nouveau gouvernement nazi pour traiter avec lui dans une situation proche de l'équité.[83] La Whermacht n'est pas encore surpuissante et Hitler doit montrer à la face du monde qu'il est un homme politique respectable et responsable. Bien entendu, Pilsudski, être portant sempiternellement un regard désabusé sur le monde qui l'entourait, était le fondateur de la fameuse doctrine « des deux ennemis ».[84] A l'Est, la Russie stalinienne avec laquelle il avait quand même signé un pacte de non-agression le 25 janvier 1932, et à l'Ouest, l'Allemagne Hitlérienne avec qui il signa un pacte décennal de non-agression le 26 janvier 1934. Pilsudski sait pertinemment que ce sont deux ennemis irréductibles qui n'ont qu'une seule envie : dévorer, aspirer la Pologne ; cette Pologne qu'ils considèrent être la leur.[85] Mais Pilsudski veut aussi sauver la face. En ce 26 janvier 1934, on peut dire que la face est sauve.

Elle est sauve pour plusieurs raisons : tout d'abord, l'Allemagne, symbole d'un danger naissant, vient de montrer qu'elle avait une diplomatie qui marchait bien. L'on se situe d'Etat à Etat et donc Hitler montre au monde entier qu'en signant cet accord, la Pologne a une véritable existence politique. Une autre raison est que la France n'a en rien dicté de faire un accord avec l'Allemagne. La Pologne a donc agi seule, sans demander à aucun moment un quelconque conseil ou aval de Paris. En cela, Pilsudski et Beck tiennent une revanche éclatante. Ils ont montré à tous les gouvernements que Varsovie n'est pas la banlieue de Paris.[86] Ceci constituait une « victoire » sur le plan de la diplomatie et du désir de grandeur et d'indépendance polonaise en Europe, mais aussi dans un domaine plus intérieur. Beck pouvait ainsi montrer aussi bien à l'intérieur de son camp qu'aux opposants (emprisonnés ou non), qu'il n'était pas qu'un va-t'en-guerre.[87] Il démontrait par ce biais qu'il connaissait lui aussi les tenants et les aboutissants d'une diplomatie que beaucoup lui reprochaient de ne pas connaître du tout.

Ce pacte « germano-polonais » était-il le signe d'une revanche contre la France et son fameux pacte à quatre de 1933 ? On peut répondre oui et non. Assurément Beck exulta à l'idée de voir les Français surpris et désemparés d'être mis devant le fait accompli d'une signature qu'ils avaient nullement initiée et pour laquelle ils n'ont à aucun moment été consultés. C'est en quelque sorte la réponse du berger à la bergère, ou même la loi du talion. Dès 1933, Pilsudski avait sondé les Français et les Anglais au sujet de la possibilité d'une guerre préventive contre l'Allemagne. Et les réponses qu'il reçut furent à la hauteur de l'audace de la question :

[83] Entretiens Kalita, (10 juillet 1997).
[84] N. Davies, op. cit., p. 162.
[85] Entretiens Kalita, (10 juillet 1997).
[86] Idem.
[87] Son accession rue Wierzbowa lui ayant valu beaucoup d'ennemis.

Pilsudski n'eut en tout et pour tout qu'un « épais silence horrifié » de la part de la France et du Royaume-Uni.[88] Dans ces conditions, mieux valait entamer des négociations. Déjà, à ce moment-là, les Polonais peuvent légitimement se poser des questions sur la volonté réelle des Français de leur porter secours en cas de déclenchement d'une guerre avec l'Allemagne nazie.[89]

Pilsudski, tout en réaffirmant à Beck que le danger se situe aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est, engage son pays dans la négociation. Déjà le 25 janvier 1932, un pacte de non-agression avait été signé avec l'URSS et voici donc l'aboutissement du second pacte de non-agression avec cette fois l'Allemagne. Beck était encore dans une phase d'illusion, alors que Pilsudski savait pertinemment que son pays reculait pour mieux « sauter » le jour où l'un des deux puissants voisins déciderait de passer à l'offensive. A ce moment-là, lors de la signature de l'accord germano-polonais, le nouveau régime dirigeant l'Allemagne doit ménager ses forces, car il ne peut assumer une guerre avec ses voisins dès 1934.[90] Hitler doit faire face d'abord au « nettoyage intellectualo-politique » dans son propre pays avant d'attaquer la Pologne. De plus, la Whermacht est en pleine mutation. Il faut donc patiemment réarmer l'armée allemande. Pour le reste, la violence se déclencherait lorsqu'Hitler estimerait que tout serait prêt.[91] Pilsudski et Beck ne cherchaient pas uniquement à bousculer la France et à se venger des multiples « humiliations » politico-diplomatiques qu'elle avait voulu infliger à la Pologne. Il fallait sauvegarder le pays le plus longtemps possible.[92] En 1934, cela était possible. Le serait-il plus tard ?

Ainsi, on avait fait d'une pierre deux coups : on avait donné une bonne leçon aux Français, ainsi qu'une bouffée d'oxygène au pays avant la probable guerre qui devait intervenir un jour ou l'autre. Pilsudski, à la manière de Beck, croyait plutôt à une agression venant d'URSS que d'Allemagne.[93] Il ne saurait à ce moment-là être question d'une quelconque « confiance » dans la réalité et encore moins la pérennité de ces pactes ou accords germano-polonais et soviéto-polonais. Mais le temps précieux ainsi gagné devait permettre d'abord un renforcement de l'armée et de son potentiel défensif.[94]

Tadeusz Kalita, officier de l'armée polonaise à cette époque, relate dans ses écrits et son témoignage, la grande fréquence de puissantes manœuvres opérationnelles aux frontières de

---

[88] Norman Davies, op. cit., p. 150.
[89] Entretiens Kalita, (10 juillet 1997).
[90] L'armée allemande commence juste à se réarmer.
[91] Ainsi que le laisse augurer « Mein Kampf ».
[92] Entretiens Kalita, (10 juillet 1997).
[93] J. Beck, *Dernier rapport*, op. cit., p. 145.
[94] Entretiens Kalita, (10 juillet 1997).

l'URSS et de l'Allemagne.[95] Démonstrations de force et concentration massive de troupes étaient censées montrer la détermination des Polonais et leur capacité martiale. Même si l'on savait qu'elles n'impressionnaient guère ses voisins bellicistes, la Pologne avait besoin de cela pour que l'on sache qu'elle ne se laisserait pas faire, au cas où les « pactes » seraient dénoncés avant leur terme.[96]

Il va sans dire que l'annonce par tous les médias de l'époque, amplifiant bien volontiers la portée diplomatique et politique de cet accord ne laissa pas les responsables politiques français de marbre. On peut affirmer qu'elle entraîna de nouvelles complications dans les relations franco-polonaises. Cet accord marqua un nouveau froid entre les deux pays et ce, d'autant plus lorsque l'on apprit que dès novembre 1933, les Polonais avaient testé les Allemands sur la faisabilité d'un tel pacte.[97] En France, on cria à la trahison, on soupçonna un moment les Polonais de vouloir faire cavalier seul et de tomber petit à petit dans l'orbite nazie.[98] Ce mécontentement mêlé d'inquiétudes et de soupçons entraîna des réactions violentes de la part du quai d'Orsay et de Jules Laroche à Varsovie.[99] Mais cela ne devait pas remettre en cause l'alliance franco-polonaise. En effet, la France ne pouvait trouver d'autre alliée aussi puissante que la Pologne.[100] Quel pays présentant les mêmes caractéristiques stratégiques politiques que la France en Europe de l'Est, le gouvernement français serait susceptible de trouver ?[101] Après réflexion, seule la Pologne pouvait être décemment envisageable. Bien évidemment, l'idéologie pilsudskienne était fondée sur la dictature où, selon le côté politique où l'on se trouvait, « l'autoritarisme salutaire ». La France était quant à elle une véritable démocratie, avec tout ce que cela comportait : instabilité des gouvernements, peur des grandes réformes, fragilités politiques, changements d'alliances politiques intérieures, etc. …[102] Mais au-delà des différences de régimes politiques, les deux pays avaient plus qu'intérêt à s'entendre. Ce n'était même pas seulement une question d'amitié séculaire, c'était une question de survie. La France aurait perdu son seul véritable allié en Europe de l'Est, et l'unique point d'appui théorique de sa politique étrangère en Europe orientale.[103]

---

[95] Idem.
[96] Id.
[97] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.
[98] SHLP, Paris, Kurier Warszawski, 2 février 1934.
[99] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, Z Pologne, n° 326, Relations franco-polonaises 1933-1936.
[100] Cela s'entend au niveau de l'Europe centrale.
[101] Même si le régime pilsudskiste avait une base autoritaire.
[102] La durée de vie moyenne d'un gouvernement dans les années trente est de neuf mois.
[103] La Roumanie n'était pas aussi proche de la France.

A présent que les Polonais s'émancipaient des « bons conseils » de leurs amis français, le point d'appui « théorique » était devenu hypothétique ! Mais les responsables politiques français savaient bien qu'il fallait continuer d'aller dans le sens de l'amitié franco-polonaise. Les Français ne pouvaient se passer de leurs alliés polonais et la réciprocité était vraie. Les Polonais avaient tout intérêt à ne pas négliger la puissance française. Certes, à l'époque on y croit encore et les Polonais ne sauraient avoir pour seul allié à l'occident les Britanniques.[104] En 1934, comme en 1939, la France est considérée par un grand nombre d'observateurs comme ayant la meilleure armée du monde.[105] Donc, on joue le jeu de la grande puissance polonaise, indépendante, libérée et grandiloquente. Mais Beck comme Pilsudski connaissent les limites intrinsèques de cette puissance. La France est donc plus qu'utile à la sécurité de la Pologne. En fait, ni les Français, ni les Polonais ne peuvent rompre leur alliance.[106] Malgré cette réalité diplomatique et politique, la presse française se chargea de tirer à boulets rouges sur la nouvelle donne créée par Beck.[107]

Le journal « l'écho de Paris » cria à la trahison et alla même jusqu'à évoquer de prétendus accords militaires secrets entre la Pologne et l'Allemagne.[108] Même à l'époque, cela n'a pas de sens. C'est pour cela que la France ne tarde pas à réagir, en envoyant le ministre des Affaires étrangères Louis Barthou, en avril 1934.[109] Il faut resserrer des liens qui se distendent peu à peu. Aussi, la mission qui est dévolue à Louis Barthou est très caractéristique d'une tentative de séduction pour reprendre les choses en main. Et les choses en question sont tout simplement cette prédominance française dans la politique étrangère de la Pologne.[110]

Louis Barthou n'est pas un inconnu en Pologne. Il a participé en 1921 à l'élaboration du pacte de Locarno.[111] Il était à l'époque ministre de la guerre. Il bénéficie donc d'une certaine popularité parmi la classe politique polonaise. Mais Barthou n'est « que » ministre des Affaires étrangères, il n'est pas président du Conseil. Donc, son pouvoir est limité. Malgré cela, il fait une tournée en Europe de l'Est en passant naturellement par la Pologne. Et là, une surprise l'attend. En ce mois d'avril 1934, Barthou reçoit un accueil particulièrement chaleureux du peuple polonais[112]. Il est ovationné par les Varsoviens lors de son passage dans la ville. Et la presse qui à ce moment-là était dithyrambique face à l'orgueil français et le peu

[104] Entretiens Kalita, (10 juillet 1997).
[105] Idem.
[106] Même Beck en était convaincu.
[107] The Polish Institute and Sikorski Museum, London, United Kingdom, dossier n° A11E/144.
[108] Y. Beauvois, op. cit., p. 32.
[109] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, Z Pologne, n° 373.
[110] Entretiens Kalita, (25 juillet 1997).
[111] Il est ministre de la Guerre au sein du cabinet Briand.
[112] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.

d'intérêt que celle-ci manifestait à la Pologne, fait un large écho favorable à cette visite.[113] Barthou s'entretient longuement avec Beck. Les deux hommes tendus au départ, ressortent de leur entrevue apparemment décontractés et contents d'eux-mêmes. Que se sont-ils dit ? Après avoir tenté de dissiper les malentendus nés de la signature du fameux « pacte à quatre italo-anglo-germano-français », Barthou expose à Beck la conception française de la nouvelle donne géopolitique, insufflée par la signature du pacte germano-polonais.[114] Pour lui, il faut assurer une entente pacifique en Europe de l'Est. Il faut négocier un nouveau pacte, mais qui regrouperait cette fois toutes les nations concernées.[115] Ce pacte d'Europe orientale regrouperait aussi bien la Pologne que l'Allemagne, que l'URSS, la Finlande, etc. …

Pour Barthou, il ne fait aucun doute qu'un arrangement est possible. Cette idée lui est insufflée par la volonté des Français, comme d'ailleurs des Anglais, de tout mettre en œuvre, dans un esprit d'apaisement, pour reculer le plus loin possible d'une guerre. Barthou est-il à ce point naïf de penser qu'un tel accord serait envisageable pour un pays coincé entre Hitler et Staline ?[116] A ce moment-là on considère encore que l'on peut négocier avec ces deux dictateurs. Même si l'Allemagne a quitté la SDN, Barthou propose « son plan » qui, selon lui, est viable dans le contexte de l'époque.[117] Il pense s'appuyer pour réaliser ce nouveau traité sur la SDN.

Il fait montre d'un certain empressement à vouloir convaincre Beck et Pilsudski. Lorsque ceux-ci le reçoivent, il leur explique qu'il faut jeter les bases d'une politique fondée sur le principe de sécurité collective en Europe de l'Est.[118] Tâchant de leur démontrer la faisabilité d'un accord, il exprime sa volonté de tout faire pour parvenir à ce pacte. Même s'il doit payer de sa personne et user de son influence (finalement très réduite), Barthou se veut rassurant et optimiste. Les Polonais ont tout à gagner d'une telle alliance. Sécurité collective et surveillance tous azimuts, tels seraient les avantages d'un accord de la sorte. Chaque pays signataire s'engagerait à ne pas attaquer un membre de ce pacte. On pourrait même y rajouter l'engagement de porter assistance militairement à un pays membre agressé.[119]

Certes, on pourrait beaucoup de choses, mais en cette année 1934 on ne peut rien dans cette optique-là. Surveiller tous azimuts est une question déjà traitée puisque tous les pays concernés s'observent de très près. Barthou en lançant cette idée peu réaliste va au-devant de

---

[113] Idem.
[114] Id.
[115] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 323 MSZ 1918-1939.
[116] En étudiant ce personnage, il semble que non.
[117] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, Z Pologne, n° 326.
[118] Idem.
[119] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.

l'échec annoncé.[120] Son entrevue avec le maréchal Pilsudski remet véritablement les choses en place. Tout d'abord, Pilsudski comme Beck ne veut en aucune manière sortir du traité de Versailles.[121] Si un tel pacte voyait le jour, cela inclurait un réarmement général, notamment de l'Allemagne. Or, ni Beck, ni Pilsudski, ne veulent de cela. Ce serait faire courir un trop grand risque à la Pologne. Un puissant voisin allemand a toujours été une source de danger. Il n'existe pas de confiance à ce sujet.[122] Pilsudski, comme son ministre des Affaires étrangères, ne nourrissent aucun espoir sur ce plan-là. Malgré cela, Barthou veut créer une brèche dans cette défiance institutionnalisée. Il assure les Polonais du soutien de la France. Sous quelle forme ? Mystère ! Est-ce uniquement sur un plan diplomatique ? Est-ce militairement ? Barthou n'en dit pas plus à son homologue polonais. Mais il insiste sur l'importance stratégique du traité de Locarno, dont il confirme la valeur intrinsèque. Barthou sait que Beck et Pilsudski se sont constamment proclamés fidèles à l'alliance.[123] Mais cela ne suffit pas pour convaincre le gouvernement polonais. Le dernier entretien qu'il a avec Pilsudski est encore plus révélateur de l'échec patent de la démarche française. Le vieux dictateur ne cherche pas à user de double langage. Il est direct : « l'Allemagne, dit-il, vient de quitter la SDN et c'est un signe ».[124] Pour lui, c'est en effet le signe évocateur de l'irréalisme d'une telle démarche. L'Allemagne ne peut plus revenir dans la SDN. Pilsudski ajoute que de toutes parts la Pologne a des ennemis potentiels. Notamment l'URSS qui n'est pas intéressée par la Société des Nations.[125] Ainsi quelle garantie un tel pacte aurait-il, si ce n'est aucune ? Pilsudski est clair sur ce plan-là ! Il refuse un tel accord et démontre point par point à Barthou que, cernée de toute part, la Pologne ne peut s'intégrer à une organisation ou un pacte multipartite.[126]

Barthou ne repart pas de Varsovie avec l'esprit d'un vaincu. Il multiplie les déclarations à la presse, arguant du fait qu'il a eu des conversations intéressantes avec son homologue et le maréchal Pilsudski.[127] Ne veut-il pas croire à son échec ? Souhaite t-il continuer à pousser dans son sens en espérant faire changer d'avis Pilsudski et son ministre des Affaires étrangères ?[128] En fait, Barthou a bel et bien conscience que son « test » n'a pas marché. Mais feignant d'ignorer son échec, il se contente d'attendre un hypothétique consentement polonais.

---

[120] D'autant plus avec la défiance de Beck.
[121] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.
[122] Entretiens Kalita, (25 juillet 1997).
[123] L'un comme l'autre pensait qu'elle était le dernier rempart pour la Pologne.
[124] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.
[125] Idem.
[126] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, Z Pologne, n° 373.
[127] Idem.
[128] Entretiens Kalita, (25 juillet 1997).

Le 27 septembre 1934, Beck déclare officiellement et solennellement que toute idée de « pacte de l'Est » est définitivement écartée.[129] Il avance notamment la raison selon laquelle il serait impossible et inconcevable de laisser entrer sur le sol polonais des troupes russes ou allemandes.[130] Le passé récent, à cette époque, est plus que révélateur de la vérité sur laquelle est fondée la crainte des gouvernants polonais. En effet, les armées allemandes comme soviétiques, ont eu par le passé, une « fâcheuse tendance à ne plus vouloir quitter le sol polonais dès lors que leurs soldats l'avaient foulé ».[131] Quel responsable politique polonais prendrait la décision de laisser entrer, ne serait-ce que dans un but de défense commune, les armées de ces deux nations ? Sûrement pas Pilsudski, ni Beck !

Quelques jours plus tard, le 9 octobre, Louis Barthou est assassiné à Marseille en même temps que le roi Alexandre de Yougoslavie.[132] Le concept qu'il prônait aura vécu. Les relations franco-polonaises étaient toujours aussi peu chaleureuses. Le seul élément polonais en faveur des bonnes relations entre les deux pays fut l'opinion publique polonaise.[133] Elle seule fut constamment pour une amitié forte et sincère. Mais l'influence de l'opinion publique polonaise était bien évidemment limitée dans un pays soumis à un régime dictatorial.

Ce fut quasiment le seul constat satisfaisant que put faire Barthou au retour de sa visite diplomatique. Mais ce qui est étrange est que l'opinion française commençait un cheminement inverse de celui des Polonais. Aidée et même parfois poussée par la presse hexagonale, une partie importante des Français traînait la Pologne dans la boue et lui jetait l'opprobre.[134] Des articles irrévérencieux et parfois même racistes fleurirent dans « l'Excelsior », le « Messin », ou d'autres titres de l'époque.[135] Pourquoi un tel renversement de l'opinion publique française ? Je crois qu'il faut surtout voir dans cet accès subit de xénophobie et « d'anti-polonisme » le rôle particulièrement néfaste de ces journaux peu soucieux de leur objectivité. Certes, l'accord germano-polonais avait causé un émoi certain en France, mais la France n'avait-elle pas elle aussi signé un pacte avec l'Allemagne ?[136] La foule des anonymes était manipulée par une presse partisane qui ne faisait pas honneur à son éthique professionnelle. Mais il était déjà trop tard pour pouvoir espérer inverser la tendance parmi les Français. La confiance des « frères de France » était atteinte par la divulgation des

---

[129] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.
[130] Idem.
[131] Entretiens Kalita, (25 juillet 1997).
[132] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, dossier personnalités politiques françaises, n° 194.
[133] Y. Beauvois, op. cit., p. 33.
[134] The Polish Institute and Sikorski Museum, London, United Kingdom, dossier n° A11E/144.
[135] Y. Beauvois, op. cit., p. 36.
[136] Le fameux « pacte à quatre » signé le 7 juin 1933.

accords germano-polonais.[137] Et vu que le citoyen lambda ne savait pas précisément ce que contenaient intrinsèquement les articles de ce pacte, tout était possible. Même d'imaginer les pires scenarii, que ce soit d'un renversement d'alliance, d'un pacte secret, d'une nouvelle donne géopolitique en Europe de l'Est, etc.[138]

Nous étions dans une période difficile pour tout ce qui touchait à la Pologne en France. Car, dans le Nord et le Pas de Calais, à cette même époque, des mineurs polonais furent expulsés du territoire national.[139] Comment réagir face à ce rejet de la part de l'opinion publique française des Polonais ? En ne faisant rien pour arrêter ce racisme. Car les dirigeants français ne souhaitent pas à ce moment-là endiguer une vague de protestations de leurs concitoyens qui leur sert de démonstration politique et diplomatique vis-à-vis de la Pologne.[140] Les journaux polonais font écho des heurts avec les mineurs du Nord et du Pas de Calais. Ils font aussi écho des coupures de presse stigmatisant le Polonais immigré en France et qui n'est pas chez lui pour un bon moment encore.[141] Il est à mon sens très utile de rappeler que « l'anti-polonisme » était une réalité de l'époque. Même si les Polonais ayant émigré en France, cherchaient dans leur immense majorité une intégration rapide et efficace. Nous étions loin de la véritable estime et même, pour certains Polonais, affection que le peuple de Pologne vouait à la France et aux Français.[142] Ainsi, si l'on voulait sauvegarder l'alliance franco-polonaise et notamment le traité de Locarno, il fallait que tout ce mépris disparaisse.

C°/ La remilitarisation de la Rhénanie et la politique hasardeuse de Beck

Compte tenu du danger qui commençait à se faire plus précis aux portes de la Pologne et de la France, il était urgent de réchauffer les relations franco-polonaises. Le 7 mars 1936, Adolf Hitler annonce au monde entier qu'il a décidé de remilitariser la rive gauche du Rhin. Pour beaucoup de Français, cela constitue carrément un casus belli. Comme on le sait, personne ne bougea le petit doigt et même les Polonais en prirent leur parti. Pour Beck, la remilitarisation de la Rhénanie ne constituait pas un cas de guerre. Cette réaction apparaît particulièrement étrange, étant donné les déclarations antérieures faites par le colonel Beck.

En effet, n'a t-il pas déclaré quelques mois plus tôt que si l'Allemagne entreprend de remilitariser la Rhénanie, la Pologne « fera honneur à sa signature et remplira ses obligations

[137] Entretiens Kalita, (25 juillet 1997).
[138] Idem.
[139] Janine Ponty, *Les travailleurs polonais en France 1919-1939*, thèse de doctorat, Paris, I 1985 t III P651.
[140] Entretien avec Kajic Mlot, (12 octobre 1996).
[141] SHLP, Paris, Kurier Warszawski, 4 mai 1934.
[142] Entretiens Kalita, (25 juillet 1997).

d'alliée ».[143] Cette phrase reprise dans la presse avait fait sensation. La Pologne n'était donc pas portée vers l'Allemagne du fait de son pacte germano-polonais. Cela constituait sans aucun doute un bon point pour les relations franco-polonaises. Mais Beck n'était pas enclin à s'opposer seul aux Allemands. D'ailleurs lorsqu'il vit la réaction française ou plutôt l'absence de réaction française, il comprit qu'une nouvelle fois il n'avait rien à attendre de la France. Le dégel des relations franco-polonaises n'était encore pas à l'ordre du jour. Difficile de critiquer la position de Beck vis-à-vis de la France. En effet, même si des voix s'élevaient au palais Bourbon ou au Sénat contre la remilitarisation de la Rhénanie, prônant un recours à la force contre ce que précisément on pouvait appeler un coup de force d'Hitler, le gouvernement français se réfugiait dans l'inaction, l'attentisme et de timides réprobations par voie diplomatique et journalistique. Les voix célèbres comme celle de Georges Mandel, plusieurs fois ministre, évoquaient de manière directe la nécessité du recours aux armes contre les visées nazies. Mais Mandel était un homme seul face à cette vague déferlante des pacifistes, tenant indubitablement les rênes d'un pouvoir qui perdurait dans ses illusions.

Le colonel Beck considère alors que, pour une fois, il convient de s'aligner sur la position française. Et lorsqu'il déclare que cette remilitarisation ne constitue pas un casus belli, il ne remet en cause ni le pacte germano-polonais, ni l'alliance avec la France, puisque celle-ci ne s'oppose pas directement au coup de force nazi. Beck est en accord avec la donne géopolitique du moment, mais peut-être pas avec lui-même. En effet, qui peut réellement dire que Beck ne souhaitait pas dans son for intérieur que la France fasse le premier pas pour affronter militairement l'Allemagne. On taxe couramment Beck de germanophilie. Certes il avait certainement quelques sympathies marquées pour le régime dictatorial allemand qui faisait, entre autres, renaître une industrie et une économie mal en point. Mais il ne faut pas oublier que Beck est avant tout « polonophile » et que l'intérêt supérieur de la nation prime.[144]

Le colonel Beck est obligé d'avancer à pas comptés, car, à l'heure où le danger nazi se fait plus clair, plus concret et plus réel, il prend la mesure de la faiblesse structurelle des armées polonaises. Beck comprend aussi qu'une Pologne forte ne doit pas s'isoler complètement de ses alliés traditionnels. La France est au premier rang de ceux-ci.

Alors, il est encore temps de recomposer l'armée polonaise et de demander aux « traditionnels alliés » français une aide supplémentaire. Une aide réelle et non pas un simple document signé entre diplomates, qui dit : « on fera », puis « on doit faire », puis « rien ne se fit ».[145]

---

[143] S. Machiewicz, op. cit., p. 158.
[144] Entretiens Kalita, (25 juillet 1997).
[145] Entretiens Kalita, (25 juillet 1997).

Cette fois, la Pologne reçoit de l'argent en bonne et due forme. Mais pour cela, c'est le général Rydz-Smigly en personne qui se déplace en France en septembre 1936.[146] Annoncée avec fracas dans les journaux polonais, cette visite officielle est attendue avec délectation par les tabloïds français. Que va bien pouvoir obtenir le général Rydz-Smigly des politiques français si timorés à l'idée de défier ouvertement l'Allemagne ? Les négociations avaient déjà été entamées avant le voyage de Rydz-Smigly en France. Les Français ne peuvent cette fois se permettre de donner une fin de non-recevoir aux attentes polonaises. Bien que les relations entre les deux pays ne soient pas au beau fixe, Yvon Delbos, le ministre français des Affaires étrangères, accueille chaleureusement le général polonais. Au centre de leurs discussions, les intérêts financiers et militaires d'un « renouvellement » de l'alliance franco-polonaise. Les Polonais ont besoin d'une aide matérielle, militaire et financière pour restructurer et moderniser leur armée.[147] L'état des finances et de l'économie polonaises n'est pas au mieux. Des coupes sombres ont été faites dans le budget de la défense et Rydz-Smigly sait très bien que cette modernisation de l'armée polonaise ne peut pas se faire sans l'aide de la France. Au début, les négociations sont quelque peu difficiles étant donné les besoins assez importants de l'armée polonaise. Une fourniture d'avions de chasse et de canons anti-aériens est évoquée par certains membres de l'Etat-major français. Mais, au début, cela n'est pas retenu par les politiques français. De toute façon, ce dont a le plus besoin le général Rydz-Smigly n'est pas nécessairement des chars d'assaut ou des Dewoitine 520, mais des fonds sous forme de prêt avantageant la Pologne.

Yvon Delbos rassura rapidement le militaire polonais en acceptant finalement le principe d'une avance financière fournie à la Pologne.[148] Cette avance d'environ deux milliards de francs est la bienvenue pour les finances polonaises. Mais Rydz-Smigly et ses collaborateurs n'ont pas totalement réussi. En effet, les négociations ont abouti certes a une avance de deux milliards de francs, mais le principe est que cet argent ne peut être versé uniquement en monnaie. Du matériel de guerre, comme l'avaient souhaité les militaires français est compris dans l'accord. Ainsi, la Pologne ne bénéficie pas entièrement des deux milliards de francs sur le plan monétaire. Mais finalement, les relations franco-polonaises semblent relancées. Le traité de Locarno prend ainsi une tournure nouvelle. Enfin, cette alliance ressemble a quelque chose d'un peu plus solide. Rydz Smigly se félicite devant la presse française de cet accord signé le 5 septembre 1936 à Rambouillet.[149] Même si l'argent demandé est moins important

[146] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, Z Pologne, n° 297.
[147] Entretiens Kalita, (25 juillet 1997).
[148] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.
[149] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.

que désiré, les canons et les avions « avancés » (pour ainsi dire donnés), sont autant d'atouts non négligeables pour l'armée polonaise.

Rydz-Smigly montre ouvertement son contentement. On peut dire que les Polonais ont plus gagné dans cet accord de Rambouillet que les Français. En effet, celui qu'à Paris on considère comme « l'ennemi numéro un » de la politique diplomatique française en Pologne : le colonel Josef Beck, n'est pas pris en compte dans les négociations. Nombre de diplomates et d'hommes politiques français auraient souhaité voir un jour Beck quitter la rue Wierzsbowa. Ils auraient souhaité que ce jour arrive le plus vite possible. Or, Léon Noël, ambassadeur de France à Varsovie, affirme dans ses mémoires qu'il avait insisté dès le mois de juin 1936 pour que l'on fit tout pour faire partir Beck du ministère des Affaires étrangères. Lorsqu'il commença à entamer des pré-négociations avec Rydz-Smigly, il lui fit comprendre qu'un accord avec la France passerait indubitablement par l'éviction de Beck. Léon Noël affirma que le général Rydz-Smigly était d'accord pour faire passer le colonel Beck à la trappe.[150]

Il y a à cet accord purement verbal, deux raisons : la première, est que la Pologne a un impérieux besoin de l'aide et de l'assistance financière et militaire de la France. Les grandes manœuvres opérées à la frontière avec l'URSS ont démontré de graves lacunes dans l'infrastructure et le commandement de l'armée polonaise. Ce coup de pouce de la France est donc vital. Rydz-Smigly est prêt à en payer le prix. Puis, la seconde raison, est que Rydz-Smigly et Beck ne sont pas les meilleurs amis du monde : loin de là. Rydz-Smigly taxe Beck d'ambitieux et craint certainement qu'à un moment ou un autre, celui-ci vise autre chose que le ministère des Affaires étrangères. Beck non plus ne porte pas Rydz Smigly dans son cœur. Ainsi, Rydz-Smigly pourrait se débarrasser d'un rival potentiel gênant. Mais le rival potentiel a la peau dure et de surcroît, Beck appartient à une société secrète répandue dans le monde entier depuis plusieurs siècles : la franc-maçonnerie.[151] Or, il s'avère que le ministre français des Affaires étrangères de l'époque, Yvon Delbos, est lui aussi un franc-maçon.[152] Et dans la franc-maçonnerie, on ne « liquide » pas un frère comme cela. Delbos, malgré l'insistance de Léon Noël, lui affirmant à maintes reprises que tout était quasiment arrangé pour que Rydz-Smigly « sabre » Beck, ne mentionna à aucun moment le départ du ministre polonais lors des négociations. Même Léon Blum n'intervint pas, laissant à Delbos carte blanche pour trouver un accord.

---

[150] Léon Noël, op. cit., p. 202.
[151] Y. Beauvois, op. cit., p. 39.
[152] Ibidem.

Et l'accord fut trouvé et signé sans que la France ne se débarrasse de l'encombrant colonel Beck. Léon Noël en était pour ses frais et devait continuer à supporter la politique parfois très francophobe du colonel polonais. Les Polonais ont un autre motif de réjouissance : l'utilisation de l'argent français est laissée à leur entière appréciation. Aucun contrôle, aucune garantie, aucune contrepartie ne sont demandés.[153] Paris a été une fois de plus trop souple, trop laxiste. Et ce laxisme coûte de l'argent, beaucoup d'argent à la France. Les Français ne prévoient pas d'aller aider les Polonais dans la mise en œuvre des canons et des avions de combat. Aucun exercice militaire franco-polonais n'est décidé. En fait la France donne de l'argent sans se soucier le moins du monde où va cette manne et comment les Polonais comptent l'utiliser. Cet accord n'est pas une réussite pour la France. C'est même un semi-échec et un échec total pour Léon Noël qui voit en plus la personnalité de Beck sortir renforcée de ce nouveau partenariat.[154] Le gouvernement du front populaire nouvellement élu fait montre ici d'une largesse financière et idéologique qui lui est préjudiciable.

Les mois passent et Beck, l'inusable Beck, est au faîte de sa puissance politique. Ainsi, la France semble s'aligner sur ses concepts de nulle invasion ou pénétration étrangère sur le sol polonais pour quelle que raison que ce soit. La Pologne est une et indivisible, elle ne doit jamais sacrifier son indépendance totale sur l'autel de la sécurité collective en Europe de l'Est.[155] Ainsi, la France qui avait proposé quelques mois plus tôt son concept de sécurité collective, ce fameux « Locarno oriental », n'a plus les moyens diplomatiques ni, semble t-il l'ambition politique de continuer sur cette voie. En laissant ainsi le colonel Beck mener sa politique à sa guise sans rencontrer de résistance de la part de la France, le gouvernement de Léon Blum se replie sur lui-même et met en sommeil toute tentative de reprise en main de l'influence française en Pologne.

C'est une question aussi d'idéologie, car Blum est pour ainsi dire prisonnier de cette idéologie de gauche, consistant à ne pas s'immiscer intempestivement dans les affaires d'un pays tiers et encore plus de la Pologne. Il est vrai aussi que le fameux antisémitisme récurrent des Polonais (qui n'étaient pas si antisémites qu'on a bien voulu le faire croire), ne mit jamais Léon Blum à l'aise.[156]

Désormais rassuré, Beck invite son homologue français et frère dans la maçonnerie, Yvon Delbos, à se rendre en Pologne en décembre 1937.[157] La préparation du voyage est faite dans

[153] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.
[154] Entretiens Kalita, (25 juillet 1997).
[155] Idem.
[156] Y. Beauvois, op. cit., p. 39.
[157] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, Z Pologne, n° 326.

une atmosphère bon enfant, la France semble s'être résignée à l'indépendance totale de la « Grande Pologne ». Delbos est reçu avec les honneurs et la presse polonaise le couvre de propos élogieux. Enfin, entend-on dire à la radio ou lit-on dans les journaux, la France a compris quel doit être son véritable rôle en Pologne. En clair, les médias polonais mettent l'accent sur ce fameux accord de Rambouillet, qui fait de la France un partenaire vraiment intéressant de la Pologne, tout en étant particulièrement désintéressé. En effet, les deux milliards de francs d'argent et de matériel sans la moindre contrepartie sont toujours dans les mémoires en Pologne. Ce genre nouveau de partenariat avec la France est intéressant pour un pays qui veut moderniser son armée et qui peut d'ores et déjà commencer sa mutation avec du matériel français gratuit !

Mais ce matériel gratis n'est pas des plus récents, loin de là. Il repose sur des techniques et des matériel efficaces en 1914-1918 ! Depuis vingt ans les choses ont beaucoup évolué. Les nazis en ont pris la mesure et tiré les conséquences par des doctrines militaires nouvelles et a priori, plus efficaces. Qu'à cela ne tienne, comme la France respecte l'accord de Rambouillet, Beck peut recevoir Delbos dans la plus pure tradition d'hospitalité polonaise.[158] Et la tournée de Delbos est triomphale. Le subit revirement de la politique française à l'égard de la Pologne est un soulagement sans précédent chez les Beckistes.[159] Les entretiens qu'ont les deux frères maçons ne font qu'illuminer encore plus la voie tracée et tenue coûte que coûte par Beck. La France n'entend ainsi pas jouer la carte de l'ingérence dans les affaires étrangères de la Pologne. Delbos laisse entendre qu'il y aura d'autres accords de ce type. Ce que l'on peut vraiment retenir de ce voyage officiel est que rien de concret ne fut dit ni décidé.

Ainsi que l'écrit le Kurjer Polski dans son édition du 7 septembre 1937[160] : « S'il est vrai qu'on parlera longtemps encore à Varsovie et ailleurs de ce qui se sera dit au cours des entretiens entre MM. Delbos et Beck, on parlera peut-être encore plus longtemps de tout ce qui ne s'y sera pas dit ». Cet article met en lumière le caractère illusoire et stérile des nouvelles relations franco-polonaises. Les qualifier de « nouvelles » peut paraître parfaitement irréaliste, mais en politique cela arrange tout le monde. Delbos est ici à l'image de sa politique : utopique et infertile. De surcroît, les Allemands n'hésitèrent pas à attaquer furieusement cet accord dans leurs journaux. Ils mirent en garde la Pologne contre les retombées négatives d'un tel arrangement avec la France.[161] Ils firent comprendre à leurs voisins polonais que la France n'était plus ce qu'elle était. On pouvait lire dans la presse du

[158] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.
[159] Entretiens Kalita, (25 juillet 1997).
[160] Y. Beauvois, op. cit., p. 40.
[161] SHLP, Paris, Gazeta Polska, 15 septembre 1937.

régime nazi que l'hexagone était miné, pourri par le communisme, qui risquait à tout moment de prendre le pouvoir. Comment dans ces conditions, faire confiance à un gouvernement compromis avec les communistes et qui de plus, pouvait apparaître aux yeux de l'occident comme un allié des Soviétiques ? Ces mêmes Soviétiques que Beck ne voulait pour rien au monde voir entrer dans son pays.[162] Ainsi, si la France n'apparaît plus aux yeux des journaux allemands comme un allié potentiellement fiable des Polonais, cela veut dire que le pacte germano-polonais doit primer sur le pacte franco-polonais. Cette manœuvre, pour le moins habile, des médias pro-nazis engendra un malaise parmi les politiques polonais.[163] Pour l'Allemagne hitlérienne, la puissance de la France n'était plus qu'une illusion, qu'un lointain vestige d'un passé, certes glorieux, mais depuis oublié.

En mars 1938, Hitler agresse l'Autriche et prononce un « Anschluss » peu démocratique. Cette fois, un signal fort, aussi puissant que celui-ci aurait dû rapprocher les deux pays amis. Mais il n'en fut rien. Les incompréhensions franco-polonaises perduraient. Beck avança une hypothèse trop hâtée. En effet, pour lui, l'annexion de l'Autriche démontrait clairement que les visées expansionnistes nazies vers l'Est n'étaient qu'une illusion. Le régime dictatorial allemand souhaitait avant tout réunir « les frères germaniques ».[164] Cet aveuglement de Beck n'est pas du goût des Français qui, malgré leur faiblesse persistante, ont le plus grand mal à concevoir une telle naïveté affichée par Beck. Yvon Delbos se déclare surpris par l'absence de réaction « positive » des Polonais. Par « positive », celui-ci entend certainement une réaction calquée sur celle de la France, c'est-à-dire mêlée « d'une pusillanimité masquée par une pseudo puissance obsolète et une diplomatie faible et pacifiste à tous crins ».[165]

Mais Beck tient à conserver cette indépendance et cette diplomatie qui, croit-il, font sa renommée dans toute l'Europe. La persistance de ce type de relations avec la France nuit grandement à la mise en place d'une défense des démocraties occidentales face au fléau nazi. La France comprend mal aussi les trop nombreux barrages à l'immigration des Polonais d'Autriche désirant fuir la dictature. En effet, la Pologne freine des quatre fers l'entrée sur son territoire de ses ressortissants « perdus » en Autriche. Des tracasseries inutiles, des blocages « consulaires » demandés expressément par Varsovie et voici que des milliers de ressortissants polonais, dont beaucoup de juifs sont la proie des nazis.[166] La France n'admet pas ce genre de négation et de rejet des nationaux installés à l'étranger. Le gouvernement

[162] Entretiens Kalita, (25 juillet 1997).
[163] Idem.
[164] Entretiens Kalita, (25 juillet 1997).
[165] Entretien avec Kajic Mlot, (26 juillet 1997).
[166] Entretiens Kalita, (5 août 1997).

polonais répond alors que pour beaucoup de ces réfugiés, tout contact avec la mère-patrie a été rompu depuis trop longtemps, ce qui ne fait plus d'eux des Polonais. Henry Rollet dans son histoire de la Pologne au XXème siècle indique même qu'une loi est votée le 12 mars 1938 par le parlement, qui supprime la nationalité polonaise aux Polonais résidant à l'étranger qui « ont perdu tout contact avec l'allégeance polonaise » ![167] Comme je l'ai écrit plus haut, les principales victimes de cette fermeture de frontières, sont avant tout les juifs polonais, dont plus de vingt mille furent chassés d'Autriche et d'Allemagne quelques mois plus tard. Le consistoire israélite de France émet les plus vives protestations, mais elles restent lettre morte.

Les relations franco-polonaises continuent de se détériorer, lorsqu'un porte-parole de la Sanacja déclare ouvertement que la France est dans l'incapacité totale de prendre des mesures d'ordre militaire pour contrer l'acte belliqueux du chancelier Hitler.[168] Pour la Sanacja, la France est bien trop timorée pour respecter à la lettre les décisions prises lors des accords franco-polonais précédents. Cette affirmation est un nouveau pavé dans la mare. Cette fois Yvon Delbos réagit. Malgré la commune appartenance maçonnique qui unit Beck et Delbos, celui-ci fait intervenir l'ambassadeur de France à Varsovie, Léon Noël, pour lui signifier qu'à la « longue, la persistance d'un désaccord franco-polonais sur des problèmes aussi vitaux serait en contradiction avec les principes mêmes qui sont à la base de l'alliance des deux pays ».[169] Quelques mois plus tard, le 29 septembre 1938, sont signés les accords de Munich entre la France, l'Allemagne, l'Italie et la Grande-Bretagne.

L'incompréhension mutuelle entre les deux pays est de nouveau portée au sommet. Beck voit dans ces accords, la poursuite d'une politique égoïste de la France et de la Grande-Bretagne, ignorant superbement l'existence des petits Etats d'Europe parmi lesquels figure la Pologne.[170] On connaît la suite des événements et notamment le lamentable ultimatum adressé par les Polonais aux Tchécoslovaques concernant la région des Teschen, finalement cédée à la Pologne. Telle était la situation à la fin de 1938.

1939 naissait sous de bien mauvais auspices et pas seulement pour les relations franco-polonaises.

Chapitre II

A°/ Beck et la France face au danger imminent

En ce début de l'année 1939, de réelles difficultés persistent dans les relations franco-polonaises. Même si devant la pression d'une grande partie de l'opinion publique française,

[167] Henri Rollet, *La Pologne au vingtième siècle*, éd. Pedone, Paris, 1984, p. 110.
[168] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.
[169] Y. Beauvois, op. cit., p. 41.
[170] J. Beck, op. cit., p. 152.

favorable à l'amitié franco-polonaise et à des liens bilatéraux renforcés et sincères, Georges Bonnet affirme le 26 janvier 1939 que les engagement pris envers la Pologne sont toujours d'actualité[171], on ne peut s'empêcher d'effectuer un constat. Celui d'une lente agonie des accords de Locarno et celui d'un double langage de la part de la France, mais aussi de la Pologne qui torpille toute collaboration efficace entre les deux pays amis.

Il faut attendre le coup de force brutal d'Hitler en Tchécoslovaquie en mars 1939 pour que les relations franco-polonaises essaient de prendre au moins un virage ensemble. Cette nouvelle impulsion est donnée par la Grande-Bretagne qui comprend, avant le gouvernement français, qu'il faut cesser de négocier avec des fanatiques comme Adolf Hitler. La Grande Bretagne décide de rompre de manière claire avec ses habitudes pacifistes. Neville Chamberlain n'hésite pas à affirmer à Josef Beck venu en visite du 4 au 7 avril 1939 à Londres, que le gouvernement anglais se porte garant de l'indépendance et de la liberté de la Pologne.[172] En disant cela, Chamberlain met la France dans une situation embarrassante. C'est pour cela qu'Edouard Daladier se croit obligé le 13 avril 1939 de déclarer à l'Assemblée nationale que « la France et la Pologne se garantissent une aide immédiate et directe contre toute menace directe ou indirecte de leurs intérêts vitaux ».[173] On aurait pu croire cette fois, qu'enfin, devant le spectre de la menace nazie, la France allait repenser sa manière de conjuguer avec la Pologne. Mais il n'en fut rien.

Pourtant, les craintes d'une guerre croissaient pour la Pologne. Hitler venait de déclarer caduque le pacte de non agression germano-polonais à la fin du mois d'avril.[174] Ce fut un coup rude pour Beck et sa « tendance » germanophile. Le gouvernement polonais était dans son ensemble à la fois craintif et perplexe quant à la suite des événements. Jour après jour, les politiques les plus pragmatiques sentaient le risque de la guerre arriver à grand pas.[175] La situation se dégradait de mois en mois. Que faire ? Beck dut se poser cette question des dizaines et des dizaines de fois. La France ? Oui, la France serait-elle un jour la réponse appropriée aux incertitudes de l'avenir polonais ? Comme je l'ai déjà exprimé plus haut, Beck, n'y croyait pas. Il n'y avait en fait jamais vraiment cru.

Mais Rydz Smigly souhaitait malgré tout trouver une voie militaire auprès de la France, pour cautionner le refus polonais de perdre son indépendance.[176] Il envoya le général Kasprzycki en mission commandée à Paris durant le mois de mai 1939. Le but de cette opération de charme

[171] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, Z Pologne, n° 380.
[172] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 503 EIL 1919-1945.
[173] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, Z Pologne, n° 380.
[174] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.
[175] Entretiens Kalita, (5 août 1997).
[176] Idem.

était de convaincre la France de clairement s'engager à appliquer le volet militaire des accords franco-polonais préexistants. Les négociations eurent lieu du 15 au 17 mai 1939 à Paris.[177] Elles avaient pour représentants officiels les généraux Kasprzycki et Gamelin, deux hauts responsables des armées françaises et polonaises. Ce fut sans réelle difficulté que les deux officiers trouvèrent rapidement un terrain d'entente, au point de cosigner un texte, tout au moins un protocole d'accord réaffirmant dans la plus grande solennité, la parfaite adhésion de la France et de ses armées au système de défense de la Pologne.[178] Certes, cet accord non ratifié préconisait un déclenchement automatique d'une action militaire menée par la France. Si la Pologne ou ses intérêts stratégiques de Dantzig étaient la proie de la volonté destructrice nazie, la France engagerait une action aérienne d'envergure. Puis au troisième jour de leur action, les Français attaqueraient des objectifs limités. Enfin, toujours d'après ce protocole d'accord, quinze jours après le début des opérations, la France attaquerait avec le gros de son armée l'Allemagne nazie.[179]

Ce texte était rassurant pour le citoyen polonais lambda. Mais l'on sait que ce protocole d'accord ne fut même pas abordé sérieusement sur le plan politique. Or, quel crédit donner à un plan militaire si, précisément sur le plan politique, rien n'est assuré ? Tout ceci n'était que du papier car, dans les démocraties occidentales, le rôle militaire était inféodé au rôle politique. Ainsi, ces pré-accords martiaux ne valaient rien. On peut affirmer sans crainte d'être démenti, que tout ceci était sans fondements. Les pacifistes convaincus et ils étaient nombreux à ce moment-là, usaient et abusaient de cette absence de vertu politique d'un engagement pris entre deux militaires qui n'entendaient rien en politique et qui, surtout, étaient faits pour obéir et non pour décider.

Kasprzycki et Gamelin avaient une certaine conscience du devoir accompli en signant ce protocole d'accord. Mais ils se doutaient bien que leurs arrangements ne valaient rien face aux enjeux et aux jeux politiques. La Pologne apparaît au mois de mai 1939 comme une nation « demandeuse ». Et cela gêne la France. Car à la mi-mai, le ministre des finances fait intervenir l'ambassadeur à Paris.[180] Lukasiewicz se fait le porte-parole d'une requête du gouvernement polonais. Il demande en effet, un prêt en bonne et due forme. Le montant est de deux milliards de francs, dont un milliard pour acheter du matériel de guerre à la France. Des canons anti-aériens, des avions, des canons anti-chars font partie de l'arsenal que la Pologne

[177] Archives du ministère des Affaires étrangères France, Paris, Z Pologne, n° 378.
[178] Archives du ministère des Affaires étrangères France, Paris, Z Pologne, n° 378.
[179] Idem.
[180] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.

souhaite acquérir auprès de la France.[181] L'économie polonaise ne permet pas de créer une industrie d'armement nationale et indépendante. Aussi, le recours à des achats d'armement à l'étranger et, notamment, en France, est essentiel. Encore faudrait-il que la France consente à s'engager clairement sur cette voie. Ce qui n'est pas vraiment le cas en ce mois de mai 1939.

En effet, la France par l'intermédiaire de son ministre des Finances tergiverse, ratiocine, perd du temps en de stériles négociations. Les Polonais sont pour le moins choqués par ce que l'on peut considérer comme des manoeuvres dilatoires de la France qui, en plus, s'abrite derrière l'accord de Rambouillet de 1936, tout en laissant aux Anglais le soin de faire crédit à la Pologne.[182] Après de multiples errances, on parvient quand même à dégager un terrain d'entente à la mi-juin 1939, lorsque la France consent à prêter une somme ridicule de 135 millions de francs ! Les Polonais ressentent cela comme une humiliation et une volonté de les laisser seuls face au danger allemand. De plus, ils ne devaient recevoir effectivement les 135 millions de francs qu'un an plus tard : en mai 1940.

Inutile d'en rajouter sur la fureur des Polonais floués et laissés de côté par la France. Cette fureur fit place à une grande désolation lorsque les Britanniques « imitèrent » si l'on peut dire, la France, et ne consentirent qu'à verser un crédit de 8 millions de livres soit la moitié de ce qu'avaient demandé les Polonais.[183] Finalement les Polonais ne sont pas dupes, car ils savent ou tout au moins subodorent, que le Royaume-Uni, comme la France, sont en négociations secrètes avec l'URSS. L'URSS, ce voisin toujours dangereux de la Pologne, ce régime totalitaire dirigé par un dictateur sanguinaire, représentait une autre menace pour l'intégrité de la Pologne. Le colonel Beck fut pour le moins surpris par une telle nouvelle. Il craignait bien plus les Soviétiques que les nazis.[184] Il pensait qu'il était plus facile de négocier avec les Allemands qu'avec les Russes.

Au début, Beck ne pouvait s'insurger officiellement contre cet état de fait, étant donné que tout ceci était « officiellement » secret. Mais les fuites diplomatiques laissèrent la place au voyage des généraux Doumenc pour la France et Plumkett pour le Royaume-Uni en août 1939 à Moscou. Cette fois-ci, les négociations étaient connues de tous. Le gouvernement français allait une fois de plus se montrer faible et croire à un sixième sens diplomatique illusoire. La Pologne était de nouveau desservie par ses alliés.

---

[181] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.
[182] Idem.
[183] The Polish Institute and Sikorski Museum, London, United Kingdom, dossier n° A12.53/.
[184] Entretiens Kalita, (5 août 1997).

En effet, les Soviétiques n'envisagent une coopération avec la France et l'Angleterre que si, en cas de conflit, l'Armée rouge peut traverser la Pologne pour contrer la Whermacht.[185] Au début, la délégation française fait mine de ne pas comprendre. Mais le maréchal Vorochilov ramène tout ce petit monde diplomatique à sa théorie et même à sa raison. Car, s'il est impossible pour lui d'envisager une alliance militaire autrement que par l'ouverture de l'espace territorial polonais à ses forces, il convainc facilement les diplomates français d'intervenir en sa faveur auprès des autorités polonaises.[186] L'amiral Plumkett accéda lui aussi aux demandes soviétiques. Mais ce furent les Français qui œuvrèrent directement auprès des Polonais. Nul n'ignorait quelle difficulté il allait devoir affronter pour convaincre le gouvernement polonais et les membres de l'Etat-major de l'armée. Il fallait faire feu de tout bois du côté français.

Le gouvernement Daladier décide en premier lieu d'envoyer une délégation militaire conduite par le général Beaufre le 17 août 1939.[187] Celui-ci se heurte aux premiers chocs des anti-Français pour qui cette demande relève de la trahison pure et simple. Le général Beaufre a beau expliquer que des garanties seront accordées par la France et la Grande-Bretagne, rien n'y fait. Il reçoit une fin de non-recevoir, sans concession, même de la part des élus polonais francophiles.[188] La marge de manoeuvre du général Beaufre était quasi-inexistante. Cet échec cuisant ne remet pas en cause la venue, le 18 août 1939, du général Musse, attaché militaire français de l'ambassade à Varsovie, au quartier général du chef d'Etat-major des armées polonaises, le général Wladislaw Stachiewicz.[189] Les discussions portent sur les mêmes points précités. A savoir que la France peut se porter garante auprès de l'URSS de l'intégrité de la Pologne en cas de passage de l'Armée rouge sur le sol polonais. Musse déclare que les Britanniques sont sur la même longueur d'onde que les Français. Ils aideront la Pologne quoiqu'il advienne. Le général Stachiewicz ne croit pas aux promesses françaises et, de toute façon, seuls les politiques auront le dernier mot.

Justement, sur le plan politique, Léon Noël, ambassadeur de France à Varsovie intervient lui aussi le 18 août.[190] Il obtient une première entrevue avec le colonel Beck qui, au début, le laisse parler. Mais tout cela est parfaitement inutile et perdu d'avance. Au danger russe, Beck « préfère » sans nul doute le danger allemand. L'un comme l'autre pèsent de façon péremptoire sur la Pologne mais le passé et le passif avec l'URSS et la vieille Russie est bien

[185] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 463 EIP 1919-1945.
[186] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, Z Pologne, n° 380.
[187] Y. Beauvois, op. cit., p. 51.
[188] Entretiens Kalita, (5 août 1997).
[189] Y. Beauvois, op. cit., p. 51.
[190] L. Noël, op. cit., p. 231.

trop lourd pour envisager sérieusement une véritable coopération polono-soviétique. C'est donc un fiasco complet tant sur le plan politique que diplomatique pour la France. Georges Bonnet accuse le coup ou tout au moins, semble accuser le coup. Car, en étant un tant soit peu réaliste, personne, pas même Georges Bonnet ou Edouard Daladier n'aurait parié sur les chances de réussite de telles manœuvres politico-diplomatiques. Cette réaction plus que tardive de la France et ce temps infini pris pour négocier avec les Soviétiques, paraît relever de l'affabulation plutôt que d'une réelle volonté d'aboutir. Aussi, sommes-nous en droit de nous demander si Daladier et Bonnet n'ont pas tout simplement fait semblant de chercher un accord polono-soviétique.[191] Il est certain que convaincre les Polonais de laisser envahir « pacifiquement » leur territoire par l'Armée rouge était mission impossible.

Mais ce qui apparaît à la lueur des atermoiements de la France et des lenteurs patentes de sa diplomatie, est que ceci n'était en fait qu'une tentative osée de propagande politique. Elle cherchait à montrer à l'Est comme à l'Ouest que la France était une puissance redoutable de la vieille Europe et qu'elle s'intéressait de très près à la sécurité du vieux continent. C'était aussi une sorte d'avertissement à l'Allemagne nazie. Ce fut là aussi un échec. Mais la France allait subir un autre revers diplomatique : cette fois du côté de l'URSS.

Cherchant malgré tout à ne pas perdre totalement la face, Daladier fit transmettre à Vorochilov que malgré le désaccord polonais, la France était d'accord pour que l'Armée rouge pénètre en Pologne en cas d'agression allemande.[192] Cela apparut plus comme une dernière tentative d'éviter l'humiliation diplomatique que comme une proposition sérieuse. Il est assez intéressant de voir aussi à quel point la France se sentait sûre de son positionnement vis-à-vis de la Pologne. Un peu comme si « le grand frère français considérait posséder entre ses mains le devenir du petit frère polonais ».[193]

Staline fit répondre par Vorochilov que la France n'était pas le tuteur de la Pologne et qu'elle ne pouvait en aucune manière prendre quelque décision que ce soit en lieu et place d'un Etat souverain comme la Pologne.[194] Devant ce nouveau revers, la France ne cherche plus qu'un accord de principe pour une déclaration d'intention bien faible et surtout non contraignante pour les Polonais.

Aussi, après de nouvelles interventions de Léon Noël auprès du colonel Beck, celui-ci, désireux sans doute de ne perdre le contact ni avec la France ni avec l'URSS, fit savoir à la première et à son envoyé le général Doumenc qu'une possibilité de collaboration polono-

[191] Aucun document ne prouve cela, mais le doute reste permis.
[192] L. Noël, op. cit., p. 232.
[193] Entretien avec Julius Zalinski, (17 octobre 1997).
[194] L. Noël, op. cit., p. 232.

soviétique était envisageable en cas d'agression allemande.[195] Il ne précisa pas sous quelle forme ni à quelles conditions. La France venait pâlement de sauver l'honneur d'une diplomatie errante et chancelante. Beck, en laissant le soin au général Doumenc d'annoncer cette possibilité de collaboration polono-soviétique, laissait régner un statu-quo qui l'arrangeait bien. Il ne prenait aucun risque de fâcher le voisin nazi ni le voisin soviétique. Mais, quoiqu'il en soit, cette « possible coopération » tellement évasive et sans tessiture arrivait beaucoup trop tard, car, dans le même temps, le 23 août 1939, Ribbentrop et Molotov signaient le pacte germano-soviétique.[196] La France était humiliée diplomatiquement.

La Grande-Bretagne qui n'avait pas autant insisté auprès de Beck que la France, était elle aussi amoindrie diplomatiquement par cet accord germano-soviétique. Ce pacte était une réussite exemplaire pour Molotov qui avait amené les Français et les Anglais dans son piège en leur faisant croire à une volonté réelle de coopération soviéto-polonaise. Dans le même temps, des négociations souterraines avec l'Allemagne étaient engagées. Ceci, ponctué de manœuvres dilatoires de Vorochilov et de multiples réunions bidons où l'on parlait pour ne rien dire, laissa le temps à Molotov de bien ficeler son projet d'accord avec l'Allemagne. Tant et si bien que le 23 août 1939, Ribbentrop n'eut plus qu'à parapher ces accords issus bien plus de Molotov que de lui-même. Les Polonais connaissaient bien les Russes, bien mieux que les diplomates français. Cet accord constituait un tel échec que Paul Reynaud déclara que « le pacte germano-soviétique constituait bel et bien le « Waterloo » de la diplomatie française ».[197] Qui plus est, comme le cite le général André Beaufre dans son ouvrage intitulé : « le drame de 1940 », le maréchal Vorochilov envoya plus ou moins balader les délégations françaises et anglaises en leur déclarant qu'en raison du changement de la situation politique, la continuation des conversations n'aurait aucun sens.[198]

Fortement dépités, les plénipotentiaires français et anglais rentrèrent dans leur capitale respective avec le sentiment d'avoir été dupés. Georges Bonnet reconnut à l'époque qu'Hitler avait eu un moment de faiblesse en autorisant Ribbentrop à signer ce pacte. Mais pour Bonnet, les Russes étaient les plus forts à ces joutes diplomatiques. Déplorant le fait que les Soviétiques lui aient adressé une sorte d'ultimatum concernant le passage de leurs troupes sur le sol polonais, Bonnet ne comprit peut-être pas à ce moment-là quelle était la réelle technique utilisée par Molotov en matière de diplomatie. Cette stratégie ouvertement communiste et idéologique qui fait croire au monde entier à des buts démocratiques et enviables pour le bien

[195] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 463 EIP 1919-1945.
[196] Pierre Bezbakh, *Histoire de la France contemporaine*, éd. Bordas, Paris, 1990, p. 120.
[197] SHLP, L'Excelsior, 25 août 1939.
[198] André Beaufre, *Le drame de 1940*, éd. Plon, Paris, 1965, p. 150.

de l'humanité, n'était en fait que le miroir reflétant l'image d'une diplomatie couturée de vues et d'accords secrets. Le seul but de Staline était alors de poursuivre l'établissement d'une domination impérialiste garantissant sa satiété géopolitique. Ceci, Georges Bonnet, tout comme Edouard Daladier, ne l'avaient semble t-il pas compris.

Désormais Hitler avait les mains libres pour pouvoir s'occuper de la Pologne. Or, cela n'était pas de la faute des Polonais si, mal renseignés et mal aidés par les Français, ils ne voulaient pas signer d'accord avec l'URSS.[199] Pourtant, si les Français comme les Anglais avaient été un tant soit peu habiles, ils auraient déjà pu tenter d'amener les Soviétiques à signer des contrats de vente de matériel avec les Polonais. Et même, peut-être, à promouvoir des échanges de matériels, voire de soldats, entre les deux armées. Pour réussir à calmer des siècles de haine commune et de destins tragiques entre les deux pays, la France aurait sans doute pu jouer un jeu diplomatique plus étalé dans le temps, en laissant aux Polonais un délai de réflexion et en procédant par étapes. Au lieu de cela, Georges Bonnet bouscula, pressa, poussa les Polonais dans leurs derniers retranchements, en les mettant quasiment devant le fait accompli.[200]

Quoiqu'il en soit, il paraît évident avec le recul, que l'URSS était bien plus intéressée par la paix avec l'Allemagne et le partage de la Pologne que par la paix avec cette dernière et l'impossibilité alors de phagocyter ce pays. La Pologne était une terre d'avenir pour les rêves impérialistes de Staline. Et, ni la France, ni la Grande-Bretagne, ne pourraient s'opposer à l'anéantissement de ce pays.

B°/ Les heures tragiques de l'été 1939

L'heure était grave, par leurs reculs incessants, les politiques français et anglais laissaient planer une grave menace contre la Pologne et la stabilité de l'Europe. Il fallait réagir d'urgence, les délégations françaises et britanniques ne quittant Moscou que le 25 août 1939, toute perte de temps était superflue. Pourtant, ce même 25 août 1939, la Grande-Bretagne signa un traité d'alliance militaire avec la Pologne.[201] La France, elle, ne bougea pas. Au contraire, tout était figé sur le plan diplomatique. Vu de la rue, cela était perçu ainsi, car les membres du gouvernement français n'étaient pas diserts sur les remèdes à apporter à la signature du pacte germano-soviétique. Mais y avait-il un remède à cela ?

En revanche, l'opinion publique française fut largement atteinte par ce qu'elle prit pour un acte de mépris de la Pologne vis-à-vis de la France. Dans nombre d'esprits, les Polonais

[199] Entretiens Kalita, (5 août 1997).
[200] Entretiens Kalita, (5 août 1997).
[201] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.

étaient responsables de l'échec des négociations franco-soviétiques et par là-même, responsables des accords germano-soviétiques. Cela « était une gageure que de convaincre ces Polonais têtus », entendait-on çà et là. Les communistes profitèrent de l'occasion pour réitérer leur opposition à cette Pologne qui se « mordrait » les doigts de n'avoir pas voulu négocier pour laisser entrer « les troupes de libération russes » sur son territoire.[202] Mais au fond que reprochait-on vraiment aux Polonais ? Leur reprochait-on de ne pas vouloir d'un allié qui ne cherchait qu'à étendre son empire encore plus à l'Ouest ? Un « allié » qu'il avait fallu combattre en 1920 et qui, sans doute, n'avait pas abandonné ses desseins à l'égard de la Pologne. La France aurait-elle accepté le passage des troupes de la Reichwehr sur son territoire pour contrer une menace provenant par exemple d'Espagne ou d'Italie ? Pour tout Polonais sensé, l'entrée sur le sol national des Soviétiques équivaudrait à des siècles d'occupation terrible.[203] Il était aisé pour la France ou la Grande-Bretagne de critiquer cette attitude, mais finalement ne reprochait-on pas à la Pologne de refuser de se jeter en pâture aux loups des dictatures allemande et soviétique ? Ne faisions-nous pas tout, Georges Bonnet en tête, pour pousser la Pologne dans le camp des Etats totalitaires, dans la « boue incommensurable de la haine et de l'appétit gargantuesque de deux cochons affamés » ?[204] Ce n'est pas la maigre réaction de la Grande-Bretagne qui signa le 25 août un traité d'alliance préparé en avril 1939 et, qui dormait sous les lambris dorés du War office depuis des mois, qui redonnerait vie à une alliance moribonde. Quant à la France, « mourir pour Dantzig » était inconcevable. Alors, dans les derniers jours précédant l'attaque allemande contre la Pologne, pendant que Sir Neville Henderson ambassadeur de Grande-Bretagne à Berlin menait d'ultimes négociations qui ressemblaient plus à une énième pantalonnade hitlérienne qu'à de réelles chances de paix, Georges Bonnet crut de son devoir de se remettre en selle.[205]

Il poussa les Polonais, le colonel Beck en tête, à accepter les toutes dernières demandes allemandes. En clair, le pacifiste Bonnet, demandait une nouvelle fois, (la dernière), aux Polonais de se coucher, de dire oui à toutes les extravagances d'Hitler. Mais Beck, sachant qu'il avait eu tort, un instant, de croire en la parole de l'Allemagne nazie, fut catégorique. Il savait pertinemment que tout était une question de jours, voire d'heures. Il devinait que Sir Neville Henderson tout excellent négociateur qu'il était, ne pourrait contenir plus longtemps la fougue impérialiste d'Hitler. Avec cette attitude de faiblesse, de pacifisme à tous crins et de « négociatisme » à fonds perdus, Georges Bonnet portait un coup terrible au prestige et à la

[202] Entretien avec Kajic Mlot, (26 juillet 1997).
[203] Entretiens Kalita, (5 août 1997).
[204] Entretien avec Julius Zalinski, (17 octobre 1997).
[205] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 463 EIP 1919-1945.

crédibilité de la France. Celle-ci apparaissait sur la scène internationale comme un Etat faiblard, sans convictions réellement affichées, si ce n'était celle de ne pas vouloir se battre.

Cette attitude défaitiste, chronique chez Georges Bonnet, était sans doute-là une des causes de la situation catastrophique dans laquelle se trouvait la Pologne. Les heures et les journées passaient et Bonnet forçait toujours Beck à accepter une sorte de « reddition sans concession » aux liberticides allemands.[206] Mais une dernière fois, le 30 août 1939, Beck renvoie Bonnet à ses chères études, tandis que Sir Neville Henderson est à deux doigts d'en venir aux mains avec Ribbentrop, auquel il signifie le refus britannique de continuer plus loin d'aussi dévoyées négociations. La farce avait assez duré, Georges Bonnet optait pour le silence radio en attendant l'inévitable : la guerre.

L'ambassadeur de Pologne en France, Julius Lukasiewicz, reçut la visite de Georges Mandel qui lui affirma que la France soutiendrait son pays de toutes ses forces ; qu'il ne fallait aucunement perdre espoir.[207] Puis quelques heures plus tard, alors que déjà les divisions SS étaient massées le long de la frontière germano-polonaise, Lukasiewicz reçut le soutien de Paul Reynaud qui réaffirma que la France ne laisserait pas tomber son allié polonais.[208] Il eut d'autres témoignages de soutien, voire d'affection à l'image d'Anatole de Monzie grand polonophile devant l'éternel, qui rappela à Lukasiewicz que la France était tenue par les accords de Locarno.[209] On sentait dans toutes ces apparitions d'hommes politiques importants et influents autour de Julius Lukasiewicz, comme « une ronde funèbre d'un cortège de gens bien intentionnés se rendant au cimetière porter leurs condoléances attristées à la famille d'un ami fraîchement décédé ».[210] Ainsi, la diplomatie souffreteuse et débonnaire de Georges Bonnet vivait-elle ses derniers feux dans un Occident en proie à une crise majeure.

D'ailleurs, ce même Georges Bonnet se rendit au « chevet » de Lukasiewicz. Après avoir fait maintes terribles pressions à l'encontre du diplomate et de son pays, pour qu'ils acceptâssent les conditions intolérables du maître de l'Allemagne nazie, il rassura son allié et lui redit, à l'unisson de ses coreligionnaires, que la France était là. Elle ne laisserait pas la Pologne se faire assassiner par les nazis.[211] Georges Bonnet n'avait de toute façon plus les coudées franches. Sa politique était honnie par beaucoup de membres du gouvernement. Le moins que l'on pouvait dire est qu'elle n'était qu'une suite d'abandons et de reculades malhabiles.

---

[206] Entretiens Kalita, (5 août 1997).
[207] Julius Lukasiewicz, *The last days before the war*, éd. Columbia University Press, USA, 1970, p. 240.
[208] Ibidem.
[209] Ibidem.
[210] Entretiens Kalita, (5 août 1997).
[211] J. Lukasiewicz, op. cit., p. 245.

Ce pacifisme incoercible avait fini par irriter certains de ses condisciples. Georges Mandel était de ceux-ci. Lui, il avait la hargne de ceux qui ne veulent jamais s'avouer vaincus et, à la différence de Bonnet, il n'avait pas peur des Allemands. Daladier avait pris acte de l'impuissance caractérisée de Bonnet. C'est pour cela que dès la fin du mois d'août, il demanda à Lukasiewicz de ne plus passer que par lui ou par Alexis Léger (alias St John Perse), secrétaire général du Quai d'Orsay et fidèle ami de Daladier.[212] Bonnet était mis hors circuit avant d'être libéré de ses fonctions ministérielles au début du mois de septembre 1939. Comme devait le dire Lukasiewicz au président du Conseil, toute action diplomatique qu'elle soit d'origine française ou anglaise, était vouée à l'échec car, de toute façon, Hitler voulait la Pologne et rien ne pouvait l'empêcher de déclencher son attaque.[213]

Mais la suite des opérations dépendait beaucoup de l'attitude que la France allait adopter dans ce qui allait devenir une guerre. La France allait-elle enfin livrer des armes et du matériel à la Pologne ? Allait-elle attaquer l'Allemagne pour soulager le front oriental ? A la fin du mois d'août, tout ceci n'était pas encore entré dans la réalité des choses. Au soir du 31 août, les Allemands balancèrent leurs dernières cartouches de pseudo-diplomatie mâtinée d'un toupet impressionnant. Ils lancèrent en effet sur les ondes de leurs radios leurs dernières exigences avant de mettre le feu aux poudres. A Varsovie, comme dans son ambassade en France, la tension était à son comble. Il fallait proclamer la mobilisation générale en Pologne. Or, une énième fois, la France, mais aussi la Grande-Bretagne, allaient pousser un peu plus la Pologne dans l'impotence.

Robert Kennard ambassadeur de Grande-Bretagne en Pologne et Léon Noël son homologue français, poussèrent Beck à reculer la mobilisation générale.[214] Or, le gouvernement polonais avait décidé de mobiliser les hommes valides de 20 à 50 ans pour le 30 août 1939. Que venaient faire à ce moment-là de telles pressions assurément inadéquates et dangereuses ? Léon Noël et Robert Kennard étaient encore dans leurs vues particulièrement naïves, issues d'une politique obsolète. Ils ne voulaient en effet pas que la Pologne mobilise ses troupes, afin de ne pas montrer au monde l'image d'un pays agressif et entrant en guerre, alors que « tout espoir d'un règlement amiable n'était pas perdu ».[215] Comment pouvait-on encore croire à une telle solution alors que les vigies des postes avancés de l'armée polonaise voyaient venir vers leurs lignes d'angoissantes colonnes de blindés ? Une fois de plus, il faut chercher cette erreur dans l'attitude pacifiste de Bonnet. Léon Noël désaprouvait cela. Mais il devait avant tout

[212] Y. Beauvois, op. cit., p. 55.
[213] J. Lukasiewicz, op. cit., p. 255.
[214] The Polish Institute and Sikorski Museum, London, United Kingdom, dossier n° A12.53/.
[215] Entretien avec Kajic Mlot, (26 juillet 1997).

obéir à son gouvernement. Tant et si bien que le gouvernement polonais repoussa la mobilisation générale au 31 août.[216]

Le premier septembre à cinq heures du matin, les premiers Waffen SS entraient sur le territoire polonais. Cette fois, la guerre était là. Toutes ces pressions dangereuses et stériles avaient affaibli le potentiel de l'armée polonaise. Le moral n'y était pas et les armes et le matériel en quantité insuffisante donnaient bien peu de chances à la Pologne de résister longtemps.[217] Cette invasion était un brutal rappel à l'ordre aux diplomaties du monde entier, que trop de concessions faites aux dictatures nuisent à la paix. Georges Bonnet, mis à l'écart, l'armée polonaise pensait trouver en Daladier devenu ministre des Affaires étrangères, en sus de son poste de président du Conseil, un allié de poids.

L'Etat-major polonais demanda à la France d'agir au plus vite pendant que les courageux soldats de Pologne se battaient avec leurs faibles moyens contre l'armada germanique. Mais la France se faisait désirer et les Etats-majors français et polonais ne communiquaient pas entre eux. Les militaires français attendaient des ordres venant de la sphère gouvernementale. Mais ces ordres étaient les mêmes depuis de longs mois : ne rien faire. Le général Gamelin gêné vis-à-vis de ses homologues polonais était réduit à l'impuissance. De plus, la censure française filtrait avec habileté les nouvelles de Pologne. Ainsi, nombre de ressortissants polonais vivant en France et les immigrés et descendants d'immigrés polonais, ne savaient rien du drame épouvantable qu'était en train de vivre leur pays ou ancien pays.[218]

Edouard Daladier crut pouvoir cacher quelques jours encore l'inévitable gâchis que ses errements politiques et diplomatiques avaient en partie engendrés. Et Georges Bonnet qui allait être remplacé la semaine suivante ne faisait rien pour arranger la situation vis-à-vis de l'armée polonaise qui appelait désespérément au secours.[219] Il avait encore du mal à mesurer l'étendue du désastre et sa volonté ultra pacifiste était encore intacte. On dit même à son endroit qu'il chercha avant de tomber en disgrâce à faire l'un de ses derniers coups fumants qui se transformaient ensuite en dérapages diplomatiques incontrôlés. Les rumeurs persistantes disaient de lui qu'il voulait faire un nouveau « Munich » avec cette fois l'aide de Mussolini et du comte Ciano.[220] Il aurait secrètement tenté de négocier un abandon total de la Pologne au profit d'une paix durable.

---

[216] The Polish Institute and Sikorski Museum, London, United Kingdom, dossier n° A12.53/.
[217] Entretiens Kalita, (5 août 1997).
[218] Témoignage de Jacek Matuzsewski, immigré polonais en 1930 (décédé en 1997), le 10 décembre 1996.
[219] Entretiens Kalita, (5 août 1997).
[220] Y. Beauvois, op. cit., p. 55.

Comprenons l'ambassadeur Lukasiewicz, qui voit un gouvernement français dans l'expectative, puis des personnalités extérieures au gouvernement, lui dire et redire que la France allait envoyer des armes et des munitions à la Pologne et qui ne voit rien venir. Et surprise, un ministre français des Affaires étrangères largement responsable de la tragédie en cours, tenterait de négocier un véritable abandon ? Difficile à croire qu'un tel acharnement dans la voie de la faiblesse et de l'humiliation puisse exister. Même si rien n'a vraiment permis de faire toute la lumière sur cette rumeur de « nouveau Munich », Georges Bonnet fut acculé à la démission quelques jours plus tard.[221]

Il reste probable qu'un homme comme lui, soldat en 14-18, marqué par la Grande Guerre, même traumatisé à vie par celle-ci, ait eu non seulement peur, mais aussi pressenti que cette guerre, si elle intervenait, serait encore plus meurtrière que la précédente. On peut comprendre cette manière de penser et Bonnet n'était pas le seul à estimer que ce conflit naissant serait long et particulièrement meurtrier. Mais, et la Pologne ? Valait-elle que l'on se sacrifiât pour elle ? Mourir pour Dantzig, était-ce un sacrifice valable ? Assurément, pour Georges Bonnet comme pour Edouard Daladier et des millions d'autres Français : non. Perdre la jeunesse de la France, cette sève irremplaçable, n'était pas envisageable, surtout pour un Etat qui avait été si longtemps dominé par des puissances tierces qu'il pouvait après tout recouvrer son statut d'avant la guerre russo-polonaise de 1920. Et une large partie de l'opinion publique partageait cet avis.

Malgré cela, en France, les interventionnistes s'opposaient aux non-interventionnistes. Un homme comme Georges Mandel souhaitait que la France attaque l'Allemagne.[222] Mais dans la classe politique, l'abandon l'emportait sur le courage. Certes, à l'image de Georges Bonnet, le souvenir impérissable des tranchées de 14-18, de la bataille de la Marne, de Douaumont, ou du Chemin des Dames, revenait sans cesse aux yeux de chaque Français qui avait soit connu directement l'horreur, soit perdu un proche dans la tragédie. On savait que les Allemands étaient très forts. Mais on croyait aussi à la puissance de la France et à sa pseudo-invincibilité. Georges Bonnet n'était pas de ceux-là. Lui, il ne croyait pas en l'armée française, pourtant toute auréolée du prestige de la Grande Guerre, où on l'avait considérée sans doute à raison, comme le grand vainqueur du « tournoi des géants ».[223]

Mais à force de dénaturer l'alliance franco-polonaise, il avait complètement dévoyé le sens de ces accords. Les Polonais attendaient du concret, des armes, des munitions, des blindés et

[221] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, dossier personnalités politiques françaises.
[222] Il ne croyait plus depuis longtemps à la diplomatie de l'Allemagne.
[223] Expression dûe à Philippe Ferret, ancien combattant de la Première guerre mondiale, décédé en 1998, entretien du 12 décembre 1992.

même des soldats français ! Ils n'attendaient pas de vagues encouragements mêlés d'inadéquates pressions pour que l'armée polonaise ne réponde pas aux provocations allemandes.[224] Le traité de Locarno ressemblait dès lors à une lettre morte. Mais cette lettre n'était-elle pas mort-née ? N'avait-on pas dans les années vingt, tout simplement signé un bout du papier qui déjà le jour où il fut paraphé, n'avait aucune existence ni réelle ni virtuelle ?

Hitler l'avait bien compris, lui qui dès le début de ses visées pangermanistes considérait que la France ne serait pas un obstacle infranchissable. Certes, au début, il crut à une possible intervention franco-anglaise. Mais devant l'appétence mise par les diplomates français et anglais à négocier coûte que coûte avec lui, il comprit très vite qu'il n'avait rien à craindre de la coalition franco-britannique. La politique étrangère de Georges Bonnet si elle est pour une grande part dans la caducité du traité d'assistance militaire franco-polonais, n'est que la continuation d'une politique déjà en place sous le front populaire.[225] Edouard Daladier n'est pas exempt de reproches. Quant à la Pologne, elle ne fut certes pas très habile sur le plan diplomatique, mais n'avait quasiment pas de marges de manœuvre, torpillée qu'elle était par les politiques suivies par la France et la Grande-Bretagne. Elle qui comptait par-dessus tout sur ses alliés, la France en premier, était la seule à ce moment-là à avoir dit « Non » à l'Allemagne nazie. Elle payait le prix fort de ce que d'aucun diplomate en mal d'accord ou d'avancement aurait qualifié de stupide entêtement à ne pas se coucher devant l'Allemagne et à ne pas faire entrer sur son sol, le « frère protecteur » soviétique ![226] La Pologne préférait mourir les armes à la main plutôt que de s'étendre devant « l'ogre allemand » et « l'ours sanguinaire soviétique ».[227]

La parole de la France était mise en défaut, de même que son honneur bafoué par les adeptes du pacifisme à la Bonnet. Que devaient dire les Polonais qui se battaient depuis le premier septembre 1939 contre un ennemi supérieur en hommes et en matériel, alors que les Français tardaient à déclarer la guerre à l'envahisseur allemand ? Ils devaient se dire que, décidément, il aurait fallu chercher un autre allié, un allié qui aurait « quelque chose entre les jambes ».[228] Ce n'est en effet que le 3 septembre 1939 que la France décida de déclarer la guerre à l'Allemagne.

---

[224] Entretiens Kalita, (5 août 1997).
[225] Yvon Delbos était lui aussi un pacifiste.
[226] Entretien avec Kajic Mlot, (26 juillet 1997).
[227] Entretiens Kalita, (5 août 1997).
[228] Témoignage d'Edward Soleski, ancien officier de l'armée Sikorski, Varsovie, le 25 février 1997.

C°/ Le premier septembre 1939 : la Pologne seule au monde ?

Le premier septembre 1939, à l'aube, les Panzerdivisionen appuyées par les stukas et l'infanterie allemande entrent en Pologne. On ne peut pas dire que l'effet de surprise fut total, mais l'armée polonaise mal préparée et mal soutenue par ses alliés, ressentit un choc violent devant ce genre de guerre totalement nouveau. La Blitzkrieg n'était pas enseignée dans les écoles militaires polonaises.[229] Certes, la guerre de mouvement était pratiquée en manœuvres, mais elle ne reflétait en aucune façon cette action combinée chars-avions qu'utilisait pour la première fois la Whermacht. En ce sens-là, l'effet de surprise fut total pour l'Etat-major polonais.

Comme je l'ai dit plus haut, la Pologne suite aux pressions franco-anglaises tarda à mobiliser ses troupes. Initialement, prévue le 30 août 1939, la mobilisation générale ne fut lancée que le 31 août soit moins de vingt-quatre heures avant l'attaque allemande. En ce qui concerne l'état d'impréparation de l'armée polonaise, plusieurs causes se côtoient notoirement. Tout d'abord, malgré les renseignements alarmistes du deuxième bureau polonais, toutes les dispositions n'avaient pas été prises par le gouvernement polonais.[230] Si dès mai 1938, un plan de mobilisation générale fut mis en place, ce ne fut qu'en mai 1939, soit un an plus tard, qu'il fut réactualisé. Trop de temps avait été gaspillé. Si un embryon d'industrie lourde d'armement avait bien été mis en place dans les années trente, avec notamment l'avionneur PZL, les efforts consentis par le gouvernement n'avaient pas été à la hauteur de ceux attendus par ces mêmes industriels de l'armement polonais. L'Etat n'avait pas pleinement joué son rôle d'investisseur financier massif dans ce domaine fondamental dans le contexte de la fin des années trente. Mais, on peut trouver des circonstances atténuantes aux différents gouvernements polonais.

En effet, le traité de Locarno prévoyait une aide de la France à la Pologne.[231] Cette aide pouvait évidemment prendre des formes multiples et variées. Mais l'aide dont avait besoin la Pologne et qu'elle n'a eu de cesse de demander à la France, n'était pas seulement ces visites périodiques de généraux et hauts gradés de l'armée française. Souvent des membres de haut niveau de l'armée française prenaient le chemin de la Pologne afin d'assister aux grandes manœuvres de l'armée polonaise.[232] Gamelin, Faury, Weygand assistaient fréquemment aux

[229] Entretiens Kalita, (28 août 1997).
[230] Idem.
[231] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, série Europe 1920-1930, traité de Locarno.
[232] Entretiens Kalita, (28 août 1997).

exercices militaires de leurs alliés de l'Est. Ce dont avaient besoin la Pologne et son armée (le maréchal Rydz-Smigly n'en faisait pas mystère), était des armes. Des avions, plus perfectionnés, plus complets que les PZL, des chars Renault, des canons anti-chars de 105 mm, des canons anti-aériens, du matériel de transport de troupes etc. … Mais de tout cela, la Pologne ne reçut quasiment rien, sauf un crédit de 80 millions de francs.[233] Les paroles et les promesses ne se transformaient toujours pas en actes.

Pourtant, la France avait les moyens de donner ou même ne serait-ce que de prêter des chars et des avions à la Pologne. L'armée polonaise aurait repris confiance en son amie française et courage, car le résultat était désastreux sur le moral des troupes.[234] Le colonel Beck n'aurait alors pas pu continuer sa politique de méfiance, voire de défiance vis-à-vis de la France.

Pourquoi la France négligeait-elle tellement son alliée ? Plusieurs réponses sont possibles, notamment celles déjà évoquées de ce pacifisme à tous crins de Bonnet, ou de cette peur maladive de déplaire à Hitler. Car la peur est bien le maître-mot de toutes ces reculades et trahisons. Mais je ne peux m'empêcher de penser, comme le dit Tadeusz Wyrwa dans son ouvrage : « La résistance polonaise et la politique en Europe » que comme la Grande Bretagne, la France se laissa aller à d'éclatantes suppositions selon lesquelles la Pologne ne tiendrait que quelques jours, sinon quelques semaines contre la puissance nazie.[235] Par conséquent, à quoi bon perdre des hommes et du matériel précieux alors qu'une fois la Pologne terrassée, il faudrait s'en servir contre l'Allemagne Hitlérienne ? Cette hypothèse se défend, car on imagine sans peine Daladier se dire que s'il fallait devoir se battre contre l'Allemagne, autant conserver auprès de nous un maximum d'atouts en hommes et en matériels. A quoi bon perdre tout cela pour aider un vaincu potentiel dont l'unique objet de survie était de faire barrage dans un premier temps, afin de protéger l'Occident de la volonté expansionniste allemande.

La Pologne n'était pas plus que cela ? Un simple barrage, une petite chicane qui devait sauter en premier, afin d'épargner au mieux la France et la Grande-Bretagne ? Cette politique franco-anglaise ne coûta pas seulement cher à la Pologne. En observant de loin l'invasion de la Pologne par la tactique du Blitzkrieg, les Etats-majors français et britannique reçurent des leçons précieuses sur le nouveau mode de guerre de l'Allemagne.[236] Pourtant, on le sait, il n'en fut rien sur le terrain. Il aurait été bien difficile, notamment à la France, d'accepter l'obsolescence de ses stratégies militaires et la désuétude de son armement.

---

[233] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.
[234] Entretiens Kalita, (28 août 1997).
[235] Tadeusz Wyrwa, *La résistance polonaise et la politique en Europe*, éd. France-Empire, Paris, 1983, p. 145.
[236] Leçons renforcées par les volontaires de l'armée Sikorski dès la fin du mois de septembre 1939.

Les Allemands ne laissèrent rien au hasard et utilisèrent le Blitz à plein : bombardements massifs d'usines, de points de communications, de nœuds routiers et ferroviaires stratégiques, mais aussi, et il faut le dire, d'hôpitaux, d'écoles, de dispensaires, d'exploitations agricoles, de concentrations urbaines.[237] Tout un florilège de sites qui n'avaient plus rien à voir avec la guerre en tant que telle. Des milliers et des milliers de soldats, mais aussi de femmes et d'enfants furent exécutés par les attaques incessantes toutes sirènes hurlantes des stukas. Pendant ce temps, au-delà de la ligne bleue des Vosges, l'armée française était dans l'attente d'un ordre d'attaque ou d'une offensive allemande.

Avec la déclaration de guerre de la France et de la Grande-Bretagne, le 3 septembre 1939 le ton change un peu. Daladier multiplie les déclarations selon laquelle : « la France doit honorer la cause de la justice », son combat est bon et salvateur.[238] Les journaux s'empressent de lui emboîter le pas en promettant une attaque prochaine contre les Allemands. Des journaux, comme l'Excelsior ou l'Intransigeant, se prononcent pour une attaque rapide de la part de la France afin de soulager la Pologne. Mais les multiples mises en gardes, qu'elles soient véhiculées par la TSF ou les journaux, ne font pas sourciller Hitler profondément engagé dans son opération de destruction massive.

Un certain nombre d'intellectuels mettent en avant le fait que le combat que la France s'apprête à livrer est celui de la liberté, non pas tant de la Pologne, mais bien de toute l'Europe. On commence dans certains cercles à comprendre que « ne pas mourir pour Dantzig » n'était qu'une stupide recommandation, car une fois le plus faible phagocyté, Hitler se tournerait vers les autres : la France et la Grande-Bretagne.[239] Pourtant, que de clameurs, que de cris de joie à Varsovie et dans les autres grandes villes polonaises à l'annonce de la déclaration de guerre de la France et de la Grande-Bretagne.[240] Du « God save the King » à la « Marseillaise », on aurait pu s'entendre et se croiser entre les rues séparant l'ambassade de Grande-Bretagne de celle de la France. Le peuple polonais dans son immense majorité croyait à l'action de la France.[241] Après tout, le Polonais lambda ne connaissait pas les arcanes du pouvoir, ni les secrètes négociations diplomatiques souvent orchestrées par la France. Cette foule immense qui croit en la France comme au premier jour, se rue vers l'ambassade et chaque Polonais ou Polonaise voudrait remercier chaleureusement Léon Noël l'ambassadeur de France en Pologne pour le geste salvateur que vient de faire son pays. D'ailleurs cette

[237] Entretiens Kalita, (28 août 1997).
[238] J. Lukasiewicz, op. cit., p. 259.
[239] Georges Mandel était l'un de ceux-là bien avant l'invasion allemande.
[240] Entretiens Kalita, (28 août 1997).
[241] Idem.

journée vit défiler un nombre incalculable de messages de remerciements et de nombreuses visites d'officiels polonais, comme d'ailleurs Josef Beck en personne, venu remercier officiellement la France de son engagement aux côtés de la Pologne.

L'illusion n'allait pas durer, mais elle avait ce jour du 3 septembre 1939, le mérite d'exister et elle portait la couleur symbolique de l'espoir. Un espoir qu'en ces jours tragiques il convenait de ne pas perdre. Dans cette confusion des idées et des aspirations, la France et la Pologne s'apprêtaient après des mois d'impuissance politico-diplomatique à remettre en selle leur alliance. Mais quelle alliance ?

Le 4 septembre 1939, enfin un protocole d'accord est signé entre la France et la Pologne.[242] La signature a lieu à Paris et ne peut-être contresignée à Varsovie et pour cause. L'ironie du sort fait que c'est Georges Bonnet, celui-là même qui fit traîner la conclusion de ces accords et leur mise en application depuis des mois, qui, peut-être à son corps défendant, signe tout de même le protocole au nom du gouvernement français. Ainsi, toute sa politique de pacifisme exacerbé et de mise à l'écart de la Pologne s'effondre. D'ailleurs, lui aussi « s'effondre » trois jours plus tard, puisqu'il est remercié par Edouard Daladier qui cumule le quai d'Orsay avec Matignon.[243] Seul Julius Lukasiewicz, ambassadeur de Pologne en France, représente la République polonaise lors de la signature. Evidemment Beck, Rydz Smigly ou Mosciski restent en Pologne. D'ailleurs, le lendemain 5 septembre 1939, le gouvernement quitte Varsovie qui, d'après l'Etat-major, doit tomber dans les jours qui suivent.[244]

Pendant ce temps, le peuple polonais attend le signal de l'attaque franco-anglaise sur le front occidental. Au début, on croit simplement que la France est en train de préparer son offensive et que donc d'ici vingt-quatre ou quarante-huit heures, l'on apprendra par la radio ou les journaux que la France et l'Allemagne sont en « train de croiser le fer ».[245] Pourtant, le haut commandement de l'armée polonaise ne souhaite pas attendre plus longtemps. Beck, comme Rydz Smigly, comme Kasprzycki, envoient des messages urgents à leur ambassadeur, afin que celui-ci pousse le gouvernement français à enfin donner l'ordre de l'assaut.[246] Dans le protocole du 4 septembre 1939, il est bien stipulé que chaque Etat doit « prêter assistance et aide immédiate » à l'autre, dès lors qu'il subirait « une agression ». La France avait pourtant bien signé cet accord. Or, celui-ci lui demandait expressément de fournir toute aide en son pouvoir sur-le-champ. Cette aide et cette assistance étaient plus que jamais en son pouvoir,

[242] The Polish Institute and Sikorski Museum, London, United Kingdom, dossier n° A IV.1/1.
[243] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, dossier personnalités politiques 1935-1940.
[244] Entretiens Kalita, (28 août 1997).
[245] Idem.
[246] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.

car le décompte s'effectue comme suit le 5 septembre 1939 : Hitler a engagé quarante divisions (parmi les meilleures de son armée), sur le front polonais, il ne lui reste alors plus que quarante-trois divisions sur la frontière franco-allemande. La France, elle, dispose de cinquante-sept divisions d'infanterie et motorisées.[247] Inutile d'être expert en mathématiques pour en conclure que la France, sans l'appui de la Grande-Bretagne, possède une très nette supériorité numérique. Quant à savoir s'il en va de même sur le plan qualitatif, c'est un autre problème.

Même si le haut commandement polonais grâce à un excellent service de renseignement connaît toutes ces données, il ne les invoque pas lorsque quasiment tous les jours, il demande l'attaque française contre les positions allemandes. La Blitzkrieg était une invention stratégique de tout premier ordre. Il était très difficile de résister à l'action combinée des chars et de l'aviation. D'ailleurs, cette tactique est encore utilisée de nos jours par de nombreuses armées à travers le monde. Mais ce que l'on néglige souvent de dire est que l'armée polonaise (et pas seulement les glorieux cadets), fit montre d'une résistance impressionnante.

A ce sujet, Tadeusz Kalita, alors jeune sous-lieutenant du régiment de chasseurs de montagne de Sambor m'expliqua un certain nombre de faits de guerre prouvant l'action réellement résistante de l'armée polonaise au moins jusqu'au 17 septembre 1939.[248] Avec un armement deux fois inférieur et une technique de combat particulièrement déficiente par rapport au Blitzkrieg (technique de combat d'ailleurs héritée de l'idéologie militaire française de l'époque !) l'armée polonaise tenait malgré tout beaucoup de position-clés les premiers jours. Et si, comme le croyait Beck, la France déclenchait une attaque, Hitler serait forcé de puiser dans ses meilleures troupes aux prises avec les Polonais pour pouvoir affronter les valeureux soldats français.

Au fil des heures, le lundi 4 septembre et le mardi 5 septembre 1939, l'Etat-major polonais commençait à douter du résultat de ses démarches auprès de la France.[249] En désespoir de cause, Rydz-Smigly demanda à la France et à la Grande-Bretagne de déclencher des bombardements aériens massifs sur l'Allemagne.[250] Déjà, l'aviation polonaise n'était plus en mesure de couper les lignes d'approvisionnement de la Whermacht. Cela n'aurait certainement pas eu l'effet d'une attaque aéroterrestre française, mais cela aurait pu jouer un rôle psychologique à l'encontre d'Hitler. Une fois de plus, il n'y eut aucune suite à ces demandes qui, jour après jour, se faisaient plus alarmantes et plus tragiques.

[247] Dont peu d'unités sont équipées de matériels modernes.
[248] Entretiens Kalita, (28 août 1997).
[249] Idem.
[250] Id.

Pourtant, Julius Lukasiewicz ne ménagea pas sa peine pour sauver son pays. Il supplia Daladier de déclencher cette offensive que chaque Polonais encore vivant, attendait, espérait de ses vœux les plus chers.[251] Mais rien, pas même un seul obus, un seul canon, partit partager le sort de la Pologne. Le général Maurice Gamelin ne fit faire que de vagues démonstrations de force, des tourniquets d'engins blindés venant titiller les naseaux des groupes hippomobiles allemands le long du Rhin. On s'observait, on s'espionnait, mais tout ceci ressemblait à un jeu de cache-misère où la France tenait le rôle phare. Gamelin était un chaud partisan de la politique « bonnetiste ». N'étant pas doué lui-même pour la chose publique, il croyait dur comme fer à la primauté du politique sur le militaire. Les errements de Georges Bonnet lui sieyèrent parfaitement lors du déclenchement de l'invasion de la Pologne.

Le gouvernement français faisant la sourde oreille aux demandes pressantes de la Pologne, il ne restait plus à celle-ci qu'à lutter avec ces faibles moyens. Le 12 septembre 1939, les choses s'aggravèrent encore plus lors du Conseil suprême interallié où l'ordre du jour était la situation en Pologne.[252] Situation qui était particulièrement catastrophique. Une vingtaine de villes de l'Ouest s'étaient rendues ou avaient été réduites en cendres. Le gouvernement polonais était passé en Roumanie et l'Etat-major de l'armée était livré à lui-même. Depuis maintenant neuf jours que la France avait déclaré la guerre à l'Allemagne, rien ne s'était passé.

Le coup de grâce de l'abandon français était donné par Gamelin lui-même sur ordre d'Edouard Daladier. Lors d'une réunion d'Etat-major interallié, les Britanniques demandent officiellement l'abandon de la Pologne à son triste sort. Ils invoquent des renseignements obtenus par leur deuxième bureau indiquant que la Pologne sera écrasée dans la semaine qui suit.[253] Le message est qu'il est inutile de sacrifier des soldats de sa Gracieuse majesté pour un pays qui est d'ores et déjà rayé de la carte de l'Europe. Gamelin n'oppose aucune restriction à ce qu'avancent les Anglais. Il déclare qu'il renonce à toute offensive, retirant même les quelques soldats français qui se seraient un peu trop avancés en secteur allemand. Les Anglais et les Français tombent d'accord pour ne pas intervenir dans ce conflit dont l'issue ne fait aucun doute. A 1 600 kilomètres de là, l'armée polonaise est à bout de souffle.

Les villes tombant les unes après les autres, les unités non encore décimées ou prisonnières, reçoivent l'ordre de se replier vers l'Est, où Rydz-Smigly ordonne à ses officiers généraux de reconstituer une armée, afin d'organiser la résistance à la Whermacht.[254] Un grand nombre de soldats parviennent à rejoindre cette nouvelle place forte, où l'on manque cruellement de chars

[251] J. Lukasiewicz, op. cit., p. 270.
[252] Le Conseil réunissait surtout les Français et les Britanniques.
[253] Service historique de l'armée de Terre (SHAT), dossier 7N3006, armée polonaise 1939-1940.
[254] Entretiens Kalita, (28 août 1997).

et d'artillerie lourde pour contrer les Panzerdivisionen. Mais il faut coûte que coûte établir une nouvelle ligne de défense. On érige des casemates, on construit des chicanes, on rassemble toutes les volontés et toutes les énergies des militaires, mais aussi des civils, pour préparer cette seconde ligne de défense.[255] Mais déjà, les stukas viennent frapper les positions polonaises sans discontinuer et l'artillerie lourde allemande paraît de plus en plus puissante. Il n'est pas déraisonnable pense le général Kasprzycki que l'on tienne encore plusieurs semaines. Mais le 17 septembre 1939, pour « protéger » les populations d'Ukraine et de la « Russie blanche occidentale », Staline donne l'ordre à ses troupes de franchir la frontière soviéto-polonaise.

Chapitre III

A°/ Comment se débarrasser définitivement de Beck et du régime de la Sanacja ?

Le gouvernement polonais quitta Varsovie le 5 septembre 1939.[256] Le président de la République accompagné de tous ses conseillers, du gouvernement au complet et du Corps diplomatique accrédité en Pologne dans son ensemble, partit en direction de Krzemieniec, dans le sud-est de la Pologne non loin de la frontière soviétique. C'est de cette ville, capitale de la Pologne pendant une semaine, que Moscicki, en tant que chef suprême des armées, envoyait ses ordres aux généraux encore en état de combattre.[257] Le maréchal Rydz-Smigly continuait lui, à partir fréquemment distribuer les ordres et les missions sur le front de l'Ouest.

Le gouvernement polonais et, notamment Beck, comprirent rapidement que la France et son alliée la Grande-Bretagne ne tenteraient plus rien pour sauver la Pologne de la défaite.[258] Mais tant que l'Allemagne était le seul ennemi à combattre, quelques maigres espoirs étaient encore permis. Lorsque survint l'aube du 17 septembre 1939, alors que le gouvernement avait quitté Krzemieniec pour Kuty via la petite ville de Zaleszczyksi, tout espoir était définitivement mort.[259] Kuty était une station estivale fort réputée à deux pas de la Roumanie. L'hypothèse de pouvoir passer en Roumanie avait déjà été évoquée par Beck au cas où la situation militaire deviendrait catastrophique. Et elle l'était plus que jamais. Car, même si le maréchal Rydz-Smigly donna l'ordre le 18 septembre 1939 à ses troupes de « ne pas lutter contre les Soviétiques », l'entrée des soldats communistes sur le sol polonais était bel et bien une

[255] Idem.
[256] Y. Beauvois, op. cit., p. 55.
[257] The Polish Institute and Sikorski Museum, London, United Kingdom, dossier n° A48.N/1.
[258] Entretiens Kalita, (5 septembre 1997).
[259] Y. Beauvois, op. cit., p. 56.

invasion.[260] Des milliers de militaires polonais furent tués par les Soviétiques ou faits prisonniers, sans oublier bien entendu, l'effroyable massacre de Katyn.

Devant cet état de fait, Beck demanda le 17 septembre, quelques heures après avoir pris connaissance de l'invasion soviétique, si la France pouvait accepter sur son territoire le gouvernement polonais.[261] Ce fut Léon Noël, ambassadeur de France auprès du gouvernement polonais, qui transmit la demande à Daladier. Déjà quelques jours auparavant, Beck avait sondé Léon Noël sur l'éventualité d'une telle demande d'asile. L'écho à cette requête avait été largement positif à Paris, où même si l'on avait laissé tomber la Pologne, on ne voulait pas trop paraître aux yeux de l'opinion publique comme un pays sans cœur. Et n'était-ce pas une petite victoire pour l'équipe des anti-beckistes qui, tout au long des années trente et de l'accession du colonel au pouvoir, avaient torpillé la politique du ministre des Affaires étrangères polonais en le méprisant souverainement ? La germanophilie parfois affichée par Beck avait été renforcée par l'anti-beckisme de ministres comme Louis Barthou, qui avait pourfendu cette volonté d'indépendance et de « grandeur » polonaise. La Pologne n'était « qu'une petite puissance qui n'aurait jamais dû vouloir prouver à la France qu'elle était un grand pays ».[262]

Pour un certain nombre d'hommes politiques français, l'écrasement de la Pologne était en quelque sorte une bonne leçon pour elle. De quel droit cet Etat que la France avait aidé à acquérir son indépendance, voulait traiter d'égal à égal avec ce pays qui se considérait comme son « parrain », voire même son suzerain ? Ce sentiment de constante supériorité française sur les Polonais expliquait en partie le contentement de certains hommes politiques français devant l'écrasement de la Pologne. Certes, aucun d'entre eux n'eut l'impudence d'afficher ouvertement sa satisfaction, mais on voit bien dans l'empressement d'un Daladier d'affirmer si rapidement son accord à la venue en France du gouvernement polonais, que ce pays devenu soumis n'ennuiera plus les politiques français.

En effet, même « gouvernement en exil », l'exercice du pouvoir sur une terre étrangère relèverait plus de l'illusion que de la réalité. Aussi, Daladier ne risque pas grand chose en donnant l'assentiment de la France à la demande de Beck.[263] Celui-ci, convaincu que l'acceptation par la France de cette possibilité d'asile renforcerait son pouvoir personnel et contribuerait à lancer un mouvement de reconquête de la Pologne, accueillit avec soulagement

[260] Entretiens Kalita, (5 septembre 1997).
[261] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.
[262] Entretien avec Kajic Mlot, (26 juillet 1997).
[263] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, dossier Z Pologne, n° 381, démembrement de la Pologne.

la bonne nouvelle. La suite allait être beaucoup moins bonne. Devant la tournure des événements en Pologne, Beck se fit le porte-parole de l'ensemble du gouvernement polonais vis-à-vis de la Roumanie.[264] Ce pays qui partageait une frontière avec la Pologne, était un allié fidèle de celle-ci. Dans la ligne de mire aussi de l'Union Soviétique, la Roumanie avait conclu en 1926 un accord avec la Pologne, accord qui était toujours en vigueur ce 17 septembre 1939.[265] L'Etat roumain était pour le sauvetage de l'équipe gouvernementale du président Moscicki. Le colonel Beck le savait parfaitement et préparait activement le passage des dirigeants de la Pologne en terre roumaine. Ce fut fait le 17 septembre 1939 vers treize heures.[266] Ayant fait prévenir le chef du gouvernement roumain et le roi Carol de sa demande d'asile par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Roumanie en Pologne, Beck attendait patiemment la réponse roumaine. De Kuty, dernière ville polonaise avant la frontière, tout le gouvernement avec le président Moscicki et les ambassadeurs de France, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis attendaient le feu vert des autorités roumaines.[267] Au Nord et à l'Est de Kuty, les soldats polonais continuaient à résister aux blindés allemands.

Vers treize heures, la décision de Gafenco parvenait aux oreilles de Beck et de ses compatriotes. La décision roumaine était celle attendue et espérée par les plénipotentiaires polonais à un détail près : en effet, le roi Carol et les membres de son gouvernement acceptaient la venue sur leur territoire des Polonais mais de « manière non officielle ».[268] Il y eut un instant de stupeur, personne n'osant s'exprimer. Cette décision roumaine ne faisait pas l'unanimité (même très loin de là), parmi les candidats à l'exil. Beck ne demanda pas davantage de détails et négligea ostensiblement la manière d'aborder ce passage de la frontière. Cette décision n'était pas surprenante, car la Roumanie était coincée entre un voisin soviétique puissant et un peu plus loin, le régime nazi pestant contre ces Roumains qui ne voulaient pas rejoindre le camp allemand.[269] La faiblesse de son armée et la volonté du roi Carol de ne pas engager son pays dans une guerre, aboutirent à ce passage en Roumanie « non officiel » du gouvernement polonais désormais en exil. Mais Beck et les siens firent exactement le contraire de ce qu'avait demandé Gafenco. Le cortège gouvernemental passa la frontière au grand complet et dans l'ordre de la préséance. Chaque véhicule possédait son escorte et arborait ostensiblement ses fanions.[270] Gregor Grigorcea eut beau protester contre

---

[264] Idem.
[265] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.
[266] Y. Beauvois, op. cit., p. 58.
[267] Y. Beauvois, op. cit., p. 57.
[268] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.
[269] Entretiens Kalita, (5 septembre 1997).
[270] Y. Beauvois, op. cit., p. 58.

cette violation flagrante des volontés étatiques roumaines. Rien n'y fit. Le gouvernement polonais pénétrait de manière tout à fait officielle sur le sol de l'exil.

De par ce manquement au tact diplomatique inspiré surtout par le colonel Beck, Gafenco était dans une position inconfortable vis-à-vis de l'Allemagne et de l'URSS, qui ne tardèrent pas à protester eux aussi.[271] La pression la plus soutenue et la plus violente vint de l'ambassadeur d'Allemagne en Roumanie, Volker Fabrizius, qui menaça le gouvernement de ce pays de la colère allemande et d'une punition sévère si celui-ci s'entêtait à protéger le gouvernement polonais. On peut aisément imaginer l'effet dévastateur d'une telle violence verbale auprès du gouvernement roumain. En effet, les nazis n'étaient-ils pas avec les Soviétiques, les nouveaux maîtres de la Pologne ? Et puis, la technique employée par la Whermacht paraissait aux yeux de l'Etat-major roumain si efficace qu'il valait mieux ne pas trop indisposer les Allemands. Aussi, après une réunion d'urgence du gouvernement avec le roi Carol, la décision fut prise de réserver un caractère d'exil non politique aux Polonais, un exil tout simplement d'asile.[272] Et le mot asile dans la bouche du monarque roumain, voulait dire plus de prérogatives, plus d'attributions politiques, bref plus de gouvernement polonais. Cette décision ne fut pas notifiée tout de suite aux plénipotentiaires polonais. Mais ce fut le geste inconsidéré du président Moscicki lui-même qui précipita les foudres du roi Carol.

Moscicki fit, en effet, un second acte contre la volonté du gouvernement roumain en faisant envoyer de la poste de la petite ville frontalière de Czerniowce, un message aux radios et journaux français et britanniques, indiquant qu'il quittait la Pologne pour pouvoir exercer hors de celle-ci toutes ses prérogatives ainsi que celles de son gouvernement, en même temps que son droit de « souveraineté nationale ».[273] Imaginons l'embarras dans lequel se trouva alors le roi Carol car Fabrizius ne le lâchait pas, arguant sans cesse que le gouvernement allemand prendrait des mesures de rétorsion si cela continuait. Cette pression continue et intolérable que l'on peut qualifier de véritable chantage porta ses fruits. Le roi Carol, tout en étant un allié fidèle et exemplaire de la Pologne, ne pouvait pas mettre plus longtemps son peuple en danger de guerre avec l'Allemagne nazie.

Aussi, le lendemain 18 septembre 1939, le gouvernement roumain demanda instamment au colonel Beck de faire une déclaration officielle sur les ondes de la radio roumaine.[274] Cette déclaration n'était ni plus ni moins qu'une officialisation de l'abandon par l'ensemble du cabinet Slawoj-Skladkowski de toutes ses prérogatives quelles qu'elles soient. Le

[271] Ibidem.
[272] Y. Beauvois, op. cit., p. 58.
[273] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.
[274] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.

gouvernement polonais devait s'engager à ne faire aucune déclaration publique sur une quelconque prise de position par rapport aux évènements en Pologne. Constitutionnellement, le pouvoir devenait vacant. Il était interdit au gouvernement polonais en exil de légiférer.[275] Il en allait de même pour le pouvoir purement politique qui était tout simplement supprimé. En outre, le gouvernement polonais n'avait plus autorité sur l'administration et ne pouvait plus émettre de monnaie, ni de décrets administratifs, ni nommer un seul fonctionnaire, donner ne serait-ce qu'une seule directive, etc. … Toutes les attributions classiques d'un gouvernement lambda étaient supprimées. C'était, du moins, ce que Gafenco voulut que Beck déclarât de manière officielle à la radio d'Etat.[276]

Le colonel Beck en fut estomaqué. A vrai dire, il ne s'attendait sûrement pas à une telle demande de la part du pays hôte. Quant à la suite des attentes du gouvernement roumain, elle était somme toute prévisible. Le ministre Gafenco fit savoir à Beck que l'exil en Roumanie ne constituait qu'un pis-aller temporaire et que donc le transit par la Roumanie vers un pays neutre ne devait pas durer longtemps. Cette fois, la Roumanie prenait une position différente des précédentes. On aurait dit qu'elle reniait tout à coup une solide amitié avec la Pologne pour des raisons obscures. En fait, les raisons étaient bien claires et la menace sanglante des Allemands clarifiait et illuminait sans contestation possible la volte-face des Roumains. Mais il y a peut-être d'autres raisons pour lesquelles les politiques polonais furent une fois de plus humiliés. Nous les verrons plus loin.

Gafenco qui pourtant n'était pas connu comme étant polonophobe pressait le gouvernement polonais de laisser tomber tout esprit de résistance et de continuation politique.[277] Devant cette négation même de l'existence vitale de son gouvernement et par delà lui, du régime de la Sanacja, le colonel Beck ne pouvait pas réagir autrement que par un « Non » ferme et définitif à cette « odieuse » demande roumaine. Il plaçait ainsi le gouvernement et le roi Carol devant un mur infranchissable de manière diplomatique. Le colonel Beck avait consulté le président Moscicki et le premier ministre Slawoj-Skladowski avant de répondre par la négative au gouvernement roumain. Aussi, le roi Carol devant ce refus net et précis et sans réelle marge de manœuvre du fait des violentes positions allemandes, dut se résoudre à un acte d'hostilité : la mise en résidence surveillée de tout l'appareil gouvernemental polonais.[278] Le président Moscicki fut assigné à résidence à Bicaz, dans une villa protégée par l'armée.[279] Le maréchal

[275] Idem.
[276] Y. Beauvois, op. cit., p. 58.
[277] Entretiens Kalita, (5 septembre 1997).
[278] Y. Beauvois, op. cit., p. 58.
[279] The Polish Institute and Sikorski Museum, London, United Kingdom, dossier n° A48.N/1 Président Moscicki.

Rydz-Smigly fut interné à Craïova au Sud du pays, dans la région de la Valachie. Enfin, Beck et tous les membres du cabinet Slawoj-Skladkowski furent mis en résidence surveillée à Slanic, une petite ville du centre de la Roumanie.[280]

Ce fut un tollé chez les Polonais en exil. Tour à tour, Beck, Moscicki, Slawoj-Skladkowski, Rydz-Smigly opposèrent un violent réquisitoire contre la manière peu amène dont ils venaient d'être traités. Nul ne put opposer la moindre résistance étant donné que cette décision du roi Carol était exécutable à l'instant même. La police roumaine se chargea de conduire Moscicki, Rydz-Smigly, Beck et les autres dans leurs nouveaux lieux de résidence, afin qu'ils ne se perdent pas dans la nature. Ce fut un coup très rude pour tous les plénipotentiaires polonais et surtout, ils n'avaient plus aucun moyen de s'opposer à cette décision sans concession.

Beck crut pouvoir faire appel à la France, mais celle-ci ne bougea pas d'un iota pour venir en aide à celui que bon nombre d'hommes politiques français ne considéraient pas comme un ami. Bien peu de personnes en France auraient d'ailleurs voulu secourir le régime de la Sanacja et Beck en particulier. D'ailleurs, comme nous le verrons par la suite, la France ne fut pas étrangère à cette mesure d'internement. Certes, les pressions allemandes étaient énormes et le roi Carol avait bien compris le message, que les Allemands ne plaisanteraient pas avec cela. Il fallait d'autant plus neutraliser le gouvernement polonais que les nazis et les Bolcheviks allaient instaurer chacun dans leur partie de la Pologne un gouvernement à leur solde.[281] Des fantômes d'hommes politiques d'avant l'invasion n'auraient pas été les bienvenus. Von Ribbentrop voulait avoir le champ libre pour constituer son équipe de gouvernement fantôche et surtout proposer au peuple polonais de nouveaux hommes politiques du pays, faisant ainsi un peu plus tomber dans l'oubli le régime de la Sanacja.

C'était une véritable aubaine aussi pour la France qui pouvait ainsi se débarrasser durablement du colonel Beck et de sa fierté polonaise gênante.[282] Si gouvernement polonais en France il y avait, il ne pourrait être constitué, non pas de créatures expressément françaises, mais plutôt de créatures pro-françaises et avalisées par Paris. Il n'y avait là qu'une légère « nuance » avec le gouvernement que voulaient faire les nazis et les communistes en Pologne occupée. En tous les cas, ces mesures d'internement prises par les autorités roumaines auguraient d'une crise constitutionnelle et politique majeure. Le peu d'Etat polonais qui restait devenait acéphale, sans liberté, sans armée, mais pas sans âme. Car à l'heure de

[280] Y. Beauvois, op. cit., p. 58.
[281] Entretiens Kalita, (5 septembre 1997).
[282] Idem.

l'internement des gouvernants issus de la défunte Sanacja, l'âme de la Pologne vivait encore, puisque dans le pays, le combat continuait.[283]

C'était, certes, un combat que l'on pourrait qualifier d'arrière-garde, mais c'était une véritable lutte et elle avait l'immense mérite d'exister. Que pouvait-il donc se passer à ce moment-là, où l'Etat polonais n'existait plus en tant que tel ? Que prévoyait donc la Constitution en pareil cas ? Toutes ces questions angoissantes et primordiales pour la continuation de la lutte après la défaite qui apparaissait inéluctable, étaient traitées dans la Constitution de 1935.[284] Cette Constitution donnait de larges attributions au président de la République en cas de crise majeure. Et, notamment, en cas de guerre, le treizième article de la Constitution prévoyait que le chef de l'Etat pouvait, s'il était dans l'incapacité totale d'accomplir sa tâche, désigner son successeur.[285] Cela devait se faire sous la forme d'un décret dûment daté et signé par le président et diffusé par l'intermédiaire de tous les médias (radiophoniques, journalistiques), et par toutes les ambassades polonaises dans le monde. Pour Ignacy Moscicki, après le 18 septembre 1939, il apparaissait clairement que son mandat n'irait pas plus loin. Comme je l'ai déjà écrit, il tenta vainement de demander l'aide de la France, afin qu'elle fit pression sur le roi Carol pour que l'on laisse le gouvernement et le chef de l'Etat rejoindre la France.[286]

Non seulement Daladier ne tenta rien, mais en plus, il semble aujourd'hui certain qu'il fit des pressions notamment sur Gafenco, ministre roumain des Affaires étrangères, afin que la mesure d'internement prononcée par le roi de Roumanie soit sans rémission.[287] Gafenco, en grand francophile qu'il était, ne pouvait pas déplaire aux Français. Ainsi, Mosciski n'avait aucune marge de manœuvre. Il dut sans doute alors relire la Constitution polonaise et pour la première fois user de l'article 24 qui précisait qu'en cas de vacance du pouvoir avant la fin de la guerre, le président de la République devait désigner « son successeur par acte spécial publié dans le journal officiel du gouvernement ».[288]

Acculé, sans aucune aide extérieure, Ignacy Moscicki dut se résoudre à consulter ses plus proches conseillers et ses ministres les plus partisans, tout en tenant éloigné le colonel Beck du processus de désignation de son successeur. En effet, la rupture entre Beck et Moscicki était consommée. Le chef de l'Etat reprochant à son ministre des Affaires étrangères de ne

---

[283] Id.
[284] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939 Constitution de 1935.
[285] Idem.
[286] The Polish Institute and Sikorski Museum, London, United Kingdom, dossier n° A48.N/1.
[287] J. Lukasiewicz, op. cit., p. 342.
[288] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ Constitution Polonaise 1935.

plus jouer un rôle collectif et de ne chercher qu'à assurer ses propres arrières.[289] Le processus de désignation avait commencé.

B°/ La grande victoire de l'ingérence française

Ignacy Moscicki avait un choix relativement limité pour désigner son successeur. En effet, le but final du gouvernement polonais quel qu'il soit, étant de rejoindre la France pour continuer le combat, il fallait que le futur président de la République polonaise soit déjà à Paris, ou, tout au moins, ait la possibilité de rejoindre la capitale française. Or, du staff Moscisck ou issu de la Sanacja, quasiment personne n'était en mesure de traverser la Roumanie et de prendre un navire à Constanta, au bord de la mer noire, comme cela aurait dû se passer initialement. De plus, les personnes susceptibles de perdurer dans la mouvance politique de Moscicki et qui étaient encore libres, étaient difficilement joignables. Même si Moscicki possédait encore les moyens de communiquer avec l'étranger, il ne pouvait pas en revanche établir de liaison téléphonique ou radiophonique avec la Pologne. Moscicki avait gardé de bonnes relations avec certains généraux de l'armée polonaise. Cela était le cas avec notamment, les généraux Tokarszewski et Sosnnkowski. Ce dernier, ancien compagnon d'armes du maréchal Pisudski, faisait bien l'affaire du président. Aussi, Moscicki tenta vainement d'établir le contact avec le militaire, qui, d'après les dernières informations parvenues en Roumanie, n'avait pas quitté la Pologne, menant des combats défensifs avec une poignée de soldats jusqueboutistes dans le Sud du pays.[290] Malgré tous ses efforts désespérés et, pas aidé du tout par les autorités de son pays d'internement, Moscicki dut renoncer à ce choix qui aurait arrangé tout le monde. Car Sosnnkowski était apprécié de l'opposition, comme du gouvernement interné en Roumanie. Pendant quelques heures, ce fut l'inquiétude, car la situation devenait difficile pour le président Moscicki confronté à la critique de plus en plus féroce des Polonais installés en Roumanie et de ceux qui avaient imité le gouvernement en se réfugiant dans ce pays.[291] Les heures qui allaient venir étaient déterminantes pour la poursuite ou non de la politique de la Sanacja.

Et c'est là qu'une énième fois, la France intervint dans les affaires intérieures de la Pologne. Nonobstant les intérêts de celle-ci, elle prit sur elle le fait de dévoyer une nouvelle fois de leur sens les accords de Locarno. Paris ne voyait dans cette affaire que son propre intérêt en ayant l'opportunité de détruire définitivement le régime de la Sanacja et surtout, le régime des

[289] Y. Beauvois, op. cit., p. 60.
[290] Entretiens Kalita, (22 septembre 1997).
[291] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, série Europe, dossier Z Pologne, n° 381 démembrement de la Pologne.

colonels, le colonel Beck en tête.[292] Daladier avait donné les consignes d'encourager le départ de Roumanie et de Hongrie des opposants politiques polonais et de freiner, voire même d'empêcher dans la mesure du possible celui des tenants du régime en sursis. L'effet était garanti, car après un tri particulièrement sélectif, tout Polonais partisan de l'ancien régime ou soupçonné de l'être, se voyait refuser un visa pour la France.[293] Moscicki eut très vite vent de cette ingérence française particulièrement flagrante dans les affaires intérieures polonaises et il comprit clairement que c'en était terminé du régime de la Sanacja. Alors que discrètement le gouvernement français évacuait ses amis politiques, le général Sikorski, August Zaleski et le général Haller en tête de « cortège », Ignacy Moscicki avait toutes les peines du monde à trouver un successeur valable et accommodant tout le monde. La France avait fait clairement le choix de s'immiscer presque ouvertement dans la désignation du nouveau président polonais.

Aussi, Ignacy Moscicki tenta un ultime coup de dés en nommant dans la nuit du 23 au 24 septembre 1939, le général Boleslaw Wieniawa Dlugoszowski, comme président de la République polonaise.[294] Celui-ci, connu pour son engagement aux côtés de Pilsudski dans ses légions, médecin de formation et diplomate par un coup du hasard dû à ses relations amicales avec Beck, était surtout célèbre en Pologne pour son humour fantaisiste et fanfaron et, dans les milieux politiques, pour son penchant avéré pour la bouteille de Vodka.[295] Alcoolique ou pas, cela ne gênait pas le gouvernement Daladier. Par contre ce qui l'insupportait était d'avoir à reconnaître, le cas échéant, un président polonais proche de l'ancien régime. De cela, il ne saurait en être question pour la France. Pour elle, il fallait liquider les Beckistes et tous ceux naviguant dans les eaux troubles et peu francophiles du régime de la Sanacja. Or, Boleslaw Wieniawa-Dlugoszowski n'entrait aucunement dans les critères de sélection français.

Aussi, sitôt la nouvelle connue des Français, ceux-ci ne tardèrent pas à réagir de manière particulièrement vive et sans appel possible. En effet, Julius Lukasiewicz qui reçut l'enveloppe officielle contenant le nom du général Wieniawa le 24 septembre 1939 crut bon d'en avertir immédiatement son collègue en poste à Rome (car Wieniawa était depuis deux années ambassadeur de Pologne en Italie), afin qu'il prenne le premier train pour Paris.[296] Ce que fit d'ailleurs Wieniawa sur-le-champ. Cette chose faite, il se rendit au Quai d'Orsay, afin de prévenir Daladier représenté par Champetier de Ribes, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires

[292] Entretiens Kalita, (22 septembre 1997).
[293] Idem.
[294] Y. Beauvois, op. cit., p. 64.
[295] Y. Beauvois, op. cit., p. 66.
[296] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 322 MSZ 1918-1939.

étrangères, que la Pologne avait dorénavant un nouveau chef de l'Etat. Il lut à Champetier de Ribes le texte officiel de l'ex-président Moscicki qui était signé de Kuty et daté du 17 septembre 1939, sans doute, pour ne pas s'enfoncer encore plus vis-à-vis de ses « hôtes » roumains et de leur « stricte » neutralité.[297] Le ministre français ne broncha pas à la lecture de la nomination de Wieniawa. Il acquiesça d'un hochement de tête, se contentant de dire à Lukasiewicz qu'il allait transmettre la nouvelle à Daladier. Mais d'ores et déjà, ce choix ne pouvait seoir au sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères qui lâcha un sobre « merci » à Lukasiewicz. Celui-ci ressortit du Quai d'Orsay avec le sentiment du devoir accompli.[298] Il fit transmettre par message codé la nouvelle au président Moscicki qui, dès réception de l'information, devait écrire sa lettre de démission au roi Carol qui la transmettrait aux autorités françaises. Sitôt Lukasiewicz sorti de son bureau, Champetier de Ribes s'empressa de joindre Edouard Daladier. On ne sait pas ce qu'ils se racontèrent, mais ce que l'on sait en revanche, est que la réaction du président du Conseil fut particulièrement rapide et sans appel.

En effet, Daladier demanda à Champetier de Ribes des renseignements précis sur la personnalité de Wieniawa.[299] En même temps, il demanda au général Gamelin ce qu'il pensait du militaire polonais. Gamelin ne connaissait pas personnellement Wieniawa, mais Weygand lui, avait eu affaire à cet homme par le passé. Or, il ne fallait pas parler du général Boleslaw Wieniawa-Dlugoszowski à Weygand qui avait gardé une vieille rancune contre l'ancien officier Pilsudskiste.[300] En effet, durant la guerre russo-polonaise de 1920, Wieniawa avait fait montre de sentiments profondément anti-français. Certes, ce n'était pas le pire adversaire que la France aurait pu compter parmi les Polonais. Mais un tel homme à un tel poste serait un non-sens par rapport à la politique clairement menée par la France vis-à-vis de la Pologne depuis de longues années. Alors que Wieniawa personnellement très heureux d'une telle promotion était dans le train Rome-Modane, Daladier recevait le 26 septembre les informations qu'il avait demandées relatives à l'ambassadeur polonais à Rome.[301] La position de Weygand était ferme : surtout pas de ce personnage comme chef de l'Etat d'une Pologne « ressuscitée » en France ! Weygand déballa au président du Conseil les rancœurs et les rancunes qu'il avait accumulées contre le diplomate polonais. Il invitait clairement Daladier à surseoir à l'approbation d'un tel homme, si son « patron » ne désirait pas avoir une opposition polonaise en plein cœur de Paris au lieu d'un gouvernement à sa botte.[302] Les informations

[297] J. Lukasiewicz, op. cit., p. 348.
[298] J. Lukasiewicz, op. cit., p. 348.
[299] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, série Europe 1930, dossier Z Pologne, n° 381.
[300] Idem.
[301] Id.
[302] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, série Europe 1930-1940, dossier Z Pologne,

données par Champetier de Ribes qui confirmaient le caractère bien peu francophile de Wieniawa, étaient de trop, car Daladier avait d'ores et déjà pris sa décision. Le portrait au vitriol dressé par le général Weygand était à lui seul amplement suffisant.

Le président du Conseil demanda en début d'après-midi à Champetier de Ribes de convoquer d'urgence Julius Lukasiewicz, lequel avait déjà passé commande chez un imprimeur parisien d'une centaine d'exemplaires du Journal officiel polonais : le « Monitor Polski », afin que l'on y publiât la nouvelle donne politique polonaise.[303] Mais la nouvelle donne politique restait purement fictive, car lorsqu'il reçut Lukasiewicz dans son bureau, Champetier de Ribes adopta un ton totalement différent des jours précédents. Au lieu d'un homme silencieux et pouvant apparaître comme neutre, Lukasiewicz vit devant lui un partisan de « l'excommunication politique » de Wieniawa, particulièrement remonté contre l'ambassadeur polonais à Rome. Champetier fit connaître la décision du président du Conseil Daladier qui, ne l'oublions pas, cumulait alors la fonction de ministre des Affaires étrangères. Le sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères françaises opposa un « Non » ferme et définitif à un Lukasiewicz quelque peu décontenancé par ce nouveau développement qu'il n'attendait pas. Il ne put émettre aucune protestation, totalement abasourdi et surpris par cette notification qui était accompagnée d'aucune explication valable.

Dans les heures qui suivirent, alors que Lukasiewicz expliquait péniblement à Moscicki qu'il était toujours président de la République de Pologne, car les Français ne voulaient pas de Wieniawa, la police parisienne opérait une perquisition musclée à l'imprimerie polonaise éditant le « Monitor Polski », saisissant l'intégralité de la commande passée par Lukasiewicz.[304] Ce dernier, mis au courant, s'empressa de protester, du moins, pour la pure forme, car il n'avait pas les moyens de s'opposer à cette extraordinaire ingérence de la France dans les affaires intérieures polonaises.

C'est ainsi, que ce mardi 26 septembre 1939, la France démontra de façon claire et nette qu'elle entendait s'immiscer dans les affaires politiques polonaises. Interné, pour ne pas dire prisonnier des Roumains, Ignacy Moscicki ne pouvait émettre aucune plainte, aucune protestation contre ce qui relevait assurément du scandale politico-diplomatique. En d'autres temps, en d'autres circonstances, Daladier ou n'importe quel plénipotentiaire français n'aurait pu ainsi s'ingérer impunément dans la vie politique de la Pologne. Même Josef Beck, hors circuit au sein du gouvernement Slawoj-Sladkoswski, ne put balbutier la moindre protestation.

---

n° 381.

[303] J. Lukasiewicz, op. cit., p. 349.

[304] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 463 EIP 1919-1945.

La dernière manœuvre politique de Moscicki avait été un échec. Il fallait dorénavant céder au chantage de la France.

Ce fut Champetier de Ribes qui donna le « la » de l'immixtion du gouvernement Daladier en claironnant haut et fort que le président Moscicki aurait dû demander au préalable l'avis de la France lors de la désignation du général Wieniawa-Dlugozowski.[305] De retour à son ambassade, Lukasiewicz transmit aussitôt à Moscicki la réalité des choses. Quel était donc le but réel de la France ? Voulait-elle prendre en main le destin de la Pologne exsangue ? Voulait-elle dominer une Pologne reconstituée sur son territoire ? Etait-ce alors un vieux rêve ou un vieux fantasme caché d'une quelconque conquête de la Pologne ? Ce qui était sans doute le ressort de cette ingérence de la France dans cette nomination, était d'avoir enfin une revanche sur Beck et la Sanacja.[306] Se venger de cette Pologne beckiste qui se prenait pour ce qu'elle n'était pas et qui voulait avant tout « voler de ses propres ailes ». En faisant nommer un francophile à la tête du gouvernement polonais en France, Daladier pourrait ainsi exercer la marque de son autorité et dominer à nouveau la politique de ce pays. Dans cette optique-là, Daladier envoya un message à Adrien Thierry, ambassadeur de France en Roumanie, afin qu'il avertisse le président Moscicki que la France ne pouvait se permettre d'accepter la nomination d'une personnalité aussi opposée à elle par le passé, que le général Wieniawa.[307] En conséquence de quoi, toute autre nomination d'un anti-Français ou tout simplement d'un Polonais pas francophile et pas membre de l'Opposition dans son pays, ne saurait être acceptée par le gouvernement français.

Difficile pour Moscicki toujours président de la République de Pologne ce 26 septembre 1939 de contrecarrer cette volonté française. Le prochain gouvernement polonais en exil aurait très bien pu se réfugier en Grande-Bretagne, pays beaucoup moins retors vis-à-vis de la majorité politique polonaise d'alors. Mais deux choses plaidaient en la défaveur de cette hypothèse que, peut-être, Moscicki avait envisagée. Tout d'abord, la France restait dans l'imaginaire polonais comme une très grande puissance militaire capable à elle seule, même au vu de la campagne de Pologne, de barrer la route à la Whermacht.[308] Et si, comme cela était le désir ardent de dizaines de milliers de Polonais, la reconstitution d'une armée polonaise en France était en vue, seul ce pays avait les moyens et surtout pensait-on la volonté politique de pourvoir en armes et matériels ce nouvel embryon d'armée. Enfin, l'autre raison peut-être

[305] The Polish Institute and Sikorski Museum, London, United Kingdom, dossier n° A11E/144.
[306] Entretiens Kalita, (22 septembre 1997).
[307] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, série Europe 1930-1940, dossier Z Pologne, n° 381.
[308] Entretiens Kalita, (22 septembre 1997).

évoquée par Moscicki, était que la Grande-Bretagne trop frileuse sur le continent européen face aux périls, laissait faire la France et n'aurait pu accepter sur son territoire le gouvernement polonais sans profondément déplaire à la France, son alliée. Pour toutes ces raisons, il n'y avait que l'hexagone comme planche de salut pour la reconstitution de l'Etat et de l'armée polonaise.[309] Daladier dans ses menaces télégraphiées à son ambassadeur en Roumanie avait même évoqué la possibilité française de refuser purement et simplement l'accès de son territoire à quelque gouvernement polonais qui soit, si les conditions « francophiles » n'étaient pas respectées par Moscicki.[310]

Pendant ce temps, en Roumanie, tout était à refaire pour Ignacy Moscicki. D'ailleurs, celui-ci se demandant si l'opposition avant-guerre au régime n'était pas dans le coup de « l'affaire Wieniawa », fit dire au gouvernement français qu'il réfléchissait activement à la nomination d'un autre successeur.[311] Dire que l'opposition politique polonaise était dans « le coup » du refus français de Wieniawa est plausible. En effet, Sikorski ou Zaleski ayant quitté la Roumanie dans le même train que Léon Noël, se trouvaient déjà à Paris lorsque la nouvelle de la nomination de Wieniawa fut connue.[312] Il semblerait que Sikorski ait été reçu par Champetier de Ribes et par Daladier. Peut-être a t-il été au courant dès le début de la nomination du général pilsudskiste. Il aurait ainsi apporté son obole à la campagne de dénigrement systématique dont fut l'objet Wieniawa. Il est raisonnable de penser qu'avec son réseau embryonnaire en cours de structuration à Paris, Sikorski ait déjà proposé son éventuelle acceptation de diriger un gouvernement polonais en exil.[313] En tous les cas, si nous n'avons pas de preuves écrites de ces assertions, les faits qui survinrent les jours suivants, accréditent grandement cette hypothèse. Il faut dire qu'ils étaient nombreux les opposants politiques polonais à Paris. Sikorski et Zaleski ne se sentaient pas vraiment seuls avec la présence sur le sol français de personnalités d'opposition comme Stronski, Pragier, Paderewski, Haller…[314] Le noyau dur d'un futur pouvoir en place à Paris était constituable aisément.

On dispose de très peu d'éléments sur l'opposition politique polonaise dans les jours précédents la nomination de Sikorski à la tête du gouvernement polonais en France. Mais tout porte à croire que cette opposition fit son « travail » sans aucune retenue, car la façon dont fut

---

[309] Idem.
[310] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, série Europe 1930-1940, dossier Z Pologne, n° 381.
[311] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 463 EIP 1919-1945.
[312] Y. Beauvois, op. cit., p. 63.
[313] Entretiens Kalita, (22 septembre 1997).
[314] Idem.

rejeté Wieniawa peut difficilement être seulement imputable au tableau noir que brossa Weygand à Daladier.[315] Il existe certainement d'autres versions encore plus dénigrantes délivrées par ceux qui connaissaient de façon intime Wieniawa, comme par exemple le général Sikorski ou August Zaleski. En tous les cas, avec contre lui l'Etat-major de l'armée française, l'opposition politique polonaise et la majeure partie des membres du gouvernement français, le cas Wieniawa était impossible à défendre. Alors qu'en Pologne, les troupes continuaient à lutter, par petits groupes dispersés et de façon sporadique contre les puissances totalitaires nazies et bolcheviks, Ignacy Moscicki sentait le peu de pouvoir dont il disposait encore fondre à vue d'œil.

Le seul petit pouvoir qui lui restait, à savoir la désignation de son successeur, était en train de lui échapper. L'autre danger qui planait sur ce gouvernement, était la possibilité, faute de successeur désigné de Moscicki, d'une crise politique et constitutionnelle majeure, si les Soviétiques et les Allemands venaient à nommer en terre polonaise un gouvernement à leur botte. C'était ce qui était planifié par les envahisseurs, mais, à leur grand désarroi, ils ne trouvèrent pas d'épigones valables pour accomplir politiquement et constitutionnellement leurs desseins politiques en Pologne.[316] Il fallait donc faire vite avant que toute trace de résistance polonaise à l'intérieur du pays ait disparu.

C'est pour cela qu'Ignacy Moscicki dut se résoudre à capituler. En effet, ce ne fut pas à Bicaz que fut nommé réellement le nouveau président de la République polonaise, mais bel et bien à Paris. Le 28 septembre 1939, Moscicki fit envoyer un télégramme à Lukasiewicz par l'intermédiaire de son ambassade à Bucarest. Dans ce télégramme, il demandait à Lukasiewicz de lui fournir une liste de plusieurs personnalités politiques sises en France, susceptibles de lui succéder.[317] Ce télégramme de l'humiliation était une victoire pour Daladier et pour tous les anti-beckistes de France. Cette fois, on tenait ce président pro-français. Parmi la liste des quatre présidentiables établie par Lukasiewicz, Edward Raczynski et Boleslaw Wieniawa-Dlugoszowski en personne, figuraient le cardinal Hlond primat de Pologne, le célèbre Ignacy Paderewski, l'ancien ministre August Zaleski et, l'ancien président du Sénat polonais Wladyslaw Raczkiewicz.[318] Les trois ambassadeurs conseillèrent vivement à Moscicki de se prononcer pour Wladyslaw Raczkiewicz qui était pour eux le meilleur candidat potentiel à la vue des derniers développements politico-diplomatiques de « l'affaire

[315] Id.
[316] Entretiens Kalita, (22 septembre 1997).
[317] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, série Europe 1930-1940, dossier Z Pologne, n° 381.
[318] J. Lukasiewicz, *Diplomat in Paris*, op. cit., p. 357.

Wieniawa ».[319] C'est ce que fit Ignacy Moscicki qui nomma dans la nuit du 29 au 30 septembre 1939 Wladyslaw Raczkiewicz, président de la République de Pologne, avant de se démettre de ses fonctions quelques heures plus tard.[320]

C°/ Sikorski : le nouvel homme fort de la Pologne meurtrie

Le 30 septembre 1939, peu avant midi, Wladyslaw Raczkiewicz prêta serment dans les locaux de l'ambassade de Pologne à Paris.[321] La cérémonie fut sobre et brève. Le cœur n'y était pas pour ses hommes qui avaient entre leurs mains le destin des Polonais libres et qui ne pouvaient rien faire pour leur pays au bord de l'anéantissement. Comme de coutume chez les Polonais, un office suivit la cérémonie de prestation de serment.

Dans l'après-midi, Wladyslaw Raczkiewicz fit connaître le nom de son premier ministre. Il s'agissait bien évidemment de l'un des chantres de l'Opposition au régime d'avant-guerre en Pologne : le général Wladyslaw Sikorski.[322] Celui-ci se mit immédiatement au travail afin de constituer l'équipe gouvernementale succédant au cabinet Slawoj-Sladkowski démissionnaire.

Le président Raczkiewicz était un homme de dialogue, il avait été plusieurs fois ministre avant-guerre, député et sénateur. Il avait d'ailleurs présidé le Sénat polonais de 1929 à 1934.[323] Il avait ensuite pris du champ avec la politique en accomplissant de nombreux voyages rendus difficiles par sa santé assez fragile. Lors de son intronisation à la présidence de la République polonaise, il présidait aux destinées de l'Union Mondiale des Polonais à l'étranger.[324] Raczkiewicz était avant tout un homme de dialogue, reconnu pour son extrême courtoisie, et sa diplomatie innée faisait de lui un personnage qui ne se comptait finalement que peu d'ennemis. D'ailleurs, si à l'occasion de sa nomination, Edouard Daladier s'abstint de toute critique, accordant sans le moindre détour son assentiment à cette cooptation, ce fut notamment en raison de la propension de Raczkiewicz à user de tout ce qu'il pouvait utiliser pour se faire le moins d'ennemis possible. On ne peut pas dire que Raczkiewicz faisait partie du clan très serré des anti-pilsudskistes, ni de celui des anti-beckistes. Mais il avait travaillé avec le régime d'avant-guerre et n'était pas spécialement connu pour être un ennemi de feu le maréchal Pilsudski.[325] Ce qui avait en partie fait la force du nouveau chef d'Etat lors du choix

---

[319] Ibidem.
[320] Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux), Varsovie, Pologne, dossier n° 463 EIP 1919-1945.
[321] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, série Europe 1930-1940, dossier Z Pologne, n° 381, transfert du gouvernement polonais en France.
[322] Idem.
[323] J. Lukasiewicz, op. cit., p. 367.
[324] Ibidem.
[325] Entretiens Kalita, (10 octobre 1997).

de Moscicki fut aussi son sens du compromis. Raczkiewicz arrivait toujours à dégager un consensus ou tout au moins à arranger un maximum de personnes au point qu'elles votent pour lui ou suspendent leurs revendications. Il est pourtant difficile de dire qu'il était d'une habileté politique hors-normes, car la neutralité diplomatique dont il usait et parfois abusait n'était pas à proprement parler toujours adroite. Mais dans le cas présent, cet homme arrangeait tout le monde.

La modération politique de Raczkiewicz lui avait beaucoup servi dans les années trente mais malgré ses tentatives, il n'avait jamais pu obtenir la présidence du Conseil, ni celle de la République.[326] Raczkiewicz n'avait pas une assez grande aura, une envergure suffisamment porteuse pour obtenir le suffrage d'un parti tout entier ou d'une coalition. C'est pour cela qu'il fit un bon président du Sénat de 1929 à 1934 car ce poste était essentiellement honorifique. Le gouvernement français chercha alors à bien s'entendre avec cet homme qui, finalement, convenait quasiment parfaitement aux desseins de domination du gouvernement français. Ce qui caractérisait aussi Raczkiewicz, fut sa faiblesse de caractère, transformée sur le plan politique en faiblesse chronique. Raczkiewicz avait le plus grand mal à dire « non » au gouvernement français. Le premier exemple que l'on peut citer fut ce geste politico-diplomatique consistant à ne prendre des décisions qu'en accord avec le Premier ministre.[327]

Ce nouveau concept augurait très mal du rôle et de la fonction futurs du président de la République Polonaise. Car en agissant ainsi, Raczkiewicz donnait une nouvelle dimension à sa fonction. Celle-ci ne ressemblait plus désormais à celle de chef de l'Etat polonais d'avant la guerre. Dès les premiers jours de son accession au pouvoir, Raczkiewicz s'affaiblissait de lui-même. Il donnait par la même occasion raison à nombre de ses détracteurs qui dénonçaient sa faiblesse maladive et son manque d'envergure.[328] L'atmosphère de début de mandat n'était pas très saine, les pilsudskistes qui avaient pu traverser l'Europe pour se réfugier à Paris n'entendaient pas vraiment jouer un rôle secondaire, voire inexistant, dans la nouvelle conjoncture. Raczkiewicz, comme je l'ai écrit plus haut avait collaboré loyalement avec le vieux maréchal et n'était pas un ennemi foncier de ce clan.

Cela n'était pas le cas de Wladislaw Sikorski qui était considéré comme l'homme à abattre par les beckistes et les pilsudskistes.[329] Or, Raczkiewicz avait accepté dès le départ, sans doute avec la complicité du gouvernement Daladier, de laisser à Sikorski une charge de pouvoir et un rôle politique dominateurs. Le vrai « chef de l'Etat polonais » était en réalité Sikorski. Les

[326] Idem.
[327] Y. Beauvois, op. cit., p. 75.
[328] Ibidem.
[329] Entretiens Kalita, (10 octobre 1997).

critiques ne tardèrent pas à fuser sur Raczkiewicz qui n'arrivait pas à séparer les deux clans et à assumer le rôle fédérateur et d'unificateur de la Pologne qu'il s'était donné au départ. Ces querelles incessantes et stériles obstruaient grandement la mise en place d'une union nationale. Car c'était bien le souhait premier de Raczkiewicz : sauver ce qui pouvait encore l'être de l'unité nationale. Finalement, le chef de l'Etat paraissait bien seul dans cette volonté d'union. Cela avait un côté quelque peu désolant de voir ce gentleman qu'était Raczkiewicz, qui plus est physicien de renom et chercheur dans l'âme, s'escrimer à calmer les ardeurs et les rancœurs des thuriféraires des deux blocs opposés. Son impuissance patente à réconcilier les partis ennemis fut de bon aloi pour le gouvernement français lors de la nomination de l'équipe dirigeante polonaise.[330]

Pour la composition du gouvernement, Raczkiewicz ne se manifesta pas, laissant le champ libre à Sikorski. Bien que le rôle du président de la République lors de la création d'une équipe gouvernementale était essentiellement constitué de son pouvoir d'accepter ou non tel ou tel ministre, Raczkiewicz fit savoir à Sikorski que celui-ci avait la haute main sur la nomination des membres de son cabinet. C'était quasiment une première dans les annales politiques polonaises des vingt dernières années et cela augurait mal du rôle futur du chef de l'Etat. Sikorski accepta le « poids » d'une telle charge. D'autant plus qu'il cumulait le poste de Premier ministre avec le commandement en chef de l'armée polonaise, (plus exactement de ce qu'il en restait !).[331] Bien évidemment, Daladier se félicita d'un tel développement des choses autour d'un Sikorski très francophile et qui avait trouvé en la France lors de ses années d'opposition un terrain de repli. Exit, le gouvernement d'union nationale large et consensuel que voulait Raczkiewicz au tout début de son mandat. Sikorski lui fit comprendre que ce vœu pieux ne pouvait que le rester. Et Raczkiewicz, bien que ce fut un désir bien réel de sa part d'associer toutes les tendances politiques d'avant-guerre à la nouvelle donne gouvernementale polonaise dut se résoudre à entériner le cabinet Sikorski.[332] Même s'il tâchait de rester en contact permanent avec tous les représentants sur le sol français des diverses mouvances politiques polonaises, Raczkiewicz laissa pleinement les reines du pouvoir à Sikorski. Il le fit en connaissance de cause, mais pouvait-il en être autrement ?

Assurément non, car le choix d'un Raczkiewicz tout savant qu'il était et homme politique important du pays, avait été vraiment bien calculé par les opposants à la Sanacja et surtout par leurs mentors français. Même Léon Noël faisait l'apologie de Raczkiewicz, car en ayant

[330] Entretiens Kalita, (10 octobre 1997).
[331] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, série Europe 1930-1940, dossier Z Pologne, n° 381, transfert du gouvernement polonais en France.
[332] Idem.

largement contribué à son avènement, il savait que les anti-beckistes et leurs amis anti-pilsudskistes auraient les coudées franches pour réaliser enfin ce que la France attendait d'eux depuis une dizaine d'années.[333] La faiblesse caractéristique de Raczkiewicz desservait-elle la Pologne ?

Oui, si l'on considère qu'avec un chef de l'exécutif de ce type, la Pologne puissante et indépendante voulue par Pilsudski et Beck n'était plus qu'une illusion. Raczkiewicz ne pouvait mettre un frein au délitement, à la déliquescence du pouvoir décisionnaire indépendant de la Pologne en exil. Il aurait peut-être pu croire, tout au moins au début, que Sikorski, le Premier ministre que la France et l'Opposition polonaise lui avaient « conseillé » de nommer, tendrait à vouloir préserver, certes l'Unité Nationale, mais aussi et surtout l'indépendance nationale.[334] Dès les premiers jours du gouvernement Sikorski, Raczkiewicz dut déchanter.

Pour ne pas gêner l'existence et même la survie de l'Etat polonais en exil, Raczkiewicz se résolut à partir de la fin octobre 1939 à se tenir à l'écart de la conduite des affaires politiques. Il laissa le général Sikorski œuvrer selon ses propres desseins. Quant à Wladislaw Sikorski, qui était, ne l'oublions pas, un proche collaborateur du maréchal Pilsudski jusqu'à la fin des années vingt, on connaissait depuis longtemps sa volonté de présider un gouvernement d'opposition à la Sanacja.[335] La personnalité très francophile de Sikorski avait été, comme je l'ai écrit plus haut, un atout décisif pour que la France « suggère » son nom à Raczkiewicz. Cela faisait depuis l'année 1928 que Sikorski était entré en rébellion politique contre celui qui avait été pour lui un véritable mentor. Au fil des années, leurs relations s'étaient considérablement dégradées au point que Sikorski n'eut plus aucun poste décisionnaire ou d'importance. Ne percevant que sa solde militaire, il entreprit d'écrire des livres, en général des essais politiques. Il se rangeait dès lors clairement derrière les chantres de l'Opposition à la Sanacja et aux caciques pilsudskistes. Cette fois, il tenait sa revanche : il détenait les rênes d'un pouvoir qu'il avait attendu de longues années. Certes, il devenait Premier ministre dans des circonstances bien troubles. Mais il était dépositaire de l'avenir de la Pologne et c'était cela qui lui importait le plus.[336]

Avec la bénédiction du gouvernement français, il installa donc « son » cabinet. Ce fut un gouvernement d'union « sikorskienne » et surtout pas d'union nationale. Raczkiewicz n'eut même pas le courage de le lui reprocher de vive voix. Pourtant, le président de la République

[333] Y. Beauvois, op. cit., p. 75.
[334] Entretiens Kalita, (10 octobre 1997).
[335] Il s'était brouillé avec le maréchal Pilsudski à la fin des années vingt.
[336] Entretiens Kalita, (10 octobre 1997).

avait montré une volonté manifeste de demander à son Premier ministre d'œuvrer dans le sens de l'unité nationale. Le cabinet Sikorski fut un ministère élargi, mais uniquement aux amis de celui-ci. Seuls quelques vagues apparentés au Pilsudskisme, comme Stanislas Koc ou même le général Sonnskowski, ou bien encore Waclaw Seyda avaient un portefeuille, mais qui, de toute façon, ne leur accordait qu'un strapontin dans la nouvelle donne politique polonaise.[337] La constitution du cabinet Sikorski laissait une place de première importance à August Zaleski, celui-là même que Josef Beck avait poussé vers la sortie en 1932. Cela donnait ainsi l'occasion à Zaleski de prendre une revanche éclatante contre son ennemi juré de la rue Wierzbowa. Accédant au poste de ministre des Affaires étrangères, August Zaleski avait alors la haute main sur son ministère, car Sikorski lui faisait une grande confiance dans ce domaine. Il faut dire que Zaleski avait acquis beaucoup d'expérience lors de son passage à ce poste dans les années vingt et trente. Il était très apprécié de la France et Daladier le tenait en estime. Il constituait donc un homme-clef du gouvernement Sikorski. Sikorski ne s'y était jamais vraiment entendu en matière d'Affaires étrangères. Il savait que cela n'était pas son domaine de prédilection. Le seul ministère qui l'aurait intéressé en dehors de la direction d'un gouvernement, était celui de la Guerre. N'oublions pas que Sikorski est un militaire et que faire la guerre est son premier métier. C'est en partie pour cela, qu'en plus de Premier ministre, il cumulait la fonction de ministre de la Guerre.[338] Deux fonctions qu'il avait exercées auparavant, mais de façon séparée en 1922-23 pour la première, et 1924-25 pour la seconde.[339]

August Zaleski put ainsi poursuivre une politique très francophile. Il va sans dire que le grand perdant de cette guerre était sans conteste Josef Beck, à « l'abri » du monde en Roumanie. Abandonné de tous, il passait son temps à se morfondre dans la solitude, déjà gagné par la maladie. Les tenants du Beckisme s'étaient tous effondrés, vaincus par la guerre et le gouvernement français. Un véritable pont d'or était offert aux désormais majoritaires « Sikorskistes ». Et ce n'est pas le modeste et inutile Conseil National de Pologne, censé remplacer le Parlement dissout, qui modifia la nature du destin politique de la Pologne exilée. Certes Ignacy Paderewski avait un moment figuré sur la liste secrète des présidentiables. Mais il avait vite disparu au profit de Raczkiewicz. Paderewski, compositeur et pianiste de renommée mondiale était devenu un octogénaire fatigué. Il tombait à pic pour présider l'inexistant Conseil National de Pologne. Ignacy Paderewski était assurément un francophile

[337] Y. Beauvois, op. cit., p. 76.
[338] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, série Europe 1930-1940, dossier Z Pologne, n° 381.
[339] Grand Larousse encyclopédique, éd. Larousse, Paris, 1990, p. 2828.

de première catégorie ; qui plus est grand amoureux de Paris. On se trouvait donc dans une situation où la réalité de l'indépendance du pouvoir politique polonais relevait de l'abstraction.

Si nous nous penchons plus en avant sur l'existence du Conseil National de Pologne, on s'aperçoit qu'il a un rôle essentiellement figuratif. Tout d'abord, les membres (de douze à vingt-quatre) sont nommés par le président de la République sur proposition du Premier ministre.[340] Cela illustre le caractère récessif de cet organe qui tout en y ressemblant quelque peu, n'est en aucune façon un Parlement de la République Polonaise. Sikorski savait bien qu'en proposant des noms « à lui », Raczkiewicz n'aurait d'autre prédicat que d'enregistrer ces impétrants. Aussi, il ne se gêna pas pour proposer ses candidats. Originellement, ils devaient représenter l'intégralité de la Pologne et de son vivier politique, ethnique, social, culturel et régional. Une personnalité du Stronnictwo Narodowe aurait dû siéger aux côtés d'un membre du PPS, le Parti Socialiste Polonais ou d'un affidé du SL, le parti paysan. Ceci aurait été la clef de voûte d'une Pologne unifiée et marchant d'un même pas vers la reconquête du pays.[341] Mais la réalité ne fut pas aussi claire.

Certes, Sikorski proposa à Raczkiewicz des représentants de chaque parti politique et surtout des gens proches du front Morges, mais une fois toutes ces personnalités réunies, il manœuvra constamment à la neutralisation du Conseil National. Ainsi, Ignacy Paderewski présidait un groupe de notables polonais qui passaient leur temps à faire des propositions sur des sujets que le gouvernement Sikorski avait pris soin de leur confier. Le Conseil National ne pouvait en aucune manière s'autosaisir, car c'était le gouvernement polonais et lui seul, qui était habilité à poser au Conseil National les questions qu'il déciderait de lui poser.[342] Nous étions en présence d'un « élément rassurant ». Cet élément constitué d'un parterre de notables finalement très éloignés de la réalité politique et politicienne de la Pologne du moment, avait un rôle qui tenait plus de la vitrine parlementaire que du véritable parlement. En créant ce Conseil National, Sikorski entendait montrer aux observateurs européens que le nouveau régime polonais n'était pas une dictature ou un quelconque pouvoir autoritaire.

Il y avait bien une façade parlementaire. Mais ce n'était qu'une façade. Car le Conseil National n'avait aucun pouvoir législatif.[343] Il ne pouvait s'exprimer que par des motions que le gouvernement pouvait à sa guise suivre ou ne pas suivre. Le Conseil National n'exerçant aucun contrôle parlementaire sur le cabinet Sikorski, on aurait pu le comparer à un Conseil de

[340] Y. Beauvois, op. cit., p. 77.
[341] Entretiens Kalita, (10 octobre 1997).
[342] Olgierd Terlecki, *Général Sikorski*, éd. W.L, Varsovie, 1981, p. 131.
[343] Olgierd Terlecki, op. cit., p. 132.

Sages. Mais l'avis de ces sages ne comptait pas dans la politique qu'entendait mener un Sikorski désormais muni quasiment des pleins pouvoirs. Maintenant, la Pologne exilée avait une existence politique formelle et reconnue par ses alliés. Sur le plan administratif, il fallait concevoir une organisation propre à assurer le bon déroulement de la vie de cette nation en terre étrangère. Et c'est là que nous retrouvons les amis de Sikorski. Daladier, Champetier de Ribes, Léon Noël se pressèrent pour donner une vitrine étatique digne de ce nom à leur ami.[344] Il n'était pas bon que les Polonais eussent leur gouvernement à Paris. Il fallait donc leur trouver une ville propice à l'installation des organes décisionnaires polonais.

Edouard Daladier choisit alors Angers, capitale de l'Anjou.[345] Il y avait deux raisons à la volonté française de ne pas faire siéger le gouvernement polonais à Paris. La première sans doute la plus importante, était que malgré l'estime et l'amitié que pouvait porter Daladier à Sikorski, le président du Conseil ne souhaitait pas voir une entité étrangère s'installer à Paris et faire de la capitale française celle d'un autre pays. Paris était « trop bien » pour les Polonais. L'autre raison, plus diplomatique, était qu'il fallait donner quand même une ville au gouvernement polonais qui puisse légitimer son existence. Bref, il était nécessaire que la Pologne ait une capitale, ne serait-ce que temporairement. Une ville moyenne comme Angers faisait bien l'affaire. Distante de trois cents kilomètres de Paris, elle était suffisamment loin de Matignon, tout en étant facilement accessible par le train. Finalement, cela arrangeait chacun. Angers, nouvelle capitale de la Pologne en exil, sut être à la hauteur de l'événement. Elle fit une grande fête aux nouveaux arrivants. Les rues étaient pavoisées aux couleurs françaises et polonaises. Le maire reçut ses hôtes en grande pompe, très honoré de voir sa ville rejoindre pour un temps le club des grandes capitales. Le gouvernement français jouait d'ailleurs bien le jeu en donnant au cabinet Sikorski et au président Raczkiewicz le privilège de l'extra-territorialité à Angers.[346] Il y a toutefois un bémol à cela, car une grande partie seulement des services administratifs, rejoignirent Sikorski et Raczkiewicz. En effet, certains bureaux ou offices ministériels restèrent à Paris. Enfin, nombre de conseillers politiques et militaires de Sikorski et de Raczkiewicz demeurèrent aussi dans la capitale française. Avec le gouvernement polonais d'Angers, une nouvelle ère s'ouvrait pour la Pologne en exil. C'était du moins ce que pensait Sikorski. Qu'en était-il vraiment ? Etait-ce la réalité ?

---

[344] Olgierd Terlecki, op. cit., p. 134.
[345] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, série Europe 1930-1940, dossier Z Pologne, n° 381.
[346] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, série Europe 1930-1940, dossier Z Pologne, n° 381.

Chapitre IV

A°/ Les débuts du « Sikorskisme »

Tant de bonne volonté française mettait du baume au cœur des promoteurs de la polonophilie. Anatole de Monzie allait ainsi se montrer moins dur dans ses déclarations pro-polonaises et pro-Sanacja.[347] Bien sûr, seuls Koc et Stronski[348] étaient issus de « l'ancien régime ». Mais dorénavant, un semblant de puissance allait régenter la Pologne reconstituée partiellement dans l'exil forcé. Il fallait asseoir un pouvoir quasi-autocratique et qui, comme tous ses semblables, pourrait souffrir un jour de tentatives de déstabilisation, voire de putsch. Sikorski avait besoin d'un sérieux coup de main du gouvernement français, afin de donner une prestance toute radiophonique et pour ainsi dire médiatique à l'ensemble politico-gouvernemental qu'il venait de créer. La crédibilité du « Sikorskisme » naissant enjoignait les tenants de cette politique de prendre une part prépondérante dans la diffusion de l'information. Informer en premier lieu le monde (ou disons, l'Europe, pour être plus modeste), que ce gouvernement d'Angers entendait jouer son rôle à plein. Il profiterait de sa nouvelle assise pour démontrer médiatiquement qu'il vivait et qu'il était « productif ». Puis, dans un deuxième souhait, il fallait que tous les Polonais de France, qu'ils soient de l'ancienne émigration ou de la toute récente vague d'exode, soient reliés à leur gouvernement. La communication avec les Polonais présents sur le sol français devenait dès lors l'un des axes forts de la politique gouvernementale de Sikorski.[349] Sikorski ne se privait pas notamment sur les ondes de radio-Paris et radio-Toulouse de parler à ses compatriotes aux heures de grande écoute. Réorganisé à partir de juillet 1939, le service de la Radiodiffusion nationale obtint du gouvernement français d'augmenter les passages d'émissions en langue polonaise sur les ondes. Ainsi, un semblant de sentiment de n'être plus très loin de la mère-patrie pouvait apparaître aux yeux des Polonais exilés. Ce lien était très important pour que s'établisse une relation entre les différents groupes de Polonais installés en France de façon ancienne ou récente, car tous étaient disséminés sur le territoire national. De fait, il y avait peu de connexions entre les anciens émigrés et les nouveaux.[350] Ce manque de connexions s'accompagnait d'une faille au niveau de la cohésion. Car, dans l'édification d'une division, puis de plusieurs divisions de soldats polonais, Sikorski avait besoin des deux sortes d'immigrants. Il ne faut pas tirer de conclusions hâtives et évoquer un manque de solidarité entre Polonais arrivant tout droit de la mère-patrie et Polonais installés en France depuis

[347] Y. Beauvois, op. cit., p. 77.
[348] Ils avaient été plusieurs fois ministres dans un gouvernement de la Sanacja.
[349] L'idée de création de l'armée polonaise en France était un élément moteur de cette communication.
[350] Entretiens Kalita, (18 octobre 1997).

plusieurs générations. Mais la cohabitation entre les deux ne fut pas toujours évidente. Sikorski se devait de souder entre eux les cousins polonais. Il avait besoin de cette nouvelle armée pour exister et prouver à l'Europe entière, mais aussi et surtout, à ses compatriotes restés en Pologne, qu'il n'était ni un usurpateur, ni une marionnette, ni un fuyard, mais bel et bien l'organisateur de la résistance extérieure de la Pologne et le continuateur de l'existence de l'Etat polonais. Ainsi, la campagne médiatique voulue par Sikorski se présenta tout d'abord sous la forme de bulletins d'information répétés à différents moments de la journée.

Ce qui s'apparente à des « flash infos » prenait l'aspect d'un journal radiodiffusé en polonais, où le présentateur soigneusement trié sur le volet, donnait en premier des nouvelles de la patrie.[351] Cela ne durait guère, car le peu de nouvelles dont disposait le service polonais d'information sur son propre pays était souvent réduit à la portion congrue. Les informations maigres et fréquemment contradictoires arrivaient en France avec la plus grande parcimonie. Quelques mots vantaient parfois le combat de la Résistance en Pologne sans vraiment citer quels en étaient les véritables chefs. Puis venait le moment de parler du Premier ministre et âme de la Pologne en exil. Le programme de Sikorski, chef du gouvernement et des armées, était passé au peigne fin. Rien ne manquait. De l'inauguration ici d'une stèle à la mémoire des combattants polonais, au coupage de ruban d'une amicale de Polonais en France, en passant par les réunions avec l'Etat-major de l'armée polonaise en France en cours de création, etc. … Tout ce qui était du domaine de l'officiel était immanquablement retranscrit grâce aux radios françaises. Le gouvernement Daladier avait donné son accord pour que le polonais soit la langue utilisée pour les bulletins d'information qui duraient en général une dizaine de minutes. Ce fut un geste fort de la part du Président du Conseil que d'accepter qu'en France, une langue étrangère soit employée sur les ondes officielles. Sur ce plan-là, la France soutenait clairement et sans ambages son allié. Le fait que la langue polonaise soit utilisée, renforçait le sentiment chez les soldats et même les civils polonais, que leur pays existait toujours et que cette situation pour le moins dramatique ne pourrait pas durer éternellement.[352] Des hommes comme Tadeusz Kalita ou Kajic Mlot, soldats de l'armée Sikorski, pensaient à l'instar de beaucoup de leurs compatriotes en exil, qu'aux côtés de la France, cette France si puissante, si forte, ils allaient donner une leçon aux Allemands.[353] Et qu'une fois cette leçon de choses de la guerre terminée par l'écrasement de l'aigle nazi, les Polonais toujours aidés de leur allié français iraient remettre les pieds sur le sol de la mère-patrie. Que ce soit par la force ou par la négociation, les Soviétiques devaient immanquablement se retirer du territoire

[351] Y. Beauvois, op. cit., p. 80.
[352] Entretiens Kalita, (18 octobre 1997).
[353] Entretien avec Kajic Mlot, (26 juillet 1997).

polonais après la défaite allemande. C'était un vœu pieux et même si des unités s'entraînaient secrètement pour ce grand jour, d'autres Polonais avaient compris que le jour « J » resterait dans le domaine du théorique.[354] Pourtant les bulletins d'information étaient là pour rappeler que le substrat de la nation polonaise croyait encore aux vertus de la Résistance. Et que le creuset de la jeunesse polonaise était en train de se donner les moyens de parvenir à ce but, avec l'aide des Français.

Les bulletins d'information prirent un nouvel essor à partir d'octobre 1939, lorsqu'une dizaine de radios supplémentaires les diffusèrent sur l'ensemble du territoire français.[355] Il y avait à cela deux raisons fondamentales. La première était qu'il fallait étendre au maximum la couverture radio des émissions en polonais. Aucun endroit de France ne devait échapper à ces bulletins d'information. On cherchait à plaire à la communauté polonaise de France. Même si cette immigration avait d'importants foyers de présence dans le Pas de Calais, le Nord, le bassin stéphanois, le Decazevillois, le Gard, etc., on ne pouvait pas ignorer que l'ensemble du territoire français recevait continuellement un nouvel apport d'immigrés polonais. Si le camp militaire de Carpiagne était le passage obligé de ceux qui venaient par la mer via la Roumanie et la Yougoslavie, l'immense majorité d'entre eux était par la suite, une fois leur dossier d'immigration accepté et enregistré, répartie aux quatre coins du pays.[356] Donc, il ne fallait oublier personne au niveau des informations et de la vie de la nation polonaise ainsi que de celle en exil. Mais il y avait une seconde raison à cette multiplication des stations de radios diffusant les bulletins d'information polonais : les Allemands. En effet, ceux-ci décidèrent dès le mois de septembre 1939, d'émettre sur les ondes des radios françaises.[357] Radio-Bordeaux et Radio-Toulouse en furent les premières victimes. La puissance d'émetteur allemand basé à Stuttgart était telle, que plus rien ne pouvait passer lorsqu'il était mis à pleine capacité. L'Abwher (services secrets allemands) s'employait à brouiller aussi souvent que possible les émissions radios polonaises. Les Allemands n'oublièrent pas non plus les émissions françaises. Le service radiophonique français, ainsi que le commissariat général à l'information dirigé par Pascal Copeau, mirent quelques semaines à réagir face à cette véritable agression.[358] Si la plupart étaient certains que les nazis allaient continuer à « arroser » les fréquences françaises de leurs émissions radiophoniques, peu pensaient que cela allait prendre des proportions démesurées et inquiétantes à partir du mois d'octobre 1939.

[354] Entretiens Kalita, (18 octobre 1997).
[355] Entretien avec Julius Zalinski, (7 février 1998).
[356] Entretiens Kalita, (18 octobre 1997).
[357] Y. Beauvois, op. cit., p. 80.
[358] La réaction tardive était certainement dûe au manque de moyens français en contre-brouillage (essentiellement composés d'émetteurs à très haute puissance).

Si bien que le gouvernement dut réagir. La réaction fut à la mesure de l'enjeu : faire échec à ce que l'on pouvait appeler l'oppression allemande. Pour ce faire, la France n'avait pas les moyens techniques de pratiquer un contre-brouillage des émissions allemandes en augmentant la puissance des émissions françaises. Aussi, c'est à une mesure que l'on peut qualifier de « passive » que les Polonais durent leur « salut radiophonique ».

En effet, le Commissaire Général à l'Information décida au début du mois d'octobre 1939 de contrecarrer l'Abwher en autorisant les radios émettant en ondes courtes à diffuser les émissions polonaises.[359] Ainsi, cette multiplicité de stations émettrices stoppa net l'impossibilité de diffuser l'intégralité des émissions polonaises. Le public informé put se commuter sur la station Lille PTT ou bien encore Bordeaux-Lafayette, lorsque Radio-Toulouse, en proie aux turpitudes allemandes, rendait un son exécrable et des propos quasi-inaudibles.[360] Déjà à ce moment-là, on sentait le poids écrasant de la puissance allemande et surtout le fait que rien ne la rebutait pour parvenir aux buts que s'était fixé le Chancelier Hitler. On savait que tous les coups seraient permis.

A part les bulletins d'information, le service radiophonique polonais dirigé par les services du Premier ministre Sikorski, choisit d'axer aussi ses émissions sur le côté politique des choses. Pour se faire, une large place fut faite aux discours politiques.[361] Il fallait donner une dimension supplémentaire à l'existence du gouvernement polonais d'Angers. En effet, le fait que Sikorski, mais aussi d'autres hommes politiques polonais, fassent des interventions radiophoniques bien ciblées, donnait une dimension beaucoup plus forte à l'action gouvernementale et aux desseins politico-militaires de Sikorski. Le simple fait d'arranguer des foules invisibles sur le danger que courait la Pologne si toutes les forces politiques syndicales, militaires et autres de la mère-patrie ne s'unissaient pas, était important. La nouvelle alliance avec la France donnait une puissance supplémentaire et très importante par rapport à l'existence même du gouvernement en exil. En effet, Sikorski pouvait par-là même démontrer la réalité de l'existence de son gouvernement. Des débats politiques, des différends sur des points essentiels et une opposition politique d'ailleurs plus symbolique que théorique, laissaient augurer aux gouvernants français que cette nation polonaise loin de ses frontières, avait une existence bien réelle. Elle était très visible au gré des affrontements inévitables entre les hommes politiques polonais présents en France. Sikorski détenait l'essentiel du pouvoir.

[359] Y. Beauvois, op. cit., p. 80.
[360] Y. Beauvois, op. cit., p. 81.
[361] Entretien avec J. Zalinski, (7 février 1998).

Raczkiewicz ou Paderewski n'étaient là que pour légitimer le pouvoir du général Premier ministre. Mais n'y avait-il pas des limites à sa puissance ?

Certes, Wladyslaw Raczkiewicz, en tant que Président de la République polonaise, n'avait que très peu de pouvoir. Le seul qu'il possédait en propre était celui de nommer et de révoquer le Premier ministre.[362] Mais que pouvait-il en être lorsque c'était les partis politiques et leurs représentants qui devaient avoir toutes les cartes en main ? Raczkiewicz n'avait donc quasiment pas de marge de manœuvre. Mais quid aussi de ces fameux partis politiques, dont un certain nombre de représentants siégeaient au sein du Conseil National de la République cher à Ignacy Paderewski ? Ils n'avaient aucun pouvoir. Paderewski, pourtant l'un des hommes politiques polonais les plus respectés et les plus admirés en Pologne, ne parlait pas d'égal à égal avec Sikorski. En fait, Sikorski est une sorte de maître tout-puissant et aucun Polonais n'aurait pu à ce moment-là lui contester sa suprématie. Vis-à-vis de l'hôte français, ce qui importait le plus, ce n'était pas que le principal interlocuteur fut Sikorski. Ce qui importait était de donner vie à une nation dans une nation. Et si l'on pouvait donner encore plus ce sentiment d'existence et d'importance de celle-ci à la France par le fait de discours politiques et de joutes publiques sur ces affaires-là, c'était tout bénéfice pour la Pologne exilée.

C'est pour cela que ces discours politiques lancés à la radio par Sikorski, Raczkiewicz, Paderewski, mais aussi, Kot, Sonnskowski, Strassburger, ministre du Trésor, Zaleski, ministre des Affaires étrangères, Stanczyk, ministre du Travail, Lados, ministre sans portefeuille, Kukiel, vice-ministre de la Guerre, Haller, ministre sans portefeuille, etc., donnaient une image résolument réaliste et indubitablement politique et vivante de la nation polonaise.[363] Dans ses discours politiques, Sikorski mettait son peuple en garde contre la désunion face aux deux ennemis réels de la Pologne : les nazis et les communistes. Cela ne fut pas toujours du goût de la France. Les vertus de l'union et de l'unité du pays étaient aussi ses grands chevaux de bataille. C'est Sikorski qui fit le plus de discours politiques pendant toute la durée de la drôle de guerre.[364] Raczkiewicz insistait lui plus modestement, sur l'action politique du gouvernement Sikorski, lui demandant de faire de son mieux pour la reconstitution du pays, lorsqu'il serait libéré. Raczkiewicz insistait aussi sur l'importance de l'édification d'une armée polonaise en France dont Sikorski était le grand initiateur. Raczkiewicz avait bien compris quel était réellement son rôle dans la vie politique de la Pologne exilée. Aussi, ses

[362] Il ne pouvait pas dissoudre le Conseil National de Pologne.
[363] Entretien avec J. Zalinski, (7 février 1998).
[364] Idem.

discours laissaient la part belle à l'action gouvernementale. Quant à Paderewski, croyant représenter un contre-pouvoir, il parlait souvent à la radio du Conseil National. Mais le Conseil National n'était saisi et ne donnait son avis (purement consultatif), que sur les dossiers que lui présentait le gouvernement. Paderewski s'accrochait à son existence politique, son grand âge ne lui laissant que peu d'espoirs pour la suite.[365] D'autres responsables politiques comme Sonnskowski se préoccupaient beaucoup de la résistance polonaise dans la mère-patrie. Il arranguait ses compatriotes en vantant le combat épique des frères polonais restés au pays et luttant à la fois contre les nazis et les soviétiques.[366] Lados, lui, osait parler à la radio des quelques différends qui pouvaient l'opposer au général Sikorski. Notamment en ce qui concernait la création de l'armée polonaise en France. Il reprochait à Sikorski sa lenteur dans la conception, puis dans la réalisation de cette armée. Ce à quoi Sikorski répondait que tout ne pouvait se faire en un seul jour et qu'il savait ce que créer une armée voulait dire. Stronski était l'ombre de Sikorski. Ses discours politiques ressemblaient étrangement à ceux du « chef ».[367] Chez lui, pas de polémiques inutiles, que des choses concrètes et des idées « sikorskistes ». Zaleski, trop heureux de retrouver un ministère des Affaires étrangères si longtemps perdu au profit et à cause du colonel Beck, s'étendait largement sur son domaine de prédilection. La France figurait d'ailleurs toujours en bonne place lors de ses discours politiques. Il serait trop long de détailler l'essence même de tous ces discours, mais finalement un grand nombre de Polonais en exil avaient voix au chapitre. Ce que l'on peut retenir avant tout, est que ces discours politiques avaient de l'impact sur les Polonais vivant en France et parfois même sur le gouvernement français.

Une autre place importante fut donnée aussi aux allocutions gouvernementales. Elles étaient surtout le fait de Sikorski. Mais, Zaleski et le Vice-Premier Ministre Stronski, prononcèrent régulièrement des allocutions radiodiffusées au nom du gouvernement.[368] Ces allocutions étaient pour Sikorski l'occasion de démontrer qu'il était un homme politique de dimension internationale et que même si la France était la principale responsable de son ascension vers le sommet, il n'en avait pas moins sa propre personnalité et n'entendait sacrifier à aucun prix l'indépendance et la pérennité de son pays. C'est ainsi que Sikorski dans ses allocutions stigmatisait, comme dans ses discours politiques, la désunion.[369] A contrario, il vantait les mérites superfétatoires de l'alliance sacrée d'un peuple qui devait oublier ses querelles

[365] Paderewski est né en 1860.
[366] Entretiens Kalita, (18 octobre 1997).
[367] Entretiens Kalita, (18 octobre 1997).
[368] Entretien avec Hanna Leskiewicz, (2 juillet 1995).
[369] Idem.

intestines pour aller de l'avant et libérer le pays. Il convenait d'abord d'assurer l'existence du gouvernement en exil et là, Sikorski, jouait aussi son avenir politique. Ainsi dans ses allocutions, le principe de gouvernement fort et intransigeant devant l'adversité prévalait. Il lui fallait montrer à ses concitoyens que Sikorski était un Premier ministre de trempe, pas enclin aux petits arrangements politico-politicards que l'on avait pu connaître auparavant. Mais aussi, il lui fallait ne pas trop indisposer le gouvernement français, qui, ne l'oubliait-il pas, était son hôte. Malgré sa francophilie incontestable, Sikorski avait parfois du fil à retordre du gouvernement français. Mais il ne devait pas céder à la tentation de trop montrer les manquements et les impolitesses de la politique de Daladier à son égard. Ces allocutions gouvernementales étaient surtout pour lui un véritable exercice de style, dans lequel il devait prouver sa responsabilité politique, tout en évitant de dire certaines vérités blessantes à son peuple. Vérités blessantes qui lui auraient occasionné les foudres du gouvernement français. Finalement, la situation de Sikorski était bien peu enviable.

B°/ Les « amabilités » françaises commencent

Le gouvernement polonais bénéficiait donc sur le plan de l'information des bons soins du gouvernement français à son égard. Et ce ne sont pas Henri de Montfort ou Georges Duhamel, ou bien encore Anatole De Monzie qui s'en seraient plaints. Ils s'employèrent aux côtés d'autres amis de la Pologne à créer et diffuser des émissions de vulgarisation de la culture et de l'histoire polonaises.[370] Dans ces émissions, la plus grande place était faite au sens francophile de l'Histoire polonaise. Les guerres napoléoniennes et l'épopée des héroïques soldats polonais de l'empereur étaient portées aux nues. N'entendîmes-nous pas cette parole légendaire de Napoléon premier entrant un soir dans une taverne peuplée de grognards et de soldats de l'Empire qui tous complètement soûls, ne purent même pas se lever pour le saluer. Seuls les Polonais furent assez forts pour le faire, ce qui fit dire à l'Empereur : « Buvez mes braves, mais sachez boire comme les Polonais ! ».[371] Cette phrase réellement dite ou non, fit ainsi le tour du monde et resta dans la légende napoléonienne. Mais les longues soirées de la fin de l'automne 1939 et du début de l'hiver ne furent sur les ondes radiophoniques pas seulement le théâtre de joutes historiques sur les campagnes napoléoniennes et sur l'attitude parfois méprisante qu'aurait eu l'Empereur des Français vis-à-vis de ses alliés polonais. Les quelques historiens qui auraient eu des velléités polémiques en étaient pour leurs frais. L'heure était avant tout à la célébration d'une amitié franco-polonaise de vieille date. Exit les

[370] Y. Beauvois, op. cit., p. 81.

[371] On retrouve cette phrase dans beaucoup de livres d'histoire polonaise.
Légende ou non ? Difficile de le savoir.

controverses surannées et stériles dans l'état ponctuel des choses. Il fallait donc outrepasser et repasser les glorieuses heures de la coopération amicale et guerrière franco-polonaise. Faire, par exemple, l'apologie d'un Frédéric Chopin, exemple parfait d'une Pologne si proche de la France.[372] C'est à ce moment-là que bon nombre de Français apprirent des choses multiples de l'histoire de la Pologne et des liens séculaires de celle-ci avec la France. Jamais auparavant, l'histoire et la culture polonaise, n'avaient été autant vulgarisées en France. Le soir au coin du feu, on pouvait entendre Henri de Montfort raconter aux petits enfants des contes polonais. Il y avait une espèce de frénésie à vouloir faire découvrir la Pologne et tous ses trésors.[373] Georges Duhamel faisait des émissions sur la littérature avec des interventions sur, notamment, la génération de la « jeune Pologne ». Cette « jeune Pologne » s'intéressait dès les années 1890 au renouveau littéraire européen. Deux revues spécialisées et très connues en Pologne : « La Vie » et « Chimera » les soutenaient dans leur nouvelle quête. Les polonisants et les polonophiles français lurent à leurs auditeurs les poésies de Stefan Przybyszewski, de Julian Kasprowicz, de Tetmajer, Przerwa, Staff, Lesmian et de bien d'autres. La poétesse Maria Konopnicka, bien qu'antérieure à cette période de la « jeune Pologne », fut mise à l'honneur. Pour qui voulait bien s'instruire en écoutant radio-Toulouse ou Bordeaux-Lafayette, l'antre de la culture polonaise était immense. Toujours du groupe de la « jeune Pologne », pourtant passé de mode en 1939, le théâtre de Wyspianski, les romans de Zeromski, Reymont, ou Orkan, constituaient les soirées de la culture sur les ondes radiophoniques.[374] Dans un registre poétique plus récent, Duhamel ou Paul Cazin faisaient découvrir aussi bien aux Français (qu'à beaucoup de Polonais d'ailleurs), les œuvres de Tuwin, Wierzynski ou Sloninski, que l'on retrouvait dans la revue Skamander.[375] Des poètes dits « futuristes », comme Stern, Czyzewski, Jasienski ou d'autres comme Przybos, Czechowicz, Milosz, Golczynski, toujours vivants pour la plupart, auraient eu le loisir d'entendre leurs poésies sur les ondes françaises s'ils se trouvaient sur son sol.[376] Les romanciers et auteurs de théâtre plus récents comme Dabrowska, Iwaskiewicz, Schulz, Gombrowicz étaient même pour certains invités à tenir le micro lors d'émissions consacrées à leurs œuvres.[377] Ainsi, comme nous le voyons, tout ou presque était mis en œuvre pour satisfaire le mieux possible le besoin d'existence de la nation polonaise en exil. En effet, cette multiplicité de radios invitait les Polonais, Français polonophiles à « vendre » de la Pologne et

[372] Entretiens Kalita, (2 novembre 1997).
[373] Y. Beauvois, op. cit., p. 81.
[374] Entretien avec Hanna Leskiewicz, (2 juillet 1995).
[375] SHLP, Paris, France, Revue Skamander (en Polonais), n° 3 de novembre 1939.
[376] Entretien avec J. Zalinski, (10 février 1998).
[377] Idem.

de ses richesses à qui voulait bien tendre l'oreille. Ces bulletins d'information à heures fixes, ces allocutions gouvernementales bien souvent tributaires de l'orateur Sikorski, étaient là pour cela. De même, ces discours politiques au sein desquels une manne d'hommes publiques polonais, influents à ce moment-là, y exerçaient leurs talents oratoires et leur prolixité, tendaient bien à donner une image nouvelle et rassurante, sur l'existence pérenne de cette Pologne.

Pourquoi la France traitait-elle son hôte avec autant d'amabilité et d'attentions ? Elle qui comme nous l'avons vu tout au long de ces dernières pages, n'avait pas toujours été aussi empressée de bons soins à son alliée de longue date. En réalité, la vérité des choses n'est pas aussi éclatante que l'on pourrait croire. Cette amitié n'était qu'une « amicalité ».[378] Il est clair que l'amitié politique française vis-à-vis de la Pologne n'était pas dénuée d'arrière-pensées. Il serait malhonnête d'affirmer que du côté polonais, ce n'était pas la même chose. Chacun avait finalement besoin de l'autre. Beaucoup de témoignages de contemporains polonais de cette époque tendent à affirmer que les Français, (surtout les hommes politiques), prenaient souvent les Polonais pour des « petits », voire même des inférieurs.[379] On peut illustrer ce sentiment de supériorité dans le fait que chaque émission, allocution ou discours politique devait d'abord passer par une sorte de « dépôt de projet » avant chaque passage sur l'antenne.[380] Sous des abords « techniques », la censure française veillait au grain. Nous étions, ne l'oublions pas, en pleine « drôle de guerre ». Si sur le théâtre des opérations militaires, le calme régnait, il ne fallait pas que sur celui des ondes radiophoniques, la tempête ne se déchaîne au risque de fâcher trop dangereusement les ennemis, qu'ils soient officiels (l'Allemagne nazie), ou même potentiels (la Russie soviétique). Il ne faut pas non plus oublier que la Pologne avait, à la différence de la France, deux ennemis officiels, car la mère-patrie était bel et bien partagée entre les deux adversaires de toujours. Si Sikorski, comme beaucoup de membres de son gouvernement, tenait des propos parfois durs à l'encontre des nazis et des Soviétiques, cela n'était pas toujours du goût du gouvernement français. Ainsi, pour limiter un tant soit peu les débordements d'agressivité de Sikorski et des siens, le « dépôt » de l'intervention avant l'émission permettait de mieux contrôler ce qui allait être dit. Le général Sikorski n'appréciait guère ce manque de courtoisie et de confiance à son égard. Mais Daladier tenait à ce qu'il y ait une concordance parfaite à son optique politique. Cette concordance passait nécessairement par un contrôle tatillon et parfois un peu déplacé de la part des autorités françaises.[381] Il y a de

[378] Entretiens Kalita, (2 novembre 1997).
[379] Idem.
[380] Y. Beauvois, op. cit., p. 81.
[381] Archives départementales du Maine et Loire, Angers, dossier 1M 6/100, Gouvernement polonais 1939-1940.

nombreux exemples illustrant les actions de la censure française à l'égard des Polonais. Mais ce qu'il faut surtout retenir est que, même si l'on est un hôte d'importance (le gouvernement polonais en exil), on n'est toujours qu'un invité et cet invité est tout sauf chez lui dans ce pays.

La France avait certains objectifs politiques à atteindre qui n'étaient pas forcément ceux de son hôte. Parmi ces objectifs visés par Edouard Daladier, figurait une stricte neutralité à l'égard de l'URSS de Staline. Il ne fallait pas pousser plus encore Josef Dougatchivili dans les bras d'Adolf Hitler. Déjà, un ennemi puissant était difficile à gérer pour les généraux de l'armée française, alors deux, cela aurait été une catastrophe pour l'Etat-major Général. Ainsi, les Français ne cachèrent pas longtemps aux Polonais que les petites histoires et légendes polonaises lues au coin du feu avant que les petits et les grands ne sombrent dans les bras de Morphée, étaient nettement plus attendrissantes et bien vues radiophoniquement parlant, que les discours politiques « fumeux » et belliqueux d'un Sikorski engoncé dans son costume de chef des armées polonaises ! Il est inutile de dire que parfois, les Polonais firent de la résistance ! Daladier acceptait mal les débordements de ces hôtes, il était après tout le seul maître chez lui. Cela, Sikorski, qui était un homme intelligent, l'avait bien compris. Mais il faut dire à sa décharge comme à celle de l'immense majorité des Polonais que souvent, le cœur parlait à la place de tout autre organe.[382] Et Sikorski, tout homme politique expérimenté, tout général doué d'un grand sang-froid qu'il était, laissait parfois parler son cœur. Après la tragédie de septembre 1939 et l'inaction de la France et de la Grande-Bretagne, le choc avait été rude. Même si sans ce drame, il n'aurait sans doute pas retrouvé une action et un rôle politique de tout premier plan.[383]

La censure radiophonique obéissait donc à ces règles politiques qui veulent que l'on ne s'aliène pas trop de monde, quand on en a déjà assez contre soi. Certes, le pacifisme à la Georges Bonnet avait fait long feu et aujourd'hui la guerre était là, aux frontières de la France. Mais ni Daladier, ni le généralissime Maurice Gamelin n'étaient pressés de se frotter aux armées allemandes. Ce d'autant plus que la campagne de Pologne, laboratoire d'essai grandeur nature de la Blitzkrieg, avait montré à tous les experts militaires que la Whermacht serait un adversaire difficile à battre.[384] Même si certains experts ou généraux voyaient en la cuirasse française un vainqueur potentiel de la mobilité allemande, tous n'étaient pas très pressés de voir se confirmer ou s'infirmer leurs théories sur le terrain. La censure française

[382] Entretien avec Kajic Mlot, (26 juillet 1997).
[383] Entretiens Kalita, (2 novembre 1997).
[384] Idem.

devait ainsi faire un travail en profondeur dans le seul but d'empêcher les alliés polonais de provoquer plus qu'il ne fallait les ennemis d'hier et du jour.[385]

En dehors du fait que chaque projet d'émission devait être déposé, il convient de dire que dans les milieux politiques et gouvernementaux polonais « traînaient » pas mal d'amis de la France. Ils jouaient un rôle « d'indics ». Lorsque des déclarations d'importance devaient être lues par le Premier Ministre Sikorski, les services de Renseignements français étaient à coup sûr au courant de la teneur du texte. Ainsi, avant même que les services du commissariat général à l'Information ou que ceux du service des émissions en langues étrangères dirigé par Pascal Copeau n'aient le texte entre leurs mains, le gouvernement français savait s'il fallait que la censure intervienne ou non avant le passage de Sikorski ou d'un homme politique polonais d'importance à l'antenne.[386] Cette surabondance de précautions pour le moins fièvreuses n'alla pas sans heurts. Il va sans dire que les hôtes polonais, « cordialement » invités à fouler le sol français durant le temps qu'il faudrait pour libérer la Pologne, ne pouvaient décemment se laisser impressionner, voire manipuler par leur amphitryon. Cet invitant qui leur offrait souvent un dîner « gratuit », mais payable en soumission et convergences de vues. Cela, Sikorski, que beaucoup d'historiens notamment polonais taxèrent de naïf, avait le plus grand mal à le supporter. La francophilie du Premier ministre n'était pas à mettre en doute et ne le fut à aucun moment. Il avait de tout temps fait de la France en quelque sorte sa seconde patrie. Mais ces jeux politiques malsains de la carotte et du bâton le mettaient souvent en porte-à-faux avec sa vision politique de la situation, ses ambitions pour son pays, mais aussi les membres de son cabinet.[387]

Sikorski vivait cela parfois très difficilement. Il avait du mal à comprendre cette attitude quelquefois désinvolte de la part de Daladier et cette « supériorité » ambiante que les Français voulaient dégager constamment. Certes, il serait erroné de penser que Sikorski était un être naïf et que la politique et ses turpitudes lui étaient totalement étrangères. Mais en tant qu'homme, il eut énormément à souffrir de ce « traitement » infligé par les décideurs de la France de 1939. Sikorski en soldat qu'il était avant tout, ne pouvait pas ne pas réagir à cet accueil un peu spécial des autorités françaises. Assez bon diplomate malgré tout, il ne fit pas d'opérations spectaculaires contre les méthodes Daladier. La technique anti-soumission utilisée par Sikorski était avant tout matérialisée par la protestation.[388] En effet, lorsque la censure française ayant passé à la loupe les écrits de Sikorski ou des membres de son cabinet

[385] Id.
[386] SHLP, Paris, France, Zeszyty Historyczne, 1984, n° 68, p. 214.
[387] Entretien avec J. Zalinski, (10 février 1998).
[388] Entretien avec J. Zalinski, (10 février 1998).

tentait de modifier certains passages jugés politiquement inopportuns ou risquant d'offenser l'Allemagne ou l'URSS, Sikorski protestait suivant les différents niveaux de hiérarchie. Cela commençait par le chef de service des émissions radiophoniques, puis si cela le nécessitait, on passait au commissaire général à l'information. Lorsque ceux-ci avaient des ordres venant de plus haut et qu'ils ratiocinaient sur la teneur des textes présentés par le chef du gouvernement polonais ou l'un de ses lieutenants, Sikorski passait directement au volet politique de la chose. Le téléphone sonna ainsi quelquefois sur le bureau de Daladier et au bout du fil, un général Sikorski indigné, demanda des explications à un Daladier, somme toute parfois très gêné.[389] Cette quête quasi perpétuelle d'une existence politique et institutionnelle avérée et intouchable prenait à certains moments l'allure d'une véritable croisade. Car même si Edouard Daladier dut lâcher du lest à maintes reprises devant l'opprobre de Sikorski mélangée à son ire bien compréhensible, force est de constater que ce genre d'incident perdura jusqu'à la fin de la « drôle de guerre ». Dans le camp polonais, seul Sikorski pouvait se permettre de contester au plus haut niveau de l'Etat les tentatives de neutralisations de ses interventions politiques et celles des membres de son cabinet. Le président Raczkiewicz aurait peut-être pu user de son statut de chef de l'Etat. Mais il semble qu'il ne le fit pas, préférant laisser son Premier ministre naviguer dans le giron de la contestation. Raczkiewicz qui entretenait de bons rapports avec Daladier et le Président Albert Lebrun, aurait sans doute pu aider Sikorski lorsque celui-ci aux prises avec une censure française des plus coriaces était obligé de passer par Matignon. Car même si le Président Raczkiewicz était logé à la même enseigne que le Président Lebrun, c'est-à-dire à celle des coupeurs de ruban les jours d'inauguration, il pouvait largement user de sa côte de popularité assez importante auprès des tenants de la République Française.[390]

Or, il apparaît aujourd'hui que Raczkiewicz plus par peur politique et confort personnel, que par une quelconque volonté de nuire à son chef de gouvernement, s'abstint d'intervenir. On pourrait penser qu'il laissait volontiers son Premier ministre aller à l'affrontement diplomatique avec les Français par souci de se ménager une présidence sans heurts et sans reproches de la part de ses hôtes. La réalité est sans doute un mélange bien senti de tout cela. Un mélange que Daladier avait parfaitement prévu lorsqu'il choisit arbitrairement Raczkiewicz comme Président de la République de Pologne en exil à la place du général Wieniawa-Dlugoszowski. Il savait pertinemment que cet ancien ministre et président du Sénat polonais n'était pas un battant politiquement parlant et qu'il n'oserait jamais l'affronter sur le terrain de la polémique ou des remontrances. De plus, comme je l'ai déjà écrit plus haut,

[389] Archives départementales du Maine et Loire, Angers, dossier 1 M 6/100, Gouvernement polonais (lettre de Sikorski du 5 décembre 1939).
[390] Peu d'indices laissent à penser qu'il en usa.

Raczkiewicz avait une petite santé. Il était atteint d'une maladie pulmonaire qui le contraignit à de nombreuses reprises à rester alité. Cette conjonction de facteurs amenèrent Raczkiewicz le seul de par ses fonctions importantes avec Sikorski à pouvoir s'opposer au quadrillage manifeste des interventions politiques polonaises à la radio française par la censure, à ne rien faire pour que cela cesse.

Ce que l'on peut ainsi dire est que la France dans sa bonté limitée se montrait très exigeante avec ses hôtes polonais sur le plan des messages politiques que le général Sikorski et son cabinet voulaient faire passer à l'antenne. Même si les quelques menaces de démission que fut obligé de faire Sikorski entre septembre 1939 et juin 1940[391] pour que l'on ne tronque pas ses déclarations à la radio furent finalement efficaces, force est de constater que globalement, la France et le gouvernement Daladier ne furent pas à la hauteur de l'amitié sincère que crurent trouver en elle les Polonais idéalistes. Seuls ceux qui avaient compris bien avant le cataclysme de septembre 1939 ne firent pas partie de la longue cohorte des désillusionnés de l'amitié franco-polonaise.

C°/ La renaissance d'une certaine forme de nation polonaise

Avant le début des émissions radiophoniques, la France souhaitait voir se développer sur son sol l'aspect écrit du pouvoir médiatique. C'est-à-dire que dès septembre 1939 Edouard Daladier donne carte blanche aux nouveaux arrivants d'organiser un réseau de presse écrite en polonais, mais aussi en français. On retrouve ici un vœu français consistant à ce qu'une large part de la population ait accès à la culture et aux informations polonaises. Comme déjà à cette époque il y a plus de Polonais parlant le français que de Français parlant polonais, la presse de ce pays doit créer des journaux ou des feuilles francophones. C'est ce qui fut fait. Mais nous nous intéresserons à cet aspect un peu plus loin. Il est intéressant de regarder d'un peu plus près les rapports entretenus par la France et son hôte polonais durant la période de la création de l'armée polonaise sur le sol français. Il faut dire à la décharge de Daladier qu'au tout début, une véritable carte blanche est allouée aux Polonais fuyant leur pays. Une pléthore de titres comme « Glos Polski » ou « Robotnik we Francji » ou bien encore « Wiadomosci Polskie » allèrent grossir les rangs des quotidiens et journaux préexistants issus de l'émigration primitivement installée en France.[392] Certes, on remarque une abondance de journaux liés à Sikorski ou résolument proches de lui. Le cas du « Glos Polski » littéralement « la voix de la Pologne » est à ce titre très caractéristique. Ce journal n'a pas le caractère officiel d'un organe

[391] Entretien avec J. Zalinski, (10 février 1998).
[392] Y. Beauvois, op. cit., p. 83.

gouvernemental. Mais il publie en long et en large des articles écrits par le Premier ministre.[393] Le patron, Stefan Czarniecki est un ami de longue date du général Sikorski. Il a même été un proche collaborateur du général quelques années auparavant. Le « Glos Polski » dont le numéro deux est un autre proche de Sikorski : Léon Chrzanowski, distille avant tout des informations, rendant compte des déplacements, des actes et des actions du Premier ministre. Dans ce journal, il n'y a pas de place pour la critique de l'action gouvernementale. Sans tomber dans un panégyrisme patenté, Czarniecki soutient le cabinet Sikorski du mieux qu'il peut. Fort de cet appui non officiel le chef du gouvernement ne manque pas de soutenir à son tour ce quotidien en le protégeant de la censure française.

Comme je l'ai indiqué plus haut par rapport aux radios et au contrôle exercé sur elles par les autorités françaises, Sikorski tente lorsque l'Etat français lui met des bâtons dans les roues, de faire jouer son rang de chef de gouvernement d'un pays important pour contrecarrer le filtre français. Il en va de même avec la presse où toutefois, le problème prend une dimension différente dans la mesure où les titres polonais ou même franco-polonais connaissaient une augmentation très considérable. Cette véritable « effusion » de nouveaux journaux et de nouveaux magazines entraîne dans son sillage un problème évident de contrôle des publications. Contrôle par l'autorité française, mais aussi contrôle par les autorités polonaises en exil sur des publications émanant de leurs compatriotes sur le sol français.[394] Evidemment, le Glos Polski n'est pas concerné, puisqu'il s'applique à lui-même cette « auto-censure » propre à lui assurer la bienveillance du gouvernement. Mais dans son rôle de vérificateur non patenté des écrits, des « feuilles de choux » polonaises, Sikorski n'a qu'une influence mineure. Etant en territoire étranger bien qu'Angers bénéficie de l'extra-territorialité, Sikorski ne peut qu'exercer une pression plus ou moins efficace sur un journal ou un magazine qui irait à l'encontre de ses objectifs ou des intérêts supérieurs de la nation polonaise. Dans ce registre, peu de journaux vont à l'encontre des intérêts du pays. Seul, pourrait-on dire, le « Slowo » qui paraît à partir de janvier 1940, tombe sous le coup de la censure sikorskienne.[395] Ce journal est en effet, un hebdomadaire d'opposition au chef du gouvernement. Son directeur Stanislaw Cat-Maczkiewicz fait partie de longue date des opposants au général et aux idées véhiculées par l'ancien collaborateur du maréchal Pilsudski. Il reproche entre autres à Sikorski d'être trop autoritaire, en d'autres termes, d'être quasiment un dictateur. Aussi, publie t-il ou fait-il publier dans le « Slowo » qui signifie « la parole », des articles argumentés contre le chef du

[393] Ibidem.
[394] Entretiens Kalita, (10 novembre 1997).
[395] Idem.

gouvernement.[396] Il est reproché à Sikorski l'inexistence dans les faits politiques du Conseil national de la République présidé par le grand compositeur Ignacy Paderewski. Cat-Maczkiewicz dénonce la part trop importante des maigres deniers de la République polonaise en exil consacrés à la création de l'armée polonaise en France. Cette armée que Sikorski tient par-dessus tout à mettre en œuvre le jour « J ». Le « Slowo » s'insurge contre la politique étrangère suivie par August Zaleski. Politique étrangère ayant bien entendu passé avec succès l'examen sikorskien. Pourtant, le « Slowo » n'est pas un journal beckiste ou de l'ex-Sanacja à proprement parler. Cet hebdomadaire est surtout une œuvre anti-sikorskienne. En cette fin de l'année 1939 avant même que le « Slowo » n'ait débarqué en France, aucun journal ou magazine ne se réclamait de l'ancienne Sanacja et de celui qui en fut l'homme fort : le colonel Josef Beck.

Celui-ci aux prises avec la maladie et l'oubli, « redescendu sur terre » après avoir été un ministre des Affaires étrangères de la Pologne souveraine, si puissant que d'aucun voyait en lui un Premier ministre-bis, se morfondait sur le territoire de cette Roumanie à la fois bienveillante et malveillante pour ses amis et lui-même. Plus personne ne songeait à celui qui fut pourtant un chantre de la paix pour son pays. Ainsi, le « Slowo » voulait « casser » du Sikorski. Si Beck était tombé dans l'oubli, l'hebdomadaire lui, n'oubliait pas de fustiger les actes du Premier ministre, mais aussi ses interventions radiophoniques. Celles-ci étaient en effet des cibles privilégiées de la rédaction dirigée par Cat-Maczkiewicz. De quels moyens disposait réellement le chef du gouvernement pour contrecarrer ce journal qui était une véritable épine dans le pied du « premier » des Polonais. De fortes pressions furent semble t-il exercées sur le « Slowo » lorsque celui-ci était particulièrement virulent contre Sikorski. Mais, nous n'en avons pas la preuve irréfutable. Par contre, l'autre réponse de Sikorski et qui fut presqu'aussi efficace que la censure polonaise d'Angers, fut la création de l'hebdomadaire « Wiadomosci Polskie » par Stanislas Kot, ministre sans portefeuille et ami de Sikorski.[397]

Cet autre hebdomadaire traduit en français par « les nouvelles polonaises » s'intéressait pour sa part au soutien indéfectible au gouvernement d'Angers et à son chef. Un peu à la manière du « Glos Polski » ce quotidien pro-Sikorski, le « Wiadomosci Polskie » faisait l'apologie de la politique et des actions faites par le gouvernement. Il était même beaucoup plus panégyriste que le Glos Polski. Tenu de main de maître par Kot, ce quotidien ne connaissait pas l'existence du mot « autocritique ». Tout dans ses colonnes faisait la part belle à l'équipe gouvernementale et à son chef. Paderewski ou Raczkiewicz n'avaient droit qu'à quelques

[396] Entretiens Kalita, (10 novembre 1997).
[397] Y. Beauvois, op. cit., p. 83.

entrefilets quand Zaleski ou Stronski ou même Stanczyk (sans compter bien entendu Sikorski lui-même) faisaient la une du « Wiadomosci Polskie ».[398] Mais Kot ne faisait pas que de l'éloge, que du dithyrambique. Stanislas Kot, membre du parti de centre gauche, qu'était le S.L (parti paysan), faisait dans la contre-offensive journalistique. Son objectif prioritaire s'appelait « Slowo ». Il fallait couper l'herbe sous les pieds de cet ennemi trop prétentieux.[399] Quoi de plus insupportable pour un membre à part entière du cabinet Sikorski que de voir cet hebdomadaire indélicat, cette « feuille de choux », saquer interminablement chaque parole, chaque geste, chaque action du Premier ministre ! Kot en homme intelligent et avisé, habilement conseillé par Sikorski, s'activait à « descendre » les articles du Slowo ainsi que Cat-Maczkiewicz. On ne peut pas dire que les offensives ou contre-offensives de Kot étaient toujours guidées par la loyauté. En effet, les coups bas, les indélicatesses furent parfois de mise. A la décharge de Kot, on peut dire que Cat-Maczkiewicz n'était pas non plus un modèle de droiture, journalistiquement parlant. Globalement, les coups échangés furent équilibrés. Il n'y eut pas de vainqueur par knock-out, mais on aurait pu dire que Kot et son « Wiadomosci Polskie » auraient eu match gagné aux points. Bien que parfois taxé d'autoritarisme chronique par certains de ses compatriotes, Sikorski n'aurait pas pu faire interdire le « Slowo ». Il fallait donc savoir que la presse polonaise en France ne comptait pas uniquement dans ses rangs des apologistes de la politique sikorskienne à tous crins.

On peut citer d'autres parutions polonaises durant cette « drôle de guerre ». En effet, au « Glos Polski », « Slowo » et « Wiadomosci Polskie », il convient d'ajouter un journal relativement bien fait : le « Czarno na Bialem ».[400] Cet autre hebdomadaire, dirigé par Tadeusz Grzedzinski, plutôt de tendance pro-gouvernementale, laissait une part importante à la culture et aux traditions polonaises. Il était bien vu par les Polonais nouvellement installés en France, car pas phagocyté par la politique. Tadeusz Grzedzinski voulait faire de son hebdomadaire une parution généraliste ouverte et proche avant tout de la réalité des choses et de la vérité des faits, d'où son nom : « Czarno na Bialem » qui signifie « Noir sur Blanc ». Cet hebdomadaire était lu par toutes les couches socio-professionnelles de l'émigration polonaise. Attrayant et sachant trouver un large public, le « Czarno na Bialem » fut une affaire rentable jusqu'au début du mois de juin 1940 lorsque les évènements de la bataille de France commencèrent à mal tourner. Grzedzinski, très respecté dans le milieu journalistique, avait réussi un tour de

[398] Entretien avec J. Zalinski, (10 février 1998).
[399] Idem.
[400] Entretiens Kalita, (10 novembre 1997).

force en faisant passer son journal du statut de feuille de chou embryonnaire à celui d'hebdomadaire parmi les plus lus de la communauté polonaise en France.[401]

D'autres publications emboîtèrent le pas au « Czarno na Bialem ». Dans le registre des journaux politiques ou fortement politisés, on retrouvait le « Robotnik we Francji ». D'obédience socialiste, il était dirigé par un membre important du parti socialiste polonais : Jerzy Szapiro. Celui-ci faisait du « Robotnik we Francji » le porte-parole des revendications des couches défavorisées de la société polonaise.[402] Une large place était accordée aux débats d'idées politiques ainsi qu'à l'action du gouvernement dont il ne se privait pas parfois de critiquer la trop grande faiblesse affichée vis-à-vis de l'hôte français. Le « Robotnik we Francji » n'était pas à proprement parler « le » journal des travailleurs. Mais il montrait bien son ancrage à gauche au profit des classes laborieuses. La parution qui se rapprochait le plus du journal du travailleur était sans conteste le « Prawo Ludu ». Situé à la gauche de la gauche, le « Prawo Ludu » qui signifie « le droit du peuple » dépendait directement de la CGT.[403] En effet, la Confédération Générale des Travailleurs créée en 1895 en France possédait depuis les années 1920 une section polonaise relativement dynamique. C'était elle qui avait constitué le « Prawo Ludu » en vue de supporter la « lutte des classes ». Ce journal avait non seulement des visées syndicales, mais il oeuvrait aussi sur le plan politique à proprement parler. A ce titre, le gouvernement Sikorski n'était pas toujours à la fête, loin s'en faut. Le « Prawo Ludu » prenait une part active à chaque fois que les mineurs et les ouvriers issus de l'ancienne émigration se mettaient en grève. Ils trouvaient en effet dans ce journal une attention toute particulière à leurs préoccupations. Le « Prawo Ludu » se chargeant même parfois de récolter des fonds pour venir en aide aux grévistes. Ainsi donc, le général Sikorski n'était pas le seul avec son entourage à occuper le terrain journalistique polonais en France. Bien que la plupart des mineurs et ouvriers que défendait la section polonaise de la CGT et le « Prawo Ludu » dépendaient du gouvernement français ou d'entreprises françaises, les décisions à caractère social prises par le gouvernement Sikorski et bien qu'elles furent peu nombreuses durant les dix mois d'existence de ce cabinet, firent l'objet de sévères critiques de la part de la CGT polonaise et de son organe de presse.[404] On retrouvait en fait sur le sol français un véritable microcosme de la société polonaise pourtant loin de ses terres. Car avec le « Glos Polski », le « Prawo Ludu » ou bien encore le « Slowo », tous les ingrédients d'une réalité politique ancrée dans les médias écrits étaient réunis.

---

[401] Idem.
[402] Entretien avec J. Zalinski, (10 février 1998).
[403] Entretiens Kalita, (10 novembre 1997).
[404] Entretien avec J. Zalinski, (10 février 1998).

Certes, on était loin de la profusion d'opposition en place dans la Pologne d'avant-guerre. Mais cet embryon de renaissance polonaise à l'extérieur des frontières montrait à l'évidence qu'une réelle existence d'un Etat polonais était en marche. D'ailleurs, le fait que le « Dziennik Ustaw » soit publié en France par le gouvernement Sikorski dès octobre 1939 prouvait ostensiblement le caractère officiel des lois décidées en Conseil des ministres. En effet, le « Dziennik Ustaw » autrement dit le « Journal des Lois » était le journal officiel concernant l'édiction des lois gouvernementales.[405] C'était un journal juridique complet où l'on trouvait même parfois des articles de juristes reconnus. Le « Dziennik Ustaw » jouait ainsi un rôle fondamental dans l'édification d'une vitrine étatique complète du gouvernement polonais en France. Si le Premier ministre et même le président de la République n'avaient pas eu ce type de support médiatique, le prestige et le côté strictement officiel de l'existence, puis de la pérennité de cet « Etat » en exil, n'auraient pas du tout eu la même dimension. Le « Dziennik Ustaw », journal essentiellement technique, car même si quelques juristes de renom écrivaient dans cette publication, leurs articles étaient centrés sur l'évolution des lois de la République polonaise et la manière scientifique de les appréhender. Le « Dziennik Ustaw » de par son caractère officiel et juridique ne pouvait pas se comporter comme une publication classique. Par contre, la parution tout aussi officielle que le « Dziennik Ustaw », à savoir le « Monitor Polski », avait, elle, la qualité d'être un journal comme les autres.[406] Car si au sein des colonnes du « Monitor Polski » figuraient les lois, arrêtés ou décrets gouvernementaux, la manière dont étaient décrites et appréciées ces lois, mais aussi les actes du gouvernement, montrait à l'évidence que le « Monitor Polski » était une publication officielle du gouvernement polonais. Les pages du « Monitor Polski » résonnaient des volontés politiques du Premier ministre et des ambitions respectives des membres éminents de son cabinet. Ainsi, le général Sikorski semblait bien armé pour s'affirmer et démontrer la primauté des journaux, soit à sa botte comme le « Monitor Polski », soit plus que favorable à sa personne, comme le « Glos Polski » ou bien encore le « Wiadomosci Polskie » du ministre Kot, face aux titres d'opposition essentiellement représentés par le « Slowo ».

Le général Sikorski avait bien besoin de tous ces journaux favorables à sa pensée et à son action politique face à la menace que représentait la censure française.[407] Car n'oublions pas qu'elle veillait au grain. Cet « œil de Moscou » s'exercait sur toutes les parutions polonaises. Des titres que j'ai évoqués plus haut, aux journaux destinés à l'armée polonaise en France qui était en cours de formation. Le « Zolnierz Polski we Francji », le « Pobudka », le « Walka »,

[405] Un exemplaire du « Dziennik Ustaw » existe à la SHLP. Il est daté du 20 décembre 1939.
[406] Entretien avec J. Zalinski, (10 février 1998).
[407] Entretiens Kalita, (10 novembre 1997).

le « Start » ou bien encore le « Polska Walczawa » étaient toutes des parutions destinées aux soldats polonais en territoire français.[408] Ces publications faisaient l'objet d'une attention particulière de la part des services de la censure française. Et même si des journaux français comme la « Voix de Varsovie » ou le célèbre « les Amis de la Pologne » publiaient des dizaines et des dizaines d'articles sans être inquiétés, cela n'empêcha pas l'hôte du gouvernement polonais de s'opposer à plusieurs reprises à la parution d'articles pouvant nuire à « l'intérêt supérieur » de la nation française. Il ne se passait pas un mois sans que les autorités françaises ne fassent des coupes sombres dans le petit monde des médias polonais. Pas une semaine sans que l'œil exercé du service de la censure ne passe à la loupe chaque ligne d'un quelconque article d'une publication polonaise. Déjà à la fin du mois de septembre 1939, le journal nordiste le « Narodowiec » qui était implanté en France depuis 1922, eut affaire aux autorités françaises qui interdirent purement et simplement la parution d'un article stigmatisant avec force le pacte germano-soviétique.[409] Le « Wiarus Polski » connut les mêmes affres en novembre 1939, puis ce fut au tour du « Glos Polski » en janvier 1940, puis du « Robotnik we Francji ». Même le « Wiadomosci Polskie » pourtant issu de l'entourage de Sikorski, passa lui aussi pour ainsi dire à la « moulinette » des hommes de Daladier. A plusieurs reprises, le général Sikorski s'émut publiquement et avec force contre ce traitement de la part des autorités françaises.[410]

Mais ses appels ne furent pas entendus. Le gouvernement décida de rester inflexible, mettant en avant l'intérêt national de la France. Alors Sikorski trouva une solution médiane en demandant à plusieurs reprises instamment aux médias polonais de s'auto-censurer plutôt que de subir l'humiliation de la censure française.[411] En ces temps si troublés, la Pologne de l'exil comme celle du terroir devaient faire face à de réelles difficultés difficiles à surmonter.

Chapitre V

A°/ La résurgence d'un Beckisme menaçant ?

Les évolutions souvent difficiles du gouvernement Sikorski en matière aussi bien de presse que de médias radiophoniques entraînèrent à maintes reprises des polémiques au sein même du cabinet. Certes, l'autorité du Président du Conseil ne fut jamais mise réellement en défaut. Mais la politique française de censure était de nature à semer le trouble parmi les ministres polonais.[412] Ces querelles intestines n'apparaissaient quasiment pas en plein jour, mais les

[408] Y. Beauvois, op. cit., p. 82 et 83.
[409] Y. Beauvois, op. cit., p. 85.
[410] Entretien avec J. Zalinski, (10 février 1998).
[411] Idem.
[412] Entretien avec J. Zalinski, (20 février 1998).

Français par leur action en profondeur parvenaient finalement à gêner les désirs de revanche et la politique étrangère du gouvernement Sikorski. L'on considère généralement que l'opinion publique française fut globalement bien plus polonophile que ses gouvernants, en revanche force est de constater que le gouvernement français voulait à tout prix que Sikorski perdure dans ses fonctions et son pouvoir. En effet, le Premier ministre polonais malgré quelques « coups de gueule » sporadiques était un hôte de choix pour la France. Daladier avait finalement le contrôle de la situation, car dans sa francophilie et quelque part sa faiblesse, Sikorski laissait parfois la France œuvrer et manoeuvrer le gouvernement polonais.[413] Comment d'ailleurs Sikorski aurait pu se sortir de cette position de « faiblesse congénitale » d'un gouvernement en exil qui, malgré la sauvegarde d'une grande partie des stocks d'or de la banque de Pologne, n'avait pas un Zloty en poche ? Le gouvernement polonais dut même quasiment faire l'aumône à son hôte. Une aumône matérialisée par un crédit de 600 millions de francs.[414] La France était pro-Sikorski mais à condition que les hautes vues françaises correspondent à celles des Polonais. Dans ce but, et pour éviter toute contestation du « régime Sikorski » le président Daladier prit d'importantes mesures de protection des hommes politiques polonais présents sur le sol français. Chaque personnalité, selon qu'elle représentât un danger ou au contraire un allié potentiel était classée suivant son degré d'importance. Ces « VIP » polonais des années 1939-1940 étaient soit suivis par les agents de la police française, soit protégés par de véritables gardes du corps.[415] Bien évidemment, cela dépendait de leur classement en matière d'importance socio-politique et surtout de leur classification secrète : ami ou ennemi. Il est évident que dès lors que des négociations avaient lieu entre la France et la Pologne, c'est-à-dire surtout à partir du 17 septembre 1939, des dispositions particulières furent prises. En premier lieu, les autorités françaises cherchaient à « obstruer » les voies de sortie du territoire roumain des opposants potentiels.[416] Sans parler bien évidemment de Beck, de Moscicki ou d'autres survivants de la Sanacja qui n'auraient même pas pu se déplacer jusques vers l'ambassade de France pour demander ne serait-ce que l'ouverture d'un dossier de sollicitation d'un visa. Les autres opposants ou même parfois pseudo-opposants, car il arriva aussi que des ressortissants polonais tout à fait neutres fussent pris pour des semeurs de désordre, n'obtinrent pas à quelques rares exceptions près de visa pour le pays d'exil de la Pologne démantelée.

---

[413] Tadeusz Wyrwa, *La Résistance polonaise et la politique en Europe*, éd. France-Empire, Paris, 1983, p. 261.
[414] Archives Economiques et Financières, ministère de l'Economie, France, Paris, dossier B 12 266.
[415] Service Historique de l'Armée de Terre, Vincennes, dossier 7N3006, armée polonaise en France (lettre de Daladier au général Denain, 2 octobre 1939).
[416] Entretiens Kalita, (12 décembre 1997).

De toute évidence, l'ennemi politique numéro un était bien le colonel Josef Beck qui interné à Slanic faisait l'objet d'une surveillance particulière.[417] L'ambassadeur de France en Roumanie, Adrien Thierry, reçut des instructions afin d'encourager très fortement le gouvernement roumain à neutraliser l'encombrant colonel. Mais tout au moins en cette fin d'année 1939, Josef Beck n'avait pas vraiment l'intention de rester inactif. Il n'avait toujours pas digéré le « coup de traîtrise » de la France aidée en cela par l'attitude pro-française de la Roumanie.[418] Cette attitude, qui sonna le glas de l'existence de la Sanacja n'était pas seulement dictée par les intérêts supérieurs de la France, mais aussi par cette volonté d'apparaître d'une certaine neutralité maintenant que l'on avait assisté à la démonstration de « coopération militaire » germano-soviétique. Dans sa retraite forcée de Slanic l'ancien ministre des Affaires étrangères polonaises, en qui d'aucun souhaitait voir l'un des principaux responsables de cette guerre et de ce démembrement de la Pologne, voulait à tout prix se défendre. D'ailleurs en bon militaire qui se respecte, Josef Beck souhaitait continuer la lutte à sa façon. Ce combat prenait alors la forme d'une guerre des ombres. En effet, en Italie, le colonel Beck comptait quelques affidés qui étaient organisés en petits groupuscules.[419] Ces hommes étaient soit d'anciens proches ou collaborateurs du colonel, soit des militaires pro-Sanacja et solidaires de l'un de leurs camarades. Dire qu'ils fomentèrent des actions proches de celles qu'accomplissent de vrais barbouzes, serait peut-être exagéré. Car nous n'avons à ce jour pas de preuves suffisantes arguant d'actions clandestines, de sabotages ou d'enlèvements. Il y a plusieurs raisons à cela. Essentiellement deux : la première est que ces groupes ou groupuscules étaient peu nombreux, mal organisés et n'avaient pratiquement pas de moyens financiers propres. La seconde est que la France par l'intermédiaire de son deuxième bureau avait mis en place un plan d'action anti-beckiste.[420] Plusieurs techniques furent employées, mais la plus utilisée fut tout simplement le refus systématique de visa pour les « militants beckistes » connus ou suspectés.[421] Elle constitua, de loin, la méthode la plus efficace pour contrer les épigones du colonel Beck. Le danger beckiste neutralisé, les Sikorskistes pouvaient être tranquilles.

En fait, pas totalement, car d'autres tentatives de déstabilisation avaient cours contre le général Sikorski et ses amis. Il était inutile d'aller chercher d'authentiques compatriotes de Sikorski. Ceux qui l'espionnaient et pouvaient vouloir attenter à sa vie, n'étaient autre que les

[417] De la part du gouvernement roumain.
[418] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, série Europe 1930-1940, dossier Roumanie, n° 181 (politique extérieure, avril 1939-janvier 1940).
[419] Y. Beauvois, op. cit., p. 92.
[420] Service Historique de l'Armée de Terre, Vincennes, dossier 7N3006.
[421] Entretiens Kalita, (12 décembre 1997).

agents de l'Abwher et ceux du KGB. La vie de Sikorski était en danger. Les agents du KGB comme ceux de l'Abwher avaient tout intérêt à ce que le général disparaisse. Le but poursuivi par les ennemis « naturels » du chef du gouvernement polonais était de discréditer l'autorité du général. Comme on l'a vu, les Allemands brouillaient les ondes de Radio-Toulouse afin de saboter les émissions polonaises. Mais cela ne pouvait pas suffire à jeter le discrédit et la désunion chez les Polonais en terre d'exil. Il y avait la presse allemande ou soviétique, mais l'impact était moindre. Alors, il restait la théorie de l'enlèvement ou, plus efficace, celle de l'assassinat. On connaît la suite et la fin du général Sikorski, même si tout n'a pas été éclairci dans cette affaire.[422] De septembre 1939 à juin 1940, Sikorski fut très bien protégé par les autorités françaises.

Il n'est pas que le Premier ministre polonais qui fut escorté en permanence. D'autres membres importants du cabinet Sikorski firent l'objet de « soins particuliers ». Ainsi, August Zaleski était-il mis sous escorte, de même que son domicile placé sous surveillance. Le Président Raczkiewicz bénéficiait en plus de ses propres gardes du corps, de ceux de la police française. En fait, tous les membres du gouvernement polonais étaient placés sous la protection des services de sécurité français.[423] Cela prenait une forme visible ou parfois, « l'invisibilité » des policiers français était de mise.

Avec le recul, on peut appréhender cette « sur-protection » de plusieurs façons différentes. J'en verrais surtout deux : la première façon sied parfaitement à une notion de garantie de l'intégrité physique des personnes. En effet, avec les vagues de menaces renouvelées régulièrement aussi bien par les beckistes ou pseudo-beckistes, le KGB ou l'Abwher, le gouvernement français aurait perdu la face si un attentat perpétré sur son territoire avait atteint son protégé ou ses affidés. On peut sans conteste affirmer ce postulat dès septembre 1939. La seconde façon par laquelle on peut appréhender cette « sur-protection » se reflète dans ce que l'on pourrait appeler une « surveillance intéressée » très proche de l'espionnage. En effet, la police française faisait un abus caractérisé d'agents chargés de l'épiement des faits et gestes de personnages importants de la République polonaise en exil. Comme je le précisais plus haut, toutes les personnes qui de près ou de loin revêtaient une certaine importance, faisaient l'objet de « soins attentionnés ». Et c'est ainsi que par ce biais, Edouard Daladier savait très facilement et à tout moment qui fréquentait qui. Cette toile que tissaient insensiblement les services de sécurité français, serait à terme à coup sûr, une arme terriblement efficace pour les

[422] La piste de l'attentat est privilégiée, mais il est difficile de savoir si ce sont les Soviétiques ou les Allemands qui l'orchestrèrent.
[423] Service Historique de l'Armée de Terre, Vincennes, dossier 7N3006, armée polonaise en France.

autorités françaises. D'ailleurs, cette arme au départ, policière, allait vite devenir une arme politique redoutablement efficiente. C'est pour cette raison que Sikorski ne voyait pas cette « sur-protection » d'un très bon œil. Il était partagé entre la nécessité d'assurer sa sécurité personnelle et celle de ses collaborateurs ainsi que de ses proches et la perte d'une vraie « liberté » d'aller et venir où bon lui semblait. Il apparaît aujourd'hui que plusieurs membres du gouvernement polonais émirent des protestations auprès des autorités françaises.[424] Ces protestations ne changèrent en rien la volonté française d'aboutir à une étroite surveillance des faits et gestes des caciques polonais.

A cela, il fallait rajouter l'encombrante existence, comme je l'ai rappelé plus haut, des amis du colonel Beck. Certes, il était interné en Roumanie et l'Etat roumain était bien décidé à ne pas le laisser filer à l'étranger. Les Roumains étaient à ce moment-là dans une situation difficile où, il ne fallait s'attirer ni les foudres de la puissante Allemagne ni celles de l'omnipotente France. Aussi, Beck faisait-il l'objet d'une surveillance récurrente. Mais l'ancien ministre des Affaires étrangères de la Sanacja avait plus d'un tour dans son sac. Depuis son lieu de séjour, le qualificatif de « lieu de rétention » serait d'ailleurs plus idoine, Josef Beck travaillait à entretenir ses réseaux qu'il chargeait de diverses missions à travers toute l'Europe.[425] Il semblerait même que des groupes beckistes aient opéré en Pologne occupée. L'aura du colonel dépassait donc sans conteste sa résidence roumaine. Aussi, l'idée que les beckistes viennent agir et contrer le gouvernement Sikorski sur le territoire français, était proprement insupportable aux autorités de ce pays. Les ordres étaient clairs et sans détour. Il fallait neutraliser, voire annihiler si nécessaire le danger beckiste.[426] Toutes les techniques étaient bonnes à utiliser. Cela allait de la filature pure et dure à l'intimidation, en passant par l'incarcération et le contrôle, (au final peu efficace), des lettres en polonais arrivant ou partant du territoire français.[427] L'historien polonais Olgierd Terlecki rapporte dans son ouvrage intitulé « Général Sikorski » l'exemple du sort réservé dès son entrée en France au général Dab-Biernacki.[428] Celui-ci fut en effet arrêté sitôt le pied posé sur le sol français. La police agit sur ordre exprès du gouvernement français, saisi lui-même d'une demande en bonne et due forme du Premier ministre Sikorski.

Le général Dab-Biernacki n'était pas n'importe quel général. Il était un ancien compagnon de Pilsudski et avait combattu à ce titre avec l'armée française et le général Weygand en

[424] Nous n'en avons pas la preuve écrite à ce jour.
[425] Entretien avec J. Zalinski, (20 février 1998).
[426] Entretiens Kalita, (12 décembre 1997).
[427] Y. Beauvois, op. cit., p. 90.
[428] O. Terlecki, op. cit., p. 195.

particulier. Cela faisait de lui un militaire proche de la France ce, d'autant plus, qu'il avait été fait grand officier de la légion d'Honneur. Mais, en Pologne, il avait été l'un des plus grands ennemis du général Sikorski et en ce début de 1940, il le restait. Pas très ami avec le colonel Beck, il entretenait malgré tout des relations avec celui-ci surtout dans le but de contrer son vieil ennemi Sikorski. C'est pour parer à toute éventualité ou velléité d'opposition à lui-même que Sikorski demanda dès la nouvelle de son arrivée en France connue, au gouvernement Daladier de procéder à son arrestation, puis à son emprisonnement. Dab-Biernacki ne se laissa pas faire et il entama une grève de la faim particulièrement embarrassante pour le gouvernement français.[429] Cet exemple illustre bien la complexité des relations entretenues par la France avec son allié polonais. D'un côté, le gouvernement français voulait à tout prix empêcher la formation d'un noyau beckiste sur son territoire. De l'autre, Daladier acceptait des requêtes aussi expéditives de la part de Sikorski, alors que Dab-Biernacki n'était pas à proprement parler un « véritable » beckiste. Il faut dire, à la décharge des autorités françaises, que la gestion de tels antagonismes polono-polonais était toujours délicate. Cette complexité dans les relations franco-polonaises trouvait aussi son origine dans le fait qu'il ne fallait pas non plus s'aliéner la moitié de Polonais favorables au régime de la Sanacja. La France ne souhaitait pas cette aliénation par la crainte de perdre de futurs soldats polonais sur son sol, mais plutôt parce que cela revêtait un impact négatif sur son image de marque à l'intérieur, comme à l'extérieur de la métropole.

Le général Dab-Biernacki ne fut pas le seul à souffrir de cet état de fait. De nombreux futurs soldats polonais en France furent refoulés à Marseille au camp militaire de Carpiagne.[430] Tadeusz Kalita, arrivé en janvier 1940 dans ce même camp, eut à subir de très nombreux contrôles, à la fois des autorités polonaises et des autorités françaises. Lui, jeune officier de la campagne de septembre 1939, réussit à passer les barrages bureaucratiques et militaires mis en place par la France et le gouvernement Sikorski. Mais un grand nombre de ses camarades qui, comme lui, avaient traversé l'Europe à leurs risques et périls, furent refoulés quand ils ne furent pas tout simplement internés.[431] De même, les mesures draconiennes prises par le gouvernement français s'étendirent dès septembre 1939 aux Polonais refugiés en Roumanie. Cette technique simple, mais redoutablement efficace que j'ai évoquée plus haut, était celle de l'attribution ou de la non-attribution d'un visa pour la France. On peut dire qu'à ce jeu-là, les autorités consulaires françaises de Bucarest furent très efficaces.

---

[429] Ibidem.
[430] Entretiens Kalita, (12 décembre 1997).
[431] Idem.

Mais en Roumanie comme en Hongrie ou ailleurs, les Polonais n'étaient pas tous obligés de demander un visa pour la France. Ils pouvaient en effet en demander pour un pays limitrophe qui aurait d'autant moins de scrupules à distribuer des visas qu'il n'était pas spécialement un pays ami de la France. Ce pays latin frontalier de la France n'était autre que l'Italie mussolinienne.[432] En effet, Beck avait de nombreux affidés sur le territoire italien. Il avait reçu le renfort en décembre 1939 d'un ex-futur président polonais repoussé sans ménagement par la France quelques semaines plus tôt. Resté ambassadeur de la République polonaise à Rome, le général Wieniawa-Dlugoszowski mal remis de son échec cuisant, était devenu un proche du colonel Beck.[433] Beck était soupçonné d'entretenir avec Wieniawa des liaisons dangereuses, au point que la France s'en inquiéta sérieusement. Les agents français du deuxième bureau eurent vent des tentatives répétées de Wieniawa auprès du ministre italien des Affaires étrangères, le comte Ciano, pour préparer le lit d'un théorique contre-gouvernement partisan de Beck et d'une opposition pro-Sanacja.[434] Le contre-gouvernement plus illusoire que jamais à un moment où la côte de popularité de Sikorski auprès de la très importante communauté polonaise de France était au plus haut, n'aurait pu servir qu'à fomenter des actions clandestines, voire des troubles à l'encontre du gouvernement polonais en France. Il fut question d'interventions reconduites de la part de Wieniawa pour que le comte Ciano fasse pression auprès de Mussolini, afin qu'il acceptât d'accueillir sur le territoire italien le colonel Beck en personne.[435] Cette manœuvre échoua. Mais le mal avait été fait. Et cela eut pour conséquence immédiate le renforcement de cette sur-protection des dignitaires sikorskiens et surtout l'accroissement sans précédent des mesures parfois discriminatoires prises par le gouvernement français à l'encontre de toute personne suspectée de près ou de loin de sympathies beckistes.

B°/ Les « soucis » financiers du gouvernement Sikorski

Comme on l'a vu, sous des abords officiels de protection et d'aide à la République de Pologne en exil, la France faisait avant tout ce qui servait ses intérêts propres. Dans cette longue litanie des faits et gestes entrepris au nom des relations franco-polonaises, une question fut encore plus délicate que les autres : l'argent. En effet, toute entité politique et a fortiori, étatique, a besoin d'un budget national. Ce fut aussi le cas pour le gouvernement Sikorski. Comme on le

[432] Service Historique de l'Armée de Terre, Vincennes, dossier 7N3006, armée polonaise en France.
[433] Entretien avec J. Zalinski, (20 février 1998).
[434] Idem.
[435] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, série Europe 1930-1940, dossier Z Pologne, n° 381 (lettre de François-Poncet à Daladier, 24 novembre 1939).

sait, sur les soixante-quatorze tonnes d'or qui quittèrent discrètement le sol polonais au matin du 14 septembre 1939, seules soixante-dix tonnes parvinrent en France. Ces réserves constituées de dix-sept mètres cubes de lingots d'or de chacun un kg furent entreposées jusqu'au mois de juin 1940 dans les coffres sur-protégés de la Banque de France à Nevers.[436] L'acheminement de cet or vers la France qualifié par nombre d'historiens comme rocambolesque, semble finalement ne pas avoir grand chose d'extravagant. Ce trésor de l'Etat polonais prit la voix des rails le 14 septembre 1939 pour être acheminé dans la journée à travers le territoire roumain vers le port de Constanta.[437] Ce ne fut pas sans quelques difficultés, plus administratives que politiques, que le gouvernement roumain donna son aval à ce transport sous très haute surveillance. Comme je l'exprimais plus haut, l'Allemagne eut connaissance de cet accord de transit et cela amena un amoncellement de nuages entre la Roumanie et le Reich. Malgré les risques diplomatico-militaires liés à ces facilités faites aux Polonais, Gafenco prit sur lui d'avoir à affronter plus tard la colère d'Hitler. La France fut étroitement liée à ce transfert, non seulement en accueillant les soixante-dix tonnes d'or sur son sol, mais aussi et surtout en prêtant le concours de la Royale.[438] Quatre tonnes d'or furent laissées dans les coffres de la Banque Nationale de Roumanie et le reste placé en premier lieu sous la protection des autorités roumaines, avant que la Marine de guerre française ne prenne le relais. Sous la garantie navale française, un cargo battant pavillon anglais traversa la mer noire pour rallier le port d'Istanbul puis Ankara par le rail.

Une autre version de ce transfert aurifère contredit la présente. Selon certaines sources, le bâtiment pavillonné aux couleurs de l'Union Jack serait allé directement sous escorte navale française à Beyrouth, alors capitale d'un Liban sous mandat SDN donné à la France.[439] Passant le détroit du Bosphore puis celui des Dardanelles, il arriva à Beyrouth aux alentours du 18 septembre 1939.[440] Il est difficile de savoir avec certitude laquelle des deux versions est la vraie. Chacune se défend et est défendable. D'un côté, la première version cherche à démontrer que les autorités polonaises, mais aussi françaises, jouèrent la carte de la sécurité maritime. En effet, du port de Constanta à celui d'Istanbul une seule journée de mer était suffisante, ce qui n'était évidemment pas le cas pour effectuer la liaison Constanta/Beyrouth. L'acheminement d'Istanbul à Ankara par le chemin de fer, puis vers le Liban à travers la Syrie (aussi sous mandat SDN délivré à la France), est symptomatique des prétentions plus

[436] Y. Beauvois, op. cit., p. 94.
[437] Y. Beauvois, op. cit., p. 93.
[438] Entretien avec J. Zalinski, (20 février 1998).
[439] Entretiens Kalita, (12 décembre 1997).
[440] Pas de documents écrits attestant cela. Seulement des témoignages divergents.

terrestres que maritimes de l'armée française. Nul aussi bien en France qu'en Europe ou ailleurs n'était dupe quant aux capacités militaires réelles de la Royale. Dans l'Histoire de France, chacun avait pu noter le nombre de défaites navales françaises et les quelques trop rares petites victoires que Villeneuve ou La Galissonière avaient pu accrocher à leur tableau d'honneur. Sur ce plan-là, la supériorité britannique était évidente pour tout le monde. Ce n'était pas du tout le cas en ce qui concernait les forces terrestres. Encore toute auréolée du prestige acquis par les Poilus de la Grande Guerre, l'Armée de terre française inspirait une confiance quasi-inébranlable. Ce n'était pas les troupes de l'armée du Levant commandées en Syrie par le général Dentz qui allaient démontrer le contraire. Celles-ci furent mandées pour assurer la protection du convoi d'or.[441] C'est tout au moins ce qui est affirmé dans la première hypothèse. L'autre version possible et tout à fait plausible fit donc partir le bâtiment chargé du trésor le 15 septembre 1939 sur ce même navire battant pavillon britannique. Mais au lieu d'aller au plus court c'est-à-dire à Istanbul puis à Ankara et Beyrouth via la Syrie, le bateau fit la liaison Constanta/Beyrouth d'une seule traite. Protégé par les bâtiments de guerre de la Royale (au moins un croiseur et trois contre-torpilleurs), le navire arriva à bon port le 20 septembre 1939.[442] Cette hypothèse bien que plus risquée que la première en ce qui concernait la sécurité de l'or polonais, est tout à fait possible. En effet, la Kriegsmarine était peu présente en mer noire et même si les U-boots auraient pu constituer une menace réelle, la présence des contre-torpilleurs français entourant le navire britannique aurait largement pu conjurer la menace. Quant aux Soviétiques, officiellement entrés en guerre contre la Pologne pour soi-disant protéger leur territoire national contre une agression allemande, ils n'avaient pas une marine de guerre digne de ce nom. Seule l'aviation militaire soviétique aurait pu constituer une menace. Mais au fur et à mesure que les bateaux français et anglais s'éloignaient de Constanta et à la faveur de la nuit, la chasse soviétique avait perdu toute chance de détruire le trésor polonais. Ainsi, ces deux thèses qui s'affrontent paraissent tout aussi plausibles l'une que l'autre. Je serais tenté pour ma part de pencher un peu plus du côté de la première que de la seconde, car l'aspect sécuritaire de la voie terrestre à travers la Turquie puis la Syrie (où l'armée française assurait la protection jusqu'au Liban) et enfin Beyrouth me paraît plus proche des considérations militaro-politiques du moment. En tous les cas, cet or fut bien embarqué sur des bâtiments de guerre français à la fin du mois de septembre 1939 pour rejoindre les coffres de la Banque de France à Nevers.[443]

---

[441] Entretien avec J. Zalinski, (20 février 1998).
[442] Entretiens Kalita, (12 décembre 1997).
[443] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, série Europe 1930-1940, dossier Z Pologne, n° 382.

C'est avec cet épisode peu banal que s'ouvrait la longue période de la coopération financière franco-polonaise. Une coopération débutée sous de bons auspices mais qui finalement, on le vit par la suite, n'avait pas grand chose d'amical. Des discussions avaient été engagées dès le déclenchement des hostilités en Pologne, c'est-à-dire le premier septembre 1939.[444] Le régime de la Sanacja pressentait que la lutte contre les nazis risquait immanquablement d'entraîner des trous énormes dans le budget de l'Etat. Depuis six années, toute l'économie de l'Allemagne hitlérienne avait été orientée vers l'industrie de guerre et toutes les industries afférentes. De cette façon, le budget de l'Etat du troisième Reich était constitué en conséquence. Ce qui, on s'en doute, n'était absolument pas le cas du gouvernement polonais. Quelques contrats concernant notamment des chars et des avions avaient été passés avec la France et la Grande-Bretagne. Mais, au matin de l'invasion allemande, pas même un dixième des armements prévus avait été livré. C'est ainsi que faute de moyens modernes (à ceci près que les avions et les chars français et même anglais n'étaient assurément pas ce qui se faisait de mieux face aux stukas ou aux panzer II), on vit ces images ou ces photographies absolument dantesques des cadets polonais munis d'un courage hors-normes, charger sabre au clair, les « panzerdivisionen » allemandes. Tadeusz Kalita, aspirant du 36ème régiment de chasseurs de montagne me disait il y a quelques années que ces charges « suicidaires » étaient faites pour aller chercher les fantassins allemands cachés derrière leurs chars.[445] Cela on le savait, mais ce que l'on sait moins est que la plupart du temps les soldats de la Whermacht étaient terrifiés devant la furie des cadets de l'armée polonaise. Souvent, me disait Kajic Mlot, sous-officier de l'armée polonaise en 1939, les fantassins ennemis battaient en retraite lorsqu'une charge de la cavalerie polonaise réussissait à traverser l'écran de Panzer.[446] Bien entendu, ce courage était vain et vouait à la mort quasi-certaine ces soldats d'élite. Mais il illustre une fois de plus l'état d'esprit qui habitait un grand nombre de militaires et d'appelés polonais.

Pendant ce temps, sous les ors de la République, les hauts fonctionnaires de la France, la Grande-Bretagne et la Pologne parlaient finances. Le Premier ministre Slawoj Sladkowski souhaitait voir aboutir le plus vite possible un accord de partenariat financier. Les négociations allaient être soutenues pendant les premiers jours du conflit. Slawoj Sladkowski ne pouvant se déplacer hors de Pologne confia la tâche ardue de trouver un accord rapide à son ambassadeur à Paris, Julius Lukasiewicz.[447] Avec son confrère de Londres Edward

[444] Archives Economiques et Financières, ministère de l'Economie, France, Paris, dossier B 33 269.
[445] Entretiens Kalita, (12 décembre 1997).
[446] Entretien avec Kajic Mlot, (2 août 1997).
[447] Archives Economiques et Financières, ministère de l'Economie, France, Paris, dossier B 33 269.

Raczynski, Julius Lukasiewicz obtint non sans mal un protocole d'accord fixant une aide financière relativement acceptable pour le gouvernement polonais. Le 6 septembre 1939, le protocole était passé et prévoyait une signature officielle le lendemain entre les représentants des trois Etats.[448] Ces accords du 7 septembre 1939 mettaient en exergue les besoins très importants de la trésorerie d'Etat polonaise. Mais la France, tout comme la Grande-Bretagne, n'avait pas les moyens (du moins officiellement) d'aller au-delà d'une certaine aide financière. En premier lieu, cette aide prenait la forme d'un prêt et non d'une avance remboursable en plusieurs fois.[449] Certainement que dans un élan de générosité franco-anglaise, le général Slawoj-Sladkowski aurait souhaité cette avance ou même un prêt sans intérêts. Mais il dut déchanter devant ce que lui présentèrent par téléphone ses deux ambassadeurs. Malgré tout, l'accord financier était quand même acceptable dans la mesure où il permettait au gouvernement polonais d'encaisser un prêt de six cent millions de francs en ce qui concernait la France et, de cinq millions de livres pour la Grande-Bretagne.[450] La France se montrait un peu plus généreuse que sa voisine d'outre-Manche. Par contre, les deux pays s'entendirent pour que ce prêt soit muni d'un taux d'intérêt restreint de 5 %. Globalement, les ambassadeurs Lukasiewicz et Raczynski s'en sortaient avec les honneurs. Cela aurait pu être pire. Certes la France avait semble t-il les moyens d'aller plus loin sur le plan financier. Mais elle devait observer une certaine adéquation par rapport à l'aide anglaise. Une aide trop largement supérieure à sa voisine aurait été mal vue sur le plan diplomatique et puis la France ne devait pas se montrer généreuse au-delà de ce qu'elle pouvait donner car, les Polonais auraient pu vouloir demander encore plus la fois d'après. Les événements qui suivirent donnèrent partiellement raison à ces arrière-pensées françaises.

C'est ainsi que bien avant l'ingérence française dans les affaires intérieures polonaises lors de la désignation du président et du Premier ministre polonais du gouvernement en exil, des accords de partenariat étaient sinon en route, tout au moins en instance d'être signés. Au moins sur ce plan-là, Georges Bonnet fit preuve d'une réelle efficacité en contenant les demandes importantes des ambassadeurs et en donnant finalement satisfaction à tout le monde.[451] Sans doute aurait-il fait un très bon ministre des Finances à ce moment-là. L'accord franco-polonais était plus complet et plus incitatif que celui passé entre la Grande-Bretagne et la Pologne. En effet, malgré toutes les arrière-pensées aussi bien du côté français que de celui des Polonais, l'aide de la France devenait cette fois plus présente qu'auparavant. Si les chars

[448] Idem.
[449] Id.
[450] Y. Beauvois, op. cit., p. 94.
[451] Entretiens Kalita, (12 décembre 1997).

et les avions prenaient un temps infini à sortir des usines ou à tout simplement quitter leurs bases et leurs casernes pour entreprendre le voyage vers les terres polonaises, au moins, de la monnaie sortait des coffres de la République Française ! Cela les Polonais le tenaient. Il avait été prévu dans cet accord du 7 septembre 1939 que les six cent millions de francs étaient destinés au libre usage du gouvernement polonais. En conséquence de quoi, il fallait penser aux frais inhérents aux représentations diplomatiques, aux transports de personnalités et aux remboursements des dettes préexistantes de l'Etat polonais à l'égard de la France.[452] Cela représentait des sommes importantes, environ cent millions de francs par année.[453] C'est sur ce plan précis que l'on vit une certaine générosité française s'appliquer. En effet, Georges Bonnet avec l'aval d'Edouard Daladier décida d'octroyer une avance pure au gouvernement polonais en ce qui concernait ses frais de représentations diplomatiques. Cela signifiait pour la Pologne la pérennité de son ambassade rue Talleyrand à Paris et de ses consulats respectifs sur tout le territoire français. Ainsi, l'ambassade et les six consulats pouvaient continuer de fonctionner normalement eu égard aux difficultés de trésorerie de l'Etat polonais. On peut dire que cette avance était un cadeau du pouvoir politique français dans la mesure où les consulats de Bar-le-Duc, Toulouse et Lyon auraient dû fermer leurs portes les premiers si cet argent n'était pas arrivé à temps. On peut même penser que ce sort aurait touché aussi ceux de Paris, Lille ou Marseille. Mais grâce à l'aide du gouvernement Daladier cette question, au demeurant assez épineuse, fut réglée sur-le-champ. Du coup, l'importante vie consulaire dans les circonscriptions où étaient présents de nombreux Polonais, comme Lille, Bar-le-Duc ou Toulouse fut préservée. Des manifestations sportives de cyclisme, football, natation, dans lesquelles étaient engagés des ressortissants polonais immigrés en France de fraîche ou de longue date, purent avoir lieu. Les consuls purent recevoir leur salaire et voir leurs frais de déplacement pris en charge par leur autorité de tutelle.[454]

Il restait à traiter un autre aspect tout aussi épineux de la question financière : le remboursement des dettes préexistantes de l'Etat polonais. La dette de la Pologne à l'égard de la France s'élevait en septembre 1939 à deux cent millions de francs.[455] C'était une somme très importante et l'Etat polonais avait du mal à rembourser régulièrement cette créance. Or sur ce point aussi, la France par la signature de son ministre des Affaires étrangères ouvrait la voie à une mesure d'aide vis-à-vis de ces dettes en les neutralisant pour la durée exclusive de

[452] Archives Economiques et Financières, France, Paris, dossier B 33 269 (accords franco-polonais du 7 septembre 1939).
[453] Idem.
[454] Entretien avec J. Zalinski, (20 février 1998).
[455] Archives Economiques et Financières, France, Paris, dossier B 33 269.

la guerre. En somme, le gouvernement français remettait les « compteurs à zéro », au moins durant les hostilités. On peut dire que ce fut un coup de pouce appréciable. Même s'il faut ajouter un bémol d'ordre « politico-affairiste » puisque l'accord du 7 septembre 1939 prévoyait le remboursement des créances de Marcel Boussac qui s'élevaient à plusieurs millions de francs.[456] Ce fut une nouvelle preuve de l'influence notable de l'industriel du textile auprès des hommes politiques de son temps et surtout de Daladier. Mais cette somme était finalement mineure eu égard au reste de la dette de la Pologne. Il fallait que le gouvernement polonais profite bien de cette offre, car cela risquait de ne pas durer très longtemps.

C°/ Un Etat en terre étrangère décidément trop « dépensier »

Au fur et à mesure des semaines et des mois, le « cadeau » financier fait aux Polonais s'avérait être particulièrement lourd à gérer. En effet, lorsque Sikorski fut nommé Premier ministre, le 30 septembre 1939, on aurait pu croire qu'un francophile notoire, ami des gouvernants français et, qui plus est, véritablement « choisi » par ceux-ci, n'aurait aucun mal à obtenir d'autres prêts de la France. Tout au moins à assurer un bon écoulement des crédits dispensés par l'accord du 7 septembre 1939. A ce moment-là, le général Sikorski n'était qu'un des nombreux opposants au régime de la Sanacja et surtout au colonel Josef Beck, ministre tout-puissant des Affaires étrangères. Mais les semaines suivantes le propulsèrent au plus haut niveau décisionnel en faisant de lui l'héritier et le continuateur de cet accord. Comme nous le vîmes dans les faits, l'héritage fut lourd à porter. Tout d'abord, la gestion propre des fonds mis à la disposition du gouvernement polonais n'était pas effectuée directement par le ministre polonais du Trésor (à savoir Stanislas Koc).[457] Il y avait tout un cheminement à la fois complexe et long lorsque le gouvernement polonais décidait de prélever des sommes sur son crédit principal alloué par la France. Ce processus était compliqué dans la mesure où il fallait passer par le ministère des Finances, la Banque de France, puis le service financier de l'ambassade de Pologne en France, puis de nouveau le ministère français des Finances, puis la Banque de France et, enfin, de nouveau l'ambassade de Pologne.[458] Cette procédure fastidieuse s'appliquait automatiquement pour n'importe quelle somme d'argent demandée par le gouvernement Sikorski ou le Président Raczkiewicz, ou le Conseil National polonais. De ces trois entités, seule la présidence du gouvernement

[456] Y. Beauvois, op. cit., p. 96.
[457] Archives Economiques et Financières, France, Paris, dossier B 33 268.
[458] Idem, dossier B 33 269.

avait la haute main sur les dépenses à effectuer. C'est-à-dire en termes simplifiés que Paderewski et Raczkiewicz dépendaient financièrement des crédits votés par les membres du cabinet Sikorski. Autant dire que ces crédits dépendaient du bon vouloir du général Sikorski. Ceci était vrai même si, en terme de hiérarchie étatique, le président de la République polonaise était théoriquement au-dessus de son Premier ministre. Mais, comme on l'a vu, le général Sikorski avait dès sa nomination au poste de Premier ministre mis en place avec l'accord passif de Raczkiewicz, des dispositions spéciales qui faisaient de lui le seul et unique patron de cette Pologne exilée.[459] Ainsi Sikorski décidait des sommes à prélever, de leur montant et de leur utilisation. Mais il dépendait lui-même du bon vouloir de la France. Car, dans un premier temps, le ministre français des Finances pouvait, le cas échéant, refuser de donner son accord pour un versement.[460] Bien entendu, ce refus aurait dû être alors dûment motivé. Le gouvernement français se réservant ensuite le pouvoir d'accéder ou non à la demande polonaise. Ce cas de figure tout de même fort embarrassant pour la France n'arriva pas. Mais dans un deuxième temps, la procédure était tellement longue et bureaucratique qu'il s'écoulait des semaines avant que cet argent soit effectivement crédité sur le compte bancaire de l'ambassade de Pologne. Peut-être que les négociateurs polonais, Julius Lukasiewicz en tête, n'avaient pas fait attention à ce système tendancieux lorsqu'ils signèrent l'accord du 7 septembre 1939 ?

Lorsque l'on regarde ce mécanisme de plus près, il est difficile de croire que le gouvernement polonais en exil représente tout de même un pays, un Etat de quelques vingt millions d'habitants (sans compter les ressortissants polonais vivants sur le sol français). Il se doit d'avoir un minimum de souveraineté. Or, avec les difficultés financières que connaît le gouvernement polonais, l'action de la France s'apparente à une tentative de main-mise. Le gouvernement français n'était pas très prompt à distribuer l'argent, même si le prêt de six cent millions était à la libre disposition (théorique) du gouvernement polonais.[461] Comme on le vit par la suite, le gouvernement français reprocha à plusieurs reprises le « train de vie » de l'Etat polonais.[462] Il y avait sans doute dans cette avance française la peur omniprésente de devoir négocier et, par la force des choses politiques, d'accorder un nouveau prêt de plusieurs centaines de millions de francs à la Pologne. Cela faisait assurément trembler les responsables français des finances et peut-être même l'hôtel Matignon. Pour les Polonais, cette tentative de

[459] Le Président Raczkiewicz est déjà affaibli par sa maladie et sur le plan politique.
[460] Archives Economiques et Financières, France, Paris, dossier B 33 269.
[461] Archives Economiques et Financières, France, Paris, dossier B 33 269 (accords franco-polonais du 7 septembre 1939).
[462] Entretien avec J. Zalinski, (20 février 1998).

main-mise sur les actes financiers risquait de déboucher sur une visée de prise de contrôle des actes politiques du cabinet Sikorski.

En effet, si les grands argentiers de la France contrôlaient et avaient le pouvoir d'empêcher le gouvernement polonais d'effectuer certaines dépenses vers, par exemple, des légations ou ambassades à l'étranger (comme en Grande-Bretagne), ou, au contraire, stimuler certains « investissements » que l'on pourrait retrouver à Rome pour lutter contre l'existence des clans beckistes, les données politiques et relationnelles entre Paris et Angers eurent pu être modifiées en fonction des intérêts du gouvernement Daladier.[463] De même, si certains ministères, comme, par exemple, celui de la Guerre, pourtant détenu par Sikorski lui-même, ou bien encore, ceux des Affaires étrangères aux mains de Zaleski ou du Trésor représenté par Koc, avaient le plus grand mal à se faire accorder leurs crédits ou à gérer leur argent à leur guise, ils ne pourraient alors pas faire tout et n'importe quoi. Ainsi, en réduisant l'autonomie du gouvernement polonais sur le plan financier en l'amoindrissant et en bloquant certaines dépenses, on réduisait son crédit dans tous les sens du terme. Le gouvernement français pouvait ensuite induire l'action du gouvernement polonais selon ses propres intérêts.

Il serait erroné de croire que les Polonais se laissaient faire. Le général Sikorski émit à plusieurs reprises des protestations.[464] Mais la méthode de lutte contre la volonté d'hégémonie française la plus efficace était sans doute celle du surcroît de besoins financiers des fonctionnaires et des services de l'Etat polonais. Nous n'avons pas de preuve officielle d'ordres lancés par Sikorski. Mais les frais engagés par le gouvernement polonais vis-à-vis de ses militaires, de son réarmement et de ses consulats répartis sur le territoire français étaient très importants, pour ne pas dire « trop » importants. Il y eut assez rapidement des rumeurs, puis des remontrances de la part des autorités françaises.[465]

Les Polonais tenaient bon. Parmi les exemples que l'on peut donner afin d'illustrer ces besoins financiers surévalués, on pourrait prendre celui de la Croix-Rouge polonaise à Lyon.[466] Avant que Tadeusz Kalita, jeune officier de l'armée polonaise y travaille, il allait régulièrement comme beaucoup de ressortissants polonais retrouver ses amis et compatriotes au 6 rue Tête d'Or dans le 6ème arrondissement de Lyon. Et là, on pouvait se fournir assez facilement en objets et denrées de toutes sortes. Cela était finalement de bon aloi, car la Croix-Rouge polonaise ne faisait que rester dans son rôle d'aide aux Polonais présents sur le sol français, qu'ils soient militaires ou civils. Mais les sommes demandées chaque mois

[463] Entretiens Kalita, (12 décembre 1997).
[464] Entretien avec J. Zalinski, (20 février 1998).
[465] Idem.
[466] Entretiens Kalita, (12 décembre 1997).

étaient trop importantes eu égard à la population polonaise présente à Lyon. Il en fallait plus pour freiner l'ardeur polonaise à solliciter toujours plus d'argent. La gestion de la Croix rouge polonaise de Lyon éveillait des soupçons de la part des autorités françaises, mais rien ne put être prouvé. Pour les Polonais, tout ce qui était « pris n'était plus à prendre ». « Lorsque l'on est dépendant de quelqu'un ou de quelque chose comme l'étaient le gouvernement polonais et ses ressortissants en France à partir de septembre 1939, on est toujours à la merci de cette personne ou de cette entité ».[467] Déjà dépossédés de leur territoire, les Polonais risquaient de l'être aussi de leur autonomie. Et cela était une préoccupation majeure de Wladyslaw Sikorski. Cette question lancinante, l'était d'autant plus lorsqu'il s'agissait d'un gouvernement d'un Etat en exil qui existait sous la coupe d'un pays hôte. La question était de savoir combien de temps cela allait-il durer ? Personne ne le savait et un homme comme Tadeusz Kalita, pressé de se battre à nouveau contre les nazis, aurait bien voulu le savoir.[468] Car, demeurer loin des siens, loin de cette terre qui vous a vu naître et grandir, était une épreuve terrible.[469] Ce sentiment, cette implacable solitude, tous les anciens combattants que j'ai interrogés, l'ont ressenti au plus profond d'eux-mêmes. Alors, durant les premiers mois de l'installation du gouvernement Sikorski à Angers, le « gonflage » des besoins était de mise avant que n'intervienne un inévitable coup d'arrêt des autorités françaises.[470] Ce fut ce qui arriva dès le mois de décembre 1939.

Le gouverneur de la Banque de France à ce moment-là, Pierre Fournier, fit pression auprès des conseillers d'Edouard Daladier, afin que les Polonais modèrent leur appétit financier.[471] Car, à ce train-là, les avances sur le prêt de six cent millions de francs allaient être englouties dans les tous prochains mois. En tant que gestionnaire de la Banque d'Etat que constituait la Banque de France, Pierre Fournier se fit un devoir d'interpeller son ministre de tutelle et le Président du Conseil. Après ces multiples pressions, le gouvernement polonais fut obligé d'avouer qu'il y avait bien un problème, mais que tout cet argent était nécessaire. Pour Zaleski, rien de ce qui était prélevé sur les avances n'était superflu. Malgré cela, Sikorski demanda à ses ministres de réduire leurs dépenses.[472] C'était un geste de bonne volonté de la part du chef du gouvernement polonais. Il fallait montrer aux Français que les Polonais étaient des hôtes coopératifs et volontaires.

---

[467] Idem.
[468] Entretiens Kalita, (12 décembre 1997).
[469] Idem.
[470] Entretien avec J. Zalinski, (20 février 1998).
[471] Idem.
[472] Id.

Ainsi donc, malgré les importants besoins financiers que requièrent l'entretien et la bonne marche d'un gouvernement d'un grand pays comme la Pologne (même exilée), les responsables de ce pays acceptaient de se serrer la ceinture. Cette acceptation fut de courte durée, car, dès le mois de janvier 1940, le montant des avances ne se révélait plus être de 500 000 francs comme le 24 novembre 1939, mais de vingt millions de francs ![473] « Chassez le naturel, il revient au galop… » C'est ce qu'aurait pu dire un Léon Noël soucieux du contrôle du gouvernement polonais et de ses dépenses. Mais malgré la bonne volonté polonaise, les coûts d'entretien du gouvernement et des personnels administratifs, comme aussi ceux des ambassades et des militaires étaient prohibitifs. Il était selon Zaleski difficile de faire moins en matière de dépenses publiques polonaises. A fortiori, les Polonais voulaient montrer par ces dépenses « incompressibles » que malgré leur « bonne volonté indubitable », ils ne pouvaient descendre en-dessous de ces sommes si importantes qu'elles soient. Le message était clair : « Nous ne pouvons pas baisser plus nos besoins financiers sous peine de ne plus être un grand pays. »[474] Ce à quoi les Français rétorquèrent que la Pologne pouvait et se devait de réduire ses dépenses. D'ailleurs, les politiques français ne comprenaient pas bien qu'un pays dévasté comme l'était la Pologne puisse encore avoir des ambassadeurs en Allemagne ou en URSS.[475] Sous le joug des dirigeants de ces Etats totalitaires, la Pologne n'avait plus guère intérêt à entretenir des relations diplomatiques avec ces deux pays. Cela était ce que pensaient les milieux diplomatico-financiers français, car ces « ambassades fantoches » n'avaient, pour eux, aucune utilité tout en dépensant beaucoup d'argent, ne serait-ce que pour l'entretien des personnels accrédités. Wladyslaw Sikorski ou August Zaleski n'avaient pas la même opinion. La pérennisation de ces représentations diplomatiques indiquait sans équivoque que la Pologne existait toujours.

Mais au fur et à mesure que les mois passaient, les Polonais durent se résoudre à fermer toutes leurs ambassades et consulats à l'étranger, à l'exception de ceux de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et de l'Argentine.[476] Malgré ces frais en moins, la Pologne et ses gouvernants dépensaient toujours autant. Toujours trop pour les dirigeants français. Et les pressions françaises se firent plus pressantes.[477] Une nouvelle fois, le général Sikorski dut demander à ses ministres de lâcher du lest. De nouvelles coupes sombres furent engagées dans les différentes affectations budgétaires du gouvernement polonais. Elles concernaient non

[473] Archives Economiques et Financières, dossier B 33 269 (avances sur le prêt de 600 millions de francs).
[474] Entretien avec J. Zalinski, (20 février 1998).
[475] Les représentations diplomatiques polonaises en Allemagne et en URSS furent fermées définitivement le 15 mars 1940.
[476] Entretien avec J. Zalinski, (24 février 1998).
[477] Y. Beauvois, op. cit., p. 102.

seulement les postes et représentations diplomatiques polonaises à l'étranger, mais aussi le gouvernement et ses membres. Les ministres de Sikorski durent alors réduire leur train de vie de manière significative.[478] Il apparaît que les soldes des militaires et les aides à la Croix-Rouge polonaise ne furent pas concernées par ces réductions budgétaires.[479] Ainsi, la tension monta à plusieurs reprises entre les Français et les Polonais. Il y avait eu des tensions d'ordre politique entre les factions beckistes et la France au moment du refus français d'accepter la nomination du général Wieniawa-Dlugoszowski, puis des protestations du général Sikorski (pourtant francophile notoire), dûes à une trop grande curiosité française dans les affaires polonaises, voire à une ingérence manifeste. Maintenant la tension était d'ordre financier. Les Français se montraient vigilants dans la jouissance polonaise du prêt de six cent millions de francs. Certes, il apparaît que les postes et représentations diplomatiques polonais à l'étranger bénéficiaient de subsides trop importants, vu la mission qu'ils accomplissaient et le poids politique réel qui étaient le leur. Certes, en ces temps de guerre, temps de crise, le gouvernement polonais aurait dû tempérer son niveau de vie. Mais, si les Polonais voulaient ne serait-ce que 500 000 francs, il leur fallait demander un million de francs. Comme cela, ils étaient à peu près sûrs d'obtenir la somme désirée.[480]

L'autre sujet de distorsion était les soixante-dix tonnes d'or polonais entreposées dans les coffres de la Banque de France à Nevers. A cela s'ajoutaient les cent autres tonnes de valeurs composées notamment des pierreries et joailleries du trésor du château du Wawel à Cracovie.[481] Avec tous ces biens aisément chiffrables et transformables en monnaie, le gouvernement polonais aurait pu se garantir contre la « radinerie » française. S'il avait eu une confiance totale en la France et en son pouvoir de l'aider de façon décisive et rapide à reconquérir la Pologne, il aurait même pu payer ses devises en or. Tout ou presque aurait été possible, si le gouvernement Sikorski n'avait pas choisi délibérément, (en ayant le sentiment que le retour en Pologne ne serait pas une mince affaire), de garder coûte que coûte ces cent soixante-dix tonnes d'or et d'objets précieux à l'abri des convoitises et des prétentions, peut-être légitimes, des Français. C'est aussi par ce refus de toucher ne serait-ce qu'à un gramme d'or du trésor polonais, que Sikorski s'exposa aux grincements et aux rechignements français.[482]

---

[478] Entretien avec J. Zalinski, (24 février 1998).
[479] Entretiens Kalita, (12 décembre 1997).
[480] Entretien avec J. Zalinski, (24 février 1998).
[481] Y. Beauvois, op. cit., p. 94.
[482] Archives Economiques et Financières, France, Paris, dossier B 33 269 (lettre d'Yves Bouthillier à Stanislaw Koc, le 2 juin 1940).

Les deux attitudes sont compréhensibles et défendables. D'un côté, les Français qui ne voulaient pas prêter indéfiniment de l'argent sans garantie, et de l'autre, des Polonais qui ne souhaitaient pas se départir de la dernière richesse nationale qui leur restait. On le voit, cette amitié franco-polonaise et sa gestion ne relevaient assurément pas de la sinécure.

Seconde Partie : L'armée de Terre polonaise : puissance ou impuissance ?

Chapitre I

A°/ Sikorski : l'homme le plus influent de la nouvelle Pologne ?

Le gouvernement polonais de la Sanacja pressentait les difficiles lendemains de l'attaque allemande. Son armée rudoyée par l'implacable efficacité de la Blitzkrieg donnait, malgré le courage de ses cadets, des signes d'affaiblissement. Il est inutile de décrire les conditions du combat lorsque le 17 septembre 1939, Staline donna le coup de grâce en attaquant après entente avec Hitler les frontières orientales de la Pologne.[483]

Comme je l'ai précisé plus haut, le gouvernement de la Sanacja avait, dès le 4 septembre 1939, signé de nouveaux accords de défense avec la France. Ces accords remplaçaient ceux issus du traité de 1925. Mais à l'instigation du gouvernement Slawoj-Skladkowski, de nouvelles négociations étaient entamées en France entre Georges Bonnet, ministre français des Affaires étrangères, et Julius Lukasiewicz, ambassadeur de Pologne en France. Ces négociations débouchèrent, le 9 septembre 1939, sur l'accord du même nom et qui instituait la création d'une division polonaise en France, placée sous commandement opérationnel général de l'armée française.[484] Il convient de rappeler qu'à ce moment-là, c'est-à-dire le 9 septembre 1939, les forces polonaises combattent l'armée allemande et que, malgré les difficultés qu'elles éprouvent à contenir l'avance de la Whermacht, ces troupes font toujours face à l'ennemi.

Ce n'est que le 21 septembre 1939, soit quatre jours après l'attaque soviétique contre la Pologne, qu'Edouard Daladier, chef du gouvernement français, ratifie cet accord du 9 septembre 1939. La défaite polonaise devenant inévitable, la France se sent obligée de concrétiser cet engagement. C'est donc une division polonaise qui est créée.[485] Elle est basée en terme de soldats sur les Polonais établis en France, mais aussi ceux vivants en Amérique (USA). En fait, très peu de Polonais traversèrent l'Atlantique et une bonne moitié des soldats

[483] Le partage de la Pologne était inclus secrètement dans le Pacte Ribbentrop-Molotov en août 1939.
[484] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, série Europe 1930-1940, dossier Z Pologne, n° 382 (L'armée polonaise en France, septembre 1939-juin 1940).
[485] Avec une prévision d'environ 10 000 soldats.

polonais vinrent carrément de Pologne. Dans ces négociations préalables à l'accord, les Français tenaient avant tout à ce que cette division soit intégrée dans un dispositif de corps de bataille français. Ainsi, une fois constituée et entraînée, elle serait susceptible d'être sous le commandement d'un général de corps d'armée français. Bien entendu, les Polonais demandèrent instamment à ce que le général commandant cette division soit précisément polonais.[486] Les Français ne se firent pas trop prier pour accorder cela à leurs alliés. Mais il y avait une condition sine qua non. Cette disposition spéciale était que ce général de division polonais ait eu l'agrément du haut commandement militaire, qui devait lui-même avoir obtenu l'aval des autorités politiques françaises. Ce ne fut pas vraiment du goût des Polonais. Mais ils n'avaient pas le choix, vu la précipitation des événements. Ceux-ci acceptèrent donc que le général de division polonais soit subordonné à une autorisation politico-militaire française.[487]

En considérant ce qui se passa lors de l'éviction du général Wienawa-Duglozowski au profit du général Sikorski après l'internement de l'ancien gouvernement polonais en Roumanie, on comprend que les Français s'entouraient d'un maximum de précautions. On peut voir aussi un signe avant-coureur d'une véritable ingérence française dans la politique militaire polonaise. Les alliés de la Pologne veulent bien d'une division étrangère sur leur sol. Mais ils veulent, quoiqu'il advienne, en garder le contrôle. Et comment ne pas contrôler dix mille hommes si l'on dirige déjà leur général ?

D'autres accords intervinrent entre ceux du 4 septembre 1939 et ceux du 9 septembre 1939. Tout d'abord, la France et la Pologne s'engageaient à ne pas signer de paix séparée avec l'ennemi. Cela avait une portée plus que symbolique. Car, de cette façon, le sort de la Pologne était lié à celui de la France et inversement. Alors, même si la France laissa la Pologne se faire attaquer sans bousculer l'armée allemande, cette obligation de ne pas signer de paix séparée était de la plus haute importance sur le plan stratégique. Elle l'était aussi sur le plan psychologique pour les Polonais. Même si dans les faits, cette obligation ne fut d'aucune utilité pour la Pologne, le président Raczkiewicz qui succéda le 30 septembre 1939 à Ignacy Moscisckі, y crut sincèrement. De même Julius Lukasiewicz prit grand soin de ne pas déplaire à son hôte, en cherchant activement un officier général pouvant être accepté par la France, mais aussi les futurs soldats polonais.

Lukasiewicz avait peu de candidats susceptibles de faire l'affaire. Il n'y avait que quatre généraux polonais résidant en France à la fin du mois de septembre 1939.[488] Lukasiewicz,

[486] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, série Europe 1930-1940, dossier Z Pologne, n° 382 (L'armée polonaise en France, septembre 1939-juin 1940).
[487] Idem.
[488] Entretien avec Julius Zalinski, (23 février 1997).

après s'en être entretenu avec son consul général de Lille, l'énergique et entreprenant Aleksander Kawalkowski, choisit de nommer Ladislas Sikorski général de Division, commandant de cette nouvelle division polonaise. Dans les négociations préalables à l'accord du 9 septembre 1939, Aleksander Kawalkowski joua un rôle éminent auprès de Julius Lukasiewicz.[489] Il s'appliqua du mieux qu'il put à faire avancer le dossier de la création de cette division en se chargeant de tout ce qui concernait le volet administratif et gestionnaire. Il fit preuve d'une telle diligence que la France lui laissa une grande latitude dans l'organisation sur le terrain de la division. Aleksander Kawalkowski allait s'illustrer, non seulement dans la création de cette division, mais aussi et surtout quelques mois plus tard, alors que la France était occupée par les Allemands dans la création du réseau de résistance polonais F2.[490]

Cette proposition du général Sikorski aux autorités françaises deux jours avant sa nomination à la présidence du Conseil, comme commandant de la division polonaise en gestation, tombait très bien pour lui. En tant qu'opposant à la Sanacja, il n'avait aucun « titre officiel ». Son influence politique limitée sous la présidence Moscicki et surtout avec un colonel Beck aux commandes des Affaires étrangères de la Pologne, commençait à s'effriter sérieusement. Même s'il bénéficiait encore d'une aura incontestable au sein de l'armée polonaise, Sikorski put voir cet effondrement du régime qu'il combattait comme une bonne chose pour sa carrière politique. L'écrasement de la Pologne était pour lui aussi une tragédie, d'autant plus, qu'une partie de sa famille était restée là-bas. Mais, politiquement parlant, la chute sans rémission du gouvernement Slawoj-Sladkowski était une aubaine. Quant à la francophilie affichée de Sikorski, elle lui permit d'obtenir le fondamental appui français. C'est ainsi que le 28 septembre 1939, le président du Conseil français, Edouard Daladier donne son accord pour la nomination de Sikorski à la tête de cette division polonaise.[491]

Dès lors, Sikorski demanda officiellement à Aleksander Kawalkowski de se charger personnellement de la mise sur pied de cette unité militaire. Kawalkowski et Sikorski furent d'accord pour que le recrutement se fasse par appel de classes pour les hommes âgés de 17 à 45 ans. Dès le premier septembre 1939, Kawalkowski ainsi que les autres consuls répartis sur le territoire français avaient décidé de trouver des volontaires. Ceci, avant même que Lukasiewicz signe l'accord du 9 septembre 1939.[492] Cet appel consulaire marcha assez bien. Les fortes communautés polonaises du Nord, Pas-de-Calais, de la région stéphanoise,

[489] Il refusa d'emblée toute idée de cessation de la lutte.
[490] Entretiens avec Tadeusz Kalita, (25 mars 1997).
[491] Service Historique de l'Armée de Terre, ci-après SHAT, Vincennes, dossier 32 N 501 (L'armée polonaise en France, dossier général).
[492] Entretien avec J. Zalinski, (2 mars 1997).

répondirent massivement à cet appel. Un certain nombre évalué à une dizaine de pour cent s'engagèrent carrément dans l'armée française. Certains Polonais avaient la double nationalité française et polonaise. Parmi ceux qui s'engagèrent dans l'armée française, une petite partie choisit la Légion étrangère. Mais le gros de ce contingent de Polonais ou franco-Polonais en âge de combattre, restait à la disposition des consulats pour la création de cette fameuse division, que certains appelèrent déjà la « Division Sikorski ».[493]

Lorsque deux jours après son commandement militaire, il fut nommé Premier ministre, Sikorski avait déjà dans l'idée qu'une division n'était pas suffisante pour un grand pays comme la Pologne. Son ambition était de créer une véritable armée polonaise en France. Il lui fallut quand même plusieurs mois pour convaincre les autorités françaises de l'intérêt de cette création bien plus importante et volumineuse qu'une simple division. A la fin du mois de septembre 1939, les autorités françaises, qu'elles soient civiles ou militaires, semblent parfaitement jouer le jeu de la division polonaise. Tout d'abord, elles aident administrativement les consulats dans leur entreprise de « pointage » des Polonais devant intégrer la division Sikorski.[494] Puis, elles autorisent les officiers polonais à utiliser le camp militaire de Coëtquidan en Bretagne, comme camp militaire de formation. Mais surtout, Daladier joue à fond la « carte Sikorski », en donnant très vite son accord à la nomination de Sikorski, comme chef de la division polonaise en gestation. Il dit dans sa réponse à la sollicitation de Lukasiewicz : « J'ai l'honneur de vous faire savoir que le haut commandement français donne volontiers son agrément à la désignation du général de division Wladyslaw Sikorski au poste de commandant en chef de l'Armée polonaise chargé de toutes les questions relatives à l'organisation de toutes les forces militaires polonaises en France et dans les pays alliés. »[495] Non seulement Daladier va dans le sens de la demande de l'ambassadeur Lukasiewicz mais, il va nettement plus loin, en augmentant et en élargissant de son propre chef les pouvoirs et attributions de Sikorski.

Lukasiewicz voulait simplement un Sikorski commandant d'une armée polonaise en France, c'est-à-dire une simple division de sept à huit mille hommes. Daladier, lui, donne non seulement son aval, mais il veut d'un Sikorski commandant en chef de l'armée polonaise en France et dans les pays alliés. Les opposants à Sikorski virent d'emblée une véritable ingérence dans les affaires intérieures de la Pologne. On voit bien l'amorce de ce qui se passe entre le 28 et le 30 septembre 1939, lorsque la France « force » littéralement le président

[493] Entretien avec J. Zalinski, (2 mars 1997).
[494] Idem.
[495] SHAT, Vincennes, dossier 32 N 501 (L'armée polonaise en France, dossier général).

démissionnaire Moscicki à nommer Wladyslaw Raczkiewicz à son poste et, par ricochet, « aide » celui-ci à nommer Ladislas Sikorski chef de gouvernement.[496] Daladier ne s'y est pas trompé. Il veut d'un Sikorski haut, très haut responsable militaire en France. On peut dire que l'appel français fut tout à fait entendu et compris des Polonais. Sikorski ne fut finalement que deux jours commandant (en chef) de la division. Secondé civilement par Kawalkowski, il avait déjà accepté comme bras droit au sein de cette division, le général Bleszynski-Ferek. Il n'était pas particulièrement un proche, mais il était déjà sur le territoire français. Bleszynski-Ferek était avant tout un militaire, la politique ne l'intéressait pas vraiment. C'est aussi pour cela que Sikorski l'accepta à ses côtés. D'ailleurs, ce fut Bleszynski-Ferek qui, dans les faits, fut le commandant de cette division.[497]

Parallèlement à cette unité en devenir, la création de la mission militaire polonaise en France allait bon train. Le général Stanislaw Burhardt-Bukacki, qui était l'un des quatre généraux présents en France au moment de l'effondrement du gouvernement Slawoj-Sladkowski fut nommé à la tête de cette entité. Son rôle fut primordial tout au long de l'existence du gouvernement et de l'armée polonaise en France. Si la France poussait Sikorski dans les hautes sphères de l'armée et de la politique, la Pologne, ou tout au moins ce qu'il en restait en Roumanie, n'alla pas aussi vite. Car, même si Sikorski depuis le 30 septembre 1939 était Premier ministre de la République polonaise en exil, et commandant en chef de l'armée polonaise en France depuis le 28 du même mois, il avait toujours « en théorie » un supérieur en ce qui concernait les Forces armées polonaises, en la personne du maréchal Edward Rydz-Smigly. L'internement de celui-ci en Roumanie sonna le glas de son action en tant que chef des Armées. Pourtant, ce n'est que le 7 novembre 1939 que, soumis à de fortes pressions de la part du gouvernement polonais en exil, il se décide enfin à lâcher cette dernière parcelle d'un pouvoir qui ne l'est plus depuis plusieurs semaines. Très critiqué pour sa gestion « mal habile » des combats sur le sol polonais et surtout pour sa fuite en même temps que les représentants de l'Etat polonais en Roumanie, Rydz-Smigly était un homme fini pour beaucoup de Polonais en France.[498] Pourtant, cet homme ne manquait pas de courage car, au mois de décembre 1940, il parvint à quitter secrètement la Roumanie pour rentrer clandestinement en Pologne et se battre dans la résistance polonaise naissante comme simple soldat. Pas pour très longtemps, car, miné par la maladie, il mourut dans l'anonymat à Varsovie en décembre 1941. A partir du 7 novembre 1939, Ladislas Sikorski était un homme omnipotent et, dans les faits, le « Premier » des Polonais.

[496] Voir Première Partie Chapitre III.
[497] SHAT, dossier 32 N 501 (L'armée polonaise en France, dossier général).
[498] Entretien avec J. Zalinski, (2 mars 1997).

Il a alors la lourde tâche de mener de front, l'existence politique (difficile comme on l'a vu), d'un gouvernement en exil et celle non moins délicate, d'une force armée en gestation. Songeons qu'à partir du 7 novembre 1939, Ladislas Sikorski cumule les fonctions de Premier ministre, ministre de la Guerre et Commandant en chef de l'armée polonaise.[499] Autant dire que cela fait beaucoup pour un seul homme. Un seul homme qui détient en ses mains un pouvoir à la fois énorme et tellement minuscule. Car, la puissance de Sikorski s'arrête à la sortie d'Angers. Comment d'ailleurs cette division d'à peine sept mille hommes peut-elle se réclamer « tête de pont » d'une armée entière en devenir ? Alors que comme le disait Tadeusz Kalita, les Polonais n'avaient pas d'uniforme et que leurs armes étaient en bois.[500] Sikorski connaissait ce problème et savait que cela mettait ses officiers généraux en fureur. Mais sa marge de manœuvre était très limitée.

C'est pour cela qu'il se lança, dès les accords du 9 septembre signés, dans de nouvelles négociations qui ressemblaient parfois à un véritable marathon, pour créer sur le sol français non pas une, mais des divisions. Il cherchait à constituer ainsi une véritable armée polonaise dont il était le commandant suprême.[501] Dès le commencement de son gouvernement, il se heurta à des difficultés de mise en place des structures de son armée. Sikorski, même s'il était épaulé par de nombreux collaborateurs et ministres de son gouvernement ainsi que par les généraux Bleszynski-Ferek et Burhardt-Bukacki sur le plan militaire, devait finalement affronter seul les affres des très nombreux défis qu'il voulait relever. Mais, en cet automne 1939, le général Sikorski gardait le cap. Il pouvait compter sur une forte mobilisation des cadres de l'armée polonaise, sur l'implication de Kawalkowski et la volonté manifeste de beaucoup de ressortissants polonais.[502]

B°/ Le 4 janvier 1940 : le début effectif de la création de l'armée polonaise en France

Les difficultés rencontrées par le général Sikorski n'étaient pas uniquement liées aux obstacles et aux affronts dont faisaient montre les Français. Il y avait aussi les dissensions internes au sein de la communauté polonaise en France. Bien qu'il soit le chef incontesté de cette « nouvelle Pologne », Sikorski avait fort à faire avec les différentes factions, aussi bien militaires, que civiles. Ils se rejetaient mutuellement la responsabilité de la défaite de septembre 1939.[503] On retrouvait un traditionnel clivage droite-gauche, mais le moins que l'on

[499] O. Terlecki, op. cit., p. 170.
[500] Entretien Kalita, (25 mars 1997).
[501] Depuis que le maréchal Rydz-Smigly avait renoncé à ses fonctions, le 7 novembre 1939.
[502] Entretien Zalinski, (2 mars 1997).
[503] Entretien Zalinski, (2 mars 1997).

puisse dire, est que les tenants ou les supporters de la Sanacja n'étaient pas légion dans la France de l'automne 1939. Il y avait toute sorte de Polonais. De celui installé en France depuis de longues années mais toujours attaché à son pays, au tout nouvel arrivant, fraîchement débarqué de Roumanie, ou de Hongrie. Comme Tadeusz Kalita qui avait dû affronter mille dangers et frôlé parfois la mort pour rejoindre la France synonyme de liberté. Il y avait aussi des Français d'origine polonaise et qui n'avaient conservé qu'une seule nationalité. Tous étaient abasourdis par l'ampleur de la défaite polonaise pourtant prévisible, surtout après le 17 septembre 1939. Tout un chacun avait sa théorie de l'écrasement de la Pologne. Pour les uns, c'était la faute au gouvernement du général Slawoj-Sladkowski et surtout à la politique germanophile absurde du colonel Josef Beck. Pour d'autres, l'origine du désastre était à chercher bien avant l'installation du régime de la Sanacja, par des crédits militaires trop faibles et des stratégies de défense obsolètes. Stratégies d'ailleurs particulièrement proches de celles de l'armée française, puisque le général Weygand avait fait plusieurs voyages en Pologne entre les deux guerres.

Cette victoire écrasante de la Whermacht et de sa nouvelle tactique de guerre-éclair aurait pu alerter le gouvernement et l'Etat-major de l'armée française. Il n'en fut rien. Pourtant le théâtre d'opérations polonais constituait un véritable laboratoire grandeur nature de ce qui risquait de se passer en cas d'affrontement direct franco-allemand. En tous les cas, la communauté polonaise en France était partagée. Il y avait aussi des Polonais invoquant le réalisme militaire et le fait que de toute façon, l'armée allemande était trop supérieure à l'armée polonaise. Enfin, quelques Polonais récalcitrants, malgré l'installation du gouvernement polonais en France, disaient à haute voix, que celle-ci n'avait pas joué son rôle d'alliée de la Pologne et qu'elle avait trahi son alliée.[504] Comme me le dirent plus tard des combattants de l'armée Sikorski comme Kajic Mlot ou Tadeusz Kalita, les Polonais présents en France à ranger dans cette dernière catégorie, étaient finalement peu nombreux.[505] De toute façon, leur existence politique sur le sol français aurait été mal aisée, voire impossible, du fait des inévitables pressions que celle-ci leur aurait fait subir. En clair, il fallait se taire et ne pas dire tout haut « l'étouffante vérité qui avait pour une part conduit la Pologne au fond du gouffre ».[506]

Ces déchirements polono-polonais, ces dissensions internes et ces querelles intestines ne faisaient évidemment pas l'affaire de Sikorski qui avait le plus grand mal à créer une armée

[504] Entretien avec Hanna Leskiewicz, (2 juillet 1995).
[505] Entretiens Kalita, (25 mars 1997).
[506] Entretien avec Kajic Mlot, (2 août 1997).

digne de ce nom. Sikorski dut parfois taper du poing sur la table et rappeler certains de ses compatriotes à tout faire pour maintenir cette union sacrée de tous les Polonais, seul gage de la poursuite et de la pérennisation de sa mission. Pourtant, la volonté de se battre des Polonais était très grande et ne souffrait d'aucune contestation. Certains avaient même quitté clandestinement leur pays pour rejoindre la France et s'engager à ses côtés à combattre les nazis sans même savoir qu'une armée polonaise en France était en cours de création.[507] Ce fut le cas de Jerzy Blomski, combattant de la première heure de l'armée Sikorski ainsi que de beaucoup d'autres. Il est vrai que plus les mois passaient et plus l'on dénombrait de nouveaux volontaires pour continuer la lutte.

Ce qui donna un élan important à cette armée fut la concrétisation des aspirations légitimes du général Sikorski matérialisées par l'accord du 4 janvier 1940. Au départ, cet accord était une grande victoire politique du général Sikorski car, elle permettait au gouvernement polonais en exil et à travers lui à toute la nation polonaise, de prendre une importance supplémentaire dans le jeu politico-militaire du moment. Si au terme des articles de l'accord, elle restait subordonnée au haut commandement de l'armée française, elle n'en était pas moins dotée (sur le plan théorique) d'une autonomie de création et d'entraînement conséquente.[508] Le général Sikorski restait le patron de cette armée et chaque unité constituée était commandée par un général polonais. Sur ce plan, Sikorski eut de la chance. En effet, au fur et à mesure de l'arrivée des futurs combattants polonais dont une majeure partie passait d'abord par le camp militaire de Carpiagne (près de Marseille), de nombreux officiers supérieurs et même quelques généraux de grande qualité étaient du voyage. C'est ainsi que Sikorski put « recruter » des officiers de grande capacité, comme le général Prugar-Ketling, le colonel Bronislaw Duch, les colonels Bohusz-Szysko, Kopinski, Maczek, etc. … Ce sont tous des militaires de grande compétence qui commandèrent les divisions de l'armée polonaise en France. Petit à petit, la coordination militaire polonaise mettait en branle l'organisation et la création de cette armée.

Le 3 octobre 1939, la France donne un coup de pouce supplémentaire à sa constitution en publiant un décret au Journal Officiel de la République Française selon lequel « les ressortissants polonais sont soumis à toutes les obligations imposées aux Français par la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la Nation en temps de guerre ».[509] On passe ainsi à une véritable conscription. Ce décret venait compléter le protocole d'exécution signé le 17

[507] Entretien Zalinski, (2 mars 1997).
[508] SHAT, dossier 32 N 501 (L'armée polonaise en France, dossier général).
[509] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, série Europe 1930-1940, dossier Z Pologne, n° 382.

septembre 1939 entre les Français et les Polonais et qui instituait d'une façon moins affirmée la conscription obligatoire des citoyens polonais résidant en France.[510] Le gouvernement Daladier consentit à laisser à cette nouvelle armée en cours de création, un camp militaire où elle pourrait commencer son instruction. Ce camp, celui de Coëtquidan (en Bretagne) correspondait, tout au moins dans les premières semaines de son occupation par les Polonais, assez bien à sa destination. En effet, les recrues, qu'elles soient polonaises établies en France ou venant de Pologne et de Roumanie, étaient rassemblées. Les quelques uniformes donnés par l'armée française ou achetés par les Polonais étaient distribués aux premiers arrivants. Comme le soulignait Tadeusz Kalita, les uniformes vinrent rapidement à manquer. Il n'y avait quasiment pas d'armes pour les Polonais. Seules les toutes premières unités constituées en compagnies eurent quelques fusils Lebel modèle 1897 et une baïonnette chacun. C'était en fait, une sorte « de mise en bouche » sur ce qu'allait être cette coopération militaire franco-polonaise.

Au début du mois de novembre 1939, on assiste à de nouvelles arrivées massives de citoyens polonais venant en plus de Pologne et de Roumanie, de la Lituanie, de Lettonie, d'Estonie, Hongrie, Bulgarie, etc. … C'est dire si le message est bien passé entre les autorités polonaises d'Angers et leurs correspondants à travers l'Europe. August Zaleski, en tant que ministre des Affaires étrangères, donnait les instructions aux consuls et attachés militaires polonais, pour faire évader un maximum de compatriotes des camps d'internement. Ils étaient situés notamment en Hongrie, Roumanie et même aux Pays-Bas, où environ 15 000 Polonais étaient privés de leur liberté de mouvement.[511] Dans les quelques écrits relatifs à cette période, peu d'auteurs insistent sur le rôle bien précis d'August Zaleski, qui constitua autour de lui un « groupe de choc » pour faire venir le maximum de Polonais en France. C'est ce groupe qui montra une très grande efficacité dans l'aide aux Polonais désirant venir en France. Zaleski n'était pas à proprement parler un « guerrier ». Mais il montra une telle vivacité dans sa politique de recrutement massif que l'on peut dire aujourd'hui qu'il joua un rôle majeur dans l'édification de cette armée Sikorski. On peut en juger avec la mise en place d'un service spécial de son ministère dont la mission était de recruter des Polonais là où on ne les attendait pas vraiment, c'est-à-dire au Canada, Etats-Unis, Mexique, Venezuela, Colombie, Uruguay, Paraguay, Bolivie, Argentine, Brésil, Chili, etc.[512] Cela fonctionna relativement bien, car ce service permit le recrutement d'environ 15 000 Polonais sur la période allant d'octobre 1939 à avril 1940. Quant à Aleksander Kawalkowski, le fameux consul de Pologne à Lille, on peut

[510] Idem.
[511] Entretien Zalinski, (2 mars 1997).
[512] Idem.

dire qu'il joua un rôle particulièrement important dans la mise en place des différentes unités polonaises sur le sol français.

Les autorités polonaises, sous l'impulsion générale de Ladislas Sikorski ne chômaient pas en cet automne 1939 alors que la Pologne a cessé le combat sur son territoire. L'occupation soviéto-allemande a commencé avec les premières exactions des occupants. A Paris, où est restée une grande partie de l'administration du gouvernement Sikorski, le Bureau Central de Recrutement nouvellement institué, œuvre avec efficacité à l'enregistrement et à la répartition sur le territoire français des nouvelles recrues polonaises. Même si elle a fait preuve d'un indéniable soutien en donnant, pour la durée de la guerre, libre utilisation du camp de Coëtquidan aux officiers et soldats polonais, la France se rend très vite compte qu'elle avait vu beaucoup trop juste. Car, l'élan suscité à travers la France, l'Europe, et même les lointaines Amériques, a donné une ampleur insoupçonnée au recrutement de soldats polonais. Aussi, à la demande de Sikorski et formulaires de recrutement à l'appui, les autorités françaises n'ont d'autre alternative que de permettre à l'armée polonaise d'ouvrir de nouveaux camps militaires.[513] Ainsi en fut-il pour les camps de Parthenay et de Bressuire. Parallèlement au recrutement, des commissions de contrôle et d'aptitude médicale étaient créées un peu partout sur le territoire français. En ce qui concernait la France, on recrutait tous les hommes âgés de 17 à 44 ans.[514] Les commissions d'aptitude médicale étaient confiées à des Polonais. Mais on eut recours parfois à des médecins français. Lorsqu'en novembre 1939, le Bureau Central de Recrutement publia ses chiffres officiels, on découvrit avec surprise qu'il y avait un total général de 124 639 hommes capables de porter les armes.[515] C'était à vrai dire un chiffre très important car, en terme militaire, cela correspondait à une dizaine de divisions de combat, soit un nombre encore jamais vu sur le sol national dans toute l'Histoire de France. Sans doute ce chiffre fit frémir les membres du gouvernement français imaginant une armée de 100 000 hommes bien équipée et bien entraînée sur un territoire qui est certes ami, mais qui n'est pas le sien. La puissance prise tout à coup par les Polonais devait inquiéter les Autorités françaises. Rien ne fut exprimé dans ce sens, mais il fallait ralentir la constitution de cette armée polonaise au succès inattendu. Il y avait malgré tout un risque de voir cette armée puissante numériquement s'installer de façon durable sur le territoire français. Cela pourrait poser des problèmes de cohabitation avec l'armée française au cas où cette situation se pérenniserait. Mais personne d'un côté comme de l'autre n'avait envie que cette guerre ne

[513] SHAT, dossier 32 N 501 (L'armée polonaise en France, dossier général).
[514] Idem.
[515] Id.

dure trop longtemps. Il était donc quasi-certain que les hôtes polonais ne resteraient pas « indéfiniment en France ».[516]

Malgré la difficulté de la mission, le Bureau Central de Recrutement réussit à mettre en place un réseau de deux cent bureaux de recrutement répartis sur tout le territoire français. A la fin du mois de novembre 1939, le processus est très bien engagé et le nouvel appareil administratif polonais, aidé de façon efficace par l'administration française, fonctionne très bien. Cela redonne indéniablement confiance aux Polonais qui, à ce moment-là, entrevoient l'amorce d'un redressement de leur situation. En effet, le fait que les registres de l'administration commencent à se remplir de milliers de noms à consonance polonaise, signifiait pour Sikorski comme pour tous ceux qui s'inquiétaient du sort de la Pologne en exil et de la Pologne intrinsèque, qu'une deuxième guerre s'annonçait. Cette fois l'armée polonaise, cette nouvelle force, allait se battre avec d'autant plus d'ardeur et, sans doute, (du moins pouvait-on le croire), des moyens bien plus conséquents que lors de la campagne de septembre 1939. Les estimations variaient selon qu'elles provenaient du côté français ou de celui des Polonais. En effet, la mission militaire française comptait sur un réservoir de troupes et d'officiers de 40 000 hommes en octobre 1939. Selon des sources polonaises, on comptait 50 000 soldats et officiers dans les rangs de l'armée Sikorski. D'après les registres polonais, aucun cas de désertion ne fut répertorié. Il semblerait que la volonté d'en découdre une seconde fois en quelques mois avec les Allemands, était bien plus forte que la peur de mourir. D'ailleurs, en Pologne, même lors de la mobilisation générale décrétée le 31 août 1939, il n'y eut que quelques rarissimes cas de désertion. Ceci illustre la volonté polonaise de défendre le territoire à n'importe quel prix.

Cette véritable croisade de la reconquête risquait d'être longue et le maximum d'hommes était souhaitable. Aussi, Aleksander Kawalkowski, le consul général de Pologne à Lille, fut nommé Délégué pour les Affaires militaires à l'ambassade de Pologne à Paris.[517] Ce travailleur infatigable qui était parmi les « inspirateurs » et les « fondateurs » de l'armée polonaise en France donna des instructions pour que soient accélérées les remises de visas aux Polonais internés en Roumanie et en Hongrie.[518] Ce réservoir important de soldats et d'officiers aguerris au combat durant la courte, mais dense campagne de septembre 1939, était une manne providentielle pour encadrer et former les nouveaux soldats polonais issus de l'émigration en France. En effet, une majeure partie des immigrés polonais en France

[516] Entretien Zalinski, (2 mars 1997).
[517] Entretien Zalinski, (2 mars 1997).
[518] SHAT, dossier 7 N 3 020, (reconstitution en France d'éléments de l'armée polonaise).

n'avaient jamais reçu d'instruction militaire à proprement parler. Or, la crédibilité de cette armée en devenir se jouerait en partie sur l'expérience et la capacité de combat des cadres et soldats des divisions en gestation. C'était un pari difficile à tenir, mais qui, sans doute, valait la peine d'être tenté.

C°/ L'attitude française est-elle constructive ?

Rapidement surgissent des problèmes que les conseillers du général Sikorski avaient pressenti. En effet, malgré les promesses faites par les autorités françaises, le matériel, mais aussi les vêtements, tardent à venir. Tadeusz Kalita, officier de l'armée Sikorski, confirma à plusieurs reprises le manque prégnant de moyens mis à la disposition de l'armée polonaise.[519] Aussi, la formation pratique des unités s'avère particulièrement difficile. On a les hommes, mais on n'a ni le matériel adéquat en quantité suffisante, ni l'entraînement tel qu'il devrait être pour des divisions sensées monter au front le moment venu. Mais cette différenciation militaro-politique très voyante entre Français et Polonais porta aussi sur le commandement des camps d'entraînement et sur la préparation des forces armées polonaises. Plusieurs officiers français se plaignirent à diverses reprises au général Denain, chef de la Mission militaire franco-polonaise.[520] Celui-ci faisait confiance à ses officiers et à ce qu'ils lui rapportaient comme informations des différents camps d'instruction dont la France avait pourvu l'armée Sikorski. Ce qu'avaient à dire les hommes du général Denain n'était pas des plus flatteurs pour l'armée Sikorski. En résumant quelque peu l'opinion parfois avérée, parfois totalement fausse, des officiers français, l'armée Sikorski ressemblait plus à une « armée à la Bourbaki » qu'à des divisions cohérentes et disponibles. L'encadrement français stigmatisait des unités commandées par des pléthores d'officiers subalternes et surtout supérieurs. « Que de colonels ! » aurait pu dire le général Denain à propos de l'excédent de chefs de corps potentiels. Les lieutenants de Denain rapportaient que la chaîne de commandement risquait d'être figée dans des querelles de « chefs » qui saperaient le moral des sous-officiers et des soldats. De plus, le manque patent de sous-officiers mettait en évidence une inadéquation entre le commandement supérieur et les troupes. Le général Denain se plaignit à plusieurs reprises de cet état de fait.[521] La « pauvreté » polonaise en matière de commandement subalterne semblait nuire au climat de confiance qui avait le plus grand mal à s'instaurer entre les militaires français et leurs homologues polonais. L'Etat-major de l'armée Sikorski prévoyait de former de nouveaux sous-officiers, aspirants

[519] C'est un thème récurrent chez tous les anciens combattants de l'armée de Terre polonaise en France.
[520] SHAT, dossier 32 N 501 (L'armée polonaise en France, dossier général).
[521] SHAT, dossier 32 N 501, (lettre du général Denain au ministre de la Guerre, le 15 janvier 1940).

lieutenants et capitaines.[522] Ce dont on manquait le plus au sein de cette armée selon les Français.

Mais de la considération du soldat polonais, c'était les Français qui en manquaient cruellement. Et plus on montait haut dans la hiérarchie, et plus ce manque était d'une flagrance incontestable. Cette armée en gestation paraissait gêner les militaires français qui, à l'image du général Denain, voulaient cantonner l'armée Sikorski dans un rôle purement statique et défensif.[523] Ce manque d'estime et de considération des Français pour leurs alliés polonais était récurrent avant tout dans les hautes sphères de l'Etat-major et parmi les officiers supérieurs et généraux. Les témoignages d'anciens combattants polonais portent surtout sur cette catégorie de personnels de l'armée française.[524] Il apparaît à la lueur de leurs observations au cœur du dispositif, que les sous-officiers ou même les officiers subalternes, avaient plus tendance à respecter les Polonais et à ne pas les sous-estimer. Y avait-il donc une sorte d'aristocratie française d'officiers de haut rang se sentant tellement supérieurs aux Polonais, qu'ils en arrivaient à les dénigrer, ou tout au moins à les mépriser par une sous-estimation chronique ? N'oublions pas qu'en cet automne 1939, bien peu sont les militaires français à connaître réellement l'étendue de la faiblesse du dispositif que leur armée s'apprête à mettre en place face à l'agression ennemie.

Lorsque l'on examine de plus près les préceptes engagés par l'Etat-major du général Denain, on s'aperçoit à la lueur des archives militaires, que les Polonais auraient une action purement défensive en cas de déclenchement effectif des hostilités.[525] Denain donne pour instruction à ses officiers chargés de l'application sur le terrain de, tout d'abord, apprendre aux soldats polonais sans armes, à se déplacer en colonne et en bon ordre, soit à pied, soit en convoi ferré ou routier. Ils doivent montrer une allure martiale et non pas se déplacer comme une « meute dépenaillée et sans ordre ».[526] Cette réflexion prêtée à un officier français de l'Etat-major de Denain n'a jamais été confirmée ni, d'ailleurs, infirmée. S'il est vrai que parmi les « guerriers » de l'armée Sikorski une partie importante n'avait jamais porté les armes, il n'en reste pas moins que les Polonais ne ressemblaient pas à une « meute dépenaillée ». Car, la discipline au sein des Forces polonaises n'avait absolument rien à envier à celle pratiquée chez ses homologues français. Les « hommes de Sikorski » comme les appelaient certains Français, n'étaient pas semblables aux soldats de l'armée de Bourbaki. Les jeunes

[522] Entretien Zalinski, (2 mars 1997).
[523] SHAT, dossier 32 N 501 (L'armée polonaise en France, dossier général).
[524] Kalita, Mlot et Zalinski sont d'accord sur ce point.
[525] SHAT, dossier 32 N 501 (L'armée polonaise en France, dossier général).
[526] Entretien Zalinski, (2 mars 1997).

inexpérimentés ou enrégimentés pour la première fois de leur existence étaient encadrés par des soldats de métier ou par ceux qui avaient déjà combattu sur le sol polonais lors de la tragique campagne de septembre 1939. Nous étions loin d'une « meute en déroute ». Mais ce sentiment de supériorité française affiché par les caciques de l'Etat-major prédominait même sur la tactique à employer en cas d'attaque allemande. L'armée polonaise devait se contenter d'un combat « défensif ». Dans un premier temps, loin de participer à un hypothétique assaut contre la Whermacht, les Polonais devaient savoir, selon le manuel d'instruction rédigé à leur encontre, constituer une position défensive. Exit les techniques d'assaut par l'infanterie, encore plus l'attaque d'une position par des blindés ! La dixième brigade blindée du général Stanislaw Maczek n'est même pas citée dans l'ordre du jour de l'instruction. Il faut donc enseigner ou pratiquer à nouveau pour les plus anciens la manœuvre défensive. C'est-à-dire, en quelque sorte, « organiser la fuite devant l'ennemi ».[527] Couvrir la retraite de l'armée par des tirs d'artillerie de saturation, par des manoeuvres de retardement (ponts détruits, routes bloquées par des troncs d'arbres, etc. …). Ensuite, une fois réussie l'opération de fuite, l'instruction faite aux Polonais était d'organiser leur position de défense. La méthode est sensiblement la même que celle du retardement de l'ennemi. En effet, on met en place des fortins matérialisés par des troncs d'arbres, des briques ou des pierres ramassées çà et là. On essaie de cacher au maximum la position par un ajout de branchages. Une fois le site préparé, il n'y a plus qu'à attendre l'ennemi qui finit toujours par arriver ! Voilà donc à quoi est réduite l'instruction des soldats polonais. Ces directives arrivent en droite ligne de l'Etat-major de l'armée française, celui-là même qui, finalement, ne s'éloignait pas trop de cette doctrine militaire.

Le bouquet du « cadeau » que font les Français à leurs hôtes et amis polonais concerne l'une des dernières recommandations de leur programme de formation et d'entraînement.[528] Cette recommandation invite les instructeurs à ne pas enseigner les techniques de contre-attaque aux soldats polonais. La contre-attaque, si elle avait lieu, serait réduite à une réaction à l'échelle du bataillon ! Ainsi, pour qui aurait lu en intégralité le manuel d'instruction de l'armée Sikorski, manuel laissé à l'initiative de l'armée française, le rôle et les moyens prêtés à ces hommes sont totalement dérisoires au regard des durs combats menés en septembre 1939 contre les Allemands et les Soviétiques.[529] Tadeusz Kalita, comme Kajic Mlot ou d'autres anciens combattants de l'armée Sikorski en arrivèrent au même constat : les moyens et la volonté des Français d'aider cette armée polonaise en gestation à grandir ne furent pas au

[527] Entretien Zalinski, (2 mars 1997).
[528] Entretiens Kalita, (25 mars 1997).
[529] Idem.

rendez-vous. Chaque observateur, qu'il eut été journaliste ou non, était à même de noter l'absence de franchise dans les relations franco-polonaises et le peu d'entrain que les Français mettaient à venir en aide aux soldats de Sikorski. Pourtant, nul ne pouvait dénier aux Polonais la volonté de se battre. L'expérience acquise dans les conditions que l'on sait, eût été profitable pour leurs hôtes. Si tenté qu'ils aient bien voulu en tenir compte. Il était évident que l'armée Sikorski présentait des faiblesses peut-être chroniques, tout au moins d'importance. Hormis ces problèmes liés à la chaîne de commandement dont nous avons parlé plus haut, le manque de matériels (dû à une carence française), il y avait aussi un manque flagrant d'entraînement des nouvelles recrues. L'aspirant Kalita, 28 ans à l'époque et déjà vétéran de la campagne de septembre m'explique dans ses divers témoignages que j'ai pu regrouper sous le titre de « Notes Militaires Ecrites » que sans uniforme et avec des fusils en bois, il tâchait de modeler un semblant de manœuvre, à la tête de sa section.[530] Des exercices qui s'apparentaient plus à des jeux de rôles tenus par des enfants, qu'à des entraînements véritablement militaires. A titre d'exemple, la moitié de sa section se cachait dans la forêt et l'autre moitié, jouant le rôle de l'agresseur, devait la prendre à revers et l'anéantir. Imaginons la scène avec pour matériel de guerre, les sonores pan ! pan ! que devaient pousser les hommes de Kalita lorsqu'ils débusquaient l'un de leurs camarades. Cela eut pu paraître totalement ubuesque, mais c'était la réalité. Pourtant, les soldats de Kalita prenaient cet entraînement de forme ludique comme quelque chose des plus sérieux. Il fallait voir, selon leur chef de section, avec quelle ardeur et application, les pan ! pan ! résonnaient dans la clairière, lorsque l'ennemi de quelques minutes était débuché.[531] Mais, au début de l'année 1940, le moral des troupes n'est pas au plus haut. Le matériel promis, ou plutôt vaguement engagé au profit des Polonais, n'arrivait toujours pas. Une certaine inquiétude faisait place à l'espoir, jusque-là particulièrement vif, d'avoir à se battre sous peu et à armes égales contre les Allemands. Dans les sections, cette inquiétude faisait le contrepoint à un certain malaise présent surtout chez les vétérans de la campagne de septembre 1939. Ce malaise prenait racine dans l'inévitable défaite subie par la Pologne. Nombreux étaient, en effet, les soldats et officiers à ressasser, voire à cultiver un sentiment de culpabilité, de faute, dans le déroulement des événements dramatiques en Pologne. Il est évident qu'après coup, personne n'aurait été en mesure de résister à partir du 17 septembre 1939 à l'étau surpuissant qui se resserrait autour de la Pologne. Mais, des querelles certainement plus politiques que militaires entretenaient un débat polono-polonais malsain et hors-sujet dans le contexte du début de l'année 1940. Il ne

[530] Entretiens Kalita, (25 mars 1997).
[531] Idem.

servait à rien d'entretenir le feu des critiques et des remontrances stériles alors que la montée réelle en puissance de cette nouvelle armée de l'espoir était quasiment au point mort.[532] Il apparaît que le général Sikorski, assez bien informé de ce qui se passait au sein de son armée en gestation, ait eu vent de ces dissensions et de ces querelles qui, sans jamais tourner à l'affrontement ouvert entre Polonais, n'étaient pas là pour aplanir les omniprésentes difficultés.

Sikorski voulut tempérer ces aigreurs et ces ressentiments. Lui qui avait été un adversaire irréductible du « régime des colonels », Beck en tête, avait été le principal bénéficiaire de la « faillite » de septembre 1939. Mais, en chef des armées digne de son immense prestige, et surtout en Premier ministre désireux de rassembler tous les Polonais autour de lui, Sikorski fit nettement savoir à ses compatriotes que le temps des querelles intestines et des faux procès était bel et bien révolu. La défaite de septembre était une chose, certes tragique, et « le renouveau polonais », car tel était le terme choisi, en était une autre.[533] Regarder devant et ne plus lorgner sur un passé douloureux mais d'où de nouveaux horizons surgiraient, tel était en substance le message que fit passer Sikorski à ses troupes. Cela contribua grandement à calmer les esprits et à attendre toujours les matériels et armes nécessaires à la montée en puissance de cette armée. Malheureusement, le général Sikorski, lui-même, fut en butte à la « nonchalance » institutionnalisée des Français et au prêt plus que parcimonieux de quelques maigres armes destinées à la première et à la deuxième division d'infanterie polonaise.

A cette lenteur patente, s'ajouta une autre crise où Sikorski dut faire feu de tout bois pour défendre l'intérêt de son pays et de son armée. Au mois de janvier 1940, il est de plus en plus question d'une intervention militaire franco-anglaise en Finlande.[534] A ce sujet se déroulent des conférences au sommet entre les Etats-majors des deux pays alliés. Mais à ce jour, ni les Français ni les Britanniques ne souhaitent voir le général Sikorski à leur table de négociations. Il y a à cela plusieurs raisons. La première et sans doute la plus importante, est que les Français veulent à tout prix tenir les Polonais à l'écart de l'étude des représailles franco-britanniques après l'attaque de la Finlande par les Soviétiques le 30 novembre 1939.[535] Parce qu'ils ne considèrent pas les soldats de Sikorski comme une armée véritable et qu'ils ne souhaitent pas engager des unités impréparées et inexpérimentées dans de telles opérations. Ceci pourrait gêner les militaires français dans leur mission. Cette version rapportée par plusieurs témoignages se transforma rapidement en une demande française totalement inverse.

[532] Entretien Zalinski, (2 mars 1997).
[533] Idem.
[534] Les Polonais n'en sont pas informés officiellement.
[535] Entretiens Kalita, (25 mars 1997).

Mais avant d'arriver à ce renversement de tendance, il y avait une autre raison qui poussait les Français à tenir les Polonais à l'écart. En effet, l'entente avec les Britanniques n'était pas ce qui se faisait de mieux pour mettre en chantier une telle opération extérieure d'envergure. Or, si un troisième « larron » venait à se joindre à cette cacophonie de plans d'attaque aussi différents et compliqués les uns que les autres, cela serait devenu franchement ingérable.

Vers la fin du mois de janvier 1940, l'Etat-major français change complètement d'optique au sujet de l'armée Sikorski. Si un certain nombre d'officiers généraux français continuent à clamer que l'armée Sikorski n'est pas capable d'entrer en action en Finlande, d'autres généraux pensent le contraire. Tant et si bien que Daladier pousse aussi dans ce sens. Il demande, sur les conseils avisés du général Gamelin, au Premier ministre polonais l'envoi d'une division ou d'une brigade polonaise pour se battre avec les Français et les Britanniques en Finlande.[536] Pour Sikorski, c'est à la fois une victoire et une grande crainte. Car, de toute évidence, ses unités n'étaient pas prêtes et, qui plus est, équipées de matériels obsolètes et dont certaines armes ne marchaient même pas ! Il n'y avait quasiment pas eu de progrès depuis les exercices au son des pan ! pan ! de l'aspirant Kalita et de ses hommes. Sikorski s'en plaignit ouvertement au général Gamelin, arguant aussi qu'il ne voulait pas exposer inconsidérément la vie de ses soldats. Mais, au début du mois de février 1940, la France souhaitait plus que tout engager des unités polonaises à ses côtés en Finlande. Ceci eut pour effet de déstabiliser encore plus cette armée en création. Aucun des conseils donnés par Sikorski, aucune des demandes faites par Sikorski, ne reçut d'écho favorable de la part, aussi bien de l'Etat-major français, que des politiques français.[537] Nous entamions le mois de février 1940 avec un sentiment de malaise ressenti chez tous les Polonais, de leur Premier ministre au soldat de seconde classe.[538]

On sait que par la suite, la France se mit d'accord avec son alliée britannique pour intervenir, non pas en Finlande, mais en Norvège, plus précisément à Narvik. Ainsi, les mois passèrent et les grandes unités polonaises n'avaient toujours pas d'existence réelle. Certes, la première et la deuxième division d'infanterie polonaise montaient en puissance sur le plan numérique, puisque les Polonais désireux de poursuivre le combat y étaient incorporés en priorité, mais elles n'étaient que des divisions fantoches. Elles avaient beau aligner plusieurs milliers d'hommes sur le papier, comment pouvaient-elles soutenir une campagne avec des fusils

[536] SHAT, dossier 32 N 502.
[537] Entretien Zalinski, (2 mars 1997).
[538] Idem.

Berthier de la guerre de 1870 et des canons rouillés, dont plus de la moitié étaient inutilisables ? Le plus dur était encore à venir.

Chapitre II

A°/ La première division de grenadiers polonais du général Duch : organigramme et montée en puissance

Ce genre de conflit entre Sikorski et les autorités françaises se produisit à de nombreuses reprises. En avril 1940, quelques jours après qu'il ait réussi à faire maintenir la création de la dixième brigade blindée, Sikorski doit affronter de nouveaux soucis. Le général Duch commandant la première division de grenadiers polonais qui est en cours de formation en a assez de voir ses hommes sans armement digne de ce nom et pour certains sans uniformes.[539] Il se plaint auprès du Premier ministre de ces insuffisances qui minent le moral des troupes. En effet, près d'un soldat polonais sur trois n'a pas d'armes et un sur quatre n'a même pas d'uniforme. La première division de grenadiers polonais est en cours de formation à Parthenay. Elle est composée de six mille hommes au mois d'avril 1940, mais doit passer à 16 000 à la fin de sa création.

Le général Bronislaw Duch est né en Pologne autrichienne en 1896. Entré très jeune dans l'armée autrichienne, il participe à l'insurrection débouchant sur l'indépendance de la Pologne en 1918. Nommé lieutenant au sein de la jeune armée polonaise, il conquiert rapidement de nouveaux galons. Il exerce des commandements subalternes dans les années vingt, avant de passer lieutenant-colonel en 1931 et de commander le 60e régiment de ligne.[540] Un régiment de ligne est en fait un régiment d'infanterie. Pendant quatre ans, il dirige cette unité, puis passe colonel en 1935 et dirige le 73e régiment de ligne. Il semble qu'à partir de ce moment-là, son ascension hiérarchique est stoppée au niveau du commandement d'unités de terrain. Une promotion dans un Etat-major lui est semble t-il refusée. Il est nommé Directeur des Etudes en 1938 à l'Ecole Supérieure d'Infanterie à Varsovie.[541] C'est une nomination prestigieuse, mais qui ne conduit normalement pas à des commandements de grosses unités comme une division. Mais le déclenchement de la guerre le premier septembre 1939 change complètement la donne. Il est nommé en catastrophe commandant de la 39e division de réserve d'infanterie avec le grade de colonel.[542] La rapidité de la campagne de septembre 1939 ne permet pas à son unité de s'illustrer particulièrement. Depuis son arrivée en France en

[539] Entretiens Kalita, (7 avril 1997).
[540] Site Internet : www.pl.wikipedia.org (en Polonais), général Duch.
[541] Site Internet : www.pl.wikipedia.org (en Polonais), général Duch.
[542] Gazeta Beskid (www.beskid.com), général Duch.

novembre 1939, il n'avait reçu aucune affectation et demeurait en réserve. Ce n'était pas un proche du général Sikorski, mais il semble que les deux hommes se respectaient. Lorsqu'il est contacté par les services du Premier ministre polonais pour prendre le commandement d'une division polonaise, il accepte immédiatement.[543] Pour lui, c'est peut-être l'occasion de montrer l'étendue de sa compétence. Toujours est-il qu'à l'image du reste de l'armée polonaise en France, la mise sur pied opérationnelle de la première division de grenadiers polonais se fait dans la douleur. Duch prend tout son temps pour mettre des hommes à lui aux postes-clefs de « sa » division. Il est évident que c'est une grande promotion pour lui, mais elle est à risques, car il doit s'adapter aux us et coutumes de l'armée française. Il est certain que le jour où sa division sera engagée au front, elle ne pourra l'être que dans le cadre d'un soutien d'un groupe d'armées françaises. Il est donc vital pour lui d'apprendre et d'assimiler la mentalité des officiers généraux du GQG français. Il y a dans cela à la fois un souci d'efficacité et de protection de ses hommes. Le général Duch n'a pas une réputation de « gaspilleur d'hommes ». C'est aussi pour cela qu'il peste auprès de Sikorski contre ce qu'il considère comme une dangereuse aberration. Car, parmi les premières armes distribuées à ses hommes, figurent des fusils Lebel datant de la première guerre mondiale. Face aux MP 38 allemands que les Polonais ont vu de très près en Pologne, les Lebel ne pèsent vraiment pas lourds.

Les canons ne sont toujours pas arrivés, ni les mortiers. Le général Duch poursuit malgré tout la mise en place de l'organigramme de sa division.[544] Il a besoin comme chef d'Etat-major d'un homme en qui il ait toute confiance. Avec lui, sont arrivés en France un certain nombre de camarades de combat et d'amis. Parmi eux se trouve le lieutenant-colonel Anton Skrzydlewski. Celui-ci a servi dans plusieurs régiments d'infanterie et d'artillerie. Les deux hommes se sont sans doute croisés durant leur longue carrière. Etant du même âge, l'un a progressé plus vite que l'autre dans son ascension professionnelle. En tous les cas, c'est Skrzydlewski que choisit le général Duch pour le seconder.[545] Il est intéressant de noter que des officiers généraux ou supérieurs étaient parfois cantonnés à des fonctions subalternes au sein de l'armée polonaise en France (surtout dans l'armée de Terre). La première division de grenadiers polonais (ou première division d'infanterie polonaise) n'échappait pas à cette bizarrerie. En effet, on retrouve dans son organigramme un général et un colonel placés à un rang hiérarchique inférieur au lieutenant-colonel Skrzydlewski. Celui-ci en tant que chef d'Etat-major a un rôle central. Il est le bras droit du général Duch et les autres commandants

[543] Idem.
[544] Entretiens Kalita, (7 avril 1997).
[545] www.france1940.free.fr (ordre de bataille de la division Duch).

d'unités ou chefs de détachement doivent obéir à ses ordres. La seule explication que l'on puisse avancer est que dans cette nouvelle armée polonaise en France le système de commandement était très différent de celui d'avant la campagne de septembre 1939. Le général Sikorski voulait avoir la haute main sur ces nouvelles forces. Il devait donc placer des hommes « sûrs » à la tête de ses unités. En matière militaire, (et cela ne date pas d'hier), la fonction prime sur le grade. Soit les généraux de division de corps d'armée ou d'armée acceptent d'être commandés par des généraux de grade inférieur (brigade ou division), soit ils n'intègrent pas les unités polonaises et restent sans affectation et, parfois, sans solde. Idem pour des colonels commandés par des lieutenants-colonels. Par esprit de combat, mais aussi pour la solde, la plupart de ces officiers acceptèrent cet état de fait totalement nouveau et rarissime dans une armée.

C'est ainsi que dans le schéma d'organisation que propose le général Duch à ses supérieurs du haut commandement de l'armée polonaise en France figure comme commandant de l'infanterie divisionnaire le colonel Grabowski. Il est, ce qu'en terme militaire on appelle « colonel Lettre », c'est-à-dire qu'il est au plus haut échelon des colonels. En effet, au sein d'un grade d'officier supérieur, il y a plusieurs échelons que l'on gravit en fonction de son ancienneté dans le grade ou de ses distinctions au combat. Le colonel Grabowski aurait dû passer général en Pologne après septembre 1939 si la guerre s'était passée autrement. En connaissance de cause, il accepte ce poste en espérant sans doute obtenir une promotion assez rapidement. Le poste de commandant de l'infanterie divisionnaire de la première division de grenadiers est un poste très important. En effet, c'est le colonel Grabowski qui dirige sur le terrain ou depuis le poste de commandement de la division (le PC) les trois régiments d'infanterie, la compagnie de pionniers divisionnaires et la compagnie divisionnaire anti-chars.[546] Les trois régiments d'infanterie étaient en cours de formation jusqu'à la fin du mois d'avril 1940. C'était surtout ces trois régiments, plus les deux régiments d'artillerie qui étaient pénalisés par le manque de moyens matériels en armes et en uniformes. La moitié du premier régiment d'infanterie n'avait pas d'uniformes, une grande partie du deuxième régiment n'avait pas d'armes du tout. Quant au troisième régiment, il manquait de tout, ou presque. L'Etat-major français avait fait dire au général Duch qu'il était pleinement conscient des problèmes liés au manque de matériels et d'uniformes, mais que dans les prochaines semaines, ce manque serait réparé.[547] Le problème était que depuis le mois de janvier 1940, les différentes unités polonaises entendaient toujours ce même discours. Elles ne voyaient rien

[546] Entretiens Kalita, (7 avril 1997).
[547] Idem.

venir, ou alors quelques fusils distribués à des sections avec parcimonie et quelques uniformes (tout neufs par contre) donnés à quelques autres sections. D'ailleurs, si une section obtenait des armes, c'était obligatoirement une autre section qui récoltait des uniformes.

Ce problème récurrent traînait sans que le général Sikorski ait pu jusqu'à la fin du mois d'avril le résoudre. Etait-ce une mauvaise volonté française ou un manque de moyens ? L'on retrouve tout au long de ce travail cette omniprésente question. On peut penser que c'est un peu plus un manque de volonté qu'un manque de moyens. En effet, à force de pousser dans tous les sens, les Polonais avaient quand même pu (à petites doses) obtenir des moyens supplémentaires.[548] Mais, comme il n'y avait toujours pas d'offensive aussi bien du côté français qu'allemand, le temps ne pressait pas beaucoup. Lors du déclenchement de l'offensive allemande le 10 mai 1940, les choses allaient changer considérablement.

Comme poussé par une intuition lui demandant d'accélérer les préparatifs de sa division, le général Duch demanda à la fin du mois d'avril 1940 à ses hommes d'augmenter les séances d'entraînement.[549] Les trois régiments d'infanterie étaient alors les plus visés par cette accélération des choses. Ils devaient améliorer leurs déplacements en combat et leurs techniques de camouflage. Le colonel Grabowski avait sous ses ordres directs trois colonels d'expérience ayant pu échapper à l'emprisonnement en Pologne. Placé à la tête du premier régiment d'infanterie polonais, le colonel Stanislaw Kocur était reconnu pour sa verve, mais aussi ses grandes compétences en matière d'organisation.[550] Son régiment était le plus avancé en matière d'entraînement. Dès la fin avril 1940, malgré le manque d'uniformes, il avait articulé son unité de façon à ce que le jour venu, elle soit apte à être engagée sur le front. Pour arriver à ce niveau de préparation, le colonel Kocur avait voulu créer quatre compagnies régimentaires, c'est-à-dire propres à son unité.

La première compagnie était composée exclusivement de fantassins armés de fusils Lebel, de grenades torches, de baïonnettes et de poignards. Les chefs de section, en général des lieutenants ou sous-lieutenants, étaient armés d'un pistolet. La première compagnie était dotée de quelques chevaux, mais son mode de transport « favori » était la marche à pied. Elle devait au cours d'un engagement selon le schéma voulu par le général Duch, mais qui ne serait pas forcément celui demandé par le commandement français, se porter à l'avant de l'attaque ou de la contre-attaque. Les trois sections qui la composaient, étaient destinées à attaquer les points d'appuis allemands, à prendre d'assaut leurs positions, puis, une fois conquises, à consolider

[548] Entretien Zalinski, (5 mars 1997).
[549] Entretiens Kalita, (7 avril 1997).
[550] Idem.

celles-ci en attendant d'éventuels renforts.[551] Dans ce cas de figure, il y aurait inévitablement des combats au corps à corps. C'était dans ce but que le général Duch demanda lors de l'accélération de la préparation de ses hommes, de travailler sur des mannequins en paille ou en bois. Les soldats, sous-officiers et officiers de la première compagnie devaient être efficaces à l'entraînement pour l'être encore plus au combat, car ils étaient en quelque sorte, un « porte-drapeau » pour le général Duch. Ils devaient aussi servir de modèle aux autres compagnies du régiment.

La deuxième compagnie était, elle aussi, une compagnie de combat. Axée autour de trois autres sections dont une commandée par un aspirant (jeune officier récemment promu à ce grade qui est le plus petit des officiers), elle devait avoir comme tâche essentielle d'attaquer les positions ennemies en soutien de la première compagnie ou de manière indépendante.[552]

La troisième compagnie était chargée de soutenir le feu des deux premières compagnies. Elle disposait en plus des fusils, de plusieurs mitrailleuses destinées à appuyer l'avancée des fantassins et de quelques mortiers de 80 mm.[553]

Enfin, la quatrième compagnie était une compagnie de soutien logistique. Peu armée, elle devait soutenir les trois compagnies au feu, en munitions, nourriture, pansements et évacuations pour les blessés les plus sérieusement atteints. Bien qu'elle ne soit pas à proprement parler une compagnie de combat, elle avait un rôle fondamental en cas de déclenchement des hostilités. Le colonel Kocur avait un groupe d'officiers assez homogène avec des officiers d'expérience plus âgés et de jeunes officiers qui avaient une grande soif de combattre. Le premier régiment d'infanterie polonaise était souvent montré aux Français, afin de leur prouver la compétence et l'efficacité des Polonais. Bien que les Français ne semblaient pas vraiment convaincus de la dangerosité pour l'ennemi des soldats polonais, le général Duch continuait à avancer ses pions.[554] Ainsi, le deuxième régiment d'infanterie polonaise, commandé par le colonel Zietkiewicz, était bien avancé dans sa préparation. Nous n'avons pas trouvé d'informations sur le colonel Zietkiewicz et sa carrière. Néanmoins, nous savons qu'il organisa son régiment à peu près de la même manière que le colonel Kocur.

Le deuxième régiment d'infanterie polonaise avait un gros problème au niveau des armes. Presque la moitié de ses hommes n'avaient pas de fusils, ni de pistolets, et encore moins de mitrailleuses. Cela n'avait pas empêché le colonel Zietkiewicz de créer à son tour quatre compagnies. La première compagnie et la seconde avaient pour objectif, lorsqu'elles seraient

[551] Entretiens Kalita, (7 avril 1997).
[552] www.france1940.free.fr (organigramme de la division Duch).
[553] www.france1940.free.fr (organigramme de la division Duch).
[554] Entretiens Kalita, (7 avril 1997).

suffisamment armées et entraînées, d'entrer au contact de l'ennemi de façon identique à leurs homologues du premier régiment d'infanterie polonaise.[555] La troisième compagnie était une compagnie de soutien tactique des deux premières. Pour accomplir sa mission correctement, elle avait besoin de mitrailleuses de 7,62 mm et de 14,7 mm, qu'elle n'avait quasiment pas. La quatrième compagnie était une compagnie de soutien logistique dont le rôle était analogue à la quatrième compagnie du premier régiment d'infanterie polonaise. Les relations inter-régimentaires étaient en général bonnes, mais il y avait des disparités dans l'appropriation des faibles moyens et parfois des luttes entre chefs de corps pour obtenir le plus possible de choses du commandement polonais et des Français.[556] Des différences logistiques existaient aussi, quant à l'efficacité potentielle au combat, la qualité et la quantité, au niveau des entraînements. Le second régiment d'infanterie polonaise avait une valeur estimative à peu près équivalente au régiment du colonel Kocur. Malgré le fait que celui-ci ait pu obtenir plus d'armes que Zietkiewicz, que le deuxième régiment manœuvrait un peu moins que le premier, ils étaient de bons niveaux tous les deux pour le général Duch. Le troisième régiment d'infanterie polonaise était commandé par le colonel Wnuk, dont nous ne savons pas grand chose.[557]

Issu directement du camp militaire de Carpiagne dans les Bouches-du-Rhône, il était arrivé un peu par hasard au sein de la première division de grenadiers polonais. Il aurait effectué plusieurs séjours dans des Etats-majors en Pologne avant la campagne de septembre 1939 et présentait une personnalité plutôt discrète.[558] Il eut, par contre, plus de difficultés que ses deux confrères Kocur et Zietkiewicz pour « monter » son régiment. En effet, une fois nommé, le chef de corps (c'est-à-dire le colonel ou lieutenant-colonel commandant un régiment) avait de larges pouvoirs dans la création, l'entraînement et la formation de son unité. Le général commandant la division lui donnait les grandes orientations et lui indiquait les missions qu'il entendait lui confier en temps de paix et en temps de guerre. Charge à lui d'utiliser tous les moyens mis à sa disposition pour mener à bien tout ce processus. Le colonel Wnuk, comme les autres chefs de corps, avait reçu dès sa nomination sa feuille de route.[559] Seulement, pour lui qui n'avait pas pu ou pas su obtenir de moyens nécessaires à la bonne formation de son régiment, les choses étaient plus difficiles à mettre en place. Son troisième régiment d'infanterie polonaise manquait à peu près de tout. Sa situation était pire que celle des premier

[555] Idem.
[556] Entretiens Kalita, (7 avril 1997).
[557] www.france1940.free.fr
[558] Idem.
[559] www.france1940.free.fr

et second régiments. Un fort pourcentage (difficile à établir avec précision) de son effectif de 1 300 hommes n'avait rien. Ni armes, ni uniformes. En conséquence, il n'y avait pas ou peu de manœuvres, (pourtant fondamentales pour l'aguerrissement et la préparation des soldats), possibles et de simulations de combats à balles réelles ou à balles à blanc. Les quelques pseudo-manœuvres consistaient à des déplacements d'effectifs avec des fusils en bois ou même de simples bâtons ramassés dans la forêt. Les plus zélés des soldats polonais hurlaient de sonores « pan ! pan ! », afin de motiver leurs compagnons d'armes lors de pseudo-simulations d'assaut. Cela était un spectacle incroyable, quand on savait qu'à un moment ou à un autre de cette guerre ces hommes devraient attaquer pour de vrai des positions ou des fortins allemands, armés de véritables mitrailleuses ou de MP 38 (fusil de guerre en dotation dans la quasi-totalité des unités de combat allemandes). Leur manque de préparation, d'entraînement au tir ou de maniement des mortiers et grenades torches risquait de leur coûter très cher en vies humaines. C'est sans doute pour cela que le colonel Wnuk n'était pas très pressé d'amener ces hommes au front, malgré des rumeurs qui circulaient et faisaient état d'une prochaine mise en marche de la division pour monter au front. Il devait, selon le lieutenant-colonel Skrzydlewski, recevoir les prochaines dotations en armes individuelles et en uniformes que donneraient les Français. Le colonel Wnuk pouvait sans doute se dire (à juste titre) que si la montée au front était imminente, cela pousserait les Français à activer la dotation de combat (surtout fusils, mitrailleuses et grenades) et d'uniformes (pour éviter toute méprise par rapport aux soldats français, mais aussi allemands). Il n'était pas le seul chef de corps polonais à penser cela.[560]

B°/ La première DIP : structuration et préparatifs pour le feu

Dans le cadre de l'infanterie divisionnaire dirigée par le colonel Grabowski, il y avait deux compagnies supplémentaires dont une fut finalement intégrée au premier régiment d'infanterie polonaise du colonel Kocur. Le général Duch aurait préféré constituer un régiment en plus des trois régiments d'infanterie dont il disposait déjà. Mais faute de moyens mis à disposition, ce ne fut pas possible. Le colonel Grabowski ne put à grand peine réunir que deux compagnies d'environ deux cent hommes chacune. Il y avait la 13e compagnie de Pionniers Divisionnaires. Il n'a pas été possible de retrouver le nom du capitaine commandant cette compagnie. Dans les archives et les témoignages d'anciens combattants, on arrive presque toujours à retrouver les noms des officiers supérieurs (à partir de lieutenant-colonel),

[560] Entretien Zalinski, (5 mars 1997).

mais pas souvent les officiers subalternes et les sous-officiers. Néanmoins, on connaît son type d'organisation et sa mission essentielle. Cette 13e compagnie de Pionniers Divisionnaires avait un rôle comparable à celui des sapeurs du Génie.[561] Composée de deux cent dix hommes articulés en quatre sections de cinquante pionniers, elle visait deux objectifs majeurs. Premièrement, elle devait effectuer les travaux de terrassement pour protéger les unités d'infanterie déployées sur le terrain. Cela concernait surtout les gros travaux nécessitant des pelleteuses, des excavatrices, mais aussi la pelle et la pioche de l'ouvrier de base. Ils devaient creuser des tranchées où pourraient s'abriter les fantassins avant un assaut ou après celui-ci. Construire des fortins pour constituer un mini-poste de commandement. Edifier des casemates, soit en bois, soit en béton, pour protéger les centres névralgiques et, si possible, les troupes, contre des attaques aériennes ou d'artillerie.[562] Ils n'étaient pas seuls à exécuter les travaux. En effet, si des fantassins n'étaient pas pris par les combats ou des missions de surveillance, ils devaient les aider dans leur pénible besogne.

Les pionniers divisionnaires ne devaient être engagés que pour les gros travaux de terrassement. Les trous de combats individuels (trous que l'on creuse dans la terre pour abriter un, deux ou trois soldats), étaient en général creusés par les fantassins eux-mêmes.[563] Les quatre sections numériquement égales avaient des missions identiques pour trois d'entre elles. La quatrième section avait des finalités différentes. Les trois sections de pionniers étaient équipées de quelques pelleteuses, d'une petite excavatrice et de plusieurs chevaux pour tracter les troncs d'arbres ou dégager les routes. Le reste du travail se faisait à la main. La quatrième section était plus spécialement dédiée à la reconstruction d'infrastructures après un endommagement ou une démolition complète suite aux assauts de l'ennemi. La seconde mission, plus occasionnelle, était de saboter des installations ennemies une fois que les fantassins avaient conquis les positions. Il fallait détruire le maximum de choses, au cas où les Allemands, après une contre-attaque, récupéreraient ces positions.

Il y avait plusieurs techniques : l'incendie, l'explosif si le premier ne suffisait pas, ou bien encore le marteau, la masse, ou le bélier pour casser et détruire. Rendre complètement inutilisables le matériel, les armes, les munitions, les bâtiments et les infrastructures était du ressort de ces pionniers. Mais dans la réalité des choses, leur utilisation première par l'Etat-major était la construction de fortins, de tranchées, de murs de protection et de tout ce qui servait à protéger les fantassins.[564] La différence avec le Génie était assez mince, sauf que les

[561] Entretiens Kalita, (13 avril 1997).
[562] Entretiens Kalita, (13 avril 1997).
[563] Idem.
[564] Id.

sapeurs du Génie détruisaient autant qu'ils construisaient, voire plus, alors que pour les pionniers, c'était plus l'inverse.

Les pionniers de la 13e compagnie étaient surtout des Polonais issus de France et non de Pologne.[565] C'était surtout l'encadrement qui venait de leur pays d'origine. Certains travaillaient auparavant sur les routes de France comme ouvriers-bâtisseurs, comme cantonniers ou goudronneurs.[566] D'autres n'avaient jamais exercé de métier « salissant ». Il y avait des coiffeurs, des fonctionnaires de l'administration française qui avaient la double nationalité, des employés de bureau, etc. … Ils voulaient tous à leur échelle, servir la Pologne et aider la France. Liés à cette dernière depuis très longtemps, ou récemment, ils célébraient ainsi leur double appartenance à deux pays amis de très longue date. A la différence des trois régiments d'infanterie polonaise qu'elle devait appuyer, la 13e compagnie de Pionniers Divisionnaires avait reçu la majeure partie de son équipement traditionnel. Etait-ce à dire qu'en France on ne manquait ni de pelles ni de pioches ou alors que les travaux dégradants étaient plus l'apanage des étrangers polonais ? En tous les cas, la compagnie était en ordre de marche dès la fin du mois d'avril 1940 et continuait à parfaire sa rapidité d'exécution de travaux dans les forêts avoisinant le camp militaire de Bressuire.[567]

L'autre compagnie qui aurait pu être un régiment si le général Duch avait pu, était la 14e compagnie divisionnaire anti-chars. Elle dépendait entièrement du premier régiment d'infanterie polonaise du colonel Kocur et était destinée à entrer en action seulement avec ce régiment.[568] Elle ne jouait pas la complémentarité avec les deux autres régiments d'infanterie polonaise des colonels Zietkiewicz et Wnuk. Il faut dire que le premier régiment d'infanterie polonaise faisait un peu figure de régiment d'élite au sein de la division Duch. Mais la médaille avait son revers : le premier régiment d'infanterie polonaise serait engagé dans les situations les plus tendues et les plus délicates.

La 14e compagnie divisionnaire anti-chars irait au feu en première ligne avec les fantassins du premier régiment d'infanterie polonaise. Equipée (pas encore entièrement à la fin avril 1940) de canons anti-chars, la compagnie devait non pas stopper une offensive blindée (mission complètement impossible même à un échelon régimentaire), mais attaquer des chars allemands qui menaceraient les fantassins du premier régiment d'infanterie polonaise.[569] Composée de deux cent hommes, elle avait un rôle important, car les Polonais avaient retenu

[565] www.france1940.free.fr
[566] Idem.
[567] Entretiens Kalita, (13 avril 1997).
[568] Idem.
[569] Entretiens Kalita, (13 avril 1997).

les leçons de septembre 1939 et de la Blitzkrieg. C'est pour cela que le général Duch aurait voulu plus d'éléments anti-chars. Les Panzer avaient fait tellement de dégâts en Pologne que des unités anti-chars bien entraînées et équipées de canons performants, pouvaient infliger des pertes conséquentes aux Panzerdivisionen. Il fallait être le plus mobile possible, être équipé de canons d'au moins 75 mm et avoir des véhicules, afin de déguerpir rapidement d'une position repérée par les chars allemands. Mais le matériel n'avait toujours pas été livré au complet aux Polonais. Les tireurs-canon de la 14e compagnie ne pouvaient pas s'entraîner au tir en conditions réelles. Trop peu de munitions et de cartouches bloquait tout le monde.[570] Pourtant, l'entraînement au tir était fondamental, car il fallait tirer le premier et être extrêmement précis. Un Panzer raté, et les Polonais n'avaient que quelques secondes pour l'ajuster de nouveau, sinon l'équipage du char allemand, pour peu qu'il soit bien entraîné, réduisait la batterie anti-chars en poussière.[571]

Le commandant Zygmunt Kosior qui dirigeait la 14e compagnie redoutait un départ anticipé pour le front. Car, même si les Français accéléraient l'arrivée des canons, les hommes de sa compagnie auraient trop peu de temps pour se préparer convenablement. D'où un risque élevé de pertes importantes dès les premiers jours de l'affrontement. On retrouve ce même problème tout au long de ce travail, surtout dans l'armée de Terre polonaise. Les chefs militaires polonais ne sont pas fous, ils ne veulent pas envoyer leurs hommes se faire massacrer, s'ils n'ont pas le minimum vital de matériel et d'entraînement. Les cadets des lanciers de l'armée polonaise chargeant à cheval les blindés allemands en septembre 1939, (en fait, ils cherchaient à débusquer les fantassins allemands cachés derrière les Panzer), avaient concerné au final peu d'effectifs et restaient un épiphénomène.[572]

L'heure n'était pas à la bravoure écervelée, mais à l'efficacité au combat, doublée d'une réduction des pertes au maximum. Le commandant Kosior insistait beaucoup avec ses hommes sur l'aspect camouflage et bonne visée de tir, gages d'une sécurité correcte. Il avait étudié avec l'aspirant Kalita une méthode de tir quelque peu nouvelle pour l'époque. Elle consistait à appliquer au combat anti-char la méthode dite du « fire and forget ». Ce terme anglais qui veut dire : « tire et oublie » résidait dans la mobilité des servants de la batterie de canons anti-chars et dans leur maîtrise de l'art du camouflage.[573] Ils devaient pour tirer sur une cible, ne pas la manquer, d'où la nécessité de déclencher le tir, lorsque le char allemand serait le plus près possible et une fois l'objectif atteint, pouvoir déplacer le canon dans une autre

[570] Idem.
[571] Id.
[572] Entretien avec Kajic Mlot, (2 août 1997).
[573] Entretiens Kalita, (13 avril 1997).

position camouflée au mieux pour échapper à la réplique d'un autre Panzer. L'art du camouflage était très important pour deux raisons principales. Premièrement, pour que le char ennemi s'avance au plus près de la bouche du canon polonais, il ne fallait pas être visible à plus de cinquante mètres. Et deuxièmement, pour retrouver une nouvelle position échappant à la vision ennemie, un camouflage parfait était de mise.

Le commandant Kosior avait en tête en permanence un esprit hardi de l'initiative. Il était parfaitement épaulé dans ce sens-là par l'aspirant Kalita qui, à 27 ans, était un jeune chef de section. Avocat dans son pays, il avait été rattrapé par la guerre et n'avait pu exercer son métier qu'à peine un an.[574] Evadé d'un stalag allemand en Pologne, le commandant Kosior s'entendait bien avec ses hommes et en particulier l'aspirant Kalita. Celui-ci venu directement en France pour continuer le combat contre les Allemands, était une véritable boîte à idées comme son chef. Avec son chef-adjoint de section, le sergent-chef Kempys, l'aspirant Kalita passait une grande partie de ses journées à trouver les meilleurs ingrédients que la forêt ou la végétation pouvaient offrir pour fabriquer des camouflages performants.[575] La forêt avoisinant le camp militaire de Bressuire n'avait plus de secrets pour lui. Certes, la méthode Kosior-Kalita n'avait rien de vraiment original, mais les schémas tactiques français ou même polonais n'incluaient pas de manière significative la mobilité post-tir. Or, l'origine d'un coup de feu direct au canon était facilement détectable de jour et encore plus de nuit. Sitôt le premier coup de canon tiré, la section pouvait être rapidement la cible d'un tir de contre-batterie, ou même d'une escouade de Stukas. Le camouflage même parfait, ne suffisait plus, surtout si l'on avait affaire à un détachement de Panzer. Ceux-ci ne s'aventuraient jamais de manière isolée, sauf si l'équipage s'était perdu au cours d'un engagement. Jouer au « chat et à la souris » était la seule chance d'augmenter la durée moyenne de survie sur le champ de bataille pour les hommes du commandant Kosior et de l'aspirant Kalita.[576] Tout un travail dans ce sens était à entreprendre au plus vite en tir réel, afin de faire, le cas échéant, des réajustements et, surtout, de tester au plus près possible de la réalité, les capacités des hommes de la 14e compagnie divisionnaire anti-chars. Avec les premier, deuxième et troisième régiments d'infanterie polonaise et la 13e compagnie de pionniers divisionnaires, la 14e compagnie divisionnaire anti-chars formait le bloc infanterie de la première division de grenadiers polonais.

[574] Entretiens Kalita, (13 avril 1997).
[575] Idem.
[576] Id.

Il y avait un second bloc constitutif de la première division de grenadiers polonais : l'artillerie. L'artillerie divisionnaire était commandée par le général de brigade Niemira. Cela paraît étonnant de voir un général de brigade, (le plus petit grade de général), commander une partie d'une division. Comme je l'ai précédemment évoqué, il était devenu courant au sein de l'armée polonaise en France, (surtout l'armée de Terre), de voir des généraux commandés par des colonels, ou des lieutenants-colonels diriger des colonels. Le général Niemira aurait tout à fait pu en Pologne diriger la première division de grenadiers polonais selon l'ancien système. Mais en France, la donne avait changé. L'aspirant Kalita me raconta au cours de l'un de nos très nombreux entretiens que Niemira voulait commander une division.[577] Mais Sikorski en choisissant le général Bronislaw Duch pour la première division de grenadiers polonais, le général Prugar-Ketling pour la deuxième division de chasseurs polonais, le général Anton Bohusz-Skysko pour la brigade de chasseurs du Podhale et le général Stanislaw Maczek pour la 10e brigade de cuirassiers polonais, avait de facto écarté le général Niemira de tout commandement de division. Les 3e et 4e divisions polonaises en cours de gestation n'échoiraient pas non plus à Niemira. La raison la plus plausible est que Sikorski n'avait rien de particulier contre le général Niemira, (ou d'autres généraux non retenus pour un commandement divisionnaire), mais qu'il pensait avoir choisi les quatre meilleurs généraux pour les quatre divisions créées. Que donc les autres officiers généraux devaient, soit se contenter d'un « strapontin », soit renoncer à exercer tout commandement d'unité. Certains, vexés, ne voulurent pas d'une place de second choix, mais le général Niemira ne voulait pas rester les bras croisés à ne rien faire.[578] Il désirait donner sa participation, même modeste, à l'effort de guerre de la Pologne en exil. Il accepta (peut-être à contre-cœur) le poste de commandant de l'artillerie divisionnaire de la première division de grenadiers polonais.

L'artillerie était, il est vrai, son domaine de prédilection. Il avait, en effet, exercé des commandements de compagnie, puis de régiments d'artillerie, dans la Pologne d'avant septembre 1939. Spécialiste des canons Bofors que l'armée polonaise utilisait à cette époque, il ne connaissait pas très bien l'arsenal français, en particulier les canons Schneider de 175 mm. Mais l'essentiel de son nouveau poste consistait plus dans la stratégie d'ensemble que dans la « prise terrain » des différents matériels prêtés par l'armée française. Bien qu'il ne soit pas un ami du général Duch, le général Niemira s'entendait relativement bien avec son nouveau chef. De toute façon, il n'avait pas le choix, car, une démission alors qu'il avait accepté ce commandement en toute connaissance de cause, aurait un impact dévastateur sur le

[577] Entretiens Kalita, (13 avril 1997).
[578] Entretien avec J. Zalinski, (5 mars 1997).

moral des troupes et sur sa carrière personnelle, alors que le gouvernement Sikorski était reconnu par de plus en plus de pays. Le général Niemira avait donc constitué son équipe en deux mois. Il y avait en premier lieu le 101e (ou premier, selon les appellations et les documents retrouvés) régiment d'artillerie polonaise. Cette unité composée de 1 200 hommes, était commandée par le colonel Brzeszczynski.[579]

Homme d'expérience, il avait fait l'essentiel de sa carrière dans l'artillerie. Il aurait même servi dans les années trente sous les ordres du général Niemira. Le colonel Brzeszczynski avait choisi d'articuler son régiment en quatre compagnies d'artilleurs. La première, la seconde et la troisième compagnie étaient équipées de canons de 20 mm pour la DCA, de 105 mm et de 175 mm à cadence de tir rapide. Ces derniers de marque Schneider étaient très efficaces en tir de contre-batterie, (le tir de contre-batterie est l'engagement du maximum de canons pour, après avoir identifié l'origine des tirs d'artillerie ennemis, assommer d'obus leurs positions, afin de les réduire au silence).[580] Par rapport aux régiments d'infanterie polonaise de leur division, les artilleurs du 101e régiment étaient correctement équipés en canons. Il manquait quand même des mortiers (canon à tir vertical), pour que l'arsenal soit vraiment complet. Malgré tout, les trois compagnies de combat avaient les moyens de s'entraîner dans de bonnes conditions. On ne sait pas grand chose sur leur organigramme. La quatrième compagnie du 101e régiment d'artillerie polonaise était une compagnie de soutien logistique. Elle avait pour mission principale de soutenir en munitions et en vivres les trois autres compagnies.[581] Son rôle était primordial, car, en plus, les artilleurs de la quatrième compagnie étaient formés au tir de canon et pouvaient être utilisés en renfort en cas de pertes ou de blessés trop importants au sein des trois autres compagnies.

Le deuxième régiment dépendant de l'artillerie divisionnaire était le 201e (ou premier selon les témoignages et les documents) régiment d'artillerie lourde polonaise. Le commandement de ce régiment de mille cent hommes était confié au lieutenant-colonel Tadeusz Onacewicz.[582] Il semble qu'il n'était pas un artilleur d'origine, mais qu'il venait de l'infanterie. Il avait choisi de diviser son régiment en trois compagnies. Les première, deuxième et troisième compagnies d'artillerie lourde polonaises étaient équipées chacune de trois canons de 201 mm et de six canons de 175 mm. Leur rôle principal était le tir de saturation. C'est-à-dire un tir concentré sur une zone précise, afin de détruire ou neutraliser les troupes ennemies présentes dans la dite zone. Il faut reconnaître que les canons fournis par les Français étaient de bonne

[579] www.france1940.free.fr (organigramme de la division Duch).
[580] Entretiens Kalita, (13 avril 1997).
[581] Entretiens Kalita, (13 avril 1997).
[582] www.france1940.free.fr (organigramme de la division Duch).

qualité. D'ailleurs, l'artillerie française était de bonne facture en général. Seulement, les Allemands avaient une quantité de canons de tous calibres supérieure aux Français. Le lieutenant-colonel Onacewicz bénéficiait aussi d'une batterie supplémentaire : la dixième batterie divisionnaire anti-chars du premier régiment d'artillerie lourde polonais. Equipée comme la quatorzième compagnie divisionnaire anti-chars du premier régiment d'infanterie polonaise de canons de 75 mm, (dix en tout), elle était censée protéger le premier régiment d'artillerie lourde d'une attaque de Panzer.[583] Les gros canons du premier régiment d'artillerie lourde étaient lourds et peu manoeuvrables. Si un groupe de chars allemands passait les lignes amies, le premier régiment d'artillerie lourde ne pouvait s'opposer efficacement à eux.

Enfin, pour compléter l'artillerie divisionnaire, le premier régiment d'artillerie et le premier régiment d'artillerie lourde polonais disposaient d'une compagnie d'ouvriers d'artillerie, la 185e compagnie d'ouvriers d'artillerie (120 hommes), chargée de creuser les positions et de les fortifier avant d'y installer les canons. Et d'une section (la 385e section) de munitions automobiles, c'est-à-dire de soldats véhiculés, chargés d'apporter le plus rapidement possible les obus aux deux régiments d'artillerie polonais. Le reste de la première division de grenadiers polonais était composé de deux compagnies du Génie, la 185e et 186e de sapeurs-mineurs. Leur rôle était d'ouvrir des passages dans les barbelés pour les fantassins, de déminer les terrains du champ de bataille, de détruire tout ce qui pouvait entraver l'action de la division et de construire tout ce qui pouvait aider celle-ci à avancer (ponts, routes, etc. …).[584]

La première division de grenadiers polonais disposait de ses propres moyens de transmission confiés à la compagnie télégraphique 185/81 et à la compagnie radio 185/82. Equipés de matériels français déclassés, ils avaient beaucoup de mal à s'entraîner correctement. Pourtant, les transmissions jouaient un rôle fondamental dans l'émission et la réception des ordres sur le champ de bataille. La première division de grenadiers polonais disposait d'une compagnie du train : la 385/44 dont l'essentiel de la mission était le transport de matériel, (exceptionnellement de renforts), entre les différents régiments et le cantonnement du gros de la division.[585] Enfin, dotée d'un groupe d'exploitation divisionnaire d'intendance, (le GED 185), c'est-à-dire chargé de gérer tout ce dont ont besoin les unités combattantes de la division, (sauf les munitions), la première division de grenadiers polonais avait aussi son propre service de santé confié au 185e groupe sanitaire divisionnaire, (le GSD 185). Le

[583] Entretiens Kalita, (13 avril 1997).
[584] Entretiens Kalita, (13 avril 1997).
[585] Idem.

service de santé de la division était composé de trois médecins et d'une trentaine d'infirmiers militaires.[586] A la fin du mois d'avril 1940, la première division de grenadiers polonais du général Duch était devenue une réalité sur le papier. Quant à l'engagement au combat, cela relevait uniquement du bon vouloir des Français, tant sur le plan de la fourniture de l'arsenal complet aux Polonais, que de la date et du lieu d'entrée en action. Une rumeur persistante laissait penser que ce ne serait plus qu'une question de jours.[587]

C°/ La division Duch : un corps d'élite qui se rapproche de la ligne Maginot ?

A partir du 30 avril 1940, la première division de grenadiers polonais du général Duch reçoit un ordre de mission : se déplacer par ses propres moyens pour rejoindre la ligne Maginot (en arrière de celle-ci). C'est un long voyage à pied qui attend les 16 000 hommes de la division. Lorsque le général Duch demande plus de détails sur l'affectation de son unité, le GQG français lui répond que l'on attend ses hommes dans le département de la Meurthe et Moselle, sans plus donner de précisions.[588] Des camps de Bressuire et Parthenay, la division, numériquement la plus importante de toute l'armée polonaise en France, prépare le long et pénible déplacement. Alors qu'il pensait que lorsque sa division serait amenée à quitter ses bases pour monter au front, les Français activeraient sensiblement la fourniture des armes, des munitions et des uniformes, le général Duch doit rapidement déchanter et s'organiser autrement.[589] Il demande à ce que tous les moyens automobiles, c'est-à-dire quelques camions et une dizaine de voitures, soient mobilisés à Parthenay. Les blessés de l'entraînement, les malades qui sont transportables sont mis dans les camions. Les Polonais entassent tout ce qu'ils peuvent dans les véhicules automobiles et dans certaines sections, tirent à pile ou face le nom du conducteur. Trois jours sont nécessaires pour rallier la Meurthe et Moselle en véhicule, contre une dizaine de jours à pied. Les premiers véhicules s'ébrouent vers le premier mai 1940. Les tractages hippomobiles sont eux aussi rassemblés à Parthenay, afin de tous partir du même endroit. Il est inutile de tirer au sort pour désigner celui qui conduira un cheval, car cela se fait à pied et est parfois plus pénible que de marcher avec tout son bardas. Les départs des unités à pied doivent s'échelonner sur quatre jours. En effet, la première division de grenadiers polonais est une unité disparate, puisqu'elle inclut des fantassins, (trois régiments), des artilleurs, (deux régiments), deux compagnies de Génie, plus les pionniers divisionnaires. Cela modifie les déplacements, car chaque régiment parcourt son itinéraire de

[586] www.france1940.free.fr
[587] Entretiens Kalita, (13 avril 1997).
[588] SHAT, dossier 32 N 502 (journal de marche de la division Duch).
[589] Entretiens Kalita, (13 avril 1997).

façon autonome par rapport à un autre. Le premier régiment d'infanterie polonaise du colonel Kocur part en tête avec sa compagnie divisionnaire anti-chars (quatorzième compagnie). Il est suivi quelques heures plus tard par le deuxième régiment d'infanterie du colonel Zietkiewicz et le lendemain, par le troisième régiment d'infanterie du colonel Wnuk et la treizième compagnie de pionniers divisionnaires.[590] Les Polonais n'eurent pas beaucoup de temps pour préparer leur voyage et régler les derniers détails du ralliement. Ils durent mettre les bouchées doubles pour caser sur les tractages hippomobiles les caisses de munitions soigneusement rangées, (car très précieuses, vu la « générosité » des Français), les pièces de rechange des mitrailleuses, les ustensiles de la « roulante », (c'est-à-dire la cuisine du régiment), et les quelques affaires personnelles qu'ils n'étaient pas obligés de mettre dans leur bardas. Les attelages hippomobiles étaient réduits pour l'infanterie. En effet, l'Etat-major de la division préféra concentrer ce type de moyens pour les deux régiments d'artillerie (le premier régiment d'artillerie polonaise du colonel Brzeszczynski et le premier régiment d'artillerie lourde polonaise commandé par le lieutenant-colonel Onacewicz). Devant cheminer avec des canons de 120 mm, 175 mm et 203 mm, les artilleurs de la division Duch devaient obligatoirement utiliser des camions (trop peu nombreux) et des chevaux. Les artilleurs préféraient les chevaux, car même s'ils étaient plus lents que les camions, ils étaient incomparablement plus fiables.

Les deux régiments d'artillerie partirent après l'infanterie suivis par le reste de la division, c'est-à-dire le génie, le train, l'intendance et le service de santé. Les transmissions étaient parties dans les premières. C'était le chef d'Etat-major de la division, le lieutenant-colonel Skrzydlewski qui avait eu la haute main sur le transfert de l'unité toute entière.[591] C'était un travail complexe et qui se devait d'être précis pour deux raisons essentielles : la première était que, même si aucune offensive de part et d'autre du front n'avait été déclenchée, il fallait tout de même faire au plus vite pour rejoindre les nouvelles positions de la division. La seconde raison était qu'il fallait une fois de plus montrer aux Français (qui ne manquaient jamais d'observer les faits et gestes des soldats polonais), que cette division, à l'image de l'armée Sikorski toute entière, était d'une grande qualité et qu'elle était largement équivalente aux plus brillantes unités françaises. Il aurait été inimaginable qu'un régiment ou même qu'une compagnie vienne à se perdre durant le voyage et aurait été remise dans la bonne direction par la gendarmerie française ou pire, d'autres unités de l'armée française. Chaque chef de corps polonais avait été sérieusement briefé par le lieutenant-colonel Skrzydlewski avec un plan

[590] Entretiens Kalita, (13 avril 1997).
[591] Entretiens Kalita, (13 avril 1997).

détaillé de chaque ville traversée et de la durée estimée par l'Etat-major pour chaque étape. En général, chaque régiment devait effectuer une étape quotidienne d'environ soixante kilomètres, (un peu moins pour les artilleurs).[592] Cela peut paraître impressionnant, mais en 1940, les gens marchaient bien plus que de nos jours. L'aspirant Kalita qui appartenait au premier régiment d'infanterie polonaise du colonel Kocur me raconta à plusieurs reprises ce long cheminement et m'affirma que soixante kilomètres par jour étaient à la portée de tout un chacun, pour peu qu'il soit en bonne santé. Cela était fatigant, mais réalisable. Il n'a pas été possible de connaître l'itinéraire qu'empruntèrent les grenadiers polonais avec exactitude, mais nous disposons de quelques témoignages d'anciens combattants qui nous donnent une idée assez claire du parcours fait par la division Duch.[593]

Pour de nombreux Polonais, ce transfert est l'occasion de voir les populations françaises des villes et villages traversés et de connaître l'état de popularité de l'armée polonaise en France. Beaucoup croient que toute la France est au courant de la création de l'armée Sikorski sur son sol. C'est une erreur, car la plupart des Français ignorent tout ou presque de ces 120 000 soldats polonais. Pourtant, les journaux importants parlent de temps en temps du général Sikorski et des actes de son gouvernement d'Angers.[594] Mais on retrouve peu d'articles concernant l'armée polonaise en France. Paradoxalement, ce sont parfois des journaux locaux, comme dans le département des Deux-Sèvres ou dans le Morbihan, qui parlent des Polonais et publient des photos.[595] Cela veut dire qu'en dehors de la région où se situe leur campement, les Polonais sont totalement ignorés. Mais leur passage parmi la population française souleva un grand élan d'enthousiasme et de solidarité des Français vis-à-vis des Polonais. A chaque fin d'étape, les Polonais devaient, soit bivouaquer pour les hommes du rang, soit dormir chez l'habitant (pour les sous-officiers et officiers), soit s'installer à l'hôtel ou dans des demeures bourgeoises ouvertes gracieusement pour les officiers supérieurs. Mais en fait, lorsque les compagnies passaient dans les villes et les villages, elles portaient bien haut le drapeau polonais et l'écusson de leur régiment. C'était à chaque fois la mesure instantanée d'une popularité élevée des Polonais parmi la population française.[596] Un grand nombre d'habitants proposaient une de leur chambre au premier soldat polonais qu'ils trouvaient, des paysans laissaient leur grange et nourrissaient gratuitement les Polonais. Même certaines fois, les propriétaires d'hôtels non réquisitionnés offraient quelques-unes de leurs chambres à ces

[592] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).
[593] Entretiens Kalita, (13 avril 1997) et Mlot, (2 août 1997).
[594] Voir chapitre 4 de la première partie « La renaissance d'une certaine forme de nation polonaise ».
[595] Idem.
[596] Entretiens Kalita, (13 avril 1997).

hommes venus de loin pour combattre aux côtés de la France. Ce « test » de popularité grandeur nature fut une réussite totale. Les Polonais étaient particulièrement appréciés de leurs hôtes. Ce fut un grand réconfort pour le général Duch. Il était en proie depuis des mois aux difficultés liées à l'édification de la division, aux « cachotteries » des politiques français, à l'avarice des services d'intendance de l'armée française et aux railleries supposées ou réelles de certains officiers français de haut rang envers cette « armée de vaincus ».[597]

L'heure n'était pas à la polémique, mais à la démonstration des vertus militaires des Polonais. Le général Duch avait bien spécifié à son bras droit, le lieutenant-colonel Skrzydlewski, que le déplacement devait se faire dans un ordre parfait et dans les délais impartis. Quelque peu « rassurés » par cet extraordinaire élan de sympathie de la population française, les grenadiers polonais pouvaient « savourer » leur montée au front. Ce qui peut paraître surprenant, est qu'après recoupement de plusieurs témoignages d'anciens combattants polonais, on s'aperçoit que, malgré la connaissance de leur état de faiblesse chronique (faiblesse en armes, munitions, matériels en tous genres, uniformes et même en plaques d'identité militaires), les Polonais de la première division de grenadiers avaient très envie de cette montée au front. Ils l'attendaient depuis un long moment. Il y a une sorte de contradiction entre les officiers supérieurs et le commandement d'un côté qui s'alarment et s'inquiètent d'une montée en première ligne prématurée (par manque de moyens et d'entraînement). Face à eux les officiers subalternes, les sous-officiers et surtout les hommes de troupes qui en ont pour ainsi dire marre du cantonnement, avec ce qu'ils ont en armes et moyens, se disent prêts au combat sans plus attendre. L'exemple de la première division de grenadiers polonais n'est pas le seul. On retrouve ce sentiment au sein de la deuxième division de chasseurs à pied du général Prugar-Ketling ou bien encore, parmi les hommes de la dixième brigade de cavalerie motorisée du général Maczek.

Trois jours après avoir reçu l'ordre de faire mouvement en direction de la Meurthe et Moselle, l'ensemble de la division Duch était en route. Le convoi des hommes en armes s'étalait parfois sur plusieurs kilomètres de long. Après avoir traversé les départements de la Vienne et de l'Indre et Loire, les trois régiments d'infanterie qui étaient en tête de la division, allaient entrer dans le département du Loir et Cher. Les fantassins avaient entrepris d'avancer à une allure supérieure à ce qui avait été demandé par le général Duch.[598] Il convenait dès lors de ralentir la marche pour ne pas perdre le contact avec le reste de la division et, notamment, les artilleurs à la peine avec leurs imposants canons. Alors qu'une petite partie de la division

[597] Entretiens Kalita, (13 avril 1997).
[598] Entretiens Kalita, (13 avril 1997).

Duch est arrivée à Colombey-les-belles (Meurthe et Moselle) par le train et les quelques rares automobiles vers le 10 avril 1940, le reste traverse le Loir et Cher, puis le Loiret avec toujours cette même amitié populaire à chaque passage des Polonais. Ainsi que l'a souhaité le général Duch, la première division de grenadiers polonais avance en ordre impeccable et ne tarde pas à traverser, vers le 10 avril 1940, les départements de l'Yonne, puis le lendemain, de l'Aube. Le 12 avril 1940, les premiers éléments de la division atteignent le département de la Meurthe et Moselle, après avoir traversé le nord des Vosges.[599] L'intégralité de l'unité arrive à Colombey-les-belles le 14 avril au soir. Le poste de commandement est déjà installé depuis quatre jours avec à sa tête le lieutenant-colonel Skrzydlewski. Le général Duch ne rejoint son unité que le 15 avril 1940. Le quartier général de la division fait ce qu'il peut pour assurer le logement des 16 000 soldats sous-officiers et officiers, mais les Français n'ont quasiment rien prévu pour leurs alliés polonais.[600] Ceux-ci doivent s'adapter à des conditions de vie sommaires, sauf pour les plus chanceux, qui parviennent à se faire inviter par l'habitant. Mais même avec la meilleure volonté du monde, tous les Polonais ne peuvent bénéficier d'un confort minimum. Des granges, des écoles et des gymnases sont tout de même réquisitionnés par les autorités françaises, car la situation l'exige. Cette impréparation des Français pour ce qui touche à leurs alliés polonais est manifeste et il faut l'intervention du général Duch pour que des mesures minimales soient prises. Même avec celles-ci, un grand nombre de grenadiers passent leurs nuits sous les étoiles. En avril, il ne fait pas encore très chaud. Une fois de plus le cœur des Français de base parle, car beaucoup d'habitants de Colombey-les-belles et des environs donnent des couvertures et même parfois des tentes. C'est un peu comme s'ils voulaient faire oublier aux Polonais « les graves manquements de leurs gouvernants et décideurs envers ceux qui, d'une manière ou d'une autre, vont donner leur vie pour un pays qui n'est pas le leur ».[601]

Pendant une semaine, la première division de grenadiers polonais stationne dans son ensemble à Colombey-les-belles. Il y a peu de manœuvres d'entraînement, car le matériel manque toujours et les lieux ne se prêtent pas vraiment à de grands exercices militaires. Comme de nombreuses unités à ce moment-là, la première division d'infanterie polonaise organise sa « popote » en attendant de nouveaux ordres « d'en haut ». Ceux-ci ne tardent pas à venir, puisque le 22 avril 1940, l'ordre est donné à l'intégralité de la division Duch de faire mouvement sur Lunéville.[602] Toute ou partie de l'ambiguïté française vis-à-vis des Polonais

[599] Idem.
[600] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).
[601] Entretien Mlot, (2 août 1997).
[602] Entretiens Kalita, (13 avril 1997).

s'exprime alors dans le fait que contrairement aux sept cent kilomètres à pied qu'ont fait les grenadiers polonais, un train spécialement affrété pour eux va les conduire à soixante kilomètres de là. C'est une bizarrerie supplémentaire des Français que le général Duch ne comprend pas bien, mais qui arrange assurément ses hommes pour qui ce voyage, de courte durée, est beaucoup plus simple et confortable à faire qu'une marche à pied traditionnelle.

Le 23 avril au soir, la totalité de l'unité polonaise est arrivée à Lunéville. Elle est placée pour la première fois sous commandement intégré, c'est-à-dire au sein d'un dispositif de combat. La première division d'infanterie polonaise est mise à la disposition du général Hubert, commandant le vingtième corps d'armée français. Le statut initial de la première division d'infanterie polonaise est d'être mis en réserve du vingtième corps d'armée. Cette situation est symbolique tout en marquant l'entrée en guerre de la division polonaise. Cette affectation, même en réserve, indique que si le conflit éclate (à ce moment-là, on ne signale sur le front que quelques escarmouches visant à tester ou provoquer l'adversaire), la première division d'infanterie polonaise sera amenée à combattre relativement rapidement. Si la nouvelle situation satisfait bon nombre de soldats polonais, elle inquiète leur Etat-major, qui, au 23 avril 1940, n'a toujours pas reçu son équipement dans sa totalité.[603] La « théorie » du général Duch, (comme celle du général Prugar-Ketling), s'effondre quelque peu, car, si la montée en première ligne s'annonce imminente, les moyens de livrer un combat valable ne sont toujours pas annoncés. Le général Duch s'en inquiète une fois de plus, mais il n'obtient qu'une promesse de voir les capacités de son unité multipliées par deux à l'horizon de l'automne 1940.[604] Au niveau politique, le général Sikorski s'inquiète de cet état de fait et surtout de la montée très près du front de ses unités insuffisamment armées et préparées. Or, il sait combien sera dure la lutte contre les Allemands qui sont fins prêts après six ans de préparation à cette guerre. De nombreux soldats polonais et pas uniquement les cadets, sont morts inutilement en Pologne en septembre 1939. Le général Sikorski ne souhaite plus voir de tels sacrifices qui ne servent à rien. Aussi multiplie t-il les pressions auprès du gouvernement français. Sans succès véritable.[605]

Une partie de la division Duch est déplacée sur Einville dans la banlieue de Lunéville, afin d'offrir un peu plus d'infrastructures aux grenadiers polonais. A Einville, plusieurs unités des premier, deuxième et troisième régiments d'infanterie polonaise peuvent entamer des manœuvres d'entraînement. C'est notamment le cas de la quatorzième compagnie

[603] Entretiens Kalita, (13 avril 1997).
[604] SHAT, dossier 32 N 503.
[605] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).

divisionnaire anti-chars du premier régiment d'infanterie polonaise, qui doit se perfectionner sur ses canons anti-chars. Elle n'en possède que douze, alors que l'Etat-major français avait estimé qu'il en fallait le double, mais pas avant octobre 1940. C'est avec leurs douze canons anti-chars de 75 mm, que les quatre sections de la quatorzième compagnie s'affairent autour de Einville. Finis les défilés, les prises d'armes ou les « pan pan ! » dans la forêt, cette fois, la quatorzième compagnie a l'occasion d'effectuer deux tirs réels sur des carrioles qui font office de chars ennemis. La précision du tir et la rapidité du rechargement du canon font l'efficacité d'une unité de canonniers, (anti-chars ou autres). Les fantassins de la quatorzième compagnie montrent lors de ces exercices, qu'ils ont une précision de tir de l'ordre de trente centimètres et qu'ils rechargent plus vite leurs canons que leurs premiers instructeurs français, (les canons étant de fabrication française).[606] Régulièrement, comme pour motiver toujours plus ses hommes, le général Duch inspecte ses régiments et les encourage à se préparer le plus possible à un affrontement. En ce début du mois de mai 1940, personne ne sait vraiment quand va avoir lieu le véritable début de cette guerre, mais chacun sait qu'il aura immanquablement lieu. Alors que les deux régiments d'artillerie de la première division d'infanterie polonaise s'apprêtent eux aussi à effectuer quelques tirs de vérification de précision, des uniformes polonais arrivent en nombre (sans pour autant habiller tout le monde). Cela peut paraître anodin, mais ce fut en réalité un motif d'espoir pour tous ces hommes.

Chapitre III

A°/ La division Duch est-elle parée pour le combat ?

Contents d'avoir reçu, (pas pour tous les hommes), des centaines d'uniformes, les Polonais pensent que l'armement français ne devrait plus tarder. Une nouvelle (la énième) demande en ce sens est formulée par le général Duch auprès de ses chefs, afin que ceux-ci la répercute aux autorités françaises.[607] Nous sommes à la fin du mois d'avril 1940, soit une dizaine de jours avant l'offensive allemande.

Quelques jours plus tard, des caisses de munitions pour fusils-mitrailleurs, mitrailleuses et des obus pour les différents canons de la division Duch arrivent. Ils ne sont pas en grosse quantité, mais marquent une certaine tendance française à lâcher un peu de lest aux Polonais. Sans doute lassés des incessantes demandes des généraux Duch, Prugar-Ketling et Maczek, les Français veulent peut-être montrer leur bonne volonté. En distillant un peu de munitions, ils espèrent gagner un peu de temps avant la prochaine demande polonaise. Vers le 6 mai 1940,

[606] Entretiens Kalita, (13 avril 1997).
[607] Entretiens Kalita, (26 avril 1997).

l'état de la division Duch montre un déficit en canons anti-chars, (douze au lieu de vingt-quatre), en canons de 105 mm et de 203 mm.[608] Ces derniers manquent de près de la moitié de ce qu'ils devraient être au sein de deux régiments « normaux ». Du coup, les munitions et les obus récemment livrés par les Français sont presque en surnombre.

Toujours stationnée à Einville et dans sa région, la première division de grenadiers polonais continue sa montée en puissance par ses entraînements multiples. Sur ordre du général Duch, la treizième compagnie de pionniers divisionnaires, ainsi que la 185e compagnie d'ouvriers d'artillerie, la 185/1 et 185/2 compagnie de sapeurs-mineurs du Génie doivent commencer à construire des abris et des fortifications.[609] Le général Duch aurait-il deviné l'imminence d'une attaque allemande après plus de huit mois d'inactivité sur le front franco-allemand ? Ou aurait-il reçu de la part de ses supérieurs polonais, mais aussi, de manière indirecte, français, des ordres visant à tester grandeur nature l'efficacité des hommes du Génie, des pionniers et des ouvriers d'artillerie de sa division ? Impossible à l'heure actuelle de savoir laquelle des deux hypothèses est la véritable explication de cette mise en avant du Génie et de ses auxiliaires. En tous les cas, des manuels sont distribués aux chefs de section des sapeurs, pionniers et ouvriers d'artillerie.[610] Ils exposent les méthodes et pratiques françaises en matière de fortifications, de construction d'abris et de creusement de tranchées. Bien entendu, les Polonais n'ont nullement besoin de prendre des cours auprès des Français pour creuser des tranchées ou fabriquer avec ce qu'ils ont sous la main des fortins. Certes, beaucoup des sapeurs, pionniers et ouvriers d'artillerie n'ont aucune expérience militaire, mais leur encadrement au niveau de la section et de la compagnie a, lui, beaucoup d'expérience dans ce domaine. De plus, les sections des régiments français prirent en compte dans des unités similaires à celles des Polonais des centaines de mobilisés qui n'avaient pour beaucoup d'entre eux aucune expérience de ce genre de mission. Ce qui peut s'apparenter à un manque flagrant de considération pour les sapeurs, pionniers et ouvriers d'artillerie polonais, passa quasiment inaperçu, car les chefs de section polonais continuèrent à utiliser leurs techniques et leurs tactiques.[611] Celles-ci n'étaient d'ailleurs peut-être pas tellement différentes de celles préconisées par les Français. Mais c'était avant tout une question de principe. Les Français étaient bien les véritables chefs de cette armée polonaise, mais vraiment en « bout de chaîne ». De plus, la première division de grenadiers polonais était une division entièrement polonaise et devait donc se battre sur le front comme une entité autonome, (tout en étant

[608] Idem.
[609] Entretiens Kalita, (26 avril 1997).
[610] Entretien Mlot, (2 juillet 1997).
[611] Idem.

soumise au commandement du 45e corps d'armée français du général Hubert). Ce ne fut pas le cas de toutes les unités de l'armée Sikorski, puisque des compagnies anti-chars autonomes polonaises furent intégrées à des régiments français.[612] Donc, si les Français avaient un certain droit de regard sur l'édification, la mise sur pied de guerre et la doctrine d'emploi de cette division polonaise, cela n'allait assurément pas jusqu'au travail des pionniers, sapeurs-mineurs et ouvriers d'artillerie. Comme le souligna lors d'un entretien Julius Zalinski, ancien combattant de la première division de grenadiers polonais : « C'était une tentative d'humiliation de plus de la part du haut commandement français envers les soldats polonais ».[613]

La plupart des officiers supérieurs de la division Duch avaient compris que cette mise en branle des sapeurs et de leurs auxiliaires signifiait que l'on se rapprochait de plus en plus du front et que l'entrée en première ligne de la division allait se faire sous peu. En haut lieu, côté polonais, on commençait à s'inquiéter de ce qui se profilait à l'horizon pour la première division de grenadiers polonais. Le colonel Zygmunt Kedzior qui occupait depuis janvier 1940 le poste stratégique de chef d'Etat-major de l'armée polonaise en France s'était déjà inquiété à plusieurs reprises auprès de son supérieur direct, le général Sikorski, de la mise en avant vers les lignes de front, de la première division de grenadiers polonais et la deuxième division d'infanterie polonaise, alors que l'instruction et la quantité d'armes et de munitions n'étaient pas au rendez-vous. Le général Sikorski était bien entendu pleinement conscient de ce problème. En homme et en militaire d'expérience, il savait qu'une mise en première ligne prématurée de ses divisions, exposerait ses unités à de lourdes pertes. Mais Sikorski n'a pas beaucoup de marge de manœuvre, pressé qu'il est par son Etat-major, ses hommes sur le terrain et par les autorités françaises avec lesquelles il ne peut pas se fâcher, vu la situation de son gouvernement d'exil. De plus, si les Français l'ont littéralement imposé en octobre 1939 comme chef du gouvernement polonais en France, c'est qu'ils savaient pertinemment que sa francophilie et sa diplomatie naturelles feraient bien leurs affaires. Pourtant, on ne peut pas reprocher au général Sikorski de ne pas tout faire, à la fois pour son armée et pour son pays. Il intervient d'innombrables fois auprès du gouvernement français, faisant de même pour l'ensemble de ses supports au sein de l'establishment français. Sikorski se met en colère parfois, afin de montrer son mécontentement.[614] Il est un combattant, un véritable défenseur de la cause polonaise jusqu'au bout. Mais tout Premier ministre et chef des Armées qu'il est, le général Sikorski ne peut pas inverser complètement une tendance affirmée en très haut lieu

[612] Notes Jean Medrala.
[613] Entretien. Zalinski, (8 mars 1997).
[614] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).

dans le pays qui l'accueille. Bien que les accords militaires franco-polonais du 4 janvier 1940 ne soient à la date du premier mai 1940 toujours pas appliqués dans leur globalité, on peut quand même constater qu'il y a eu des avancées timides certes, mais deux divisions et deux brigades polonaises ont vu le jour.[615] Ce n'est pas ce qu'espéraient les généraux polonais, mais c'est mieux que rien. Cette absence de l'intégralité de l'armement dévolu à une division ou une brigade en temps de paix ou à l'arrière du front, n'est pas grave en soit, mais « si l'on envoie les soldats au casse pipe, cela devient une toute autre histoire ».[616]

Cela, le colonel Zygmunt Kedzior pouvait de moins en moins le supporter. Il avait pu d'extrême justesse, (grâce à l'intervention salvatrice du général Sikorski auprès du généralissime Gamelin), garder intacte la formation de la dixième brigade de cavalerie cuirassée polonaise, autrement dit, la brigade Maczek, en avril 1940.[617] Cette fois, le risque n'était pas de voir les hommes de la brigade Maczek dispersés dans des unités d'infanterie françaises, mais d'être indirectement complice d'un massacre potentiel des soldats polonais par une Whermacht sur-dimensionnée par rapport aux divisions polonaises. Le colonel Kedzior était mal vu par les autorités françaises qui n'appréciaient guère son caractère bouillant et, surtout, avaient compris qu'elles avaient à faire à un jusque-boutiste de la cause des soldats polonais. On peut dire que le colonel Kedzior était sur la « sellette » vis-à-vis des Français. Ceux-ci tenteraient, à la première occasion, d'avoir sa tête. Mais le général Sikorski avait une grande confiance en cet homme d'expérience et de bon jugement. Aussi, lorsque, après avoir mis en mouvement les équipes du Génie et des auxiliaires, le général Duch reçoit l'ordre de faire mouvement avec l'ensemble de sa division en direction du canal de la Marne au Rhin, le colonel Kedzior n'attend plus que l'ordre de montée en première ligne pour « exploser » littéralement vis-à-vis des Français. Vers le 6 mai 1940, nous ne sommes pas encore arrivés à ce que la division Duch soit officiellement à disposition du général Hubert pour un combat immédiat, mais nous n'en sommes plus très loin.[618] Entièrement installée dans la zone du canal Marne au Rhin, plus précisément dans le secteur de Lagarde-Mousseau, la première division de grenadiers polonais intensifie son entraînement et sa préparation en vue d'un éventuel engagement. L'heure est à la construction massive de défenses en tout genre. Les sapeurs et leurs auxiliaires travaillent d'arrache-pied à édifier des bunkers en terre battue, des camouflages de branchages et de morceaux de bois. Puis, toujours dans le même secteur, aidés par les fantassins et les artilleurs de la division, ils creusent des trous anti-chars et des

[615] Notes Jean Medrala.
[616] Entretien Mlot, (2 juillet 1997).
[617] SHAT, dossier 32 N 503.
[618] Entretiens Kalita, (26 avril 1997).

fossés anti-chars. Le but à atteindre pour ces trous et ces fossés anti-chars, était de piéger les Panzer et de les faire exploser ou, grâce à des explosifs bien calibrés et suffisamment puissants au moins détruire les chenilles du tank allemand. Comme la division Duch manquait de mines anti-chars, les Polonais durent se reporter massivement sur des explosifs qu'ils mélangèrent savamment, afin d'obtenir une sorte de bouquet anti-chars.[619]

A partir du 8 mai 1940, l'instruction est laissée de côté pour plus de la moitié de la division Duch. Il faut de tout côté, construire des abris anti-chars et des fortifications contre l'artillerie adverse. La quatorzième compagnie divisionnaire anti-chars et les trois régiments d'infanterie sont eux aussi mis à contribution. La forêt de Lagarde-Mousseau « grouille » littéralement de Polonais qui s'affairent autour des arbres à ramasser des branchages et à creuser des trous en lisière de la forêt. Seule l'artillerie échappe un peu à cette nouvelle mission. Est-ce pour masquer le manque de moyens en armes et en matériels que l'on occupe les soldats polonais, (dont certains n'ont toujours pas d'uniforme, en ce début du mois de mai 1940) ? Ou bien alors, sent-on un danger grave d'une offensive blindée massive des Allemands ? Pour la majorité des anciens de la première division de grenadiers polonais que j'ai interrogés, c'est plutôt la seconde raison qui pousse le quartier général de la division à faire construire des abris et des trous de combat.[620]

Une raison essentielle appuie cette hypothèse. Elle est que le général Duch, (comme ses confrères Prugar-Ketling et Maczek), pensait à la lueur de l'expérience de septembre 1939, que l'attaque allemande serait sans doute de type Blitzkrieg. Il fallait donc impérativement consolider les positions anti-chars et armer le plus possible de dispositifs de combat anti-tanks. Les Polonais, (comme les Français), n'avaient pas pensé à l'autre risque inhérent à la Blitzkrieg : l'aviation. En effet, seules quelques mitrailleuses de 12,7 mm étaient sensées tirer sur les avions allemands, dans le cas où la division Duch serait attaquée par le ciel. Ce n'était pas suffisant et la leçon de septembre 1939 semblait ne pas avoir été bien apprise sur ce plan-là. La faute en incombait plus aux Français. Ils n'avaient pas pu, (ou pas voulu), équiper les unités polonaises en canons anti-aériens de 20 mm et de 40 mm. Les mitrailleuses de 12,7 mm n'étaient efficaces que lors d'un tir très rapproché, (moins de trente mètres de distance par rapport à l'avion ennemi). Or, il fallait donner une distance de sécurité par rapport aux stukas. Les canons de 20, 40 et 75 mm anti-aériens pouvaient, s'ils étaient habilement utilisés, assurer cette couverture à longue et moyenne distance des appareils allemands. Le général Duch avait demandé des canons de ce type, car il connaissait bien ce risque. Mais l'Etat-major français

[619] Idem.
[620] T. Kalita, K. Mlot et J. Zalinski me dirent la même chose.

avait répondu qu'il n'y en aurait pas avant l'automne 1940. On n'était à ce moment-là qu'au début du printemps !

La suite des événements s'annonçait donc plutôt mal pour les Polonais, privés d'un armement essentiel pour leur propre défense. Cette quasi-absence de DCA (Défense Contre Avions) était symptomatique de la doctrine française de l'époque. Les chefs militaires n'avaient pas encore vraiment intégré le niveau de destruction massive que pouvait occasionner une escadrille de bombardiers sur des unités terrestres mal défendues contre ce type d'attaque. Les Polonais qui avaient bien compris, à leurs dépens, quel danger mortel les stukas représentaient, faisaient les frais d'une doctrine française surannée et obsolète. Certes, des unités de DCA existaient au sein des divisions françaises, mais elles étaient trop peu nombreuses et mal équipées.[621]

Très affairés par leurs préparatifs de défense, les soldats polonais ne prêtèrent presque pas attention à l'offensive allemande déclenchée le 10 mai 1940. Toujours le 10, le général Duch reçoit des instructions de son Etat-major général. Ses hommes doivent activer encore plus leurs préparatifs de défense. Des barrages d'eau doivent être créés dans le secteur de Lagarde-Mousseau sur le canal Marne au Rhin.[622] Une bonne moitié des éléments de l'infanterie divisionnaire et la quatorzième compagnie anti-chars sont occupés à cette tâche. Elle consiste à fabriquer à l'aide de troncs d'arbres ou de rondins de bois des sortes de chicanes posées le long de la rive du canal Marne au Rhin tenue par les Polonais. Ceci afin de bloquer les fantassins allemands, s'ils tentaient de traverser le canal pour établir une tête de pont. Ces barrages d'eau étaient efficaces, pour peu qu'ils soient bien disposés le long de la rive, perpendiculairement aux canots à moteurs allemands. S'ils avaient eu plus de munitions, les Polonais auraient pu piéger avec des grenades ou des explosifs leurs barrages, retardant encore plus l'assaut allemand sur leur rive du canal. Malheureusement, cela n'était pas possible, faute d'approvisionnement.

Alors qu'une bonne partie de la division Duch continue ses travaux de fortification et de construction de barrages d'eau, un ordre tombe, le 15 mai 1940, au poste de commandement. Il émane du grand quartier général français. Cet ordre est celui signifiant l'entrée en ligne de la première division de grenadiers polonais au sein du 45e corps d'armée du général Hubert.[623] Cette entrée en ligne signifie que préalablement intégrée au dispositif global du 45e corps d'armée, la division Duch doit, à partir de ce 15 mai 1940, être prête à partir au combat dans les vingt-quatre heures suivant la réception de l'ordre. Cela implique de facto que, cette fois,

[621] C'était un problème récurrent dans l'armée française.
[622] Entretiens Kalita, (26 avril 1997).
[623] Entretiens Kalita, (26 avril 1997).

les Polonais sont en plein dans la guerre. Ils ne combattent pas pour autant dès le 15 mai, puisque ce sont les unités françaises qui sont à ce moment-là au contact des Allemands. Mais, dorénavant, d'un moment à l'autre, l'ordre de monter à l'assaut peut être donné. Cet ordre émanant directement du généralissime français Maurice Gamelin, (commandant en chef de l'armée française), est très mal reçu par le colonel Kedzior. En tant que chef d'Etat-major de l'armée polonaise en France, il ne peut souffrir de voir les grenadiers polonais partir au combat avec un préavis aussi court. Il craint de très nombreuses pertes en vies humaines, contraires à ce qu'il souhaitait dès sa nomination à ce poste. Il demande aussitôt au général Sikorski d'user de tout son poids auprès du général Gamelin, afin de faire rapporter cet ordre de montée en première ligne de la division Duch.[624] Le général Sikorski use de tout son prestige et de tous ses réseaux franco-polonais pour, au moins, gagner quelques semaines d'instruction et de préparation supplémentaire pour les grenadiers polonais. La réponse du général Gamelin avec l'assentiment du gouvernement français est un « Non », ferme et définitif.[625] Bloqué de tous côtés, le général Sikorski n'a d'autre choix que de céder aux exigences françaises. C'est un terrible affront pour le colonel Kedzior qui est très mal vu par les autorités militaires françaises, à cause, notamment, de son franc-parler et de son sens du devoir vis-à-vis de ses compatriotes en armes. Furieux de ne plus pouvoir rien faire pour empêcher cette montée en première ligne quasi-suicidaire, il démissionne de ses fonctions, laissant le général Sikorski dans une situation très inconfortable.[626] Le colonel Kedzior démissionnant, c'est toute l'armée polonaise en France qui est déstabilisée momentanément. Les autorités françaises ravies de ce départ, marquent à nouveau leur territoire d'action, en faisant clairement comprendre au général Sikorski et aux chefs de son armée en exil, qu'elles restent, quoiqu'il advienne, seules maîtresses à bord.[627] La marge de manœuvre du général Sikorski devenait ainsi de plus en plus étroite.

B°/ La dixième brigade blindée du général Maczek : entre craintes et espoirs

Alors qu'une majorité d'officiers généraux français était contre, le gouvernement Daladier estima qu'il fallait doter l'armée polonaise en France d'une brigade blindée. Les stratèges militaires français ne voyaient pas d'un bon œil la constitution d'une brigade blindée pour plusieurs raisons. En premier lieu, nombreux étaient ceux qui doutaient de la capacité des Polonais à se battre avec des blindés. En effet, l'arme blindée n'était pas très développée dans

[624] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).
[625] Idem.
[626] SHAT, dossier 32 N 503.
[627] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).

l'armée polonaise d'avant la campagne de septembre 1939.[628] La relative facilité avec laquelle les Allemands l'avaient détruite ne plaidait pas en la faveur de ceux qui souhaitaient que cette brigade voie rapidement le jour. Une autre raison aux réticences de l'Etat-major était que fournir des chars à l'armée polonaise allait immanquablement dégarnir les effectifs français en hommes et en matériels. En matériels, car il fallait prélever des chars au sein de plusieurs régiments de cuirassiers puisque l'industrie de l'armement française ne pouvait pas suivre en terme de production avant plusieurs mois. Les instructeurs français seraient eux aussi prélevés sur les régiments existants, afin d'entreprendre une longue formation des pilotes et tireurs d'engins blindés polonais. Cette perte en terme d'effectifs et d'instructeurs serait particulièrement dommageable pour les Français au moment où de nouvelles incorporations allaient être décidées amenant du même coup un grand nombre de recrues à instruire.[629] Les objections du grand GQG français étaient recevables en terme de prélèvement handicapant d'hommes et de matériels. En ce qui concernait l'efficacité et la compétence des Polonais dans l'arme blindée, cela était plus discutable. Les rares promoteurs d'une brigade cuirassier polonaise arguaient du fait que la campagne de septembre 1939 ne pouvait pas signifier complètement l'inaptitude des Polonais au combat blindé. En premier lieu les chars polonais étaient d'un niveau technique largement en dessous de ce que pouvaient leur proposer les Français.[630] Idem en ce qui concerne les chars allemands de la campagne de septembre. Les Panzer II allemands étaient supérieurs sur le plan qualitatif, mais aussi et surtout sur le plan numérique aux chars polonais. Dans le schéma tactique, l'attaque foudroyante et massive de blindés appuyés par l'aviation de bombardement n'était pas employée par les Polonais.[631] Elle l'était bien entendu par la Whermacht. Mais cette critique n'était pas vraiment recevable, parce que les principaux généraux de Sikorski connaissaient le schéma tactique français en la matière. Ils savaient qu'il était proche du leur. Faute de preuves irréfutables de l'incapacité polonaise au combat blindé, le chef d'Etat-major du Premier ministre Sikorski, objecta que la constitution d'une brigade blindée polonaise serait un plus pour les deux armées.[632] Mais le GQG traîna encore les pieds en insistant une fois de plus sur des prélèvements en chars et en instructeurs qui coûteraient plus qu'ils ne rapporteraient. Le calcul de l'Etat-major français était basé sur la configuration d'une brigade française. Numériquement, cela voulait dire environ mille hommes et une centaine de chars au maximum. Etant donné qu'au premier janvier 1940 le total de chars de combat Renault aptes à la bataille était inférieur aux

[628] Entretiens Kalita, (7 avril 1997).
[629] Idem.
[630] Les Polonais souhaitaient acquérir des chars français en 1938-1939.
[631] Ils utilisaient une doctrine proche de celle des Français.
[632] Entretien Zalinski, (5 mars 1997).

prévisions de l'Etat-major français, ce prélèvement était dommageable à court terme à l'ensemble du corps cuirassier français. Les promoteurs de la brigade blindée polonaise proposaient de prendre à leur compte une soixantaine de chars Renault, tandis que les usines d'armement françaises construiraient des chars neufs pour remplacer ceux-ci. En ce qui concernait les instructeurs, l'accent était mis du côté polonais sur la possibilité de trouver parmi le fort contingent arrivant continuellement en France, des officiers et sous-officiers de chars d'expérience qui pourraient au moins seconder les instructeurs français. Ces derniers pouvant à ce moment-là être deux fois moins nombreux. Ces arguments tangibles et globalement réalisables, hormis peut-être la fabrication des soixante nouveaux chars dans des délais rapides, ne suffirent pas à convaincre le GQG français.[633] Ce fut le gouvernement Daladier qui leva cette interdiction après plusieurs entrevues entre le président du Conseil français et son homologue polonais. Après accord entre les deux, la gestion du dossier fut confiée au ministre français de la Guerre. Au début du mois de mars 1940, le ministre de la Guerre, s'appuyant sur les accords du 4 janvier 1940 relatifs à la constitution d'une armée polonaise en France, donna l'ordre au haut Etat-major français de constituer une brigade blindée polonaise.[634] Elle serait constituée d'une soixantaine de chars de combat type Renault et dotée d'un effectif de six cent à huit cent militaires. Toute latitude était donnée à l'Etat-major français quant aux détails techniques et de formation du personnel polonais. La satisfaction dans le camp polonais fut très grande, d'autant plus qu'à plusieurs reprises on crut le projet définitivement enterré. Il restait à nommer un général qui ait les capacités de gérer le processus d'édification puis de commandement.

Il semble que plusieurs noms circulèrent, mais un seul sembla faire l'unanimité : le général Stanislaw Maczek. Déjà commandant d'une brigade de cuirassiers en septembre 1939, il n'avait pu faire grand chose, étant donné la rapidité de l'avance allemande et le coup de grâce donné par l'invasion soviétique. Cela constituait une chance unique pour lui de démontrer à l'Europe entière l'efficacité au combat de l'arme blindée polonaise. L'Etat-major français entérina cette nomination et à la mi-mars 1940 les premiers éléments constitutifs de la première brigade blindée polonaise (ou brigade Maczek) arrivèrent dans les casernes d'Arpajon et de Versailles. Ces deux endroits avaient été préalablement choisis par l'Etat-major français pour instruire et configurer les différentes unités polonaises, avant de les regrouper ultérieurement sur un autre site. Contrairement au reste de l'armée de Terre polonaise, le matériel arriva assez rapidement. Les chars Renault prélevés au sein de plusieurs

[633] Capitaine Kazimierz Duda (site Internet : www.opusmedia.fr).
[634] Entretien Zalinski, (5 mars 1997).

régiments français furent acheminés dès la fin du mois de mars 1940.[635] L'instruction proprement dite pouvait commencer. Elle était divisée en fonction des spécialités. Les pilotes de chars et les tireurs d'obus étaient envoyés à Versailles pour commencer l'apprentissage de la conduite des engins, le chargement et le réglage des tirs au canon. Les mécaniciens et une autre partie des pilotes et tireurs de chars étaient attendus à Arpajon. L'instruction des cent premiers soldats commença au début du mois d'avril 1940.[636] Plusieurs problèmes d'ordre technique ralentissaient la mise en place des sections d'instruction et de combat. En premier lieu, il y avait une forte disparité d'expérience entre les différents hommes du rang. Certains avaient déjà combattu durant la campagne de septembre 1939 dans des chars et connaissaient globalement le fonctionnement de tels engins. Le pilotage et le tir d'un char d'assaut français n'était pas spécialement compliqué, mais il requérait un minimum de trois semaines à un mois d'entraînement. De plus, la formation mettait l'accent sur l'endurance physique, car les engins blindés Renault n'étaient pas faciles à manœuvrer, surtout en présence d'un terrain boueux ou argileux.

L'éternel problème de l'interprète se posa très vite. En effet, de nombreux traducteurs franco-polonais étaient déjà mobilisés au service de l'armée de l'Air polonaise en cours de formation. Il fallait un nombre sans cesse grandissant d'interprètes pour la première et la deuxième division d'infanterie polonaise, qui étaient elles-aussi en cours d'élaboration. La brigade blindée du général Maczek faisait ainsi figure de parent pauvre, parce que la priorité était donnée à l'aviation polonaise et aux deux divisions d'infanterie. Malgré ce handicap, le nouvel Etat-major de la brigade arriva à trouver trois interprètes, ce qui était suffisant pour commencer. L'axe d'instruction privilégié par le commandement français était de débuter celle-ci par des cours théoriques sur les pièces mécaniques principales des chars Renault. Cette formation réunissait aussi bien les futurs pilotes et tireurs que les mécaniciens et certains cadres de l'Etat-major de la brigade. C'était une véritable mise à plat de tout ce qu'il convenait de connaître au niveau basique sur les blindés français. Le général Maczek insista personnellement à plusieurs reprises à ces cours, afin de bien montrer l'intérêt de chacun de ses hommes, du seconde classe au général. Le schéma d'élaboration était identique à celui des deux divisions d'infanterie et de l'aviation polonaise. Cela incluait un officier supérieur adjoint et un conseiller militaire français. Ils étaient chargés d'éclairer le général polonais sur les méthodes et coutumes opérationnelles françaises, les matériels, les manœuvres à organiser, l'instruction générale et le contenu de l'enseignement.[637] Ils ne pouvaient intervenir sur le

[635] Entretien Zalinski, (5 mars 1997).
[636] SHAT, dossier 32 N 502.
[637] SHAT, dossier 32 N 502.

choix des officiers, sous-officiers et hommes de rang de la brigade ou de la division polonaise. Leur rôle était assez délicat à tenir. Il fallait savoir conseiller habilement le commandant de la division ou de la brigade, tout en lui laissant l'autonomie et la marge de manœuvre que requéraient son grade et son rang. Il était d'ailleurs prévu que ces conseillers militaires français disparaissent de l'organigramme de l'unité, dès lors que celle-ci aurait achevé sa formation et son instruction. En clair, dès que l'unité serait apte au combat, l'Etat-major ne devrait connaître que des Polonais.[638] C'était ce qui avait été avancé par les autorités françaises au début de la mise en place des accords du 4 janvier 1940. Cette présence française n'avait pas été souhaitée par les négociateurs polonais, mais elle était nécessaire d'après les autorités françaises, parce qu'elle permettait de former et de configurer dans les meilleures conditions les divisions polonaises et le reste de l'armée. Si parfois, cette intrusion fut mal vécue par certains généraux, on peut noter que dans l'ensemble, (brigade Maczek comprise), la cohabitation se déroula dans une bonne atmosphère et le travail accompli fut porteur.

On ne connaît pas avec exactitude l'organigramme complet de la première brigade blindée ou brigade Maczek, mais l'on sait que le général fut secondé par deux colonels d'expérience. Il fallut trois semaines pour que l'effectif complet de la brigade soit à pied d'œuvre. Les deux semaines de cours théoriques avaient permis d'y voir un peu plus clair dans l'effectif. Cela permettait de créer des équipes à instruire et les groupes pouvaient dès lors passer à la phase pratique d'apprentissage et de formation avant d'aller s'entraîner sur le terrain. Parmi les militaires de la brigade, certains n'avaient jamais servi dans les chars. Ils avaient tout à apprendre. Le général Maczek décida de créer des groupes mixtes composés d'éléments expérimentés et de soldats venant d'une autre arme ou n'ayant jamais combattu.[639] A la mi-avril 1940, le général Maczek avait déjà constitué quatre pelotons de chars. Créés sur le modèle français, ces quatre pelotons étaient autonomes pour poursuivre leur instruction. Chaque blindé était pourvu d'un chef de char, d'un pilote et d'un tireur. Au sein de ce peloton, les liaisons radio se faisaient en polonais. La traduction française des ordres était faite en amont, au sein de l'Etat-major de la brigade.[640] En cas d'engagement de l'unité, les ordres viendraient de l'Etat-major de l'armée de Terre, qui transmettrait directement au quartier général du général Maczek, lequel aurait autorité sur ses unités dans le cadre d'une division blindée française. Celle-ci engloberait la première brigade de cuirassiers polonaise.

---

[638] Entretien Zalinski, (5 mars 1997).
[639] Capitaine Duda (www.opusmedia.fr).
[640] Entretien Zalinski, (5 mars 1997).

Alors que l'instruction se poursuivait à Versailles et à Arpajon, des soucis se firent jour vis-à-vis de l'Etat-major français. En effet, à la fin du mois d'avril 1940, des rumeurs courent selon lesquelles la brigade Maczek serait amputée d'une partie de son effectif et de ses chars. Elle disposait de soixante-deux blindés et de quatre cent hommes. Au début, la rumeur indique que plus de la moitié des soldats et du matériel allaient être transférés au sein de plusieurs autres divisions de cuirassés françaises.[641] Les éléments constitutifs de la brigade subirent un premier coup au moral. En effet, leur grande ambition était de recréer en France ce qui avait été détruit en Pologne : l'arme blindée polonaise. Cela était psychologiquement extrêmement dur pour les Polonais, et ce, pour deux raisons : la première était que cette redistribution s'apparentait en fait à une dissolution. La seconde était que le reclassement au sein d'autres unités françaises signifiait automatiquement la mort de l'arme blindée polonaise en France et pour longtemps. Néanmoins, l'instruction continuait malgré les mauvaises nouvelles.

Quelques jours plus tard, la rumeur enflait et devenait de plus en plus insistante. Cette fois, c'était la brigade complète qui allait être dissoute et les soldats polonais seraient disséminés au sein non plus de régiments de cuirassiers, mais de divisions d'infanterie françaises. Les chars Renault réintègreraient leurs unités d'origine. La rumeur n'en était plus une, le commandement français en droite ligne de la contestation du début par laquelle il refusait catégoriquement toute idée de brigade blindée polonaise, voulait résolument faire disparaître la brigade Maczek.[642] Le général en appela à son Premier ministre, afin que cette décision soit rapportée. Sikorski intervint très rapidement au plus haut niveau. Mais l'affaire était mal engagée. Edouard Daladier qui avait transmis le dossier à son ministre de la Guerre, avait d'autres préoccupations. La pression était forte sur celui-ci, les militaires du haut Etat-major français ne voulaient pas en démordre. Pour eux, la constitution de cette brigade était inutile, voire dangereuse pour l'armée française. Dangereuse, dans le sens qu'elle obérait l'équilibre des blindés français en terme de quantité et de qualité des cadres. En plus, comme je le rappelais plus haut, le haut Etat-major ne croyait absolument pas en la capacité polonaise au combat cuirassé. Sous la pression des militaires de haut rang, le ministre de la Guerre communiqua à son homologue polonais que dans les prochains jours, la brigade serait dissoute et disséminée au sein de deux divisions d'infanterie françaises : la 15 DI et la 27 DI.[643] Le général Sikorski ne pouvait faire l'économie d'une vive discussion avec le ministre français de la Guerre sur l'opportunité d'une telle décision, alors que la formation des militaires polonais était déjà largement entamée. Le ministre français argua du fait que ses

[641] Idem.
[642] Entretien Zalinski, (5 mars 1997).
[643] SHAT, dossier 32 N 502.

moyens financiers étaient limités et que ces différentes mutations permettraient aux soldats et officiers polonais de parfaire leur formation en infanterie. Le général Sikorski fit remarquer que les accords du 4 janvier 1940 prévoyaient la création d'une brigade blindée polonaise. Les Français ne pouvaient pas changer d'avis, d'autant plus que les hommes et le matériel étaient en place. Le ministre tergiversait, pris en tenaille par l'engagement politique de la France à créer cette brigade blindée et la volonté très affichée de l'Etat-major de voir dissoute cette unité.

Sikorski tint bon, ne voulant rien lâcher, car si ce démantèlement commençait, il risquait de ne pas s'arrêter à la brigade de cuirassiers polonais. En effet, il aurait été dès lors difficile de refuser un démantèlement partiel ou total de la première division d'infanterie, de la seconde division, ou même de la brigade de chasseurs du Podhale. Le général Maczek faisait d'incessants aller-retours entre son quartier général et Angers, siège du gouvernement Sikorski. Il tenait absolument à ce que son chef ne renonce pas sous la pression française qui, au fil des jours, se faisait plus importante.[644]

Nous sommes vers le 10 avril 1940, et à Arpajon et Versailles, les soldats et les officiers polonais sont désormais au courant de façon quasi-officielle que si Sikorski ne tient pas bon, leurs jours dans ces lieux sont comptés. Ils n'acceptent pas non plus l'idée d'être ventilés au sein de divisions d'infanterie françaises. Les cours théoriques et l'entraînement sur le terrain continuent néanmoins. Le 11 avril, la situation est toujours bloquée : Sikorski est accaparé par d'autres problèmes liés à la gestion des fonds prêtés aux Polonais par les Français.[645] Le général Maczek retourne à son quartier général de Versailles. Il est sans nouvelles du devenir de son unité pendant quatre jours. N'y tenant plus, il retourne à Angers demander au ministre de la Guerre où en est son dossier. Il semble que Sikorski l'ait reçu et lui ait affirmé que tout n'était pas encore définitivement perdu. Il avait encore une marge de manœuvre disponible. Maczek ne put savoir quelle était cette marge de manœuvre et si son supérieur lui disait bien la vérité. Le retour à Versailles de Maczek ne contribua pas à rassurer ni son staff, ni les hommes de troupes.

Le 16 avril 1940, le général Sikorski fait savoir à Maczek qu'une décision définitive est attendue dans les jours qui suivent.[646] Il n'en dit pas plus sur son optimisme ou son pessimisme sur la question, pour ne pas donner de faux espoirs ou au contraire, annihiler toute espérance. Finalement, la nouvelle tombe le 17 avril 1940 au quartier général de Maczek.

[644] Entretien Zalinski, (5 mars 1997).
[645] Idem.
[646] Entretien Zalinski, (5 mars 1997).

C'est une excellente nouvelle : Sikorski annonce que la dixième brigade blindée de cuirassiers polonais doit continuer et est définitivement entérinée par le gouvernement et le haut Etat-major français.[647] La nouvelle est saluée par une immense joie de tout l'effectif qui ne souhaitait en aucune façon intégrer des unités françaises.

Si certains, (peu nombreux), avaient évoqué, soit un engagement dans la Légion Etrangère, soit, pour les plus extrémistes, une possible désertion, tout rentrait à présent dans l'ordre. Le général Maczek pouvait remercier son chef et sans chercher à savoir comment il avait réussi ce qui s'apparentait à un tour de force, entamer incessamment de nouvelles sessions de formation pour les recrues arrivant à Versailles et Arpajon. Ce que Maczek ne savait pas, était que les Français avaient dû assortir leur accord de conditions. Ces conditions étaient certainement afférentes à l'engagement des troupes polonaises en lieux et temps voulus par les Français. Cela voulait dire que si les Allemands venaient à déclencher une offensive d'envergure, les Polonais risquaient de devoir monter au front plus rapidement que prévu.[648]

Sikorski avait parfaitement tenu son rôle de défenseur des intérêts polonais, mais, pour ce faire, avait dû lâcher du lest aux Français. Nous étions bien dans une ambiguïté quant à la sincérité et à la volonté française de créer non seulement cette brigade blindée, mais aussi le reste de l'armée polonaise en France. Ce fut un mois plus tard que Sikorski dut « payer la note » du maintien de la dixième brigade blindée polonaise.[649] A partir de la fin avril, Maczek demande à son ministre de tutelle de lui faire envoyer un plus fort contingent de militaires polonais. Il avait surtout besoin d'hommes du rang et de sous-officiers. Maczek souhaitait établir un schéma de formation et de fonctionnement identique à celui qu'il avait en Pologne à la tête de sa brigade blindée.[650] Il pensait qu'ils n'avaient pas, lui et ses hommes, démérité durant la campagne de septembre 1939. Il estimait que son schéma d'action était bon et que seul le matériel et la supériorité numérique et stratégique allemande avaient provoqué la défaite polonaise. Cela restait évidemment à discuter et relevait d'une véritable complexité, dont la solution échappait sans doute à cet officier, fusse t-il éclairé et courageux. En tous les cas, le général Maczek voulait tenir compte de manière générale des événements de septembre 1939 en Pologne. Pour ce faire, il rédigea un mémorandum sur la Blitzkrieg en Pologne.[651] Ce rapport destiné à être transmis aux autorités militaires françaises se voulait un éclairage sur ce qu'il fallait et ne fallait pas faire. Maczek, comme d'autres Polonais, avait été

[647] On retrouve les deux appellations pour la brigade Maczek.
[648] Entretien Zalinski, (5 mars 1997).
[649] Capitaine Duda (site Internet : www.opusmedia.fr).
[650] Site Internet : www.france1940.free.fr (Maczek).
[651] Idem.

aux premières loges pour voir dans la pratique les résultats de ce nouveau type de guerre. Il voulait en apporter son savoir à ses alliés français. Mais la réponse de ceux-ci ne fut pas du tout celle qu'il attendait.

C°/ La brigade Maczek : mouvements et combats

Tenue à l'écart de la bataille aéroterrestre déclenchée le 10 mai 1940, la dixième brigade blindée du général Maczek peine à former son ordre de bataille. Au début du mois de juin 1940, elle est à peine à 50 % de ses effectifs.[652] Les Français n'ont pas tenu leurs engagements. A l'image de ce qui s'est passé pour les divisions Duch et Prugar-Ketling, les moyens en matériels ne sont pas au rendez-vous. Alors que le conflit a éclaté depuis un mois, il paraît évident qu'à un moment plus ou moins proche, la brigade Maczek devrait monter en première ligne. Or, parmi les 50 % de ses effectifs, plus de la moitié n'ont pas reçu d'instruction.[653]

La situation est donc assez catastrophique lorsque le 9 juin 1940, le GQG de l'armée française donne l'ordre au général Maczek de se porter en réserve à la suite de la dégradation de la situation sur le front.[654] La dixième brigade blindée polonaise ne dispose en tout et pour tout que d'un bataillon de chars Renault M35, de deux escadrons de dragons portés (équipés de blindés légers), d'une batterie de 47 mm et d'une autre de DCA équipée de canons de 25 mm. Le PC du général Maczek reçoit de nouveaux ordres le soir du 9 juin, qui sont plus précis. Le GQG demande aux Polonais de se déplacer par la route ou par le chemin de fer selon leurs possibilités vers Arcis-sur-Aube (dans la Champagne Crayeuse).[655] Ils seront à la disposition du Groupe d'Armées n°4. Dès le lendemain 10 juin, de nouveaux ordres venant du GQG placent la brigade polonaise sous les ordres de la quatrième armée occupée à se battre sur le front de Champagne. Les cuirassiers polonais doivent se déplacer d'Arcis-sur-Aube vers Avize (près d'Epernay) dans l'attente de nouvelles instructions. Les Polonais s'exécutent et font le déplacement en un temps record. Arrivés sur place, le général Réquin, commandant la quatrième armée française, précise à Maczek ce que l'on attend de lui et de ses hommes. Il s'agit de protéger les éléments de la quatrième armée aux prises avec les Allemands dans le secteur compris entre Epernay et Château-Thierry.[656] Ils doivent assurer une présence près de la forêt d'Avize au cas où ait lieu un débordement d'unités blindées allemandes. Le général Maczek envoie aussitôt les trois-quarts de ses chars Renault M35 sur le débouché Ouest de la

[652] Capitaine Duda, site Internet : www.opusmedia.fr (brigade Maczek).
[653] Idem.
[654] Notes Jean Medrala.
[655] Idem.
[656] Capitaine Duda (brigade Maczek).

forêt d'Avize. Camouflés le mieux possible et prêts à manœuvrer contre une attaque de blindés, les Polonais sont à l'affût. Cette première opération n'est certes pas d'un grand prestige, mais elle a le mérite de faire entrer de plain-pied l'unité polonaise dans la guerre. Les méthodes et les tactiques développées sur le plan théorique par Maczek peuvent, cette fois, trouver un terrain d'application.[657]

Le 11 juin au soir le dispositif de contre est paré. La journée du 12 juin passe sans qu'aucun char allemand ne soit en vue. Pas encore touchés par l'impatience de l'affrontement, les tankistes polonais passent le temps du mieux qu'ils peuvent. Ils essaient surtout de parfaire le camouflage de leurs M35. Mais dans la soirée du 12 juin, le QG du Groupe d'armées n°4 envoie un nouvel ordre à Maczek. Celui-ci doit porter l'intégralité de sa brigade vers le Sud-Est d'Avize où de nouveaux objectifs vont lui être fixés. En premier lieu, la brigade polonaise quitte le giron de la quatrième armée pour passer sous les ordres de la sixième armée. Un peu déboussolé car il manque d'informations fiables sur la situation réelle de l'armée française dans le secteur de la Marne, le général Maczek demande à ses hommes d'être prêts à faire mouvement dans les douze heures qui suivent.[658] Entre-temps, un nouvel ordre arrive du QG de la sixième armée indiquant que l'unité polonaise passe sous le commandement du septième corps d'armée.[659] Les tankistes polonais doivent se porter autour de la ville de Montmirail, afin de protéger les divisions blindées françaises qui refluent de la Marne vers le Sud. Une grande partie d'entre elles ont été culbutées par les panzerdivisionen et battent en retraite dans un chaos qui devient inquiétant.[660] L'Etat-major de Maczek demande à son chef d'obtenir des missions plus offensives pour les cuirassiers polonais. Malgré le fait que la brigade dispose d'à peine la moitié de son effectif, cela ne semble pas effrayer outre-mesure les officiers supérieurs polonais. On ne sait pas s'il en va de même pour les sous-officiers et les hommes de troupes. Cette nouvelle illustration de l'emploi que font les Français de leurs alliés montre la volonté manifestée par le haut Etat-major de cantonner les Polonais dans un rôle secondaire.

Le général Maczek décide alors (fait inhabituel à l'époque et pour les Polonais de l'armée Sikorski) d'envoyer son chef d'Etat-major au poste de commandement du septième corps d'armée. Le colonel polonais a pour mission d'expliquer l'impatience des soldats polonais et leur volonté de participer, non pas à des actions défensives de couverture, mais plutôt à des actions offensives. Cette intervention du haut gradé polonais est pour le moins risquée et osée.

[657] Entretien Zalinski, (5 mars 1997).
[658] Notes Jean Medrala.
[659] Notes Jean Medrala.
[660] Gazeta Beskid (brigade Maczek).

Le général commandant le septième corps d'armée reçoit l'officier polonais. Il est à noter que c'est un geste qu'il aurait pu se dispenser de faire, étant donné que la base du code militaire est d'obéir aux ordres sans discuter. Le « toupet » du général Maczek ne donne pas de résultat, puisque l'ordre de couverture des divisions françaises en reflux, est confirmé.[661]

Le lendemain 13 juin vers midi, un nouvel ordre émanant du PC du septième corps d'armée fixe aux Polonais une autre mission. Il s'agit cette fois d'effectuer une opération de couverture des unités françaises en difficulté.[662] Le lieu a changé. Les Polonais doivent se porter incessamment au Nord de leurs positions sur la route Esternay-Sézanne. L'objectif est de recueillir et de protéger les unités françaises qui se replient vers le Sud. Dans la soirée du 13 juin, les tankistes polonais sont à pied d'œuvre et assistent, impuissants, à la débandade française.[663] Sur la route d'Esternay, une file interminable de véhicules, de chevaux et d'hommes à pied circule en direction du Sud. Les Polonais remarquent aussi de nombreuses ambulances et des blessés entassés sur des tractions hippomobiles. L'offensive allemande a, semble t-il, été très puissante, puisque dans ce secteur, seule la 59e division d'infanterie française est encore en état de résister.[664] Le PC du septième corps d'armée demande à Maczek d'assurer la liaison avec la 59e division d'infanterie. Les liaisons radios et télégraphiques sont largement perturbées, empêchant parfois un repli en bon ordre. A cette date du 13 juin 1940, dans le secteur Esternay-Sézanne, seuls les Polonais de la dixième brigade blindée et les éléments de la 59e division d'infanterie continuent de combattre. Tout le reste de l'armée française est, soit capturé, soit en repli général vers le Sud. Le général Maczek se rend compte (il le supposait déjà) que son mémorandum sur la Blitzkrieg allemande qu'il avait transmis au haut Etat-major français, était resté lettre-morte.[665] De toute façon, il aurait été trop tard pour réagir.

Les Polonais orientent du mieux qu'ils peuvent les soldats français en perdition. Ils n'ont toujours pas tiré un seul coup de canon. Pourtant, les premières unités allemandes sont à moins de cinq kilomètres de là. Vers treize heures, l'aviation allemande passe à l'attaque. Des stukas apparaissent dans le ciel et pilonnent la route d'Esternay.[666] La DCA de la dixième brigade blindée polonaise entre en action. C'est en fait le véritable baptême du feu des cuirassiers polonais. Les canons de 25 mm crachent à cadence rapide leurs obus en direction des appareils allemands. Il semble que certains avions ennemis soient touchés, car après un

[661] Capitaine Duda (brigade Maczek).
[662] Notes Jean Medrala.
[663] Notes Jean Medrala.
[664] Gazeta Beskid (brigade Maczek).
[665] www.wikipedia.org (en anglais), Polish 10th armoured cavalry brigade.
[666] Gazeta Beskid (brigade Maczek).

seul passage, les stukas repartent vers le Nord. Les Polonais ont donc parfaitement joué le rôle qui leur était demandé. Ils ont assuré avec leurs faibles moyens la protection de la retraite des armées françaises.

Une heure plus tard, c'est l'artillerie allemande qui pilonne les positions franco-polonaises. Sur la route d'Esternay, c'est la panique. De nombreux soldats français n'ont pas eu le temps de se projeter sur les bas-côtés ou dans les champs avoisinants. On déplore de lourdes pertes en vies humaines et en blessés. Des éléments avancés de la dixième brigade blindée polonaise partent en éclaireurs pour identifier l'origine des tirs ennemis. C'est à ce moment-là qu'aux environs du Château de Mondement à deux kilomètres du positionnement global polonais, les premiers combats contre les chars allemands ont lieu.[667] Le PC de la brigade alerte immédiatement les chars M35 restés en arrière du dispositif. Ils partent rapidement au secours de l'escouade polonaise prise sous le feu croisé de plusieurs Panzers II allemands appuyés par des automitrailleuses. Les Polonais ripostent et tentent une manœuvre d'encerclement.[668]

Les Allemands commencent à reculer pour se regrouper quelques centaines de mètres plus au Nord, afin d'éviter l'encerclement. La crainte des tankistes polonais est qu'un appui d'aviation soit demandé et exécuté. Si cela arrivait, les cuirassiers de Maczek seraient dans une situation très compromise, étant donné qu'il n'y a plus aucune couverture aérienne française dans le secteur depuis plusieurs jours. La tactique allemande de repli est exécutée avec rapidité. Les Polonais changent alors de stratégie et opèrent eux aussi un regroupement.[669] Les tirs manquent de précision aussi bien du côté polonais que de celui des Allemands. Au bout de plus d'une demi-heure d'engagement, les Allemands comme les Polonais se replient. Deux chars M35 sont touchés sans être détruits. A première vue, les tankistes pensent qu'ils sont réparables. Il est impossible d'évaluer l'efficacité des tirs polonais, mais il semble qu'au moins un Panzer a été touché sans être détruit. L'enseignement de ce premier affrontement est que, malgré l'infériorité numérique et en matériels des Polonais, ceux-ci ont montré aux Français qu'ils valaient largement leurs tankistes.

Le général Maczek ne manque pas de féliciter ses hommes lorsqu'ils rejoignent leurs positions. Avec cet affrontement, les Allemands paraissent avoir compris que la retraite des soldats français bénéficiait d'une protection efficace. Aussi, le reste de la journée du 13 juin se passe t-il sans accrochages. Cela permet une évacuation dans de bonnes conditions des militaires français. Même la nuit tombante n'interrompt pas le flot des hommes et des

[667] Notes Jean Medrala.
[668] Idem.
[669] Capitaine Duda (brigade Maczek).

véhicules marchant en direction du Sud. A la nuit, le général Maczek donne l'ordre à ses unités de se replier derrière les marais de Saint-Gond.[670] Cela permet de sécuriser ses chars, tout en continuant à protéger l'axe de retraite Esternay-Sézanne. Maczek établit son poste de commandement à un kilomètre de là, à Ecury-le-Repos. Il s'installe dans une ferme et attend de nouveaux ordres du PC du septième corps d'armée. La nuit passe sans incident.

Le 14 juin, alors que les dernières unités françaises combattant dans le secteur de la Marne sont sur le point d'évacuer leurs positions, Maczek demande au QG du septième corps d'armée s'il doit continuer à protéger la retraite des armées françaises.[671] Il ne parvient pas à établir de communication avec le général français. Les liaisons radios, télégraphiques et même, les estafettes, ne fonctionnent presque plus. La dixième brigade blindée polonaise ne peut plus entrer en communication avec son commandement général. Le 15 juin dans la matinée, le contact est renoué avec le PC du septième corps d'armée. Les ordres sont de rester sur place et de continuer à couvrir et protéger la retraite des unités françaises. Malgré les combats qui font rage tout près du secteur polonais, la brigade Maczek n'a aucun incident à déplorer, ni aucun ennemi en vue. Les Allemands ont, semble t-il, décidé de ne plus harceler les longues colonnes de militaires français se déplaçant sur la route Esternay-Sézanne. Les tankistes polonais pensent que les Allemands ont opéré un regroupement, afin d'attaquer, entre autres, le secteur Esternay-Sézanne. Les hommes de Maczek se préparent à un assaut qu'ils estiment imminent. Mais la journée et la nuit du 15 juin 1940 passent sans aucun affrontement. Malgré tout, le général Maczek a demandé à ses unités d'être en veille vingt-quatre heures sur vingt-quatre, afin d'une part, de continuer la mission de couverture de la retraite française et, d'autre part, d'être prêt à repousser toute attaque blindée ou aéroterrestre.

Au matin du 16, une section d'éclairage s'avance près des positions allemandes. Une concentration de chars Panzer II est signalée, mais rien n'indique qu'elle va faire mouvement vers le secteur polonais. De retour de mission, les éclaireurs informent le PC de Maczek qui décide de ne rien changer à son dispositif. Mais en fin de matinée, le QG du septième corps d'armée demande à la brigade Maczek de faire mouvement à 80 kilomètres au Sud, à proximité de Montbard dans le département de la Côte d'Or.[672] Dorénavant, la dixième brigade blindée est mise à la disposition de la 235e division d'infanterie française. L'objectif déçoit une nouvelle fois le général Maczek, car les Français demandent encore d'opérer une mission de couverture de retraite. En effet, la 235e DI est au bord de la déroute. Il ne reste

[670] Capitaine Duda (brigade Maczek).
[671] Idem.
[672] Notes Jean Medrala.

pratiquement plus d'unités en état de combattre. L'heure est au reflux vers le Sud. Maczek obtient du PC du septième corps d'armée des ordres bien précis. Son unité doit abandonner le secteur Esternay-Sézanne et foncer dans la journée sur Montbard, afin de rallier leurs positions avant la nuit.[673] Les tankistes polonais décrochent en à peine une demi-heure de leur secteur et foncent à travers la cohue de la retraite française vers Montbard. Une partie de la brigade doit couvrir le retrait de la 235e DI au passage de la rivière Armançon, une autre partie doit occuper Montbard dont on ne sait pas encore si elle est tombée aux mains des Allemands. Une troisième partie de la brigade Maczek doit protéger le retrait de la colonne Ouest de la 235e DI et l'ensemble doit rester à la disposition de la troisième division cuirassée française qui se bat à Semur-en-Auxois.[674] Cette fois, la mission dévolue aux Polonais est d'importance. Même s'il s'agit d'une opération de couverture, les Français ont apparemment grand besoin de leurs alliés.

Vers 21 heures, ce 16 juin 1940, les premiers éléments de la brigade Maczek arrivent à cinq kilomètres de Montbard et sont l'objet d'une attaque de fantassins allemands à la mitrailleuse lourde. La réponse des Polonais est très violente, ils tirent à coups de canons de 105 mm sur les positions allemandes. Après une dizaine de minutes d'engagement, les nids de mitrailleuses ont été réduits au silence. Les tankistes polonais n'ont pas le temps « d'aller au résultat ». Il leur faut à tout prix ouvrir la voie aux éléments de l'unité qui arrivent en renfort. Montbard est à ce moment-là aux mains des Allemands et Maczek veut la reprendre coûte que coûte.[675] Le dispositif est entièrement à pied d'œuvre vers 22 heures. La nuit est tombée et cela ne facilite pas la tâche des Polonais. Malgré cela, la première colonne arrive au passage de la rivière Armançon et se déploie aussitôt en protection de la 235e DI. Les soldats de cette unité française ont beaucoup souffert des combats. Les tankistes polonais notent de très nombreux blessés, dont certains sont dans un état désespéré. La plupart des militaires français n'ont même plus leurs armes individuelles. Les chars polonais sont disposés le long de l'Armançon et sur les axes principaux conduisant à la route qui va en direction de Semur-en-Auxois. La troisième partie de la brigade atteint elle aussi son objectif en fin de soirée. Les chars M35 traversent sur un pont encore intact la rivière Ozerain et atteignent la petite bourgade d'Aisy, où ils doivent se positionner avec pour mission de protéger la deuxième colonne de la 235e DI battant elle aussi en retraite.[676] Le même spectacle désolant s'offre à la vue des militaires polonais. Les soldats français paraissent épuisés et complètement

[673] Capitaine Duda (brigade Maczek).
[674] Notes Jean Medrala.
[675] Capitaine Duda (brigade Maczek).
[676] Notes Jean Medrala.

démoralisés. Des éclaireurs de la brigade sont envoyés aux quatre points cardinaux, afin d'identifier toute intrusion ennemie. Les Polonais ne sont utilisés qu'en couverture, mais ils comprennent que cette fois, ils sont très utiles. Car, à de nombreuses reprises, des soldats ou des officiers français viennent vers eux et les remercient de leur présence. Cela réchauffe un peu le moral des Polonais qui se sentent valorisés après ces longs mois de disette où l'armement ne venait pas, où les officiers français (pas tous) se montraient réticents à l'édification de la brigade et où même certains plaisantaient avec ironie sur la capacité des Polonais au combat blindé. Ceux-ci ne leur en voulaient même pas, tant la situation était gravissime et la fin proche.

A six kilomètres de là, le gros de la brigade entrait dans Montbard aux mains des Allemands. Le général Maczek avait informé ses officiers que les Allemands allaient opposer une très forte résistance.[677] Il ne s'était pas trompé. A l'entrée Nord de la ville, les premières unités polonaises furent attaquées à la mitrailleuse lourde et au mortier. Utilisant tous les abris naturels disponibles, les Polonais s'écartent des tirs et actionnent à leur tour leurs canons. Les tirs sont précis, des gerbes de flammes sont aperçues vers deux maisons qui semblent être le site de tir des mitrailleuses allemandes. Celles-ci sont réduites au silence. Les Polonais se regroupent et avancent avec prudence à l'entrée de la ville. Entre-temps, le chef de la colonne blindée a reçu l'ordre du PC de Maczek de prendre d'assaut le pont enjambant la rivière Ozerain à l'autre bout de la ville. De plus, Maczek demande de nouveau à ses hommes de reprendre Montbard aux Allemands. Comme prévu, ceux-ci réagissent avec violence. Ils ne bénéficient pas de l'appui de Panzers, mais ils disposent d'une artillerie conséquente.[678] D'après les renseignements obtenus par le PC de Maczek, la ville est défendue par le 66e régiment d'infanterie motorisée. Ce régiment s'est déjà illustré quelques jours plus tôt dans la Marne contre des unités françaises. A partir de minuit, l'ensemble de la colonne polonaise est entré en profondeur dans Montbard. L'affrontement tourne au combat de rues.[679] L'obscurité ne favorisant pas l'identification des cibles, les tirs sont effectués parfois à l'aveuglette avec le risque de toucher des éléments amis. Au bout d'une heure de combat urbain, les Polonais ont dépassé le centre-ville et ne sont plus qu'à environ un kilomètre du pont qu'ils doivent reconquérir. A ce moment-là, c'est la confusion la plus totale au PC de Maczek. En effet, des informations lui parviennent indiquant que le pont avait été détruit par les Allemands. Puis, quelques minutes plus tard, une nouvelle infirme cette information. Entre-temps, les tankistes polonais ont remarquablement progressé dans Montbard, mais ils ont essuyé de lourdes pertes

[677] Capitaine Duda (brigade Maczek).
[678] Sans doute des canons de 105 mm.
[679] Notes Jean Medrala.

en hommes et en matériels. Plusieurs chars M35 sont partiellement ou totalement détruits. Les Allemands du 66e RI motorisé disposaient sans doute de canons anti-chars, car certains engins polonais sont totalement hors de combat, perforés au niveau de la tourelle. Néanmoins, les pertes allemandes paraissent élevées. Car, d'une part les Polonais ont largement progressé dans la ville, et, d'autre part, de nombreux corps de soldats allemands gisent sur la route au fur et à mesure de l'avancée des tankistes polonais.[680]

Vers 1h30 du matin, le général Maczek estimant qu'il y avait trop de pertes dans ses rangs (sa réputation d'économiseur d'hommes n'étant pas usurpée), donne l'ordre de repli général.[681] Il a eu d'autres informations indiquant que tous les axes encore tenus par les unités françaises ont été abandonnés. De plus, les communications avec le QG du septième corps d'armée sont définitivement coupées. Cette fois, la guerre est bel et bien terminée. Maczek en a à ce moment-là parfaitement conscience. A deux heures du matin, il donne l'ordre aux unités encore aptes au combat et à ceux qui peuvent se mouvoir de se rassembler au bois Thoureau à quelques kilomètres de Montbard.[682]

Vers quatre heures du matin, seule une infime partie de la brigade a pu le rejoindre. Le reste est soit fait prisonnier par les Allemands, soit porté disparu.[683] Le dernier objectif qu'assigne Maczek à ses hommes est de rejoindre à pied la zone Sud, afin leur dit-il, de « se retrouver en Angleterre pour continuer le combat ».[684] C'est à pied et sans armes que les tankistes polonais et leur chef partent à travers les lignes allemandes en direction du Sud. Une partie d'entre eux se fond dans la masse des Français en retraite et une autre partie tente seule sa chance en passant par la forêt. La lutte était terminée, mais les Polonais avaient pu montrer qu'ils étaient aussi forts dans l'arme blindée que les Français.

Chapitre IV

A°/ La brigade autonome des chasseurs du Podhale : les moyens et l'action

Le 9 février 1940, dans le cadre des accords du 4 janvier 1940, est décidée la création d'une brigade de chasseurs alpins polonais. Les troupes de montagne font partie au même titre que la cavalerie ou l'infanterie d'une vieille tradition militaire polonaise.

En Pologne, il existait plusieurs régiments de troupes de montagne avant la campagne de septembre 1939. La plus célèbre unité dont la renommée avait traversé les frontières, était la

[680] Capitaine Duda (brigade Maczek).
[681] On le surnommait « Baca » (celui qui prend soin de ses hommes).
[682] Notes Jean Medrala.
[683] Gazeta Beskid (brigade Maczek).
[684] Idem.

« brigade des chasseurs du Podhale ». La Podhalanie est une région montagneuse de Pologne située dans le Sud avec des sommets culminant à 2 500 mètres. Les Français souhaitèrent dès la conclusion des accords de janvier 1940 qu'un ou plusieurs régiments de chasseurs de montagne polonais soient créés.[685] Lorsque les responsables militaires polonais proposèrent la création d'une grande unité sous la forme d'une brigade, c'est-à-dire numériquement supérieure à un régiment, les Français acceptèrent quasiment tout de suite. Alors que c'était déjà très compliqué dans la mise en œuvre de la création de la première et de la deuxième division d'infanterie polonaise, la naissance de la brigade des chasseurs du Podhale fut confiée au général Bohusz-Szysko avec de solides moyens matériels.[686] Le général Bohusz-Szysko avait l'expérience des troupes de montagne. Il avait commandé en Pologne avec le grade de lieutenant-colonel, puis de colonel, un régiment de chasseurs alpins. Il était donc dans son élément et le choix de cet officier nommé général par Sikorski en février 1940, semblait satisfaire pleinement les Français. Destinée à être intégrée au sein d'un dispositif divisionnaire français, la brigade de chasseurs du Podhale fut renommée : « brigade autonome des chasseurs du Podhale ».[687] Le mot « autonome » signifiait que l'on considérait cette unité comme une unité intégrable dans n'importe quel dispositif, puisqu'elle n'était pas rattachée en temps de paix à une quelconque division. Il existait en effet des brigades au sein de l'armée française qui appartenaient entièrement à une division. Elles étaient alors soumises en temps de paix, comme en temps de guerre, à l'organigramme de cette division. La brigade autonome des chasseurs du Podhale était quasiment assimilée à une division sur le plan statutaire.[688] Paradoxalement, les autorités militaires françaises avaient plus confiance dans les chasseurs alpins polonais que dans les fantassins. Pourtant, les uns comme les autres avaient fait preuve de beaucoup de courage et malgré leur infériorité en nombre et en armement, avaient livré de sérieux combats aux forces allemandes et soviétiques.

Créée officiellement le 9 février 1940, la brigade des chasseurs du Podhale bénéficie dès le 29 février d'un prélèvement massif des meilleurs cadres et spécialistes de l'armée polonaise stationnés à Coëtquidan ou à Carpiagne.[689] Cette entreprise d'aspiration des meilleurs talents et des plus grosses expériences militaires polonaises avait littéralement décimé les rangs de la première division de grenadiers et de la deuxième division de chasseurs. Alors que péniblement les généraux Duch et Prugar-Ketling essayaient de créer leurs unités avec le plus

[685] SHAT, dossier 7 N 3 020.
[686] Notes Jean Medrala.
[687] Actes du colloque franco-polonais (23 et 24 octobre 1975), Paris : *« La Pologne et la France dans la guerre et la résistance 1939-1945 »* publiés par le Secrétariat d'Etat aux anciens combattants, 235 pages, p. 98.
[688] Notes Jean Medrala.
[689] Idem.

possible de militaires expérimentés, la constitution de la brigade des chasseurs du Podhale remettait tout ou presque en cause. Cette véritable saignée dans leurs effectifs de cadres et de spécialistes entraînerait à coup sûr de très importants retards dans l'édification et l'instruction de la première DIP et de la deuxième DCP. Le colonel Kedzior en sa qualité de chef d'Etat-major de l'armée polonaise en France avait élevé de multiples protestations auprès des Autorités militaires françaises et du général Denain.[690] Ses remontrances étaient restées vaines. Les Français lui répondirent que la constitution de cette brigade avait pour but d'aller aider la Finlande et qu'il était urgent de la créer, afin que son instruction commence au plus tôt.[691] Au vu des conditions climatiques et de la nature du terrain en Finlande, les unités les plus à même d'œuvrer avec le plus d'efficacité étaient les unités alpines ou de montagne. Ce qui paraissait être une évidence pour les Autorités militaires françaises ne l'était pas pour les généraux Duch et Prugar-Ketling qui demandèrent à Sikorski de bloquer ce « pillage » systématique de leurs meilleurs éléments.[692] Mais la chose politique en décida autrement et la brigade autonome des chasseurs du Podhale fut constituée à partir de l'ossature primitive des divisions Duch et Prugar-Ketling. Sikorski avait une fois de plus une marge de manœuvre très limitée. Il avait dépensé tant d'énergie à vouloir recréer une armée polonaise en exil, il avait fait des pieds et des mains auprès des Français pour obtenir des crédits, des armes et du matériel, qu'il ne pouvait plus faire machine arrière, fut-ce au nom de la préservation de deux futures unités d'élite.

Le général Bohusz-Szysko qui héritait du commandement de la brigade aurait sans doute préféré ne pas susciter une telle polémique. Il put à partir de la fin du mois de février 1940 commencer à constituer son Etat-major et ses différentes unités.[693] Bien que servie par des cadres expérimentés qui venaient pour l'immense majorité de Pologne, la brigade des chasseurs du Podhale avait recruté des Polonais établis en France depuis longtemps et qui ne possédaient pas d'expérience de la guerre en général et encore moins du combat en montagne. Après mûres réflexions, le général Bohusz-Szysko choisit comme chef d'Etat-major de la brigade le colonel Piotr Kamionko.[694] Son rôle au sein de l'unité était bien entendu fondamental, car il travaillait en prise directe avec le général Bohusz-Skysko. Nous ne savons pas grand chose sur le colonel Kamionko, si ce n'est qu'il fut commandant en second d'un régiment de chasseurs de montagne en Pologne avant la campagne de septembre 1939.

[690] Entretien avec J. Zalinski, (8 mars 1997).
[691] SHAT, dossier 7 N 3 020.
[692] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).
[693] Actes du colloque franco-polonais (23 et 24 octobre 1975), Paris : *« La Pologne et la France dans la guerre et la résistance 1939-1945 »* publiés par le Secrétariat d'Etat aux anciens combattants, 235 pages, p. 98.
[694] Site Internet : www.france1940.free.fr (brigade Bohusz-Szysko ou brigade du Podhale).

Bohusz-Szysko avait une grande confiance en lui, même s'il semble que les deux hommes n'avaient jamais servi ensemble. Bohusz-Szysko n'avait que l'embarras du choix pour désigner son chef d'Etat-major, car il y avait une bonne quinzaine d'officiers supérieurs candidats qui avaient autant d'expérience que Kamionko (et même plus pour certains).

Les Français, pour illustrer le soin particulier qu'ils apportaient à la brigade du Podhale (sans doute parce qu'elle allait partir très rapidement pour la Finlande dans une mission très risquée) nommèrent presque immédiatement un officier de liaison. Il s'agissait du lieutenant-colonel Molle.[695] Sa mission consistait à assurer l'échange des informations entre l'Etat-major français et celui de la brigade du Podhale. Sa nomination avait été faite en prévision de l'opération de soutien à la Finlande. Deux rôles lui furent assignés en priorité. Premièrement, assurer la transmission des données et des ordres du général Audet qui commandait la formation du corps expéditionnaire prévu pour la Scandinavie.[696] Même s'il y avait des interprètes au sein de la brigade, le lieutenant-colonel Molle servait en quelque sorte de passerelle entre le commandement français et le général Bohusz-Szysko. Le second rôle qui lui était assigné était pour plus tard, lorsque le corps expéditionnaire serait sur place en Finlande. Ce serait une œuvre de bonne compréhension des ordres du GQG français dans la plus grande rapidité avec en plus un travail de conseil auprès du général Bohusz-Szysko. Le lieutenant-colonel Molle était en quelque sorte les yeux et les oreilles du GQG et du général Audet. La brigade Bohusz-Szysko devait intégrer parfaitement le groupe divisionnaire auquel elle appartenait. Cela était une question d'efficacité. La mission du lieutenant-colonel Molle était d'y veiller en permanence. En dehors de ces deux officiers supérieurs au rôle prééminent, le général Bohusz-Szysko nomma à la tête de la première demi-brigade de chasseurs le colonel Chlusewicz.[697] Celui-ci avait la tâche d'organiser non pas un régiment, mais la moitié d'une brigade. Cela représentait un travail difficile, car une demi-brigade comportait presque un régiment et demi. De plus, cette demi-brigade était complète, car elle intégrait toutes les unités de combat, comme de soutien logistique ou de liaisons.

Afin de simplifier au maximum son action, le colonel Chlusewicz décida en accord avec le général Bohusz-Szysko de créer deux bataillons de chasseurs. Chaque bataillon était autonome dans le sens où il possédait toutes les compagnies afférentes à une division.[698] Certes, les effectifs de ces compagnies étaient bien inférieurs à ceux d'une division, mais le premier bataillon (comme les trois autres bataillons) commandé par le major Kobylinski

[695] Gazeta Beskid (www.beskid.com), (brigade du Podhale).
[696] Idem.
[697] www.france1940.free.fr (organigramme de la brigade du Podhale).
[698] Idem.

comprenait plusieurs compagnies. Il avait trois compagnies de combat en montagne articulées chacune en trois sections. Les première, deuxième et troisième compagnies de combat étaient équipées de fusils « Berthier » de 1916, de grenades torches, de mitrailleuses de 7,62 mm et de quelques mortiers. La plupart des soldats de la brigade du Podhale ne savaient pas skier. Avant leur départ pour la Finlande, ils ne reçurent que des cours théoriques de ski. Cela ne leur facilitait pas la tâche, sachant qu'en Finlande la neige était abondante.

En plus des trois compagnies de combat, le premier bataillon du major Kobylinski détenait une compagnie de soutien logistique et une demi-compagnie d'intendance et de liaisons. La compagnie de soutien logistique s'occupait du ravitaillement en munitions et de réparer les armes enrayées ou abîmées (notamment par le froid). La demi-compagnie d'intendance et de liaisons avait à faire avec la « roulante », c'est-à-dire la nourriture des combattants, le soutien médical au front et à l'arrière de celui-ci et aux liaisons télégraphiques ou radios, lorsque cela était possible.[699]

Il est à noter que deux des quatre bataillons de la brigade du Podhale sont commandés non pas par un colonel ou lieutenant-colonel, mais par un major. Le major est à l'époque au sein de l'armée française le plus haut gradé des sous-officiers. Il est placé au-dessus de l'adjudant-chef. Il peut exceptionnellement commander une section, mais en aucune manière il ne peut diriger une compagnie ou un bataillon. En théorie, un major polonais ne devrait pas pouvoir commander une unité aussi importante qu'un bataillon. Les accords du 4 janvier 1940 précisent de façon indirecte que les grades en vigueur dans l'armée française doivent aussi s'appliquer aux soldats et officiers polonais.[700] Si le général Bohusz-Szysko était en adéquation avec ceux-ci, il n'aurait pas nommé deux majors au poste de chef de bataillon. En Pologne, un major était en fait un chef de bataillon, c'est-à-dire l'équivalent d'un commandant dans l'armée française. Le général Bohusz-Szysko, sans doute avec l'accord de ses supérieurs, avait délibérément choisi de rester fidèle aux grades et appellations polonaises. Il fut le seul à appliquer cela au sein de son unité. Les responsables militaires français laissèrent Bohusz-Szysko organiser à sa guise sa brigade avec les appellations de major à la place de commandant. Le fait que la brigade du Podhale allait partir en mission de guerre sous peu, joua beaucoup en faveur de Bohusz-Szysko.

Aux côtés du premier bataillon du major Kobylinski, il existait le deuxième bataillon commandé par le colonel Dec.[701] Articulé de manière identique au premier bataillon, le

[699] www.france1940.free.fr (organigramme de la brigade du Podhale).
[700] Archives du ministère des Affaires étrangères, France, Paris, série Europe 1930-1940, dossier Z Pologne, n° 382.
[701] Gazeta Beskid (www.beskid.com), (brigade du Podhale).

bataillon Dec comportait trois compagnies de combat appuyées par une compagnie de soutien logistique et une demi-compagnie d'intendance et de liaisons. Les chasseurs du colonel Dec étaient équipés de fusils Berthier, de grenades torches, de mitrailleuses et avaient en plus de leurs camarades du bataillon Kobylinski des mortiers de 120 mm.

Avec les bataillons Kobylinski et Dec, la première demi-brigade du colonel Chlusewicz était au complet. L'autre partie de la brigade autonome des chasseurs du Podhale était constituée par la deuxième demi-brigade dirigée par le colonel Kobylecki.[702] Celui-ci dont nous ne connaissons presque rien, articula son unité en deux bataillons. Le premier bataillon fut dénommé troisième bataillon. Son commandement fut confié au lieutenant-colonel Mackowski. Le deuxième bataillon de la deuxième demi-brigade fut appelé quatrième bataillon et le major Jaskowski en assura la direction. Ces deux bataillons furent exactement constitués comme les bataillons Kobylinski et Dec.[703]

Avec les deux demi-brigades Chlusewicz et Kobylecki et les quatre bataillons Kobylinski, Dec, Mackowski et Jaskowski, la brigade des chasseurs du Podhale était au complet. De février à avril 1940, la brigade est en phase de constitution. Il n'était pas encore clair dans l'esprit du général Bohusz-Szysko quel serait le type d'emploi occupé par cette brigade une fois déployée en Finlande.[704] Cela dépendrait des ordres du QG du général Audet et du choix des Français, quant au rôle qu'ils veulent faire jouer aux Polonais. Il y avait plusieurs hypothèses : tout d'abord la brigade Bohusz-Szysko pouvait être mise en réserve du dispositif allié. Au cas où les franco-britanniques accuseraient de lourdes pertes, ordre serait donné à la brigade du Podhale de monter en première ligne, afin de compenser les manques. Une autre hypothèse est que les Polonais soient utilisés en soutien des unités alliées. Ils seraient légèrement en retrait du front et effectueraient des attaques ou des contre-attaques à la demande du QG du corps expéditionnaire pour soulager les troupes amies ou desserrer l'étau ennemi. Une troisième possibilité était que la brigade des chasseurs du Podhale soit affectée en première ligne dès le début de l'intervention, afin de porter les premiers coups, au risque d'essuyer les tirs ennemis les plus mortels. La quatrième et dernière hypothèse était de mener des opérations de couverture d'une possible retraite (précipitée ou non) des troupes franco-britanniques. Cette dernière idée n'était quasiment jamais évoquée par les Français, mais le général Bohusz-Szysko ne l'avait pas écartée. Puis, l'invasion de la Norvège par l'armée

---

[702] www.france1940.free.fr (organigramme de la brigade du Podhale).
[703] Idem.
[704] Actes du colloque franco-polonais (23 et 24 octobre 1975), Paris : *« La Pologne et la France dans la guerre et la résistance 1939-1945 »* publiés par le Secrétariat d'Etat aux anciens combattants, 235 pages, p. 98.

allemande décida du sort de l'unité polonaise.[705] Les Polonais n'allaient plus en Finlande, mais en Norvège. Ils furent intégrés dans la division Bethouart et embarquèrent le 22 avril 1940 à bord de navires français.[706] Un convoi de huit bateaux au total fit route vers l'Ecosse et le canal de la Clyde.[707] Arrivés sur place, les Polonais reçurent l'ordre d'attendre de nouvelles instructions. En attendant ces ordres, les soldats polonais ne devaient pas quitter leurs navires. L'attente se prolongea jusqu'au premier mai 1940, date à laquelle l'ordre de lever l'ancre fut enfin donné.[708] Il était temps, car les chasseurs du Podhale commençaient sérieusement à s'impatienter n'ayant même pas la possibilité de se dégourdir les jambes à terre.

Le convoi maritime fit route vers les côtes norvégiennes. Escortés par la Royal Navy, les treize navires (les forces britanniques disposant de cinq navires) furent divisés en deux groupes le 4 mai 1940 au soir.[709] Un groupe fit mouvement vers Trondjem et le second (avec les Polonais) vers Tromsoe. A ce moment-là, le général Bohusz-Szysko n'a quasiment aucun ordre précis sur l'aire géographique de positionnement de son unité, ni sur ce qu'elle devra faire exactement une fois arrivée sur place. S'il n'a aucun renseignement valable sur l'emploi de son unité, il en va de même pour les autres unités françaises du corps expéditionnaire. Le problème semble cette fois ne pas être circonscrit aux seuls Polonais. Dans l'incertitude et l'angoisse du combat qui se rapproche, les soldats polonais et leurs alliés français touchent les côtes norvégiennes le 5 mai 1940 vers midi.[710] Sitôt le bateau sur lequel le général Bohusz-Szysko et son Etat-major se trouvent est amarré, le commandant de la brigade polonaise et son officier français de liaison, le lieutenant-colonel Molle, en descendent pour obtenir enfin du commandement franco-britannique les ordres de déploiement des troupes. Quelle n'est pas la surprise du général Bohusz-Szysko lorsqu'il ne voit personne sur le quai ![711] Cette déconvenue frise le ridicule lorsque, mandé de toute urgence, l'attaché naval de la Légation française à Oslo accourt vers l'embarcadère, accompagné d'un capitaine de l'Etat-major du général Bethouard. Les ordres du QG de l'opération sont les suivants : « aucun ordre. Attendre les ordres. »[712] Le général Bohusz-Szysko commence à être sérieusement indisposé par cet amateurisme et cette légèreté ambiants. Il prend sur lui de téléphoner sur-le-champ au général Bethouart. Celui-ci apparemment assez embarrassé par ce manque de préparation, lui

[705] Actes du colloque franco-polonais (23 et 24 octobre 1975), Paris : *« La Pologne et la France dans la guerre et la résistance 1939-1945 »* publiés par le Secrétariat d'Etat aux anciens combattants, 235 pages, p. 87.
[706] Ibidem.
[707] Ibid.
[708] Gazeta Beskid (www.beskid.com), (brigade du Podhale).
[709] Idem.
[710] Gazeta Beskid (www.beskid.com), (brigade du Podhale).
[711] Notes Jean Medrala.
[712] Idem.

dit que par le fait que la brigade des chasseurs du Podhale est arrivée avec deux jours d'avance sur le plan prévu, il ne peut lui assigner de points de débarquement précis. Il lui promet de régler ces problèmes dans la journée. Quelques heures plus tard, après des pourparlers avec le gouvernement norvégien, le général Bethouart informe Bohusz-Szysko qu'il doit lever l'ancre et déployer ses hommes à Harstad près des îles Vesteralen.[713] Pouvant enfin informer ses hommes, le général Bohusz-Szysko et sa brigade reprennent la mer.

Dans la nuit du 5 au 6 mai 1940, le convoi reçoit l'ordre de l'Amirauté britannique de gagner la haute mer par mesure de protection face à des menaces aériennes allemandes. Pendant deux jours, les Polonais et leurs alliés croisent au large des côtes norvégiennes en attendant l'ordre de débarquer.[714] A bord, les hommes sont fatigués d'attendre et la plupart ne supportent pas le mal de mer. Ce n'est que le 7 mai au soir que la brigade des chasseurs du Podhale est enfin autorisée à débarquer à Harstad. Le débarquement complet des Polonais prend deux jours. Quelques attaques aériennes allemandes retardent le processus, mais elles sont repoussées efficacement par la DCA alliée.

L'attente des Polonais dans des bâtiments désaffectés non loin du port dure quatre jours. Le 11 mai, le général Bohusz-Szysko reçoit l'ordre du GQG d'envoyer le deuxième bataillon de la première demi-brigade à Ostervik pour une opération de débarquement en force dans le fjord de Herjanc près de Narvik.[715] Les hommes du colonel Dec arrivent le 12 au matin sur place. Le baptême du feu a lieu quelques heures plus tard lorsque dans la nuit du 12 au 13 mai, le bataillon polonais est employé à protéger la tête de pont que les légionnaires français ont conquise à Bjervik.[716] Les unités polonaises sont utilisées en seconde ligne, alors que le général Bohusz-Szysko voudrait démontrer comme ses confrères Prugar-Ketling, Maczek et Duch que les chasseurs polonais sont de redoutables combattants. L'Etat-major français semble ici ne pas prendre en considération la valeur des combattants polonais.

Le reste de la brigade est en réserve des opérations. Les Polonais ne sont plus, à l'exception de la protection de la tête de pont de Bjervik, utilisés jusqu'au 16 mai.[717] Ordre est donné au général Bohusz-Szysko de prendre le commandement du secteur Sud de l'attaque sur Narvik. Avec les éléments qui lui restent, c'est-à-dire un bataillon de la première demi-brigade et la deuxième demi-brigade, il embarque à destination de Ballangen où il installe son PC, le reste de ses hommes débarquant à Skjommes (à dix kilomètres au Sud).[718] Le 18 mai 1940, les

[713] Id.
[714] Gazeta Beskid (brigade du Podhale).
[715] www.answers.com, Polish generals (general Bohusz-Szysko).
[716] Gazeta Beskid (brigade du Podhale).
[717] Notes Jean Medrala.
[718] Gazeta Beskid (brigade du Podhale).

premiers soldats polonais tombent au cours d'un accrochage avec les Allemands, lors d'une patrouille de reconnaissance. Menacée d'anéantissement par le feu nourri de nids de mitrailleuses ennemies, c'est un bombardement au mortier qui permet aux rescapés polonais de battre en retraite.[719] Les Allemands semblent accuser de faibles pertes, par contre, plus de la moitié d'une section polonaise est décimée. Après cet incident, le théâtre d'opérations reste calme, chacun jaugeant son adversaire. Puis, de nouveaux ordres parviennent au général Bohusz-Szysko qui doit déplacer son unité aux abords de Narvik, car d'importantes opérations vont être déclenchées sur cette ville dans les prochains jours.[720] Pendant dix jours, les Polonais une fois rassemblés dans le secteur, multiplient les manœuvres d'entraînement à l'assaut. L'objectif est clair, le général Bohusz-Szysko sait cette fois de façon précise que son unité va participer à l'attaque générale de Narvik, aux côtés des alliés. Une nouvelle épreuve du feu attend les Polonais, et cette fois, ils y ont leur véritable place.

Bien préparés, les chasseurs du Podhale entendent le 28 mai 1940 à 23h30 les premiers coups de canons partir des croiseurs et destroyers britanniques en mer. Puis, quelques minutes plus tard, c'est l'artillerie terrestre franco-britannique qui se déchaîne sur les positions allemandes.[721] Le déluge de feu dure plus d'une demi-heure où les Allemands sont sans réaction. Il est vrai que l'appui d'artillerie est d'une rare violence. Vers minuit quinze, les troupes franco-polono-britanniques passent à l'offensive. Les chasseurs du Podhale ont le secteur Sud de Narvik et attaquent avec une rare efficacité, puisque, malgré leur résistance acharnée, les Allemands reculent en désordre. C'est un véritable succès pour les Polonais qui, pourtant, accusent de lourdes pertes. Le commandement inter-allié est surpris de l'avancée si rapide des chasseurs du Podhale. Il décide de prélever le quatrième bataillon du major Jaskowski pour, par bateau, se porter vers la vallée de Beisfjord, afin d'assurer la protection de cet endroit stratégique conquis par la Légion Etrangère française.[722]

L'attaque alliée sur Narvik est un franc succès et les Polonais reçoivent les félicitations chaleureuses du général Béthouart qui, comme d'autres généraux français, ne croyait pas vraiment en la capacité de combat polonaise.[723] Les chasseurs du Podhale venaient, à l'occasion notamment de cette attaque générale sur Narvik, de prouver leur immense valeur militaire.

---

[719] www.answers.com, Polish generals (general Bohusz-Szysko).
[720] Idem.
[721] Gazeta Beskid (brigade du Podhale).
[722] Gazeta Beskid (brigade du Podhale).
[723] Idem.

Mais le général Bohusz-Szysko n'est pas au bout de ses surprises, car le 29 mai au soir, il reçoit en son poste de commandement de Skjomnes un officier de l'Etat-major du général Béthouart lui indiquant que tout est fini.[724] En effet, le GQG inter-allié a donné ordre au général Béthouart de stopper les opérations sur la Norvège toute entière et par échelonnement de rembarquer tous ses hommes pour la France et la Grande-Bretagne.[725] Le moment de stupéfaction passé, le général Bohusz-Szysko attendant des ordres de repli plus précis, informe ses officiers supérieurs de cette nouvelle. L'ordre est confirmé et commence à être réalisé dès le premier juin 1940. Avec plus de 230 soldats tués, blessés ou disparus, la brigade autonome des chasseurs du Podhale quitte définitivement la Norvège le 8 juin 1940 à destination de la France via la Grande-Bretagne.[726]

Ayant fait la preuve par les armes de l'immense valeur martiale des Polonais, le général Bohusz-Szysko pense que de nouveaux combats attendent ses chasseurs en France. Une fois de plus, il n'est pas au bout de ses surprises, car il ne sait pas quelle est la situation réelle de la France et de ses alliés sur le front occidental.

B°/ La difficile mise sur pied de la seconde DIP du général Prugar-Ketling

La seconde division d'infanterie polonaise avait été créée à partir de février 1940 dans le cadre des accords militaires franco-polonais du 9 septembre 1939 et surtout du 4 janvier 1940. Elle n'était pas prioritaire au départ. Elle devait, en effet, laisser la priorité en matériels, armes, munitions et personnels à la première division de grenadiers polonais du général Bronislaw Duch. C'est pour cela que ce n'est qu'à partir de février 1940, que la deuxième division d'infanterie polonaise commence à être créée. Le général Sikorski avait de nombreux généraux désireux de commander une deuxième division polonaise en cours de création. Il reçut de bonnes candidatures et aussi de moins bonnes. Parmi tous les postulants, le général Sikorski préféra choisir le général Bronislaw Prugar-Ketling.[727] Les deux hommes n'avaient pas servi au sein des mêmes régiments, mais Sikorski avait pu apprécier le travail de Prugar-Ketling, lorsque celui-ci était directeur de l'infanterie au ministère polonais de la Guerre au début de 1939. Sikorski ne faisait pas partie de l'équipe gouvernementale de l'époque, puisqu'il se situait dans l'opposition, mais il s'intéressait énormément aux questions militaires

[724] Id.
[725] Actes du colloque franco-polonais (23 et 24 octobre 1975), Paris : *« La Pologne et la France dans la guerre et la résistance 1939-1945 »* publiés par le Secrétariat d'Etat aux anciens combattants, 235 pages, p. 93.
[726] Ibidem.
[727] Entretien Zalinski, (5 mars 1997).

de son pays. C'est en partie pour cette raison qu'il décida de nommer Prugar-Ketling à la tête de la deuxième division d'infanterie polonaise.[728]

Le général Bronislaw Prugar-Ketling est né en 1891 en Poznanie (centre de la Pologne). Comme le général Duch, il opte très tôt pour la carrière des armes. Il sert dans l'armée austro-hongroise, puis à l'indépendance de la Pologne en 1921, conquiert ses galons d'officier au sein de la nouvelle armée polonaise. Breveté de l'infanterie, il occupe divers postes de commandant de compagnie, puis au sein d'Etat-majors, toujours dans le secteur de l'infanterie.[729] C'est en 1935 qu'il obtient à 44 ans son premier poste de chef de corps. Il est promu colonel et commande le 34e régiment d'infanterie. Trois ans plus tard, il est chargé de diriger le 45e régiment de ligne (équivalent à l'infanterie).[730] C'est à partir de ce moment-là que sa carrière militaire prend un tournant décisif. Le haut commandement polonais le nomme au poste stratégique de Directeur de l'Infanterie au ministère de la Guerre (et il passe général de brigade). C'est un poste prestigieux, en prise directe avec le ministre de la Guerre. Son rôle est à la fois administratif (il gère tout ce qui a trait à l'infanterie et tous ses besoins) et stratégique (il doit orienter l'infanterie vers la modernité et accroître son efficacité). Il n'a pas vraiment le temps d'imprimer sa marque personnelle à ce poste, puisqu'en août 1939, il est nommé général de division et prend la tête de la onzième division d'infanterie.[731]

A moitié pulvérisée par l'offensive allemande et prise en tenaille à partir du 17 septembre 1939 par l'armée rouge soviétique, la onzième division d'infanterie est désarmée.[732] Le général Prugar-Ketling a juste le temps de passer en Roumanie, puis de rejoindre la France un mois plus tard. Resté sans affectation, il postule pour le commandement d'une division polonaise en France sans trop y croire vu le nombre restreint d'unités polonaises.[733] C'est finalement Sikorski lui-même qui tranche en sa faveur, car le général Prugar-Ketling n'avait pas que des amis dans l'entourage du Premier ministre polonais. Lorsqu'il prend le commandement de la seconde division d'infanterie polonaise (2e DIP), le général Prugar-Ketling a quasiment tout à faire. Son Etat-major n'est pas constitué, encore moins ses unités et il ne sait pas encore de quelle marge de manœuvre il peut profiter. Certains dans l'entourage de Sikorski lui reprochent une part de responsabilité dans la défaite de septembre 1939.[734] Reproches superfétatoires vu le naufrage collectif de toute l'armée polonaise, considérant

---

[728] Idem.
[729] www.answers.com (en anglais), list of Polish generals (général Prugar-Ketling).
[730] Idem.
[731] Id.
[732] Id.
[733] Id.
[734] Entretien Zalinski, (5 mars 1997).

l'incroyable puissance de la Blitzkrieg et le coup de grâce de l'armée soviétique. D'ailleurs, ces mêmes officiers peuvent sans doute s'interroger sur leur propre rôle dans la défaite polonaise.

Le général Prugar-Ketling choisit de nommer un homme proche en la personne du colonel Najymski au poste de chef d'Etat-major.[735] A l'image du lieutenant-colonel Skrzydlewski, chef d'Etat-major du général Duch, le colonel Najymski a un rôle très important. Subordonné directement à Prugar-Ketling, il est son œil et son oreille au sein de la division. Son rôle n'est pas qu'administratif ou de relais des ordres de son supérieur. Il veille au bon déroulement de la création de la division et en est personnellement responsable devant le général Prugar-Ketling.[736] Le colonel Najymski semble jouir d'un bon contact avec ses subordonnés et était bien vu par les hommes de rang. Cela était important, car, même si l'armée polonaise restait une véritable armée avec le devoir d'obéissance, il fallait avoir soit une poigne de fer, soit être respecté de par son prestige auprès de ceux dont beaucoup n'avaient pas d'obligation de se battre dans ses rangs. Le colonel Najymski faisait partie de la deuxième catégorie d'officiers supérieurs, ceux qui imposaient le respect de par leur charisme et leur professionnalisme.[737] Avec son chef d'Etat-major, le général Prugar-Ketling avait travaillé sur des bases relativement similaires à celles de la première division de grenadiers polonais du général Duch pour établir l'organigramme de sa division. Il disposait ainsi d'un chef au niveau de l'infanterie.

Il nomma le colonel Peltz, commandant de l'infanterie divisionnaire.[738] Celui-ci, bénéficiant d'une délégation du général Prugar-Ketling avait de vastes pouvoirs pour organiser l'infanterie. On ne sait pas grand chose de lui, si ce n'est qu'il fut interné plusieurs semaines en Roumanie et qu'il parvint en France, muni d'un faux passeport.[739] Le colonel Peltz souhaitait qu'il y ait quatre régiments d'infanterie au lieu de trois. Mais l'absence de soutien matériel français et surtout le fait que ce manque perdura plusieurs mois, fit que le général Prugar-Ketling ne put lui laisser organiser que trois régiments.

En avril 1940, la deuxième division d'infanterie polonaise avait donc le quatrième régiment d'infanterie (4e RIP) que commandait le colonel Cieszkowski.[740] On ne sait pas grand chose de cet officier supérieur. Il organisa son régiment selon le modèle réglementaire fixé par la première division de grenadiers polonais. Il avait sous ses ordres quatre compagnies, la

[735] www.france1940.free.fr (organigramme de la division Prugar-Ketling).
[736] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).
[737] Idem.
[738] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).
[739] Idem.
[740] www.france1940.free.fr (organigramme de la division Prugar-Ketling).

première, deuxième et troisième compagnie de combat. Equipés de fusils Lebel, les fantassins possédaient chacun deux grenades torches. Au sein de chaque section (trois par compagnie), il y avait deux équipes de mitrailleurs. Ils étaient armés de mitrailleuses de 7,62 mm. Leur mission consistait surtout en un appui-feu, (c'est-à-dire un tir puissant et balayant le champ de bataille, afin d'aider à la progression des unités d'infanterie). Gênés par le même problème que les fantassins de la première DGP (division de grenadiers polonais), les soldats des première, deuxième et troisième régiments d'infanterie connaissaient de manière à peu près égale une pénurie d'armes et d'uniformes. Certains n'avaient même pas de matricule ! Eux aussi s'entraînaient dans la forêt avec des armes en bois ou de simples bâtons ramassés autour du camp de Coëtquidan (lieu de leur stationnement). Prugar-Ketling, comme Duch, devait faire avec ce qu'on lui donnait. Il relançait lui aussi régulièrement son haut commandement, afin de pousser les Français à un peu plus de générosité en armes et en matériels de tout type.[741] C'était plus important que les uniformes, vu la grosse pénurie qu'enduraient les Polonais. Les mêmes réponses lui étaient faites qu'à Duch, à savoir que ses supérieurs activaient tous leurs réseaux d'influence auprès des Français, mais que ceux-ci ne donnaient les éléments qu'au compte-gouttes.[742] La quatrième compagnie du premier régiment d'infanterie polonaise du colonel Cieszkowski était une compagnie de soutien, (ce que, dans le jargon militaire, on appelle souvent la 21e compagnie). Chargée à l'image des autres quatrièmes compagnies de la division Duch du soutien logistique et technique des trois compagnies de combat, elle jouait un rôle primordial. Encore moins équipée en armes et en munitions que les autres compagnies, la quatrième se « consolait » en étant bien fournie en couvertures, toiles de tente, cantines et cuisines roulantes ! Choses certes très importantes pour une armée en campagne, mais qui détonaient sérieusement sur le reste des régiments réduits à des bâtons de bois en guise de fusils d'assaut.

Le cinquième régiment d'infanterie était caractérisé de la même façon que le quatrième régiment. Doté de trois compagnies de combat à effectifs similaires, il avait lui aussi des problèmes d'armes, d'uniformes et de matricules. Il détenait lui aussi une quatrième compagnie riche en ustensiles ménagers en tout genre. Il était commandé par le colonel Kowaltschewski.[743] Ancien de l'artillerie, il se serait reconverti dans l'infanterie à la fin des années trente. Homme malgré tout de grande expérience militaire, il avait le sens du commandement et savait pousser ses hommes dans leurs derniers retranchements pour obtenir le meilleur d'eux-mêmes. Le colonel Kowaltschewski pestait contre ce qui l'empêchait de

[741] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).
[742] Idem.
[743] www.france1940.free.fr

faire du bon travail, c'est-à-dire bien évidemment, le manque de tout qui frappait aussi son régiment. Mais en attendant un hypothétique afflux d'armes, de munitions et d'uniformes, il faisait sans cesse manœuvrer ses hommes. Il voulait ainsi atteindre deux objectifs essentiels. Le premier : maintenir le moral des troupes et leur capacité de combat intacts. Le deuxième : montrer aux Français que les soldats de l'infanterie polonaise n'étaient pas des incapables ou des indisciplinés, comme on l'entendait parfois.[744] La suite des événements allait montrer que cette politique était finalement payante.

Chef de corps du sixième régiment d'infanterie polonaise, le colonel Biegne[745] avait fait toute sa carrière dans l'infanterie avec plusieurs passages en Etat-major. Il héritait du dernier régiment d'infanterie de la division. Dernier sur le plan de la date de création, puisque les quatrième et cinquième régiments avaient été mis en place avant le sien. Dernier aussi sur le plan quantitatif, car il était à la fin du mois d'avril celui des trois régiments à qui il manquait le plus de matériels. Le colonel Biegne pensait comme d'autres chefs de corps polonais que seule une entrée en campagne directement sur le front changerait au moins un peu la donne. La suite des événements allait montrer qu'il avait raison en grande partie, mais pas entièrement.

Les trois régiments d'infanterie bénéficiaient à part égale d'une compagnie de pionniers.[746] La treizième compagnie de pionniers divisionnaires avait trois sections dont la mission était les travaux de terrassement avant l'installation des régiments d'infanterie sur une position. La construction de fortins ou d'abris pour les fantassins dans l'attente d'une éventuelle attaque ou contre-attaque ennemie était son autre mission. Les pionniers divisionnaires n'étaient quasiment pas armés et leur matériel de combat se résumait à des pelles et pioches. Leur science de la maçonnerie et du terrassement faisait le reste. Le colonel Peltz aurait préféré disposer de deux compagnies de pionniers divisionnaires pour ses trois régiments d'infanterie, mais cela ne fut pas possible, faute évidemment de moyens alloués aux Polonais par les Français.[747] Cette treizième compagnie de pionniers était tellement importante qu'elle devait, en théorie, si les phases de combat le permettaient, porter assistance à l'artillerie divisionnaire de la division Prugar-Ketling pour fortifier des positions ou semi-enterrer les canons des deux régiments d'artillerie et d'artillerie lourde.[748] C'était bien la preuve qu'une seconde compagnie

[744] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).
[745] www.france1940.free.fr
[746] Idem.
[747] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).
[748] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).

de pionniers divisionnaires aurait été nécessaire pour le bon fonctionnement de la division Prugar-Ketling.

L'autre partie importante de cette division était constituée par l'artillerie divisionnaire. Commandée par le colonel Dembinski[749], elle était un soutien indispensable à la progression en terrain ennemi des trois régiments de fantassins. Breveté de l'école de guerre de Varsovie, le colonel Dembinski était artilleur de « métier ». Il aurait même pu, si les moyens alloués avaient été à la hauteur, commander une brigade complète d'artillerie. Malheureusement pour lui, on ne lui confia la création que de deux régiments d'artillerie. Le colonel Dembinski créa donc une première unité : le deuxième régiment d'artillerie polonaise (2e RAP). Il confia, avec l'accord du général Duch, le commandement de ce régiment au lieutenant-colonel Kus[750]. Nous ne savons rien de la vie de cet officier supérieur. Il organisa sans doute son régiment de la même façon que le premier régiment d'artillerie polonaise de la première division de grenadiers. Les documents trouvés et les témoignages n'ont pas permis d'être certain sur le schéma type du deuxième régiment d'artillerie polonaise. Selon toute vraisemblance, le lieutenant-colonel Kus devait disposer de quatre compagnies (ou batteries). La première, la deuxième et la troisième étant uniquement dédiées au combat. La quatrième batterie étant sans doute mixte, c'est-à-dire armée de quelques canons, mais surtout destinée à soutenir les trois autres batteries au combat, leur apporter ce dont ils avaient besoin en munitions et vivres, sans oublier la prémédication des blessés et leur évacuation vers les postes sanitaires. Le lieutenant-colonel Kus pouvait compter sur une dizaine de canons de 120 mm, (dont certains étaient à cadence de tir rapide), par batterie. Il restait le problème de la traction des canons sur les lieux de combat. Les Français ne donnaient aux Polonais que des attelages hippomobiles. Cela était suffisant, mais moins rapide que si l'unité avait été équipée d'automobiles. Il faut dire, à la décharge des Français, que des unités entièrement françaises de canons étaient tractées par des chevaux. L'entraînement des hommes du deuxième régiment d'artillerie polonaise avait pu commencer plus tôt que celui des fantassins. En effet, une bonne moitié des canons était arrivée dès le mois de mars 1940 à Coëtquidan. Il y avait peu de munitions destinées à être tirées à l'entraînement, mais les artilleurs polonais pouvaient sans problème partir en manœuvre pour manier et placer les canons. Le lieutenant-colonel Kus tenait, (à l'instar de nombre de ses collègues chefs de corps), à ce que ses hommes soient parfaitement entraînés et occupés le maximum de temps, car il fallait éviter le désoeuvrement. Il avait lui aussi eu vent de critiques françaises sur le fait que certaines unités

[749] www.france1940.free.fr
[750] Idem.

polonaises se morfondaient et que les soldats se laissaient vivre.[751] Cela était sans doute vrai pour certaines compagnies ou sections, comme me le confirma l'aspirant Tadeusz Kalita, (chef de section au sein de la première division de grenadiers polonais). Mais les Français qui les critiquaient, avaient une part de responsabilité car, si le matériel, les armes, les munitions et les uniformes avaient été livrés en temps utile aux Polonais, cela ne se serait sans doute pas passé comme cela.

Le lieutenant-colonel Kus, tout comme le commandant du second régiment d'artillerie de la division Prugar-Ketling (le 202e régiment d'artillerie lourde polonaise, 202e RAL), le lieutenant-colonel Malichewski, ne pouvaient pas faire grand chose contre la mauvaise volonté française. Le lieutenant-colonel Malichewski aligna quatre batteries, (ou compagnies), comme le deuxième RA. Les trois premières batteries étant destinées exclusivement au combat et la quatrième batterie au soutien (avec une petite capacité de combat).[752] Equipées de canons-obusiers de 203 mm, les unités du 202e RAL avaient du mal à mouvoir ces gros canons imposants par la taille et le poids. Le risque était évidemment que si la position de tir polonaise était identifiée avec précision, (notamment par des avions allemands), il faudrait beaucoup de temps pour se replier. Un tir concentré de canons de gros calibres allemands pourrait suffire en quelques minutes à anéantir une batterie complète. Cela faisait partie des risques de la guerre, mais le lieutenant-colonel Malichewski aurait souhaité plus de moyens de traction rapide pour ne pas trop exposer ses hommes à une contre-attaque de l'artillerie nazie.

Le 202e RAL était un régiment qui partait beaucoup en manœuvres autour du camp de Coëtquidan. Il aurait dû recevoir le renfort de la dixième batterie divisionnaire anti-chars. Cette unité équipée de vingt-quatre canons de 25 mm, (calibre trop faible pour pouvoir détruire complètement un Panzer), était primitivement destinée à protéger les canonniers du 202e RAL contre une attaque de blindés. Le général Prugar-Ketling décida avec le colonel Dembinski d'affecter cette batterie divisionnaire anti-chars au deuxième régiment d'artillerie polonaise. Peut-être pensait-il que les canons lourds étant disposés plus en arrière du front grâce à leur portée supérieure, avaient moins besoin de protection anti-char ? Enfin, le reste de la division Prugar-Ketling était assez semblable à l'organigramme de la division Duch. Pour compléter l'artillerie divisionnaire, il y avait le 186e parc d'artillerie, composé de la 186e compagnie d'ouvriers d'artillerie, chargés de construire des protections en terre, de camoufler les canons et de creuser des tranchées. La pelle et la pioche étaient leurs principaux outils de

[751] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).
[752] Idem.

travail. L'autre unité du 186e parc d'artillerie était la 386e section de munitions automobile. Son rôle était d'apporter les munitions aux groupes de combat, afin qu'ils aient toujours une réserve à leur disposition.[753] Deux compagnies du Génie, (cent vingt hommes chacune), les compagnies de sapeurs-mineurs 186/1 et 186/2 étaient chargées de détruire tout ce qui empêchait les fantassins de passer et de miner ou déminer suivant les besoins de la division. La compagnie télégraphique 186/81 et la compagnie radio 186/82 assuraient l'essentiel des transmissions de la division.[754] Mal équipées, les transmissions ne fonctionnaient pas bien. Les transports divisionnaires étaient assurés par la compagnie automobile 386/44 du train. L'intendance était confiée au groupe d'exploitation divisionnaire 186 (GED 186) et le service de santé (entièrement constitué de médecins et auxiliaires sanitaires polonais) au groupe sanitaire divisionnaire 186 (le GSD 186).[755]

A la fin du mois d'avril 1940, la deuxième division d'infanterie polonaise n'était pas prête à être engagée en première ligne. Mais le général Prugar-Ketling se doutait comme le général Duch, que la montée au front ne serait qu'une affaire de semaines. Tout ce qu'il espérait était qu'enfin les Français se décident à fournir les armes et les munitions qui faisaient cruellement défaut à la plupart des unités de la deuxième division d'infanterie polonaise.

C°/ La deuxième DIP du général Prugar-Ketling peut-elle combattre malgré ses handicaps ?

Malgré le manque de préparation d'instruction et de matériels de sa division, le général Prugar-Ketling reçoit l'ordre du GQG français de se mouvoir de Parthenay (Deux-Sèvres) vers Colombey-les-Belles (Meurthe et Moselle), le 22 mai 1940.[756] A la manière de la division Duch, la majeure partie de la seconde DIP fait le parcours à pied. Tandis qu'une autre partie prend le train ou les quelques voitures mises à la disposition de l'unité polonaise.

Les premiers éléments de la division Prugar-Ketling parviennent à Colombey-les-Belles, le 24 mai 1940.[757] Le GQG français indique au général polonais que son unité est en réserve de la troisième armée française et est placée sous son commandement. Du 24 au 26 mai 1940, l'ensemble de la division polonaise se met en place dans, et autour de Colombey-les-Belles. Prugar-Ketling donne aussitôt instruction à ses hommes de continuer et de parfaire l'instruction. Par la faute principalement des autorités françaises, la deuxième division de

[753] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).
[754] www.france1940.free.fr (division Prugar-Ketling).
[755] Idem.
[756] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).
[757] Idem.

chasseurs à pied n'est pas apte au combat.[758] Pressentant une prochaine montée en première ligne, Prugar-Ketling essaie de rattraper le plus possible le temps perdu. Des manœuvres sont ordonnées à l'image de ce que font les grenadiers du général Duch au même moment non loin d'ici. Le général Prugar-Ketling tente aussi de gagner du temps avec l'Etat-major français, car il ne souhaite pas envoyer trop rapidement ses hommes au front.[759] Les manœuvres et les entraînements se multiplient dans la région de Colombey-les-Belles. Dans le même temps, vers le 30 mai 1940, Prugar-Ketling apprend que son unité est destinée à être utilisée progressivement dans la ligne Maginot. A partir du moment où elle intégrera ce secteur, elle passera sous le commandement du vingtième corps d'armée du général Hubert.[760]

Prugar-Ketling est un peu rassuré, car il pense que la ligne Maginot, fortement défendue par les Français, va lui permettre de rehausser significativement le niveau de ses hommes. Cependant, les derniers jours de mai passent, sans que les chasseurs polonais ne soient affectés sur la ligne Maginot. Les manœuvres succèdent aux manœuvres, mais les demandes concernant des armes supplémentaires ne sont toujours pas honorées. Prugar-Ketling avait pensé avec Duch et Maczek que la montée au front de ses hommes impliquerait immanquablement la dotation en armes et en munitions nécessaires.[761] En ce début du mois de juin 1940, il n'en est rien. Alors que les nouvelles circulant auprès de l'Etat-major de Prugar-Ketling, concernant l'état des unités françaises sont de plus en plus alarmantes, les jours passent sans que d'autre ordre que celui d'être en réserve de la troisième armée ne vienne. Puis, le 8 juin, à 21 heures précises, le général Prugar-Ketling reçoit un ordre du GQG français. Son unité doit se tenir prête dans les 24 heures à faire mouvement vers le front.[762] Celui-ci ne cesse de se déplacer au gré des assauts aéroterrestres allemands. Prugar-Ketling aurait préféré recevoir un tel ordre quelques jours plus tard. Son Etat-major s'émeut du manque flagrant de préparation des chasseurs. Les officiers adjoints de Prugar-Ketling arguent du fait que les pertes risquent d'être trop importantes dès le début des opérations. Le général polonais doit tempérer ses hommes et leur faire comprendre que, de toute façon, il est désormais trop tard. La deuxième division de chasseurs à pied polonais ne « peut pas reculer devant son devoir ».[763] Les officiers supérieurs cessent là leurs critiques et chacun rejoint son poste.

---

[758] Notes Jean Medrala.
[759] www.answers.com (list of Polish generals : general Prugar-Ketling).
[760] Idem.
[761] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).
[762] Notes Jean Medrala.
[763] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).

Le 9 juin, les unités polonaises sont prêtes au départ. Mais la journée passe sans qu'aucune affectation ne leur soit précisée. Ce n'est que le lendemain 10 juin 1940, à l'aube, que le général Prugar-Ketling envoie un officier s'informer des intentions de l'Etat-major général français à l'égard des Polonais.[764] Quelques heures plus tard, les ordres sont enfin clairs. La deuxième DIP est mise à la disposition de la huitième armée française. En début d'après-midi de ce 10 juin 1940, le général Prugar-Ketling se rend au quartier général de la huitième armée, à Malvaux. Le général Laure qui commande les groupes d'armées du secteur de Malvaux le reçoit et lui explique ce que l'on attend des Polonais.[765] C'est une mission de défense et non d'attaque qui est confiée à la division Prugar-Ketling. L'intégralité de son unité doit se déplacer sous vingt-quatre heures vers Belfort. Une fois sur place, les ordres sont de défendre la trouée de Belfort contre une possible attaque allemande.[766] Une nouvelle fois, la deuxième DIP change de commandement général. A partir du 12 juin, elle passe sous l'autorité du 45e corps d'armée que dirige le général Daille.[767] La deuxième DIP opère le déplacement avec une grande rapidité et la totalité de l'unité est à pied d'œuvre le 12 juin en fin d'après-midi. De nouveaux ordres venant du quartier général du général Daille sont répercutés et donnent la situation suivante : la division polonaise doit se positionner entre les forts dominant la trouée de Belfort. Elle doit préparer des défenses et des camouflages pour son artillerie. Elle s'occupera plus particulièrement du secteur Centre. Prugar-Ketling n'a aucune information sur le type d'attaque que peut subir son unité. S'il s'agit d'un assaut massif aéroterrestre, ne disposant pas d'un appui aérien ni d'une DCA en quantité suffisante, la deuxième DIP ne pourra pas tenir plus de quarante-huit heures. Aussi, le général Prugar-Ketling demande t-il au général Daille si d'autres unités peuvent appuyer sa division. Daille ne répond pas vraiment à sa question et paraît quelque peu évasif.[768]

Dans la soirée du 12 et la matinée du 13 juin, les Polonais prennent possession de leurs nouvelles positions. Les unités d'infanterie sont postées en avant du dispositif, tandis que les deux régiments d'artillerie sont placés plus en arrière, afin de pouvoir appuyer les fantassins dans leur progression ou, au contraire, lors d'un éventuel repli. Lorsque le général Daille vient rendre une visite amicale à son homologue polonais dans la journée du 13 juin 1940, l'ensemble du dispositif de la division Prugar-Ketling est quasiment prêt. Le général Daille cherche à rassurer ses partenaires polonais et à leur montrer qu'il a beaucoup d'estime et de

[764] Idem.
[765] Id.
[766] Notes Jean Medrala.
[767] Idem.
[768] Le général Prugar-Ketling n'en saura pas plus ce jour-là.

respect pour eux. Son discours au PC du général Prugar-Ketling est clair sur son idée et ses intentions vis-à-vis des Polonais.[769] Il déclare que de « très durs moments » attendent prochainement les unités franco-polonaises. Devant l'efficacité indéniable du Blitzkrieg, le général Daille affirme qu'il sait pouvoir compter sur la division polonaise. Il précise : « Je connais les Polonais, et je suis sûr qu'ils ne décevront pas mon espoir. » Ce sont des paroles qui redonnent le moral aux officiers polonais présents à cette entrevue. Ils se sentent pour la première fois depuis la création de leur division respectés et considérés. Les affres des premiers mois d'édification de leur division, puis les longues périodes d'attente avec le sentiment d'être injustement mis de côté, semblent disparaître tout à coup par l'effet peut-être un peu démagogique du discours d'un général de corps d'armée. Mais que ce soit empreint de démagogie ou non, le résultat est le même, car il redonne confiance aux Polonais. Cette confiance dont ils avaient été privés depuis leur arrivée en France.[770]

Le 14 juin 1940, le GQG passe au-dessus du général Daille et donne l'ordre au cinquième régiment d'infanterie et au GRD (Groupe de Reconnaissance) de se porter dans la journée sur Vesoul (Haute-Saône). Les hommes du colonel Kowaltchewski s'exécutent rapidement et arrivent le soir dans le secteur de Vesoul où, on leur apprend qu'ils sont dorénavant sous le commandement direct de la huitième armée française.[771] Lorsqu'il apprend cela, le général Prugar-Ketling ne peut émettre de protestation, ni même en informer le général Sikorski, mais cela met en évidence que les Français utilisent les Polonais comme bon leur semble. Même s'il n'est pas responsable de cette partition de la deuxième DIP, le général Daille et son beau discours sont déjà du passé. Si le général Prugar-Ketling s'était plaint aux Autorités militaires françaises, sans doute aurait-il pu avoir comme réponse que le GQG procédait de cette manière uniquement par nécessité de service. Il eut été malheureusement difficile pour les Polonais de prouver le contraire. Mais cette partition brutale fait naître un sentiment de malaise chez les Polonais. En effet, cela montre que la deuxième DIP n'a pas vraiment d'existence en tant que telle. Elle correspond a priori à un agrégat de soldats que les Français utilisent à leur gré. Prugar-Ketling voulut couper court à toute polémique.[772] L'heure était trop grave. Les Polonais devaient aussi montrer qu'ils savaient obéir. Le baptême du feu des chasseurs du cinquième RI et du GRD est un véritable bain de sang. Dans leur secteur de

[769] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).
[770] Idem.
[771] Notes Jean Medrala.
[772] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).

Vesoul, les hommes du colonel Kowaltchewski sont, soit tués, blessés ou faits prisonniers entre le 14 et le 16 juin 1940.[773]

Pendant ce temps, le 15 juin, le général Prugar-Ketling reçoit un deuxième « coup de massue ». Le GQG lui retire un bataillon du sixième régiment d'infanterie du colonel Biegne pour l'envoyer à Besançon prêter main-forte à la garnison française au bord de la rupture. Avec une division affaiblie par les deux prélèvements successifs des Autorités militaires françaises, Prugar-Ketling tente de recréer son dispositif de protection de la trouée de Belfort.[774] Ce n'est pas une mince affaire, car beaucoup de choses doivent être repensées et recalculées en fonction des effectifs qui lui restent. Il a la « chance » que son secteur est calme, car cela lui permet en quatre jours de recréer entièrement son positionnement. Alors qu'autour des Polonais le front se craquelle sous les coups de boutoir allemands, les journées du 15, 16, 17 et 18 juin sont totalement calmes avec activité négative de la part de l'ennemi.[775] Très régulièrement, le général Prugar-Ketling envoie des patrouilles d'éclaireurs pourvus de motocycles inspecter les secteurs avancés. A chaque fois, les éclaireurs reviennent avec le même constat d'activités militaires nulles dans leur zone. Mais c'est le calme avant la tempête, car le 19 juin 1940, l'ennemi se rapproche dangereusement. Alors que les patrouilles d'éclaireurs n'ont rien détecté, vers six heures du matin, les nouvelles qu'a reçues le général Prugar-Ketling du GQG sont très mauvaises, et l'unité polonaise apparaît comme l'une des toutes dernières divisions alliées à être encore dans le secteur.[776]

Vers 7h30, la longue journée du 19 juin 1940 commence par une attaque de chars allemands sur le troisième bataillon du quatrième RI posté autour de Charquemont (près de Damprichard).[777] Seuls les soldats polonais de faction ont pu apercevoir (tardivement) les Panzer arriver sur eux. L'effet de surprise allemand est une réussite. Pris sous un feu nourri, les chasseurs tentent un bref instant de répliquer avec leurs armes individuelles et leurs mitrailleuses de 7,62 mm. C'est un échec, de nouveaux Panzers arrivent en renfort. Il ne reste plus qu'une solution aux Polonais : le repli. Par petits groupes, les chasseurs décrochent de leurs positions et s'enfoncent dans les bois. Ils rejoignent les lignes de la deuxième DIP au sortir de la forêt. Par chance, ils n'ont pas de pertes. Ils se regroupent et viennent renforcer les positions polonaises sur Damprichard.[778] Vers neuf heures, alertés par la présence des hommes du troisième bataillon, les Panzers se regroupent massivement. Ils avancent

[773] Notes Jean Medrala.
[774] Notes Jean Medrala.
[775] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).
[776] Notes Jean Medrala.
[777] Idem.
[778] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).

lentement mais sûrement en direction de Damprichard. Cette fois, il n'y a pas d'effet de surprise. Les Polonais savent que l'ennemi arrive en force sur leur secteur. C'est en quelque sorte l'heure de vérité car les Allemands, vu le nombre de chars qui viennent sur Damprichard, veulent prendre la ville. Les Polonais organisent un « comité d'accueil » truffé de canons anti-chars de 75 mm. Protégés par une côte, ils attendent le dernier moment pour déclencher le feu anti-chars. Lorsque les Panzer sont à une distance d'environ 800 mètres, le chef de bataillon donne l'ordre de tir. Tous les canons polonais tirent en même temps. Le chef du bataillon se poste en hauteur, au risque de se faire tuer. Il lui faut visualiser l'efficacité de tir de ses hommes. Alors que les Allemands opèrent un repli général derrière la côte, l'officier polonais constate avec amertume que plusieurs canons ont manqué leur cible.[779] Sur le champ de bataille, il reste quatre carcasses de chars en flammes (deux chars légers et deux chars moyens), un canon tracté de 105 mm complètement détruit et les corps sans vie d'une dizaine de soldats allemands, dont quelques éclaireurs motocyclistes. Le bilan de ce premier engagement est assez maigre. Mais les Allemands ont reculé, et le bataillon polonais ne dénombre que quelques blessés légers. Il s'ensuit presque une heure de calme sans activité ennemie. Mais les Polonais s'attendent à ce que les Allemands attaquent de nouveau avec du renfort. C'est exactement ce qui se passe. Vers dix heures, les chars allemands réapparaissent au sommet de la côte et tirent.[780] Le feu est tellement nourri que les Polonais comprennent rapidement qu'ils sont l'objet d'un barrage d'artillerie de mortiers et de mitrailleuses. La violence des tirs est insoutenable, mais les chasseurs tiennent leurs positions et répliquent au canon, à la mitrailleuse et aux mortiers. Les premiers éléments polonais tombent, mais les Allemands essuient des pertes encore plus importantes. Il est midi lorsque les chars allemands toujours lourdement appuyés par l'artillerie avancent à moins de 500 mètres des positions polonaises. Malgré l'intensité du feu, les chasseurs du général Prugar-Ketling tiennent solidement leurs défenses. Ils en sont récompensés lorsque, distants d'à peine 300 mètres, ils arrosent littéralement de balles et d'obus les fantassins allemands qui ont eu l'audace de sortir de derrière les Panzer.[781] Le feu polonais à courte distance devient une véritable boucherie. La plupart des assaillants sont tués. Vers treize heures, le repli général dans un chaos indescriptible, puisque les Allemands ne prennent même pas la peine de refluer avec leurs blessés, est accompli. De nouveau, les soldats de la Whermacht sont derrière la côte qui leur sert d'abri depuis le matin. Du côté des Polonais, c'est l'enthousiasme général malgré le fait que beaucoup de chasseurs sont soit morts, soit blessés. Ceux qui ne sont plus en état de

[779] Idem.
[780] Id.
[781] L'expérience de la campagne de septembre 1939 en Pologne sert aux soldats du général Prugar-Ketling.

combattre sont évacués vers les postes sanitaires. Les heures passent sans qu'une troisième tentative d'attaque allemande n'ait lieu. Puis, vers vingt heures, le chef de bataillon responsable du secteur, reçoit l'ordre de décrocher. Le PC du général Prugar-Ketling ne souhaite plus défendre cette partie de la ville, qui est pourtant un endroit stratégique. Lorsqu'il demande confirmation, le commandant polonais s'entend dire qu'il lui faut se replier à dix kilomètres de là et abandonner Damprichard.[782] Le général Prugar-Ketling lui explique que les pertes sont trop lourdes et que malgré leurs deux succès de la journée, ils seront plus utiles ailleurs. Le général Prugar-Ketling sent-il que tout est perdu et qu'il faut sauver le maximum de ses hommes pour reprendre la lutte ailleurs ? Toujours est-il qu'au soir du 19 juin, Damprichard est en situation de ville ouverte. Durant cette même sanglante journée du 19, le second secteur de défense polonais, celui dit de « Bois Lemont » à environ cinq kilomètres de Damprichard, est l'objet d'une attaque allemande. Vers quinze heures, le quatrième régiment d'infanterie du colonel Cieskowski subit le feu d'une dizaine de chars Panzer II.[783] Comme ils le faisaient en Pologne, les fantassins allemands sont regroupés à l'abri derrière leurs chars. Ils attendent le moment propice pour prendre d'assaut les positions polonaises. C'est à « Bois Lemont » que va se produire l'un des épisodes les plus vaillants de la campagne des Forces polonaises en mai-juin 1940.

En effet, ne disposant d'aucun canon anti-chars, le quatrième RI du colonel Cieskowski ne parvient pas à contenir l'avancée des Panzers sur ses positions. Les blindés allemands arrivent vers seize heures à moins de 50 mètres des soldats polonais, qui commencent à accuser de lourdes pertes. C'est alors que l'adjudant Gieczewski prend une poignée d'hommes avec lui et, armé de mitrailleuses et de grenades torches, se faufile jusqu'aux chars allemands et les attaquent à bout portant. L'engagement dure plus de quinze minutes. Particulièrement surpris par l'audace extraordinaire de ce groupe de soldats polonais, l'avant-garde des Panzers opère un repli général avec tout de même deux canons de chars détruits à la grenade torche et une tourelle en feu. Les fantassins allemands accroupis derrière la deuxième vague de blindés ont reflué à plus de 500 mètres de là. Cette audace hors du commun de l'adjudant Gieczewski et de sa poignée d'hommes pourrait n'être qu'un acte visible uniquement dans un film hollywoodien, mais ce fut elle qui sauva la vie des hommes du quatrième RI. Alors qu'il tenait parfaitement ses positions avant un probable second assaut allemand à la faveur de la nuit ou pour le lendemain, le colonel Cieskowski reçut lui aussi l'ordre du PC de Prugar-Ketling de repli général.[784]

[782] Notes Jean Medrala.
[783] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).
[784] Notes Jean Medrala.

Enfin, au cours de ce 19 juin 1940, le troisième et dernier secteur défendu par les Polonais de la deuxième DIP fit lui aussi l'objet d'une attaque allemande. Le reste de la division Prugar-Ketling tenait la petite ville de Saint-Hippolyte. Vers dix heures du matin, la garnison polonaise repère des mouvements de troupes d'infanterie dans sa direction. Aussitôt, une embuscade est tendue au convoi allemand. Pris sous un feu précis et nourri, les Allemands se replient et tentent de contourner Saint-Hippolyte. Ils attaquent à revers quelques heures plus tard en tentant de franchir le Doubs, peu profond en cette saison. Aussitôt, le commandant de la garnison envoie deux escouades dont la mission est de faire sauter le pont de Soulce qui permet aux camions de passer et d'ouvrir les écluses de Vaufray, afin de faire rapidement monter le niveau de l'eau, empêchant le passage des troupes allemandes. Ce second exemple de l'audace polonaise est particulièrement récompensé, car les Allemands restent bloqués sur la rive Est du Doubs. Les quelques unités qui ont pu passer, sont prises à parties par les Polonais et abandonnent très vite le terrain.[785]

Cependant, de très nombreux renforts allemands arrivent en fin de matinée. A Maiche, près de Saint-Hippolyte, un convoi de blindés tente d'attaquer l'aile ouest du dispositif de protection de la ville. Les chars sont repoussés à l'aide de canons de 75 et de 47 mm. En une heure de combats, les deux sections polonaises défendant ce périmètre détruisent sept chars allemands et un canon tracté. L'offensive ennemie est de nouveau un échec. Mais vers douze heures, les Allemands déclenchent une très violente offensive sur Saint-Hippolyte. Appuyés par de l'artillerie lourde particulièrement précise, ils parviennent à détruire les dernières batteries anti-chars polonaises, avant de lancer un assaut d'infanterie vers treize heures. Saint-Hippolyte est livrée à d'intenses combats de rues qui font reculer les Polonais. Ceux-ci tiennent leurs positions jusqu'en début d'après-midi avant, devant une menace d'encerclement de plus en plus précise, de recevoir le troisième et dernier ordre de repli général du PC de Prugar-Ketling.[786] Le commandant de la division polonaise informe ses hommes qu'il leur faut se regrouper et passer en Suisse dans la nuit du 19 au 20 juin. Les rescapés de la deuxième DIP livrent un dernier combat pour l'honneur au Clos du Doubs et défilent une ultime fois devant le général Prugar-Ketling, avant de passer la frontière franco-suisse.[787] Ils étaient environ 40 % de l'effectif de départ à avoir pu quitter la France. Tous avaient montré que même utilisés comme couverture du repli des armées françaises, ils étaient de valeureux combattants très largement à la hauteur de leurs alliés français.

[785] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).
[786] Notes Jean Medrala.
[787] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).

Chapitre V

A°/ Les combats de Dieuze-Lagarde : l'illustration de la duperie française

Passé le choc de la démission du colonel Kedzior et l'ordre de montée en ligne près du front, la première division de grenadiers polonais reste dans le secteur de Lagarde-Mousseau. Les 16, 17 et 18 mai 1940, alors que la bataille de France fait rage, les grenadiers continuent leur travail de fortification et de construction de barrages d'eau. Malgré les gesticulations du général Duch et du haut commandement de l'armée polonaise auprès des Français, la première division d'infanterie polonaise n'a toujours pas l'intégralité du matériel et des armes qui lui sont dus.[788] Le général Duch et ses officiers commencent à comprendre qu'ils n'auront jamais ces armes et ces matériels, pourtant fondamentaux. Vers le 19 mai 1940, seule l'artillerie divisionnaire de la première division d'infanterie polonaise a à peu près le compte en canons et en obus.[789] Le 20 mai 1940, la division Duch attend toujours l'ordre de mise au combat. Cet ordre ne venant pas et les grenadiers étant dans l'inaction malgré les nouvelles distillées du front, le général Duch tente par tous les moyens de regonfler ses troupes, afin de les motiver au maximum. Les sentiments qui prédominent sont à la fois l'ennui et une certaine euphorie à l'idée de pouvoir de nouveau se confronter aux Allemands. Du 19 au 24 mai 1940, l'attentisme est de règle.

Puis, le 25 mai 1940, les choses commencent à bouger pour la division Duch. Le général Hubert donne l'ordre à la première division d'infanterie polonaise de faire mouvement en direction du secteur de Dieuze-Lagarde[790], (toujours près du canal Marne au Rhin). Ce léger mouvement de troupes marque une nouvelle étape pour les Polonais, signe que le baptême du feu n'est plus très loin. Néanmoins, la journée du 25 passe sans qu'il n'y ait d'Allemands en vue. Alors que nous sommes dans la première phase de la bataille de France et bien que la Whermacht et la Luftwaffe aient marqué des points face aux Français, les grenadiers polonais perdurent dans l'inaction.[791] Le 26 mai 1940, la totalité de la division Duch a exécuté le mouvement et est prête à faire face à la situation avec les moyens qu'on lui a donnés. Mais, toujours aucun ordre d'engagement ne parvient au poste de commandement. Cette situation de proximité du théâtre des opérations sans intervention se prolonge durant les cinq derniers jours du mois de mai 1940. Le général Duch, tout en étant lucide et conscient de l'état de faiblesse endémique de son unité par la faute des Français, accepte mal cet état d'inactivité.

[788] Entretiens Kalita, (5 mai 1997).
[789] Idem.
[790] Entretiens Kalita, (5 mai 1997).
[791] Entretien Mlot, (7 juillet 1997).

Mais Duch est un militaire de carrière et un ordre est un ordre. Il continue donc à observer du mieux qu'il peut le déroulement des opérations aéroterrestres, tout en demandant à ses hommes de continuer à s'entraîner par quelque moyen que ce soit.

Le mois de juin 1940 arrive et la première division d'infanterie polonaise, toujours stationnée dans le secteur de Dieuze-Lagarde, écoute les dernières nouvelles du front, qui ne sont pas bonnes. Du premier au 6 juin, les trois régiments d'infanterie accomplissent des manœuvres dans le secteur du Canal Marne au Rhin.[792] L'objectif principal est d'anticiper le combat à venir, en essayant de détecter les forces et les faiblesses de la division Duch. Ces manœuvres comportent des simulations d'attaques par des Polonais jouant le rôle des Allemands. Ils ne peuvent venir de l'autre rive du Canal Marne au Rhin, car ils n'ont pas de canots à moteur. Ils n'ont trouvé que quelques barques, dont certaines, prennent l'eau. Les manœuvres se font donc dans la forêt et ne reflètent pas la réalité du danger à venir. Car, si attaque ennemie il y a, elle ne peut, en ce début du mois de juin 1940, venir que de la rive orientale du Canal Marne au Rhin. De plus, le manque d'embarcations à moteur pour les Polonais les amène obligatoirement à des combats défensifs. Le général Duch en est pleinement conscient et prépare ses unités à la défense, plutôt qu'à l'attaque. Ainsi, les Français paraissent avoir décidé depuis longtemps que les unités de l'armée polonaise en France ne seraient que des unités de défense. C'est sans doute l'une des raisons qui ont fait que la première division d'infanterie polonaise, la deuxième division de chasseurs polonais et la brigade Maczek n'avaient pas perçu tout au long de ces mois l'intégralité de ce qui leur revenait en armes et en matériels. Les Français ne l'avaient jamais dit ouvertement, mais la marche des événements le montrait. Les Polonais avaient-ils été dupés par les Français ? La question était dès lors posée. Le peu d'empressement dont faisait montre le général Hubert à engager la division Duch, alors que les nouvelles du front étaient chaque jour plus dramatiques, allait aussi dans ce sens.[793] A quoi servaient les grenadiers polonais si on les mettait constamment en réserve, alors que la situation française sur le théâtre des opérations ne cessait de se dégrader ?

Le 7 juin 1940, le compte-rendu des manœuvres polono-polonaises avait indiqué des faiblesses du dispositif polonais sur le flanc gauche de la division et dans la puissance de la contre-attaque.[794] Ces défauts étaient en grande partie imputables aux manques en dotation, qui handicapaient lourdement la division Duch. Cependant, il y avait aussi des faiblesses structurelles et des points à revoir au niveau de la tactique de combat utilisée par les Polonais.

[792] Entretiens Kalita, (5 mai 1997).
[793] Notes Jean Medrala.
[794] Entretiens Kalita, (5 mai 1997).

Les commandants d'unité furent invités à se pencher sur la question et à faire des propositions, afin d'améliorer le dispositif polonais.[795] Alors que l'infanterie avait achevé ses manœuvres, ce fut au tour des deux régiments d'artillerie et d'artillerie lourde d'exécuter des mouvements d'entraînement. Très peu d'obus furent tirés, faute de réserve suffisante, mais ce qui importait le plus, était de faire le point sur la mobilité et la rapidité de déplacement des régiments d'artillerie. Les manoeuvres durèrent quatre jours, du 7 juin au 11 juin 1940.[796] Le débriefing, le 11 juin au soir, montrait une bonne efficacité des tractages hippomobiles et une bonne vitesse de redéploiement. Le général Duch pouvait légitimement être satisfait de ce qu'avaient montré ses artilleurs et ceux qui les accompagnaient : les ouvriers d'artillerie. Il restait à mettre en pratique tout ce qu'avaient fait les grenadiers et les artilleurs polonais depuis plus de quatre mois. Le baptême du feu n'était plus qu'une question de jours.

Le 13 juin 1940, le général Duch reçoit l'ordre de tenir ses hommes prêts à un engagement contre l'ennemi.[797] La situation des armées françaises est désastreuse, les différentes unités qui composent le 45e corps d'armée du général Hubert refluent de toutes parts. La défaite paraît de plus en plus probable. Les Polonais ont compris qu'ils n'étaient pas destinés aux combats franco-allemands, mais à servir de couverture à l'armée française en débandade et à protéger sa retraite. C'est une sale besogne qui prouve que les Français n'ont pas « joué le jeu » de l'esprit des accords du 4 janvier 1940.

Le « grand jour » a lieu le 14 juin 1940. Le général Hubert donne l'ordre à la première division de grenadiers polonais de faire mouvement dans le secteur de la Sarre.[798] La Sarre est une rivière qui naît en France dans le massif du Donon (Bas-Rhin). Elle coule sur 246 kilomètres, passant par Sarrebourg, Sarreguemines, allant en Allemagne à Sarrebruck en se jetant dans la Moselle. Elle a donné son nom à la région allemande de la Sarre. La division Duch opère le mouvement dans la matinée du 14 juin. Le poste de commandement de la division attend les ordres pour se mettre en position. Les ordres sont les suivants : l'artillerie lourde de la première division d'infanterie polonaise doit passer à l'action et appuyer les régiments français qui sont aux prises avec l'artillerie allemande. Les douze canons de 203 mm crachent leurs obus sur des positions ennemies situées à une dizaine de kilomètres de là.[799] Il est difficile d'évaluer l'efficacité des tirs polonais, étant donné l'absence d'avion de reconnaissance dans le secteur et aussi le fait que les Polonais tirent avec les Français sur les

[795] Idem.
[796] Entretiens Kalita, (5 mai 1997).
[797] SHAT, dossier 32 N 503.
[798] Entretiens Kalita, (5 mai 1997).
[799] Entretiens Kalita, (5 mai 1997).

mêmes cibles. Pendant plus de deux heures, le 201e régiment d'artillerie lourde polonaise lâche à intervalles réguliers ses salves d'obus. Curieusement, il n'y a pas encore de tirs de contre-batterie allemands. Pourtant, depuis deux heures que les Polonais tirent sans discontinuer, les Allemands auraient eu tout le temps de repérer les positions et d'effectuer de puissants tirs pouvant infliger de lourdes pertes aux Polonais. A ce moment-là, vers midi, ce n'est toujours pas le cas. En début d'après-midi, le colonel Brzeszczynski, chef de corps du 101e régiment d'artillerie polonaise, reçoit l'ordre d'effectuer des tirs sur les mêmes positions pilonnées par le 201e régiment d'artillerie lourde polonaise. Il prend en quelque sorte le relais du régiment du colonel Onacewicz.[800]

Pendant ce temps, les trois régiments d'infanterie, ainsi que la 14e compagnie divisionnaire anti-chars du commandant Kozior et la 10e batterie divisionnaire anti-chars du deuxième régiment d'artillerie lourde, sont en retrait, à deux kilomètres au Sud.[801] Ils entendent distinctement les tirs de leurs compatriotes et ceux des Français. Les franco-polonais tirent certainement sur une concentration de blindés et de troupes allemandes, car la réponse de ceux-ci se fait attendre. Cependant, vers treize heures, des obus ennemis tombent à quelques centaines de mètres des positions polonaises. Est-ce un tir de réglage de l'artillerie allemande ou la réponse de Panzer, qui commencent à accuser des pertes ? Vu l'imprécision des tirs, il se pourrait que ce soit des chars allemands appuyés par des mortiers de 120 mm. Des tirs d'artillerie auraient été bien plus précis.

En fin d'après-midi, les deux régiments d'artillerie polonaise cessent leurs tirs. Ils n'ont subi aucune perte, mais ne savent pas si leurs tirs ont fait mouche sur les positions allemandes. Les autres unités de la première division de grenadiers polonais attendent toujours l'arme au pied l'ordre de monter en première ligne. La nuit du 14 au 15 juin 1940 est relativement calme, même si l'on entend des coups de canon au loin. Il n'y a rien à signaler dans le secteur polonais.[802] Le 15 juin, de nouveau le général Duch reçoit l'ordre de faire entrer en action les canons des 101e et 201e régiments d'artillerie polonaise. Cette fois, les tirs sont effectués à une distance moins importante que la veille. C'est certainement le signe que les choses vont mal. Les unités qui sont la cible des Polonais semblent s'être dangereusement rapprochées des lignes franco-polonaises. Sans visibilité par une aviation de renseignement qui leur soit propre, les Polonais règlent leurs tirs selon les coordonnées fournies par les Français. Les tirs sont réglés pour une distance d'environ cinq kilomètres.

---

[800] Idem.
[801] Id.
[802] Entretiens Kalita, (5 mai 1997).

Il n'a pas été possible là non plus de déterminer avec précision quelle était la cible des Polonais. Beaucoup d'éléments amènent à penser que les Polonais tiraient sur une concentration de troupes allemandes préparant une attaque. L'artillerie de la première division d'infanterie polonaise pilonne l'ennemi une grande partie de la matinée du 15, puis fait une pause de quelques heures. En début d'après-midi, de nouveau, elle entre en action, jusques vers 17 heures. Il n'y a pas de tirs de contre-batterie allemands significatifs.[803]

Le lendemain 16 juin marque l'entrée en ligne des fantassins des trois régiments d'infanterie, plus la 14e compagnie anti-chars.[804] Alors que les fantassins sont au contact des soldats allemands qui, malgré les puissants tirs de canons franco-polonais sont parvenus à la vue des lignes alliées, les hommes du commandant Kozior sont envoyés à cinq kilomètres de Lagarde-Mousseau vers la petite ville de Xüsse. A onze heures, ils sont sur place et mettent leurs canons anti-chars en batterie.[805] Des éléments blindés ennemis ont été signalés par les Français. Les grenadiers anti-chars attendent environ une heure sans rien apercevoir. Puis, au loin, des grondements furtifs se font entendre. Plus les minutes s'égrènent et plus le bruit devient audible. Les visages des hommes de la 14e compagnie divisionnaire anti-chars se figent : ces bruits sont ceux d'une unité de chars ! Cette fois, l'heure de vérité approche. Tout ce que les canonniers ont appris jusqu'alors va servir.

Les chefs de section regardent les chars avancer sur eux avec des jumelles. Les ordres de prêt à tirer sont donnés. Les chars sont à 300 mètres des Polonais, puis à 200 mètres, quand soudain, le chef de section donne l'ordre de ne plus tirer. Ses hommes le voient sortir des fourrés et accourir au devant des chars ennemis.[806] Quelques secondes plus tard, les canonniers comprennent à la vue des uniformes des tankistes, qu'ils ont failli tirer sur des chars français ! Ceux-ci n'avaient rien à faire dans le secteur et surtout, ils roulaient dans le sens opposé à la bataille. Le capitaine du peloton de chars Renault français expliqua qu'il se dirigeait vers Xüsse pour y chercher de nouveaux ordres. Il devait sans doute avoir été coupé du reste de son régiment et voulait reprendre contact avec ses chefs. Les tankistes français avaient eu chaud et grâce à la vigilance du chef de section polonaise, ils avaient échappé à des tirs qui auraient sans doute été très meurtriers. Deux heures plus tard, le poste de commandement de la division Duch envoyait deux estafettes, (soldats chargés des liaisons entre les unités et le quartier général de la division), délivrant l'ordre de décrocher de leurs positions pour se diriger vers le Canal Marne au Rhin. Les fantassins polonais sont en train de

[803] Entretien Mlot, (7 juillet 1997).
[804] Entretiens Kalita, (5 mai 1997).
[805] Entretiens Kalita, (5 mai 1997).
[806] Idem.

livrer de sanglants combats dans le secteur de Lagarde-Mousseau. Les Allemands ont attaqué par petites unités de type commando et ont été repoussés par les grenadiers polonais.[807] A quelques centaines de mètres de là, les positions polonaises ont subi un véritable déluge de fer et de feu. L'artillerie allemande s'est concentrée sur des unités de la 14e compagnie anti-chars restées sur place pour appuyer les fantassins. La section du sous-lieutenant Postula a été anéantie à 90 % par la puissance des obus allemands.[808] Près de ce qui reste de la position polonaise, une section d'infanterie, a, elle aussi, été décimée par les tirs allemands. La Whermacht avait eu à déplorer beaucoup de pertes à l'occasion des premiers affrontements avec les grenadiers polonais, le long du Canal Marne au Rhin. Ils avaient sans doute tiré les leçons en demandant à leur artillerie de pilonner massivement les positions polonaises, avant de monter à l'assaut. La puissance de feu des canons allemands était supérieure à celle des Polonais et même des Français dans le secteur de Lagarde-Mousseau. L'intensité de l'attaque d'artillerie avait été telle que certaines sections polonaises étaient entièrement décimées, malgré la construction d'abris et de fortifications. Même avec leur puissant appui, les fantassins allemands avaient été repoussés par les grenadiers polonais dans la forêt de Dieuze-Lagarde. Le soir du 16 juin 1940, les pertes polonaises sont tout de même très importantes. De plus, les sections envoyées en reconnaissance, aperçoivent d'importants mouvements de troupes allemandes, qui annoncent un regroupement et un renforcement des effectifs.[809]

La nuit du 16 au 17 juin est assez calme. Chacun s'observe et de nombreuses patrouilles de grenadiers polonais sont diligentées le long du Canal Marne au Rhin. L'aube du 17 juin 1940 marque l'arrivée de nouveaux renforts allemands, qui se massent de l'autre côté du canal. Des duels d'artillerie ont lieu, qui marquent une fois encore la suprématie numérique des Allemands. Des combats sporadiques sont livrés en de nombreux points du secteur Dieuze-Lagarde-Mousseau. Les grenadiers polonais repoussent une fois encore ces assauts.[810] Mais le plus dur est à venir. Après une après-midi d'accalmie, l'assaut final a commencé. Cette fois, les Allemands du 499e régiment d'infanterie traversent massivement le Canal Marne au Rhin.[811] Ils sont en surnombre. Beaucoup d'anciens combattants polonais pensent qu'ils étaient à un contre deux. Passé le premier choc, les grenadiers polonais reculent pour mieux se regrouper et lancent vers minuit une violente contre-attaque. Aux cris de : « Pour Varsovie » ou « Pour la Pologne », ils chargent à la baïonnette contre des fantassins allemands surpris par

[807] Entretien Mlot, (7 juillet 1997).
[808] Entretiens Kalita, (5 mai 1997).
[809] Idem.
[810] Id.
[811] Notes Jean Medrala.

une telle furie.[812] Après moins d'une heure de contre-attaque, les soldats de la Whermacht rembarquent dans un chaos indescriptible sur leurs canots à moteur. Ils laissent dans la forêt et dans le canal Marne au Rhin de très nombreux morts.

Le lendemain 18 juin 1940, les lignes françaises ont été enfoncées dans le secteur Altwiller-Lening par des unités de la première armée allemande du général Witzleben et les Français reculent dans la précipitation. Le général Duch reçoit l'ordre d'opposer ses unités à la déferlante allemande pour protéger le repli des unités françaises. Nous arrivons au nœud gordien de la coopération militaire franco-polonaise. Car, alors que ce sont les unités les moins bien équipées de toutes les forces alliées, les Polonais ont la mission-suicide de retarder l'avance allemande dans leur secteur, afin de permettre un repli général des armées françaises. Le général Duch, comme nombre de ses pairs généraux polonais et de leurs hommes, ont compris qu'ils ont été dupés par les Français.[813] Mais il choisit d'assumer et le 18 juin, les Polonais livrent une dernière contre-attaque, avant de se replier le soir à trois kilomètres du secteur Dieuze-Lagarde. Le 499e régiment d'infanterie allemand a essuyé de nouveau de lourdes pertes, mais l'arrivée massive de renforts ne permet plus aux Polonais de tenir leurs positions. Le 19 et le 20 juin 1940, tout en se repliant, les grenadiers de la première division d'infanterie polonaise, livrent de furieux combats de retardement, alors que dans leur nouveau secteur, plus aucune unité française ne poursuit le combat. Le 21 juin 1940, vers neuf heures du matin, le général Duch décide de ne plus obéir aux ordres de l'Etat-major français. Il se soustrait à l'autorité française et donne l'ordre « 4444 ».[814] Ce code signifie que la division doit se dissoudre, ne pas se rendre à l'ennemi et poursuivre ailleurs et par tous les moyens le combat. Les rescapés doivent détruire leurs armes et leurs canons, faire sauter les munitions et chacun a ordre d'échapper par tous les moyens aux armées allemandes. Beaucoup des rescapés, (le bilan est de près de 900 morts polonais et de plus de mille blessés), traversent la France en direction du Sud et de l'Ouest, pour s'embarquer vers la Grande-Bretagne et un grand nombre parviennent aussi en Suisse, où ils sont internés.[815] Malgré cet ordre « 4444 », près de 5 000 grenadiers sont faits prisonniers par les Allemands.[816]

Le général Duch parvient avec une grande partie de son Etat-major à passer clandestinement en Angleterre, entre le 22 et le 23 juin 1940. Le bilan des pertes totales est très lourd pour les Polonais de la division Duch, mais c'est surtout cette deuxième défaite de l'alliance franco-

[812] Idem.
[813] Cette fois, ils en avaient la preuve tangible.
[814] Entretiens Kalita, (5 mai 1997).
[815] Idem.
[816] Id.

polonaise qui est la plus dure à avaler. La première défaite datait de septembre 1939, lorsque les Français et les Britanniques avaient laissé la Pologne se faire attaquer. La seconde défaite était celle de ces longs mois de création de l'armée polonaise en France, où, malgré toute leur motivation et leur envie d'en découdre, les Polonais avaient été dédaignés par les autorités françaises, même parfois méprisés.

Non seulement ils étaient sous-équipés, mais en plus, on les avait appelés au combat à la dernière minute et pour servir de protection au repli général de l'armée française. Mais une bonne moitié des grenadiers avaient soif de revanche et cette seconde défaite en neuf mois, n'avait pas, à l'image du général Duch, entamé leur désir de continuer la lutte en Grande-Bretagne. Pour eux, la Pologne devait d'une manière ou d'une autre continuer à vivre et à se battre.

B°/ Armée de Terre polonaise : que sont-ils devenus à la débâcle ?

Le gouvernement Sikorski quitte la France le 18 juin 1940. Le général a obtenu des assurances du gouvernement britannique de pouvoir continuer à Londres l'existence de la République Polonaise en exil et la poursuite de la guerre contre l'Allemagne nazie.[817] Il donne l'ordre dès le 19 juin 1940 vers midi à toutes les divisions terrestres polonaises se trouvant sur le territoire français de gagner les ports du sud de la France, pour embarquer à destination du Royaume-Uni ou de tenter de passer en Suisse.[818] Il leur ordonne de ne pas capituler et, le cas échéant, de tout faire pour briser un éventuel encerclement. Dans ce message diffusé par radio aux PC des unités polonaises, il réaffirme que la Pologne en exil continue totalement le combat aux côtés des Britanniques. Le but est de pouvoir récupérer un maximum de militaires polonais de tous les grades, afin de réorganiser en Angleterre une armée comparable à celle créée en France. Le nombre de ressortissants polonais installés en Grande-Bretagne est très inférieur à celui de la France. Sans un apport massif des membres des première, seconde et troisième DIP, de la dixième brigade blindée, de la brigade des chasseurs du Podhale et de volontaires polonais pour l'émigration en Grande-Bretagne et la poursuite du combat, le général Sikorski n'a pas les moyens de reconstituer une armée de 100 000 hommes. Il souhaite œuvrer dans ce sens et déploie dès son arrivée à Londres de très nombreux efforts pour obtenir le concours matériel et financier du gouvernement britannique. Aussi, les ordres de ne plus combattre aux côtés des Français sont formels et les généraux commandant les divisions sont personnellement responsables devant lui de la bonne exécution de ses ordres.

[817] www.answers.com (Polish generals : general Sikorski).
[818] Idem.

La première division de grenadiers polonais (ou première division d'infanterie polonaise ou division Duch)

Le général Duch reçoit l'ordre émanant de Londres le 19 juin 1940 vers midi au PC de sa division. C'est un véritable dilemme pour lui. D'un côté, il doit exécuter les ordres de son chef, le général Sikorski, et, de l'autre, il ne peut se résoudre à désobéir au général Hubert commandant le vingtième corps d'armée, qui a besoin de ses hommes pour tenir le secteur de Baccarat.[819]

Duch cherche à établir un contact radio ou télégraphique avec le gouvernement Sikorski. Après plusieurs tentatives sans succès, il réunit son Etat-major, afin d'exposer à ses officiers supérieurs ce qu'il compte faire. Tous connaissent la teneur du dernier message du GQG de l'armée polonaise réfugié à Londres. Duch a le plus grand mal à adopter une attitude.[820] Pourtant le temps presse et l'encerclement du vingtième corps d'armée a commencé. Duch est dorénavant seul devant une décision engageant l'avenir des militaires placés sous son commandement et le sien. Face à une telle pression, il annonce à ses officiers d'Etat-major qu'il va se rendre dans la soirée au QG du général Hubert, pour lui demander de retirer du front sa division et de recouvrer la liberté d'action pour ses hommes et lui-même, afin de satisfaire aux ordres de Sikorski. En se rendant directement auprès du général Hubert, Duch est quasiment certain que le commandant du vingtième corps d'armée lui opposera un refus. Mais, au moins, les choses seront claires.

Dans la soirée, le général Hubert confirme au général Duch qu'il ne peut accepter cette requête, d'autant plus qu'il ne dispose d'aucune division susceptible de remplacer la première DIP. Duch retourne à son PC toujours dubitatif sur la décision à prendre. Mais, tard dans la soirée, il reçoit des nouvelles très inquiétantes du front. En effet, on l'informe que l'ensemble des troupes franco-polonaises engagées en Lorraine est quasiment totalement encerclé.[821] Il adresse sur-le-champ un courrier au général Hubert renouvelant sa requête et ajoutant qu'en cas de capitulation française, il demande que les troupes polonaises reçoivent un traitement identique aux troupes françaises en captivité.[822] Le 20 juin vers seize heures, le général Duch dont les hommes continuent à se battre, reçoit la réponse du général Hubert. Celui-ci accepte de remplacer la première DIP par une unité française, mais ne peut garantir l'égalité de

[819] Entretiens Kalita, (22 mai 1997).
[820] Notes Jean Medrala.
[821] Notes Jean Medrala.
[822] Idem.

traitements pour les soldats polonais en cas de captivité. Le général Duch prend alors sa décision, il décide de poursuivre le combat avec les unités restantes et, lorsque la situation sera vraiment sans issue, il décidera du moment de la dispersion de sa division.

Ce moment arrive le lendemain 21 juin 1940 à neuf heures. Devant l'extrême avance allemande, il donne l'ordre de détruire les armements et de se disperser par petits groupes. Il n'y eut que trois possibilités qui se présentèrent aux soldats polonais : traverser la France pour le sud (Marseille en général), afin d'embarquer pour l'Angleterre. Parvenir à franchir la frontière franco-suisse. Et, enfin, la plus mauvaise et celle qui advint pour environ 40 % de l'effectif : la captivité. A peine 10 % de ceux qui échappèrent aux armées allemandes réussit à passer en Suisse. Le reste traversa par petits groupes la France en direction de Marseille. Le but pour ces groupes était en premier lieu de trouver des vêtements civils. Ceux qui ne parvenaient pas à en acheter ou à s'en procurer d'une façon ou d'une autre, durent « civiliser » au maximum leur uniforme. C'était une question de sécurité, car dans le secteur lorrain, les Allemands étaient à présent de partout. Les forêts étaient des endroits de passage idéaux, car très discrètes. Beaucoup de ces soldats étaient arrivés en France par le port de Marseille et ils allaient en repartir après une nouvelle épreuve de défaite. Le moral des troupes en avait pris un coup, mais les grenadiers tenaient bon et, surtout, ils faisaient preuve d'une abnégation forçant l'admiration.[823]

A présent que tous savaient que le gouvernement Sikorski poursuivait la lutte à Londres et souhaitait au plus tôt reconstituer une armée en terre étrangère, leur but était de franchir tous les obstacles pour parvenir à remettre en formation cette armée polonaise. Une majorité de ces hommes avait traversé l'Europe centrale à la fin de l'année 1939 pour rejoindre la France. Ils avaient donc acquis une certaine expérience de la vie en clandestinité. Peu d'entre eux tombèrent entre les mains des Allemands jusqu'à la zone libre. Les gendarmes français pris eux aussi dans la tourmente n'interpellaient quasiment jamais les militaires polonais. Si bien qu'au tout début du mois de juillet 1940, environ 80 % des grenadiers ayant pu quitter le théâtre des opérations pour le sud de la France, étaient à Marseille.[824]

Ils embarquèrent sur tous les bateaux qu'ils purent trouver à destination soit de Liverpool, soit de Plymouth. Il semble qu'aucun n'ait rejoint l'Afrique du Nord française, ni Gibraltar. Marseille fut donc pour les rescapés de la première division de grenadiers polonais du général Duch le point de passage essentiel vers la Grande-Bretagne. Duch lui-même passa par Marseille pour rejoindre l'Angleterre.

[823] Entretiens Kalita, (22 mai 1997).
[824] Idem.

La deuxième division d'infanterie polonaise (ou division Prugar-Ketling ou seconde division de chasseurs à pied)

La deuxième division de chasseurs à pied (ou seconde division d'infanterie polonaise) commandée par le général Prugar-Ketling se trouve près de la frontière suisse lorsque le principe de rejoindre ce pays est adopté le 18 juin 1940 par son commandant.[825] Dépendant du 45e corps d'armée du général Daille, la seconde DIP mène des combats de retardement à Saint Hyppolyte, Damprichard et le clos du Doubs. A la différence du général Duch, le général Prugar-Ketling ne prend pas soin de demander l'autorisation de quitter sa position au général Daille.[826] Il a reçu de l'ambassadeur polonais à Berne des instructions fermes selon lesquelles il doit impérativement franchir la frontière suisse avant la signature d'un armistice franco-allemand.[827] Si tel n'est pas le cas, il s'expose au risque que les autorités helvétiques ferment la frontière. Prugar-Ketling ne tergiverse pas. Il informe son Etat-major de sa décision de passer en Suisse avec le maximum des hommes de sa division le 18 juin au soir.[828] Il prendra soin d'informer le PC du général Daille, lorsque ses soldats auront commencé leur mouvement vers la frontière. Le lendemain 19 juin 1940 au cours de l'après-midi, après avoir procédé à la transmission de l'ordre à toutes les unités pouvant être encore touchées par radio ou soldats de liaison, le général Prugar-Ketling tente de faire rassembler le maximum de ses troupes.[829] Après destruction du matériel et des rares munitions encore en leur possession, les chasseurs à pied passent la frontière franco-suisse à partir de 19 heures, jusque très tard dans la nuit du 19 au 20 juin. Dans un ordre impeccable, ils remettent leurs armes individuelles aux militaires suisses et sont conduits dans des baraquements dans le canton de Neufchâtel.[830] La presque totalité des militaires de la deuxième DIP (dont Prugar-Ketling) resta en Suisse tout au long de la guerre. Seule une infime part quitta ce pays pour rejoindre le nouveau pays défenseur de la liberté : la Grande-Bretagne. Les Suisses utilisèrent de façon intensive les ex-chasseurs à pied polonais, notamment pour la construction de routes, de tunnels (plusieurs mois sur le tunnel du Simplon pour des travaux de réfection) et dans des forêts comme bûcherons. Pour eux, la guerre était définitivement terminée.

---

[825] Gazeta Beskid (www.beskid.com), division Prugar-Ketling.
[826] Idem.
[827] Notes Jean Medrala.
[828] Entretien Zalinski, (8 mars 1997).
[829] Idem.
[830] Id.

La troisième division d'infanterie polonaise

La troisième division d'infanterie polonaise commandée par le colonel Zieleniewski n'avait pas achevé sa formation. Elle reçut le 18 juin au matin l'ordre d'évacuer en direction du sud de la Loire.[831] Elle fut placée sous le commandement supérieur du général Faury. A marche forcée, la troisième DIP arrive à Redon le 19 juin à l'aube. Elle doit s'y reposer pour continuer à marcher de nuit. Malheureusement, les nouvelles ne sont pas bonnes, car Nantes est occupée par les Allemands et le dernier pont enjambant la Loire a été pris par la Whermacht.[832] Il reste encore Saint-Nazaire et son port pour embarquer pour l'Angleterre. Le colonel Zieleniewski s'y rend en voiture pour préparer l'arrivée de ses soldats. Reçu par l'Amiral Rioult qui commande la place d'armes, le colonel Zieleniewski se voit opposer une fin de non recevoir.[833] L'amiral français lui dit qu'il n'a aucun bateau pour la troisième DIP et qu'en plus, il lui interdit formellement d'entrer dans Saint Nazaire. Dans la nuit du 19 au 20 juin 1940, le commandant de la troisième DIP devant l'impossibilité d'aller plus loin, donne l'ordre de dissoudre la division. De petits groupes de cinq à dix hommes sont formés et doivent par leurs propres moyens passer la Loire ou rejoindre les ports les plus proches. Nous ne disposons pas de chiffres précis concernant le nombre d'ex-soldats de la troisième DIP qui parvinrent à La Turballe, l'Ile d'Yeu, Le Croisic et aux Sables d'Olonne pour embarquer. En tous les cas, on peut estimer à plus de 5 000 les Polonais évacués soit par des pêcheurs et des thoniers français vers Saint Jean de Luz (pour y être ré-embarqués vers le Royaume-Uni), soit par les cinq contre-torpilleurs britanniques chargés de rapatrier des blessés anglais de La Turballe et qui emmenèrent avec eux près de 3 000 Polonais le 20 juin en soirée.[834] Dans ces ports, il y avait non seulement les rescapés de la troisième DIP, mais aussi d'autres Polonais venant des centres d'instruction de Granville et de Coëtquidan et non encore incorporés dans leurs régiments. On peut raisonnablement estimer à environ 70 % les hommes de la troisième DIP qui purent gagner l'Angleterre. Les 30 % restants furent, soit capturés en voulant gagner le sud de la Loire et les ports du Pays-Basque, soit demandèrent aux autorités françaises à être démobilisés pour rester en France. Une minorité parvint à Saint Jean de Luz et embarqua sur des bateaux pour l'Angleterre (ils ne furent sans doute pas plus d'une cinquantaine). Quelques cas isolés cherchèrent aussi à traverser l'Espagne pour Gibraltar. La troisième DIP n'avait pas eu le temps de prendre sa véritable part aux combats, mais elle avait réussi (grâce notamment au général français Faury) son évacuation sur le Royaume-Uni.

[831] SHAT, dossier 32 N 503 (compte-rendu de l'évacuation des troupes polonaises par le général Faury).
[832] Idem.
[833] Id.
[834] Id.

La première brigade de chasseurs du Podhale (ou première brigade du Nord)

Commandée par le général Bohusz-Szysko, elle doit sur ordre du GQG franco-britannique évacuer Narvik à partir du premier juin 1940. Arrivés le 12 juin au Royaume-Uni dans le port de Gourock, une partie de la brigade est ré-embarquée le 13 juin après que les soldats anglais aient débarqué.[835] Le 14 juin, en fin de soirée, le convoi s'ébroue en direction de Brest. Tandis qu'un second convoi avait quitté le port de Greenock le 13 juin, l'intégralité des soldats de la brigade de chasseurs du Podhale faisait route vers la France où la situation était déjà très compromise. Le 15 juin à Brest et le 16 juin à Lorient, l'effectif de la brigade polonaise retrouve le sol de France.[836] Le général Bohusz-Szysko reçoit l'ordre de mener ses hommes sur une ligne Couesnon-Antrain, afin de bloquer le passage des divisions de Rommel. Mais le 18 juin 1940, il reçoit l'ordre de son gouvernement réfugié à Londres de quitter ses positions et d'embarquer à Brest à destination de Plymouth en Grande-Bretagne.[837] Le général français Béthouart qui commandait l'expédition de Narvik est du voyage. Le 19 juin, en fin d'après-midi, le « Meknès » bâtiment utilisé par les Polonais (avec aussi des Français désireux de quitter le territoire métropolitain) arrive à Plymouth. Il repart le lendemain pour Southampton où les chasseurs du Podhale débarquent. Le 22 juin, les Polonais prennent le chemin de fer en direction de Trentham-Camp, où ils sont logés avec les Français du général Béthouart. Celui-ci leur propose de le suivre en Afrique du Nord, où il pense pouvoir continuer la lutte.[838] Mais le général Bohusz-Szysko souhaite exécuter les ordres de son gouvernement qui sont de poursuivre le combat aux côtés des Britanniques. Ainsi, quelques chasseurs polonais s'engagèrent auprès des troupes du général De Gaulle, mais plus de 90 % d'entre eux continuèrent la guerre dans les unités constituées par le gouvernement Sikorski de Londres (en tout, 225 000 hommes firent partie de cette nouvelle armée polonaise à la fin de la guerre) dans le cadre des Forces armées polonaises, sous le commandement intégré de l'armée britannique. Bohusz-Szysko n'avait pas tergiversé comme le général Duch. Il fallait appliquer les ordres de son gouvernement à la lettre. Il pensait comme le général Prugar-Ketling que les Polonais avaient largement rempli leur contrat auprès de leurs alliés français. Il restait l'inconnue de la création d'une nouvelle armée polonaise sur les décombres de celle qui avait participé à la bataille de France. Y aurait-il une nouvelle désillusion avec les Britanniques ressemblant à celle connue par beaucoup d'unités polonaises avec les Français ?

[835] Notes Jean Medrala.
[836] Gazeta Beskid (brigade du Podhale).
[837] Gazeta Beskid (brigade du Podhale).
[838] Notes Jean Medrala.

La dixième brigade blindée du général Maczek

Engagée à Montbard, la brigade livre de furieux combats mais après avoir essuyé de lourdes pertes, le général Maczek donne l'ordre à ses hommes de se regrouper au bois Thoureau.[839] Les rescapés ont pour mission le 17 juin dans la soirée de partir à pied pour forcer les lignes ennemies et sortir de la zone des combats. On ne sait pas si Maczek reçut l'ordre du général Sikorski, étant donné que le 18 juin son unité était dispersée en petits groupes. Mais son but ultime était de faire passer le maximum de ses hommes vers l'Angleterre.[840] A la différence de Duch et même de Prugar-Ketling, le général Maczek n'a, semble t-il, ni demandé l'autorisation au commandant du VIIe corps d'armée de dissoudre sa brigade, ni même informé celui-ci de cette dissolution. Il y a donc trois attitudes différentes suivant trois généraux aux caractères et aux modes d'actions dissemblables les uns des autres. D'un côté, le général Duch qui applique à la lettre son règlement militaire en demandant l'autorisation de dissoudre son unité, puis en s'obligeant à prévenir son supérieur français lorsque celle-ci est dissoute. D'un autre côté, le général Prugar-Ketling qui ne demande pas d'autorisation, mais qui prend quand même soin d'informer le général Daille de la dissolution de sa division. Puis, enfin, le général Maczek qui ne fait rien de tout cela. Il faut cependant préciser que Maczek est, à la date du 18 juin 1940, le plus isolé géographiquement (et sur le plan des liaisons radios) des trois généraux polonais. Cela ne facilite pas l'échange d'informations ou d'ordres entre le PC du septième corps d'armée et la brigade polonaise. Cependant, considérant le caractère indépendant et impétueux du général Maczek, il est fort probable que même s'il avait été en mesure de demander l'autorisation ou d'informer son commandant français, il ne l'aurait, au vu de la situation d'urgence, sans doute, pas fait. Maczek avait aussi des qualités de pragmatisme et de volonté d'épargner au maximum la vie de ses hommes.[841]

Lors du rassemblement de Thoureau, Maczek n'est pas avare en conseils et même en préventions vis-à-vis de ses subordonnés. Malheureusement, on peut chiffrer à plus de 60 % les soldats sous-officiers et officiers du général Maczek qui sont faits prisonniers, soit tout de suite, soit en forçant le passage vers la zone libre.[842] Le général lui-même échappe de justesse aux Allemands, avant de pouvoir prendre un bateau, sans doute à Marseille pour l'Angleterre. La majorité des soldats de la dixième brigade blindée qui purent rejoindre la Grande-Bretagne passèrent par le port de Marseille. Un grand nombre de petits groupes de cinq à dix hommes firent halte à Lyon où le consulat les aida en argent et habits civils. Certains purent avec cet

[839] Capitaine Duda (brigade Maczek).
[840] Capitaine Duda (brigade Maczek).
[841] D'où son surnom « Baca » déjà évoqué.
[842] Notes Jean Medrala.

argent prendre le train pour Marseille. D'autres moins fortunés ou moins économes furent obligés de franchir à pied les centaines de kilomètres séparant Thoureau du sud de la France.[843] Nous n'avons pas de documents sur les types de navires qu'empruntèrent les hommes de Maczek pour rejoindre le Royaume-Uni. Mais, tout porte à croire que certains (plus d'une centaine) rejoignirent des groupes d'aviateurs polonais en partance depuis le port de Marseille. Il apparaît assez certain que quasiment aucun tankiste polonais ne rejoignit l'Afrique du Nord française ni (sauf escale technique du navire) le rocher de Gibraltar. Le général Maczek avait bien martelé à ses hommes que l'objectif numéro un était de rejoindre la Grande-Bretagne et rien d'autre. C'est d'ailleurs dans ce pays qu'il se vit confier quelques mois plus tard le commandement non plus, d'une brigade, mais d'une division complète. Les Britanniques lui donnèrent ainsi plus de moyens que les Français. Les ports d'arrivée des tankistes polonais furent Liverpool et Southampton.

La quatrième division d'infanterie polonaise

Cette division en cours de formation au moment de la capitulation française était commandée par le général Dreszer.[844] Elle n'est pas mentionnée dans les chapitres précédents, car elle ne participa à aucun combat. Cependant, elle fit partie des unités polonaises évacuant le territoire français au moment de la défaite française. Le général Dreszer reçut en bonne et due forme l'ordre du général Sikorski le 18 juin 1940 d'embarquer au plus vite ses hommes à La Rochelle pour rejoindre la Grande-Bretagne.[845] Le général Denain, chef de la mission militaire française s'opposa à cet ordre, car il souhaitait que la quatrième division polonaise soit regroupée sur Libourne.[846] Dreszer refusa de lui obéir et rassembla l'intégralité des soldats en cours de formation dans leur camp de Veluché (Deux-Sèvres). Il divisa son unité en trois groupes numériquement à peu près identiques, avec pour mission de rejoindre de façon échelonnée et dans les 48 heures maximum le port de La Rochelle. Malheureusement, sur les quelques 10 000 hommes de la quatrième division d'infanterie polonaise, seuls 6 000 parvinrent à embarquer les 20 et 21 juin 1940 dans le port de La Pallice (commune de La Rochelle en Charente-Maritime) sur le vapeur anglais « Alderpool » et le navire français « L'Auvergne ».[847] Les 4 000 autres ne purent rejoindre à temps le port de La Rochelle. Les raisons tenaient à l'échelonnement des départs en train depuis le camp de Veluché, mais aussi de Thouars et Airvauet, où était stationnée une partie de la division polonaise. De plus, des

[843] Idem.
[844] SHAT, dossier 32 N 503 (compte-rendu de l'évacuation des troupes polonaises par le général Faury).
[845] SHAT, dossier 32 N 503.
[846] Idem.
[847] Notes Jean Medrala.

attaques aériennes allemandes qui firent des morts et des blessés retardèrent gravement l'ensemble des convois partis le 18 juin 1940.[848] Sur les 4 000 Polonais restant à quai, environ 2 000 se scindèrent en petits groupes de moins de dix personnes. Ils cherchèrent à rejoindre Royan où la mission militaire franco-polonaise possédait une antenne encore en activité.[849] Celle-ci les aida à trouver des navires en partance pour le Royaume-Uni des ports de Saint Jean de Luz et de Verdon-sur-Mer (en Gironde). Il apparaît selon certaines sources que plus d'un millier de ces Polonais ne purent, faute d'être arrivés à temps, embarquer à Saint Jean de Luz et Verdon-sur-Mer.[850] Ils se replièrent sur Toulouse où, avec l'aide du consulat de Pologne, ils tentèrent de rejoindre Gibraltar clandestinement par les Pyrénées et l'Espagne. A partir de là, nous perdons leurs traces et ne sommes pas en mesure de savoir combien parvinrent sur le rocher britannique. En tous les cas, on peut estimer à près de 1 000 le nombre de Polonais de la quatrième division d'infanterie ayant réussi à gagner le Royaume-Uni par Saint Jean de Luz et Verdon-sur-Mer. L'autre moitié des Polonais n'ayant pas rejoint Royan fut démobilisée, car blessée ou malade, ou tout simplement par souhait de demeurer en France pour des raisons personnelles. L'ensemble de ces 7 000 anciens de la quatrième division d'infanterie intégra la nouvelle armée polonaise formée en Grande-Bretagne sous l'autorité du général Sikorski.[851]

Au total, sur les 80 300 hommes recensés dans l'armée de Terre polonaise en France (y compris les 8 000 soldats polonais de la brigade du Levant stationnés en Syrie, commandés par le colonel Kopanski et ayant rejoint le 30 juin 1940 les troupes britanniques en Palestine), on estime à plus de 27 000 le nombre de ceux ayant rejoint le Royaume-Uni. 6 000 Polonais furent démobilisés (par choix, ou parce que n'ayant pu s'extraire à temps) en zone occupée. Ils furent automatiquement intégrés dans des unités de travailleurs. 13 000 Polonais furent démobilisés (par choix ou obligation) en zone non occupée. Ils furent dès lors internés. Un certain nombre d'entre eux parvint au cours de la guerre à rejoindre l'Angleterre via principalement Gibraltar. 33 000 Polonais furent faits prisonniers en Allemagne ou internés en Suisse. Près de 9 000 combattants de l'armée de Terre polonaise trouvèrent la mort au cours de la bataille de France.

Ainsi, malgré le manque de navires, la pagaille et la faiblesse des moyens français d'évacuation, le chiffre de 27 000 soldats polonais ayant pu atteindre le Royaume-Uni atteste

[848] SHAT, dossier 32 N 503.
[849] Idem.
[850] Id.
[851] Notes Jean Medrala.

d'une grande volonté polonaise de poursuivre malgré la seconde défaite en neuf mois, une lutte qui, en juin 1940, apparaît des plus incertaines.

C°/ Armée de l'Air polonaise : que sont-ils devenus ?

L'armée de l'Air polonaise en France commence à se replier dès le 16 juin 1940 sur ordre des Autorités militaires françaises.[852] A l'identique de leurs camarades de l'armée de l'Air française, le repli s'accélère autour du 18 juin 1940. Il y a peu de documents et d'archives relatant le devenir des pilotes mécaniciens et soldats de l'armée de l'Air polonaise. Néanmoins, la bonne qualité et la richesse de ce qui nous est parvenu nous donne une large vision de ce qu'il advint de la majorité des aviateurs polonais avant et après l'armistice du 25 juin 1940. Plusieurs possibilités étaient offertes aux Polonais par les Autorités françaises, mais tous les aviateurs polonais ne connurent pas le même sort à l'issue de la bataille de France. Lorsque le 17 juin 1940, le maréchal Pétain en sa qualité de chef du gouvernement français demande aux Autorités allemandes un armistice, la signature de celui-ci entraînera de facto la cessation des accords franco-polonais antérieurs et notamment ceux du 4 janvier 1940. La caducité de ceux-ci libérerait alors les Français et les Polonais de leurs obligations mutuelles. Ces derniers s'attendent à ce qu'il y ait trois possibilités : soit le gouvernement Pétain inclut le sort des Polonais dans celui des militaires français. Soit rien n'est prévu spécifiquement pour eux et auquel cas les militaires polonais deviennent des prisonniers de guerre appartenant à une puissance étrangère. Enfin, la dernière possibilité évoquée parmi les ressortissants polonais est celle de négociations franco-allemandes aboutissant à ce que les militaires polonais soient libres de quitter le territoire français.[853]

Evidemment, cette troisième possibilité à laquelle très peu de Polonais crurent, n'avait aucune chance de devenir réalité. En attendant la signature de l'armistice, tout un système d'évacuation vers l'Afrique du Nord française et le Royaume-Uni allait se mettre en place avec la bénédiction et l'appui des Autorités civiles et militaires françaises.[854] L'objectif le 18 juin 1940 pour les Français est d'évacuer le maximum de combattants polonais de l'armée de l'Air vers l'Afrique du Nord. En effet, à cette date, beaucoup pensent que la lutte contre les Allemands se poursuivra à partir des bases militaires françaises nord-africaines. De gros efforts sont alors déployés par le commandement supérieur français. A la suite d'un ordre émanant du ministre de l'Air, il est prescrit aux généraux commandant les première, troisième

[852] Service Historique de l'Armée de l'Air ci-après SHAA, Vincennes, dossier 2B13, repli des Forces polonaises lors de la défaite française.
[853] Lieutenant-colonel Yves Salesse, « L'aviation militaire polonaise en France 1939-1940 » (bibliothèque de la SLHADA à Bron), Documents généraux, dossier n° 6 (combats et rapatriement des pilotes polonais).
[854] SHAA, dossier 2B13, repli des Forces polonaises lors de la défaite française.

et quatrième régions aériennes, (ils sont repliés à ce moment-là à Issoire, La Teste de Buch et Aix-en-Provence), de faire procéder au départ vers l'Afrique du Nord des soldats, sous-officiers et officiers polonais se trouvant sur des « bases ateliers ou établissements » relevant de leur commandement.[855] Le départ massif doit se faire suivant deux procédures : la première est le recensement et l'envoi d'urgence sur Port Vendres de « tout le personnel non navigant » et des « pilotes non confirmés ». Une fois arrivés sur place, ils embarqueront sur des navires à destination de l'Afrique du Nord. La dépêche ministérielle ne donne pas d'indication supplémentaire sur la destination précise des navires français.[856]

La seconde procédure concerne uniquement les pilotes polonais confirmés. Le ministre de l'Air demande aux généraux de confier à tous ces pilotes chevronnés le convoyage des avions pour l'Afrique du Nord.[857] A la date du 18 juin 1940, on ne peut nier les efforts du gouvernement français pour évacuer au maximum les aviateurs polonais vers le Maghreb en vue d'une possible continuation de la lutte contre l'Allemagne. Cette dépêche du ministre de l'Air en est la preuve. Mais bien qu'ils aient tous reçu cet ordre, les généraux français des première, troisième et quatrième régions aériennes ont le plus grand mal à l'exécuter complètement.

En effet, la situation sur le front continue à se détériorer d'une façon particulièrement rapide. Des unités pourtant à l'arrière du front n'ont plus de contact avec leur Etat-major. Mais les Polonais ne cèdent pas à la panique et continuent d'appliquer scrupuleusement les ordres émanant de leurs chefs ou des Autorités militaires françaises.

C'est ainsi que les groupes de chasse français III/2, III/6 et II/7, dont sont membres plusieurs pilotes polonais, quittent la France pour des vols en formation à destination de la base aérienne d'Oran en Algérie.[858] Cette évacuation est bien organisée, car le haut commandement français a affrété plusieurs avions de transport, afin d'acheminer à bon port et rapidement les mécaniciens polonais. Le déplacement de ces trois groupes, ainsi que les vols successifs des mécaniciens polonais se font sans aucun incident.[859] La chasse italienne ne se montre pas. Par contre, les échelons roulants, c'est-à-dire les mécaniciens qui n'ont pu partir en premier et ne pouvaient pas avoir de place dans les avions de transports, ainsi que les techniciens radios, cuisiniers armuriers, fusiliers, fourriers, etc. … partent en voiture ou en train à destination de Marseille. L'objectif du commandement français est de les faire embarquer sur des navires à

[855] Idem.
[856] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 6 (combats et rapatriement des pilotes polonais).
[857] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 6 (combats et rapatriement des pilotes polonais).
[858] Idem.
[859] Id.

destination d'Oran.[860] Ils devraient si tout se passe comme prévu, y débarquer dans les jours suivants, afin de reconstituer les équipes autour des pilotes polonais des groupes de chasse III/2, III/6 et II/7. Malheureusement pour la plupart des membres des échelons roulants, la suite des événements ne se passe pas du tout comme prévu. En effet, alors que la chasse italienne était absente du ciel français lors des départs successifs des échelons roulants, l'aviation de bombardement fait son apparition.[861]

De multiples incursions italiennes font plus de dégâts moraux que matériels. Les bombes transalpines sont peu précises et les attaques manquent d'envergure. Est-ce par une carence de potentiel ou fait exprès pour faire peur aux Français ? En tous les cas bien plus à cause du surnombre de militaires de toutes armes, de la faible quantité de bateaux disponibles (ainsi que de leur très mauvais état en général) les Polonais, ainsi que leurs matériels sont très peu à pouvoir être évacués.[862] On peut estimer à moins de 15 % les effectifs des échelons roulants polonais des GC III/2, III/6 et II/7 à pouvoir être embarqués à bord des navires français. A plusieurs occasions, certaines sections polonaises sont même débarquées des navires à quai et ne pourront ré-embarquer, faute de place et de priorité.[863]

Sur cette dernière question, on peut se demander si les Français ne font pas comme les Britanniques lors de l'évacuation de Dunkerque le 20 juin 1940, lorsque la Royal Navy reçut l'ordre de n'embarquer que les ressortissants du Royaume-Uni. Le sujet de polémique semble devoir être écarté. A la lueur des quelques documents ayant échappé à la destruction et des témoignages des survivants de l'époque, il apparaît que les Français auront plus tenté de faciliter l'évacuation des Polonais de ces trois groupes de chasse que l'inverse.[864] Cependant, au final, seul le groupe de chasse III/6 parvient à embarquer avec 90 % de son effectif le 22 juin 1940 vers 17 heures à destination d'Oran. La grande majorité des échelons roulants des GC III/2 et II/7 reste à quai à Marseille et subit avec ses camarades français la signature de l'armistice franco-allemand et franco-italien.

A partir du 25 juin minuit, en application de la convention mettant fin à la bataille de France, tout mouvement de convois et de bâtiments de guerre est interdit. Cela veut dire qu'à moins de se débrouiller seul ou en formant un réseau d'évacuation, les Polonais des GC III/2, II/7 et la minorité restante du III/6, sont dorénavant dans l'impossibilité de quitter le territoire français. C'est une seconde défaite en neuf mois et cela porte un coup très dur au moral des

[860] SHAA, dossier 2B13, repli des Forces polonaises lors de la défaite française.
[861] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 6 (combats et rapatriement des pilotes polonais).
[862] Idem.
[863] Id.
[864] Id.

combattants polonais. La France métropolitaine est au tapis, mais il reste encore le Royaume-Uni qui continue la lutte. D'après plusieurs témoignages qui se recoupent et l'affirmation du lieutenant-colonel Salesse, les pilotes, mécaniciens et auxiliaires polonais des GC III/2 et II/7 qui ont pu passer en Afrique du Nord et la totalité du GC III/6 ayant atteint Oran, sont acheminés le 24 juin 1940 par voiture de leur stationnement d'Alger (pour le GC III/2), Constantine (pour le GC III/6) et Oudna (pour le GC II/7) vers le port de Casablanca.[865] Il semble que l'essentiel de ces militaires polonais ait pu embarquer à bord de navires à destination de l'Angleterre.

Pour les autres groupes de chasse franco-polonais et le GC 1/145 Varsovie entièrement constitué de Polonais, les choses ne changent pas énormément. En effet, dès le 19 juin 1940, les GC franco-polonais I/1, I/8, II/8 et I/145 arrivent à la Rochelle.[866] Alors que les pilotes du GC 1/145 s'illustrent une dernière fois en participant à la destruction d'un avion allemand le 19 juin 1940, l'essentiel des aviateurs polonais commence à être embarqué sur des navires français, mais aussi polonais, à destination de la Grande-Bretagne.[867] Le général Sikorski arrive lui aussi à Londres, afin de poursuivre l'œuvre de son gouvernement. Au 24 juin, tous les éléments polonais des GC I/1, I/8 et I/145 ont pu gagner les ports britanniques, sauf le GC II/8.

Ce groupe est envoyé par convoi automobile sur Bordeaux, où il embarque le 23 ou le 24 juin 1940 pour le port de Casablanca au Maroc.[868] On ne sait pas ce qu'il advint des aviateurs polonais de ce groupe une fois sur place. Peut-être que quelques pilotes purent s'embarquer pour l'Angleterre ?

Les autres groupes de chasse franco-polonais II/1, III/1, II/6, III/9, II/10 et III/10 sont acheminés entre le 21 et le 24 juin en convoi automobile sur Port-Vendres dans les Pyrénées-orientales où ils embarquent à bord de plusieurs navires à destination du Maroc, certainement le port de Casablanca. Il reste le GC franco-polonais I/2 qui suit une trajectoire originale. En effet, le 21 juin, les pilotes et mécaniciens polonais du GC I/2 stationnés à Montpellier-Fréjorgues sont embarqués à bord d'un avion d'Air-Afrique de passage, à destination de Perpignan. De là, ils prennent un bateau non pas à destination du Maroc, de l'Algérie ou de la Grande-Bretagne, mais pour Gibraltar.[869] Cette possession britannique à l'extrême sud de l'Espagne est facilement accessible. De là, la Royal Navy peut assurer un acheminement sûr

[865] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 6 (combats et rapatriement des pilotes polonais).
[866] SHAA, dossier 2B13, repli des Forces polonaises lors de la défaite française.
[867] SHAT, dossier 32 N 503 (compte-rendu de l'évacuation des troupes polonaises par le général Faury).
[868] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 6 (combats et rapatriement des pilotes polonais).
[869] Idem.

vers les ports anglais de tous les volontaires polonais désirant poursuivre la lutte contre les Allemands. Le GC I/2 semble être le seul groupe polonais ayant mis le cap sur Gibraltar.[870] Les autres étant soit dirigés vers l'Afrique du Nord, soit directement vers le Royaume-Uni.

En ce qui concerne les bases-écoles et les centres d'instruction français accueillant des élèves ou des stagiaires polonais, très peu de documents ont pu être sauvegardés de la destruction. Cependant, les pilotes et mécaniciens polonais de la base-école de Rennes se replièrent avec leurs appareils respectifs sur Clermont-Ferrand Aulnat, puis, la plupart d'entre eux rejoignit Port-Vendres à destination du Maroc.[871] L'essentiel du contingent polonais du centre d'instruction de bombardement de Châteauroux-la-Martinerie prend la direction (en avion ou en convoi automobile) de Marseille. Arrivés sur place, seule une petite partie parvient à prendre un bateau pour l'Algérie. Le reste est démobilisé et rendu à la vie civile.

Les Polonais de la base aérienne de Lyon-Bron (environ 3 500) sont évacués à partir du 18 juin sur la région de Millau (Aveyron). Trois trains sont utilisés pour acheminer le contingent polonais sur site. Une fois arrivés à Millau , ils sont dispersés entre quatre centres (Millau-Saint-Affrique, le camp du Larzac, L'hospitalet et Gaillac d'Aveyron). A partir du 20 juin, échelonnés en trois détachements, ils sont dirigés par voie ferrée sur Port-Vendres (Pyrénées orientales). Ils y parviennent les 20, 21 et 22 juin. Ils sont embarqués sur deux bateaux français et un navire anglais à destination du Royaume-Uni.[872]

Une grande partie des aviateurs polonais regroupés à Casablanca embarqua à bord de deux navires polonais « l'Iskra » et le « Wilja ». Ils mirent le cap sur Gibraltar avant d'être regroupés et de prendre place sur des bateaux britanniques pour l'Angleterre.[873] Il semble que le « Wilja » ait rejoint lui aussi l'Angleterre sans avoir fait partie du convoi de cinq navires (dont « l'Iskra ») qui atteignit Liverpool le 27 juin 1940. Les derniers convois ayant à leur bord des aviateurs polonais arrivèrent en Grande-Bretagne vers le 20 juillet 1940, soit près d'un mois après la signature de l'armistice franco-allemand. Ils ne venaient certainement pas d'Afrique du Nord, car après l'armistice, tout départ était interdit, mais ils avaient pu gagner le rocher de Gibraltar. Cette ville stratégique joua un grand rôle dans l'évacuation des aviateurs polonais sur l'Angleterre.

Une frange assez importante des aviateurs polonais reste bloquée en France après l'entrée en vigueur de l'armistice. On trouve à la caserne de la Part-Dieu à Lyon près de deux cent aviateurs polonais, dont dix-sept officiers qui n'ont pas été pris en compte lors de l'évacuation

[870] Id.
[871] SHAA, dossier 2B13, repli des Forces polonaises lors de la défaite française.
[872] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 6 (combats et rapatriement des pilotes polonais).
[873] Idem.

rondement menée des aviateurs du DIAP (dépôt d'instruction de l'aviation polonaise) de Lyon-Bron.[874] Ils auraient dû être eux aussi envoyés sur Port-Vendres, car la caserne de la Part-Dieu dépendait directement de la base aérienne de Lyon-Bron. Il est difficile d'avancer une explication, si ce n'est que les Autorités militaires locales n'ont peut-être pas eu le temps de les évacuer avant l'entrée en vigueur de la convention d'armistice. Du coup, ces hommes devenaient de fait des prisonniers de guerre potentiels, si les Allemands ou Vichy le décidaient, ce dont la majorité d'entre eux ne voulait pas entendre parler. Démobilisés, ils n'ont plus qu'une solution pour tenter d'échapper au contrôle du gouvernement du maréchal Pétain (et au diktat allemand) : se procurer au plus vite des costumes civils. Le consulat de Pologne à Lyon ainsi que la Croix-Rouge sont mis à contribution et parviennent à fournir plus d'une centaine de tenues civiles.[875] Les Polonais de la caserne de la Part-Dieu ne peuvent quasiment pas en acheter dans le commerce, car ils ne touchent plus leur solde depuis le début du mois de juin.[876] Celle-ci était déjà assez maigre et certains d'entre eux menant une existence dispendieuse n'avaient plus un sou en poche. Cela concernait surtout les militaires du rang. Le système « D » fonctionna car, au bout d'une semaine, la totalité des deux cent aviateurs polonais de la caserne de la Part-Dieu était devenue civile. Cependant, un grand nombre resta sur place, car l'ordinaire (c'est-à-dire la cuisine de l'armée française nourrissant les militaires de la caserne), continuait à fonctionner. Les plus pauvres venaient quotidiennement y déjeuner à midi. La Croix-Rouge offrait elle aussi des repas. Une partie des démobilisés polonais décida de rester à la caserne jusqu'à ce que les nouvelles autorités décident de leur faire quitter les lieux.[877]

C'est ce qui arriva au début du mois de juillet, lorsque tous les Polonais restant à la caserne de la Part-Dieu durent partir. A partir de ce moment-là, c'était en quelque sorte « chacun pour soi ». Certains Polonais réussirent à trouver un travail à Lyon ou dans les environs et purent ainsi louer une chambre de bonne en attendant mieux. D'autres se regroupèrent pour tenter de créer un réseau de départ que l'on pourrait qualifier de réseau d'évasion vers l'Espagne, ou directement le Royaume-Uni.[878] Le but final, soit par l'Espagne, soit directement en Angleterre, étant de pouvoir continuer le combat contre l'ennemi allemand avec la Royal Air Force. A ce titre, de nombreuses informations circulaient, attestant qu'il y avait bien en cours de création une armée de l'Air polonaise sous l'égide des Forces aériennes britanniques. En

[874] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (DIAP de Lyon-Bron).
[875] Entretiens Kalita, (22 mai 1997).
[876] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (DIAP de Lyon-Bron).
[877] Idem.
[878] Entretiens Kalita, (22 mai 1997).

fait, la Royal Air Force ne voulut pas d'une armée de l'Air polonaise indépendante, mais plutôt d'une intégration au sein de ses escadrons des pilotes et mécaniciens polonais qui en avaient les compétences.[879] Il semble d'ailleurs que ce réseau d'évasion lyonnais ait fonctionné puisqu'un certain nombre d'ex-aviateurs polonais transitèrent par les Pyrénées et traversèrent l'Espagne jusqu'à Gibraltar.[880] Cependant, un grand nombre furent arrêtés par les Autorités espagnoles et incarcérés dans des conditions difficiles, dans le fameux camp de Miranda de Ebro. Pour ceux qui tenaient avant tout à rester en France, il fallait le plus possible se « fondre dans la masse ».

Une autre partie des aviateurs polonais n'ayant pu quitter la France avant le 25 juin 1940, fut stationnée au camp d'Argelès-sur-Mer. Au nombre de 92, tous grades confondus, ils ne purent faire partie des derniers convois pour l'Afrique du Nord ou l'Angleterre.[881] Comme pour ceux de la caserne de la Part-Dieu à Lyon, il fallut rapidement trouver des costumes civils et quitter l'uniforme. Idem pour ce qui était de la solde. Elle ne leur était plus versée depuis la fin du mois de mai. Du coup, un grand nombre de Polonais étaient en manque d'argent. Le commandement français du camp d'Argelès-sur-Mer vint à leur secours en leur procurant de la nourriture. Les Polonais mangent dans leurs baraquements, car les cuisiniers qui les accompagnaient avant la débâcle sont restés et n'ont pu trouver à s'embarquer. Cette fois, il est fait appel au consulat polonais de Toulouse pour fournir au plus vite une centaine de vêtements civils.[882] Il faut à peine trois jours aux services consulaires pour donner une centaine de costumes aux ex-aviateurs polonais. D'ailleurs, la grande efficacité du consulat de Toulouse ne s'arrête pas là. En effet, une filière d'évasion est en gestation, afin de pouvoir évacuer sur Gibraltar à travers l'Espagne, des candidats potentiels au combat dans la Royal Air Force.[883] Cependant, sur les 92 Polonais du camp d'Argelès-sur-Mer, seuls cinq émirent officiellement le vœu de quitter la France pour se mettre à la disposition du gouvernement Sikorski de Londres. Les 87 autres souhaitant demeurer en France. Finalement, il semble que les cinq Polonais désirant rejoindre Londres, décidèrent devant la difficulté pour franchir les Pyrénées, de rester en France.[884] La filière créée par le consulat de Toulouse permit tout de même de faire passer (avec toujours le risque de se faire emprisonner à Miranda De Ebro) par

[879] La distinction est importante, car les prérogatives ne sont pas les mêmes.
[880] Entretiens Kalita, (22 mai 1997).
[881] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 6 (combats et rapatriement des pilotes polonais).
[882] Entretiens Kalita, (22 mai 1997).
[883] Idem.
[884] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 6 (combats et rapatriement des pilotes polonais).

la frontière franco-espagnole plus d'une trentaine d'ex-aviateurs et d'ex-militaires polonais de l'armée de Terre.[885]

On peut tirer un bilan relativement positif de l'évacuation des aviateurs polonais vers la Grande-Bretagne. Si les chiffres diffèrent selon les différentes sources, notamment les travaux du lieutenant-colonel Salesse, sur les 6 863 officiers, sous-officiers et militaires du rang engagés dans l'armée de l'Air polonaise en France, près de 80 % purent passer en Angleterre. Le lieutenant-colonel Salesse cite le chiffre de 90 %, mais en comptant les bases-écoles et les unités réduites disséminées sur le territoire français. Le total de 80 %, soit 5 490 Polonais ayant pu rejoindre le Royaume-Uni, est plus vraisemblable.

La majorité des aviateurs polonais souhaitait rejoindre ses chefs en Grande-Bretagne pour continuer la lutte. Tandis qu'une minorité ne put ou ne voulut pas poursuivre plus loin le combat et souhaitait demeurer en France pour y acquérir la nationalité française ou, peut-être, avec le secret espoir de retourner un jour en vainqueur en Pologne. On peut tout de même signaler que tout au long de la guerre, des Polonais restés en France choisirent de passer clandestinement en Grande-Bretagne pour tenter de s'engager dans la Royal Air Force. Il est impossible de définir le nombre exact, mais un certain pourcentage de Polonais changèrent d'avis et quittèrent le territoire français. Les raisons étaient variées, mais tournaient souvent autour du rejet du gouvernement de Vichy, de l'occupation le 11 novembre 1942 de la zone libre par les Allemands, puis aussi des premiers revers nazis de Stalingrad et de l'Afrika Korps. Il faut souligner la concordance des témoignages et des documents sur la diligence, la réelle volonté et l'efficacité des Autorités civiles et militaires françaises dans l'évacuation des aviateurs polonais vers la Grande-Bretagne. Une efficacité et une diligence des Français jusque-là peu évidente pour les aviateurs polonais. Il faut malgré tout remarquer que la coopération militaire aérienne franco-polonaise fut meilleure que celle entre les deux armées de Terre. Mais, là aussi, les moyens matériels et financiers des Français étaient réduits. La puissance réelle de la France avait été surestimée.

Troisième Partie : L'aviation militaire polonaise : promesses et vérités

Chapitre I

A°/ Une mise en place lente et difficile

Les négociations inhérentes à la création de l'armée de l'Air polonaise en France furent menées dans un cadre global. C'est-à-dire que celle-ci faisait partie intégrante de la constitution de l'armée polonaise en France, ou « armée Sikorski ». Toutefois, on a pu noter quelques différences, particularités, dans le mode opératoire visant à mettre en place cette

[885] Entretiens Kalita, (22 mai 1997).

aviation polonaise en France et le déroulement des opérations aériennes par rapport au reste de l'armée Sikorski.

Il semble, en premier lieu, que les pilotes polonais aient choisi deux destinations principales. En effet, lorsque le gouvernement polonais quitte le pays pour la Roumanie, les militaires membres du corps aérien choisissent pour une part minoritaire de se diriger vers la Finlande et la Norvège.[886] Leur but est alors d'entrer en contact à Oslo ou Helsinki avec les consulats britanniques. Ils ont en effet besoin de visas pour pouvoir prendre un bateau pour la Grande-Bretagne. Bien que l'on ait peu de documents, il semble que les dispositions prises par les consulats britanniques fonctionnent assez bien, car la majorité de ces pilotes parvient à rallier l'Angleterre assez rapidement.[887] En septembre 1939, le Reich allemand fait bien plus pression sur la Roumanie que sur la Finlande et la Norvège. Il y a à cela plusieurs raisons.

La première est que la Roumanie entretient jusqu'alors de bonnes relations avec la Pologne. Cela est vu d'un mauvais œil par Hitler, car la Pologne et la Roumanie ont une frontière commune. Cela n'est pas le cas de la Finlande ou de la Norvège. Von Ribbentrop n'intervient pas directement à la fin du mois de septembre 1939, mais fait monter la pression par l'intermédiaire de son ambassadeur à Bucarest. Dans un premier temps, Grégoire Gafenco, ministre roumain des Affaires étrangères, paraît résister à la pression allemande. Mais, au fur et à mesure que celle-ci s'accroît, au point de devenir dangereuse, Gafenco n'a d'autre choix que de céder. La Roumanie est déjà truffée d'espions allemands qui, quotidiennement, renseignent l'Abwher de l'évolution de la situation. Grégoire Gafenco donne officiellement l'ordre d'interner les soldats polonais présents dans son pays, y compris les aviateurs. Dès le début du mois d'octobre 1939, des mesures « rassurantes » pour le Reich ont été prises. Mais, en sous-main, d'âpres discussions ont lieu entre les Polonais, les Roumains et les Français.[888] En ce qui concerne l'aviation, les responsables polonais comme le général Zajac sont plutôt favorables à un transfert au sein de la RAF britannique. Non pas que l'on cherche à éviter la France pour des raisons politiques mais, en fait, la RAF a plus la côte auprès des pilotes polonais.[889] Des stages et des échanges d'officiers entre la France et la Pologne s'étaient déroulés avant-guerre. Et si le potentiel de l'armée de Terre française était mis en exergue par les officiers polonais, cela n'était pas tout à fait le cas en ce qui concernait l'armée de l'Air française. Ce, d'autant plus qu'il y avait eu aussi des échanges interarmées entre la Grande-

[886] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[887] Idem.
[888] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[889] Service Historique de l'Armée de l'Air, Vincennes, dossier 2B13, gestion et organisation de l'aviation polonaise en France.

Bretagne et la Pologne. Ainsi, l'Etat-major de l'aviation polonaise avait eu tout loisir à comparer. Et le moins que l'on puisse dire, est que cette comparaison n'était pas à franchement parler en faveur de la France. Si les discussions avec les Français sur le sol roumain ne tournaient assurément pas autour de ce constat, force était quand même de constater le peu d'empressement des aviateurs polonais à vouloir rejoindre la France.

Malheureusement pour eux, la Grande-Bretagne n'avait pas vraiment envie de recevoir sur son sol un grand nombre de pilotes polonais. Bien que nous n'en ayons pas la preuve écrite, des négociations se déroulèrent en coulisses, entre les Français et les Anglais.[890] Si les Polonais étaient désireux de parvenir en Grande-Bretagne au sein de la RAF, celle-ci n'était pas vraiment convoiteuse de leur présence, puisque après avoir tenté de « refiler » les aviateurs polonais en intégralité à la France, les membres de l'Etat-major britannique revinrent à de meilleurs sentiments et tombèrent d'accord avec les Français sur un partage.[891] En effet, le 25 octobre 1939, eut lieu une grande réunion au plus haut niveau entre les responsables de la RAF, de l'armée de l'Air et de l'aviation polonaise.[892] Les Français et les Anglais avaient convenu la veille qu'ils offriraient à leurs alliés polonais un partage équitable de leurs pilotes, mécaniciens et administratifs. La base sur laquelle étaient définis ces accords était de 200 navigants et 2 000 mécaniciens et spécialistes pour la RAF. A quelques unités près, le chiffre était le même pour l'armée de l'Air. Cela ne faisait pas vraiment l'affaire des chefs de l'aéronautique militaire polonaise. Les négociations que le commandement avait menées avec les autorités britanniques étaient un échec. Car non seulement le souhait ardemment émis par la majorité des pilotes d'intégrer la RAF n'était qu'à moitié accompli, mais, en plus, les conditions d'incorporation des aviateurs polonais en Grande-Bretagne allaient être d'un tout autre ordre que celles imaginées au départ.

Comme je l'ai écrit plus haut, les Polonais avaient une plus grande confiance en la qualité des appareils de la RAF, que dans celle de l'armée de l'Air française. En outre, l'industrie aéronautique anglaise donnait plus de gages de performance que celle de la France. Ceci s'avéra exact par la suite. Mais le souhait polonais de solliciter cette industrie aéronautique d'outre-Manche pour construire des chasseurs et des bombardiers, afin d'équiper des unités entièrement polonaises, fut très vite un espoir déçu. Le haut commandement et le ministère de la guerre britanniques s'opposèrent à cette demande de façon ferme et définitive. Ils arguèrent du fait que l'industrie de leur pays n'était pas capable de construire des avions de guerre en

[890] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[891] SHAA, dossier 2B13, gestion et organisation de l'aviation polonaise en France.
[892] Idem.

nombre suffisant pour la RAF et que donc, cela était totalement impossible pour une tierce armée. La bataille d'Angleterre prouva le contraire. Mais en fait, les Britanniques, tout comme les Français (vis-à-vis de l'armée de Terre polonaise surtout), avaient le plus grand mal à concevoir et à accepter la présence sur leur sol d'une force étrangère, même si celle-ci était polonaise et alliée de longue date.[893]

Le général Sikorski tente par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères August Zaleski de faire fléchir les Anglais car, en ce qui concerne l'aviation militaire, ses généraux l'ont convaincu. Mais rien n'aboutit jusqu'à cette réunion tripartite du 25 octobre 1939, où le sort de l'armée de l'Air polonaise est scellé.[894] Ainsi, la France, en acceptant finalement la moitié de l'aviation polonaise sur son territoire, connaît un demi-échec vis-à-vis de son alliée anglaise. De ce fait, elle doit pourvoir à l'équipement, le logement et l'entraînement des pilotes polonais très désireux de combattre à nouveau la Luftwaffe.

C'est dans cette optique-là que la base aérienne de Lyon-Bron dans le département du Rhône, reçoit avant même la conclusion de la réunion du 25 octobre 1939, les premiers éléments polonais.[895] De la fin du mois de septembre 1939, jusqu'au début du mois de février 1940, la base aérienne de Lyon-Bron est le véritable centre national d'accueil et de regroupement de l'armée de l'Air polonaise. Ainsi, même ceux désignés pour partir en Grande-Bretagne former l'autre aviation militaire polonaise en terre étrangère stationnent à Lyon-Bron. Les difficultés, à l'instar de l'armée de Terre polonaise ne tardent pas à surgir au milieu des tracasseries administratives, des inévitables négociations financières (vu le coût considérable d'une telle quantité de personnels) sans parler du manque chronique de logements pour les hôtes polonais.[896] Il faut dire qu'avant la réunion du 25 octobre 1939, les Français espéraient bien ne conserver sur leur sol que l'armée de Terre polonaise c'est-à-dire, une seule division. Car ne l'oublions pas, la création officielle d'une véritable armée polonaise multi-divisions n'intervient qu'en janvier 1940.[897] Ainsi, les Français pensaient s'en tirer à bon compte et n'avoir à supporter sur leur sol qu'un effectif d'une quinzaine de milliers d'hommes. Dès lors, la tâche se compliquait singulièrement pour l'intendance de l'armée française. La base de Lyon-Bron est une base ancienne, (elle fut créée en 1920). Elle est capable d'accueillir

[893] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[894] Lieutenant-colonel Yves Salesse, *L'Aviation militaire polonaise en France 1939-1940* (Rapport présent à la bibliothèque de la Slhada, Bron), Documents généraux, dossier n° 8 (organisation de l'aviation militaire polonaise en France).
[895] Idem.
[896] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[897] Par les Accords du 4 janvier 1940.

environ 2 000 hommes dans de bonnes conditions. Or, c'est près du double qui risque d'arriver de Roumanie essentiellement.

Le colonel Hug commandant la base de Lyon-Bron tente avec un certain succès d'accueillir dignement cette suite ininterrompue de soldats et officiers polonais ayant traversé l'Europe centrale et parfois couru de grands dangers pour continuer la lutte. Le colonel Hug est conscient de cela et, en homme d'honneur, il fait tout ce qui est en son pouvoir pour fournir à ses hôtes des logements décents, du matériel en bon état et surtout une qualité de relations humaines particulièrement bonne.[898] Ils ne furent malheureusement pas très nombreux les commandants de bases aériennes à fournir ou pouvoir fournir un accueil comparable à celui de ce colonel. Mais ceci était souvent en adéquation avec les moyens parfois dérisoires fournis par le haut commandement français. D'ailleurs, ainsi que je le démontre à plusieurs reprises dans la seconde partie de cette thèse, il y a une grande différence d'attitude envers l'armée Sikorski, qu'elle soit de Terre ou de l'Air, entre le haut commandement français (notamment de l'Etat-major général) et les officiers et soldats français sur le terrain. En effet, ces derniers, dans leur grande majorité, cultivèrent de très bons rapports avec leurs frères d'armes polonais. Quant aux hommes politiques français, on peut dire qu'une grande incompréhension régnait entre leurs homologues polonais et eux-mêmes.[899] C'est en partie aussi à cause de cela que la mise en œuvre des accords du 25 octobre 1939 tarde à être suivie d'effet. Si la base aérienne de Lyon-Bron et son chef de corps se démènent tant qu'ils peuvent, il n'en est pas exactement de même au niveau des décideurs français. Il en va d'ailleurs pareillement entre le gouvernement britannique et les aviateurs polonais arrivant avec parcimonie sur le sol anglais.

La nomination du général Zajac comme chef d'Etat-major de l'armée de l'Air polonaise, donne une impulsion nouvelle à celle-ci.[900] Car désormais, hormis le général Sikorski, les Français ont un interlocuteur direct et muni de pouvoirs étendus. Jour après jour, le haut commandement polonais garde un œil acéré sur la pénible mise en place et création de cette armée de l'Air en terre étrangère. Si la base aérienne de Lyon-Bron constitue en quelque sorte une « tête de pont » en territoire français, le général Sikorski et son subordonné le général Zajac cherchent à essaimer et, si possible, sur une aire géographique la plus élargie possible. Nullement rebutés par les difficiles négociations ayant abouti à l'accord du 25 octobre 1939, les officiels polonais avec à leur tête le général Zajac tentent dès le mois de novembre 1939 de

[898] SHAA, dossier 2B11, organisation et fonctionnement des bases-écoles, bases accueillant des éléments polonais.
[899] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[900] SHAA, dossier 2B13, gestion et organisation de l'aviation polonaise en France.

gagner du terrain pour que ce dossier avance plus rapidement. Il est en effet difficile en ce mois de novembre 1939, de faire de la base de Lyon-Bron un « terrain d'envol » vers d'autres bases aériennes « franco-polonaises ».[901] J'écris « franco-polonaises », car le souhait émis en premier lieu par les responsables polonais était, dans la mesure du possible, que des unités entièrement polonaises soient créées avec, dans le meilleur des cas, des bases totalement polonaises.[902] Le second souhait était parfaitement inacceptable pour les Français, (comme pour les Britanniques). Quant au premier, il était difficilement envisageable. C'est pour cela que la base de Lyon-Bron reste en novembre 1939 le seul point de chute des aviateurs polonais. Pour le commandement polonais, il faut gérer au mieux cette situation pas vraiment choisie. Car, si les Français, (comme les Britanniques), ne donnent pas entièrement satisfaction, (loin s'en faut), aux desiderata des Polonais, il faut donner une âme et un espoir à tous ces hommes courageux qui ne veulent pas céder au désespoir.

C'est à partir de novembre 1939, ce à quoi s'attelle le général Zajac. Pour ce faire, il entreprend de régulières visites à Lyon-Bron, comme pour rassurer ces hommes au nombre grandissant chaque semaine et leur dire que les négociations avec leurs hôtes français avancent, même si rien n'est à ce moment-là visible. Le moral des troupes n'est pas mauvais, mais les inévitables difficultés inhérentes à cette situation particulière avaient fini par décontenancer certains officiers polonais.[903] Le général Zajac est d'ailleurs sur tous les fronts avec des résultats très positifs. Car, après avoir rassuré plusieurs de ses cadres, il doit composer dans l'immédiat un semblant d'unité combattante. Parler d'escadrille de combat polonaise est bien trop tôt, mais en vue d'accords plus conséquents avec les Français, Zajac doit au moins constituer une ébauche d'unité.[904] C'est ce qu'il fait en s'évertuant à faire venir de Roumanie les cadres les plus valeureux qui ont pu échapper à l'enfer de septembre 1939. Il y a parmi ces officiers supérieurs et subalternes de courageux combattants comme les colonels Karpinski et Kwiecinski, le commandant Kepinski, les capitaines Laguna et Wczelik, tous des hommes sur lesquels fut alors fondée cette armée de l'Air polonaise en France. Certains tombèrent d'ailleurs au champ d'honneur.

Aux alentours du début du mois de novembre 1939, Zajac est informé d'une nouvelle avancée dans la mise en application des accords franco-polonais. En effet, le général Sikorski l'informe personnellement que dans les jours suivants une donnée nouvelle va lancer encore

[901] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (organisation de l'aviation militaire polonaise en France).
[902] Idem.
[903] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[904] SHAA, dossier 2B108, Forces aériennes étrangères en France (polonaises, tchèques, belges et hollandaises), transports, emplois, instruction et organisation 1939-1940.

un peu plus la création de cette armée de l'Air si désireuse de revanche contre les Allemands. Sikorski parle de la création d'un centre national d'instruction pour les pilotes polonais. Selon lui, la base de Lyon-Bron serait l'endroit idéal pour abriter ce centre. Il confie à Zajac le soin de peaufiner cet accord avec ses homologues français.

C'est ainsi que le 16 novembre 1939, la base de Lyon-Bron devient le dépôt d'instruction de l'aviation polonaise en France. Ceci constitue presque un tournant décisif, car il atteste bel et bien que de grandes unités de combat vont voir le jour. Le général Zajac s'empresse d'informer ses hommes sur le terrain, afin de dompter leur impatience grandissante. Devant ce résultat plus qu'encourageant, il tente d'accélérer la venue en France de nouveaux éléments polonais. Mais c'est sans compter sur la lenteur semble t-il entretenue des autorités françaises pour donner des visas aux Polonais restés en Roumanie et surtout, pour contrôler et acheminer ceux arrivés au camp militaire de Carpiagne dans les Bouches-du-Rhône.[905] Pour ce qui est d'accélérer les choses de Roumanie et du camp de Carpiagne, le moins que l'on puisse dire, est que le général Zajac n'a pas de quoi être aussi optimiste que ne lui suggère la création du dépôt d'instruction de l'aviation polonaise (DIAP). Qu'à cela ne tienne, les quelques dizaines de pilotes et mécaniciens polonais présents à Lyon-Bron ont ordre de commencer l'entraînement, quasiment sur-le-champ. Malheureusement, seule une infime partie d'entre eux parvient à trouver un appareil disponible et à effectuer ne serait-ce qu'une sortie d'entraînement au pilotage des avions en dotation dans l'armée de l'Air française. Le mécontentement que manifeste le général Zajac n'y change rien. Les Français n'octroient pour le moment quasiment aucun moyen d'action à leurs homologues polonais. Seules la patience et la persévérance seront les alliées du général Zajac.[906]

Pendant ce temps, la mise au point de l'organigramme de l'armée de l'Air polonaise en France prend forme. Avec l'assentiment du général Sikorski qui est, ne l'oublions pas, Premier ministre, mais aussi commandant en chef des Forces Armées polonaises, le général Zajac nomme au poste de chef d'Etat-major adjoint de l'armée de l'Air, le général Golewski. Viennent ensuite les colonels Karpinski et Waskiewicz, comme commandants des unités de chasse et de bombardement. Zajac doit absolument montrer à ses hôtes français que, même si les choses n'avancent que très lentement du côté français, en revanche du côté polonais, cela marche à la fois vite et bien.[907] Ainsi, lors des négociations en vue d'un accord régissant le statut du personnel de l'aviation polonaise en France, le général Zajac peut faire valoir à ses

[905] Entretiens Kalita, (2 juin 1997).
[906] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[907] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).

hôtes que désormais, tout est en place du côté polonais pour que l'on passe à la vitesse supérieure.

Malgré les difficultés rencontrées pour l'obtention de visas à Bucarest et la lenteur insupportable de l'administration française du camp de Carpiagne, Zajac fait valoir qu'un bon accord équitable pour les deux parties favoriserait une coopération efficace et qui porterait ses fruits rapidement. Ce à quoi, les Français (avec notamment le général Romatet et le colonel Bergeret) répondent que cela est excessivement difficile, vu la faiblesse des moyens polonais (pas d'avions en France, peu de finances, etc. …) et la priorité française d'armer, d'entretenir et d'entraîner ses propres avions et pilotes, d'arriver à remplir les objectifs de leurs alliés polonais.[908] Cela veut dire aussi que les accords du 16 novembre 1939 instituant la création du dépôt d'instruction de l'aviation polonaise en France, sont une avancée particulièrement importante et qu'en conséquence, des délais supplémentaires et non quantifiables sont nécessaires à l'accomplissement des étapes ultérieures. Ainsi, même si la présentation aux Français d'un organigramme solide et réaliste produit le meilleur effet, cela ne suffit pas à accélérer le cours des choses. Finalement, Zajac comprend qu'il ne peut tout à fait en tenir rigueur au général Romatet, ni à son adjoint le colonel Bergeret, car ceux-ci sont soumis à la pression et surtout aux ordres de leurs chefs (eux-mêmes liés aux choix des responsables politiques).[909] Ainsi, en ce mois de novembre 1939, le moins que l'on puisse dire, est que les choix politiques français sont de continuer dans la voie tracée par les accords du 25 octobre 1939, mais à pas mesurés. Tellement mesurés qu'ils s'apparenteraient presque à du sur-place.

B°/ Les pilotes polonais et leurs mécaniciens sont-ils pris en compte par les Français ?

Si le 16 novembre 1939 le Dépôt d'instruction de l'Aviation polonaise est enfin sorti du néant, les escadrilles de chasse polonaise restent encore du domaine du virtuel. Déjà à la conférence du 26 octobre 1939, malgré les demandes insistantes du général Zajac, aucune date précise de mise sur pied d'escadrilles de chasse n'est donnée.[910] A la mi-novembre, les autorités militaires françaises laissent même entrevoir qu'aucune unité de combat polonaise ne peut être créée avant le printemps 1940.[911] Cela occasionne un sérieux émoi parmi la délégation polonaise qui tente d'accélérer le cours des choses en protestant énergiquement

[908] SHAA, dossier 2B13, gestion et organisation de l'aviation polonaise en France.
[909] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[910] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords militaires franco-polonais) « Conférence des 25 et 26 octobre 1939 ».
[911] Idem.

auprès des Français, mais aussi des Anglais. Car eux non plus ne veulent donner de dates précises de création d'unités de combat polonaises sur leur sol.[912]

La situation apparaît donc toujours bloquée au lendemain du 16 novembre 1939. Les chefs militaires français demandent à leurs homologues polonais un peu de patience. Quant aux politiques, ils reprochent à leurs pendants de vouloir mettre la charrue avant les bœufs. Or, le Grand Etat-major polonais souhaiterait obtenir au moins une promesse de formation d'une escadrille de chasse ou de bombardement. Les contacts entre les deux Etats-majors sont rompus les 18 et 19 novembre 1939. On s'ingénie de part et d'autre à gagner du temps. Mais pas pour les mêmes raisons. Les Français veulent se donner un peu d'air, afin de retarder les nouvelles négociations avec leurs homologues polonais. Le seul fait de faire des promesses est déjà un facteur bloquant en lui-même.

De l'autre côté, on cherche aussi à gagner du temps car, avec une promesse, rien n'est engagé dans l'immédiateté. Mais, si promesse il y a, les Français sont dès lors pris par leurs engagements moraux. Un code d'honneur militaire les contraignant de faire ainsi bouger les choses. Les Polonais ne sont pas au bout de leurs surprises et de leurs peines ! Peut-être que les officiers généraux et supérieurs de l'Etat-major du général Zajac ne se souviennent pas des « codes moraux » de leurs homologues et encore plus de ceux des politiques français lors de la campagne de septembre 1939 ?[913] Les avions promis qui ne sont jamais venus. Les canons antiaériens que l'on n'a jamais vus et, finalement, la déferlante germano-soviétique qui a tout balayé sur son passage. « Question éthique, les Français ont cette fois-ci raté leur sortie ! »[914] Mais qu'à cela ne tienne, le général Zajac veut encore y croire et même le général Sikorski l'encourage à aller de l'avant et à faire pression le plus possible sur l'armée française.

Si les contacts sont momentanément coupés entre les deux Etats-majors, en revanche, le fil n'est pas rompu entre les diplomates. Des émissaires du général Sikorski sont envoyés au ministère de la Guerre le 19 novembre 1939.[915] Il en ressort que les Français invoquent des problèmes de logistique qui devraient rentrer dans l'ordre sous peu. Mais toujours aucune promesse de création d'unité de chasse n'est évoquée. Pendant ce temps, les aviateurs polonais continuent d'arriver en France. Sans uniforme ni matériel, ils s'entassent dans le camp de Carpiagne, avant d'être réexpédiés on ne sait trop où.[916] Pour le général Sikorski, cette situation est de nature à gêner les relations franco-polonaises. Il le fait savoir à son

[912] Id.
[913] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[914] Idem.
[915] Id.
[916] Entretiens Kalita, (2 juin 1997).

homologue Edouard Daladier. Mais le pouvoir de pression des Polonais n'est vraiment pas important, puisque le 19 novembre au soir, la situation est toujours bloquée. Il en va de même avec la Grande-Bretagne qui se montre elle aussi particulièrement timorée. Les aviateurs polonais, tout comme leurs homologues de l'armée de Terre, commencent à se sentir « impuissants et mal-aimés ».[917] Pourtant, s'ils ont traversé l'Europe, en affrontant parfois des dangers mortels, ce n'est pas pour faire de la figuration dans un camp de transit, sans armes ni uniforme. Un sentiment de malaise se fait jour comme le montrent les quelques témoignages recueillis. Ils sont à mettre en parallèle avec ceux des officiers et soldats de l'armée de Terre qui, comme Kalita ou Zalinski que j'ai déjà cités dans l'ouvrage, se sentent mis de côté, mésestimés, mal-aimés, rejetés par les politiques et l'Etat-major français. A contrario, les témoignages vont tous dans le sens d'une certaine solidarité du peuple français en général et des soldats, sous-officiers et officiers subalternes français. C'est ainsi que l'on assiste à une bipolarisation des Français. Plus on monte haut dans la hiérarchie (de quelque nature qu'elle soit) et plus une défiance et un certain mépris sont affichés, parfois à l'extrême. Et plus on descend parmi les classes moyennes et laborieuses et les moins gradés de l'armée française, plus le respect, voire l'amitié sont de mise. Il en fut ainsi pendant toute la durée de la Drôle de Guerre et de la bataille de France.[918]

Essayant, comme par le passé, de relancer des négociations au point mort, le général Sikorski charge le général Zajac de tenter une énième fois de faire avancer les pourparlers. Nous sommes le 21 novembre et, cette fois enfin, les choses avancent. Les contacts reprennent au plus haut niveau de la hiérarchie militaire. Ils ne sont en fait que des préliminaires à un engagement plus clair et plus précis des autorités françaises. Le 16 novembre 1939, la base aérienne militaire de Lyon-Bron devenait le Dépôt d'Instruction de l'Aviation polonaise. Il fallait alors, vu qu'un certain nombre de pilotes polonais allaient séjourner, s'entraîner et peut-être combattre sur ou depuis cet aérodrome, fixer en quelque sorte les règles du jeu.[919] Si, au départ, les militaires français pensent que le nombre de pilotes polonais serait minime eu égard aux difficultés rencontrées pour quitter la Pologne, ou même seulement la Roumanie, ils durent assez vite déchanter. Ils n'avaient pas compté aussi avec l'esprit de revanche et de sacrifice d'une majeure partie des officiers, sous-officiers et soldats polonais de l'armée de Terre comme de celle de l'Air.[920] Un afflux de volontaires, comme cela était le cas, risquait immanquablement d'entraîner un changement dans les infrastructures prévues pour les

[917] Entretiens Kalita, (2 juin 1997).
[918] Sentiment unanime des anciens combattants que j'ai interrogés.
[919] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (organisation de l'aviation polonaise en France).
[920] Kalita, Mlot, Leskiewicz et Zalinski me l'ont confirmé.

accueillir. Car, ce qui surprend le commandement militaire français, c'est le nombre considérable de pilotes polonais, de navigateurs, de mécaniciens et de personnels de toutes sortes (venant ou non de l'ex-armée de l'Air) qui s'engagent en France.[921] D'une centaine au début d'octobre 1939, on passe à trois cent à la fin de ce mois, puis à près d'un demi-millier à la mi-novembre. Ce nombre croissant inquiète quelque peu les services de l'intendance et, au-delà de la logistique, la Direction du Matériel qui risque d'avoir une forte demande en avions de chasse, en bombardiers, en appareils de reconnaissance et surtout, en avions-écoles.

En effet, si beaucoup de ces pilotes polonais étaient déjà opérationnels dans leur pays, ayant pour certains combattu contre les Allemands et les Soviétiques, environ 30 % sont des élèves-pilotes qui n'ont pas achevé leur formation. Le problème se pose avec d'autant plus d'acuité que les Polonais ne possédaient que très peu d'avions d'origine française dans leur arsenal.[922] Seuls 20 % des chasseurs et bombardiers polonais sont de marque Potez, Dewoitine ou Morane. Le reste est soit d'origine américaine (Curtiss H75), soit fabriqué par la firme polonaise PZL. Il faut donc mettre l'accent sur la formation des jeunes pilotes, mais aussi sur la reconversion des anciens sur des appareils français. Ceci exige du haut commandement français un effort gigantesque car, déjà, les avions de combat et les pièces détachées manquent. C'est pour cela aussi que les Français cherchent à gagner du temps vis-à-vis des Polonais. La transformation d'un pilote expérimenté aux matériels et aux techniques de combat français coûte beaucoup d'argent, mais surtout, cela prend énormément de temps.[923] Comme la disponibilité en appareils est loin d'être à son meilleur niveau, les chefs militaires français ne veulent faire les choses que petit à petit.

Or, le temps presse pour le général Zajac qui veut montrer le caractère combatif et volontaire de l'élite militaire polonaise. Les Français hésitent, tergiversent. Ils essaient finalement de cacher à leurs hôtes qu'ils ont le plus grand mal à répondre à une demande légitime.[924] Car tous ces Polonais ont des compétences, de la plus réduite à la plus importante, comme la suite des événements et, notamment les combats aériens, nous le prouvent. Et puis, surtout, « ils offrent leur vie et ce sacrifice, puisque nous sommes en guerre, ne doit pas être vain ».[925] D'ailleurs, on commence chez certains officiers supérieurs français à avoir une certaine appréhension pour la suite des événements, car beaucoup de rescapés des combats de septembre 1939 racontent à leurs homologues ce qui s'est réellement passé. Les attaques

[921] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[922] Les Français possèdent eux aussi des Curtiss H75 américains facilitant ainsi la transformation des pilotes polonais.
[923] En moyenne cinq mois.
[924] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[925] Idem.

combinées stukas-Panzer sont explicitées dans les moindres détails par ceux qui les ont vécues et, parmi eux, les pilotes polonais. Ils parlent aussi du nombre très important d'avions de chasse allemands pour montrer à leurs alliés français que les nazis ont particulièrement bien préparé cette guerre, tant sur le plan tactique, que sur le plan numérique.[926]

Si le doute s'est installé dans l'esprit de bon nombre de pilotes polonais, il n'en va manifestement pas vraiment de même au niveau du Grand Quartier Général de l'armée de l'Air française. Non seulement le matériel n'arrive pas ou seulement au compte-goutte, mais en plus la mise en place de l'instruction des pilotes et des élèves-pilotes reste au point mort. Une nouvelle fois le général Zajac, sans doute sur ordre du général Sikorski, émet une protestation.[927]

C'est alors que pour gagner du temps, l'Etat-major de l'armée française, aiguillé par les responsables du ministère de la Guerre, décide de faire un geste. Ce geste est certes symbolique, mais il a le mérite de faire avancer le « dossier polonais ». En effet, le 22 novembre 1939, une instruction précisant le statut du personnel de l'aviation polonaise en France est signée.[928] La fixation des règles du jeu, comme je le précisais plus haut, est donc achevée. Désormais, les pilotes et aviateurs polonais stationnés en France ont, non seulement leur dépôt d'instruction à Lyon-Bron, mais aussi un statut légal et avalisé par leurs responsables politiques et, surtout, par leurs hôtes. C'est en quelque sorte une reconnaissance pleine et entière de l'existence de l'armée de l'Air polonaise en France. Ainsi, les choses peuvent s'accélérer. Au cours de cette même journée du 22 novembre 1939, la décision officielle de créer deux escadrilles de chasse en France est prise. C'est à n'en pas douter, une grande victoire pour le général Sikorski et le général Zajac qui a poussé avec acharnement les Français dans cet accord.[929]

Le moral des troupes revient petit à petit à un meilleur niveau. Ce pessimisme que Sikorski voyait s'installer chez la plupart des pilotes polonais présents à ce moment-là sur le sol français, faisait place à une sorte de renouveau teinté de grandes ambitions militaires.[930] Le général Zajac pense dès lors que les choses vont s'accélérer. Il transmet à Sikorski ses observations et les choix qu'il compte opérer, afin d'entamer au plus tôt l'entraînement et la conversion des pilotes chevronnés. L'optimisme est de mise au sein de l'Etat-major de

---

[926] Id.
[927] SHAA, dossier 2B13, gestion et organisation de l'aviation polonaise en France.
[928] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (organisation de l'aviation militaire polonaise en France).
[929] Idem.
[930] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).

l'armée de l'Air polonaise, car il apparaît qu'au lendemain du 22 novembre, les négociations avec les Britanniques avancent elles aussi.

Avec ses conseillers, le général Zajac élabore un véritable plan de formation avec comme priorité, la conversion des pilotes polonais expérimentés sur les avions de chasse que la France va mettre à disposition. Sur les 150 pilotes chevronnés, moins de la moitié sont destinés à la conversion rapide sur les Dewoitine D 520 ou les Morane MS 406 susceptibles d'être prêtés.[931] Quant à l'autre moitié, un entraînement intensif de deux mois devait suffire à en faire des pilotes aptes à être engagés en première ligne, dès le début de la confrontation. Le général Zajac convoqua à l'Etat-major provisoire de l'armée de l'Air polonaise tous les officiers supérieurs et subalternes susceptibles de devenir commandants d'escadrille, commandants en second et chefs de détachement.[932] Contrairement à ce qu'avaient imaginé les Français, ce choix ne fut pas des plus aisés, car il y avait un grand nombre de commandants et de capitaines de grande valeur. A l'image du commandant Kepinski ou du capitaine Laguna, beaucoup avaient fait la campagne de septembre 1939 et s'étaient illustrés dans les combats aériens contre les Allemands. Néanmoins, ce qui aida le général Zajac, fut la mise sur pied de l'armée de l'Air polonaise en Grande-Bretagne. C'est par ce biais que, finalement, aucun des valeureux officiers ne fut lésé. Il semble acquis que bien que moins puissante que la Royal Air Force britannique, l'armée de l'Air française n'eut pas les « plus mauvais des bons pilotes polonais ».[933] Bien que cette adéquation ne fut pas des plus aisées, elle fut menée à bien dans un esprit d'efficacité et de crédibilité. Car, si les Polonais pensent de bonne foi être des militaires et des combattants crédibles, ce n'est pas, comme je l'ai déjà écrit dans le chapitre précédent, ce que tout le monde croit. Parmi les hauts responsables français, des voix s'élèvent, mettant en doute la capacité des pilotes polonais à, d'une part, s'adapter aux appareils français et d'autre part, à mener des missions de combat, alors que l'immense majorité des pilotes ne parle pas un mot de français.[934] La première crainte est balayée d'un revers de la main par le général Zajac qui s'insurge contre cette idée stupide revenant à faire prendre ses pilotes pour des inadaptés chroniques. Mais pour la deuxième réticence française, cela est un peu plus délicat. Car c'est un fait, les Polonais sont très peu nombreux à manier la langue de Voltaire. Ceci pose un problème important pour les missions, qu'elles soient de combat, ou de reconnaissance.[935] Evidemment ce genre de problème lié à la

[931] SHAA, dossier 2B13, gestion et organisation de l'aviation polonaise en France.
[932] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[933] Idem.
[934] SHAA, dossier 2B11, organisation et fonctionnement des bases-écoles, bases accueillant des éléments polonais.
[935] La survie en mission peut en dépendre directement.

langue a toujours existé à travers toutes les périodes de l'Histoire. Souvent des nations étrangères s'alliaient pour combattre un ennemi commun et leurs troupes combattaient sous la même bannière. Il était alors difficile de communiquer entre armées. Cela était surmontable en engageant des interprètes.

Ce fut le cas pour l'armée Sikorski, mais en ce qui concernait l'aviation polonaise, le problème était plus grave et beaucoup plus difficile à surmonter. En effet, lors des missions aériennes de combat, de reconnaissance, ou tout simplement de patrouille sur zone, il y avait régulièrement des liaisons radio avec la base. Il était dès lors difficile pour les pilotes polonais en vol en formation de comprendre ce que disait la radio de la base, si le chef de patrouille ne parlait pas le français. En clair, la compréhension de l'ordre donné par radio devait être instantanée, sous peine de désorganiser la mission voire pire, de mettre en danger la vie des pilotes. Le général Zajac et ses hommes n'étaient pas sans ignorer ce problème assurément fondamental. Après mûres réflexions, il s'avérait qu'il n'y avait pas de solution-miracle. Pour les Polonais, l'apprentissage de la langue française relevait quasiment du défi.[936] En effet, les quelques pilotes qui s'y étaient essayés par le passé, indiquèrent à leurs camarades que c'était une langue extrêmement compliquée et difficile à apprendre. Ce ne fut pas pour rassurer les quelques candidats qui se portèrent volontaires pour une formation accélérée en français. L'Etat-major polonais multiplia alors les réunions, pour trouver des solutions réalisables et surtout, les proposer à leurs homologues français. Mais déjà il était difficile entre les officiers polonais de s'entendre sur une solution qui conviendrait à tout le monde, alors le problème restait entier. De leur côté, les Français laissaient les Polonais se creuser la tête, pensant ainsi gagner du temps, que d'ailleurs les lenteurs et les pesanteurs de leur administration leur faisaient gagner très efficacement.[937]

Alors que la question de la langue occupait fiévreusement les esprits des chefs militaires polonais, les pilotes continuaient sans discontinuer d'arriver. Les mécaniciens, les radios, les armuriers, tous volontaires, entraient toujours plus en territoire français. Par ce fait, les autorités françaises étaient mises à rude épreuve car à Carpiagne, on ne pouvait pas refuser des militaires polonais, dès lors qu'ils avaient satisfait aux multiples et sévères contrôles mis au point par le deuxième Bureau français.[938] Un problème logistique doublé d'un gros problème de place commençaient à voir le jour et à mettre les Français dans l'embarras. A Lyon-Bron qui devenait vraiment cette base aérienne emblématique de l'alliance franco-

[936] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[937] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[938] Voir Première Partie.

polonaise que nous connûmes quelques mois plus tard, tous les baraquements, même ceux qui étaient désaffectés, furent réquisitionnés. A grands renforts de peintres et d'ouvriers du bâtiment, on tenta tant bien que mal de restaurer et rafraîchir les vieux bâtiments désuets qui servaient d'abris aux lapins et de mangeoires aux chats sauvages de la base.[939] Il est à signaler qu'un effort plus conséquent fut fourni pour améliorer les conditions de vie des officiers. Ils furent servis en priorité lors des travaux de réfection engagés par les autorités françaises.

Au fur et à mesure que les jours passaient, et devant le nombre sans cesse croissant de pilotes et de militaires polonais remplissant les rangs de l'armée de l'Air, le général Zajac commençait à s'impatienter de ne voir rien sortir des réunions de travail de ses officiers. Il ne tarda pas à faire savoir à ceux-ci qu'ils n'avaient plus que quelques jours pour trouver une solution au délicat problème de la langue, faute de quoi leur responsabilité serait engagée dans le retard que prendraient l'entraînement et la formation des pilotes.[940] Le général Zajac ne se doutait peut-être pas, que les autorités françaises n'étaient pas particulièrement enclines à faire débuter de sitôt les entraînements des pilotes polonais. Ses remontrances portèrent leurs fruits, puisque, deux jours après son intervention, une solution fut trouvée. Elle consistait à mettre un radio polonais à la base, chargé de transmettre les informations et les ordres aux différentes patrouilles en vol.[941] Ce radio serait assisté en permanence par un interprète lui traduisant les ordres en polonais. Enfin, chaque radio polonais avait ordre de prendre des cours accélérés de français. Le problème semblait dès lors résolu pour le général Zajac, qui fit transmettre sur-le-champ la proposition polonaise aux autorités françaises.

C°/ Décembre 1939-février 1940 : des doutes aux certitudes

Au début du mois de décembre 1939, les pilotes polonais les plus expérimentés sont regroupés sur la base aérienne de Lyon-Bron. Le groupe ainsi formé est composé presque exclusivement de pilotes ayant combattu durant la campagne de septembre 1939, au sein des régiments d'aviation de Cracovie et de Posen.[942] Un groupe d'une dizaine de ces pilotes commence à s'initier aux méthodes de combat françaises. Ces officiers et sous-officiers d'élite ne tardent pas à s'apercevoir, que ces fameuses méthodes françaises diffèrent de celles de leur aviation sur beaucoup de points majeurs.

---

[939] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (DIAP de Lyon-Bron).
[940] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[941] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (organisation de l'aviation militaire polonaise en France).
[942] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (DIAP de Lyon-Bron).

Tout d'abord, les vols en formation à la française sont moins serrés que dans la méthode polonaise. En Pologne, les groupes formés volent pour ainsi dire, aile dans aile, afin d'être compact dans l'attente de l'ennemi. Il faut donc apprendre aux pilotes polonais à desserrer en formation. Sans parler de la langue et des modes d'appel radio, d'autres différences subsistent dans les méthodes de bombardement. Les Français utilisent moins le bombardement en rase-mottes que les Polonais. De même pour la chasse, les Français tâchent d'éviter un combat tournoyant, bien plus apprécié par les Polonais.[943] Ces différences illustrent le chemin à parcourir pour que les pilotes polonais donnent toute l'étendue de leurs talents. Il faut donc que les Polonais oublient une grande partie des choses qu'ils ont apprises tout au long de leur formation initiale en Pologne. Cela est un exercice difficile, surtout pour les pilotes les plus anciens. Rôdés aux méthodes polonaises qu'ils eurent parfois à enseigner, les officiers et sous-officiers les plus chevronnés durent se remettre en question. Ils durent réapprendre à voler en formation selon le mode français. Pour se faire, il leur fallait s'habituer aux commandes des Dewoitine 520 et des Morane 406 que l'armée de l'Air française leur confiait. Des cours théoriques furent ainsi donnés à des officiers qui étaient instructeurs dans leur pays. Mais c'était le prix à payer pour que les Polonais puissent de nouveau combattre. Restait toujours la difficulté de la langue qui, malgré les cours qui étaient dispensés, était très difficile à intégrer.[944] Dès lors, il apparaissait nécessaire que les cours de théorie soient aussi nombreux que la pratique.

Le général Zajac tout en n'ayant aucune responsabilité dans la mise en œuvre du programme de formation des pilotes polonais, souhaitait optimiser et accélérer la transformation du premier groupe de pilotes. Il demanda aux Français d'augmenter les cours pratiques, au détriment de la théorie.[945] Mais les Français ne pouvaient accéder à sa demande. Il y avait à cela deux raisons.

La première était que les cours de théorie bien que très fastidieux à cause de la langue, étaient d'une importance capitale pour les Français, étant donné qu'ils étaient la base de tout enseignement. L'apprentissage sur le tas n'étant pas une pratique commune dans l'armée de l'Air française.[946] L'autre raison était tout simplement le manque d'appareils. En effet, les Morane 406 et les Dewoitine 520 qui composaient la part essentielle de l'aviation de chasse française, n'étaient pas disponibles en assez grande quantité.[947] Les centaines d'appareils de ce

[943] SHAA, dossier 2B13, gestion et organisation de l'aviation polonaise en France.
[944] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[945] SHAA, dossier 2B11, organisation et fonctionnement des bases-écoles, bases accueillant des éléments polonais.
[946] Cela l'était un peu plus en Pologne.
[947] SHAA, dossier 2B11, organisation et fonctionnement des bases-écoles, bases accueillant des éléments

type étaient à ce moment-là allouées aux pilotes français. Il fallait donc attendre encore, pour que l'armée de l'Air polonaise dispose des meilleurs avions français qui, d'ailleurs, n'étaient pas les plus performants en Europe. Ce n'était pas vraiment du goût du général Zajac qui, finalement habitué aux « errements » des Français, n'éleva pas, cette fois-ci, de protestations. A la fin du mois de décembre 1939, l'armée de l'Air française commence à prêter avec parcimonie de vieux appareils, ou des avions plus récents, mais considérés par l'Etat-major français comme dépassés. Ce sont surtout des Potez 568, Morane 230, des Hanriot 232 et 182, ainsi que des Romano 82, qui sont alloués aux équipages polonais.[948] Certains des pilotes provenant des régiments d'aviation de Cracovie et de Posen connaissent déjà les Potez 568 et les Morane 230, dont la Pologne possédait avant-guerre plusieurs exemplaires.[949]

Passé le premier moment de surprise, les Polonais sont obligés de faire contre mauvaise fortune bon cœur, en se mettant au travail. Si le problème de la langue fait l'objet d'une attention particulière, celui du pilotage n'est pas mis de côté. En effet, les instructeurs français s'aperçoivent très rapidement qu'ils ont à faire à des personnes toutes très compétentes. Réputés difficiles à piloter, les Potez 568 et les Romano 82 se retrouvent parfaitement dans les mains des pilotes polonais. A peu d'exceptions près les premiers cours d'initiation au maniement des avions français font donc place à la deuxième phase de l'instruction. Celle-ci comporte des dispositifs d'atterrissages d'urgences, de re-décollages rapides (utilisés lors des phases intensives de combat), d'évaluation des distances de tir, de communications radio.[950] Dans le contexte difficile d'adaptation à la langue française, les tout premiers échanges radio se font en polonais. Les instructeurs français sachant (d'après ce que leur disent leurs supérieurs) que le temps n'est pas à l'urgence, faute de moyens mis à la disposition des Polonais et, surtout, de volonté réelle de la part du gouvernement français, les premiers entraînements se font à un rythme peu soutenu.

Le temps libre dont disposent les pilotes polonais est alors dévolu pour l'immense majorité d'entre eux à l'apprentissage de la langue française. Bien que des cours soient dispensés par des enseignants (le plus souvent militaires), cela ne s'avère pas suffisant pour certains Polonais. Etre un bon pilote est une chose acquise pour l'immense majorité de ces militaires venus de Pologne, mais être un bon étudiant en langues étrangères en est une autre ! Comme toujours au sein d'un groupe d'élèves, il y a des étudiants plus doués que d'autres. Face à la difficulté d'apprentissage de la langue française, les plus avancés se faisaient un devoir

polonais.

[948] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 100 (description du matériel fourni).

[949] Environ une cinquantaine.

[950] L'entraînement des pilotes polonais était global.

d'aider les moins bons. A la fin du mois de janvier, il est à noter des progrès importants, que ne manque pas de remarquer le général Zajac, lorsqu'il vient visiter le centre d'entraînement. Les progrès se situent bien évidemment dans la science militaire des pilotes polonais qui n'ont pas éprouvé de difficultés particulières dans le pilotage des avions français. Ce qui surprend le général Zajac et l'Etat-major qui le suit dans sa visite, ce sont les progrès fulgurants des Polonais en langue française.[951] Le général Zajac lui-même a le plus grand mal à s'exprimer en français. Avec ces avancées dans la compréhension et le parler du français, la phase de communications radio pouvait commencer.

Tout d'abord, il subsistait un interprète polonais pour, le cas échéant, traduire les ordres de l'Etat-major français. Il est décidé d'un commun accord avec les pilotes polonais, d'augmenter les heures de cours de français, afin de se passer au plus vite du radio-traducteur polonais. Malheureusement, le stage d'entraînement prévu à Montpellier ne dura qu'un mois au lieu de quatre, comme initialement prévu.[952] Les pilotes polonais ne purent donc pas se passer du « radio-traducteur ». Malgré cela, les progrès importants réalisés en un mois sur tous les plans, sont significatifs. Mais cela ne se fait pas sans mal car, au centre d'instruction de chasse de Montpellier, les journées sont longues et bien remplies.

Le lever est à six heures et la matinée débute par un entraînement sportif poussé. En effet, la condition physique des pilotes est un élément très important. Voler en formation de combat nécessite déjà une concentration constante, à laquelle une bonne condition physique donne inévitablement une valeur supplémentaire. La résistance physique et morale des pilotes est mise à rude épreuve lors d'une guerre.[953] En effet, depuis les années trente et l'utilisation particulièrement poussée de l'aviation de bombardement comme arme à part entière d'une force armée moderne, l'aviation de chasse s'est développée. Or, en phase de combats, surtout si l'on a affaire à un adversaire de force équivalente, les missions d'interception au-dessus du champ de bataille (ou en protection d'une ville ou d'une base militaire) demandent une très forte disponibilité en hommes et en appareils.[954] Les services de renseignement français disposaient d'informations contradictoires, quant au nombre de chasseurs et de bombardiers allemands. Mais une chose était sûre : la Luftwaffe bénéficiait d'une quantité très importante de bombardiers et, encore plus, de chasseurs. Si l'on ne connaissait pas le chiffre précis, on savait, en revanche, qu'il faudrait un taux de disponibilité particulièrement important et donc

[951] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation de l'instruction).
[952] Idem.
[953] Cela avait été le cas durant la campagne de Pologne en septembre 1939.
[954] L'expérience de septembre 1939 allait dans ce sens.

des pilotes capables d'effectuer un très grand nombre de missions de combat par jour.[955] D'où l'utilité de prévoir un entraînement en phase opérationnelle intensive. Les deux principales difficultés pour ce genre d'opérations étaient la résistance physique et, surtout, le manque de sommeil. En effet, le manque de sommeil pouvait provoquer des confusions mentales, des pertes sensorielles, ou, tout simplement, un manque important de concentration. Or, en combat de quelque type qu'il soit, la concentration est primordiale. Ce phénomène physiologique, les pilotes polonais à l'entraînement à Montpellier, l'avaient connu lors de l'invasion de septembre 1939. Les régiments d'aviation de Cracovie et de Posen auxquels appartenaient ces pilotes avaient été très sollicités dès le début des hostilités.[956] Le premier septembre 1939 et les jours suivants, les aviateurs polonais tentèrent d'enrayer la progression allemande. Jusqu'au 13 septembre, les régiments de Posen et de Cracovie combattirent la chasse nazie. Faute d'avoir pris le dessus, les Polonais ne purent pratiquement pas attaquer les colonnes blindées de la Whermacht.[957] Par contre, plus les jours passaient et plus les aérodromes militaires polonais étaient la cible des Stukas. C'est à ce titre notamment, que les pilotes polonais durent affronter le stress des sorties multiples.

Chapitre II

A°/ Le 17 février 1940 : début de la phase II

Après une première phase pour le moins difficile, de nouvelles négociations sont ouvertes entre les Français et les Polonais. On peut considérer que nous entrons dès lors dans une phase que les historiens de l'aviation polonaise qualifient de phase II. En effet, le général Sikorski délègue à partir du début du mois de février 1940, son chef d'Etat-major de l'armée de l'Air : le général Zajac. La portée de ces accords, s'ils étaient signés, serait telle, que le général Sikorski prévoit de participer personnellement aux discussions si celles-ci (comme cela s'est produit pour les deux précédents accords) traînent trop en longueur, ou si la France ne fait pas les efforts escomptés. Il faut reconnaître que, malgré les difficultés parfois insurmontables, tant sur le plan matériel que politique que rencontrent les Polonais face à leurs hôtes français, l'armée de l'Air polonaise commence à exister. Nombreux sont les officiers proches du général Zajac qui ne croyaient plus à l'édification d'une force aérienne polonaise en France. Les événements leur prouvaient le contraire.[958]

Comme le disait le général Sikorski, il fallait aller plus loin, beaucoup plus loin, dans la constitution de l'armée de l'Air polonaise en France. C'est dans ce but que commencent les

[955] Parfois plus de cinq.
[956] Gazeta Beskid (site Internet déjà cité), (Aviation militaire polonaise, campagne de septembre 1939).
[957] Entretiens Kalita, (2 juin 1997).
[958] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).

négociations préalables à l'accord du 17 février 1940. S'il venait au départ, compléter l'accord du 4 janvier 1940, il revêtait une telle importance qu'il supplantait littéralement le précédent engagement.[959] D'emblée, des priorités absolues sont demandées par la délégation polonaise. Elle souhaite former un groupe de chasse à deux escadrilles. En effet, si la première escadrille est quasiment opérationnelle, tel n'est pas le cas de la seconde. Des problèmes de dotation en matériel sont apparus au cours de la constitution de cette seconde escadrille. Ils sont le fait d'un manque chronique de moyens des Français qui cherchent avant tout à doter leurs propres formations.[960] La délégation française conduite par le général Bergeret est d'accord sur le principe de la constitution d'une seconde escadrille, mais pour le moment, la France ne dispose pas de Morane Saulnier 406 et de Dewoitine D 520 en nombre suffisant, pour pouvoir aligner une vingtaine d'appareils supplémentaires chez les Polonais.[961] Des commandes ont été passées chez les constructeurs, mais elles doivent impérativement être intégrées une fois sorties d'usine à l'armée de l'Air française. Lorsque les unités françaises auront reçu ces avions de combat neufs, la rétrocession des appareils plus anciens sera dès lors possible.[962]

Les Français semblent jouer une fois de plus la montre, note un observateur polonais.[963] Nonobstant le caractère définitif des propositions françaises, le général Zajac accentue la pression en demandant la création, ou tout au moins la mise en chantier dans les intergroupes de travail entre officiers français et officiers polonais d'une discussion préalable à la création d'une nouvelle escadrille. En fait, les Polonais souhaitent un second groupe de chasse doté de deux escadrilles. Mais devant le manque de moyens des Français, ou peut-être leur « manque d'enthousiasme », cette requête est remise à plus tard dans les discussions. En effet, se demande le général Zajac, comment les Français pourraient accepter la création d'un second groupe de chasse, quand ils n'ont ni les moyens financiers, ni matériels de créer avec les Polonais une seconde escadrille ?

Le 10 février 1940, les discussions sont ajournées, afin que chacun puisse retravailler sa position dans le but de faire avancer les choses. Les délégations se séparent donc, non sans avoir prévu une nouvelle rencontre deux jours plus tard. Pour les Polonais, à l'image du général Zajac, il faut continuer à mettre la pression sur les délégataires français. Tôt ou tard, les Français doivent accepter cette seconde escadrille, puis ce groupe de chasse. Il ne peut en

[959] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).
[960] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[961] SHAA, dossier 2B13, gestion et organisation de l'aviation polonaise en France.
[962] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (organisation de l'aviation militaire polonaise en France).
[963] Entretien Zalinski, (9 mars 1997), (témoignage rapporté).

être autrement, car de nombreux pilotes polonais continuent d'arriver de Roumanie et de Hongrie.[964] De plus, la Royal Air Force britannique a déjà procédé à la création d'un groupe de chasse à deux escadrilles.[965] Le général Zajac compte aussi beaucoup sur le Premier ministre Sikorski pour plaider plus avant son cas auprès de Daladier. En effet, le général Sikorski, s'il est à ce moment-là accaparé par d'autres soucis d'ordre politique et financier pour son gouvernement, ne reste pas insensible aux demandes pressantes du général Zajac. En fait, si la création de l'armée de Terre parvient peu à peu à un certain rythme de croisière, la puissance de la représentation de la Pologne en France ne doit absolument pas faire l'économie d'une force aérienne complète et bien armée. C'est dans ce sens que le général Zajac pousse Sikorski à intervenir au plus haut niveau. Nous n'avons pas de trace écrite d'une telle intervention de Sikorski vis-à-vis de Daladier. Mais tout laisse à penser que ce fut le cas, car le chef du Gouvernement polonais multiplia tout au long des neuf mois qu'il passa en France les interventions auprès de Daladier, puis de Paul Reynaud, à partir de mars 1940.[966]

Au sein de l'équipe de négociateurs polonais, la motivation est à son comble lorsque, le 12 février 1940, les travaux reprennent. Dès le départ, la délégation polonaise recadre ses objectifs. En premier lieu, elle demande une nouvelle fois l'accord et l'aide de la France pour la création d'un second groupe de chasse à deux escadrilles.[967] Puis, dans l'exercice de la parole, le général Zajac, plutôt doué et avec plus d'assurance que quelques mois plus tôt, demande aussi l'agrément français pour la création d'une ou deux escadrilles de coopération, en plus des escadrilles de chasse précitées. Cette fois, la délégation française paraît être dans de meilleures dispositions. Serait-ce dû à une intervention en très haut lieu, ou tout simplement le fait que des moyens supplémentaires en matériels sont enfin parvenus aux forces aériennes françaises (de telle sorte que des avions peuvent être alloués aux Polonais) ? Nul ne le sut, mais ce qu'il convient de noter, est que les pourparlers avancent. Le principe d'un second groupe de chasse à deux escadrilles est désormais retenu, même s'il reste à affiner les modalités de sa composition, notamment au niveau du type d'appareils de combat qu'il utilisera.[968] Pour les Polonais, c'est un immense soulagement, car cela signifie une montée en puissance (plus ou moins rapide) de leur aviation de guerre. Quant aux deux escadrilles de coopération, les Français n'y sont pas opposés, mais il leur reste à définir les moyens qu'ils pourraient donner aux Polonais. Car, si des Bloch, Dewoitine et Morane

[964] Entretiens Kalita, (2 juin 1997).
[965] Gazeta Beskid (Aviation militaire polonaise 1939-1940).
[966] SHAA, dossier 2B5, organisation du haut commandement français (aviation polonaise stationnée en France).
[967] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).
[968] SHAA, dossier 2B13, gestion et organisation de l'aviation polonaise en France.

Saulnier sont en commande, aucune date de livraison n'a été encore fixée. Ainsi, promettent les délégataires français, dès que l'armée de l'Air en aura pris possession, elle pourra rétrocéder les avions plus anciens à au moins une escadrille de coopération polonaise.[969] L'escadrille de coopération en question serait surtout destinée au soutien des forces combattantes, étant entendu qu'elle n'opérerait pas de missions de bombardement ou de chasse, mais qu'elle assurerait des opérations de liaison et de transport de matériels. Ce schéma d'escadrilles de combat appuyées par des escadrilles de coopération existait déjà dans l'armée de l'Air polonaise avant la campagne de septembre 1939. Ces dernières avaient une grande utilité, notamment lorsqu'il fallait ravitailler très rapidement en pièces détachées des appareils postés en avant sur le front.[970] D'autres missions leur incombaient aussi, comme la reconnaissance aérienne. Si leur utilité n'était plus à démontrer, il fallait quand même disposer d'au moins une quinzaine d'appareils pour pouvoir remplir correctement les missions qui leur étaient fixées. La France disposait elle aussi d'escadrilles comparables, mais elles n'étaient pas toutes incluses dans les escadrilles de coopération. En effet, les missions de liaisons, de transports, de reconnaissance, étaient effectuées au sein d'escadrilles distinctes. Si la forme était différente, le fond lui, était bien le même et donc la demande des Polonais était tout à fait fondée.

Le 12 février 1940, les Français décidèrent d'étudier cette question de la création d'une ou deux escadrilles de coopération à la fin des discussions. Ce qui venait ensuite au centre des négociations n'était pas simple à régler. En effet, les Polonais demandèrent que des unités cadres soient constituées dès que possible. Ces unités cadres avaient pour vocation d'assurer l'entraînement et la reconversion à titre permanent des pilotes polonais.[971] Il fallait, en effet, qu'une certaine polyvalence soit de mise chez les pilotes. On devait retrouver celle-ci dans des missions de chasse, mais aussi d'attaque au sol. Or, il fallait que tout ceci soit encadré par des officiers compétents et parfaitement entraînés. On retrouvait là aussi, un schéma de fonctionnement identique à ce qui se faisait en Pologne, avant la défaite de septembre 1939.[972] Les Français ne comprenaient pas vraiment cette idée de créer des unités cadres, car leurs pilotes étaient beaucoup plus spécialisés. Un pilote de chasse n'était pas un pilote de bombardier et vice-versa. Mais, finalement, le principe de la création de plusieurs unités cadres (le chiffre exact ne fut pas défini) fut adopté, à la condition qu'elles soient armées au fur et à mesure des disponibilités en personnel et en matériel. Tout ceci demandait un sérieux

[969] Idem.
[970] Cette création au sein des armées de l'Air occidentales date du milieu des années trente.
[971] Ce système de formation existait en Pologne.
[972] Schéma utilisé aussi par la Luftwaffe.

effort aux Autorités françaises, car il faut bien comprendre que les moyens en matériels pour l'armée de l'Air française n'étaient pas très importants comparés à la puissance de la Luftwaffe, telle que les services de renseignement français ou britanniques la signalaient de plus en plus.

En février 1940, la menace allemande en matière aérienne est en constante augmentation car, forte de son succès en Pologne, l'Allemagne nazie construit de plus en plus de bombardiers en piqué Junkers JU 87 « stukas » et d'appareils de chasse Messerschmidt BF 109 qui sont alors le fer de lance de son aviation de guerre.[973] De nombreuses informations en ce sens parviennent aux Français, mais les moyens paraissent leur manquer. C'est peut-être en grande partie à cause de cela que le général Zajac ne demande pas plus à ses hôtes. Il considère qu'à ce moment, il est allé assez loin pour que, si les Français tiennent leurs promesses, l'aviation de guerre polonaise en France ait au moins une existence avérée et un rôle actif. Les délégataires français finissent ainsi par accepter la création d'un premier groupe de chasse à deux escadrilles (qui est d'ailleurs en voie d'achèvement), d'un second groupe de chasse à deux escadrilles, d'une (ou deux) escadrilles de coopération et enfin, de ces fameuses unités cadres propres aux Polonais. La signature des accords est proposée pour le 17 février 1940.[974]

Mais il y a encore quelques détails à négocier avant que les Polonais ne donnent leur assentiment définitif. En effet, en ce qui concerne les tableaux d'effectifs et de dotation, les Français ne souhaitent pas que les Polonais aient des manières de fonctionner différentes, ni des armements différents des leurs. Aussi tombent-ils d'accord sur une application totalement française en ce qui concerne ces points particuliers pour les unités polonaises à créer (idem pour celles déjà créées).[975] D'autres questions sont réglées relativement rapidement, car les Polonais ont très peu de moyens propres. Par exemple, pour le ravitaillement et l'entretien des unités aériennes polonaises, les deux délégations tombent d'accord pour que ce soit les Français, en l'occurrence l'armée de l'Air française, qui s'occupe des avitaillements en carburants et de l'entretien des appareils (avec l'aide des mécaniciens polonais), la fourniture des pièces détachées, la nourriture et le logement des aviateurs polonais.[976] Il ne peut de toute façon pas en être autrement et chacun en est conscient. Cela permet aussi au gouvernement Sikorski de faire des économies substantielles, puisqu'il dispose d'une marge de manœuvre budgétaire des plus réduites.

---

[973] Encyclopédie des armes, éd. Atlas, Paris, 1986, chapitre « Stukas » et « BF 109 ».
[974] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).
[975] SHAA, dossier 2B13, gestion et organisation de l'aviation polonaise en France.
[976] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).

Les grades sont aussi calqués sur ceux des Français, mais cela est un détail mineur au regard des avancées particulièrement importantes des délégataires polonais dirigés par le général Zajac. Certains pilotes de l'armée Sikorski disaient que c'était une véritable « mise aux standards de l'armée de l'Air française qu'opéraient alors les Français ».[977] On peut voir cela sous cet angle, mais si les Français veulent bien avoir des pilotes polonais combattant avec eux, ils doivent évoluer dans un schéma opérationnel identique, sous peine de perdre une grande partie de leur efficacité. De même, les Polonais, comme je l'ai rappelé plus haut, n'ont pas les moyens financiers d'être indépendants, ni même semi-indépendants vis-à-vis des Français. Cela ressemble plus à une obligation pour les deux parties, qu'à une main-mise totale et forcée de la part de la France sur son alliée polonaise. Du moins, en ce qui concerne l'armée de l'Air.

Cela est illustré aussi par la troisième partie de l'accord du 17 février 1940 qui stipule que les escadrilles polonaises doivent au préalable être rattachées à un groupe de chasse français. Cela permet aux pilotes de mieux se familiariser aux méthodes et techniques de combat françaises. C'est une continuité par rapport aux mois de novembre, décembre 1939 et janvier 1940, avec notamment les stages qu'effectuèrent les anciens des régiments d'aviation de Posen et de Cracovie au sein de groupes français. Il est évident et le général Zajac ne le conteste pas, que dans un but d'efficacité, les nouveaux pilotes polonais doivent se « fondre » dans les tactiques mises en place par les Français.[978] En ce qui concerne les quelques « anciens » (ils n'ont que trois ou quatre mois de formation en France), ce fut un travail difficile mais qui porta ses fruits puisqu'à cette date, ils étaient pleinement opérationnels et aptes à partir en mission.[979] Il est certain que sur le plan psychologique, cela avait un impact sur les pilotes polonais confirmés et il en arrivait encore beaucoup de l'Europe centrale. La proportion était environ de cinquante pour cent de pilotes chevronnés et de cinquante autre pour cent de jeunes pilotes, dont certains étaient au tout début de leur formation avant l'invasion de septembre 1939. Mais il fallait dépasser cette espèce de fierté personnelle et accepter de reprendre quasiment à zéro sur beaucoup de points.

Ceux qui n'adhéreraient pas à ce principe vital ne pourraient faire partie des unités de combat de l'armée de l'Air polonaise en France. C'était le général Zajac en personne qui le disait à son Etat-major, afin que l'information circule le mieux possible. Il n'a pas été possible de trouver des archives ou des témoignages indiquant qu'il y eut des cas de pilotes polonais

[977] Entretien Zalinski, (9 mars 1997), (témoignage rapporté).
[978] Ainsi que le laissent entendre les accords du 17 février 1940.
[979] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (organisation de l'aviation militaire polonaise en France).

exclus de leur formation ou de leur unité pour cause d'incompatibilité d'objectifs et d'humeur avec les Français. Il est à penser que cela ne se produisit pas. Car ce qui caractérisait les pilotes polonais et au sens large, les militaires appartenant à l'armée de l'Air polonaise, était leur sens très aigu du devoir et de l'intérêt supérieur de leur arme.[980] Ajoutons à cela que le général Zajac était un officier reconnu et très estimé par ses subordonnés et que donc son avis décisionnel était toujours suivi à la lettre. Ce rattachement temporaire à un groupe de chasse français impliquait donc que pendant la durée de ce stage, tous les pilotes polonais, du caporal au commandant, étaient sous les ordres directs des commandants français.[981] Ils étaient soumis aux mêmes règles et devoirs que leurs homologues français. Mais le problème de la langue se posait à nouveau avec le handicap supplémentaire que les Polonais intégrant les groupes de chasse français, n'avaient pas eu le temps d'apprendre, ne serait-ce qu'un peu la langue française. Les anciens des régiments de Cracovie et de Posen avaient eux, bénéficié de cours particuliers.[982] C'était évidemment une difficulté supplémentaire et aucun cours n'était à cette date prévu pour les Polonais. Le problème des liaisons radio qui s'était posé au début pour les premiers pilotes polonais se posait à nouveau. Aucune réponse concrète n'était d'ailleurs donnée à ce sujet, ni par les Français, ni par les Polonais. Les officiers d'Etat-major polonais avaient eux aussi l'obligation de faire un stage dans un Etat-major de groupe de chasse français. La plupart des pilotes polonais durent alors, en catastrophe, acheter des dictionnaires bilingues et des livres de traduction.

Le 12 février 1940, les objectifs polonais sont, on peut le constater, atteints pour la plupart. Mais la seconde partie des négociations bute sur une demande très importante des Polonais. En effet, s'ils acceptent d'être subordonnés au haut commandement aérien français, les pilotes polonais souhaitent avant tout être engagés dans le secteur où combattent les Forces terrestres polonaises.[983] Ils veulent servir de couverture aérienne pour leurs homologues de l'armée de Terre et, le cas échéant, procéder à des opérations d'appui tactique ou de bombardement au bénéfice de leurs compatriotes. Cela, les Français ne peuvent le garantir, car en cas d'attaque massive de la part des Allemands, mais aussi des Français, les besoins en couverture aérienne et en frappes au sol risquent d'être très importants.[984] Aussi, les Forces terrestres françaises, incomparablement plus nombreuses que les cent mille hommes que compte déployer le

[980] Peut-être plus que dans l'armée de Terre polonaise.
[981] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (organisation de l'aviation militaire polonaise en France).
[982] Idem.
[983] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (organisation de l'aviation militaire polonaise en France).
[984] Les Accords du 17 février 1940 laissent une porte de sortie aux Français.

général Sikorski, pourraient avoir plus de besoins que leurs alliés. Car, si des officiers de l'Etat-major général des Forces terrestres polonaises souhaitent que leurs hommes soient envoyés en première ligne le plus tôt possible, il n'en est pas de même pour beaucoup de membres du gouvernement Sikorski. La raison en est simple : au 17 février 1940, les divisions polonaises, à part la première division du général Duch (du moins une partie d'entre elle), ne sont pas en état de combattre en première ligne. Défaut de matériel, peu ou pas d'uniformes, entraînement trop réduit, bref, les conditions d'un engagement frontal avec l'ennemi ne sont pas réunies.[985] Cette armée de Terre tant désirée par le général Sikorski n'est encore qu'en gestation. Si le conflit éclate à ce moment-là, seules les Forces françaises seraient en première ligne. D'où l'impérieux besoin de couverture aérienne polonaise.

Le général Zajac demande alors du temps pour ses homologues de l'armée de Terre et que l'on inscrive dans le texte final de l'accord du 17 février que l'aviation polonaise est destinée à la couverture des Forces terrestres polonaises à leur entrée en action aux côtés des Français.[986] Le résultat fut un mélange des genres et surtout une porte ouverte à plusieurs interprétations possibles. En effet, le texte final dit : « ces groupes seront engagés autant que possible dans le secteur où seront employées les Forces terrestres polonaises. » Les mots « autant que possible » n'étaient pas très clairs pour les Polonais car, qui allait décider que cela devenait « possible » ou non le moment venu ?[987] Sûrement pas l'Etat-major polonais. C'était donc un semi-échec pour le général Zajac qui ne put faire écrire noir sur blanc que l'aviation polonaise serait employée en priorité pour soutenir les Forces terrestres polonaises.[988]

De même, Zajac ne put empêcher que les accords du 17 février 1940 stipulent dans leur article IV qu'un certain nombre de membres du personnel navigant et technique polonais « pourront être mis individuellement à la disposition du commandement français pour être utilisés par lui, conformément à leurs aptitudes ».[989] Cela signifiait une perte d'effectif pour l'aviation polonaise. Car le général Zajac n'avait pu obtenir de chiffres précis quant aux besoins éventuels des Français. Or, le texte final était suffisamment imprécis pour que le nombre varie de un à cent, voire plus. De cela, les Polonais n'en voulaient pas, car plus ils étaient nombreux au sein de leurs unités, et plus « le drapeau polonais flottait haut ».[990] Et même si de nouveaux volontaires arrivaient régulièrement, il fallait satisfaire en priorité l'aviation polonaise en

[985] Entretiens Kalita, (2 juin 1997).
[986] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).
[987] Idem.
[988] Id.
[989] Id.
[990] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).

matière de navigants et techniciens, car la formation et la transformation de ceux-ci prenait du temps. Ainsi que cela transparaît dans cette partie de l'article IV des accords du 17 février, les Français ont de tels besoins en hommes et surtout en matériels, qu'ils n'hésitent pas à trancher en leur faveur pour, le cas échéant, puiser dans la « réserve » polonaise pour leurs propres besoins.[991]

Il y a à cela plusieurs explications. Tout d'abord, comme je l'écrivais plus haut, il faut qu'une interaction, la plus parfaite possible, s'opère entre les deux armées. Les Français ne peuvent accepter des différences trop importantes dans la conduite de la guerre d'une armée étrangère sur son sol. Il faut que le plus de choses soient uniformes. Aussi bien la méthode, que les moyens, doivent être de référence française. C'est avant tout un souci d'efficacité. Et l'interaction, comme l'interopérabilité, doivent être le signe d'un engagement commun le plus efficace possible, face à des ennemis que, malgré ce que l'on entend çà et là, on craint. L'hypothèse émise par certains ex-combattants polonais de l'aviation insiste plus sur la volonté des Français de « cadenasser », de « dominer », d'être les maîtres du jeu avec l'armée de l'Air polonaise et, plus généralement, avec l'armée Sikorski.[992] Les Français ne peuvent tolérer une quelconque indépendance militaire polonaise sur leur sol. C'est une hypothèse respectable, mais il faut sans doute chercher la vérité plus dans un souci d'efficacité de la part des Français, de complémentarité (sans pour autant parler d'osmose), que de volonté unilatérale de domination à outrance de l'aviation polonaise. De toute façon, il est stipulé dans l'article III que les groupes de chasse polonais seront « subordonnés au haut commandement aérien français ».[993] Cela a au moins le mérite d'être clair et précis.

B°/ Les accords du 17 février 1940 sont-ils équitables ?

Lors de la signature des accords, le 17 février, un grand nombre d'articles furent ajoutés par rapport à la réunion du 12 février. Notamment dans l'article V, par rapport à la constitution du Dépôt d'instruction de l'Aviation polonaise de Lyon-Bron. Cette première entité polonaise en France et, à ce moment-là, la plus importante, était sous commandement français. Or, les Français étaient d'accord dès le départ pour que petit à petit le commandement bascule au profit des Polonais.[994] Mais il y avait une condition à cela : que le commandant polonais du Dépôt d'instruction reste subordonné au commandant français de la base aérienne. Les

[991] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).
[992] Entretien Zalinski, (9 mars 1997), (rapportant des témoignages de militaires qu'il a connus).
[993] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).
[994] SHAA, dossier 2B13, gestion et organisation de l'aviation polonaise en France.

Polonais n'avaient pas le choix, car dans l'article III, il était explicite que l'ensemble de l'aviation polonaise en France resterait sous les ordres du haut commandement français. Ainsi, il n'était pas possible de faire le moindre écart, même au sein d'unités particulières, comme l'était le Dépôt d'instruction de Lyon-Bron. Les Français refusant les cas particuliers, le général Zajac dut se plier, même si cette autonomie complète du Dépôt d'instruction de Lyon-Bron correspondait à une demande récurrente de son Etat-major. Par contre, une autre demande de l'Etat-major polonais fut, elle, satisfaite.

En effet, toujours dans l'article V, il était dit qu'à compter du 17 février 1940, les militaires polonais envoyés en stage au sein des écoles ou centres d'instruction français seraient encadrés par des officiers ou des sous-officiers polonais.[995] Cela sous-entendait que ces cadres polonais devaient eux-mêmes avoir subi une formation qualifiante pour pouvoir encadrer leurs compatriotes. Or, à ce jour, seuls les anciens des régiments d'aviation de Posen et de Cracovie avaient suivi un stage dans l'aviation française. Ce stage prévu pour durer quatre mois n'avait en fait duré qu'un mois. Les quinze ex-stagiaires étaient en nombre notoirement insuffisant pour pouvoir encadrer le flux croissant d'aviateurs polonais arrivant en France. Mais le principal pour le général Zajac était que sur le papier il était inscrit noir sur blanc que l'encadrement des futurs stagiaires serait entièrement polonais.[996] Les détails pratiques n'étaient pas ceux qui comptaient le plus au mois de février 1940. Dans l'article V, aucune date n'était définie pour les prochains stages, malgré les demandes répétées des Polonais. Les Autorités françaises ne souhaitaient pas fixer cela lors des accords du 17 février, mais préféraient en discuter plus tard et au cas par cas. Une fois de plus, le manque de moyens de la part des Français peut en grande partie expliquer cette absence d'engagement programmé. On peut évoquer aussi comme Edward Sereski, ancien pilote du Groupe de chasse II/1, un manque de motivation, selon l'habituel grief de beaucoup d'anciens de l'armée Sikorski ou d'historiens polonais.[997] Il est indéniable que les Autorités françaises ne s'enflammèrent pas à l'idée d'avoir une armée étrangère sur leur sol, fusse t-elle polonaise. Mais, comme me le fit remarquer Tadeusz Kalita : « Les Polonais n'auraient sans doute pas mieux aimé voir une armée étrangère alliée s'installer sur leur sol ».[998] En tous les cas, la situation se clarifie sur le plan théorique, puisque l'on ajoute à la fin de l'article V, qu'à l'issue du stage d'instruction, les pilotes et les mécaniciens polonais se verraient réintégrés au sein du Dépôt d'instruction

[995] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).
[996] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).
[997] Entretien Zalinski, (9 mars 1997), (témoignage de E. Sereski, rapporté par Zalinski).
[998] Entretiens Kalita, (2 juin 1997).

du personnel de l'aviation militaire de Lyon-Bron.[999] Cela voulait dire que conformément aux articles III et IV, la majorité des pilotes et mécaniciens polonais serait affectée en priorité aux escadrilles de leur pays pour être engagée le plus possible en soutien des Forces terrestres polonaises. Evidemment l'article IV posait toujours problème, mais les Polonais étaient sûrs de pouvoir disposer d'au moins deux escadrilles, vu le nombre de pilotes et de mécaniciens qui devaient partir en stage. Cet article V était en quelque sorte la pierre angulaire du nouveau dispositif voulu par le général Sikorski que le général Zajac avait la lourde charge de mettre en œuvre. Une fois de plus, tout ceci restait à être concrétisé sur le plan pratique. Mais les derniers alinéas de l'article V, si les Polonais continuaient à pousser les Français à former d'autres pilotes et mécaniciens, devenaient intéressants dans la perspective de la création du second groupe de chasse.[1000]

Ce même 12 février 1940, les délégations tombèrent d'accord sur le port de l'uniforme. Dans un article sixième, ils précisèrent que l'uniforme des pilotes et mécaniciens polonais serait un uniforme qui leur serait spécialement destiné.[1001] Mais il fallait un délai de plusieurs semaines aux tailleurs de l'armée française qui étaient chargés de leur confection. Aussi, fut-il décidé de faire porter aux Polonais l'uniforme français avec l'insigne polonais cousu sur la poitrine. Cela pouvait paraître être un détail, mais il avait son importance sur le plan émotionnel. Les militaires polonais souhaitaient tous avoir un uniforme qui leur serait propre car cela signifiait, comme me le rappela Tadeusz Kalita, que la Pologne « continuait d'exister et que ses enfants perpétuaient la tradition de combat contre l'envahisseur ».[1002] Cet article VI des accords du 17 février 1940 avait autant d'importance aux yeux des Polonais que l'article premier consacrant la création de deux groupes de chasse à deux escadrilles chacun. Ils espéraient que l'uniforme français frappé de l'insigne polonais ne serait porté pas plus d'un mois, ainsi que le général Zajac le souhaitait. Mais cela était loin d'être évident, vu le nombre de plus en plus important de pilotes et de mécaniciens polonais arrivant sur le sol français. Il n'avait pas fallu négocier longtemps avec les délégataires français pour l'article VI, car il allait de soi que les Polonais ne souhaitaient, ni ne pouvaient combattre avec un uniforme français. Cela ne s'était jamais vu ni en France ni en Pologne, lorsqu'une armée étrangère amie combattait contre un ennemi commun. Il est d'ailleurs à considérer que les Français n'avaient certainement pas non plus envie de voir leurs alliés se battre sous le même uniforme

[999] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).
[1000] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).
[1001] Idem.
[1002] Entretiens Kalita, (2 juin 1997).

qu'eux. En cela, la volonté d'union quasi-sacrée contre l'Allemagne nazie n'aurait pas à en souffrir. Au contraire, elle s'en trouvait raffermie.

Suite logique de l'article VI, l'article VII reprenait à son compte l'idée émise dès le début des négociations par le général Zajac, c'est-à-dire la pose d'un drapeau polonais en permanence sur les bases occupées par des unités polonaises.[1003] Sur ce point, il était inutile de discuter, car les deux parties étaient d'accord sur le principe. Restait à écrire les modalités pratiques, c'est-à-dire les heures de lever, de salut, et le soir, de repli du drapeau polonais. Il fallait aussi être d'accord sur la pose de ce même drapeau aux côtés du drapeau français, ou s'il devait être mis uniquement dans les quartiers polonais de la base aérienne de Lyon-Bron et des autres bases franco-polonaises à venir. Finalement, le drapeau polonais fut posé à côté de celui des Français et le lever se fit aux mêmes heures que celui de ses hôtes.[1004] Tout ceci revêtait un caractère symbolique fort et les militaires polonais en ressentaient plus le besoin que leurs alliés français. Aussi l'article VII marquait une nouvelle étape dans ce qui apparaissait comme une montée en puissance de l'armée de l'Air polonaise en France. En effet, à partir de ce moment-là, les soldats polonais jouissaient d'une identité visuelle qui leur était propre et qui était finalement très voyante. Cet aspect des accords franco-polonais qui pouvait paraître secondaire à bien des officiers français, donna un sérieux coup de fouet au moral des troupes polonaises. Comme le confia Teodor Zierewicz, ancien pilote de cette armée de l'Air : « C'était une joie incomparable que de voir de nouveau flotter le drapeau polonais ».[1005]

Cette question réglée, il fallait passer à celle qui concernait les livrées des appareils polonais. Les couleurs des avions de guerre polonais durant la campagne de septembre 1939 étaient le blanc et le rouge symbolisées par un damier. Ce damier blanc et rouge était peint de chaque côté du fuselage et sur l'empennage. Pour les Français, la marque réglementaire était la cocarde tricolore peinte sur le fuselage et le drapeau tricolore peint sur l'empennage. Il était difficile d'allier les deux marques distinctives françaises et polonaises, car elles étaient sensiblement différentes. Si les Polonais avaient légitimement l'ambition d'arborer pleinement leurs couleurs sur leurs appareils (même s'ils étaient prêtés par les Français), leurs hôtes n'avaient pas les mêmes ambitions pour eux. La délégation française ne souhaitait pas qu'après avoir obtenu de voir flotter le drapeau polonais quasiment en permanence et au même niveau que le sien, les Polonais n'acquièrent trop d'autonomie par rapport aux Français.[1006] Il y eut un conflit d'intérêt, dans la mesure où les Français souhaitaient que les

[1003] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).
[1004] Idem.
[1005] Entretien Zalinski, (9 mars 1997), (témoignage de Zierewicz, rapporté par Zalinski).
[1006] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).

Polonais arborent sur leurs avions de combat les marques distinctives réglementaires françaises. Seule la possibilité de laisser aux Polonais le loisir de mettre l'insigne aérien caractérisé par le damier blanc et rouge sur les deux côtés du fuselage fut proposée.[1007]

Les délégataires polonais souhaitaient plus que cela. Peindre les avions polonais prêtés par la France aux couleurs de leur pays leur paraissait tout à fait normal. Etant donné que dans son avion de combat, le pilote polonais risquait sa vie à l'égal du pilote français, il n'y avait aux yeux du général Zajac rien d'anormal à ce qu'il demande que la totalité des couleurs polonaises soient arborées sur les appareils.[1008] Il eut une fin de non-recevoir de la part des Français. Ceux-ci considéraient par la voix du colonel Romatet, que le fait d'être sous commandement intégré français, obligeait les Polonais à arborer les couleurs réglementaires françaises.[1009] Il s'ensuivit d'âpres discussions qui finirent par aboutir à ce que proposaient les Français, c'est-à-dire que : « les avions des Forces aériennes polonaises porteront les marques distinctives réglementaires françaises avec en outre, l'insigne aérien polonais, damier blanc et rouge sur les deux côtés du fuselage ». Ceci constituait dorénavant l'article VIII des accords du 17 février 1940.[1010]

Comme on le voit, les négociations ne furent pas de tout repos, aussi bien pour les délégataires français, que pour leurs homologues polonais. Mais à la fin de la journée du 12 février 1940, les deux parties étaient d'accord sur l'essentiel, regroupé dans les huit articles principaux. On y adjoignit un article neuvième sur l'organisation du service de santé des unités aériennes polonaises.[1011] Le problème n'était pas urgent, car les médecins militaires français étaient en nombre important et ils pouvaient s'occuper des militaires polonais au sein des bases aériennes nouvellement créées. Mais, là aussi, l'Etat-major polonais souhaitait avoir du personnel médical polonais ou d'origine polonaise s'il appartenait à l'immigration récente en France.[1012] A cela, les Français n'avaient pas d'objections, à condition que l'on puisse trouver un nombre de médecins militaires conséquent. De plus en plus d'aviateurs et de mécaniciens polonais rejoignaient l'armée Sikorski, il fallait donc proportionnellement une trentaine au moins de médecins polonais. L'Etat-major polonais n'était pas du tout sûr de les trouver. Les délégataires français proposèrent de « prêter » leur personnel médical en attendant qu'une campagne de recrutement ait lieu.[1013] Même avec l'optimisme du général

[1007] Idem.
[1008] Entretien Zalinski, (9 mars 1997), (témoignage rapporté de Zierewicz).
[1009] Idem.
[1010] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).
[1011] Idem.
[1012] Id.
[1013] Id.

Zajac, il serait difficile de recruter sous un mois cette trentaine de médecins. Les polonais étaient donc devant un dilemme : accepter la proposition française au risque de ne pas avoir un corps médical militaire polonais, ou refuser cela et encourir une pénurie de médecins et même d'infirmiers. L'Etat-major polonais fit passer une note au camp de Carpiagne, afin de rechercher d'éventuels médecins désireux de s'engager dans l'armée Sikorski.[1014] Il n'y eut qu'une demi-dizaine de réponses. Le problème restait donc entier. En conséquence, les délégataires polonais durent accepter la proposition française. Mais ils mirent une condition sine qua non : que dans l'article IX soit stipulé : « le service de Santé des unités aériennes polonaises sera dans toute la mesure du possible assuré par des médecins polonais ».[1015] Cette prédisposition protégeait en quelque sorte le développement ultérieur du Service de Santé de l'armée de l'Air polonaise. Elle arrangeait aussi les Français, car elle laissait la porte ouverte à un mélange des équipes médicales franco-polonaises. Plus tard, à l'achèvement de l'édification des Forces aériennes polonaises, cela donnerait entière satisfaction au général Zajac si, toutefois, il était capable de constituer des équipes de médecins et d'infirmiers polonais dans chacune des bases qui leur étaient allouées. Les Français savaient pertinemment que ce serait particulièrement ardu, vu le niveau de forces combattantes qui devait être atteint si l'article I des accords du 17 février 1940 était respecté entièrement. Ce risque était le prix à payer pour le général Zajac, dans la mesure où son objectif était d'obtenir un maximum d'indépendance pour ses Forces aériennes vis-à-vis des Français. C'était un défi de plus à relever, mais il en valait la peine, car pour le moral des troupes, des médecins et des infirmiers (et infirmières) polonais étaient bien plus réconfortants que des équipes médicales françaises, certes très compétentes, mais ne parlant pas la langue, ni ne connaissant la mentalité polonaise.

Dès la promulgation des accords du 17 février 1940, des affiches de recrutement de médecins et d'infirmiers (et infirmières) polonais furent envoyées partout en France où vivait une importante communauté polonaise. Il y eut bien évidemment le Nord, le Pas de Calais, la région de Decazeville Albi, Saint-Etienne et la vallée de l'Ondaine, Lyon, mais aussi l'Est de la France, comme par exemple à Longwy. Parallèlement, des appels furent à nouveau lancés via le réseau des consulats et ambassades à l'étranger, surtout en Hongrie et en Roumanie.[1016]

Un autre point important pour les Polonais fut abordé par les délégataires et trouva une réponse rapide. C'était le problème de la présence de prêtres auprès des aviateurs et

[1014] SHAA, dossier 2B108, Forces aériennes étrangères en France (polonaises, tchèques, belges et hollandaises), transports, emplois, instruction et organisation 1939-1940.
[1015] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).
[1016] Idem.

mécaniciens polonais. L'ensemble des négociateurs étaient d'accord pour qu'un maximum d'aumôniers polonais soient affectés aux unités de l'armée de l'Air polonaise. Mais là aussi, se posait la question de savoir comment et où trouver un grand nombre de prêtres polonais pouvant assurer ce service religieux. Il y avait en France, à ce moment-là, beaucoup de prêtres polonais en mission auprès des communautés du Nord, de la région stéphanoise et du Decazevillois.[1017] Ils auraient pu faire l'affaire étant en nombre suffisant. Mais le général Zajac préférait des aumôniers militaires. Ils avaient été particulièrement nombreux avant la campagne de septembre 1939 à servir dans la marine, l'armée de Terre et l'armée de l'Air en Pologne. L'écrasement et la mise sous tutelle du pays avaient dès lors privé la diaspora d'une grande partie de ses aumôniers militaires. On en revenait toujours au même problème : l'effectif. Malgré cela, les Polonais obtinrent que soit stipulé dans l'article IX que ce serait des « aumôniers militaires polonais qui seraient affectés dans les unités aériennes ».[1018] L'article IX prémunissait ainsi les Forces aériennes polonaises d'une intrusion française trop prononcée, non seulement dans le Service de Santé, mais aussi dans le domaine spirituel, ô combien important chez les Polonais.

L'article IX aurait dû être le dernier des accords du 17 février 1940. Mais les délégataires français souhaitaient y ajouter d'autres articles plus contraignants pour leurs homologues polonais, de manière à mieux contrôler cette nouvelle force aérienne en devenir. Ils proposèrent aux Polonais d'adopter un règlement intérieur proche du leur, afin qu'il puisse être appliqué de manière productive dans les futures unités polonaises. Ce à quoi les délégataires polonais répondirent que le règlement intérieur existait déjà en Pologne, qu'il se nommait : « règlement du Service intérieur » et qu'ils préféraient garder le leur, quitte à faire quelques aménagements.[1019] Les Polonais ne souhaitaient en fait pas d'un dixième article qu'ils jugeaient trop contraignant. Ainsi qu'il se l'était fixé, le général Zajac voulait préserver au maximum l'indépendance de son arme et de ses hommes. Le rajout d'un article n'était donc pas de bon aloi. Il lui fallait négocier.

Les Français poussant de manière ostensible vers un article dixième incluant cette notion de règlement intérieur proche du leur, il fallait lâcher du lest, tout en ne sacrifiant pas les intérêts polonais qui avaient été, dans l'ensemble, sauvegardés par ces accords. Le général Zajac proposa que l'on adapte l'actuel règlement du Service intérieur polonais aux exigences françaises de discipline au sein des services.[1020] Par exemple, au niveau des sanctions

[1017] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).
[1018] Idem.
[1019] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).
[1020] Idem.

disciplinaires, la mise en place de geôles dans l'enceinte des quartiers des Polonais fut invoquée. Mais les Français souhaitaient plus que cela : les horaires de lever, de coucher, la discipline, les sanctions, etc. …, devaient nécessairement ressembler à ceux en vigueur dans le règlement de Service intérieur français. Les Polonais manifestaient une forte réticence à ce qu'ils considéraient comme une atteinte à leur autonomie. La situation semblait dès lors bloquée. Personne ne voulant faire un pas de côté, l'ajout du dixième article des accords du 17 février 1940 devenait un véritable casse-tête chinois. Finalement, ce furent les Français qui tranchèrent dans le vif. Ils proposèrent aux Polonais une solution médiane. En effet, ils admirent que le règlement du Service intérieur polonais soit de mise au sein des unités polonaises. Mais en revanche, les militaires polonais en service ou à l'instruction sur une base aérienne française seraient astreints aux règles du Service intérieur français.[1021] Cela équivalait à dire que dans leurs baraquements les Polonais pouvaient faire ce qu'ils voulaient, mais dès lors qu'ils étaient dans la base, ils devaient se plier au règlement français. Les points avancés par le général Zajac, à savoir, une adaptation française du règlement de Service intérieur polonais, furent rejetés par les Français. En fait, ce que proposaient les délégataires français à leurs homologues polonais était à prendre ou à laisser. Le général Zajac n'avait pas le choix, il accepta.[1022]

Ainsi l'article X consacra cette ascendance française sur la nouvelle armée de l'Air polonaise. A la fin des négociations, les Français rajoutèrent qu'il fallait compléter l'article X par un autre sur les préséances, les marques de respect et le protocole dans les unités aériennes polonaises.[1023] Là aussi, les marques de respect, les préséances ou le protocole en service dans l'armée de l'Air polonaise d'avant la campagne de septembre 1939, différaient de ceux des Français. Il était difficile de faire des adaptations à la dernière minute. De nouveau, le général Zajac dut se résoudre à céder du terrain aux Français. En effet, il fut stipulé dans l'alinéa deux de l'article X que : « en ce qui concerne les honneurs, préséances et marques extérieures de respect, les militaires polonais auront les mêmes droits et les mêmes obligations que les militaires français ».[1024] Cela revenait à dire que, comme pour le règlement de Service intérieur, les Français imprimaient leur marque sur le nouvel ensemble polonais à venir. Mais si les Polonais n'avaient pas le choix, qu'en était-il vraiment des Français ? Avaient-ils le choix de laisser une plus grande marge de liberté à leurs hôtes polonais, ou au contraire,

[1021] Id.
[1022] SHAA, dossier 2B5, organisation du haut commandement français (aviation polonaise stationnée en France).
[1023] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).
[1024] Idem.

devaient-ils uniformiser tout cela, afin que l'on ne perdit pas une once d'efficacité dans le dur combat qui allait être mené un jour ou l'autre ?

A la lueur de ces accords du 17 février 1940, on comprend que les Français n'ont pas vraiment de marge. Ils doivent, nonobstant les réelles difficultés de la langue, aider au maximum cette nouvelle armée de l'Air polonaise à assurer la reconversion de ses personnels sur des avions de combat français, à veiller à la sécurité et au bien-être des militaires polonais au sein des bases aériennes françaises, à entraîner les pilotes aux missions de guerre selon le schéma tactique français, à former les indispensables mécaniciens polonais à réparer les avions qu'ils ne connaissaient pas pour la plupart, etc. On peut en déduire que tout doit marcher droit sans fausse note, ni conflit d'intérêt stérile, afin que l'ensemble soit le plus efficace possible face à la redoutable Luftwaffe. Cette uniformisation, cette « fonte » de l'armée de l'Air polonaise dans le dispositif de défense de l'armée de l'Air française devait se faire à tous les niveaux et le plus rapidement possible. L'avenir de cette nouvelle force aérienne polonaise en France en dépendait grandement.

C°/ La tentation française de main-mise sur l'aviation polonaise

Au terme des accords du 17 février 1940, il était convenu que le centre principal de création de l'armée de l'Air polonaise serait le Dépôt d'instruction de l'aviation polonaise (DIAP) de Lyon-Bron.[1025] Le DIAP se trouvait ainsi conforté dans son rôle de centre de constitution des groupes, de commandement et de base principale pour l'aviation polonaise en France. Les accords du 17 février 1940 entérinaient en quelque sorte le fait que le DIAP de Lyon-Bron serait la pierre angulaire de la création de cette armée de l'Air. A partir de là seraient créées d'autres bases aériennes polonaises ou d'autres Dépôts dans le même style que celui-ci. Ainsi que le décrit le lieutenant-colonel Salesse, le DIAP de Lyon-Bron est au terme de ces accords : un « centre de sélection du personnel de l'aviation dès son arrivée du camp de Carpiagne (ou d'une autre zone de transit) ».[1026] Les pilotes les plus chevronnés et les mécaniciens les plus qualifiés sont destinés en premier lieu à la base de Bron. En théorie, ils doivent effectuer eux-mêmes un premier stage de reconversion de deux mois, puis devenir instructeurs. Au sein des accords du 17 février 1940, l'article V stipule l'existence d'un stage de reconversion pour les militaires polonais. Mais il ne fixe pas la durée de celui-ci. Néanmoins, l'Etat-major de l'armée de l'Air polonaise estimait que deux mois étaient

[1025] SHAA, dossier 2B13, gestion et organisation de l'aviation polonaise en France.
[1026] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).

suffisants, même si la durée optimale préconisée par certains officiers supérieurs était de quatre mois.

Au lendemain de la promulgation des accords, beaucoup de volontaires polonais voulurent s'engager dans les Forces aériennes. Mais il fallait donner priorité à ceux qui possédaient une expérience et donc de fait, ceux qui venaient directement de Pologne. Il est intéressant de noter le nombre important de volontaires polonais issus de l'émigration, qu'elle soit de France, mais aussi de Belgique, du Canada, des Etats-Unis et même d'Australie. La plupart de ces émigrés avaient gardé des liens étroits avec leur pays d'origine, un grand nombre d'entre eux ayant encore de la famille proche en Pologne. Si le DIAP de Lyon-Bron avait un rôle de sélection primordial, il y avait une présélection en amont.[1027] Qu'elle se fasse à Carpiagne pour les Polonais venant directement de Pologne, ou dans les bureaux de recrutement installés par les Consulats polonais un peu partout en France, elle permettait d'éviter un peu l'engorgement prévisible du DIAP de Lyon-Bron. Ce qui découlait directement des accords, était que les Polonais seraient seuls responsables de leur recrutement. C'est-à-dire que les militaires français n'interféraient pas au niveau du choix des combattants polonais. Il y avait une exception à cela : le camp de Carpiagne.[1028]

En effet, si les Polonais avaient en quelque sorte un deuxième Bureau sur place, les Français faisaient très attention à ce qu'il n'y ait pas d'infiltration d'agents communistes. Le « danger » était essentiellement d'extrême gauche, les mouvements d'extrême droite n'étant pas assez puissants pour inquiéter les Français. On peut dire que ce travail en amont de recherche d'éventuels agents communistes se faisait dans la plus parfaite collaboration entre les Services français et polonais. Dans l'embryon de camp de transit qu'avaient créé les Français à la demande des Polonais en octobre 1939, l'une des premières décisions du gouvernement polonais fut de nommer des responsables uniquement chargés de traquer les agents communistes qui tenteraient de s'infiltrer au sein de l'armée en gestation. Si un agent était identifié, il était immédiatement arrêté. Il semble qu'il y ait eu un certain nombre d'arrestations, surtout préventives, à Carpiagne, mais aussi parmi les Polonais installés en France. En ce qui concernait les simples sympathisants, soit ils n'étaient pas pris au sein de l'armée Sikorski, soit ils étaient intégrés à des unités de seconde ligne, comme par exemple des groupes de maintenance ou d'intendance.[1029] Même si les accords du 17 février 1940 ne le spécifiaient aucunement, la « chasse » aux communistes était ouverte. Le général Sikorski

[1027] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[1028] Entretiens Kalita, (2 juin 1997).
[1029] Entretiens Kalita, (2 juin 1997).

était un ennemi de longue date du communisme et la crainte qu'une infiltration massive de son armée par des agents de l'Est ne sabote la création de celle-ci, le motivait à éliminer tout risque de « communisation ».[1030] Les Français partageaient aussi cette crainte. C'est pour cela qu'une collaboration franco-polonaise étroite et efficace fut organisée. D'ailleurs, c'est dans cette « traque » de l'agent communiste que l'alliance franco-polonaise a le mieux fonctionné durant la période de septembre 1939 à juin 1940. En théorie ne devaient parvenir au DIAP de Lyon-Bron que des militaires ayant été certifiés « exempts de toute contagion communiste ». Cela pouvait se comprendre aisément, étant donné la nature fondamentale et le rôle basique dévolus au DIAP de Lyon-Bron. Mais est-ce que cela fut réellement le cas ? A la lueur des archives et des différents témoignages que j'ai pu recouper, il apparaît que la collaboration franco-polonaise empêcha les infiltrations pro-communistes au sein de l'armée Sikorski.[1031]

L'autre grand rôle du DIAP de Lyon-Bron est celui d'un centre d'entraînement du personnel sélectionné. En fait les meilleurs pilotes restèrent à Bron, tandis que les autres moins aguerris ou manquant d'expérience du fait de leur jeunesse, furent envoyés en stage dans d'autres bases françaises.[1032] Ainsi que je l'ai précisé plus haut, le but fondamental des formations dispensées par les Français aux Polonais, était de les familiariser à leurs méthodes de combat et à leurs procédés de transmission. Le DIAP de Lyon-Bron était donc amené à remplir ce rôle supplémentaire. Mais en avait-il les moyens ?

Ils étaient de deux ordres. En premier lieu, il fallait des moyens en hommes. Or les accords du 17 février 1940 ne parlaient pas sur le plan technique du nombre d'hommes qu'il était nécessaire d'envoyer au DIAP afin qu'il puisse s'acquitter convenablement de sa tâche. Evidemment, dans l'article I, il était stipulé qu'un groupe de chasse à deux escadrilles allait être constitué en premier lieu, puis qu'un second suivrait rapidement.[1033] Donc, il était facile d'imaginer à partir de là le nombre de pilotes, de mécaniciens, d'intendants, etc., qu'il fallait. Mais cela n'était que de la théorie, car chaque militaire coûtait une somme donnée. Or, au sein des accords du 17 février 1940, hormis l'article I alinéa V qui stipule que : « les tableaux d'effectifs et de dotation français seront appliqués aux unités polonaises à créer », rien n'est précisé concernant le financement du personnel et aussi du matériel.[1034] Certes, l'article II préconise l'entretien et le ravitaillement des unités aériennes polonaises aux bons soins de

[1030] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[1031] Les deux gouvernements étaient aussi motivés l'un que l'autre pour lutter contre le danger communiste polonais.
[1032] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (organisation de l'aviation militaire polonaise en France).
[1033] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).
[1034] Idem.

l'armée de l'Air française. Mais il ne propose rien pour le paiement de la solde des militaires polonais. Ce n'était à ce moment-là pas un souci majeur, car ce qui importait le plus, était de réussir ces accords dans un sens acceptable pour les deux parties contractantes. En effet, la suite serait immanquablement difficile et délicate à mettre en œuvre. Personne n'était dupe : de la signature des accords, à leur application stricte sur le terrain, il y avait un monde.

Or, ainsi que ne cessait de le marteler le général Sikorski, il fallait tout mettre en œuvre pour arriver le plus tôt possible à recréer une force aérienne polonaise.[1035] Le financement de la solde et l'entretien des locaux et du personnel ne devaient pas être un obstacle à la création de cette force aérienne. Le ministre du Trésor Julius Koc fut saisi du dossier. Il fut bien obligé de remarquer que, si les accords du 17 février 1940 étaient signés, la question du financement de ceux-ci n'était que partiellement réglée par l'article II. Les Français avaient fait de gros efforts dans le but d'aboutir à la création de cette armée de l'Air polonaise qui devait malgré tout demeurer sous leur commandement intégré, mais sur le plan financier, ils ne pouvaient s'engager plus. Le ministre Koc demanda des négociations, afin de trouver avec ses partenaires français un terrain d'entente. En effet, la Pologne en exil du général Sikorski n'avait pas le pouvoir, ni la possibilité de frapper monnaie. Certes, il y avait les lingots d'or et les trésors du Château de Wavel transportés de façon rocambolesque de Constanta en France.[1036] Cet argent était la propriété du gouvernement polonais en exil. Mais la somme totale se montait à moins de cent millions de francs. Or, les dépenses afférentes à l'entretien du personnel militaire (de l'armée de Terre et de l'armée de l'Air) s'élevaient, selon une estimation, à 150 millions de francs. Le ministre Koc souhaitait demander un crédit à la France d'un montant de 150 millions de francs, afin de couvrir dans un premier temps ces frais. Le ministère des Finances lui opposa une fin de non-recevoir.[1037]

A cela s'ajoutait un reproche que l'on retrouva tout au long de l'existence du gouvernement Sikorski en France. En effet, le gouvernement français aurait souhaité que son homologue polonais puise dans ses réserves.[1038] C'est-à-dire dans les fonds transportés depuis Constanta. Les Français voulaient qu'il y ait une participation active et non symbolique. Or, le gouvernement Sikorski n'avait pas de moyens d'action en ce qui concernait d'éventuelles recettes, comme des levées d'impôts ou des contributions indirectes. Il ne pouvait pas, car non autorisé par le pays hôte, lever des impôts chez les ressortissants polonais résidants en France.

[1035] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[1036] Voir Première Partie Chapitre V b.
[1037] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (organisation de l'aviation militaire polonaise en France).
[1038] Voir Première Partie Chapitre V b.

Le seul élément susceptible de générer une rentrée d'argent, était les dons faits par les Polonais de l'étranger, notamment des Etats-Unis, du Canada, d'Australie, mais aussi de France. Des campagnes d'information et de propagande pour que les Polonais expatriés qui le pouvaient donnent de l'argent, afin que puissent fonctionner les nouvelles institutions et que leur armée soit en création dans les meilleures conditions possibles, furent lancées.[1039] Elles trouvèrent un certain écho aux Etats-Unis et au Canada où vivait une importante communauté polonaise. Mais l'essentiel n'aurait pu reposer uniquement sur des dons provenant de l'étranger, fussent-ils conséquents. Dès lors, le gouvernement Sikorski se trouvait dans une impasse budgétaire et politique. Car, demander un crédit à la France, comme cela s'était déjà passé en novembre 1939, revenait à perdre encore un peu plus d'autonomie vis-à-vis de la puissance-hôte. La marge de manœuvre étant déjà très limitée pour les Polonais, cela impliquait de trouver tous les moyens possibles pour montrer aux Polonais de France, mais aussi de Pologne, la réalité de l'existence du gouvernement Sikorski. Devant ces difficultés, le chef du gouvernement polonais dut se résoudre à faire demander par son ministre des finances un emprunt à la France.[1040]

Les Français acceptèrent d'avancer cent millions au gouvernement polonais dans le cadre du prêt initialement prévu de six cents millions de francs. Le général Sikorski parvint quand même à sauvegarder le trésor polonais, constitué des lingots d'or de l'ancienne Banque de Pologne et des joyaux et tableaux du Château de Wavel. Cet emprunt que l'on peut considérer comme une rallonge budgétaire, permit de payer les soldes des militaires polonais des armées de Terre et de l'Air.[1041] Ainsi, les accords du 17 février 1940 trouvaient-ils dès lors une sorte de plénitude d'existence. Le côté administratif était réglé et il en allait de même pour le financement du matériel et des hommes. Sur le plan théorique, tout était dorénavant en place pour que ce que les Polonais et les Français considéraient comme de bons accords soient effectifs rapidement.

Malgré les difficultés que j'ai énoncées plus haut, l'armée de l'Air polonaise en France avait de l'avenir. Mais ce que craignait le général Zajac au sortir de la signature des accords, était la durée de la mise en place de tous ces articles.[1042] Pour les Français, le temps mis à appliquer les dix articles, n'était pas une priorité, c'était même un détail. Or, aussi bien pour l'opérabilité et la viabilité de cette armée, que pour l'existence et la reconnaissance du gouvernement Sikorski, il fallait que les choses s'accélèrent. Malheureusement pour le

[1039] Voir Première Partie Chapitres V b et V c.
[1040] Idem.
[1041] Id.
[1042] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).

général Zajac et son Etat-major, aucune date précise ne fut fixée dans les accords du 17 février 1940. Si l'article X prévoyait dans son alinéa IV que : « toutes questions nécessitant une entente et non prévues dans le présent accord seront réglées soit par des accords complémentaires conclus entre le ministre de l'Air français et le ministre des Affaires Militaires polonais, soit par voie d'échange de lettres entre le Chef d'Etat-major de l'armée de l'Air et le Commandant de l'armée de l'Air polonaise ».[1043] En revanche, il ne donnait pas de date-butoir pour que le volet pratique se substitue au volet théorique. Les craintes du général Zajac se révélèrent fondées, puisque la réalité des accords du 17 février 1940 ne fut engagée sur le terrain qu'au mois de mars 1940. Une fois de plus, les Polonais hésitèrent entre « une mauvaise volonté de la part des Français et un manque évident de moyens ».[1044]

La réponse à ces questions était à chercher de nouveau dans une ambivalence chez les politiques, plus que chez les militaires. En premier lieu, ainsi que je l'ai expliqué précédemment, les Français ne souhaitent pas voir s'installer une armée de l'Air polonaise trop bien équipée, voire trop puissante. Ce n'est pas par crainte, mais plutôt par souci de garder en toutes circonstances la main sur ces forces militaires. On retrouve ainsi un schéma identique à celui qui concerne déjà à cette date l'armée de Terre polonaise, qui est elle aussi en cours de création. Ainsi, le souci de montrer que la France reste maîtresse du jeu se retrouve dans toutes les armes. Que ce soit l'armée de Terre ou l'armée de l'Air, la marge de manœuvre des Polonais doit être limitée et même régulée par les hôtes français. En cela, les accords du 17 février 1940 ne règlent en rien ce problème d'indépendance de l'armée Sikorski vis-à-vis de la France. Si certains membres de l'Etat-major du général Zajac crurent un moment que la signature des accords signifiait une nouvelle donne, au moins pour l'armée de l'Air (par rapport à l'armée de Terre), leur illusion ne dura pas plus de quarante-huit heures.[1045] D'ailleurs, l'article X alinéa IV constituait une manœuvre supplémentaire de la part des Français pour pouvoir gérer au mieux de leurs intérêts les développements ultérieurs des Forces aériennes polonaises. Car, en cherchant à régler au cas par cas les questions non prévues par les accords qui viendraient à se poser, soit par l'intermédiaire des deux ministres en charge du dossier, soit par celui des commandants en chef des deux armées de l'Air, la France se dote d'un arsenal supplémentaire pour contrer les demandes trop pressantes ou trop dérangeantes des Polonais. En paraphant ces accords, Guy La Chambre, agissant de concert avec le président du Conseil Edouard Daladier, sait déjà que ces mêmes accords ne peuvent

[1043] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).
[1044] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).
[1045] Entretien Zalinski, (9 mars 1997).

satisfaire indéfiniment les Polonais.[1046] Le ministre des Affaires Militaires du gouvernement Sikorski attendait tout comme le général Zajac des preuves de la montée en puissance de son armée de l'Air, telle que le laissait supposer cette nouvelle entente.

La semaine qui suivit le 17 février, certains membres de l'Etat-major du général Zajac demandèrent à leur Chef, s'il avait obtenu des éclaircissements de la part des Français sur ce fameux article X alinéa IV. Le général Zajac ne put que répondre par la négative, tout en espérant obtenir une rencontre avec Guy La Chambre, ministre de l'Air français. Mais au fil des semaines, cette entrevue ne venait toujours pas. Et la mise en place des accords du 17 février 1940 se faisait au ralenti. Seul le Dépôt d'Instruction de l'Armée Polonaise de Bron semblait acquérir un minimum de moyens supplémentaires.

En premier lieu, des travaux de réfection des logements des militaires polonais furent démarrés. De même qu'une extension limitée de la base aérienne de Bron fut entamée au bénéfice des Polonais. Le général Zajac fit une visite à la fin du mois de février 1940, afin d'inspecter ses troupes, mais aussi ces travaux de construction et de rénovation.[1047] Bien entendu, les militaires polonais n'étaient pas contre l'amélioration de leur cadre de vie, car un certain confort est nécessaire pour se reposer entre deux missions quotidiennes, (quand ce n'est pas trois missions). Mais le fond du problème n'était pas d'obtenir immédiatement après la signature des accords de beaux bâtiments fraîchement restaurés. Le nœud gordien était de recevoir enfin des avions de combat, les plus récents possible et là, conformément à ce qu'avait prédit une partie de son Etat-major, les Polonais ne voyaient toujours rien venir au début du mois de mars.[1048]

Certains auraient pu se lasser, entre le problème des moyens financiers (notamment du prêt consenti par la France), le manque flagrant et très difficile à supporter d'autonomie, voire d'indépendance du gouvernement Sikorski et, enfin, le manque de moyens militaires mis à la disposition des Polonais par leurs hôtes français. Mais c'était méconnaître l'âpreté au combat de ces mêmes Polonais. Si le découragement envahit parfois les soldats, comme le soulignèrent Tadeusz Kalita ou Kajic Mlot, mais aussi leurs dirigeants, cette face apathique ne durait pas. L'espoir revenait, tout comme l'envie et le besoin de progresser, d'avancer. C'est ce qui ressort des témoignages d'anciens combattants que j'ai pu rencontrer.[1049]

[1046] Idem.
[1047] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (DIAP de Lyon-Bron).
[1048] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (organisation de l'aviation militaire polonaise en France).
[1049] Tous les témoignages concordent absolument.

Entre le 17 février 1940 et le 22 mars, seul le DIAP de Lyon-Bron voit son activité augmenter sensiblement. Au début du mois de mars 1940, une dizaine de Dewoitine D 520 arrivent à Bron. Ils ne sont pas neufs, mais proviennent de différentes bases françaises. Les dernières livraisons d'avions neufs à l'armée de l'Air française ont permis de programmer la distribution d'une dizaine de Dewoitine d'occasion.[1050] C'est une grande joie pour les pilotes polonais qui peuvent enfin former une demi-escadrille. Celle-ci est d'ailleurs très rapidement opérationnelle, puisqu'à la fin du mois de mars 1940, le Commandant Kepinski et une dizaine de pilotes sont suffisamment entraînés pour partir au combat le moment venu.

Mais pour le reste, les accords du 17 février 1940 semblaient au point mort. Ainsi que le prévoyait l'article X, le général Zajac fit demander par l'intermédiaire de son ministre de tutelle, si la France pouvait fournir quelques précisions sur les dates de création des deux groupes de chasse à deux escadrilles. En effet, dans les accords du 17 février, aucune date concernant la mise en route des dispositions signées ce jour-là, ne fut donnée. Le général Zajac ne voyant toujours rien arriver au début du mois de mars 1940, commença à s'impatienter. Or, il n'avait pas la possibilité de demander lui-même aux autorités politiques françaises des renseignements précis sur le temps nécessaire pour créer cette armée de l'Air polonaise. La seule porte de sortie était cet article X alinéa IV. Certains membres de son Etat-major lui conseillèrent d'utiliser cet article et de tenter de régler cette affaire de date par une intervention du ministre auprès de son homologue français Guy La Chambre. La réponse se fit attendre quarante-huit heures, pour finalement tomber le 10 mars 1940 par un communiqué laconique au ministre polonais, indiquant que le gouvernement français ne pouvait à ce jour avancer de date précise pour la création effective des deux groupes de chasse polonais.[1051] Les récentes affectations de Dewoitine D 520 ne furent même pas mentionnées dans ce communiqué. Cela ne pouvait que mécontenter le ministre polonais et surtout le général Zajac qui ne pouvaient se satisfaire d'une telle réponse, au demeurant quelque peu désinvolte. Le général Sikorski devait être saisi de cette affaire. Mais il fallait aussi compter sur la chance.

Le 22 mars 1940, Paul Reynaud succède à Edouard Daladier comme Président du Conseil. Appelé par le Président Lebrun qui connaît l'homme et sa pugnacité, Paul Reynaud est chargé de former un nouveau gouvernement plus à même d'engager les forces françaises dans la bataille qui se prépare. C'est à partir de ce moment-là que les choses avancent de manière plus significative pour les Polonais.

[1050] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 100 (description du matériel fourni).
[1051] SHAA, dossier 2B5, organisation du haut commandement français (aviation polonaise stationnée en France).

Chapitre III

A°/ La nomination des officiers français et polonais aux postes-clefs : le gage d'un nouvel élan ?

Le premier février 1940, l'Etat-major général de l'armée de l'Air française nomme le commandant Pierre De Marmier au poste-clef de conseiller du commandant de la Division d'Instruction de l'Aviation Polonaise de Lyon-Bron.[1052] Le commandant Pierre De Marmier est un as de la Première Guerre Mondiale avec un total de sept victoires homologuées (le minimum pour être un as étant de cinq victoires homologuées par l'Etat-major de l'armée de l'Air). Ancien de la Spa 112, il a acquis vingt-deux ans plus tôt une très forte expérience du combat aérien. Même si les techniques et les méthodes ont considérablement changé, il est selon ceux qui le soutiennent à l'Etat-major de l'armée de l'Air l'un des rares qui peut aider de façon significative le colonel Hug commandant le DIAP de Lyon-Bron.[1053] Car, comme je le soulignais dans le précédent chapitre, un gros effort devait être engagé de la part des Polonais pour se mettre aux normes et exigences françaises. Même si le commandant De Marmier avait quitté l'aviation militaire au lendemain de la Première Guerre Mondiale pour entrer de plain-pied dans l'aviation civile, il effectuait quand même régulièrement des périodes de réserve. Gardant ainsi le contact avec l'Etat-major de l'armée de l'Air et les évolutions techniques et tactiques. Il était à même de veiller au bon déroulement pédagogique de l'enseignement qui allait être dispensé aux pilotes polonais. Le Commandant De Marmier était aussi un spécialiste de l'endurance en combat aérien.[1054] Il pouvait ainsi être très utile dans la formation des pilotes polonais aux sorties multiples qui risquaient de devenir leur lot commun au moment du déclenchement de l'offensive française ou allemande. Le commandant De Marmier était dans le civil détenteur de plusieurs records du monde de vitesses et d'endurance. Il était donc un expert des conditions extrêmes. L'Etat-major français considérait qu'il fallait un homme de grande compétence et surtout faisant preuve d'un dynamisme et d'une motivation sans faille, pour accomplir cette difficile tâche de conseiller du commandant de la DIAP de Lyon-Bron. Aussi son savoir-faire en matière de conditions extrêmes était le bienvenu, dans la mesure où il fallait partir de rien ou presque pour former les aviateurs polonais aux méthodes et tactiques de combats françaises. L'enthousiasme et le dynamisme reconnus du commandant De Marmier faisaient le reste.

[1052] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation de l'instruction de la DIAP de Lyon-Bron).
[1053] Idem.
[1054] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation de l'instruction de la DIAP de Lyon-Bron).

Son rôle de conseiller du commandant de la DIAP devait quand même être précisé de façon sûre et explicite. Car il ne faut pas oublier que ce poste particulièrement stratégique dans l'évolution des rapports militaro-politiques entre Français et Polonais nécessitait un sens certain de la diplomatie et de la négociation. Le chef d'Etat-major de l'armée de l'Air française dut préciser au commandant De Marmier ce que ses chefs attendaient réellement de lui. En premier lieu, il était question de devenir le conseiller du commandant de la DIAP. On ne demandait pas au commandant De Marmier de se substituer au chef polonais de la base aérienne de Lyon-Bron. Son rôle était de l'assister dans les domaines pédagogiques, techniques, stratégiques, tactiques, de communication et de coordination des ordres reçus du Grand Quartier Général français.[1055] Officiellement, le commandant De Marmier devait donc assister le colonel. Mais il avait surtout une mission d'animateur de tout le personnel polonais placé sous l'autorité de la DIAP. Il doit veiller à ce que le commandement français de la base aérienne de Lyon-Bron fournisse en temps utile tout ce dont les Polonais, du simple soldat à l'officier supérieur, ont besoin. Sa mission consiste en outre à diriger techniquement l'enseignement des méthodes de combat aérien françaises. Comme on l'a vu précédemment, elles diffèrent de celles des Polonais sur de nombreux points. La discipline militaire française n'échappe pas non plus à ses prérogatives. Comme on le voit, la tâche qui incombe au commandant De Marmier est particulièrement ardue, compliquée et très vaste.

C'est pour cela que le haut commandement français décide de lui adjoindre plusieurs officiers et sous-officiers pour le soulager des tâches administratives. Dans le même temps, afin de décharger au mieux le colonel Hug, commandant français de la base aérienne de Lyon-Bron, des tâches administratives, le haut commandement lui envoie comme adjoints, le commandant De Chivré officier d'Etat-major et le sous-lieutenant Yrle.[1056] L'Etat-major français souhaite qu'il y ait un travail en symbiose avec le commandant De Marmier, car la tâche de celui-ci revêt une grande importance.

La nouvelle équipe articulée autour du colonel Hug et du commandant De Marmier prend ses fonctions le premier février 1940. La DIAP peut dès lors commencer à fonctionner réellement. Une division d'instruction en vol est créée afin de disposer sur le terrain les éléments concourant à la mise sur pied de la DIAP.[1057] Deux escadrilles sont mises en formation créant ainsi de fait la division d'instruction en vol. Le commandement français souhaite, dans le cadre de sa doctrine militaire aérienne, la mise en place d'une escadrille de

[1055] SHAA, dossier 2B13, gestion et organisation de l'aviation polonaise en France.
[1056] Y. Salesse, Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction de la DIAP de Lyon-Bron).
[1057] Idem.

chasse et d'une escadrille de reconnaissance. L'escadrille de reconnaissance vient soutenir celle de chasse. Elle effectue de multiples sorties principalement de jour, et transmet en temps réel les informations impliquant le départ sur-le-champ d'une patrouille d'interception, en cas d'attaque imminente ou d'une patrouille de chasse, en cas de danger plus lointain. La différence entre la patrouille d'interception et la patrouille de chasse réside uniquement dans la dénomination et le mode opératoire. L'interception n'est pas planifiée et est du ressort de l'urgence, alors que la chasse est du domaine du planifié.

Il y avait parfois des patrouilles mixtes de reconnaissance et de chasse. La mission des avions de reconnaissance en avant du dispositif étant la détection de cibles éventuelles et la transmission de leurs coordonnées à la patrouille de chasse située en arrière du dispositif. La patrouille de reconnaissance une fois la, ou les cibles répertoriées, passait en arrière de la patrouille mixte pour laisser le champ libre à l'attaque par les chasseurs français.[1058] Etant donné que le gouvernement polonais du général Sikorski a accepté le principe de l'utilisation des doctrines et méthodes militaires françaises, le commandement polonais n'a d'autre choix que d'entériner la mise en place de ces deux escadrilles. Le haut commandement français doit choisir entre plusieurs postulants pour diriger l'escadrille de chasse. Attirés par l'honneur attribué au commandement d'une unité franco-polonaise nouvellement créée, de nombreux officiers se portent candidats. Finalement, l'Etat-major de l'armée de l'Air choisit un officier qui n'a rien demandé ni postulé : le capitaine Pierre Rougevin-Baville.[1059]

Arrivé à la DIAP de Lyon-Bron le premier mars 1940, il prend ses fonctions le jour-même. Comme le commandant De Marmier, le capitaine Rougevin-Baville est un homme d'expérience. Pilote de chasse de formation, il arrive de la deuxième escadrille (qu'il commandait) du groupe de chasse III/1 basé à Bizerte-Sidi Ahmed en Tunisie et dotée de Morane 406.[1060] Cette unité de chasse qu'il a contribué à mettre sur pied fut transférée provisoirement à la base aérienne de Chantilly dans l'Oise au début de 1940. La Tunisie étant loin des théâtres d'opérations potentiels, l'Etat-major français décida de renforcer le maillage aérien défensif sur la région militaire du nord-est. Le capitaine Rougevin-Baville fut donc muté une première fois à Chantilly comme commandant de la deuxième escadrille de chasse. Il y accomplit un nombre significatif de missions, avant que l'Etat-major ne le nomme d'office à la base aérienne de Lyon-Bron.

[1058] Les Polonais n'utilisaient pas ce système en Pologne.
[1059] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (description du commandement français de l'aviation polonaise).
[1060] Idem.

Le capitaine Rougevin-Baville n'a pas une grande expérience de la pédagogie, mais il s'attelle immédiatement à sa tâche, sachant que compte tenu des différences de langue, de méthodes et de tactiques, son travail risque de s'avérer particulièrement ardu. Il doit en premier lieu préparer un programme d'instruction spécifique tenant compte du manque d'expérience en matière de pilotage des appareils français de certains pilotes polonais.[1061] Le programme qu'il concocte s'étend sur cinq semaines avec plusieurs phases différentes de familiarisation, de contrôle des appareils en vol, de combats rapprochés… Le capitaine Rougevin-Baville appréhende un peu de devoir dispenser son enseignement en français à des élèves qui, pour la plupart, ne le parlent pas. La présence d'un interprète est fondamentale et le haut commandement fait en sorte que ce ne soit pas un problème rédhibitoire. Mais cela paraît insuffisant au capitaine Rougevin-Baville qui souhaiterait qu'il y ait un interprète par groupe d'élèves. En cours magistral, la présence d'un seul traducteur est suffisante, mais lorsque les stagiaires sont divisés en sous-groupes, notamment pour les évaluations techniques et tactiques en vol, la possibilité d'avoir un traducteur dans chaque entité accroît indéniablement l'efficacité de l'enseignement. Le capitaine Rougevin-Baville n'obtient pas d'interprètes supplémentaires, parce qu'il y a un problème de budget, mais aussi et surtout, parce que les pilotes polonais se sont engagés à suivre des cours accélérés de français. Si le capitaine Rougevin-Baville a un rôle de maître d'œuvre de l'instruction, sur le terrain, il est épaulé pour la partie observation et reconnaissance par le capitaine Paul Levrey.[1062]

Officier de réserve, c'est un ancien pilote de chasse qui se spécialisa ensuite dans la reconnaissance aérienne. Le Grand Quartier Général lui demande de prendre en main l'instruction et la formation des pilotes et des observateurs de l'escadrille de reconnaissance du début à la fin.[1063] Bon pédagogue, il est à même selon ceux qui le soutiennent, de faire une synthèse des différentes méthodes de reconnaissances françaises et polonaises. En effet, les deux ne sont pas très éloignées sur le plan du schéma tactique. Tout en étant un réserviste, le capitaine Levrey a suivi de nombreux stages qui lui ont permis de rester dans le coup. Il décide de scinder les observateurs et les pilotes de reconnaissance en deux groupes distincts, afin que l'ensemble soit plus homogène. Sous la responsabilité hiérarchique et technique du commandant De Marmier, le capitaine Levrey dispose malgré tout d'une large autonomie au sein de la DIAP.[1064]

[1061] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction de la DIAP de Lyon-Bron).
[1062] Idem.
[1063] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (description du commandement français de l'aviation polonaise).
[1064] C'est une marque de confiance du commandant De Marmier.

Avec la nomination et la prise de fonction du capitaine Levrey, le schéma d'organisation de la DIAP est complet en ce qui concerne l'encadrement français. Lors de la signature des accords du 17 février 1940, il est convenu qu'une fois l'instruction terminée, les officiers français chargés de celle-ci deviennent d'office adjoints au commandant de l'unité.[1065] D'un point de vue officiel, en tant qu'adjoints, ils n'ont qu'un rôle de conseillers subordonnés aux commandants polonais. Mais dans la réalité des faits, ils ont pour mission de conseiller leurs chefs polonais de manière assez directive, afin que toutes les décisions prises par les commandants polonais cadrent avec les buts choisis par le haut commandement français.[1066] Ce n'est pas un manque de confiance quant à la loyauté des chefs d'escadrilles polonais, mais assurément, une crainte que leur fougue et leur envie d'en découdre avec les Allemands ne débouchent sur des prises de risques inconsidérés et l'exposition trop volontaire des appareils de combat fournis par la France.

En ce qui concerne le commandant polonais de la DIAP et les chefs d'escadrille, le général Zajac a carte blanche du gouvernement Sikorski et ne semble pas avoir rencontré d'obstacles de la part des Français. Ainsi, le colonel Pavel Pawlikowski devient commandant de la Division d'Instruction en vol. On ne dispose pas d'information sur l'ensemble de sa carrière, mais l'on sait qu'il fit partie du haut Etat-major de l'aviation polonaise, avant le déclenchement de l'offensive allemande le premier septembre 1940. Il a le soutien de l'ensemble du haut commandement polonais et bénéficie d'une carte blanche pour organiser et commander le DIAP de Lyon-Bron.[1067] Le colonel Pawlikowski a son mot à dire lorsque le général Zajac le convoque à la fin du mois de février 1940, pour désigner les deux commandants de groupe appelés à être ses subordonnés directs. Le choix du haut commandement (et du colonel Pawlikowski) se porte sur le commandant Kepinski qui est chargé de former le groupe éponyme.[1068]

De ce groupe de combat « Kepinski » naissent deux escadrilles de chasse. La première escadrille est commandée par le capitaine Piotr Laguna. Le capitaine Laguna est un as de l'armée de l'Air polonaise ayant participé aux combats de septembre 1939.[1069] Il a la responsabilité de la cohésion d'une escadrille de pointe, qui est chargée d'intégrer les meilleurs éléments, afin d'être à même de monter au front dans les plus brefs délais. La

[1065] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (description du commandement français de l'aviation polonaise).
[1066] Idem.
[1067] SHAA, dossier 2B11, organisation et fonctionnement des bases-écoles, bases de l'aviation polonaise en France.
[1068] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (installation des pilotes polonais).
[1069] Idem.

première escadrille du groupe Kepinski est rapidement constituée et démarre l'entraînement à Bron sous la houlette du commandant De Marmier. Les séances deviennent très vite dures physiquement et moralement. Le commandant De Marmier souhaite que les pilotes polonais acquièrent de façon rapide les éléments de radio-transmission, afin de pouvoir communiquer en vol, car cela est une donnée fondamentale en patrouille et en combat aérien. Le but de ces entraînements très ardus, parce que pointus, est de pouvoir envoyer les premières patrouilles polonaises sur le théâtre d'opération dès la fin du mois de mars 1940. Or, cela risque d'être difficile à réussir, étant donné le travail à accomplir et le manque d'appareils d'entraînement.[1070]

La seconde escadrille du groupe Kepinski est destinée à fournir l'intégralité d'un groupe de chasse que l'Etat-major polonais souhaite baptiser : « groupe de chasse 1/145 Varsovie ». Le commandement de cette deuxième escadrille est confié au commandant Kepinski lui-même sur sa demande expresse.[1071] Mais étant donné les difficultés rencontrées pour l'édification de la première escadrille, la naissance de la seconde est repoussée de trois semaines.

Il en va de même pour le second groupe de chasse dont le commandement est confié au lieutenant-colonel Pamula.[1072] Pilote de chasse confirmé et commandant d'escadrille expérimenté, le lieutenant-colonel Pamula a une double mission. Il doit, secondé par le commandant Wyrwicki et le capitaine Kuzian, former deux escadrilles de chasse et poursuivre l'instruction des jeunes pilotes arrivant de Pologne et du reste du monde.[1073] Pour ce groupe de chasse nommé : « groupe Pamula », les moyens tardent à arriver. Que ce soit pour les moyens financiers, comme techniques, le groupe Pamula doit passer en second. La priorité est donc donnée au groupe Kepinski (surtout à la première escadrille de celui-ci). Pour le groupe Pamula, le haut commandement projette de le doter de ses appareils d'ici la fin du mois de mars 1940 et de les envoyer sur le théâtre d'opérations dans le courant du mois de mai.

Une nouvelle fois le général Zajac essaie de faire accélérer les choses pour ses pilotes dont la plupart sont pressés d'être opérationnels. Mais le gouvernement français, par la voix de son ministre de l'Air, invoquant les problèmes techniques, mais aussi budgétaires, tranche dans le vif en réaffirmant, que, pour le moment, la France ne peut pas faire plus.[1074] A la fin du mois

---

[1070] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction du DIAP de Lyon-Bron).
[1071] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (installation des pilotes polonais).
[1072] Idem.
[1073] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction du DIAP de Lyon-Bron).
[1074] SHAA, dossier 2B5, organisation du haut commandement en France (aviation polonaise stationnée en France).

de février 1940, le ministre de l'Air français demande au commandant en chef des Forces Aériennes françaises d'informer son homologue polonais que sur les quatre escadrilles à créer, seules trois peuvent être pourvues des matériels nécessaires.[1075] Poursuivant dans ce schéma, il propose aux Polonais d'accepter la création de ces trois escadrilles. L'idée est que ce serait trois patrouilles de chasse légèrement plus volumineuses en moyens humains et techniques que la normale qui se substitueraient aux quatre escadrilles. La formation et l'entraînement des pilotes seraient accélérés, étant donné que les appareils seraient en nombre suffisant. En gonflant artificiellement les trois groupes de chasse, les Français pensent pouvoir obtenir des patrouilles polonaises opérationnelles sous un mois.

Pour la première fois, un membre du gouvernement français laisse passer l'information selon laquelle les moyens techniques, et surtout financiers français, ne sont pas au rendez-vous. Le gouvernement et l'Etat-major polonais ne sont pas surpris par ce qu'ils estimaient être une réalité depuis le mois de novembre 1939. Car les retards successifs en matériels, en instructeurs et en logistique, étaient beaucoup trop fréquents pour être dus au hasard.[1076]

Devant ce scénario bien différent des accords du 17 février 1940, le général Zajac ne désarme pas. S'il ne peut inverser la tendance exprimée par le gouvernement français, il attend son heure, en comptant sur l'efficacité de ses pilotes, qui, par leur talent et leur combativité peuvent pousser les Français à créer cette fameuse quatrième escadrille.[1077]

Sur la base aérienne de Lyon-Bron, le travail de formation et d'instruction commence, comme si de rien n'était. Le commandant De Marmier organise les différentes étapes de l'instruction en s'appuyant sur les capitaines Rougevin-Baville et Levrey. Dès le début du mois de février 1940, les premiers cours théoriques sur les types d'appareils français en service (essentiellement des Morane 406), commencent avec des cours intensifs de français.[1078] Pendant deux semaines, la théorie est seule enseignée, puis après ces quinze premiers jours, les vols commencent. Il s'agit surtout de familiariser les pilotes polonais avec les Morane 406. Des séries de décollages, suivies immédiatement d'atterrissages s'enchaînent avec rapidité. Ce type d'entraînement a lieu le jour, mais il est prévu que l'instruction de nuit commence d'ici un mois. Dès le début de cette formation, le commandant De Marmier, ainsi que les capitaines Rougevin-Baville et Levrey sont particulièrement satisfaits des pilotes polonais, mais aussi des mécaniciens.[1079] Il règne une ambiance de travail très studieuse, ainsi qu'un

[1075] Idem.
[1076] Entretien Zalinski, (12 mars 1997).
[1077] Zajac a une grande confiance en ses subordonnés.
[1078] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction de la DIAP de Lyon-Bron).
[1079] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (utilisation des pilotes polonais).

esprit de camaraderie très poussé. Le commandant De Marmier, déçu de quitter l'Etat-major, mais motivé par ce nouveau poste, est très agréablement surpris par l'efficacité et la volonté de bien faire des Polonais. De même, le capitaine Rougevin-Baville, nommé d'office à la division d'instruction de l'aviation polonaise, alors qu'il commandait une unité du groupe de chasse III/1 (la deuxième escadrille), reprend du courage et s'enrichit humainement au contact de ses nouveaux élèves. Il en va de même, selon l'ouvrage du lieutenant-colonel Salesse, pour le capitaine Levrey.[1080]

Malgré les récentes difficultés dues à l'absence de moyens importants des Français, la division d'instruction de l'aviation polonaise de Lyon-Bron avance dans le bon sens avec succès. Cela n'échappe pas au général Zajac qui espère que cet exemple est de nature à inciter le gouvernement français à réexaminer sa position et à fournir les éléments d'une quatrième escadrille. Dans ce sens, il visite fréquemment la division d'instruction de l'aviation polonaise, dans le but de montrer aux autorités françaises tout l'intérêt que porte le gouvernement polonais à cette base aérienne, véritable fer de lance de la coopération franco-polonaise.[1081] En ce sens, le général Sikorski en personne visite la base de Lyon-Bron, le 23 mars 1940. C'est l'occasion d'entretiens à bâtons rompus avec le personnel et les pilotes polonais. Le général Sikorski s'enquiert du bon déroulement de la formation, mais aussi de la qualité de l'accueil réservé à ses hommes. Sur ce chapitre, tous les documents examinés, ainsi que les témoignages recueillis, vont dans le sens positif.

Les difficultés inhérentes à la coopération franco-polonaise étaient concentrées surtout en haut lieu. C'est-à-dire au niveau politique et des grands quartiers généraux. En ce qui concernait les officiers supérieurs, subalternes, les sous-officiers et les hommes de troupe, l'implication et la motivation étaient telles que les difficultés, pourtant nombreuses, étaient rapidement surmontées. Enfin, la bonne volonté et, parfois, de véritables amitiés franco-polonaises faisaient le reste.

B°/ Les bases aériennes françaises s'ouvrent aux Polonais : réussite ou échec ? (mars 1940)

C'est à partir de la fin du mois de mars 1940 que la situation du reste de l'armée de l'Air polonaise commence à changer. Si les moyens de l'armée de l'Air française ont peu augmenté, en revanche, des appareils sont mis à disposition des pilotes polonais qui continuent d'arriver en provenance d'Europe centrale. Selon les accords franco-polonais du

[1080] Idem.
[1081] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction du DIAP de Lyon-Bron).

17 février 1940, de nouvelles escadrilles doivent être créées, plus seulement à Lyon-Bron, mais aussi dans d'autres bases ou bases-écoles. La première qui est désignée est la base aérienne d'Etampes près de Paris.[1082] Celle-ci, très connue dans l'entre-deux guerres pour son école de chasse au sein de laquelle existait une patrouille acrobatique, est commandée par le lieutenant-colonel André Renaud. La base aérienne d'Etampes a un rôle comparable à celle de Lyon-Bron.

Dans un premier temps, seul un petit groupe d'élèves pilotes est pressenti pour faire un stage à Etampes. Cinq élèves parmi les meilleurs du groupe Kepinski de la DIAP furent désignés pour y démarrer une formation.[1083] Le groupe était constitué, lorsqu'un contrordre parvint à la DIAP, afin de trouver, non pas cinq élèves pilotes, mais dix-sept pilotes confirmés pour suivre un stage de préparation aux fonctions de chef de patrouille et de moniteur.[1084] Ainsi, la base d'Etampes trouvait sa nouvelle vocation : servir de base d'entraînement des meilleurs de l'élite des pilotes polonais. Equipés de Dewoitine 520, de Morane 406, ils devaient en trois semaines apprendre ou réapprendre les bases techniques et tactiques des chefs de patrouilles. Pour cela, la maîtrise du français était primordiale, car un ordre mal compris ou mal interprété pouvait envoyer à la mort un groupe complet de pilotes. Pour le commandant Kepinski, faire un choix parmi ses pilotes était un véritable dilemme. Pour lui, ils étaient tous aussi bons les uns que les autres et surtout, tous avaient l'envie de combattre et de se dépasser. De plus, ses chefs le pressaient de faire vite, afin de montrer aux Français comment les Polonais étaient efficaces et rapides dans les prises de décision.[1085] Dans les quarante-huit heures, le commandant Kepinski dut trouver les dix-sept pilotes correspondant aux profils voulus par ses chefs, mais aussi par l'armée de l'Air française.[1086]

D'une durée prévue de six semaines, le stage commença par une familiarisation avec les appareils utilisés par l'armée de l'Air française. On recommença les mêmes cours techniques sur les avions de chasse qu'à Lyon-Bron, en allant jusqu'à démonter un appareil, afin que les pilotes polonais connaissent sur le bout des doigts l'engin qu'ils seraient amenés à piloter au combat. Cet enseignement prit une semaine au cours de laquelle les leçons de français furent multipliées par deux. Même si treize des dix-sept pilotes polonais commençaient à bien parler le français, il fallait impérativement qu'à la fin du stage l'ensemble du groupe sache parfaitement réceptionner un ordre venant de la base, connaître toutes les fréquences radio

[1082] SHAA, dossier 2B11, organisation et fonctionnement des bases-écoles, bases accueillant des éléments polonais.
[1083] Idem.
[1084] Id.
[1085] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction des autres bases-écoles).
[1086] Idem.

françaises, mais aussi allemandes. Il fallait être capable de comprendre une communication radio en français avec une audibilité extrêmement faible. Pour ces stagiaires, l'apprentissage approfondi du français était le gage d'une meilleure capacité au combat et surtout d'une meilleure protection de leurs hommes lors des missions. Cette formation à l'école de la chasse d'Etampes était très ardue, car de là, sortaient des chefs de patrouille envoyés en première ligne dans les secteurs aériens les plus dangereux.[1087]

L'expérience de la campagne de Pologne en septembre 1939 avait montré que les appareils en service étaient déterminants pour la victoire, selon qu'ils étaient modernes ou obsolètes ; que souvent, la loi du nombre faisait la différence.[1088] Surtout, les liaisons, les connexions et l'entraînement des pilotes étaient primordiaux. D'où l'intérêt d'agir en symbiose lorsqu'on était confronté à une meute de BF 109 allemands en quête d'une proie. Dès la fin de la première semaine de stage, trois pilotes polonais se détachaient nettement du lot. En conséquence, les responsables français de ce stage les nommèrent directement au poste de moniteurs. Cela revêtait une grande importance pour l'ensemble des stagiaires polonais, car c'était une reconnaissance de facto de leur capacité opérationnelle, alors même que la formation n'en était qu'à ses débuts. Il est vrai aussi que les trois as en question l'étaient devenus de par leur travail, mais par-dessus tout, grâce à des qualités de pilotes et de chefs de patrouille hors normes. Pour leurs supérieurs, c'était trois pilotes d'exception qui l'étaient déjà en Pologne durant la campagne de septembre 1939.[1089]

Au fur et à mesure de l'avancée du stage, plusieurs autres Polonais se distinguaient par leur capacité supérieure à la moyenne. Les officiers supérieurs français jouèrent alors la carte de l'émulation, en les poussant dans leurs retranchements physiques et mentaux dès qu'ils le purent.[1090] De nombreux tests de résistance à la fatigue et au sommeil furent pratiqués, afin d'établir une sorte de classement aux points entre les quatorze pilotes restants. Force est de constater que les écarts entre ceux-ci restaient faibles. Ils étaient tous d'excellent niveau. Le dernier grand test restait assurément celui de la maîtrise du français en ce qui concernait la transmission des ordres et les liaisons radio. Seuls quatre sur le total gardaient des faiblesses techniques importantes. Pour eux, le haut commandement français prévit pour un peu plus tard un stage spécialement dédié au français. Dans son ensemble, le passage des dix-sept

[1087] L'école de chasse d'Etampes était une école d'élite de l'armée de l'Air française.
[1088] D'après Zalinski, il existait un rapport polonais sur la bataille aérienne de septembre 1939 en Pologne. Je n'ai pu le retrouver.
[1089] On évalue à une dizaine les pilotes d'élite polonais parvenus en France.
[1090] L'esprit de corps se conjuguait à celui de concurrence entre les pilotes.

pilotes polonais à la base aérienne d'Etampes fut un franc succès. Le Général Zajac vint en personne féliciter ses pilotes à la fin de leur stage.

Vers la mi-avril 1940, un second stage est créé au centre d'instruction de Châteauroux. Cette base aérienne construite dans les années vingt est réservée aux escadrilles de bombardement. Elle est placée sous le commandement du colonel Cappart, secondé en ce qui concerne l'instruction, par le commandant Perdriat.[1091] Entièrement remaniée sur le plan technique et fonctionnel au début du mois d'avril 1940, la base de Châteauroux prit dès lors plus l'allure d'un centre d'instruction au bombardement, que d'une base opérationnelle de bombardiers. Elle fut subdivisée en deux groupes distincts et en une escadre issue de deux groupes mis sous un commandement unique. Le premier élément fut constitué du groupe d'instruction au sol du commandant Rabbe.[1092] Son but était avant tout de former les stagiaires à la théorie du bombardement et aux méthodes et tactiques françaises. Des cours de mécanique sur les appareils en dotation furent aussi dispensés. Le groupe d'instruction au sol du commandant Rabbe constitua la première partie du stage. C'était en quelque sorte un passage obligé pour « dégrossir » (c'est le terme habituellement utilisé) les stagiaires nouvellement arrivés. De la progression en français dépendait largement la réussite à cette première partie du stage. Le second groupe intégré à la base aérienne fut celui d'entraînement et de perfectionnement aériens, commandé par le capitaine Sautereau.[1093] Il avait une importance fondamentale, car il regroupait en son sein l'ensemble des personnels navigants. Les pilotes y furent intégrés sans leur mécanicien, afin d'y apprendre les dernières techniques de navigation aérienne françaises. Les liaisons radio et tout ce qui concernait la dialectique du contrôle radio en vol y étaient enseignées. Comme pour le groupe d'instruction au sol, le français se révéla être primordial dans le difficile apprentissage des méthodes et tactiques françaises. Enfin, le dernier échelon de ce stage fut constitué de l'escadre d'instruction au bombardement. Il était formé de deux groupes spécifiques aux ordres du commandant Puyperoux. Il était le plus gros morceau du stage et celui dont dépendait la réussite des pilotes polonais.[1094]

A la fin du mois de mars 1940, l'ensemble des stagiaires polonais provenant pour l'essentiel du Dépôt d'Instruction de l'Aviation Polonaise de Lyon-Bron étaient déjà sur place avant même que le stage ne commence. Les premières difficultés surgirent dès les premiers entraînements au vol. En effet, l'armée de l'Air française dut faire face à une pénurie

[1091] SHAA, dossier 2B11, organisation et fonctionnement des bases-écoles, bases accueillant des éléments polonais.
[1092] Idem.
[1093] Id.
[1094] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction des autres écoles et autres bases).

d'appareils. En catastrophe, on puisa dans les réserves des avions d'ancienne génération peu évocateurs des engins de bombardement de première ligne. L'instruction commença donc tant bien que mal sur des Potez 568, des Morane 230, Romano 82, Hanriot 182 et 232.[1095] Cela ne fut pas gênant au début de l'instruction, puisque seulement les bases des techniques de vol en formations françaises étaient enseignées. Mais au fur et à mesure de l'avancée de l'instruction, l'obsolescence des appareils français apparut rapidement comme un frein au bon apprentissage du bombardement. Les stagiaires polonais, malgré l'évidente difficulté qu'ils devaient surmonter, reçurent l'ordre de ne pas protester. Le Général Zajac, même s'il partageait le point de vue de ses hommes, à savoir que l'on ne pouvait pas faire du bon travail dans de telles conditions, demanda aux pilotes et mécaniciens polonais de garder le silence, afin de ne pas susciter de polémique. Cela aurait été très préjudiciable aux Polonais car, de prime abord, il avait été difficile de faire démarrer la constitution de l'armée de l'Air polonaise en France et il ne fallait pas irriter les Français. Si les pilotes polonais se plaignaient régulièrement du manque chronique de moyens mis à leur disposition, ils devaient faire avec, même si certains espéraient rejoindre l'armée de l'Air polonaise en Grande-Bretagne, car elle paraissait disposer de plus de moyens matériels.[1096] Au bout de trois semaines, l'Etat-major français décida de former une demi-douzaine d'équipages d'avions plastrons bimoteurs. Il demanda aux instructeurs français d'utiliser des Potez 63 tirés de la réserve. Cette décision parut injustifiée, vu la situation difficile des stagiaires polonais. Néanmoins, elle permit de tirer vers le haut l'ensemble des pilotes polonais et montra tout de même une avancée timide, mais réelle, de l'aviation polonaise en France. Les entraînements prirent dès lors plus d'ampleur et d'épaisseur.

Dans la continuité de la formation des équipages, un groupe de défense de la base aérienne de Châteauroux fut constitué. En effet, cette base devenait de façon officielle, à l'image du DIAP de Lyon-Bron, une base opérationnelle franco-polonaise.[1097] Les pilotes affectés à la protection de la base furent choisis parmi les derniers arrivés au stage. Ils s'entraînèrent d'abord sur des Simoun, avions largement obsolètes, puis sur des Bloch 151 et 152, eux aussi dépassés.[1098] A partir du mois d'avril 1940, le haut commandement français souhaite créer une unité spécialisée dans la chasse de nuit. Pour ce faire, cinq chasseurs Loire 46 furent utilisés pour entraîner les pilotes polonais. Cette unité tendit à montrer que les Polonais avaient

[1095] Idem.
[1096] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 4 (conditions anglaises d'emploi des Forces polonaises).
[1097] SHAA, dossier 2B11, organisation et fonctionnement des bases-écoles, bases accueillant des éléments polonais.
[1098] Idem.

convaincu les Français de leur compétence et de leur courage. Car, la chasse de nuit était pour ainsi dire une discipline nouvelle. Les Loire 46 remplissaient à peu près le cahier des charges demandé à un avion de combat, mais ils demeuraient inférieurs aux BF 109 allemands.[1099]

A la fin du mois de février 1940, le haut commandement français décida d'envoyer un groupe de quarante aviateurs polonais à la base école de Caen.[1100] Commandée par le Colonel Paul Gond, elle possédait un centre d'instruction de bombardement et une école de mitrailleurs. Le 4 mars 1940, le détachement polonais fut au complet, grâce à la venue du commandant Czeslaw Krajewski.[1101] Issu de l'Etat-major direct du Général Zajac, il fut mandaté pour une importante mission d'instruction qu'il devait mener à bien dans les plus brefs délais. En effet, au début du mois de mars 1940, l'armée de l'Air polonaise commençait à peine à prendre forme. Or, le Général Sikorski souhaitait de plus en plus activer les préparatifs et l'instruction des pilotes et mécaniciens, afin que lorsque l'industrie aéronautique française aurait produit suffisamment d'appareils neufs pour sa propre aviation, les appareils anciens soient récupérés et mis à disposition des Polonais. Le commandant Krajewski avait donc une feuille de route bien précise. Sa tâche était ardue, car les quarante pilotes polonais étaient de niveaux très différents. Seulement quatre étaient des pilotes d'élite qui pouvaient assimiler rapidement les techniques et tactiques françaises.[1102] Dix autres étaient de niveau moyen car, jeunes pour la plupart, et manquant d'une expérience significative en combat. Le plus grand nombre n'avait même pas eu le temps d'être confronté aux Allemands et aux Russes en septembre 1939. Neuf autres pilotes dont le niveau était considéré comme moyen-inférieur par le commandant Krajewski, furent destinés à un autre type d'instruction. Enfin les dix-sept derniers pilotes avaient énormément de choses à apprendre et furent donc pris en main par leurs aînés.[1103] Avec l'accord du commandant Krajewski, le colonel Gond décida d'affecter les quatre meilleurs pilotes à la patrouille de défense de la base. Cela impliqua qu'ils bénéficient d'une courte formation théorique et pratique. Comme de coutume, celle-ci était plus portée vers les liaisons radio, les méthodes et tactiques françaises de combat et les schémas d'opération de défense aérienne de la base.[1104] Les dix pilotes jugés moyens furent affectés au centre d'instruction de bombardement avec un programme d'entraînement et de formation très chargé. Leur formation était faite pour durer plus d'un mois à un rythme très soutenu. Le

[1099] Encyclopédie des Armes, éd. Atlas, Paris, 1986, Articles Loire 46 et BF 109.
[1100] SHAA, dossier 2B11, organisation et fonctionnement des bases-écoles, bases accueillant des éléments polonais.
[1101] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction de la DIAP de Lyon-Bron).
[1102] Idem.
[1103] Id.
[1104] Id.

commandant Krajewski comptait beaucoup sur eux pour rattraper leur retard et rejoindre les quatre pilotes d'élite de la patrouille de défense de la base.[1105] Les schémas tactiques et opérationnels français de bombardement avaient d'importantes différences d'avec ceux des Polonais. Il fallait donc démarrer ce stage par une semaine de cours théoriques sur les façons d'opérer de l'armée de l'Air française. Concernant les vingt-cinq autres pilotes polonais, le colonel Gond et le commandant Krajewski cherchèrent à les placer au mieux. Au bout de plusieurs heures de discussion, ils se mirent d'accord pour que les neuf pilotes dits « moyens-inférieurs » soient affectés au groupe de remorquage des cibles. Si cet emploi n'était guère reluisant, le colonel Gond leur promit d'autres affectations pour plus tard. Enfin, les dix-sept derniers pilotes furent destinés à l'école des mitrailleurs. Certains firent part de leur mécontentement au commandant Krajewski. Celui-ci n'avait d'autre choix que d'entériner la décision française, au risque de démotiver une partie de ses hommes. Le commandant Krajewski, à la différence de certains officiers supérieurs polonais, était conscient des faiblesses et de la difficulté de son aviation à obtenir et à tenir un rang digne de ses qualités et de sa renommée.

A la base-école de Caen, les Polonais se trouvèrent rapidement confrontés à un problème récurrent : le manque d'appareils récents. L'instruction démarra avec des modèles largement obsolètes, comme par exemple le Bloch 210, l'Amiot 143, les Potez 25 et 540, ou bien encore le Léo 20.[1106] Malgré ces difficultés, les pilotes polonais montrèrent très vite une grande habileté, beaucoup d'endurance et une sérieuse aptitude à l'adaptation. Parmi le groupe de quarante aviateurs, quatre furent rapidement classés comme pilotes de très haut niveau. Ce furent les sous-lieutenants Stanislaw Andrzejewski, Wilhelm Sniechowski, l'aspirant Romuald Gadus et le caporal-chef Bronislaw Koscik. Au bout de trois semaines d'instruction, ils devinrent à leur tour instructeurs.[1107]

Continuant la mise en place d'une montée en puissance régulée de l'armée de l'Air polonaise, le haut commandement français décida de l'envoi au début du mois de mars 1940 d'un gros contingent de pilotes polonais à la base aérienne de Rennes.[1108] Cette base, qui était aussi le centre d'instruction national de l'aviation de renseignement placée sous les ordres du colonel Blaize, avait une grande capacité d'accueil, car elle utilisait plusieurs bases aériennes annexes,

---

[1105] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction de la DIAP de Lyon-Bron).
[1106] Idem.
[1107] Id.
[1108] SHAA, dossier 2B11, organisation et fonctionnement des bases-écoles, bases accueillant des éléments polonais.

comme par exemple, celle de Dinard.[1109] Le haut commandement français souhaitait utiliser pleinement son potentiel en autorisant les Polonais à envoyer quatre-vingt seize de leurs pilotes, mécaniciens et armuriers en stage à Rennes. A la mi-mars 1940, le contingent arriva sur place avec son chef de détachement : le commandant Blaty.[1110] Les quatre-cinquièmes du groupe étaient des pilotes et techniciens chevronnés. Ils démarrèrent aussitôt les cours théoriques, puis pratiques, dès la deuxième semaine de stage. La familiarisation avec les méthodes et matériels français se fit si rapidement que, trois semaines après le début du stage, les quatre meilleurs pilotes furent désignés pilotes de chasse de la patrouille de défense de la base principale et de ses annexes.[1111] Cela était une récompense pour ces pilotes d'élite et montra les potentialités élevées des militaires polonais. C'était un argument supplémentaire en faveur de l'accroissement des effectifs de l'armée de l'Air polonaise et surtout, des appareils de combat alloués par la France.

Le haut Etat-major français ne donna pas d'avions supplémentaires aux Polonais, mais proposa à ceux-ci d'envoyer un nouveau groupe de stagiaires dans une autre base aérienne française.[1112] Les Polonais étaient toujours preneurs de telles propositions, car ils avaient le souci constant d'avancer coûte que coûte dans la mise en place opérationnelle de leur aviation. Après le volet chasse et bombardement, les Français ouvrirent la base aérienne de Clermont-Ferrand-Aulnat aux stagiaires polonais.[1113] Clermont-Ferrand-Aulnat était le plus grand centre d'instruction de l'aviation de renseignement de France. C'est à ce titre qu'il accueillit en deux vagues successives une soixantaine de pilotes, observateurs, mécaniciens avion, radio-électriciens et mécaniciens d'armement.[1114] Les stagiaires d'un niveau assez inégal (sauf pour les pilotes) furent répartis en dix groupes. Le premier groupe fut celui des pilotes-stagiaires. Le second et le troisième furent ceux des observateurs. Les groupes quatre, cinq et six furent ceux des radio-navigants. Les groupes sept et huit furent ceux des radio-électriciens et les groupes neuf et dix, ceux des mécaniciens d'armement.[1115] Cette répartition s'effectua selon un schéma de groupes expérimentés et de groupes débutants ou peu expérimentés. Sous les ordres du général de brigade aérienne Benoist, commandant la base ainsi que le centre d'instruction, le commandant Landard est nommé chef de l'escadre

[1109] Idem.
[1110] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction de la DIAP de Lyon-Bron).
[1111] Idem.
[1112] SHAA, dossier 2B5, organisation du haut commandement français (aviation polonaise stationnée en France).
[1113] SHAA, dossier 2B11, organisation et fonctionnement des bases-écoles, bases accueillant des éléments polonais.
[1114] Idem.
[1115] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction de la DIAP de Lyon-Bron).

d'instruction.[1116] Officier supérieur d'expérience, doublé d'un grand pédagogue, le commandant Landard se fait rapidement respecter et estimer des stagiaires polonais.[1117] La première promotion finit son stage vers le 16 avril 1940 et retourna à la DIAP de Lyon-Bron. Quant à la seconde promotion, nous n'avons pas de date précise de la fin de son instruction. Il est probable que sa formation fut stoppée net par le déclenchement de la Bataille de France, le 10 mai 1940.

C°/ L'extension des stages notamment dans les bases aériennes françaises d'Afrique du Nord : un bon compromis pour tout le monde

Dans le cadre des décisions du haut Etat-major français de former un certain nombre de pilotes et de mécaniciens polonais aux méthodes et tactiques françaises, il apparaît que les bases de Salon de Provence, de Cherbourg, de Toulouse et de Rouen ont servi de bases-écoles.[1118] Celle de Rouen aurait formé des équipages d'avions biplaces pour la reconnaissance aérienne et le bombardement. Celles de Salon de Provence, Cherbourg et Toulouse auraient, quant à elles, été utilisées comme centres d'instruction d'observateurs avec deux types de stages : un premier groupe d'élèves peu expérimentés et un second groupe dit de « perfectionnement ». Malheureusement, aucune archive n'est parvenue au Service Historique de l'armée de l'Air, tant du côté français que polonais. Il n'est donc pas possible d'approfondir le travail effectué au sein de ces bases.

En revanche, des documents existent sur l'autre volet de la formation des pilotes et mécaniciens polonais par les Français : l'Afrique du Nord.[1119] En effet, cette formation démultipliée, signe d'une montée en puissance de l'armée de l'Air polonaise est aussi déconcentrée hors de la métropole. Vers le début du mois de mars 1940, un contingent d'environ une centaine de Polonais est envoyé en Afrique du Nord. Composé à parties à peu près égales d'instructeurs, d'élèves pilotes et de mécaniciens, le groupe est destiné à s'entraîner à des missions multiples, comme la chasse, la défense aérienne de sites stratégiques, la reconnaissance ou le bombardement.

Un premier groupe de cinquante-quatre Polonais est acheminé sur la base aérienne de Rabat au Maroc.[1120] Rabat est un centre-école d'importance, spécialisé dans la formation de pilotes

[1116] Idem.
[1117] Id.
[1118] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction des autres écoles et autres bases).
[1119] Idem.
[1120] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction des autres écoles et autres bases).

de reconnaissance et d'observateurs. Nous n'avons pas d'informations précises sur le colonel commandant cette base. Le tableau nominatif des effectifs n'ayant jamais été retrouvé, il a sans doute été brûlé en même temps que la majeure partie des archives, lors de l'invasion anglo-américaine de l'opération « Torch », le 8 novembre 1942. Cependant, un grand nombre de notes ont été recueillies par le général Izycki au moment des faits. Celles-ci sont d'ordre général et offrent peu d'informations techniques ou administratives. On peut noter que le groupe à destination de la base de Rabat est scindé en deux, dès son arrivée. Un premier sous-groupe reste à Rabat. Il est composé d'une trentaine de pilotes et mécaniciens. Deux sections sont ainsi formées. Une formation d'observateur doit leur être dispensée.[1121]

La première section reçoit des Potez 25 et débute immédiatement l'entraînement. Elle se heurte toujours aux mêmes problèmes de langue française. L'Etat-major français ayant anticipé ce souci en donnant plusieurs heures de cours réparties dans la semaine (week-ends compris), les progrès paraissent être rapides. Les missions confiées à ces groupes seraient principalement la reconnaissance des positions d'infanterie et d'artillerie de l'ennemi, le repérage et la finalisation des coordonnées de tir pour l'artillerie française avant un bombardement, ou encore la reconnaissance aérienne de jour pour photographier les mouvements des troupes ennemies.[1122] La seconde section est orientée vers le même type de formation avec des Potez 25 identiques.

Le second sous-groupe (environ vingt personnes) est envoyé à Salé, près de Rabat, afin d'y subir une instruction d'observateurs sur des appareils plus lourds que les Potez 25. Ce sont des avions de conception ancienne, mais qui peuvent avoir leur utilité en Afrique du Nord, étant donné que cette région n'est, en principe, pas appelée à être un théâtre d'opérations de front. L'ordre de mission du stage de ces deux sous-groupes était au départ d'une durée d'un mois, mais finalement le commandement français prolonge la formation de trois mois supplémentaires.[1123]

Un second groupe de pilotes et mécaniciens polonais d'une vingtaine de personnes est envoyé sur la base-école de Marrakech (au Maroc).[1124] Le stage est différent de celui organisé à Rabat et à Salé. Le but de la formation est ce que l'on nomme en jargon militaire une « transfo ». C'est en effet un stage de transformation pour habiliter les pilotes à voler sur des appareils français. Les avions en dotation sont essentiellement des Potez 25 et 63, ainsi que des Léo 45.

[1121] Idem.
[1122] Ce secteur est en pleine mutation à ce moment-là.
[1123] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction des autres écoles et autres bases).
[1124] Idem.

Ayant au préalable suivi une instruction préparatoire en Pologne, les pilotes ont déjà été « dégrossis », mais la route est longue avant qu'ils ne deviennent de véritables pilotes de combat. La première semaine de stage à Marrakech est dédiée à l'enseignement théorique. La seconde semaine concerne les vols proprement dits et l'utilisation des Potez et Léo. Ces stagiaires sont prévus pour rester deux mois en formation, à l'issue desquels, les meilleurs sont destinés à suivre un cours supérieur de perfectionnement à la base aérienne de Fez.[1125]

Un troisième groupe de trente-quatre pilotes est envoyé à l'école de mitrailleurs de Blida, en Algérie.[1126] Ce sont des aviateurs déjà confirmés en Pologne et qui semblent pouvoir parvenir rapidement à un bon niveau, afin d'intégrer une unité de combat. Parmi ces trente-quatre pilotes figurent dix pilotes de chasse et vingt-quatre pilotes de bombardiers. Le stage doit durer deux mois, à l'issue desquels chaque diplômé doit être muté au sein de bases aériennes d'Algérie ou du Maroc. Mais au bout de seulement trois semaines de formation, l'Etat-major français décide de raccourcir le stage et d'affecter les trente-quatre pilotes à des emplois de pilotes de servitude au sein des différentes bases françaises d'Algérie. Malgré l'expérience et l'efficacité de ces aviateurs polonais, leurs homologues français ne peuvent leur fournir assez d'avions de combat pour créer une unité au sein d'une escadrille. C'est en grande partie pour cette raison qu'ils sont tous affectés à des missions de servitude. Bien qu'ils aient un désir indéniable de continuer de manière active la lutte contre les armées nazies, ces trente-quatre pilotes polonais doivent se contenter d'opérations de troisième ordre. A ces trente-quatre aviateurs s'ajoutent quatre-vingt quinze mécaniciens, dont l'Etat-major français ne sait trop que faire.[1127] Après une rapide formation sur les moteurs et cellules des Potez et Léo (qui ne représentent pas le fleuron des avions de guerre français), ils sont envoyés sur d'autres bases françaises d'Afrique du Nord. Ils sont invités à y parfaire leur rapide formation. L'école de mitrailleurs de Blida, qui est pourtant un grand centre de formation de l'Afrique du Nord française, ne remplit pas ici son rôle premier. Il semble que ce soit essentiellement un problème budgétaire qui entraîne cette modification du projet de formation.

Le dernier groupe de stagiaires est envoyé à la base aérienne d'Alger-Maison Blanche.[1128] Il comprend douze pilotes de chasse et près de deux cent mécaniciens polonais. Ces derniers sont dirigés au sein de la base aérienne d'Alger-Maison Blanche dans les Ateliers de Réparation de Matériel Aéronautique. Ce sont d'immenses hangars où près de la moitié des

---

[1125] Id.
[1126] Id.
[1127] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction des autres écoles et autres bases).
[1128] Idem.

aéronefs français d'Algérie est entretenue et vérifiée à longueur d'année.[1129] Les trois-quarts des mécaniciens polonais sont très expérimentés et ont tôt fait de maîtriser les moteurs et cellules des appareils français. C'est d'ailleurs à ce titre que l'armée de l'Air française les conserve sur le site, et leur propose des logements récents et plus confortables que leurs camarades des autres bases aériennes françaises d'Afrique du Nord. Ils sont un « précieux noyau d'ouvriers spécialisés », comme le note le lieutenant-colonel Salesse dans l'un de ses articles. Enfin, parmi les douze pilotes polonais présents sur la base d'Alger-Maison Blanche, un groupe de six pilotes parvient à créer une patrouille de chasse. Comme pour d'autres patrouilles polonaises, le manque de budget et d'avions de chasse ne permit pas d'employer les six autres pilotes polonais.

Malgré la prise en compte de plusieurs centaines de pilotes et mécaniciens polonais dans les différentes bases et centres de formation français de la métropole et de l'Afrique du Nord, il reste un grand nombre d'entre eux sans aucune affectation et sans emploi. Devant cet état de fait, le général Zajac demande au ministre de la Guerre polonais, qui n'est autre que le général Sikorski, d'intervenir auprès du gouvernement français, afin de faciliter la mise à disposition des militaires polonais sans affectation.[1130] Déjà, à la mi-février 1940, le ministre français de l'Air se préoccupe de ce problème et envoie une lettre au général Paul Vuillemin, commandant en chef des Forces Aériennes françaises.[1131] Dans ce courrier, le ministre indique qu'il s'enquiert du sort de nombreux officiers pilotes polonais, qui n'ont aucune affectation. Il demande son avis au général Vuillemin concernant la participation de ces pilotes à des stages en Etat-major. Jusqu'à présent, aucun stage en Etat-major n'était prévu pour les aviateurs polonais. A cela plusieurs raisons, dont une déterminante : le travail d'un Etat-major est essentiellement stratégique et de conduite des opérations. Or, les Polonais ont accès aux tactiques et stratégies françaises, puisqu'ils sont des alliés, mais en revanche, ils ne sont pas à même de pouvoir décider de quoi que ce soit au sein d'un Etat-major français. En conséquence, l'intérêt d'un tel stage était très limité. Mais devant l'intervention du général Sikorski, le ministre de l'Air décide de changer partiellement d'optique.[1132] De plus, ces centaines de pilotes et d'officiers sans affectation sont un poids mort qui n'est pas bon pour le moral des troupes. Aussi, le ministre pense profiter de ces nouveaux stages pour caser à peu près tous les officiers sans emploi. Il n'imagine semble t-il pas la complexité d'une telle tâche et l'énorme difficulté à envoyer en stage une centaine d'hommes dans les Etats-majors.

[1129] Id.
[1130] Entretien Zalinski, (12 mars 1997).
[1131] SHAA, dossier 2B5, organisation du haut commandement français (aviation polonaise stationnée en France).
[1132] SHAA, dossier 2B5, organisation du haut commandement français (aviation polonaise stationnée en France).

Une semaine plus tard, le ministre reçoit la réponse du général Vuillemin. Celui-ci lui indique qu'il « envisage favorablement les stages » qui lui sont proposés. Il explique dans sa lettre que ces formations sont d'autant plus intéressantes que les officiers en question sont amenés à être placés sous commandement français et doivent être « pénétrés de nos méthodes de travail ».[1133] Il propose un stage de quatre à six mois pour chaque officier polonais qui serait amené à prendre un commandement interne. Le général Vuillemin choisit de différencier les formations selon un mode hiérarchique. En effet, les officiers subalternes seraient envoyés dans les Etats-majors des groupes de chasse au niveau du régiment d'aviation. Au-dessus de commandant, les lieutenants-colonels, les colonels et les généraux seraient eux, intégrés aux échelons supérieurs, c'est-à-dire directement aux Etats-majors « de forces aériennes d'armée ». Cela impliquerait de disposer des officiers supérieurs et généraux au grand quartier général de l'armée de l'Air française, mais aussi, déconcentrer au niveau des Etats-majors des Régions militaires aériennes, puis à celui du corps d'armée aérienne et, enfin, de la Division aérienne.

Le général Vuillemin, après cet exposé théorique sur son accord de principe à ces stages, met cependant un bémol. En effet, il explique à son ministre de tutelle que pour rendre plus « profitable » leur stage, il pense intégrer les officiers polonais au sein d'Etats-majors de la « zone d'opérations aériennes Est ».[1134] C'est celle qui est la plus exposée en cas d'attaque allemande. Le général Vuillemin manifeste ici le souhait d'intégrer sur le terrain les pilotes polonais, afin de les engager sur le front dès le début d'une offensive, qu'elle soit allemande ou française. Il précise qu'il ne peut envoyer en stage que dix-neuf officiers dans cette zone d'opérations aériennes Est. Ce chiffre est très éloigné de celui préconisé par le ministre de l'Air, qui voulait envoyer en tout, près d'une centaine de stagiaires polonais à la faveur, sans doute, de stages tournants. La difficulté majeure qu'a sous-estimée le ministre de l'Air est qu'il y a très peu de place au sein d'un Etat-major et que le stage doit durer au moins deux mois pour être réellement efficace. Poursuivant la déclinaison de son offre de stage aux Polonais, le général Vuillemin propose de partager les dix-neuf postes au sein de différents Etats-majors.[1135]

En premier lieu, quatre officiers polonais seraient intégrés en qualité « d'adjoints en supplément d'effectif au commandant de groupe » de deux groupements de chasse. Le général Vuillemin ne précise pas lesquels. Trois officiers polonais seraient envoyés au sein de l'Etat-

[1133] Idem.
[1134] SHAA, dossier 2B5, organisation du haut commandement français (aviation polonaise stationnée en France).
[1135] Idem.

major général des Forces aériennes françaises à Paris. Quatre officiers seraient intégrés dans deux Etats-majors de groupes de reconnaissance. Enfin, huit pilotes polonais feraient un stage dans trois Etats-majors de groupement d'aviation d'observation.[1136]

Le général Vuillemin penche donc pour des stages permettant aux Polonais de connaître quasiment toutes les facettes des différents Etats-majors de l'armée de l'Air française. Lorsque l'on analyse cette lettre de façon plus approfondie, on mesure le manque de moyens dont dispose l'armée de l'Air française pour son alliée polonaise. En effet, loin de la centaine d'officiers polonais que le ministre de l'Air souhaite envoyer en stage dans les différents Etats-majors de son armée, il n'obtient d'un expert comme le général Vuillemin que dix-neuf postes à pourvoir avec son assentiment. Cela veut dire qu'il y a manifestement une dichotomie entre le volet politique de la coopération franco-polonaise et le volet militaire. Celui-ci tient compte avant tout de la faisabilité des opérations de transformation d'une division polonaise et d'un embryon de groupe de chasse en une véritable armée sur terre et dans les airs. On retrouve cette opposition à de multiples reprises, aussi bien dans l'édification de l'armée de Terre polonaise, que de l'aviation. Par exemple, le camp de Carpiagne (près de Marseille) s'avère rapidement trop exigu pour recevoir le nombre très important de candidats polonais à l'engagement dans l'armée Sikorski.[1137] De même, le DIAP de Lyon-Bron n'est pas, contrairement à ce que croit le ministère de la Guerre, assez grand pour recevoir le flux quasi-incessant de pilotes et de mécaniciens polonais. Dans le cas présent, le ministre La Chambre accepte les propositions du général Vuillemin, mais avec quelques modifications.[1138]

En effet, il augmente le nombre de stagiaires à vingt-cinq et décide d'envoyer deux officiers polonais parmi les plus chevronnés à l'école de Guerre (Air). Cela est suffisamment rare pour être signalé. Dans un registre différent, le ministre de l'Air demande au général Vuillemin dans une autre lettre, de mettre sur pied des sections spécialisées d'instruction.[1139] Elles ont pour but, dans le cadre défini par les accords du 17 février 1940, d'encadrer au niveau technique et logistique les escadres de chasse, de bombardement et d'observation qui sont en création et doivent à terme être au nombre de quatre pour la chasse, deux pour le bombardement et deux pour l'observation.

Le personnel technique, si la montée en puissance de l'aviation polonaise en France se poursuit, est amené à jouer un rôle essentiel. En effet, les mécaniciens français ne peuvent pas

---

[1136] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (description du commandement français de l'aviation polonaise).
[1137] Entretiens Kalita, (2 juin 1997).
[1138] SHAA, dossier 2B5, organisation du haut commandement français (aviation polonaise stationnée en France).
[1139] Idem.

entretenir le parc combattant de leur armée de l'Air et celui des Polonais. Même si des centaines de mécaniciens polonais sont déjà à pied d'œuvre ou en formation dans les différentes bases aériennes de France ou d'Afrique du Nord, leur nombre risque vite de devenir insuffisant. C'est en ce sens que, pour une fois, c'est l'autorité politique française qui s'autosaisit d'une telle demande. En effet, jusqu'à cette lettre, jamais le gouvernement français n'avait proposé à son alliée polonaise de programmes de formation aussi élaborés et intéressants, dans l'hypothèse de la création d'une véritable armée de l'Air.[1140] Les Polonais manifestent rapidement leur accord à de tels « cadeaux » et ne manquent pas de le faire savoir par l'intermédiaire du général Sikorski. Ce geste en faveur des alliés de la France permet de débloquer des crédits supplémentaires pour créer quatre « sections spécialisées de parc d'aviation type monomoteur » et quatre autres « sections spécialisées de parc d'aviation de type bimoteur ». Les « sections spécialisées de parc d'aviation type monomoteur » concernent les Potez 63, Léo 25 et Hanriot 132. Quant aux « sections spécialisées de parc d'aviation de type bimoteur », elles ont trait principalement aux Léo 45.[1141]

Ce cadre technique a pour mission de former des mécaniciens spécialistes, qui sont chargés de renforcer partout sur le territoire les mécaniciens déjà sur bases. La durée de leur formation est évaluée à trois mois intensifs. Le commandement français souhaite dans un premier temps disposer de la base aérienne de Lyon-Bron pour y installer son centre de formation spécifique. Il désire aussi prélever sur le nombre sans cesse croissant de mécaniciens polonais en provenance d'Europe Centrale arrivant à Lyon-Bron, l'essentiel de son effectif. Mais il est difficile de séparer les mécaniciens destinés aux deux escadrilles en cours d'édification de la DIAP de ceux qui peuvent constituer le noyau central des huit sections spécialisées.

Après réflexion, le commandement français opte pour un prélèvement limité de mécaniciens à Lyon-Bron et pour une sélection en amont à Carpiagne et en aval au sein des autres bases aériennes de métropole. Une sélection dirigée par les Français est opérée rapidement un peu partout en France. Les critères sont strictes : ne peuvent prétendre être des « mécaniciens d'élite » que ceux dont le commandement français juge qu'ils ont une grande capacité d'adaptation, des connaissances techniques particulièrement étendues et un sens de l'organisation assez exceptionnel.[1142] Le GQG français trouve rapidement et aisément le nombre d'hommes qu'il lui faut pour former les huit sections. Un interprète pour chaque

[1140] D'après les archives et les documents consultés.
[1141] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction des autres écoles et autres bases).
[1142] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction des autres écoles et autres bases).

section est fourni immédiatement, preuve que ces huit groupes sont « choyés » et font vraiment partie de l'élite de l'élite.

Au début du mois d'avril 1940, le haut commandement français décide, sur la demande du ministre de l'Air, de créer en plus deux « sections photographiques de type II ».[1143] Par type II, il faut entendre sections photographiques dotées des derniers modèles d'équipement pour photographier de jour tous les types de champs de bataille (attaques de blindés, concentration de troupes, mouvements massifs ou isolés de troupes, etc.). Ils doivent pouvoir, même au cours d'un engagement, survoler au plus près le champ de bataille, (au risque de se faire abattre), pour prendre des photos les plus claires possible, afin que l'Etat-major puisse les analyser au plus vite. Leur mission est très importante, car elle conditionne les mouvements de troupes françaises, ainsi que l'envoi éventuel de renforts, en cas d'enfoncement des unités par l'ennemi. L'effectif de ces deux sections est prélevé uniquement parmi le personnel polonais arrivé sur la base de Lyon-Bron. En tout, une vingtaine de personnes sont mises à disposition pour chacune des sections.[1144]

Le haut commandement français sur la demande du ministre de l'Air choisit de placer ces dix unités dans une « unité administrative isolée chargée de pourvoir à tous ses besoins ». Cela veut dire que ces dix sections bénéficient d'un traitement à part, étant donné qu'elles forment un groupe d'élite spécial.[1145] Le programme français est donc des plus ambitieux pour ces sections. Elles sont envoyées, pour ce qui est des quatre sections spécialisées type monomoteur, sur la base aérienne de Montpellier. Deux sections spécialisées type bimoteur sont intégrées à la base aérienne de Clermont-Ferrand Aulnat. Les deux autres sont destinées à celle de Châteauroux. Le ministre de l'Air précise les buts à atteindre pour ces dix unités.[1146] Confiant dans leur capacité à s'adapter très rapidement, il donne aux généraux, commandant les première et quatrième Régions aériennes, comme objectif de tout faire pour que ces équipes soient « aptes à remplir leur tâche dans la formation à laquelle elles sont destinées » et « de les habituer à travailler en équipe » par une participation active « au travail des centres d'instruction ».[1147] Il donne aux généraux un mois et demi pour lui rendre compte personnellement des résultats de cette formation très importante à ses yeux. Malheureusement, le déclenchement de l'offensive allemande, le 10 mai 1940, interrompt brutalement ce processus.

[1143] SHAA, dossier 2B5, organisation du haut commandement français (aviation polonaise stationnée en France).
[1144] Idem.
[1145] SHAA, dossier 2B5, organisation du haut commandement français (aviation polonaise stationnée en France).
[1146] Idem.
[1147] Id.

Chapitre IV

A°/ Les premières affectations polonaises : une véritable diaspora

A partir du début du mois de mai 1940, les premiers éléments instruits de l'armée de l'Air polonaise sont envoyés au sein de leur nouvelle escadrille d'affectation.[1148] Le gros de l'effectif part de la Division d'Instruction de Lyon-Bron. Un premier groupe de combat baptisé « groupe GC 1/145 Varsovie » commandé par le commandant Kepinski est opérationnel sur la base de Lyon-Bron en attente d'une affectation sur la zone d'opérations du Nord-Est. Appelé « groupe Kepinski » pendant l'instruction, il est composé d'une élite des pilotes polonais.

En dehors de son commandant titulaire de plus de deux mille heures de vol et doté d'une grande expérience du commandement d'escadrille, le chef-adjoint est le capitaine Laguna. Celui-ci a effectué un total de deux mille heures de vol, dont une partie en missions de guerre, lors de la campagne de septembre 1939. Il est le second direct du commandant Kepinski.[1149]

Puis le capitaine Frey vient en numéro trois. Il a mille six cent heures de vol à son actif, de très nombreuses missions de guerre en Pologne et surtout deux victoires homologuées contre des chasseurs allemands. Les victoires contre des appareils de la Luftwaffe sont riches d'enseignement, car elles montrent quelles failles dans la tactique ou même dans les avions de combat allemands peuvent être exploitées.

Le capitaine Wczelik rejoint le groupe de chasse 1/145 comme officier adjoint. Avec mille six cent heures de vol à son actif, il est l'un des plus expérimentés de l'unité. Viennent ensuite par grade, le lieutenant Obuchowski, dont nous ne connaissons pas le nombre d'heures de vol, puis les lieutenants Wilczewski, Zadrozynski, Czerwinski et Kowalski. Le groupe des sous-lieutenants Lukasiewicz, Skibinski, Fiedorozuk, Godlewski, Zukowski, Larrowski, Gladysch, Jaugsch, Szalewicz (titulaire de deux victoires durant la campagne de septembre 1939), Glowczynski (trois victoires homologuées) et Czerniak (deux victoires homologuées) complète le tableau des officiers subalternes pilotes.[1150]

Dans le corps des sous-officiers, les sergents Wedzik, Szemplynski Palak, Sindak et Paterek encadrent le reste de l'escadrille composée des caporaux-chefs Uchto, Parafinski, Ziniewski, Zielinski Witolski et Niewiara qui est un pilote très expérimenté avec plus de trois cent

---

[1148] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (répartition des pilotes polonais sur les différentes bases).
[1149] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 100 (GC 1/145 « Varsovie », pilotes et matériel).
[1150] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 100 (GC 1/145 « Varsovie », pilotes et matériel).

cinquante heures de vol et une victoire homologuée.[1151] Le groupe de chasse GC 1/145 « Varsovie » est au complet avec une formation et un entraînement achevés dans de bonnes conditions.[1152] Fin mai 1940, ce que le commandement de la DIAP de Lyon-Bron avait baptisé « groupe Pamula » du nom du lieutenant-colonel Pamula qui en était le chef, a terminé son instruction. A la différence de feu le « groupe Kepinski » qui allait former l'ossature du groupe de chasse GC 1/145 « Varsovie », les pilotes, sous les ordres du lieutenant-colonel Pamula, rejoignent plusieurs escadrilles différentes.[1153] En premier lieu, le lieutenant-colonel Pamula est muté en stage à l'Etat-major de l'armée de l'Air française à Paris. A son grand désappointement, il ne lui est pas confié de commandement d'un groupe de chasse, ni même d'une escadrille. Le stage à l'Etat-major général de l'armée de l'Air paraît être une promotion, mais il n'en est rien, car Pamula souhaitait ardemment intégrer une unité combattante.[1154] Cette mise à l'écart pourrait aussi venir du général Zajac lui-même. En effet, selon certaines sources, les deux hommes n'avaient pas la même vision des choses sur l'évolution souhaitable de l'armée de l'Air polonaise en France.[1155]

Pamula, muté à l'Etat-major général, son adjoint, le commandant Wyrwicki est envoyé au groupe de chasse II/10 en tant que chef d'escadrille. Le second adjoint de Pamula, le capitaine Kuzian est, quant à lui, sans affectation précise. Est-ce un désaveu de la part de ses chefs ? Nous n'avons à ce stade pas d'élément subséquent confirmant ou infirmant cette hypothèse. Par contre, sept des pilotes polonais les plus expérimentés sont nommés Moniteurs à la Division d'Instruction de l'Aviation Polonaise de Lyon-Bron.[1156]

Le capitaine Tanski, pilote et ingénieur mécanicien est le chef du groupe. Il a effectué plus de cinq mille cent heures de vol, dont cent heures de nuit. Il est l'élément moteur du groupe des moniteurs. Son adjoint, le capitaine Stefanicki est beaucoup moins expérimenté, avec mille cinq cent heures de vol (dont deux cent de nuit). Mais il a sa jeunesse pour lui, car il est âgé de trente-cinq ans.[1157]

Suivent par ordre de grade, le lieutenant Wolanski qui possède un volume d'heures de vol important vu son jeune âge (vingt-six ans), évalué à mille deux cent de jour et à cinquante de nuit. L'adjudant-chef Walczak, le plus expérimenté de tout le groupe, avec plus de six mille

---

[1151] Idem.
[1152] Id.
[1153] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (utilisation des pilotes polonais).
[1154] Doté d'une grande expérience, il préfère le terrain.
[1155] Entretien Zalinski, (12 mars 1997), (témoignages rapportés par Zalinski).
[1156] SHAA, dossier 2B108, Forces aériennes étrangères en France (polonaises, tchèques, belges et hollandaises), transports, emploi, instruction et organisation 1939-1940.
[1157] Idem.

heures de vol (dont mille heures de nuit !), est un pilier essentiel de l'instruction avec l'adjudant-chef Skibinski (cinq mille quatre-vingt heures de vol dont quatre-vingt de nuit). Ferment la marche, l'adjudant Szubka, qui dispose de cinq mille heures de vol dont dix de nuit et le sergent-chef Zolnowski (quatre mille heures de vol dont huit cent de nuit).[1158] La mission de ces hommes est de demeurer au sein de la DIAP pour très longtemps, car c'est à eux que revient dorénavant le rôle primordial d'instruire les nouvelles recrues polonaises qui arrivent de plus en plus nombreuses à Lyon-Bron.

Le groupe Pamula est, à part les sept moniteurs désignés, dispersé dans des unités différentes. Il est difficile de savoir si cette dispersion est demandée pour les besoins du service par l'Etat-major français, ou si cela relève d'une forme de sanction pour un groupe qui n'aurait peut-être pas donné le meilleur de lui-même ? La question reste ouverte. Cette diaspora aux quatre coins de la France commence avec la première escadrille, de laquelle le lieutenant Henneberg (mille sept heures de vol dont sept de nuit) est muté à la base aérienne de Châteauroux (Indre). Il est accompagné des caporaux-chefs Gallus (deux cent cinquante-six heures de vol dont six de nuit et une victoire acquise en septembre 1939) et Lewczynski (nous ignorons le nombre d'heures de vol de celui-ci). Leur mission sur place n'est pas très clairement définie. Ils participent à des patrouilles de jour, en attendant qu'une escadrille polonaise complète soit formée à Châteauroux. Celle-ci ne vit jamais le jour.[1159]

Toujours au sein de la première escadrille du groupe Pamula, le lieutenant Feric (cinq cent dix heures de vol dont dix de nuit et une victoire), le sergent Leck (palmarès non connu) et le caporal-chef Wojtowicz (deux cent cinquante heures de vol) sont envoyés à la base aérienne de Nantes, où ils sont largement sous-employés.[1160] La désagrégation de la première escadrille continue avec le départ pour la base de Châteaudun du capitaine Krasnodebski (mille cinq cent heures de vol dont vingt de nuit), du sous-lieutenant Zumbach (quatre cent dix heures de vol dont dix de nuit) et des caporaux-chefs Kawbin (cinq cent dix heures de vol dont dix de nuit et une victoire) et Belck (sept cent cinquante-six heures de vol dont six de nuit et une victoire). A leur arrivée sur place, ils sont intégrés d'office aux groupes de pilotes français.

L'intégration de quelques éléments isolés polonais aux escadrilles françaises continue avec le capitaine Opulski (mille cinq cent quarante heures de vol dont quarante de nuit et une victoire), le sous-lieutenant Lokuciewski (quatre cent soixante heures de vol dont dix de nuit

[1158] SHAA, dossier 2B108, Forces aériennes étrangères en France (polonaises, tchèques, belges et hollandaises), transports, emploi, instruction et organisation 1939-1940.
[1159] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (répartition des pilotes polonais sur les différentes bases).
[1160] Idem.

et une victoire), les caporaux-chefs Krawczynski (quatre cent dix heures de vol dont dix de nuit) et Gorecki (trois cent soixante heures de vol dont dix de nuit et une victoire) à la base aérienne de Romorantin.[1161]

Le lieutenant Lapkowski (huit cent dix heures de vol dont dix de nuit et deux victoires), le sous-lieutenant Daszawski (quatre cent soixante heures de vol dont dix de nuit), ainsi que le caporal-chef Rozworski (deux cent cinquante-sept heures de vol dont sept de nuit et une victoire), sont mutés sur la base aérienne de Bourges (Cher), où ils sont eux aussi intégrés à un groupe de pilotes français.[1162]

Le caporal-chef Wieraszka (deux cent neuf heures de vol dont neuf de nuit) est envoyé à Toulouse. Il n'a pas été possible de savoir s'il fut utilisé ou non. Le sous-lieutenant Dobrzynski (cinq cent heures de vol dont vingt de nuit) fut tué en service aérien le 19 avril 1940.[1163] Le sergent-chef Kolcon resta inutilisé et ne reçut aucune affectation. Enfin, le lieutenant Arsen Cebrzynski (six mille huit cent heures de vol dont cinq de nuit) et le caporal-chef Szaposznikow (quatre cent soixante heures de vol dont dix de nuit et une victoire) furent intégrés au groupe de chasse II/6.[1164]

Le lieutenant Januszewicz (sept cent douze heures de vol dont douze de nuit et trois victoires), le sous-lieutenant Strzembosz (cinq cent quinze heures de vol dont quinze de nuit et une victoire) et le caporal-chef Szoppe (deux cent soixante heures de vol dont dix de nuit) furent envoyés au sein du groupe de chasse II/7.[1165]

Enfin, le lieutenant Paszkiewicz (mille cent quarante heures de vol dont vingt de nuit) et les caporaux-chefs Wunsche (deux cent cinquante-sept heures de vol dont sept de nuit et une victoire) et Nowak (deux cent six heures de vol dont six de nuit et une victoire) furent mutés au groupe de chasse II/8.[1166]

La seconde escadrille du groupe Pamula fut plus largement utilisée que la première escadrille en groupes de chasse. En effet, le groupe de chasse 1/145, Varsovie, reçut en son sein le sous-lieutenant Wroblewski (palmarès inconnu) et les caporaux-chefs Ioda et Uher. Cela était une véritable promotion pour ces hommes, car le GC 1/145, Varsovie, bénéficiait dès le début de sa création d'un prestige important.

[1161] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (répartition des pilotes polonais sur les différentes bases).
[1162] Idem.
[1163] Son avion s'est écrasé suite à une panne moteur.
[1164] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (répartition des pilotes polonais sur les différentes bases).
[1165] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (répartition des pilotes polonais sur les différentes bases).
[1166] Idem.

Le GC II/1 accueillit le capitaine Jastrzebski (palmarès inconnu), le lieutenant Trzebinski, le sous-lieutenant Jakubowski et les caporaux-chefs Tuszanski, Brzeski et Krieger. Le GC II/6 reçut l'affectation des lieutenants Baranski (neuf cent quatre-vingt cinq heures de vol dont trente-cinq de nuit et trois victoires) et Borowski (neuf cent quatre-vingt heures de vol dont trente de nuit et trois victoires) et des caporaux-chefs Cwynar (six cent dix heures de vol dont dix de nuit) et Brzezowski (palmarès inconnu).[1167] Le GC III/10 reçut la mutation des lieutenants Dudwal, Sawicz et Gabszewicz (mille cent heures de vol dont cinquante de nuit et une victoire), des sous-lieutenants Poniatowski, Mierzwa (deux cent cinquante-cinq heures de vol dont cinq de nuit et une victoire), Miksa (trois cent cinq heures de vol dont cinq de nuit et deux victoires) et Radomski (deux cent cinquante-cinq heures de vol dont cinquante de nuit et deux victoires), de l'aspirant Rytka et des caporaux-chefs Stramko, Musial et Adamek (trois cent deux heures de vol dont deux de nuit et deux victoires).[1168] Le GC III/9 accueillit le sous-lieutenant Szule (sept cent deux heures de vol dont deux de nuit) et les sergents Pietrzak et Platkowski. Le GC II/7 reçut après un stage aux armées, le commandant Mummler (adjoint du lieutenant-colonel Pamula) qui intégra l'Etat-major du GC.

La base aérienne de Toulouse reçut les sous-lieutenants Wielgus, Szmeil et Klosin, ainsi que le caporal-chef Nastorowicz. La base d'Angers accueillit le lieutenant Walendowski, le sous-lieutenant Kowalski et le caporal-chef Zieba. Celle de la Rochelle intégra le capitaine Kowalczyk (mille cinq cent vingt-sept heures de vol dont vingt-sept de nuit et deux victoires), les sous-lieutenants Szumowski, Marciniak et Klawe (quatre cent vingt heures de vol dont vingt de nuit et deux victoires), ainsi que le sergent Kiedrzynski et le caporal-chef Widlarz. La base de Cognac reçut les sous-lieutenants Kratke (deux cent cinquante heures de vol) et Malczewski, ainsi que les caporaux-chefs Kopek, Kryzagorski et Andruszkow. Le sous-lieutenant Kalpas (quatre cent cinq heures de vol dont cinq de nuit et une victoire) fut désigné pour rester à Lyon, (on ignore pour quelle raison). La base de Salon de Provence accueillit le sous-lieutenant Czarnecki et le caporal-chef Ripinski. Le caporal-chef Pietrasiak fut envoyé à Bourges. Les sous-lieutenants Stanislaw, Andrzejewski, Wilhelm et Sniachowski, ainsi que l'aspirant Romuald Gadus et le caporal-chef Bronislaw Koscik furent mutés sur la base-école de Caen. On ne sait pas s'ils servirent de moniteurs, ou s'ils servirent au sein de la patrouille de défense aérienne de la base.[1169]

[1167] Id.
[1168] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (répartition des pilotes polonais sur les différentes bases).
[1169] Idem.

Les vingt-trois autres membres de la seconde escadrille du groupe Pamula, c'est-à-dire les lieutenants Skiba et Antolak, les sous-lieutenants Kornicki, Stabnowski, Langhamer, Schmidt, Dyrgalla, Skalski, Bagrowski et Wydrowski, l'aspirant Ostoja-Stonski, les sergents Wisthal, Machowiak, Chojnacki, Kroczynski, Smigielski, Jasinski, Horn, Kosmowski, Sologub et Sniec, ainsi que les caporaux-chefs Derna et Hoffmann, furent sans affectation et restèrent à Lyon-Bron. Il est difficile de savoir si leur absence d'affectation était due à un manque de place pour eux dans une quelconque unité ou à leurs notes trop basses aux différents tests et examens passés au sein du groupe.[1170]

La base-école de chasse d'Etampes reçut à partir du mois de mars 1940 son effectif au complet. Un document daté du 24 avril 1940 nous en donne la composition. Encore en cours d'instruction à cette date, le personnel polonais est formé du capitaine Welergian Jasianowski, qui était commandant de groupe de chasse en Pologne et bénéficie de mille cinq cent heures de vol.[1171] Il est le chef des moniteurs à Etampes et est noté comme : « un excellent pilote, s'occupant activement et avec autorité de l'instruction ». Il est secondé dans sa tâche par le lieutenant Lak (six missions de guerre, sept cent heures de vol, moniteur diplômé en Pologne) et le sous-lieutenant Malarowski (vingt-six missions de guerre et deux mille heures de vol), qui fait office ici de moniteur, bien qu'il ne soit pas diplômé en Pologne.[1172]

Viennent ensuite les pilotes-élèves : le lieutenant Bohdan Grzeszczak (huit missions de guerre et deux cent cinquante heures de vol) et les élèves-pilotes (c'est-à-dire non encore pilotes en Pologne), les sous-lieutenants Jerzy Wolski (cent vingt heures de vol), Stanislaw Lukaszewicz (cent vingt heures de vol), Wieslaw Czaplinski (cent vingt heures de vol), Stanislaw Wandzilak (cent vingt heures de vol) et Wilhelm Sniechowski (cent vingt heures de vol).[1173]

Parmi les aspirants, deux sont moniteurs de début, diplômés en Pologne, il s'agit des aspirants Longin Hajewski (sept cent heures de vol) et Adam Damne (six cent heures de vol).[1174] Cela veut dire qu'ils ont suivi la première partie des cours de moniteur en Pologne et qu'ils pouvaient enseigner en formation initiale aux jeunes élèves-pilotes polonais. Par contre, les aspirants Tadeusz Hegenbarth (cent vingt heures de vol), Bohdan Muth (cent vingt heures de vol), Josef Cechrzicki (cent vingt heures de vol) et Gadus (cent vingt heures de vol), étaient eux simples élèves-pilotes.

[1170] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (répartition des pilotes polonais sur les différentes bases).
[1171] SHAA, dossier 2B108, Forces aériennes étrangères en France.
[1172] Idem.
[1173] SHAA, dossier 2B108, Forces aériennes étrangères en France.
[1174] Idem.

Le caporal-chef Bronislaw Koscik (deux missions de guerre et trois cent heures de vol) complétait le dispositif d'élèves-pilotes polonais à la base-école d'Etampes.[1175] Enfin, le sous-lieutenant Stanislaw Andrzejewski, pourtant titulaire de douze missions de guerre en Pologne, fut dirigé sur la base de Caen, comme plastron, car il avait du mal à suivre le rythme de l'instruction. Néanmoins dans son dossier, il lui était attribuée une seconde chance pour plus tard sur monoplace moderne dans un groupe de chasse. Le déclenchement de l'offensive allemande en décida autrement.[1176]

Les observations des instructeurs français sont assez élogieuses envers les Polonais qui : « s'appliquent et cherchent à s'instruire au point de vue technique et général ». Cependant, notent les instructeurs : « en raison de leur difficulté à s'exprimer clairement en français, il n'est pas possible d'envisager leur emploi comme moniteurs avec les Français dans les conditions prévues par la DM 51 du 15 mars 1940.[1177] Cette directive donnait la possibilité aux moniteurs polonais les plus excellents d'instruire aussi de jeunes pilotes français. Cette directive ne put pas être appliquée en raison aussi de l'attaque allemande.

A la fin du mois d'avril 1940, la base aérienne de Châteauroux et plus exactement le centre d'instruction de bombardement de Châteauroux-la-Martinerie accueille son groupe de stagiaires polonais pour une durée de trois mois.[1178] A l'issue, les Polonais devaient intégrer des groupes de bombardiers basés à Châteauroux. Le stage était composé des capitaines Arakiewicz, Hayski et Lewerinski (chargé très rapidement de la patrouille de défense des terrains d'aviation de Châteauroux sur de vieux Bloch 152). Le groupe des lieutenants était composé des officiers Bacs, Marcinkus, Ozieka, Werkly, Henneberg et Imicki, (ces deux derniers furent intégrés à la patrouille de défense aérienne du capitaine Lewerinski). Les sous-lieutenants Breiezell, Cigos, Choms, Klemenski, Kubienack, Niemès, Palaj, Polak, Retieger, Schnug, Seybl, Snajer, Waskiewicz, Benne, Wielgus et Sislinski, (ce dernier était membre de la patrouille Lewerinski), fermaient le corps des officiers subalternes. Les aspirants étaient représentés par Kubrewicz, Rzyski et Wyskowski. Les adjudants-chefs Poknywka, Rejthar, Tomczack et Stastny, les sergents-chefs Korda et Novotni, ainsi que les sergents Janousek, Pancera, Polhodek, Sikta, Trojacek, Stalla et Vildomik, constituaient le corps des sous-officiers polonais. Les hommes du rang étaient représentés par les caporaux-chefs Balla, Czempas, Doktor, Fenck, Filler, Frack, Gallus (membre de la patrouille Lewerinski),

[1175] Id.
[1176] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (répartition des pilotes polonais sur les différentes bases).
[1177] SHAA, dossier 2B108, Forces aériennes étrangères en France.
[1178] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction dans les autres écoles et autres bases).

Grzekowiak, Hajec, Horacek, Hrucir, Kapka, Kubac, Lenk, Lotko, Mrtvy, Mzowiek, Netik, Netopil, Nye, Osmala, Penek, Para, Pavelka, Radina, Rozum, Ryba, Sala, Sanetra, Schlup, Sedivi, Stulir, Styblik, Taiber, Uruba, Uzomak, Lycha, Zabrsz, Zakrawski et Zezulka et par les caporaux Danielka, Halicki et Prochazka.[1179]

Ces soixante dix-neuf stagiaires étaient instruits sur des Simoun, des Loire 46 et des Bloch 152. Les cinq pilotes de la patrouille de défense des terrains de Châteauroux volaient sur Bloch 152. Il était question qu'à l'issue du stage les groupes nouvellement formés soient équipés d'avions plus modernes que ces derniers appareils. Le déclenchement de la Bataille de France changea la donne, puisque ces Polonais ne furent pas engagés au combat.[1180]

Le centre d'instruction de l'aviation de renseignement de Rennes reçut des stagiaires au mois de mai 1940.[1181] Equipés de Potez 63 et de Goëland, les stagiaires polonais étaient dirigés par le commandant Jan Blaty, secondé par le commandant Tadeusz Jurdziel et le capitaine Konstanty Bielecki. Les pilotes de bimoteurs étaient les suivants (tous déjà diplômés en Pologne) : les lieutenants Btazejewski, Czetowcz, Jasinski, Christman et Wierusz-Kowalski. Les sous-lieutenants Kazimierczek Rejner-Krzywicki, Iszkowski et Kwasmiewski, le sergent-chef Sienczak, les sergents Pawlowicz, Kowalski, Bilan et Wojcik et le caporal-chef Janik.[1182] Venaient ensuite les observateurs-bombardiers destinés à œuvrer comme tireurs de bombes sur les bombardiers. Leur chef était le capitaine Antoni Malewski, secondé par le lieutenant Policiewicz. Les sous-lieutenants Pietrasik, Becko, Zegallo, Kiwacz, Krysiak, Asiatynski, Maczinski, Duchnicki, Zalewicz, Groyecki, Wierzbicki et Moskwa formaient le reste du contingent.

Les observateurs de renseignement seraient intégrés aux groupes de Potez 63 dès leur instruction terminée. Le capitaine Evgeniusz Arciuszkiewicz dirigeait le groupe. Les lieutenants Galler, Osuchowski, Platkowski, Walczak, Wayda, Oblokonski et le sous-lieutenant Wojcik, constituaient le groupe des observateurs de renseignement.[1183] Leur rôle était avant tout la détection des mouvements de troupes, la prise de photos des hommes et matériels menaçants les lignes amies et le renseignement général. Le lieutenant Wladyslaw Przymenski, observateur et radio-navigant, diplômé en Pologne, dirigeait le groupe des radio-navigants. Constitué des aspirants Szczepanowski, Szymanski, des caporaux-chefs

[1179] Idem.
[1180] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction dans les autres écoles et autres bases).
[1181] Idem.
[1182] Id.
[1183] Id.

Szymanski[1184], Rydwelski, Truszkowski, Kwiatkomski, Rozewicki, Hasinski, Paszkiewicz et Szewczyck, des caporaux Pielarz et Kalicinski et du première classe Kosin, ils avaient deux objectifs primordiaux : apprendre le français et les techniques et dialectiques de la radio-navigation française de guerre.[1185]

Le groupe des mécaniciens était le plus important sur le plan numérique. Dirigé par le lieutenant Tadeusz Franaszczuk, secondé par le lieutenant Stanislaw Wesolowski, il était constitué du sous-lieutenant Lijka, de l'aspirant Wayda, de l'adjudant Gwizdr, des sergents-chefs Klicl et Stepniak, des sergents Rogowski, Szatajko, Skopinski, Wodo, Zienowicz, Bizunowicz, Prybyla, Routo, Halas, Galecki, Janilewski et Zielicnski, des caporaux-chefs Kaminski, Jarenna, Laskiewski, Kowalski, Grudzien et Barczak et des caporaux Zaremba, Gadowski, Ledzki et Kriska.[1186] Pour eux, le français était moins important que pour les radio-navigants. Le groupe des radio-électriciens chargés de toute la partie électrique de l'avion et des équipements de navigation, était constitué autour du lieutenant Zuchowicz, radio-électricien diplômé en Pologne et des caporaux-chefs Straszinski, Slapik, Blalinski et Nabokoff.[1187] Le groupe des armuriers était dirigé par le sergent-chef Zarebski. Leur rôle était de charger les appareils en balles de mitrailleuses et en bombes. Les caporaux-chefs Dankowski et Bonowieck et le caporal Garbarz le constituaient. Ils étaient tous déjà expérimentés.[1188]

Enfin, les sous-lieutenants Kolubinski, Hojden, Andersz et Maliszewski, pilotes de chasse, diplômés en Pologne, étaient affectés à Rennes sans affectation particulière.[1189] Ils auraient pu, si le groupe avait pu poursuivre son stage pendant les trois mois prévus, être affectés à la couverture aérienne des observateurs de renseignement. Le stage au centre d'instruction de l'aviation de renseignement de Rennes commença trop tard pour être profitable. Pourtant, les quatre-vingt seize stagiaires polonais avaient tous de l'expérience et auraient pu être très utiles aux escadrilles polonaises et à l'Etat-major français.

[1184] Le caporal-chef Szymanski n'a pas de lien de parenté avec l'aspirant Szymanski.
[1185] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction des autres écoles et autres bases).
[1186] Idem.
[1187] Id.
[1188] Id.
[1189] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (organisation et instruction des autres écoles et autres bases).

B°/ Avril-mai 1940 : les dernières affectations de formation des pilotes polonais et de leurs équipiers

Un second groupe de stagiaires polonais arrive sur la base aérienne de Caen au début du mois d'avril 1940. Toujours dirigé par le commandant Czeslaw Krajewski, il est composé d'une quarantaine de Polonais.[1190] Le premier groupe de pilotes de chasse était déjà constitué des éléments du premier stage, c'est-à-dire les sous-lieutenants Stanislaw Andrzejewski et Wilhelm Sniechowski, l'aspirant Romuald Gadus et le caporal-chef Bronislaw Koscik.[1191] Un second groupe destiné au Centre d'Instruction de bombardement est alors créé et dirigé par le capitaine Roman Grzanka, secondé par le lieutenant Sokolowski. Les sous-lieutenants Berezecki, Marakewicz, Slarzinski, Plawski, Malec, Rotter et Horski-Jakubczyk font partie du groupe.[1192] Un troisième groupe dit de remorquage est commandé par le sous-lieutenant Zwolinski. Il est composé des caporaux-chefs Budzinski, Bolcewicz, Julski, Kuropatwa, Sieminski, Andrzejewski, Prochnicki et Tubis.[1193] Un quatrième groupe est destiné à l'Ecole des mitrailleurs. Commandé par le capitaine Josef Wojciechoniski, secondé par le lieutenant Edward Procyk, il est constitué des sous-lieutenants Brachnio, Gerliecz, Zygmuntowicz, Szarek et Kuzian, des aspirants Jaworski et Sledzinski, des sergents-chefs Pietniunas et Wismont et des caporaux-chefs Jonski, Lakowicki, Kulczyk, Rozpara et Bartoszuk. Le capitaine Stefan Hryniewicz destiné à seconder le capitaine Wojciechowski tomba malade peu de temps avant la mutation et fut finalement affecté un mois plus tard au centre d'instruction de bombardement.

Le groupe « Krajewski » s'installe dans la durée à la base-école de Caen. Le stage se passe bien, puisqu'à la fin du mois de mai 1940, les notes d'instruction sont données sous forme d'appréciation. On apprend que le groupe de remorquage est en passe d'être diplômé. Des changements d'affectation sont aussi intervenus, en même temps qu'une division du stage en trois groupes, au lieu de quatre. Les trois nouveaux groupes sont le groupe de remorquage, le groupe de l'Ecole des mitrailleurs (avec les Polonais comme pilotes d'encadrement) et le groupe d'instruction en vol (en fait l'ancien groupe de chasse).[1194] Le groupe d'instruction de

[1190] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (répartition des pilotes polonais).
[1191] Idem.
[1192] Id.
[1193] Id.
[1194] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (répartition des pilotes polonais).

bombardement est supprimé faute d'appareils en état de marche. Depuis le déclenchement de l'offensive allemande, le GQG a dû puiser dans les réserves de bombardiers.[1195]

Au sein du groupe de remorquage, le sous-lieutenant Zwolinski est confirmé sur Léo 20 et Potez 25. Il est le seul avec le caporal-chef Budzinski à être resté dans ce groupe. Tous les autres ont été mutés ailleurs sur la base. Le sous-lieutenant Gerliecz, venu du groupe de l'Ecole des mitrailleurs, comme son homologue Brachnio, sont tous deux transférés sur Potez 25. Les sous-lieutenants Andrzejewski et Sniechowski transfuges du groupe de chasse, furent confirmés sur Dewoitine 500, de même que l'aspirant Gadus et le caporal-chef Koscik issus eux aussi du groupe de chasse. Ces mutations inter-groupes s'expliquent en général par des capacités inférieures à ce qui est demandé par les instructeurs. Ceux-ci considèrent que chaque Polonais a des possibilités qui peuvent s'exprimer ailleurs que dans leur groupe de stage de départ.

Le second groupe dit : « des mitrailleurs » a subi lui aussi des transformations. Le capitaine Wojciechowski (plus de trois mille cinq cent heures de vol) et le lieutenant Procyk (six cent heures de vol), ainsi que l'aspirant Jaworski (deux cent heures de vol) sont restés depuis le début et en forment l'ossature. Ils ont été rejoints par le sous-lieutenant Rotter (venu du groupe de bombardement), l'aspirant Sledzynski (issu du groupe des mitrailleurs) et le caporal-chef Julski (groupe de remorquage).[1196]

Les mutations internes continuent avec le troisième et dernier groupe dit : « groupe d'instruction en vol ». En fait, c'est un groupe de chasse qui a phagocyté le plus de pilotes des autres groupes. Des quatre pilotes du début, aucun n'est resté dans ce groupe. Il est même commandé par le capitaine Joseph Kierzkowski (mille cent heures de vol dont cent de nuit), arrivé en cours de stage au mois de mai 1940, en provenance du DIAP de Lyon-Bron. Il est secondé par le capitaine Grzanka (huit cent trente-cinq heures de vol dont trente-cinq de nuit), issu du groupe d'instruction au bombardement, comme le capitaine Jan Hryniewicz (mille deux cent cinq heures de vol dont cinq de nuit, malade, il avait intégré le groupe de bombardement avec un mois de retard). Le lieutenant Sokolowski (huit cent cinquante heures de vol dont soixante de nuit) vient lui aussi du groupe de bombardement. Sont aussi issus de ce groupe les sous-lieutenants Berezecki (cinq cent trois heures de vol dont trois de nuit), Makarewicz (mille cinq cent heures de vol de jour), Slarzynski (cent cinquante heures de vol

[1195] Idem.
[1196] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (répartition des pilotes polonais).

de jour), Plawski (cent quatre-vingt deux heures de vol dont deux de nuit) et Malek (cent cinquante-deux heures de vol dont deux de nuit).[1197]

Le sous-lieutenant Zigmuntowicz (deux cent deux heures de vol dont deux de nuit), issu du groupe des mitrailleurs, tomba malade et ne put continuer le stage. Par contre, venus de ce même groupe, les sous-lieutenants Szarek (deux mille cent heures de vol dont cent de nuit), promu pilote-moniteur à l'Ecole des mitrailleurs et Kuzian (sept cent quarante heures de vol dont quarante de nuit), promu lui aussi pilote-moniteur à l'Ecole des mitrailleurs, furent notés et continuèrent le stage.[1198]

Toujours issus du groupe des mitrailleurs, les sergents-chefs Pietniunas (deux mille heures de vol dont trois cent de nuit) et Wismont (mille trois cent cinquante heures de vol dont trois cent de nuit) complétaient le nouveau tableau avec les caporaux-chefs Jonski, Lozowicki (deux cent heures de vol de jour chacun), Kulkzyck (six cent dix-sept heures de vol dont dix-sept de nuit), Rozpara (mille trois cent heures de vol de jour) et Bartoszuk (trois cent heures de vol de jour).[1199]

Enfin, le groupe de remorquage perdit au profit du groupe d'instruction en vol, les caporaux-chefs Bolcewicz (quatre cent heures de vol de jour), Kuropatwa (trois cent cinquante-cinq heures de vol dont cinquante-cinq de nuit), Sieminski (mille quatre cent heures de vol dont trente de nuit), Andrzejewski (Franciszek) (sept cent quatre-vingt heures de vol dont quatre-vingt de nuit), Prochnicki (cinq cent heures de vol dont vingt de nuit) et Tubis (quatre cent vingt heures de vol dont vingt de nuit). Tous ces pilotes obtinrent leur confirmation sur des Bloch 210 (sauf le sous-lieutenant Zigmuntowicz) et purent continuer le stage.[1200]

A la base aérienne de Clermont-Ferrand-Aulnat, un important groupe de stagiaires commença sa mise en place à la fin du mois de mars 1940. L'état du personnel de ce stage nous est livré en date du 30 avril 1940. Commandé par le capitaine Vitalis Nikonow (mille huit cent vingt heures de vol et commandant d'escadrille en Pologne), assisté des capitaines Karol Zaucha (mille cinq cent heures de vol et commandant d'escadrille en Pologne) et Zbignieff Golowski (mille cinquante heures de vol et commandant d'escadrille en Pologne), le premier sous-groupe est constitué uniquement de pilotes, en tout quinze.[1201] Il y a les lieutenants Groszewski (huit cent trente heures de vol, commandant d'escadrille en Pologne), Wolski

[1197] Idem.
[1198] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (répartition des pilotes polonais).
[1199] Idem.
[1200] Id.
[1201] SHAA, dossier 2B11, organisation et fonctionnement des bases-écoles, bases accueillant des éléments polonais.

(mille quatre-vingt heures de vol, commandant une escadrille de bombardement en Pologne) et Kurzempa (mille dix-huit heures de vol, pilote de bombardier transformé pour la chasse).

Les sous-lieutenants Budowicz (deux cent heures de vol), Wojcik (deux cent heures de vol), l'aspirant Stadtmuller (six cent heures de vol, pilote d'observation, devenu pilote de chasse). Les sergents Franciszek (mille huit cent heures de vol), Pudrycki (deux mille dix heures de vol), Adamiak (mille six cent heures de vol), Belzd (mille trois cent heures de vol) et Zsichow (mille trois cent heures de vol). Hormis les sous-lieutenants, le groupe était composé de pilotes très expérimentés qui pouvaient ultérieurement faire office de moniteurs ou de commandants de groupe dans une escadrille (pour les sous-officiers).[1202]

Le second sous-groupe, commandé par le commandant Jankowski (mille cinq cent heures de vol dont deux cent cinquante de nuit, commandant d'un groupe de bombardement en Pologne et diplômé de l'Ecole Supérieure de l'Air de Varsovie) est composé de trente-quatre pilotes-observateurs. L'adjoint du commandant Jankowski est le capitaine Michowski (mille deux cent heures de vol dont deux cent de nuit). Viennent ensuite dans la hiérarchie, les capitaines Kasprzyk (neuf cent heures de vol dont cinquante de nuit, breveté de l'Ecole Supérieure de l'Air de Varsovie) et Szpak (sept cent cinquante heures de vol et cinquante de nuit). Les lieutenants Pawlowicz (sept cent cinquante heures de vol dont cinquante de nuit, spécialiste du renseignement), Malak (quatre cent heures de vol de jour), Nowak (cinq cent cinquante heures de vol dont cent de nuit), Mondschein (six cent heures de vol dont cinquante de nuit, spécialiste du renseignement) et Dunezewcki (trois cent cinquante heures de vol dont cent cinquante de nuit).[1203] Deux autres lieutenants ne purent rester dans le sous-groupe et durent quitter le stage. Il s'agit du lieutenant Anton Lipkowsi, officier de cavalerie en Pologne, très motivé pour devenir pilote. Malgré ses grandes qualités que souligne le rapport français de stage, il ne peut continuer à Clermont-Ferrand Aulnat et doit retourner à la DIAP de Lyon-Bron.[1204] Comme lui, le lieutenant Georg Majer (cinquante heures de vol de jour) rêvait de devenir pilote. Mais il fut déclaré inapte au service et fut renvoyé dans l'armée de Terre polonaise.[1205]

Le reste des officiers : les sous-lieutenants Barzdo (vingt-quatre heures de vol de jour), Horocki (vingt-neuf heures de vol de jour), Ryckiak (vingt heures de vol de jour), Praglowski (vingt-six heures de vol de jour), Swida (cinquante heures de vol de jour), Ostaszewski (quarante heures de vol de jour), Chmiel (trois cent heures de vol dont trente de nuit),

[1202] Idem.
[1203] Id.
[1204] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (répartition des pilotes polonais).
[1205] Idem.

Jastrzebski (cent cinquante heures de vol de jour), Zbudzki (cent vingt heures de vol de jour), Tabaczynski (cent trente heures de vol dont vingt de nuit), Smolik (cent soixante-quinze heures de vol dont quinze de nuit), Martusziewicz (cent soixante-dix heures de vol dont dix de nuit), Reda (deux cent heures de vol de jour), Aleksandrowicz (deux cent heures de vol dont treize de nuit), Siuzdzak (deux cent cinquante heures de vol dont trente-huit de nuit), Pokorniewski (cent heures de vol dont six de nuit), Rejnowicz (quatre cent cinquante heures de vol dont soixante-six de nuit), Taras (deux cent heures de vol dont dix de nuit), Kowalcza (cent vingt heures de vol de jour), Sjarkowski (trois cent de vol de jour) et Nowalki (cent heures de vol de jour). Enfin, les aspirants Malicki (cent heures de vol de jour) et Duda (deux cent heures de vol dont soixante-dix de nuit, observateur diplômé et expérimenté) fermaient la marche du sous-groupe.[1206]

Le troisième sous-groupe était composé de treize radio-navigants. Dirigé exceptionnellement par un aspirant, Jan Mackula (quarante heures de vol, instructeur diplômé en français), il compte les aspirants Jablonski (quarante heures de vol, instructeur diplômé en français), Blicharski (quatorze heures de vol), Pantkowski (deux heures de vol) et Boyanowycz (deux heures de vol). Ces deux derniers, malgré leur inexpérience en vol, sont diplômés en technique radio, ce qui les rend importants dans ce stage. Viennent ensuite les caporaux-chefs Zuk (douze heures de vol), Barcz (dix-sept heures de vol), Nowinski (soixante heures de vol, le plus expérimenté des caporaux-chefs), Dojlidko (trois heures de vol) et Drewelus (huit heures de vol). Tous ces caporaux-chefs sont des radio-navigants confirmés. Par contre, les caporaux-chefs Skop, Kordys (vingt-quatre heures de vol) et Sroka (vingt-cinq heures de vol), anciens brevetés mitrailleurs n'ont aucune expérience dans ce domaine et doivent donc travailler beaucoup plus que leurs camarades s'ils veulent rester dans le stage et sortir diplômés.[1207]

Le quatrième sous-groupe était celui des mécaniciens avion (trente personnels). Ils étaient commandés par le lieutenant Galicki (cinq ans d'expérience), secondé par le lieutenant Krawczyk (cinq ans d'expérience).[1208] Les sous-lieutenants : Wiganowski (un an d'expérience), Trawynski (un an d'expérience), l'aspirant Nyka (deux ans d'expérience), les adjudants Iwanski (dix-sept ans d'expérience), Broskiewicz (treize ans d'expérience), Sieczkowski (quatorze ans d'expérience) et Popjel (douze ans d'expérience). Les sergents

[1206] SHAA, dossier 2B11, organisation et fonctionnement des bases-écoles, bases accueillant des éléments polonais.
[1207] SHAA, dossier 2B11, organisation et fonctionnement des bases-écoles, bases accueillant des éléments polonais.
[1208] Idem.

Nowak (cinq ans d'expérience), Janiszewski (quatre ans d'expérience), Mackowski (huit ans d'expérience), Palewicz (huit ans d'expérience), Jankowski (cinq ans d'expérience), Babiejczuk (cinq ans d'expérience) et Kupka (cinq ans d'expérience). Tous ces hommes étaient suffisamment entraînés pour intégrer dans des délais rapides une unité polonaise de première ligne. Par contre, à part le caporal-chef Witkowski (deux ans d'expérience), les autres caporaux-chefs devaient entamer un second stage à l'issue de celui-ci, afin de se perfectionner et de pouvoir intégrer une unité de front. Il s'agissait des caporaux-chefs Kaczor (un an d'expérience), Morawski (un an d'expérience), Skibinski (un an d'expérience), Slovinski (deux ans d'expérience), Opalinski (six ans d'expérience), Bury (un an d'expérience), Wojtkow (un an d'expérience), Dzierwa (un an d'expérience) et Lutomski (deux ans d'expérience). Le caporal Wladyslaw Nowak (deux ans d'expérience) complétait le tableau et entrait dans la même catégorie que les caporaux-chefs en terme de perfectionnement.[1209]

Le cinquième sous-groupe était celui des radio-électriciens. Au nombre de six, ils étaient commandés par l'adjudant Kazimiercz Zwawiak (douze années d'expérience). Les caporaux-chefs Iwanowski (une année d'expérience, noté comme « parfait » par ses instructeurs français, ce qui est rarissime), Szeresz (une année d'expérience), Szunke (un an d'expérience), Pytel (un an d'expérience) et Kenonow (un an d'expérience), constituaient le reste du sous-groupe. Ils étaient particulièrement bien notés par leurs instructeurs, malgré les difficultés inhérentes à la langue française.[1210]

Le dernier sous-groupe était celui des mécaniciens d'armement. Ils faisaient aussi bien fonction d'armuriers que de réparateurs des armements (mitrailleuses, porte-bombes) défaillants. Commandés par le sous-lieutenant Aleksander Zirkwitz (deux années d'expérience dans ce domaine, mais ancien de la guerre de 1914-1918 avec la Russie), cinq fois blessé, multi-décoré et ayant occupé plusieurs postes différents dans l'armée de l'Air polonaise : observateur, renseignement, etc., il parlait parfaitement le français et avait acquis durant sa longue carrière de sous-officier une grande expérience du champ de bataille), ils étaient à l'image du sergent Tulej (six années d'expérience) et des caporaux-chefs Sutarz (cinq années d'expérience), Balasz (trois ans d'expérience) et Bukowski (deux ans d'expérience) des hommes de grande compétence très motivés par l'apprentissage du français, principal obstacle à leur réussite.[1211]

[1209] SHAA, dossier 2B11, organisation et fonctionnement des bases-écoles, bases accueillant des éléments polonais.
[1210] Idem.
[1211] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (répartition des pilotes polonais).

La base aérienne de Clermont-Ferrand Aulnat accueillait donc avec ses cent trois stagiaires l'un des plus gros groupes de toute l'armée de l'Air polonaise en France. A ceux-là, le haut commandement français décida d'adjoindre le 17 mai 1940 un nouveau groupe ayant transité par la base aérienne de Rennes et destiné au sous-groupe des observateurs. Commandé par le capitaine Kazimierez Baranowski, il était constitué des lieutenants Sliwinski et Matylis, des sous-lieutenants Skarpetowski, Liszka, Strapel, Bernatowicz, Dobromirski, Janinowicz et Wujastyck, de l'adjudant Murzynowski et des caporaux-chefs Ziockowski, Gorczycka, Maciej, Dradrach et Jablonowski.[1212]

La base aérienne de Clermont-Ferrand Aulnat jouait donc un rôle central dans la montée en puissance de l'aviation polonaise en France. C'est ce rôle que voulut saluer à sa façon le général Sikorski en rendant visite à ses hommes et en les encourageant à réussir leurs stages. Non loin de Clermont-Ferrand, une petite base aérienne française joua elle aussi un rôle pour l'armée de l'Air polonaise. Il s'agissait de la base-école auxiliaire de Saint-Etienne.[1213] Initialement destinée à absorber un éventuel « surplus » de pilotes polonais du DIAP de Lyon-Bron, elle reçut un premier groupe de stagiaires, composé du lieutenant Lewandowski, des sous-lieutenants Buczynski, Kaminski, Bilecki et Stefanus et des caporaux-chefs Koch, Bednarek et Kegel.[1214] D'abord dégrossis par des cours théoriques dès leur arrivée fin avril 1940, ils passèrent le 28 mai 1940 à l'escadron d'entraînement du Groupe d'Instruction en Vol de Saint-Etienne-Bouthéon. Le commandant De Marmier, qui avait aussi la responsabilité du Groupe d'Instruction en Vol de Saint-Etienne, demanda au Colonel Hug commandant la base aérienne de Lyon-Bron (et donc le DIAP), de lui envoyer d'urgence un certain nombre de pilotes, afin qu'ils participent au stage en même temps que les huit Polonais déjà sur place à Bouthéon.[1215] Par lettre, le commandant De Marmier demanda que le lieutenant Skalski, les sous-lieutenants Gorski et Kesselring, les aspirants Ostoja-Slonski, Dabrowski Formas et Franczak, les sergents Szpalinski, Bialobrowka, Pretkiewicz, Bochenski, Grom, Miziszewski, Boczowski, Banach, Brachmanski, Buczek, Budkowski, Glowacki, Plachta et Harla, les sergents Zykow et Plonczynski et les caporaux-chefs Hofmann, Derma, Liwicki, Tokarczyk, Szade et Warek rejoignent Saint-Etienne avec un groupe venu du Bourget. Il était composé des sergents Nozyk, Thisler, Obiorek, Ceglinski et du caporal-chef Plenkiewicz. L'ordre était de rejoindre très vite le Groupe d'Instruction en Vol de Saint-Etienne.[1216] Parmi ces trente-six

[1212] Idem.
[1213] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (transferts sur Saint-Etienne et Roanne).
[1214] Idem.
[1215] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (transferts sur Saint-Etienne et Roanne).
[1216] Idem.

pilotes, dix n'avaient toujours pas d'uniforme, ce que le commandant De Marmier demanda au colonel Hug de rectifier de façon urgente.[1217]

Le 31 mai 1940, par lettre[1218], le colonel Hug répondait à son subordonné. Il lui envoyait un autre groupe que celui demandé par le commandant De Marmier. Il s'agissait d'un détachement de vingt-deux hommes commandé par le capitaine Tadeusz Rolski. Il était constitué des lieutenants Bienkowski, Ranoszek, Ostoja-Slonski (promu lieutenant le jour même), Rembalski, Pisarek, Wolinski, et Nowak, des sous-lieutenants Koc, Zulikowski, Czapiewski, Koguiz, Wapniarek, Jankowski, Drybanski, Kosmowski, Bielkiewicz et Rutrowski, des sergents Gmitrowicz et Waskiewicz et des caporaux-chefs Wisniewski et Wieprzkowicz. Seul le lieutenant Ostoja-Slonski faisait partie du groupe demandé par le commandant De Marmier.[1219] Il n'a pas été possible de savoir si, ultérieurement, les pilotes demandés par le commandant De Marmier furent effectivement envoyés à Saint-Etienne-Bouthéon. Aucune archive n'est restée sur place et les documents retrouvés au SHAA, à la SLHADA, ou dans les écrits du lieutenant-colonel Salesse, n'ont pas permis d'obtenir de réponse à cette question.

En tous les cas, le départ du groupe envoyé par le colonel Hug eut lieu le 31 mai 1940 à 10h30 depuis le poste de police de la base aérienne de Lyon-Bron. Tous avaient un uniforme fourni par les Français. Ils rejoignirent la gare de Perrache et prirent un train pour la gare de Saint-Etienne Châteaucreux, où un bus spécial les amena à Bouthéon.[1220] Le commandant De Marmier avait bien préparé les choses. En homme d'expérience, doté d'une grande pédagogie et d'un sens inné de l'organisation, il avait prévu l'organigramme de l'encadrement des stagiaires polonais. Pour ce faire, il disposait dans sa structure de commandement française d'un officier navigant, d'un officier mécanicien, d'un officier administratif et d'un service général (composé de sous-officiers et d'hommes du rang chargés des questions d'entretien de la base aérienne).[1221] Pour sa structure de direction de la Division d'Instruction, il avait mis en place un officier navigant et deux sous-officiers mécaniciens brevetés de grande expérience pour instruire les Polonais. En ce qui concernait la Division d'Instruction aérienne, il disposait de deux officiers navigants et de cinq sous-officiers pilotes pour encadrer les stagiaires polonais. Pour l'entretien du parc aérien et la garantie de son état de marche et donc de son bon fonctionnement, il disposait d'un officier administratif pour la gestion et l'achat des

[1217] Id.
[1218] SHAA, dossier 2B108, Forces aériennes étrangères (lettre n°5329 S/DI du 31 mai 1940).
[1219] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (transferts sur Saint-Etienne et Roanne).
[1220] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (transferts sur Saint-Etienne et Roanne).
[1221] Idem.

pièces détachées des avions, d'un mécanicien breveté et de dix hommes du rang diplômés. Enfin, la compagnie administrative était au complet et attendait elle aussi un groupe de stagiaires polonais, afin de les former (avec la difficile barrière de la langue) aux méthodes et classifications françaises. Le commandant De Marmier n'attendait plus que ses différents groupes de stagiaires polonais que son supérieur direct, le colonel Hug ne lui envoya qu'avec parcimonie. Il est difficile de savoir si le colonel Hug agissait ainsi de son propre chef ou si cela venait de ses supérieurs.[1222]

C°/ Mai 1940 : les événements se précipitent : quel rôle est dévolu aux pilotes polonais ?

Alors que les stages à Clermont-Ferrand Aulnat, à Rennes, Châteauroux, à Lyon-Bron, Saint-Etienne et Montpellier sont en plein déroulement, le 17 mai 1940, le DIAP de Lyon-Bron reçoit un télégramme chiffré, c'est-à-dire codé et top secret. Devant la dureté des combats face à la Whermacht et la Luftwaffe, l'armée de l'Air française a besoin de façon urgente de quatre groupes de chasse polonais. Dans les zones d'opérations Est et Nord, six patrouilles de chasse polonaises (trois avions par groupe) sont en stage de transformation avant un retour sur Lyon-Bron pour former les deux escadrilles constituant le premier groupe de chasse polonais opérant depuis cette base.[1223]

Selon l'accord franco-polonais du 17 février 1940, il était prévu dans l'article IV que : « un certain nombre de membres du personnel navigant et technique polonais pourront être mis individuellement à la disposition du commandement français pour être utilisés par lui, conformément à ses aptitudes ».[1224] Les Français avaient pris leurs précautions en incluant cet article IV. Car, si les événements venaient à se précipiter et si l'armée de l'Air française avait de grosses difficultés à soutenir la pression allemande, il fallait puiser dans les réserves, qu'elles soient françaises ou polonaises. Pour les six patrouilles de chasse polonaises en stage dans les zones d'opérations aériennes Nord et Est, la formation est donc terminée bien avant les trois mois prévus. Les avions polonais sont envoyés au combat dès le 17 mai 1940.

Le télégramme chiffré de l'Etat-major de l'armée de l'Air française daté de ce même jour prescrit l'envoi rapide de quinze pilotes polonais en renfort.[1225] Ordre est donné au colonel Hug du DIAP de Lyon-Bron d'envoyer pour le groupe de chasse II/1 basé à Buc et faisant partie de la zone d'opérations Nord six pilotes polonais. Pour le groupe de chasse II/6 basé à

[1222] Il lui aurait été facile d'envoyer tout le groupe en train de Lyon à Saint-Etienne (environ 1h45 de train).
[1223] SHAA, dossier 2B108, Forces aériennes étrangères.
[1224] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 300 (Accords du 17 février 1940).
[1225] SHAA, dossier 2B108, Forces aériennes étrangères.

Châteauroux-la-Martinerie et situé en zone d'opérations intérieures (intègre la zone Nord dès le 5 juin 1940), trois pilotes polonais. Le groupe de chasse II/7 basé à Avelanges et situé en zone d'opérations Est doit recevoir le renfort de trois pilotes. Enfin, le groupe de chasse II/8 basé à Villacoublay, situé en zone d'opérations Nord, doit obtenir trois pilotes polonais supplémentaires. L'Etat-major de l'armée de l'Air française prescrit au colonel Hug de faire partir ces quinze pilotes polonais pour leur nouvelle affectation dans les quarante-huit heures.[1226]

Un problème se pose dès réception de l'ordre. En effet, il ne peut être question pour ces pilotes de faire mouvement vers leurs nouvelles bases par la voie des airs. Deux raisons essentielles à cela, d'abord aucune patrouille française ne peut, à cause de l'intensité des combats, leur servir d'escorte et le colonel Hug refuse un déplacement isolé ou par groupe de deux avions, car cela serait suicidaire au vu des « incursions incessantes de la chasse lourde ennemie ».[1227] L'Etat-major de l'armée de l'Air française décide donc que les quinze pilotes polonais utilisent le chemin de fer pour rejoindre leur affectation. Ils partent tous de Lyon-Perrache, le 19 mai 1940. Accompagnés de leurs mécaniciens, ils mettent de un à trois jours pour parvenir sur site. En effet, au gré des perturbations ferroviaires liées aux bombardements aériens allemands, leurs différents convois doivent stopper à plusieurs reprises, voire même changer d'itinéraire à cause de voies ferrées détruites ou endommagées.[1228]

C'est ainsi que le premier groupe de six pilotes polonais accompagnés de leurs mécaniciens et composé du capitaine Jatrzebski, du lieutenant Trzebinski, du sous-lieutenant Jakubowski et des caporaux-chefs Brzeski, Tourzanski et Krieger, arrive le 19 mai dans la soirée à la base de Buc au sein du groupe de chasse II/1. Pris en compte, dès le lendemain ils sont affectés au groupement 21, lui-même subordonné au groupement 23.[1229]

Le deuxième groupe de trois pilotes polonais (toujours accompagnés de leurs mécaniciens, en principe un par pilote), composé du lieutenant Cebrzinski (titulaire d'une victoire en Pologne), du caporal-chef Szaposznikow (titulaire d'une victoire en Pologne), et du caporal Brzezowski, arrive seulement le 22 mai 1940 à la base de Châteauroux-la-Martinerie, après trois jours d'un voyage émaillé de plusieurs bombardements allemands. Dès le 23 mai, il intègre le groupe de chasse II/6 et le groupement 23 opérant sur l'ensemble de la zone d'opérations Nord.[1230]

[1226] Idem.
[1227] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (groupe de chasse de Lyon-Bron).
[1228] Idem.
[1229] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (groupe de chasse de Lyon-Bron).
[1230] Idem.

Le troisième groupe de trois pilotes polonais, composé du lieutenant Janusziewicz (titulaire de trois victoires en Pologne), du sous-lieutenant Strzembosz (titulaire d'une victoire en Pologne) et du caporal Szoppe, arrive le 20 mai 1940 à la base aérienne d'Avelanges et intègre le groupe de chasse II/7. En zone d'opérations Est, ils sont pris en compte par les Forces aériennes 108 du groupement 24.[1231]

Le quatrième groupe de trois pilotes polonais, constitué du lieutenant Paskiewicz, du sergent Wunsze (titulaire d'une victoire en Pologne) et du caporal-chef Novak (titulaire de trois victoires en Pologne), arrive le 21 mai à Villacoublay et intègre le groupe de chasse II/8 de la zone d'opérations Nord. Affectés au groupement 21, ils sont subordonnés au groupement 23.[1232]

Les pilotes du groupe de chasse II/7 sont les seuls des quatre groupes à voler sur Morane 406 (en attendant une transformation prochaine sur Dewoitine 520). Les groupes II/1, II/6 et II/8 sont dotés de Bloch 152, appareils déjà largement obsolètes face aux BF 109 allemands. Ces quinze pilotes polonais ont du mal au début à s'intégrer au sein des groupes de chasse. En effet, leur formation sur Bloch 152 à Lyon-Bron n'était commencée que depuis quelques semaines et ils n'avaient pas encore leur avion bien en main. Il en résulte que pendant une dizaine de jours, ils ne peuvent participer aux missions de guerre. Ils profitent d'une période de relative accalmie pour, au sein des groupes II/1, II/6 et II/7 prendre en main leurs appareils dans de bonnes conditions. Par contre, le groupe de chasse II/8 a subi entre-temps d'énormes pertes et seuls les pilotes et certains de leurs mécaniciens non abattus par les Allemands ont pu, par la voie des airs, quitter la zone d'opérations Nord et échapper à la capture ou à la destruction de leurs appareils.[1233]

Une semaine après ce renfort de quinze pilotes polonais, le colonel Hug reçoit un nouveau télégramme chiffré de l'Etat-major de l'armée de l'Air française.[1234] Cette fois, le GQG lui donne l'ordre d'envoyer sous vingt-quatre heures un contingent de douze pilotes polonais. Répartis en deux groupes de six pilotes, ils doivent compléter le dispositif de renfort des bases aériennes de Bernay et Deauville (Calvados).[1235] A Bernay, c'est le groupe de chasse II/10 qui opère, alors qu'à Deauville, c'est le groupe de chasse III/10. Toutes équipées de Bloch 152, ces unités dépendant de la zone d'opérations Nord ont pour mission de couvrir les points stratégiques (raffineries de pétrole, usines d'armement, etc. …) de la Basse Seine (entre

[1231] Id.
[1232] Id.
[1233] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (groupe de chasse de Lyon-Bron).
[1234] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 200 (répartition des pilotes polonais).
[1235] Idem.

Rouen et le Havre).[1236] Alors que l'offensive allemande sur la Somme a commencé, il faut des pilotes en renfort pour compenser les premières pertes et remplacer les pilotes blessés ou trop fatigués par les sorties multiples. Le rôle des Polonais se situe là.

Les douze pilotes partent le 2 juin (soit vingt-quatre heures après réception de l'ordre) et sont encore plus confrontés aux péripéties dues aux bombardements allemands que leurs quinze collègues précédents. Ils prennent le train à Perrache avec leurs mécaniciens et doivent changer trois fois de convoi avant d'arriver enfin le 5 juin 1940 sur leur base d'affectation. Le premier groupe est composé du commandant Wyrwiski, des lieutenants Poniatowski, Dudwal et Radomski (deux victoires en Pologne), du sergent Stramko et du caporal-chef Adamek (deux victoires en Pologne). Ils intègrent le groupe de chasse II/10 basé à Bernay.[1237] Le second groupe composé des lieutenants Gabszewicz (une victoire en Pologne) et Sawiez, des sous-lieutenants Mizka (deux victoires en Pologne) et Mierzwa (une victoire en Pologne), de l'aspirant Rytka et du sergent Musial, intègre le groupe de chasse III/10, basé à Deauville.[1238]

La situation sur le front Nord s'aggravant encore plus, le 11 juin 1940, le colonel Hug reçoit un troisième télégramme chiffré lui enjoignant de mettre sur le départ dans les vingt-quatre heures un contingent de vingt-cinq pilotes polonais avec leurs mécaniciens.[1239] Le premier groupe est composé de huit pilotes polonais commandés par le capitaine Anton Wuczelik, avec les lieutenants Zukowski et Skibinski, les sous-lieutenants Markiewicz et Szemplinski, le sergent Parafinski et les caporaux-chefs Zanewski et Joda. Ils arrivent le 13 juin 1940 sur la base annexe des Vignots (quinze kilomètres au Nord de Châteauroux) et intègrent le groupe de chasse I/1 en zone d'opérations Nord.[1240] Inclus dans le groupement 23 (sous-groupement 42), ils sont équipés de Bloch 152. Pour eux, l'épreuve des combats est de courte durée, puisque douze jours plus tard l'armistice est signée.

Le deuxième groupe est composé des lieutenants Borowski (trois victoires en Pologne) et Baranski (deux victoires en Pologne), ainsi que du sergent Snywar. Ils arrivent le 14 juin 1940 au sein du groupe de chasse III/6 basé au Luc en Provence.[1241] Intégrés dans la zone d'opérations des Alpes et du groupement 25 (sous-groupement Sud), ils ne sont pas appelés au feu, l'aviation italienne étant peu active à ce moment-là. En fait, ils remplacent des pilotes

[1236] Id.
[1237] SHAA, dossier 2B108, Forces aériennes étrangères.
[1238] Idem.
[1239] Id.
[1240] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (utilisation des pilotes polonais).
[1241] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (utilisation des pilotes polonais).

français partis en zone d'opérations Nord prêter main-forte à leurs camarades du front, blessés ou au repos forcé.[1242]

Le troisième groupe est commandé par le capitaine Frey ; le lieutenant Wilczewski le seconde. Il est composé du lieutenant Zadrozinski, des sous-lieutenants Jaugsch, Glowczinski et Czerniak, du sergent Niewiara et du caporal-chef Watolski. Ils arrivent le 14 juin 1940 à la base aérienne de Châteauroux Déols (près de Châteauroux-la-Martinerie), en zone d'opérations Nord. Ils intègrent le groupe de chasse I/8 et le groupement 23 (sous-groupement 42).[1243]

Le dernier groupe est composé du commandant Wieskowski, du lieutenant Rebaski, du sous-lieutenant Szule, de l'aspirant Stoja-Slonski et des caporaux-chefs Pietrzak et Piatkowski. Ils intègrent le groupe de chasse III/9 à Satolas (près de Lyon-Bron) le jour même (11 juin 1940 au soir). Ils font alors partie de la zone d'opérations aériennes des Alpes et du groupement 25 (sous-groupement Nord).[1244]

Alors que les événements se précipitent, les Allemands bombardant de plus en plus souvent les usines françaises, le GQG décide de nouveau l'envoi de renforts. Détenant un rôle absolument central, le DIAP de Lyon-Bron est mis encore une fois largement à contribution. Demandés une première fois dès le 11 mai 1940 par le ministère de l'Air, les renforts polonais ont pour mission de patrouiller sur la zone aérienne de protection des usines d'armement françaises.[1245]

Quatre zones sont définies et sont identiques à la fin du mois de mai 1940 avec celles de la dépêche ministérielle du 11 mai 1940. Elles concernent la région de Nantes depuis la base aérienne de Nantes-Bougenais, la région de Toulouse depuis la base aérienne de Toulouse-Blagnac, la région de Châteauroux depuis la base de Châteauroux-la-Martinerie et celle de Bourges depuis l'aérodrome local.[1246] Constituées en patrouilles de trois officiers pilotes de chasse confirmés avec trois sous-officiers pilotes de chasse confirmés, six mécaniciens brevetés avion, trois aides-mécaniciens avion, un mécanicien breveté armement, un mécanicien breveté équipement et un mécanicien breveté électricien, elles sont mises en route quarante-huit heures après la réception de l'ordre.

La mission des soixante-douze Polonais du DIAP de Lyon-Bron répartis en quatre groupes est la protection des usines de la Société Nationale de Constructions Aéronautiques de l'Ouest

[1242] Idem.
[1243] Id.
[1244] Id.
[1245] SHAA, dossier 2B7, création et participation de patrouilles polonaises à la défense de points sensibles.
[1246] Idem.

(SNCAO) à Nantes, de celles de la Société de Constructions Aéronautiques Dewoitine à Toulouse, de celles de la Société Nationale de Constructions Aéronautiques du Sud-Ouest à Châteauroux et de la Société Nationale de Constructions Aéronautiques du Centre à Bourges.[1247] Ces quatre sociétés appartiennent à l'Etat français et risquent d'être totalement détruites, si des patrouilles de protection ne sont pas mises en place d'urgence. A Nantes, les Polonais volent une fois sur place sur des Morane 406, à Toulouse sur Dewoitine 520, à Châteauroux sur Bloch 152 et à Bourges sur des Curtiss H 75 américains. Ils prennent directement leurs avions sur les chaînes de montages des usines qu'ils protègent. Cela veut dire qu'ils ont entre les mains des appareils démodés face aux chasseurs allemands, mais entièrement neufs (sauf pour les Curtiss H 75 américains qui ne sont pas fabriqués à Bourges).[1248]

Cet appel à la rescousse du GQG français conforte les Polonais dans leur volonté d'en découdre une seconde fois avec les Allemands. Mais depuis la fin du mois de mai 1940, ils ont compris que l'aviation française ne peut gagner la bataille aérienne, faute de chasseurs performants et à cause d'une importante infériorité numérique. Néanmoins, alors que certains officiers supérieurs polonais lorgnent déjà du côté de la Grande-Bretagne, les pilotes, dans leur immense majorité, veulent aller au feu. De plus en plus de pilotes polonais basés au DIAP de Lyon-Bron demandent à partir dans la zone des combats. Une nouvelle étape de l'offensive allemande vers l'intérieur du territoire français leur donne l'occasion de partir au front.

Le 22 mai 1940, une dépêche ministérielle demande de nouveaux renforts polonais pour protéger des bases aériennes, des usines d'armement et des raffineries pétrolières françaises de l'intérieur.[1249] Une première patrouille simple (composée de trois avions) est diligentée sur Romorantin puis, toujours en patrouilles simples, des renforts polonais sont envoyés à Chartres, Etampes, Tours, Avord, Montpellier, Bordeaux, Orléans, Angers (protection du siège du gouvernement Sikorski) et à Cognac (Charente). Enfin, deux patrouilles simples sont allouées à chacune des bases de Clermont-Ferrand Aulnat et Salon-Istres.[1250]

Cette fois, chaque patrouille simple polonaise comprend deux officiers pilotes, quatre sous-officiers pilotes, quatre sergents ou sergents-chefs mécaniciens avion, quatre soldats pour protéger les appareils au sein de leur base, un sergent ou sergent-chef mécanicien armement, un caporal ou caporal-chef mécanicien d'armement et un électricien breveté. Devant la

[1247] Id.
[1248] Ils sont dépassés par les BF 109 allemands.
[1249] SHAA, dossier 2B7, création et participation de patrouilles polonaises à la défense de points sensibles.
[1250] Idem.

menace d'une éventuelle prise d'assaut des bases aériennes par la Whermacht, un groupe de dix soldats par patrouille est rajouté. Les Fusiliers de l'Air de l'armée polonaise sont ainsi pour la première fois mis à contribution. Cela signifie que la situation sur le front est très défavorable à l'armée française, que ce soit sur terre ou dans les airs.

Le matériel que ces quatorze patrouilles polonaises trouvent sur place est à part quelques Morane 406 et Dewoitine 520 des appareils déclassés (Bloch 151, Curtiss H 75), voire complètement obsolètes, comme les Koolhoven FK 58 (avions de chasse hollandais en bois datant des années vingt) à Clermont-Ferrand Aulnat et à Salon-Istres.[1251] La majorité des quarante-deux pilotes polonais n'est pas suffisamment entraînée, car ne faisant pas partie des stagiaires précités dans les chapitres précédents. Ils doivent donc apprendre à piloter leurs nouveaux monoplaces et faire la guerre en même temps.[1252] Autant dire qu'ils doivent encore plus se préparer à mourir que les autres pilotes polonais. D'ailleurs, le 30 mai 1940 à Toulouse-Blagnac, le lieutenant Salkiewicz se tue sur son Dewoitine 520. Il semble que l'accident soit dû à une erreur de pilotage.[1253] D'autres incidents, plus ou moins graves, se produisent sur ces terrains, mais cela n'entame en rien la détermination et le courage des Polonais.

Toujours plus préoccupante, la situation sur le théâtre des opérations entraîne d'autres rappels tous azimuts. C'est un mélange de pilotes civils appartenant aux usines Bloch, Dewoitine ou SNCAO, de stagiaires polonais rappelés de leurs lieux de formation et de ceux demandés au DIAP de Lyon-Bron.[1254] C'est à partir du 5 juin 1940 que l'on assiste à ce type de mélange et que l'on sent la panique monter à tous les échelons du commandement français. Le général Zajac qui aurait préféré que ses pilotes soient bien mieux formés (et équipés des derniers modèles d'avions français), afin d'aller au front et non pas de protéger des sites industriels ou pétroliers en zone intérieure, ne proteste pas. Il a lui aussi conscience de la gravité de la situation, alors que l'offensive allemande sur la Somme menace directement Paris. Resté dans la capitale française où se trouve son quartier général, il assiste, impuissant, à cette levée en masse de ses pilotes et mécaniciens pour suppléer les Français défaillants notamment sur le plan du personnel.

A partir du 5 juin, on assiste à la création (comme à Châteauroux-Déols où se situent les usines Bloch) de patrouilles exclusivement polonaises. La dualité franco-polonaise n'est même plus d'actualité, faute de pilotes. Ce sont donc sept pilotes polonais (le capitaine

[1251] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (utilisation des pilotes polonais).
[1252] Idem.
[1253] Id.
[1254] SHAA, dossier 2B7, création et participation de patrouilles polonaises à la défense de points sensibles.

Leverinski, les lieutenants Henneberg, Imiela, les sous-lieutenants Waskiewicz, Wielgus et Zielinski, ainsi que le caporal-chef Gallus), qui assurent la protection des usines Bloch.[1255] Cette situation semble gêner la direction des usines qui improvise littéralement une patrouille de quatre civils français employés dans l'établissement.[1256] Mais il n'y a plus à ce moment-là de pilotes militaires français sur place. Il semble qu'à Rennes, la protection de la base-école ait été assurée par une patrouille totalement polonaise. Stagiaires sur cette base, les sous-lieutenants Andersz, Hojden, Kolubinski et Maliszewski, auraient assuré seuls la défense du site. Il faut dire, à la décharge des militaires français, que les besoins en pilotes étaient tels sur le front que le GQG puisait avec force dans les écoles de formation, les bases de l'intérieur et les réservistes. Les Polonais avaient donc pour l'essentiel un rôle supplétif (sauf pour le groupe de chasse 1/145 Varsovie vu au chapitre V).

On retrouve ici encore plus que pour le groupe de chasse 1/145 et les quelques patrouilles polonaises détachées dans des groupes de chasse français, les récurrents problèmes liés à la langue française. En effet, pas assez formés au français en général, mais surtout aux techniques et messages radio utilisés par l'armée de l'Air française, ils commettent parfois des erreurs d'appréciation lourdes de conséquence, notamment lors d'une attaque de bombardiers allemands.[1257] Si, par exemple, une coordonnée d'interception est mal comprise, cela peut faire dévier la patrouille d'un demi-kilomètre et du coup entraîner une perte de temps précieuse pour revenir sur les bombardiers et les chasseurs allemands.

L'autre difficulté importante que rencontrèrent ces patrouilles polonaises fut l'incapacité, voire l'incurie du système de guet aérien français de prévenir en temps utile, c'est-à-dire plusieurs dizaines de minutes avant l'arrivée des appareils allemands sur le site.[1258] En effet, de nombreux témoignages corroborés par, notamment, les travaux du lieutenant-colonel Salesse, attestent que très souvent, les patrouilles polonaises étaient alertées de l'attaque aérienne allemande non pas par les vigies ou les embryons de systèmes radars français, mais par les tirs de batteries de DCA (Défense Contre Avions basés au sol et utilisant des mitrailleuses de 12,7 mm et des canons de 20 mm ou de 47 mm), voire même « la chute des premières bombes » sur le terrain qu'ils étaient censés protéger.[1259] Ils devaient alors décoller de toute urgence à vue sur les bombardiers allemands, eux-mêmes protégés par des chasseurs.

[1255] SHAA, dossier 2B7, création et participation de patrouilles polonaises à la défense de points sensibles.
[1256] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (utilisation des pilotes polonais).
[1257] Entretien Zalinski, (12 mars 1997), (témoignages rapportés par Zalinski).
[1258] Incurie retrouvée même dans des ouvrages ou des articles traitant de l'armée de l'Air française en 1939-1940.
[1259] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 (utilisation des pilotes polonais).

Autant dire que les difficultés étaient paroxystiques pour les Polonais et les pertes très importantes (voir chapitre V), malgré l'indéniable courage dont ils faisaient preuve.

Chapitre V

A°/ Les groupes de chasse mixtes franco-polonais et le GC I/145 Varsovie : sont-ils missionnés en adéquation avec leurs capacités réelles ?

Le groupe de chasse I/145 est le seul groupe de chasse entièrement polonais à avoir combattu en tant que tel aux côtés des Français. Les autres patrouilles polonaises se sont battues soit au sein de patrouilles polonaises intégrées à des escadrilles françaises, soit comme je l'ai expliqué précédemment dans des missions de défense de bases aériennes ou de sites sensibles. On ne connaît pas exactement tous les détails de la création du groupe de chasse I/145, mais l'on a pu vérifier qu'il a été créé sur la base aérienne de Lyon-Bron, suite à un accord entre le gouvernement polonais et son homologue français.[1260] Les Polonais, le général Zajac en premier, étaient réticents à l'idée de créer si tôt, (nous sommes à la fin du mois de mai 1940), un groupe de chasse qui parte immédiatement sur le front. En effet, les pilotes polonais ne sont pas assez expérimentés sur les appareils français et surtout ils ne manient (pour la plupart) toujours pas la langue française comme il le faudrait. De gros problèmes se posent ainsi que je l'ai déjà expliqué pour la réception des transmissions radio et des codes tactiques des missions.[1261] Mais le général Zajac n'a guère le choix. Depuis le déclenchement de l'offensive allemande le 10 mai 1940, l'aviation française est mise à mal. Pire, l'armée de Terre française tant vantée en Pologne et ailleurs recule (parfois dans le désordre le plus total). Le GQG français a besoin d'un maximum de pilotes disponibles, afin de tenter de compenser des pertes importantes. Le général Sikorski accepte et donne l'ordre au général Zajac d'autoriser cette création.

D'emblée des problèmes se posent au niveau du matériel français. Le GQG met à la disposition du groupe de chasse polonais nouvellement créé des avions Caudron 714.[1262] Sur le plan théorique, on peut dire que le Caudron 714 affiche une certaine modernité. En effet, il possède des hélices à pas variable (important pour le tir), son train d'atterrissage est escamotable, il a des volets d'intrados et soutient la comparaison en vitesse et puissance de feu avec le Morane 406 ou le Curtiss H 75. Mais il a un gros défaut : il est construit en bois ! Du coup, sa cellule est fragile et ne peut résister à l'onde de choc d'un obus explosant à

[1260] SHAA, dossier 2B5, organisation du haut commandement français (aviation polonaise stationnée en France).
[1261] Les progrès des Polonais existent, mais ne sont pas suffisants.
[1262] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 100 (GC 1/145 « Varsovie », pilotes et matériel).

proximité. Inutile de préciser qu'en cas de coup au but, l'obus atomiserait l'appareil. En plus, cet avion est difficile à piloter, car la conception de la cellule en bois déplace vers l'avant le centre de gravité du Caudron. Les phases de décollage et d'atterrissage en sont exagérément rendues plus délicates. Le général Zajac connaît cet appareil et ne souhaite pas voir ses pilotes s'harnacher dans ce que certains qualifient « d'avionnette » et aller affronter les BF 109 allemands.[1263] A l'usage, les Polonais s'aperçoivent vite qu'ils ont sous-estimé les défauts du Caudron 714. En effet, plusieurs incidents au décollage et à l'atterrissage ont lieu. Par exemple, à une dizaine de reprises le train d'atterrissage ne veut pas sortir. Le résultat est un atterrissage sur le ventre ou le crash.[1264] Les moteurs s'échauffent de façon anormale, la tuyauterie d'essence est réalisée en « superflex » et n'autorise pas le ravitaillement avec les pompes utilisées habituellement par l'aviation française. En tout, de très sérieux problèmes qui mettent la vie des pilotes polonais inutilement en grave danger. Mais le GQG français tient bon et affirme que ces appareils sont convenables pour les missions qu'ils veulent donner aux Polonais.[1265] Néanmoins, promesse leur est faite de leur donner d'autres appareils pour le 10 juin 1940. Transféré à Villacoublay par chemin de fer vers le 20 mai 1940, le groupe de chasse est déclaré opérationnel le 28 mai 1940. De nouveau transférés à Guyancourt près des usines Caudron, les Polonais n'ont pas de logement. Ils doivent habiter dans des fermes ou dans des villages voisins. D'où de gros délais d'intervention en alerte. Le 29 mai 1940, l'unité est au complet.

Le groupe de chasse est commandé par le commandant Kepinski. Son Etat-major est constitué du capitaine Laguna (commandant en second) et des capitaines Grzebalski (chargé des transmissions), Fugiel (chargé du renseignement), Jaworski (chef des mécaniciens), Ziborski (chargé de l'administration) et du médecin sous-lieutenant Woduri (chargé des soins).[1266] Deux officiers de liaison français sont détachés auprès des Polonais. Il s'agit du commandant Leps et du capitaine Bessaud. Les deux escadrilles sont formées de la manière suivante : première escadrille, elle est commandée par le capitaine Wczelik, assisté du lieutenant Obuchowski. Viennent ensuite les sous-lieutenants Czerwinski, Skibinski, Lukaszewicz, Zukowski, Piedorczuk et Godlowski. Les sergents Szemplinski et Markiewicz et les caporaux-chefs Parafinski et Zaniewski complètent cette première escadrille.[1267] La seconde escadrille est commandée par le capitaine Frey, assisté du lieutenant Wilczewski. Elle est

[1263] Entretien Zalinski, (12 mars 1997), (témoignage rapporté).
[1264] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 100 (GC 1/145 « Varsovie », pilotes et matériel).
[1265] Idem.
[1266] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 100 (GC 1/145 « Varsovie », pilotes et matériel).
[1267] Idem.

composée du lieutenant Zadrozinski et des sous-lieutenants Glowczinski, Szalewicz, Czerniak, Jaugsch, Gladych et Lachowicki. Les sergents Paterek et Palak et les caporaux-chefs Zielinski, Watolski, Uchto et Niewiara constituent le corps des sous-officiers et hommes du rang de cette escadrille.[1268] A cela s'ajoutent trente-neuf mécaniciens brevetés avion, douze mécaniciens armement, sept radio-électriciens, un mécanicien équipement et soixante-six aide-mécaniciens. La dotation en Caudron 714 est de trente-quatre appareils. Mais trente-trois sont sur place et seulement dix-huit sont en état de servir ![1269]

A partir du 2 juin 1940, le groupe I/145 est replié sur le terrain de Brétigny. La mission confiée au GC 1/145 est de couvrir le terrain d'aviation. Il est de nouveau transféré à Dreux le 3 juin 1940.[1270] Le 3 juin à 13h30 une alerte rouge est diffusée aux pilotes polonais. En effet, le terrain de Brétigny est attaqué par des bombardiers allemands. Aussitôt l'ordre reçu, une patrouille de six chasseurs Caudron 714 décolle. Mais il est déjà un peu tard. Faute d'avoir donné l'alerte à temps, le système français de guet aérien a fait décoller les avions polonais, alors même que les premières bombes allemandes s'abattent en tapis sur la piste et les infrastructures.[1271] Des tirs nourris sont échangés avec les chasseurs de protection allemands BF 109, mais aucun d'entre eux n'est abattu. Un Caudron 714 est touché par une rafale de mitrailleuses, mais le pilote parvient à poser son appareil en catastrophe.[1272]

Deux heures plus tard, une nouvelle attaque est signalée sur le terrain de Brétigny. Une fois de plus l'alerte a été donnée trop tard, les bombes s'abattent à nouveau sur le terrain. Trois patrouilles de neuf avions polonais décollent en urgence. Les combats sont acharnés. Les Polonais ne veulent rien lâcher malgré la perte de temps précieux due à l'incurie des vigies.[1273] Disposant de chasseurs complètement dépassés par rapport aux Messerchmidt BF 109 allemands, les Polonais attaquent avec une détermination hors du commun. Ils attendent ce moment depuis huit mois. Les tirs polonais sont aussi précis que ceux des Allemands, puisque un bombardier Heinkel HE 111 est abattu, deux autres sont gravement endommagés et un chasseur allemand est descendu. Malheureusement, on déplore des pertes côté polonais, puisque deux Caudron 714 sont abattus. Les pilotes blessés réussissent à sauter en parachute. Le reste de la journée est calme, puisqu'il n'y a pas d'attaque allemande, alors que l'Etat-major s'attendait à un troisième assaut.

[1268] Id.
[1269] Id.
[1270] SHAA, dossier 2B108, Forces aériennes étrangères.
[1271] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 bis (description des combats des pilotes polonais).
[1272] Idem.
[1273] Id.

Le 4 juin, le GC 1/145 est maintenu en état d'alerte. La pugnacité des pilotes polonais a surpris les Allemands, mais aussi les Français qui ne s'attendaient pas à ce bilan de deux appareils ennemis détruits et deux autres gravement endommagés et sans doute inopérants pour longtemps.[1274] Les deux Caudron 714 abattus sont malgré tout le signe d'une supériorité numérique allemande trop importante.

Le 5 juin 1940, le GC 1/145 est toujours en alerte avec ses camarades des groupes de chasses mixtes franco-polonais : les GC I/1, II/1, II/10 et III/10. A 5h25, il reçoit l'ordre d'envoyer une escadrille sur Rouen pour 6 heures à 4 000 mètres d'altitude.[1275] C'est une mission de patrouille classique avec les chasseurs du GC II/10 dont Rouen est dans la zone d'opérations habituelle. A peine les appareils du GC 1/145 sont sur zone, qu'à 6h30 ils reçoivent l'ordre de retourner à Brétigny. Les Polonais pensent à une attaque allemande. Lorsqu'ils arrivent un quart d'heure plus tard, ils atterrissent en urgence. Mais pas de bombardement allemand, en fait il s'agit juste de relever temporairement le GC II/1 qui est occupé ailleurs.[1276] Ce genre d'ordre sans explication est un phénomène récurrent qui agace les Polonais. Ils se sentent considérés comme des militaires de seconde catégorie à qui on ne dit que ce que l'on veut bien dire.[1277] Or, il est important, même si la barrière de la langue est très handicapante, d'expliquer un minimum un ordre, surtout en temps de guerre.

Une fois le GC II/1 revenu sur site, le GC 1/145 reprend la direction des airs pour atterrir à Dreux et se reposer une nuit. Le lendemain 6 juin 1940, le GC 1/145 est de nouveau appelé sur Rouen. Une patrouille part pour le terrain de Brétigny en protection. En effet, le GC II/1 est envoyé au complet sur Soissons.[1278] La journée se passe sans accrochages, les bombardiers allemands étant sans doute occupés ailleurs. Vers 23h30, ce 6 juin 1940, le commandant Kepinski est informé que son GC passe sous les ordres du sous-groupement de chasse 42, commandé par le lieutenant-colonel Augier de Moussac (dont le poste de commandement est à Mantes).[1279] Le GC 1/145 rejoint dans ce sous-groupement les GC I/4, III/3, II/10 et III/10 mixtes franco-polonais. Leur mission est la couverture aérienne de la dixième armée française aux prises avec les blindés allemands.[1280]

Le lendemain 7 juin 1940, le tableau d'opérations ne prévoit rien pour la matinée. Par contre, une première mission de deux patrouilles est envoyée dans la région de Houdan vers 15h40,

---

[1274] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 bis (description des combats des pilotes polonais).
[1275] SHAA, dossier 2B108, Forces aériennes étrangères.
[1276] Idem.
[1277] Entretien Zalinski, (12 mars 1997), (témoignage rapporté).
[1278] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 10 (pilotes polonais au combat).
[1279] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 10 (pilotes polonais au combat).
[1280] Idem.

afin d'assurer l'interdiction, (c'est-à-dire qu'aucun avion ennemi ne pénètre dans l'espace aérien de la zone). A 16h30, la double patrouille est de retour, sans qu'il y ait eu d'accrochages. Une deuxième mission est confiée au GC 1/145 vers 19h. Il s'agit d'interdire l'accès à l'ennemi sur la région de Dreux-Mantes et sur la Seine jusqu'à Vernon. Quatre patrouilles prennent leur envol et reviennent sans incident vers 21h30. La nuit reste calme.[1281]

Le 8 juin à 8h30, le commandant Kepinski reçoit l'ordre de rejoindre un dispositif composé de son GC, ainsi que des GC I/4, II/10 et III/10.[1282] Leur mission, sous les ordres du commandant Ronzet, est d'attaquer un très important convoi de bombardiers allemands, qui devrait bombarder Londres, Brest ou Rouen. Les mécaniciens du GC 1/145 travaillent d'arrache-pied pour mettre en condition les Caudron 714 de ceux qui sont affectés à la mission.[1283] A 10h, les douze appareils du GC reçoivent l'ordre de décoller pour le terrain de Bernay. Le GC est ainsi pré-positionné. En attendant l'attaque massive des bombardiers allemands, les patrouilles sont mises alternativement à contribution pour des missions de couverture aériennes. Les différents GC envoyés sur le terrain de Bernay se relaient de 10h30 à 19h40 pour protéger les bombardiers français chargés d'attaquer les blindés allemands au Nord de la Seine.[1284] Aucune patrouille ennemie n'est détectée. Par contre, à 15h54, une formation du GC 1/145 décolle pour le secteur des Andelys. Apercevant des tirs de DCA (Défense Contre Avions), la patrouille fait immédiatement route dans cette direction. Elle tombe sur une formation de Messerchmidt 110 (environ vingt), qui sont à une altitude de 4 000 mètres.[1285] Malgré le surnombre allemand (un contre quatre), les cinq chasseurs polonais fondent littéralement sur les appareils ennemis. L'engagement est sévère : un Me 110 est abattu d'emblée. Aussitôt, piqués au vif, les aviateurs allemands contre-attaquent. La lutte dans un combat tournoyant se poursuit pendant une dizaine de minutes, puis d'un seul coup les Me 110 rompent la confrontation. Sans doute ont-ils d'autres objectifs, puisqu'ils s'en vont en direction du Nord. Les cinq chasseurs polonais restent en vol. L'un d'entre eux touché par une balle de mitrailleuse au niveau de l'arrivée d'essence se pose en catastrophe dans un champ. Le pilote est récupéré quelques heures plus tard par des soldats français. De retour sur base, la patrouille est ôtée du dispositif d'alerte pour la nuit.[1286]

Le lendemain 9 juin 1940, dès cinq heures du matin, un dispositif identique à celui de la veille est mis en place. Déjà la disponibilité des avions polonais s'est amenuisée suite aux impacts

[1281] Id.
[1282] Id.
[1283] Id.
[1284] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 10 (pilotes polonais au combat).
[1285] Idem.
[1286] Id.

de balles allemandes qui ont abîmé plusieurs Morane 406 prêtés temporairement aux Polonais. Des pièces essentielles comme des courroies, carburateurs, sont en piteux état. Les mécaniciens polonais sont à pied d'œuvre jour et nuit, mais ils ne parviennent pas à maintenir la flotte au niveau requis.[1287] Malgré cela, neuf Morane 406 polonais décollent de Dreux pour Bernay et effectuent une mission de protection de 6h30 à 7h30. Les missions ne duraient guère plus d'une heure à cause de l'autonomie restreinte des appareils et de la fatigue assez rapide des pilotes, surtout lorsqu'ils montaient à haute altitude (plus de 5 000 mètres). Le système français de guet aérien et de renseignement a détecté une menace dans la région de Bernay. Menace qui s'avère être inexistante. C'est une erreur de plus de ce système totalement dépassé et quasiment inopérant qui entraîne les pilotes polonais sur une fausse piste.[1288] Par contre, à soixante kilomètres de là, à Rouen, la raffinerie et les dépôts pétroliers sont en flammes. Le guet aérien n'a pas vu à temps le convoi de bombardiers allemands qui a infligé des dégâts irréparables à ce complexe pétrochimique. La fumée masque le soleil sur soixante-dix kilomètres de rayon et oblige les pilotes polonais à allumer leurs phares.[1289]

En fin de matinée, une seconde patrouille triple (en tout dix-huit avions) est envoyée sur Bernay. La situation commence à être vraiment tendue. Les Allemands ont établi plusieurs têtes de ponts (franchissement par des éléments d'une armée sur une rive ennemie et installation de soldats pour la défendre et préparer l'arrivée des renforts) sur l'autre rive de la Seine. A 14h30, cette patrouille de dix-huit Morane 406 et Caudron 714 décolle pour une mission d'une heure entre Meulan et Rouen pour affronter la chasse ennemie. Les Polonais n'ont rien perdu de leur courage et de leur ténacité, mais ils savent que la situation aéroterrestre est compromise, ou tout le moins que ce n'est plus qu'une question de jours. Pour illustrer le besoin impérieux en pilotes et en avions, le commandant Kepinski lui-même quitte son poste de commandement et prend la tête avec le commandant De Marmier et le capitaine Laguna de la patrouille. Cela veut dire que toutes les forces sont jetées dans la bataille, puisque même le commandant De Marmier a pris les commandes d'un appareil.[1290]

Malgré le travail incessant des mécaniciens et radio-électriciens polonais renforcés pour l'occasion d'éléments français, on ne parvient pas à faire marcher correctement les équipements radio. Cette lacune est gravissime, mais le commandant Kepinski donne l'ordre du décollage. A 14h, la patrouille décolle et rejoint son point de ralliement au-dessus de Meulan. Ce que voient les pilotes polonais est proprement ahurissant ! En effet, le ciel est

[1287] Id.
[1288] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 10 (pilotes polonais au combat).
[1289] Idem.
[1290] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 bis (description des combats des pilotes polonais).

constellé d'avions de guerre de toutes les nationalités en conflit. On dirait une véritable autoroute embouteillée d'appareils en tous genres !

Le commandant Kepinski essaie tant bien que mal de communiquer, entre deux crachotements de la radio, avec ses hommes, pour leur donner les ordres, quand soudain sa radio tombe complètement en panne. La plupart de ses équipiers voient eux aussi leur radio devenir muette définitivement.[1291] Cela est plus que grave et implique d'ores et déjà une infériorité mortelle par rapport aux avions allemands. Quelques minutes après son arrivée sur Meulan, la patrouille Kepinski est la cible de la Flak (DCA allemande). Cela veut dire que sur terre, l'armée allemande a conquis les positions françaises. Les tirs de la Flak sont de plus en plus précis et encadrent la patrouille. Celle-ci parvient à passer malgré les obus et les balles de 14,7 mm, quand elle rencontre sur Vernon une importante formation de bombardiers allemands Dornier 17. Une vingtaine de chasseurs Messerchmidt BF 109 la protège. Le commandant Kepinski tape sur sa radio pour la faire redémarrer, afin de donner les angles d'attaque. En vain.[1292]

Les BF 109 ont compris que quelque chose ne tourne pas rond et fondent tous azimuts sur les Polonais. Il s'ensuit de spectaculaires combats singuliers, à la manière de la guerre de 1914-1918. C'est un spectacle hallucinant où le ciel est parsemé d'avions se livrant une lutte infernale, où chacun joue sa propre vie. L'engagement dure plus d'une demi-heure et l'heure des comptes arrive. Les Caudron 714 en bois, constellés de défauts « génétiques » majeurs, sans radio et avec parfois des mitrailleuses qui s'enraient, se sont comportés comme des héros aux mains des pilotes polonais. Le compte-rendu du commandant Kepinski indique que quatre appareils allemands ont été détruits.[1293] Le sous-lieutenant Glowczinski a abattu un BF 109, tout comme le lieutenant Czerniak et le sergent Parafinski. Le capitaine Wczelik, le lieutenant Kowalski et le sergent Markiewicz ont descendu un bombardier Dornier 17. En flammes, ils n'ont vu aucune corolle de parachute s'ouvrir. Le rapport précise que tous les Caudron 714 ont été touchés par le feu ennemi. Le bilan côté polonais est lourd. Le commandant Kepinski et les lieutenants Czerniak, Skibinski et Godlewski sont abattus.[1294] Ils réussissent à atterrir dans des champs et s'en sortent indemnes. Des militaires français viennent les chercher pour les ramener sur base dans la soirée. Par contre, la patrouille polonaise ne reverra plus le lieutenant Obuchowski, le sous-lieutenant Lachowicki et le caporal-chef Uchto, morts avec

[1291] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 bis (description des combats des pilotes polonais).
[1292] Idem.
[1293] SHAA, dossier 2B108, Forces aériennes étrangères.
[1294] Idem.

leur Caudron.[1295] L'émotion est palpable le soir lors du débriefing. Leurs camarades ne cherchent même pas à cacher leurs larmes, mais le combat doit continuer.

Alors que les blessés dont le lieutenant Kowalski (blessure d'une balle au bras droit) se font soigner, une nouvelle alerte du guet aérien demande un décollage immédiat d'une patrouille polonaise. Il est déjà trop tard, on entend les bombes tomber sur la gare ferroviaire de Dreux. Cinq avions polonais décollent et arrivent au contact de l'ennemi qui vient juste de terminer sa passe de bombardement et file sans demander son reste. La patrouille fait demi-tour et reste sur zone jusqu'à 20h55. Le reste de la nuit fut calme dans tout le secteur couvert par le groupe de chasse 1/145.

B°/ Le groupe de chasse I/145 « Varsovie » : le seul groupe de chasse entièrement polonais. Combats du 10 au 19 juin 1940.

A partir du 10 juin 1940, la situation sur le front aéroterrestre est tendue. Les Allemands progressent inexorablement au Sud de la Seine. Le GQG français ordonne le redéploiement d'un grand nombre de groupes aériens vers la Bretagne et la Loire. Le groupe 1/145 qui vient de faire ses preuves en faisant aussi bien que l'élite de la chasse française la veille, reste en première ligne à Dreux.[1296] Il y a une crainte d'une attaque terrestre allemande de la part d'éléments légers type commandos. Des armes individuelles supplémentaires sont distribuées à chacun. Même les administratifs sont armés. C'est dire si la peur d'un assaut au sol est plus vivace que celle d'un bombardement. Le groupe de chasse 1/145 est désormais seul en première ligne dans le secteur de Dreux, le groupe II/10 ayant été regroupé sur Caen-Carpiquet.[1297] Les premiers éléments ennemis sont à moins de dix kilomètres de la base de Dreux. L'imminence d'une attaque aérienne allemande est signalée par le guet aérien français vers 8h30. Cette fois, pense le commandant Kepinski (qui a pu récupérer un Caudron 714 neuf), la patrouille polonaise va pouvoir décoller à temps et affronter dans de meilleures conditions les BF 109.[1298] D'autant plus que les radio-électriciens ont pu « bidouiller » tant bien que mal les radios. Elles semblent marcher à peu près. Il ne reste que treize avions de combat opérationnels au sein du GC 1/145.[1299]

A 9h15, la patrouille doit décoller de toute urgence, les bombardiers Dornier 17 et leur escorte sont visibles à l'œil nu depuis la base ! Une fois de plus le système de guet aérien français a

[1295] Id.
[1296] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 10 (pilotes polonais au combat).
[1297] SHAA, dossier 2B108, Forces aériennes étrangères.
[1298] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 10 (pilotes polonais au combat).
[1299] Idem.

été pris en défaut. Le message téléphonique d'alerte arrive à la base une fois que les treize chasseurs polonais sont dans le ciel ![1300] Ce n'est plus vraiment une surprise pour le commandant Kepinski. Le contact a lieu à 3 500 mètres d'altitude avec le convoi ennemi. Au moment où le commandant Kepinski indique dans sa radio les ordres d'attaque à ses équipiers, sa radio tombe en panne. (On apprit par la suite que toutes les autres, sauf une, tombèrent aussi en panne à ce moment-là). Ne supporterait-elle pas l'altitude ? En tous les cas, on assiste à une scène identique à la veille, puisque c'est chacun pour soi. Un combat tournoyant aussi spectaculaire que le 9 juin est livré au-dessus de Dreux. Une fois de plus, les Polonais montrent leur indéniable valeur.[1301]

Le sous-lieutenant Czerniak accroche deux bombardiers Dornier. Il tire sans discontinuer sur les deux qui sont proches l'un de l'autre. Une gerbe de flammes s'échappe de l'aile droite du Dornier 17 le plus près du sous-lieutenant Czerniak. Il descend en vrille et prend complètement feu.[1302] Aucun parachute n'est ouvert dans le ciel. Pendant ce temps, le capitaine Frey attaque deux chasseurs BF 109 en même temps. Il tire plusieurs rafales mais ne parvient pas à voir si elles atteignent leurs cibles. Le sergent Paterek attaque deux Dornier 17, il a vu le résultat du sous-lieutenant Czerniak et veut faire pareil. Malheureusement pour lui, deux BF 109 ont compris ses desseins et fondent sur lui. Les sous-lieutenants Zukowski et Lukasiewicz tentent de lui porter secours lorsqu'ils sont accueillis par des BF 109. En moins d'une minute ils en abattent un premier, puis un deuxième qu'ils voient cingler vers le sol en flammes. Il est impossible de dire qui de Lukasiewicz ou de Zukowski a abattu les deux appareils allemands. Le capitaine Laguna attaque à lui seul une patrouille de trois BF 109. Déconcertés par un tel toupet, les chasseurs allemands rompent le combat et s'enfuient vers le Nord. Le capitaine Laguna les poursuit et en abat un, avant de faire demi-tour pour prêter main-forte à ses camarades. De multiples combats individuels, la lutte s'est transformée peu à peu en un assaut solidaire des Polonais. Malheureusement, le capitaine Laguna et ses équipiers n'ont vu que trop tard le commandant Kepinski assailli par trois chasseurs allemands bien décidés à l'abattre. Ce qui est fait lorsque, grièvement blessé en plusieurs endroits du corps par une rafale ennemie, le commandant Kepinski est contraint d'atterrir une nouvelle fois en rase campagne. Son Caudron 714 flambant neuf le matin, est devenu une véritable passoire bonne pour la casse. Ce sont deux soldats français accourus à son secours qui le sortent de son cockpit et le conduisent dans un état grave à l'hôpital de Chartres. C'est le capitaine Laguna qui, de facto, devient le commandant du groupe de chasse 1/145. Le bilan

[1300] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 10 (pilotes polonais au combat).
[1301] Idem.
[1302] Id.

de cet intense affrontement est une victoire pour les Polonais salués par les Français à l'atterrissage. En effet, quatre avions allemands ont été abattus, contre un seul polonais.[1303]

Le capitaine Laguna n'a même pas le temps d'aller s'enquérir de la santé de son chef le commandant Kepinski, car moins de deux heures après cette fatigante lutte, la patrouille doit décoller de toute urgence. En effet, la gare de Dreux est de nouveau la cible d'un bombardement allemand. Prévenus une fois de plus trop tard, les Polonais arrivent une fois que l'escadrille ennemie est hors de portée. La gare de Dreux est en feu, mais les Polonais n'ont plus qu'à repartir pour leur base. Une fois encore, les manquements, l'impréparation et l'incompétence des systèmes de défense français ont amené une riposte polonaise stérile. Le général Zajac a été informé des graves défauts du système de guet aérien français. Il le signale à l'Etat-major qui lui répond que des dispositions vont être prises en conséquence.[1304]

Lors de leur retour sur base, les Polonais manquent d'abattre par erreur un bimoteur britannique en perdition au-dessus de leur terrain. L'après-midi et la soirée du 10 juin 1940 furent sans incident. Le 11 juin, la situation est de plus en plus compromise. La base aérienne de Dreux est à la merci non plus d'une attaque de commandos allemands, mais carrément d'une brigade blindée. Le groupe d'armées françaises n°4 a été pris à revers et bat en retraite. Les dernières unités aériennes françaises tentent de se replier vers le Sud et, pour les plus téméraires d'entre elles, de couvrir la retraite précipitée du groupe d'armées n° 4. Le PC radio de la base de Dreux reçoit vers 11h un message lui indiquant l'approche d'un groupe de blindés allemands dans sa direction. La tension est grande, car le peu de personnel de la base ne risque pas d'affronter à armes égales des chars et des fantassins allemands. S'il s'agit d'un groupe de moins d'une dizaine de blindés, les douze avions encore en état des Polonais peuvent bloquer son avance. Mais il apparaît que ce groupe ennemi est plus important. Le capitaine Laguna fait demander à l'Etat-major français quels sont les ordres. Ses pilotes sont prêts à décoller dans la minute qui suit pour affronter les blindés. Il est à noter le courage indéniable de ces hommes, car les Caudron 714 sont avant tout des chasseurs. Ils ne sont pas équipés pour le bombardement. Les balles de leurs mitrailleuses ne pourraient pas percer les épais blindages des Panzer II allemands. Seuls les fantassins pourraient subir de lourdes pertes.[1305]

Une demi-heure après l'appel du capitaine Laguna, les ordres français tombent. C'est l'évacuation immédiate pour un repli total vers le terrain d'aviation de Sermaises (quatre-

[1303] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 bis (description des combats des pilotes polonais).
[1304] SHAA, dossier 2B5, organisation du haut commandement français (aviation polonaise stationnée en France).
[1305] Des bombes de petite taille peuvent éventuellement être adaptées grâce au système « D ».

vingt kilomètres de Dreux et soixante kilomètres au Sud de Paris).[1306] Leur nouvelle affectation est accompagnée d'un nouvel ordre de mission. Ils doivent, dès réception de leur nouvelle base, opérer dans la zone de combats de la IVe armée française. C'est-à-dire entre la Marne, la Seine et l'Oise.[1307] L'échelon volant, c'est-à-dire les douze Caudron 714 encore en état de marche, décollent une heure plus tard pour Sermaises. Ils arrivent une demi-heure plus tard sur ce terrain qui n'est pas une base à proprement parler, mais un immense champ en pleine campagne sans aucune habitation, ni tour de contrôle, ni hangar. Pour ce qui est de l'échelon roulant, c'est-à-dire les mécaniciens armuriers, radio-électriciens, cuisiniers, soldats de protection de la base, administratifs, etc. …, le départ pour Sermaises s'effectue aussitôt après celui des avions. Mais pour eux, rejoindre leur nouvelle affectation est un véritable cauchemar. Les routes principales allant de Paris vers le Sud et l'Ouest sont encombrées d'un mélange de civils fuyant les combats, de militaires déserteurs ou dont les unités de combat ont été détruites ou disloquées et de convois de soldats montant ou descendant du front.[1308] C'est à travers cette confusion invraisemblable, ponctuée d'attaques de stukas allemands, que l'échelon roulant parvient au complet à rallier Sermaises, tard dans la nuit.[1309]

Sur le terrain de Dreux, la compagnie de l'air 46/104 (des fusiliers de l'air français) procède à la récupération des armes, des chargeurs de munitions et des appareils de bord des onze Caudron 714 restés immobilisés, car hors d'état de voler. Ils entassent tout cela à bord de leurs véhicules, puis, un à un, incendient les Caudron 714 (plus un Morane 406 d'un autre groupe de chasse ayant atterri d'urgence quelques jours plus tôt suite à un impact d'obus allemand). Ils incendient aussi les points stratégiques de la base et détruisent la piste d'aviation. Puis, leur œuvre de sabotage accomplie, ils se replient plus au Sud (à Jaudrais, distante de trente kilomètres).[1310]

Le GC 1/145 s'installe comme il peut sur son nouveau terrain. Les fermes alentours sont réquisitionnées pour loger le personnel. Le capitaine Laguna n'a plus de radios et doit donc se rendre dès le lendemain matin du 12 juin 1940 au bureau de poste de Sermaises. De là, il téléphone à la base d'Etampes (située à quinze kilomètres et dont le stage de pilotes polonais continue malgré les événements). Le PC radio de la base d'Etampes établit une communication avec le quartier général du sous-groupement 42 dont dépend le GC 1/145. Il

[1306] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 10 (pilotes polonais au combat).
[1307] Idem.
[1308] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 bis (description des combats des pilotes polonais).
[1309] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 10 (pilotes polonais au combat).
[1310] Idem.

parvient aussi à établir une liaison avec le quartier général de l'armée de l'Air polonaise en France. Les ordres sont les suivants : « attendez les ordres ! »[1311]

Dans l'après-midi du 12 juin, le capitaine Laguna retourne au bureau de poste de Sermaises. Il téléphone de nouveau à la base d'Etampes qui le relie au quartier général du sous-groupement 42. Les ordres tombent. Le groupe de chasse 1/145 ne peut plus se servir des Caudron 714. Malgré leurs nombreux succès sur les BF 109 allemands dix fois supérieurs techniquement, les Polonais sont déchargés de ces avions qui auraient plus leur place dans des musées que sur les champs de bataille.[1312] Dans la journée ou au plus tard le lendemain 13 juin, des Bloch 152 doivent leur être livrés sur le terrain de Sermaises. Le Bloch 152 est lui aussi dépassé par les standards de l'aviation de chasse allemande, mais il a une cellule métallique et est plus rapide et agile que le Caudron 714.[1313] Le commandement français indique aussi au capitaine Laguna que deux groupes de huit pilotes chacun, doivent être envoyés d'urgence au sein des groupes de chasse I/1 et I/8 non loin de Sermaises, pour apprendre à piloter et à manier au combat les Bloch 152.[1314] Ils doivent intégrer incessamment les patrouilles de ces GC. Le général d'Astier qui commande la zone d'opérations aériennes Nord demande au général Zajac de veiller à la bonne exécution des ordres. Il est prescrit que le premier groupe de huit pilotes polonais, une fois breveté sur Bloch 152, doit rester au sein du groupe de chasse I/1 stationné à Janville. Il doit jusqu'à nouvel ordre patrouiller avec les chasseurs français de cette unité. Le second groupe de huit pilotes polonais doit faire de même au sein du groupe de chasse I/8 installé à ce moment-là à Malesherbes.[1315]

La journée du 12 juin se passe sans qu'aucun Bloch 152 ne pointe ses hélices. Le capitaine Laguna et ses hommes attendent jusqu'au lendemain matin.

Le 13 juin 1940, toujours pas de Bloch à l'horizon. En fin de matinée, le capitaine Laguna reçoit l'ordre de faire mouvement avec ses Caudron 714 et l'échelon roulant au complet sur Châteauroux.[1316] Depuis quarante-huit heures, le GC 1/145 est ballotté sans cesse, de retraite en retraite. Cela indispose les pilotes qui veulent continuer le combat. Mais les ordres sont exécutés, puisque le GC décolle en fin d'après-midi en direction du Sud, enjambant la Loire, à cent quatre-vingt kilomètres de Sermaises à Châteauroux-la-Martinerie, où des stagiaires polonais s'entraînent encore. Une heure de vol sans histoires amène le GC 1/145 à retrouver

[1311] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 10 (pilotes polonais au combat).
[1312] Dès leur fabrication, ils étaient obsolètes.
[1313] Encyclopédie des Armes, éd. Atlas, Paris, 1990, dossier Bloch 152.
[1314] SHAA, dossier 2B108, Forces aériennes étrangères.
[1315] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 10 (pilotes polonais au combat).
[1316] Idem.

de vieilles connaissances polonaises. L'échelon roulant n'arriva que le lendemain matin pour les raisons déjà identifiées lors du premier transfert de Dreux à Sermaises.

Après un rapide briefing, le capitaine Laguna désigna le lendemain 14 juin 1940 un premier groupe de huit pilotes destinés à rejoindre le GC I/1. Celui-ci a battu en retraite, comme la plupart des autres GC. Il s'est installé à Vignots, non loin de la nouvelle base polonaise.[1317] Prenant directement livraison de leurs Bloch 152 flambant neufs à l'usine de Déols, les huit pilotes polonais décollent en fin de journée de Châteauroux.

Le second groupe de stagiaires polonais doit partir pour le 17 juin en formation au sein des patrouilles françaises. En attendant, le capitaine Laguna et ses hommes s'entraînent durement au maniement du Bloch 152. Pendant trois jours, le GC 1/145 alterne vols d'entraînement, vols en formation et simulations d'attaques en vol. Les Polonais sont très appliqués et font des progrès à une vitesse impressionnante.[1318]

Le 16 juin au soir, de nouveaux ordres tombent : une nouvelle retraite est programmée. Le reste du GC 1/145 doit gagner le lendemain 17 juin dans la matinée la base aérienne de Rochefort-Médis à deux cent cinquante kilomètres à l'ouest de Châteauroux. Un groupe de huit pilotes composé du capitaine Frey, des lieutenants Wilczewski et Zadrozinski, des sous-lieutenants Jaugsch, Glowczynski et Czerniak, du sergent Niewiara et du caporal-chef Watolski reste à Châteauroux-Déols pour faire le stage de transformation sur Bloch 152 au sein du groupe de chasse I/8 qui a battu en retraite sur ce même terrain.[1319]

Le 17 juin au matin, le départ est reporté, faute de conditions atmosphériques satisfaisantes. Dans l'après-midi, vers 16h, une éclaircie permet le décollage des pilotes du GC 1/145, avec le capitaine Laguna à leur tête. Une heure trente de vol et l'unité se pose sans encombre à Rochefort-Medis, qui est une base aérienne appartenant à la Marine Nationale française. Elle est le précurseur d'une véritable base aéronavale.[1320]

Les Polonais ont la surprise de voir arriver par échelonnement, les 17 et 18 juin 1940, leurs équipiers des GC I/1 et I/8 qui ont reçu l'ordre de décrocher une nouvelle fois. Du coup, le GC 1/145 est au complet à Rochefort.[1321] L'entraînement sur les Bloch 152 peut donc reprendre. La journée du 18 juin 1940 est entièrement consacrée au vol en formation, aux simulations d'attaque et aux débriefings, commentés par le capitaine Laguna. Pourtant, ainsi que l'écrit le lieutenant-colonel Salesse : « l'ambiance régnant dans la base est loin d'être

[1317] Id.
[1318] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 10 (pilotes polonais au combat).
[1319] Idem.
[1320] Elle est l'une des plus importantes de France à ce moment-là.
[1321] SHAA, dossier 2B13, repli des Forces polonaises lors de la défaite française.

guerrière ».[1322] D'ailleurs, en fin d'après-midi, le capitaine Laguna n'a même plus d'autorisation de décollage pour ses hommes et lui-même. En effet, de plus en plus d'avions de chasse, de bombardiers, et de reconnaissance, affluent sur la base aérienne de Rochefort-Médis. A partir de 17h, on assiste à un ballet ininterrompu d'atterrissages jusques tard dans la soirée.[1323] Le capitaine Laguna sait que la lutte, tout au moins sur le continent européen est terminée, mais il se refuse à baisser les bras. Ses hommes veulent continuer à s'entraîner pour pouvoir de nouveau affronter les chasseurs nazis qui, ils l'ont prouvé, ne sont pas invincibles, loin s'en faut. Mais pour le général Zajac, comme pour les autres officiers supérieurs du commandement de l'aviation polonaise en France, l'heure de faire les valises a sonné.[1324] Le 18 juin, le capitaine Laguna a cherché en vain à joindre le général Zajac ou l'un de ses adjoints. Il voulait connaître les ordres pour les prochaines quarante-huit heures. Malheureusement, le numéro de téléphone à Paris ne répondait pas. Et pour cause, Paris était envahie par les Allemands et changeait de visage pour un long moment.

Alors que faire, si l'on est coupé de son haut commandement ? Certes, le véritable commandement dans cette guerre, depuis octobre 1939 (date de l'arrivée en France des premiers éléments de l'armée Sikorski), est français.[1325] Les derniers combats livrés par les Polonais l'ont bien montré. La plupart du temps, le général Zajac était contré par ses homologues français lorsqu'il tentait de proposer des actions purement polonaises, ou lorsqu'il refusait d'engager en première ligne des pilotes insuffisamment préparés.[1326] Le général Sikorski lui-même, Premier ministre incontesté, chef suprême de son armée en France et doté d'un grand prestige auprès de ses amis français, dut très souvent se résoudre à faire machine arrière, ou à faire semblant d'approuver totalement des décisions contraires à ses intérêts. Le capitaine Laguna était loin de toute cette sphère militaro-politique à laquelle il ne souhaitait en aucune façon participer. Mais il avait compris que quelque part, son combat avait été dupé, comme celui de ses camarades.[1327]

Malgré cela, il restait d'autres espoirs si les Français voulaient bien aider leurs alliés polonais. L'Afrique du Nord et l'Angleterre représentaient les derniers espoirs du GC 1/145 et des autres Polonais des groupes de chasse mixtes I/1, I/8, II/6, III/10 et II/10. Le capitaine Laguna n'avait d'autre choix que d'être suspendu aux bruits de couloir et rumeurs s'échappant du quartier général de la base de Rochefort.

[1322] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 6 (combats et rapatriement des pilotes polonais).
[1323] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 6 (combats et rapatriement des pilotes polonais).
[1324] Le général Zajac est sur le départ avec son Etat-major au complet pour la Grande-Bretagne.
[1325] Voir chapitres précédents.
[1326] Entretien Zalinski, (12 mars 1997), (témoignages rapportés).
[1327] Entretien Zalinski, (12 mars 1997), (témoignages rapportés).

Alors qu'en fin de journée une patrouille mixte franco-polonaise assurant la couverture aérienne de la base (composée de l'adjudant-chef français Delegay, du capitaine polonais Wczelik et du sergent-chef Markiewicz) abat un Heinkel HE 111 qui s'était perdu,[1328] le reste des Polonais du GC 1/145 et des autres GC mixtes entend les dernières nouvelles à la TSF. La France a demandé un armistice. La guerre sur le territoire métropolitain est, cette fois, officiellement terminée.

Les ordres tombent dans la nuit. Le lendemain 19 juin 1940, le groupe de chasse 1/145 doit se rendre par la route à la Rochelle pour rejoindre en bateau l'Angleterre, où déjà un embryon de groupes de chasse est en train d'être créé.[1329] C'est avec une grande émotion que le capitaine Laguna et ses hommes abandonnent à l'ennemi leurs avions avec lesquels ils ont combattu et souvent vaincu les nazis. Pourtant, même si une profonde tristesse les envahit jusqu'aux larmes, ils savent que la lutte continue. Après la France, une autre terre d'exil les attend pour poursuivre le combat. Seront-ils mieux armés et mieux compris cette fois ?

C°/ Les groupes de chasse mixtes franco-polonais : combats et épilogue du 3 au 19 juin 1940

Le groupe de chasse 1/145 « Varsovie » est le seul de l'armée de l'Air polonaise en France qui fut totalement polonais. Mais des groupes de pilotes polonais furent versés au sein d'escadrilles françaises. Ainsi que nous l'avons vu, les groupes de chasse français I/1, II/1, I/6, II/9, II/10 et III/10 intégrèrent de nombreux Polonais. Leur objectif premier était de se familiariser avec les méthodes et tactiques françaises avant, le moment venu, d'intégrer d'autres groupes de chasse totalement polonais comme le GC 1/145 « Varsovie ».

Le GQG français prit en compte ces pilotes de patrouilles mixtes franco-polonaises à partir du 3 juin 1940. Intégrés aux groupements 21 et 23 de la zone d'opérations Nord, ils sont mis en alerte dès le 3 juin, suite à des informations persistantes d'un possible bombardement massif de Paris. Leur objectif serait alors dès que le convoi aérien passerait dans leur zone de couverture, de prendre pour cible en priorité les bombardiers.[1330] Mais avant cela, il faut traverser le mur de chasseurs allemands qui sont là pour protéger au plus près les bombardiers. Le système de guet aérien français dont la Tour Eiffel est le support de radio-transmission essentiel dans la zone d'opérations Nord doit avertir le plus tôt possible les patrouilles franco-polonaises. Mais, comme ce fut le cas pour le groupe de chasse 1/145 « Varsovie », ce système de guet aérien fonctionna excessivement mal. Le 3 juin vers 14h, le

[1328] SHAA, dossier 2B13, repli des Forces polonaises lors de la défaite française.
[1329] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 6 (combats et rapatriement des pilotes polonais).
[1330] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 10 (pilotes polonais au combat).

signal d'alerte retentit une première fois à Brétigny-sur-Orge, où est stationné le GC II/1.[1331] Il est déjà trop tard, un groupe de bombardiers détachés du convoi lance ses bombes sur le terrain d'aviation français en vue de neutraliser les chasseurs. La patrouille franco-polonaise décolle au milieu des bombes allemandes. Elle parvient malgré tout à accrocher quelques cibles. Le lieutenant Trzebinski attaque par-dessous un bombardier moyen Heinkel HE 111. Après trois passes de tir, il est en flammes et s'abat en vrille sur la terre ferme. Il semble n'y avoir aucun survivant parmi l'équipage. Le lieutenant Trzebinski repart aussitôt aider ses camarades polonais et français aux prises avec les BF 109 allemands. Il est le seul polonais de son groupe à inscrire un appareil sur son tableau de chasse ce jour-là, (les Allemands perdent treize avions dans ce combat et les Français onze).[1332] Dans l'intervalle, le GC III/1 décolla pour prêter main-forte, mais bien trop tard, puisqu'il arriva sur zone une fois les combats terminés. Le reste de la journée fut calme pour ces deux groupes (II/1 et III/1).

Le lendemain 4 juin 1940, de nouveaux ordres tombaient. Le haut commandement français décidait de prendre de nouvelles dispositions pour faire face à une probable offensive allemande. Trois nouveaux sous-groupements furent mis en place. Tout d'abord, le sous-groupement 42, dont la mission était d'assurer la couverture et le soutien tactique de la deuxième armée française. Ce sous-groupement comprenait cinq groupes de chasse franco-polonais. En premier lieu les GC I/4 et III/3 destinés à intervenir d'urgence. Puis, placés en réserve, les GC II/10 (sur le terrain de Bernay), III/10 (terrain de Deauville) et le fameux I/145 (à Dreux).[1333]

Le sous-groupement « centre » était le second. Son objectif était le soutien de la septième armée française. Il était le plus important numériquement. Sept groupes le composaient. Quatre groupes de première ligne étaient stationnés à Anglure. Il s'agissait de GC franco-polonais I/8, III/7, II/3 et II/6. Puis, trois autres groupes venaient en réserve, les GC franco-polonais I/1, I/6 et II/1. La moyenne de pilotes polonais intégrés à ces groupes de chasse se situait à environ 20 % de l'effectif total. Cela pouvait paraître peu, mais c'était dû au fait que quelques mois plus tard, (si tout se passait comme prévu), ces pilotes iraient dans des GC totalement polonais. Malheureusement pour eux, tout ne se passait pas exactement comme convenu. Car les Allemands montraient plus de puissance que prévu.

Le troisième sous-groupement : le 43 devait opérer avec la sixième armée française. Il était composé uniquement de groupes de première ligne : les GC franco-polonais II/4, II/9 et I/3.

[1331] SHAA, dossier 2B7, création et participation de patrouilles polonaises à la défense de points sensibles.
[1332] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 bis (description des combats des pilotes polonais).
[1333] SHAA, dossier 2B7, création et participation de patrouilles polonaises à la défense de points sensibles.

Le GQG français a bien fait de réorganiser ses forces, puisque le 5 juin 1940, les Allemands attaquent sur le front de la Somme. Le groupe de chasse II/1 est engagé dès le matin pour couvrir les forces terrestres françaises.[1334] Les Polonais prennent part à quelques-unes des quarante sorties effectuées ce jour-là par le GC II/1. Aucun appareil n'est abattu par les Polonais du GC II/1. Par contre, une patrouille mixte du GC II/7 composée du sergent-chef français Doudies, du sergent français Martin et du caporal-chef polonais Nowakiewicz attaque un avion de renseignement allemand Dornier Do 215 et l'abat en fin de matinée.[1335] Il semble que l'entente entre Français et Polonais dans ces groupes de chasse mixtes soit assez bonne. Surtout entre pilotes. Il y avait un certain respect communautaire.[1336]

Cette même journée du 5 juin voit l'usine d'avions Bloch de Déols (près de Châteauroux) prise pour cible par les bombardiers allemands. Parmi les quatre patrouilles qui décollent pour courir sus aux Heinkel et Dornier allemands, l'une d'elle est polonaise. Elle vient du GC II/6 et est composée du lieutenant Cebrzinski et des caporaux-chefs Szaposznikow et Brzezowski.[1337] Prévenue légèrement en retard, elle fonce vers les bombardiers ennemis et prend un contact visuel à 4 000 mètres d'altitude avec un groupe d'une trentaine de Heinkel HE 111. Le caporal Brzezowski se met en position pour attaquer le dernier Heinkel du convoi qui est un peu à la traîne. Il est rejoint quelques secondes plus tard par le caporal-chef Szaposnikow et le lieutenant Cebrzinski qui tirent sans discontinuer. Les mitrailleuses de défense du bombardier allemand crachent quelques balles, mais il est déjà trop tard. L'aile droite et son moteur sont en flammes. On aperçoit une corolle de parachute, mais le reste de l'équipage semble prisonnier de cette véritable torche qui tombe en vrille. Le lieutenant Cebrzinski ne compte pas en rester là. Il souhaite attaquer d'autres bombardiers allemands avant qu'ils ne s'en aillent. Il en trouve un, juste au-dessous de lui, qui tente de prendre la fuite. Il pique sur lui en même temps qu'un autre pilote polonais venu en renfort : le lieutenant Henneberg. A deux sur lui, le Heinkel n'a aucune chance. Il est en flammes, mais son équipage parvient à le poser sur le ventre et à l'évacuer avant qu'il ne prenne totalement feu.[1338]

De retour sur la base, le lieutenant Cebrzinski est accueilli en héros. Mais le caporal-chef Brzezowski n'est pas de la fête. Son Bloch a été touché au niveau de l'arrivée d'essence, ce qui l'a obligé à effectuer un atterrissage d'urgence en rase campagne. Manque de chance pour

---

[1334] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 10 (pilotes polonais au combat).
[1335] SHAA, dossier 2B7, création et participation de patrouilles polonaises à la défense de points sensibles.
[1336] Entretien Zalinski, (12 mars 1997), (témoignages rapportés).
[1337] SHAA, dossier 2B7, création et participation de patrouilles polonaises à la défense de points sensibles.
[1338] SHAA, dossier 2B7, création et participation de patrouilles polonaises à la défense de points sensibles.

lui, les gendarmes l'ont arrêté et jeté en prison, car ils l'ont pris pour un espion allemand.[1339] Sa piètre connaissance de la langue française lui valut deux jours de prison, avant qu'un interprète ne vienne le faire libérer. La fête est de courte durée, puisque vers 17h, le GC II/6 reçoit l'ordre de décoller pour le terrain d'Anglure. Seuls le lieutenant Cebrzinski et le caporal-chef Szaposnikow restent sur place, en protection de la base et de l'usine Bloch. Malgré leur talent et leur fougue, ces deux pilotes ne risquent pas de protéger efficacement le secteur, si un groupe de bombardiers venait à surgir. A deux contre dix, le compte serait vite fait.[1340]

Le 5 juin 1940 toujours, mais en fin de matinée, le GC I/2 fait décoller une patrouille, avec, parmi elle, le sergent polonais Beda. La mission est d'aller attaquer dans la région de Neufchâteau un convoi de bombardiers allemands.[1341] Ce sont des Junkers JU 88 que la patrouille prend aussitôt à partie. Le sergent Beda attaque avec deux pilotes français l'un de ces JU 88. Celui-ci se défend bien, avant d'être abattu, en flammes, au-dessus de Neufchâteau. Cependant, le sergent Beda est contraint d'atterrir en catastrophe non loin de sa victime. Son moteur est cassé net par deux projectiles issus du JU 88 détruit. Aucun survivant ne fut à signaler parmi l'équipage allemand. Le sergent Beda put rejoindre son escadrille en fin d'après-midi. La journée du 5 juin se termine sans autre intervention des Polonais des GC mixtes.[1342]

Le 6 juin 1940, le GC II/1 est employé toute la journée pour des missions de protection de bombardiers français sur l'Aisne. En début d'après-midi, une patrouille avec, parmi elle, le lieutenant polonais Jatrzebski attaque un groupe de BF 109 allemands. Dans la mêlée, des renforts ennemis surgissent. Le lieutenant Jatrzebski est descendu quelques minutes après le début du combat. Il n'a pas le temps de sauter en parachute et doit donc impérativement poser son appareil s'il veut survivre. Il y parvient de justesse avant de l'évacuer et de le voir s'embraser. Pour lui, la guerre est terminée, car il ne put rejoindre son unité avant l'avancée terrestre allemande. Ce qui le condamna à une longue errance dans les forêts et villages français, afin de tenter d'échapper à la captivité.[1343]

L'autre aspect de la collaboration franco-polonaise en terme de groupes aériens de combat, s'exprime aussi en des termes différents. Pour montrer cela, l'exemple de l'emploi qui est fait le 6 juin par les Français des pilotes polonais des GC III/10 et II/8 est marquant. En effet, les

---

[1339] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 8 bis (description des combats des pilotes polonais).
[1340] C'est une protection plus symbolique que potentiellement efficace.
[1341] SHAA, dossier 2B7, création et participation de patrouilles polonaises à la défense de points sensibles.
[1342] Idem.
[1343] Il fut porté disparu au sein de son unité.

Français, (cela dépendait surtout de leur commandant d'escadrille), utilisaient officiellement les Polonais selon les ordres du GQG. Mais dans la réalité, c'était selon le bon vouloir du patron de l'escadrille.[1344] Et ceux des GC III/10 et II/8 se faisaient tirer l'oreille pour envoyer les pilotes polonais en première ligne. Non pas qu'ils voulaient les protéger, mais plutôt, qu'ils pensaient que ces pilotes étrangers n'étaient pas aussi capables que les pilotes français. Une multitude d'exemples que j'ai évoqués, prouve intégralement le contraire. Ainsi, malgré les protestations des pilotes polonais, ceux-ci durent s'exécuter à de simples tâches de protection de leur terrain (à Deauville), pendant que leurs camarades français partaient attaquer les colonnes blindées allemandes ou protéger les bombardiers français. Pour illustrer ce contraste entre commandants d'escadrille français, le GC I/2 envoya en mission de couverture, puis de protection d'un avion de reconnaissance, deux patrouilles polonaises. Malgré la barrière de la langue, celles-ci accomplirent leur mission avec la plus parfaite efficacité. Le lieutenant-colonel Salesse souligne lui aussi dans son ouvrage cette différence d'emploi des pilotes polonais selon le « caractère » du commandant français d'escadrille.[1345]

Une nouvelle illustration est donnée dans le bon sens par le groupe de chasse II/6 et son commandant qui fit tout ce qui était en son pouvoir pour équiper les pilotes polonais à égalité avec les pilotes français. Cela réussit, puisque le 6 juin 1940, l'unité passait entièrement sur Bloch 152 et pas seulement les pilotes français, comme ce fut le cas au sein du GC II/8.[1346] Elle se servit aussitôt de ses nouveaux appareils que plusieurs pilotes polonais avaient pu tester en stage quelques semaines plus tôt à Châteauroux et à Rennes. Le résultat ne se fit pas attendre, le matin même vers onze heures, deux patrouilles polonaises illustrant la bonne volonté du commandant français de l'escadrille, se joignent à une patrouille française du I/8 (illustrant la mauvaise volonté française) pour une mission d'interception. Ils doivent prêter main-forte à des chasseurs français aux prises avec une meute de cinquante bombardiers HE 111, accompagnés de leurs « chiens de garde » Messerchmidt BF 109 dans le secteur de Conchy-Ressons.[1347] Une fois sur zone, la lutte est tous azimuts. Cela tire dans tous les sens, il arrive même parfois que des balles perdues allemandes frappent des camarades et pareillement dans le camp franco-polonais. Le résultat de l'affrontement est connu une demi-heure plus tard avec quatre avions allemands abattus avec la complicité polonaise. Par contre, un Polonais est descendu. Il s'agit du sous-lieutenant Karwowski dont le moteur a pris feu et dont l'un des réservoirs est percé. Il cherche à sauver son avion, alors qu'à la radio son chef

[1344] Entretien Zalinski, (12 mars 1997), (témoignages rapportés).
[1345] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 4 (palmarès des pilotes polonais).
[1346] SHAA, dossier 2B7, création et participation de patrouilles polonaises à la défense de points sensibles.
[1347] SHAA, dossier 2B7, création et participation de patrouilles polonaises à la défense de points sensibles.

de patrouille lui ordonne de sauter en parachute. Au prix de risques insensés, le sous-lieutenant Karwowski parvient à se poser sur le ventre dans une clairière et à s'extirper de son cockpit, malgré un bras cassé et une cheville foulée.[1348] Les autres patrouilles du II/6 assurent la continuité des missions de combat jusqu'à la tombée de la nuit, sans autre affrontement.[1349]

Le 7 juin 1940, les groupes de chasse II/1 et III/1 sont envoyés en mission de protection de bombardiers français qui vont sus aux blindés allemands massés au Sud de la Somme.[1350] Les bombardiers français peuvent accomplir leur travail sans difficulté, puisque les chars nazis n'ont pas cette fois-ci de couverture aérienne. Puis, c'est au tour du groupe de chasse franco-polonais III/2 d'entrer en action avec des Curtiss H 75 prêtés par les Américains. Basé à Perthes, le GC III/2 compte dix pilotes polonais.[1351] Toujours le 7 juin 1940, le GC II/6, l'un des plus actifs de tous les GC du secteur Nord, attaque, sans réussir à les détruire, un convoi de Dornier DO 17. La patrouille polonaise dirigée par le lieutenant Cebrzinski est de la partie. Toujours le 7 juin, un dispositif de combat commun aux GC II/10 et III/10 est constitué. Le commandant du III/10 a eu vent des exploits du GC 1/145 et des très bonnes actions opérationnelles des patrouilles mixtes polonaises. Aussi décide t-il de faire intégrer un pilote polonais à la mission. Trois patrouilles sont constituées, avec chacune au moins un Polonais. Il s'agit du commandant Wyrwicki, du lieutenant Dudwal, du sous-lieutenant Poniatowski et du sergent Stramko.[1352] La mission de ce dispositif est d'attaquer un convoi de Dornier DO 17 dans le secteur de Bernay. L'engagement dure près de trois quarts d'heure, au cours duquel un DO 17 est abattu.[1353] Les neuf pilotes dont quatre Polonais reviennent à la base sans incident. Il est intéressant de noter cette complémentarité, et parfois même cette osmose, entre les équipiers français et polonais. Sachant le minimum de mots et de codes français pour leurs missions, les Polonais arrivaient à comprendre et à se faire comprendre de leurs alliés. Cela se situait au niveau des choses essentielles, mais c'était suffisant pour mener à bien de dangereuses missions.

Dans l'après-midi du 7 juin, un dispositif analogue auquel s'adjoint une patrouille du I/4 part en mission de chasse sur la région d'Amiens. Les pilotes polonais présents dans ce dispositif sont le commandant Wyrwicki, les lieutenants Radomski et Dudwal, le sous-lieutenant Poniatowski et le sergent Stramko. La mission se passe sans anicroche, lorsque sur le chemin du retour, les neuf pilotes détachés par le GC II/10 sont attaqués par une trentaine de

[1348] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 10 (pilotes polonais au combat).
[1349] Idem.
[1350] Id.
[1351] Id.
[1352] SHAA, dossier 2B7, (création et participation de patrouilles polonaises à la défense de points sensibles).
[1353] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 10 (pilotes polonais au combat).

Messerchmidt BF 109 qui passaient par là. Malgré le renfort des autres GC de la mission, les franco-polonais sont en infériorité numérique à un contre deux.[1354] Cela n'empêche pas le sergent Stramko de détruire un BF 109 à sa troisième passe. La minute d'après, alors qu'il engage dans la lunette de visée de ses mitrailleuses un second Messerchmidt, il est atteint par l'arrière par un autre chasseur allemand. Le Bloch 152 vire dangereusement. Le sergent Stramko doit immédiatement rompre le combat. Il parvient à poser son appareil pour qui la guerre se termine ce jour-là.[1355] Le lieutenant Radomski engage deux BF 109, lorsqu'un troisième le met en ligne de mire et l'abat d'une rafale dans le réservoir. En feu, le Bloch 152 parvient à faire un atterrissage d'urgence avant de brûler complètement. Par chance, le lieutenant Radomski a pu sortir du cockpit avant l'embrasement général. Par contre, ce 7 juin est un jour de deuil pour toute l'armée de l'Air polonaise, puisque vers 17h30 le commandant Wyrwicki (un as de la chasse polonaise), le lieutenant Dudwal et le sous-lieutenant Poniatowksi sont descendus et meurent aux commandes de leur Bloch 152.[1356] La nouvelle est ressentie avec une grande émotion jusqu'au général Zajac, ami du commandant Wyrwicki.

Le 8 juin 1940, dans l'après-midi, une patrouille composée du célèbre capitaine français Williame de la fameuse escadrille des Cigognes avec comme adjoint, le lieutenant polonais Chalupa et sept autres pilotes français attaque vers 17h un groupe de chasseurs Messerchmidt BF 109 et BF 110 dans la région de Gisors. Le capitaine Williame, en as intrépide, abat un premier BF 109, puis, avec le lieutenant Chalupa, un second, (qui ne sera homologué qu'au capitaine français alors qu'il semble que ce soit Chalupa qui l'ait le plus touché).[1357]

Deux heures plus tard, alors que la patrouille a juste eu le temps de refaire le plein et de réparer les impacts les plus contraignants, ordre est donné au dispositif de reprendre les airs. Cette fois, c'est une mission de destruction de bombardiers qui lui est confiée. Le capitaine Williame redemande au lieutenant Chalupa d'être son second pour cette mission. Les deux hommes s'entendent très bien et sont deux excellents chasseurs. La preuve est donnée une demi-heure plus tard, quand le capitaine Williame abat trois Junkers JU 87 en six minutes et le lieutenant Chalupa deux autres.[1358]

Parallèlement, le lieutenant Zantara et le capitaine Laskiewicz participent avec les groupes de chasse II/1, III/1 et III/2 à la destruction d'un Heinkel 111 et d'un Heinkel 126 dans l'après-midi du 7 juin vers Soissons.[1359] Partout, les pilotes polonais font la preuve de leur efficacité.

[1354] SHAA, dossier 2B7, (création et participation de patrouilles polonaises à la défense de points sensibles).
[1355] SHAA, dossier 2B7, (création et participation de patrouilles polonaises à la défense de points sensibles).
[1356] Idem.
[1357] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 10 (pilotes polonais au combat).
[1358] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 10 (pilotes polonais au combat).
[1359] Idem.

Le 8 juin, les lieutenants Cebrzinski et Anders prennent la tête de deux patrouilles polonaises missionnées entre Soissons et Compiègne. Des combats éclatent avec les chasseurs allemands. Aucun Polonais n'est descendu, mais le lieutenant Anders à court de carburant, (il a poursuivi ses adversaires au-delà des possibilités de son Bloch 152), doit se poser en catastrophe. Les pilotes polonais sont de plus en plus reconnus par les autorités militaires françaises comme d'excellents aviateurs, pétris de qualités guerrières et de courage.[1360]

Le 9 juin 1940, la situation est très tendue sur le front terrestre. L'aviation française effectue un très grand nombre de sorties, mais les groupes mixtes franco-polonais ne sortent pas. Par contre, il apparaît que le commandement du GC III/10, le plus rétif vis-à-vis des pilotes polonais, souhaite envoyer ceux-ci en première ligne. Petit à petit, les choses avancent pour les six pilotes polonais de ce GC.

Le 10 juin marque de nouveau des missions pour les Polonais. Une patrouille mixte des GC III/1, I/2 et III/2 décolle vers midi pour une mission de protection de bombardiers français.[1361] Mais alors qu'ils sont sur le point de faire la jonction avec leurs protégés, ils sont pris à partie par la Flak (Défense contre avion allemande). Les sous-lieutenants Chciuk et Gnys sont touchés, mais parviennent à s'échapper du dispositif pour atterrir en catastrophe.[1362] Dans la même journée, une patrouille du GC II/7, à laquelle appartient un pilote polonais : le lieutenant Krol, abat un Dornier DO 215 au-dessus de la Forêt Noire allemande. En fin d'après-midi, le caporal-chef polonais Nowakiewicz abat avec son groupe de pilotes français du II/7 un Dornier DO 125 dans la région de Belfort. Le 10 juin marque le début du tassement de l'activité pour les patrouilles mixtes de groupes de chasse franco-polonaises.[1363] Seul le GC 1/145 « Varsovie » entièrement polonais, continue des missions de guerre nombreuses. On observe chez les pilotes français, mais aussi chez les pilotes polonais comptant le plus d'heures de vol en mission de guerre, une certaine lassitude et une grande fatigue.[1364]

Le 11 juin 1940 marque la fin des combats pour un certain nombre de GC mixtes, comme, par exemple, le GC II/8. Après un dernier combat livré le 16 juin, le GC I/1 rejoint le GC II/8 et le I/8 à Rochefort-Medis.[1365] Les seize pilotes du GC 1/145 « Varsovie », détachés au GC I/1 (capitaine Wczelik, lieutenants Zukowski et Skibinski, sergent-chef Szemplinski et Markiewicz, sergents Parafinski et Zanewski et caporal-chef Ioda) et au GC I/8 (capitaine Frey, lieutenants Wilczewski et Zadrozinski, sous-lieutenants Jaugsch, Glowczinski et

[1360] Entretien Zalinski, (12 mars 1997), (témoignages rapportés).
[1361] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 10 (pilotes polonais au combat).
[1362] Idem.
[1363] SHAA, dossier 2B7, création et participation de Forces polonaises à la défense de points sensibles.
[1364] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 6 (combats et rapatriement des pilotes polonais).
[1365] SHAA, dossier 2B13, repli des Forces polonaises lors de la défaite française.

Czerniak, sergent Niewiara et caporal-chef Watolski), suivent le reste du groupe à Rochefort le 17 juin 1940.[1366] A part la destruction, le 18 juin 1940 en fin d'après-midi, d'un Heinkel HE 111 par le capitaine Wczelik et le sergent-chef Markiewicz dans la région de Rochefort, l'activité aérienne des pilotes polonais se rapproche de zéro.[1367]

L'épilogue des pilotes polonais des groupes de chasse mixtes ressemble à celui du GC 1/145 « Varsovie ». Regroupés à Rochefort, puis, le 19, à la Rochelle, les Polonais (pilotes, mécaniciens et hommes de troupe), sont évacués vers l'Angleterre (GC 1/145, I/1, I/8, II/8, II/1, III/1, II/6, III/9, III/10 et II/10).[1368] D'autres gagnent l'Afrique du Nord française, (groupes de chasse III/2, III/6, II/7).[1369] Le bilan n'est pas bon, puisque, pour la seconde fois en neuf mois, les Polonais sont battus. Mais, cette fois, ils ne sont plus seuls, car d'autres nations, comme la Grande-Bretagne, les soutiennent avec des moyens aériens supérieurs à ceux des Français. Avec au total 104 pilotes polonais engagés au combat aux côtés des Français ou dans le cadre d'un groupe de chasse entièrement polonais comme le GC 1/145 « Varsovie », 64 appareils allemands abattus, une cinquantaine endommagés, 7 pilotes polonais tués en opération, 3 portés disparus, et 5 blessés, l'aviation militaire polonaise en France a pleinement joué son rôle.[1370] Avec peu de moyens, mais avec une volonté, une détermination et un courage sans failles, les hommes du général Zajac reçurent, peut-être un peu tard, les félicitations des chefs de l'armée de l'Air française. Ceux-là même qui, six mois plus tôt, faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour bloquer, (voire même saboter), la constitution de l'armée de l'Air polonaise en France.

Tristes et parfois désemparés, les pilotes polonais s'accrochaient à de nouveaux espoirs, matérialisés par la Royal Air Force que le général Zajac avait en très haute estime.[1371] Finalement, les Français n'avaient pas aidé suffisamment les Polonais dans leur incommensurable tâche de création de cette armée de l'Air polonaise en France. Mais une question restait en suspens : pouvaient-ils réellement faire mieux ? Au soir de ce 19 juin 1940 de sinistre mémoire, les pilotes polonais ne savaient pas, ne savaient plus…

Conclusion Générale

[1366] Idem.
[1367] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 6 (combats et rapatriement des pilotes polonais).
[1368] SHAA, dossier 2B13, repli des Forces polonaises lors de la défaite française.
[1369] Y. Salesse, op. cit., Documents généraux, dossier n° 6 (combats et rapatriement des pilotes polonais).
[1370] Rôle très difficile à jouer, eu égard aux moyens alloués et au peu de temps accordé pour s'entraîner correctement.
[1371] Entretien Zalinski, (12 mars 1997), (témoignages rapportés).

La création d'un gouvernement en exil à plus de mille six cents kilomètres de Varsovie, après une défaite totale et l'anéantissement de tout espoir tenait presque du miracle en octobre 1939. Pour autant, le gouvernement Sikorski était devenu une réalité. La formation d'une division terrestre puis, à partir de janvier 1940 d'une véritable armée eut été inconcevable en octobre 1939. Pourtant, ce fut une réalité. Le prix à payer pour le gouvernement et pour les soldats polonais en France fut lourd. Ces deux réalités l'ont été au prix fort. Déjà en 1934, lorsque le 26 janvier, le colonel Beck signe à Berlin la déclaration germano-polonaise de « non-recours » à la force, la réaction française est immédiate et assez violente. Malgré cela, l'alliance franco-polonaise persista. Mais les Polonais tant qu'ils ont le colonel Josef Beck à la tête de leur ministère des Affaires étrangères ne doivent pas s'attendre à des rapports fondés sur une coopération absolue. Convaincu de francophobie et de germanophilie par le gouvernement français, le colonel Beck n'était certes pas francophile, mais résolument polonophile : la sécurité de son pays, en ces temps troublés, passait avant toute chose. Les relations françaises avec Pilsudski et Beck n'étaient pas bonnes tout simplement parce qu'au-delà des inimitiés et des querelles de personnes, les intérêts français n'étaient pas les mêmes que ceux des Polonais. Beck en tête, le gouvernement de la Sanacja refusait de se soumettre à ce qui peut s'apparenter à un véritable diktat des Français qui souhaitent avoir un allié fidèle et obéissant en Europe orientale. La vengeance française a lieu lorsque interné sur décision du roi Carol de Roumanie (suite notamment aux pressions allemandes), le président Moscicki tente avec l'article 13 de la constitution de 1935 de désigner depuis la Roumanie un successeur qui puisse venir en France et poursuivre l'œuvre de son régime. Les Français s'ingèrent de façon flagrante dans ce processus et bloquent complètement l'initiative du président Moscicki. Cette violation manifeste de la souveraineté polonaise atteint son acmé lorsque le 26 septembre 1939, Daladier par l'intermédiaire de son sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Champetier de Ribes, notifie à Julius Lukasiewicz, ambassadeur de Pologne en France, son refus d'accepter la nomination du général Wieniawa-Dlugoszowski, comme président de la république polonaise. Ceci constitue un terrible camouflet au régime polonais dont la France entend obtenir l'annihilation. C'est chose faite, lorsque Moscicki désigne le 29 septembre 1939 Wladislaw Raczkiewicz comme son successeur. C'est une victoire du gouvernement français, parachevée le 30 septembre 1939 par la nomination du général Sikorski au poste de Premier ministre du gouvernement polonais en exil. Beck tenta bien de réagir depuis la Roumanie en essayant d'établir un réseau de contre-pouvoir à Rome. Mais ce fut un nouvel échec, sa carrière politique était définitivement terminée. La victoire

française était totale. Le régime de la Sanacja avait payé le prix fort de sa volonté d'indépendance.

Sikorski, grand vainqueur polonais de l'ingérence française allait lui aussi devoir payer un lourd tribut pour l'existence et le développement de son gouvernement et de son armée en France. En premier lieu, l'aspect financier, s'il fut en préambule bien ficelé et à l'avantage du gouvernement polonais avec l'accord Bonnet-Lukasiewicz du 7 septembre 1939, puis celui de Londres quelques jours plus tard, devint rapidement très difficile à gérer. Selon les autorités financières françaises, les Polonais avaient un train de vie largement supérieur aux 600 millions de prêtés par la France et le Royaume-Uni. Le gouvernement français réduisit les sommes prêtées aux Polonais, malgré les protestations et les coupes-sombres budgétaires effectuées par exemple par August Zaleski au sein de son ministère des Affaires étrangères. Plus les besoins en matériels et même en uniformes de l'armée polonaise augmentaient et moins les Français délivraient l'intégralité des sommes demandées. De plus, dès octobre 1939, les Français essaient de contrôler le mieux possible les différentes dépenses polonaises. Sikorski résistait comme il pouvait, mais il était dépourvu de moyens financiers propres et surtout, ne voulait pas toucher aux 70 tonnes d'or ramenées de Pologne via la Roumanie et entreposées à la Banque de France de Nevers. L'indépendance financière du gouvernement polonais était donc inexistante, un peu par la faute du général Sikorski, mais surtout, par la volonté française de réduire les dépenses afférentes au prêt de 600 millions de francs et de contrôler le plus possible l'affectation de cet argent.

Sur le plan politique, la Pologne en exil payait le prix fort de cet exil. En effet, la marge de manœuvre du général Sikorski était restreinte. Malgré l'extra-territorialité dont jouissait le gouvernement polonais à Angers, les initiatives politiques polonaises, notamment en matière d'Affaires étrangères, étaient en permanence surveillées par les Autorités françaises. L'exemple de l'ingérence française sur le plan politique lorsque le 3 mai 1940, les Autorités demandent à Sikorski de supprimer un passage de son discours radiodiffusé mettant en cause l'URSS, est le plus marquant. Celui-ci fut obligé de menacer de démissionner pour que les Français le laissent prononcer l'intégralité du discours d'un chef de gouvernement d'un pays théoriquement souverain.

Après l'absence totale d'indépendance financière, le peu de marge de manœuvre sur le plan politique, le gouvernement polonais supportait aussi la dépendance militaire vis-à-vis de son hôte. Les accords du 4 janvier 1940 stipulaient la création d'une véritable armée polonaise en France. Non seulement la nomination des officiers généraux des unités devait recevoir l'aval

des Autorités militaires françaises, mais en plus, la dotation en matériels et en armes, était laissée entièrement à l'appréciation de l'Etat-major français. Cela conduisit tout droit à l'envoi au feu de divisions et de brigades (sauf la brigade de chasseurs du Podhale), sous-armées, sous-entraînées, mais qui pourtant tinrent leur rôle avec une grande efficacité et un esprit de combat demeuré intact. Malgré les demandes incessantes de fournitures d'armes, de munitions, de véhicules, et même d'uniformes, les Français restaient quasiment sourds aux interventions polonaises à tous les niveaux (du général Sikorski à un simple soldat). L'aviation polonaise en France était guère mieux lotie. Seul un groupe de chasse (le GC 1/145 « Varsovie ») entièrement polonais fut créé, alors que le général Zajac, chef d'Etat-major de l'armée de l'air polonaise en attendait au moins trois. De plus, les accords franco-polonais du 17 février 1940 allaient dans un sens plus favorable aux Polonais. Ils ne furent pas respectés. Tout ceci n'empêcha pas le GC 1/145 « Varsovie » et les pilotes polonais des groupes de chasse mixtes de s'illustrer avec brio dans la bataille de France. Equipés pour beaucoup de vieux Caudron obsolètes, ils tinrent la dragée haute aux Messerschmidts BF 109 allemands très modernes. Une aviation polonaise sous-équipée que l'Etat-major français envoie quand même au combat sur le tard avec des avions dont la cellule est en bois, mais qui démontre à ses hôtes qu'elle est sans doute l'une des meilleures d'Europe. Une armée de Terre pareillement sous-équipée et sous-entraînée que le commandement français envoie aussi très tardivement au combat et qui tient tête à l'image de la division Duch sur le Canal Marne au Rhin aux divisions allemandes. Comment ne pas trouver suspect que les divisions Duch, Prugar-Ketling et la brigade Maczek soient non seulement engagées, lorsque tout est perdu, mais surtout, pour protéger la retraite des armées françaises dans leur secteur ? Les soldats polonais eurent donc le « privilège » de servir de remparts à leurs collègues français, ceux-là mêmes dont les chefs ne leur avaient donné que de vieux fusils Berthier, dont certains ne tiraient même plus, et qu'il fallut réparer en toute hâte. Alors le fait que l'aviation et l'armée de Terre polonaise aient combattu avec une grande efficacité aux côtés des Français malgré tous les obstacles mis devant eux, constitue une preuve irréfutable de la valeur martiale des Polonais. Car, nombre de militaires de haut rang français n'avaient cessé durant les neuf mois de présence polonaise en France de critiquer cette armée à « la Bourbaki » ou « incapable de se déplacer en ordre vers un point donné ». Les Français se surestimaient et sous-estimaient les Polonais. La débâcle de mai-juin 1940 fut bien moins glorieuse que la défaite polonaise de septembre 1939. L'armée de Terre et l'armée de l'Air polonaises durent faire face à leurs responsabilités en les assumant, lorsque l'Etat-major français décida de leur entrée en première ligne. Mais les Autorités militaires et politiques françaises n'assumèrent pas les leurs

tout au long des neuf mois de présence polonaise. Même à l'extrême fin, lorsque les militaires et aviateurs polonais voulurent évacuer le territoire français pour poursuivre la lutte en Grande-Bretagne, les moyens mis à leur disposition étaient des plus réduits, voire inexistants. L'on dut à des initiatives personnelles, comme celle du général Faury que près de 80 % des aviateurs polonais parvinrent à quitter la France et que 27 000 soldats sous-officiers et officiers de l'armée de Terre fassent de même. Les réseaux intérieurs de passage à travers l'Espagne furent créés en juin 1940 par les consulats polonais de Toulouse et de Lyon. Une carence de l'Etat français à tous les niveaux qui montre que le gouvernement et l'armée polonaise en France sont considérés par leurs hôtes comme une quantité négligeable.

Deux raisons sont pour moi responsables de ce que je qualifierais de fiasco politique et militaire. La première, est qu'avec toutes les entraves politiques, notamment de censure ou tentatives de censure que subissent le général Sikorski et son gouvernement durant les neuf mois de présence en France, on ressent que les Polonais ne sont pas les bienvenus. Cette désagréable sensation, confirmée par tous les témoins de l'époque que j'ai pu interroger, se retrouve aussi dans le financement par la France du gouvernement et de l'armée polonaise. Certes, le refus de Sikorski (que l'on peut comprendre) de toucher aux réserves d'or de l'Etat polonais a contribué au resserrement de l'aide financière française. Sur le plan militaire, les Français ne veulent pas non plus d'une armée polonaise en France. Les multiples vexations du Haut-commandement français à l'égard de son homologue polonais. Le manque de moyens alloués, les promesses non tenues, le matériel obsolète ou guetté par l'obsolescence. Mais aussi, cette montée en première ligne très précoce pour la brigade des chasseurs du Podhale, ou trop tardive et pour servir de rempart à la retraite des divisions françaises pour le reste des unités polonaises. Il ne faut pas non plus oublier le manque « d'enthousiasme » des Autorités françaises lors de l'évacuation des militaires et aviateurs polonais pour l'Afrique du Nord, Gibraltar ou la Grande-Bretagne. Tout ceci montre à l'évidence que cette armée polonaise, dont le potentiel en hommes est supérieur à 100 000, n'est pas la bienvenue en France. S'il s'était agi d'une simple division de 5 000 hommes, peut-être que les choses auraient été différentes. Mais 100 000 hommes représentaient quelque chose d'important. Cette sorte de mépris pour l'armée Sikorski fait ressortir le fait que la France a donné l'asile au gouvernement et autorisé la création d'une armée sans doute pour son prestige personnel. Elle ne voulait pas voir se créer en Grande-Bretagne un potentat polonais si peu puissant qu'il puisse être. Et puis après l'abandon de la Pologne à son triste sort en septembre 1939 et la victoire sur le régime de la Sanacja et le colonel Beck, c'était le bon moment pour donner l'asile à un gouvernement dont elle espérait une grande docilité.

La seconde raison de ce fiasco tient au fait que les moyens militaires et matériels de la France sont limités. Il n'y avait pas que les unités polonaises qui furent équipées de vieux Caudron C 714 dont la cellule était en bois. D'autres groupes français en furent pourvus. L'armée de Terre française alignait 3 200 chars de combat mais avec seulement 855 chars considérés comme modernes (les chars Renault R-35 comparables aux Panzers I allemands) contre certes 2 574 chars allemands mais avec 1 582 Panzers II, III et IV beaucoup plus modernes que leurs concurrents français. A cela s'ajoutait une grande différence quantitative (mais aussi qualitative à part les Morane 406) pour l'aviation avec 1 400 avions de combat français contre 4 020 allemands. Il devenait dès lors très difficile de pourvoir par exemple aux besoins de la brigade Maczek. Le problème était le même pour l'infanterie. Les moyens financiers, notamment les crédits militaires, étaient insuffisants pour l'armée française en général et l'effort déployé par le gouvernement, trop tardif. Les Polonais devaient eux aussi en payer les conséquences. On ne peut donc nier ce manque de moyens de la France, qui fait partie des causes tangibles de cet échec dans les relations franco-polonaises. Mais, au vu des neuf mois de présence du gouvernement et de l'armée polonaise en France, on peut légitimement douter qu'il put en être autrement si la France avait disposé de moyens financiers et matériels puissants. Les Français, par leurs gouvernants, avaient dupé l'Etat et le peuple polonais en n'intervenant pas en septembre 1939 et en laissant de côté le gouvernement et l'armée Sikorski. La souffrance des nationalistes et d'une grande majorité du peuple polonais n'allait pas s'arrêter sur le sol britannique en juin 1940, ni le 8 mai 1945 à Berlin. Le chant du cygne des espoirs polonais de liberté et de démocratie fut donné en 1946, lorsque la France reconnut le gouvernement communiste polonais inféodé à l'URSS. Une page peu glorieuse de la « séculaire » amitié franco-polonaise était définitivement tournée. Mort le 4 juillet 1943 à Gibraltar dans un accident d'avion qui fut peut-être un assassinat, le général Sikorski devenait avec l'armée qu'il avait constituée en France un mythe puissant pour celles et ceux qui avaient servi sous son autorité. Avec la disparition progressive de toutes ces personnes, c'est la Mémoire polonaise, mais aussi française, de cette période troublée, qu'il convient de sauvegarder et de rapporter aux générations nouvelles.

Sources

I) Sources manuscrites

1) Archives du Ministère des Affaires Etrangères de la République Française (Direction des Archives, 1 rue Robert Esnault-Pelterie – 75007 Paris)

a) Dossier Z Pologne n°294 :institutions de la Pologne

b) Dossier Z Pologne n°297 : renseignements sur les personnalités politiques, janvier 1930 – avril 1935

c) Dossier Z Pologne n°326 : relations franco-polonaises 1933-1936

d) Dossier Z Pologne n°373 : relations franco-polonaises, janvier 1930 -février 1936

e) Dossier Z Pologne n°378

f) Dossier Z Pologne n°380

g) Dossier Z Pologne n°381 : démembrement de la Pologne ; transfert du gouvernement polonais en France ; lettre de François-Poncet à Daladier 24 novembre 1939.

h) Dossier Z Pologne n°382 : armée polonaise en France, septembre 1939 – juin 1940

i) Dossier Série Europe n°152 : 1920 – 1930 traité de Locarno

j) Dossier Série Europe 1930 – 1940 n°181 : Roumanie (politique extérieure avril 1939 – janvier 1940)

k) Dossier personnalités politiques françaises 1930 – 1935 et 1935 – 1940 n°194 et 195

2) Archiwum Akt Nowych (Archives des Actes Nouveaux de Pologne), (Ulica Hankiewicza 1, 02103 Varsovie, Pologne).

Les Archives du Ministère des Affaires étrangères de la République Polonaise détiennent uniquement les archives concernant la période de 1944 à aujourd'hui. Ce sont les Archiwum Akt Nowych qui possèdent les archives d'avant 1944.

A) Collection d'archives concernant le Ministère des Affaires étrangères de la République Polonaise sur la période 1918-1939.

a) Dossier n°322 : période 1918-1939 avec

a) Accords diplomatiques

b) Correspondances diplomatiques

c) Interventions des ministres des Affaires étrangères

d) Relations diplomatiques avec la France

e) Relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne

f) Relations diplomatiques avec la Roumanie

g) Relations diplomatiques avec l'Allemagne

h) Relations diplomatiques avec l'URSS

i) Gouvernement Slawoj-Skladkowski : politique étrangère (France et Grande-Bretagne), mai 1936-septembre 1939

j) Président Moscicki. Juin 1926-septembre 1939

B) Collection d'archives concernant l'Ambassade de Pologne à Paris.

b) Dossier n°463 :

a) Traités avec la France (1919-1945)

b) Relations diplomatiques avec la France (1919-1945)

c) Correspondances (1919-1945)

C) Collection d'archives concernant l'Ambassade de Pologne à Londres (période 1919-1945)

c) Dossier n°503 :

a) Traités avec la Grande-Bretagne (1919-1945)

b) Relations diplomatiques avec la Grande-Bretagne (1919-1945)

c) Correspondances (1919-1945)

D) Collection d'archives concernant l'Ambassade de Pologne à Bucarest (période 1919-1940)

d) Dossier n°487 :

a) Traités avec la Roumanie (1919-1940)

b) Relations diplomatiques avec la Roumanie (1919-1940)

c) Correspondances (1919-1940)

3) The Polish Institute and Sikorski Museum (L'Institut polonais et Musée Sikorski), (20 princes gate, Westminster, London SW71PT, Service des Archives)

a) Dossier n°A12.53/ : Relations Pologne-Royaume-Uni 1930-1940

b) Dossier n°A11E/144 et A IV.1/1,2,3,4 : Relations Pologne-France 1930-1940

c) Dossier n°A26.I : Relations Pologne-Roumanie 1930-1940

d) Dossiers n°A48 et A48.Z.II : Président Raczkiewicz

e) Dossiers n°A11 et A12 : Zaleski (August), Paderewski (Ignacy) et Zajac (Tadeusz)

f) Dossier n°A48.N/1 : Président Ignacy Moscicki

g) Dossier n°A11.76 : Accords Politiques Polonais 1935-1940

4) Archives économiques et financières du Ministère de l'Economie et des Finances de la République française (CAEF, 471 avenue de l'Europe – 77176 Savigny-Le-Temple)

a) Dossier n°B12266 re-coté B65235 en 2008

b) Dossier n°B33268 re-coté B65236 en 2008

c) Dossier n°B33269 re-coté B65237 en 2008 : Accords franco-polonais du 7 septembre 1939

d) Dossier n°B33269 re-coté B65238 en 2008 : Avances françaises sur le prêt de six cent millions de francs aux Polonais

e) Dossier n°B33269 re-coté B65239 en 2008 : Lettre d'Yves Bouthillier à Stanislaw Koc le 2 juin 1940

5) Archives du Service Historique de l'Armée de Terre (aujourd'hui Service Historique de la Défense), (Château de Vincennes, Pavillon des Armes – 94304 Vincennes)

a) Dossier n°32N501 : armée polonaise en France dossier général

b) Dossier n°32N502 : journal de marche de la première division de grenadiers polonais du général Duch

c) Dossier n°32N503 : compte-rendu de l'évacuation des troupes polonaises par le général Faury

d) Dossier n°7N3006 : armée polonaise en France 1939 – 1940

e) Dossier n°7N3006 : lettre de Daladier au général Denain le 2 octobre 1939

f) Dossier n°7N3020 : reconstitution en France d'éléments de l'armée polonaise

6) Archives du Service Historique de l'Armée de l'Air (aujourd'hui Service Historique de la Défense), (Château de Vincennes, Casemate Nord-Est – 94304 Vincennes)

a) Dossier n°2B5 : organisation du Haut-commandement de l'Aviation Militaire française 1939 –1940

b) Dossier n°2B5 : Aviation Militaire polonaise stationnée en France

c) Dossier n°2B7 : création et participation de patrouilles polonaises à la défense de points sensibles

d) Dossier n°2B11 : organisation et fonctionnement des bases-écoles, bases accueillant des éléments polonais

e) Dossier n°2B11 : bases de l'Aviation Militaire polonaise en France

f) Dossier n°2B13 : repli des Forces polonaises lors de la défaite française

g) Dossier n°2B13 : gestion et organisation de l'Aviation Militaire polonaise en France

h) Dossier n°2B108 : Forces aériennes étrangères en France (polonaises, tchèques, belges et hollandaises), transports, emplois, instruction et organisation 1939 –1940

i) Dossier n°2B108 : lettre n°5329 S/DI du 31 mai 1940

7) Archives départementales du Maine et Loire (106 rue de Frémur – 49000 Angers)

a) Dossier n°1M6/100 : gouvernement polonais 1939 – 1940 et lettre de Sikorski du 5 décembre 1939

II) Sources imprimées

1) Société Historique et Littéraire polonaise (6 quai d'Orléans – 75004 Paris)

a) Journal : « Berliner Tageblatt » du 6 novembre 1933 (en allemand)

b) Journal : « La Gazeta Polska » du 4 février 1934 et du 15 septembre 1937 (en polonais)

c) Journal : « Kurier Warszawski » du 2 février 1934, 4 mai 1934 et 24 mai 1935 (en polonais)

d) Journal : « Kurier Polski » du 13 mai 1935 (en polonais)

e) Journal : « L'Excelsior » du 25 août 1939 (en français)

f) Journal : « Dziennik Ustaw » du 20 décembre 1939 (en polonais)

g) Revue : « Skamander » n°3 de novembre 1939 (en polonais)

h) Revue historique : « Zeszyty Historyczne » n°68 de septembre 1984

2) Notes Jean Medrala (fils et gendre de deux anciens combattants de la deuxième division de chasseurs polonais du général Prugar-Ketling). Il s'intéresse à la question à titre amateur depuis une trentaine d'années et a rencontré un grand nombre d'anciens des brigades Maczek, Bohusz-Szysko, des divisions Duch et Prugar-Ketling ainsi que des troisième et quatrième divisions d'infanterie polonaise.

a) Notes sur la dixième brigade blindée du général Maczek

b) Notes sur la brigade autonome des chasseurs du Podhale du général Bohusz-Szysko

c) Notes sur la deuxième division de chasseurs polonais du général Prugar-Ketling

d) Notes sur la première division de grenadiers polonais du général Duch

e) Notes sur la troisième division d'infanterie polonaise du colonel Zieleniewski

f) Notes sur la quatrième division d'infanterie polonaise du général Dreszer

g) Notes sur les combats de Dieuze-Lagarde

h) Notes sur l'évacuation et le devenir des soldats polonais après la défaite française de juin 1940

3) Notes et Mémoire du Lieutenant-colonel Yves Salesse (officier de l'armée de l'Air française en 1939). Il côtoie les aviateurs polonais notamment ceux du DIAP de Lyon-Bron. Il rédige après la fin de la guerre un Mémoire sur l'Aviation Militaire polonaise en France à partir de ses notes et des témoignages d'anciens aviateurs polonais. Cela se présente sous la forme de feuilles dactylographiées sans véritable structure. Neuf dossiers sur un total de 300 pages sont exploitables. Ces dossiers sont consultables à la Société Lyonnaise d'Histoire de l'Aviation et de Documentation Aéronautique de Bron (Rhône) et au Service Historique de l'Armée de l'Air à Vincennes.

a) Documents généraux dossier n°4 : conditions anglaises d'emploi des Forces polonaises

b) Documents généraux dossier n°4bis : palmarès des pilotes polonais

c) Documents généraux dossier n°6 : combats et rapatriement des pilotes polonais

d) Documents généraux dossier n°8 : organisation de l'aviation militaire polonaise ; utilisation des pilotes polonais et description du commandement français de l'aviation polonaise

e) Documents généraux dossier n°8bis : description des combats des pilotes polonais

f) Documents généraux dossier n°10 : pilotes polonais au combat

g) Documents généraux dossier n°100 : description du matériel fourni par les Français à l'Aviation Militaire polonaise ; groupe de chasse GC1/145 Varsovie : pilotes et matériel

h) Documents généraux dossier n°200 : DIAP de Lyon-Bron ; groupe de chasse de Lyon-Bron ; répartition des pilotes polonais sur les différentes bases françaises ; transferts sur Saint-Etienne et Roanne

i) Documents généraux dossier n°300 : Accords militaires franco-polonais ; conférence des 25 et 26 octobre 1939 ; installation des pilotes polonais ; organisation de l'instruction ; Accords du 17 février 1940 ; organisation et instruction du DIAP de Lyon-Bron ; organisation et instruction des autres bases-écoles, écoles et bases aériennes françaises

4) Notes Kalita (notes prises par Tadeusz Kalita durant son séjour à la première division de grenadiers polonais du général Duch)

a) Organisation et entraînement de la division

b) Montée au front

c) Combats de Dieuze-Lagarde

d) Evacuation

III) Sources Internet

Cinq sites Internet tenus par des amateurs d'Histoire (en anglais, français et polonais). Ils ne m'ont rien appris de plus que les sources manuscrites, imprimées ou orales, mais les renseignements qu'ils donnent sont d'une grande exactitude. Ils méritent d'être cités.

1) www.pl.wikipedia.org (en polonais) : article sur le général Bronislaw Duch

2) www.wikipedia.org (en anglais) : Polish 10th armoured cavalry brigade (article sur la brigade Maczek)

3) www.beskid.com : Gazeta Beskid est une revue historique polonaise sur Internet. Articles sur :

a) La division Prugar-Ketling

b) L'Aviation Militaire polonaise durant la campagne de septembre 1939

c) La brigade du Podhale

d) Le général Duch

e) La brigade Maczek

4) www.france1940.free.fr : site très bien documenté animé par des amateurs français d'histoire. Articles sur :

a) Organisation de la deuxième division de chasseurs polonais du général Prugar-Ketling

b) Brigade Maczek

c) Brigade du Podhale : mise en place et organigramme

d) Ordre de bataille de la division Duch

e) Organigramme de la division Duch

5) www.opusmedia.fr : site dédié au capitaine Kazimiersz Duda créé par ses enfants et hébergé par opusmedia.fr (en français et en polonais). Kazimiersz Duda est capitaine de chars dans la brigade Maczek. Articles sur :

a) Capitaine Kazimiersz Duda et son action dans la brigade Maczek

b) La brigade Maczek

6) www.answers.com (en anglais) : site britannique très documenté. Articles sur :

a) Général Zygmunt Bohusz-Szysko

b) Général Bronislaw Prugar-Ketling

c) Général Wladyslaw Sikorski

IV) Sources orales

Ainsi que je l'explique dans l'introduction, je me suis entretenu pendant au total près de 200 heures avec des témoins de premier plan de l'armée polonaise en France et du gouvernement polonais.

1) Entretiens avec Julius Zalinski (né en 1914 et décédé en 2003), officier de l'armée polonaise venu en France après la défaite de septembre 1939. Il intègre de par ses connaissances et relations politiques en Pologne (membre du parti paysan puis du Stronnictwo Narodowe) l'Etat-major de l'armée polonaise en création. Il s'occupe des relations avec le gouvernement ainsi que de la supervision de la création des unités polonaises. Après une période de brouille avec ses supérieurs, il intègre la deuxième division de chasseurs polonais du général Prugar-Ketling, puis la brigade Maczek toujours comme officier. Blessé en juin 1940, il est démobilisé et choisit de rester en France. Après la guerre, persona non grata en Pologne, il s'installe à Paris puis à Lyon où il exerce divers métiers sans trouver un véritable équilibre professionnel.

J'ai eu douze entretiens concernant l'armée et le gouvernement polonais d'une durée d'environ quatre heures chacun.

a) Entretiens les 4 et 23 février, les 2, 5, 8, 9 et 12 mars et le 17 octobre 1997

b) Entretiens les 7, 10, 20 et 24 février 1998

c) Témoignages rapportés par Zalinski : témoignages d'Edouard Sereski et de Zierewicz (rapportés le 9 mars 1997)

2) Entretiens avec Tadeusz Julian Kalita. Né le 18 octobre 1912 à Stara Sol, issu d'une famille de la haute bourgeoisie polonaise. Il devient avocat et adhère très tôt au parti Stronnictwo Narodowe. Officier durant la campagne de septembre 1939 en Pologne, il rejoint la France et s'engage dans la première division de grenadiers polonais du général Duch. Intellectuel et homme d'action, il est avec Zalinski l'un des deux témoins extrêmement précieux de cette thèse et a gardé jusqu'à sa mort en août 2002 une lucidité extraordinaire. Lui aussi persona

non grata en Pologne, il est resté en France où il a fondé une famille. Il y a une vingtaine d'entretiens de « travail », mais je l'ai rencontré beaucoup d'autres fois.

a) Entretien le 25 août 1996

b) Entretiens le 25 mars, les 7, 13 et 26 avril, les 5 et 22 mai, les 2, 10 et 15 juin, les 10 et 25 juillet, les 5 et 28 août, les 5 et 22 septembre, les 10 et 18 octobre, les 2 et 10 novembre et le 12 décembre 1997

3) Entretiens avec Kajic Mlot. Né en 1918, il obtient un brevet de mécanicien et s'intéresse à tout ce qui touche les transmissions. Sous-officier durant la campagne de septembre 1939, il rejoint la France et s'engage dans la première division de grenadiers polonais du général Duch. J'ai eu six entretiens avec lui.

a) Les 25 septembre et 12 octobre 1996

b) Les 2, 7 et 26 juillet et le 2 août 1997

4) Entretien avec Jacek Matuszewski (immigré polonais en 1930 décédé en 1997).

a) Entretien le 10 décembre 1996

5) Entretien avec Edward Soleski (ancien officier de l'armée Sikorski) à Varsovie. Je l'ai rencontré grâce à l'Institut France-Pologne.

a) Entretien le 25 février 1997

6) Entretien avec Hanna Leskiewicz (immigrée polonaise à la fin des années trente et résistante du réseau Pown-Monica en 1940 – 1945).

a) Entretien le 2 juillet 1995

7) Entretien avec Philippe Ferret (ancien combattant français de la Première Guerre Mondiale, décédé en 1998).

a) Entretien le 12 décembre 1992

Bibliographie

I) Ouvrages généraux

Davies (Norman), Histoire de la Pologne, éditions Fayard, Paris, 1986.

Rollet (Henry), La Pologne au vingtième siècle, éditions Pedone, Paris, 1984.

Bezbakh (Pierre), Histoire de la France contemporaine, éditions Bordas, Paris, 1990.

II) Ouvrages traitant de la question polonaise des années trente et quarante

Beauvois (Yves), Les relations franco-polonaises pendant la drôle de guerre, éditions L'harmattan, Paris, 1989.

Noël (Léon), La Pologne entre deux mondes, éditions Sorbonne, Paris, 1984.

Wyrwa (Tadeusz), La Résistance polonaise et la politique en Europe, éditions France-Empire, Paris, 1983.

Terlecki (Olgierd), Général Sikorski, éditions WL, Varsovie, 1981 (en polonais).

Lukasiewicz (Julius), The last days before the war, éditions Columbia University Press, Etats-Unis, 1970 (en anglais).

Beaufre (André), Le drame de 1940, éditions Plon, Paris, 1965.

Machiewicz (Stanislaw), Polityka Becka, éditions Pax, Varsovie, 1964 (en polonais).

Beck (Josef), Dernier rapport, éditions La Baconnière, édition posthume, Neufchâtel, Suisse, 1951.

Grosz (Victor), La vérité sur le drame polonais de septembre, éditions Pavillon, Paris, 1951.

III) Ouvrage d'Histoire régionale

Medrala (Jean), L'armée polonaise dans les Deux-Sèvres, édité par le Conseil Général des Deux-Sèvres, Niort, 1999.

IV) Thèse

Ponty (Janine), Les travailleurs polonais en France 1919 – 1939, thèse de doctorat, Paris I, 1985, tomes I, II et III.

V) Colloque

1) Actes du colloque franco-polonais (23 et 24 octobre 1995) à Paris, « La Pologne et la France dans la guerre et la résistance 1939 – 1945 » publié par le Secrétariat d'Etat aux anciens combattants, Paris, 1975.

VI) Encyclopédies

1) Grand Larousse Encyclopédique, éditions Larousse, Paris, 1999.

2) Encyclopédie des armes, éditions Atlas, Paris, 1990 (articles sur « Stukas », « BF 109 », « Loire 46 » et « Bloch 152 ».

Remerciements

Je tiens à remercier chaleureusement Monsieur Régis LADOUS pour son soutien et ses conseils éclairés tout au long de l'élaboration de cette thèse.

Je remercie également Monsieur Piotr ADAMIUK, Consul Général de Pologne à Lyon et toute son administration consulaire pour leur contribution.

Messieurs KALITA, ZALINSKI, MLOT, MEDRALA, MATUSZEWSKI, SOLESKI et FERRET ainsi que Madame LESKIEWICZ m'ont permis grâce à leurs témoignages très précieux de parvenir au bout de ce travail. Qu'ils en soient sincèrement remerciés.

Je remercie aussi l'Institut France-Pologne pour son aide.

Merci à mon épouse et mes parents pour leur soutien et leurs encouragements tout au long de ces années de travail.